



SOCIÉTÉ DES NATIONS

*Recueil des Traités et des Engagements
internationaux enregistrés par le Secrétariat
de la Société des Nations.*

LEAGUE OF NATIONS

Treaty Series

*Publications of Treaties and International Engagements
Registered with the Secretariat of the
League of Nations.*

SOCIÉTÉ DES NATIONS

Recueil des Traités

*et des Engagements internationaux enregistrés par le
Secrétariat de la Société des Nations.*

VOLUME CVII

1930-1931

NUMÉROS 1, 2, 3 et 4

TABLE DES MATIÈRES

	Pages
N° 2465. — Luxembourg et Suisse :	
Traité de conciliation, de règlement judiciaire et d'arbitrage. Signé à Genève, le 16 septembre 1929	23
N° 2466. — Luxembourg et Pays-Bas :	
Traité de règlement judiciaire, d'arbitrage et de conciliation. Signé à Genève, le 17 septembre 1929	35
N° 2467. — Luxembourg et Tchécoslovaquie :	
Convention de conciliation, d'arbitrage et de règlement judiciaire. Signée à Genève, le 18 septembre 1929	49
N° 2468. — Etats-Unis d'Amérique et Pays-Bas :	
Traité d'arbitrage. Signé à Washington, le 13 janvier 1930	69
N° 2469. — Belgique et Norvège :	
Convention ayant pour but d'éviter la double imposition des revenus des entreprises de navigation maritime des deux pays, signée à Bruxelles, le 29 octobre 1928, et échange de notes y relatif, Londres et Bruxelles, le 6 février 1929	75
N° 2470. — Chine et Suède :	
Traité réglant les relations douanières entre les deux pays, signé à Nankin, le 20 décembre 1928, et échange de notes y relatif, de la même date	81
N° 2471. — Chine et Portugal :	
Traité préliminaire d'amitié et de commerce, signé à Nankin, le 19 décembre 1928, et échange de notes y annexé, de la même date	93

LEAGUE OF NATIONS

Treaty Series

*Publications of Treaties and International Engagements
registered with the Secretariat of the League of Nations.*

VOLUME CVII

1930-1931

NUMBERS 1, 2, 3 and 4

TABLE OF CONTENTS.

	Page
No. 2465. — Luxemburg and Switzerland :	
Treaty of Conciliation, Judicial Settlement and Arbitration. Signed at Geneva, September 16, 1929	23
No. 2466. — Luxemburg and the Netherlands :	
Treaty of Judicial Settlement, Arbitration and Conciliation. Signed at Geneva, September 17, 1929... ..	35
No. 2467. — Luxemburg and Czechoslovakia :	
Convention of Conciliation, Arbitration and Judicial Settlement. Signed at Geneva, September 18, 1929	49
No. 2468. — United States of America and the Netherlands :	
Treaty of Arbitration. Signed at Washington, January 13, 1930	69
No. 2469. — Belgium and Norway :	
Convention for the Prevention of Double Taxation on Income derived from Shipping Undertakings of both Countries, signed at Brussels, October 29, 1928, and Exchange of Notes relating thereto, London and Brussels, February 6, 1929	75
No. 2470. — China and Sweden :	
Treaty regulating Tariff Relations between the two Countries, signed at Nanking, December 20, 1928, and Exchange of Notes relating thereto of the same date ...	81
No. 2471. — China and Portugal :	
Preliminary Treaty of Amity and Commerce, signed at Nankin, December 19, 1928, and Exchange of Notes annexed thereto of the same date	93

	Pages
N° 2472. — Etats-Unis d'Amérique et Chine :	
Traité réglant les relations douanières entre les deux pays. Signé à Peiping, le 25 juillet 1928	121
N° 2473. — Allemagne et Norvège :	
Echange de notes concernant les droits d'entrée en Allemagne des pierres de bordure norvégiennes. Berlin, le 30 mai 1930.	129
N° 2474. — Autriche et Tchécoslovaquie :	
Convention pour le règlement des questions techniques et économiques dans les secteurs frontières du Danube, de la Morava et de la Thaya, avec protocole final. Signés à Praha, le 12 décembre 1928	137
N° 2475. — Egypte et Tchécoslovaquie :	
Echange de notes comportant un arrangement commercial provisoire. Le Caire, le 16 mars 1930	179
N° 2476. — Hongrie et Roumanie :	
Echange de notes comportant un accord commercial provisoire, Budapest, le 10 août 1930, et échanges de notes prorogeant cet accord, Budapest, les 23 et 27 décembre 1930, 29 et 30 mars, 30 juin et 1 ^{er} juillet 1931	185
N° 2477. — Pays-Bas et Tchécoslovaquie :	
Traité de règlement judiciaire, d'arbitrage et de conciliation. Signé à Genève, le 14 septembre 1929	201
N° 2478. — Roumanie, Tchécoslovaquie et Yougoslavie :	
Accord complémentaire aux Traités d'amitié et d'alliance entre les Etats de la Petite Entente. Signé à Strbské Pleso, le 27 juin 1930	215
N° 2479. — Union économique belgo-luxembourgeoise et Roumanie :	
Accord commercial provisoire, signé à Bucarest, le 28 août 1930, et échange de notes y annexé, de la même date	221
N° 2480. — Allemagne et Danemark :	
Déclaration concernant l'abolition du visa obligatoire des passeports entre les deux pays, signée à Copenhague, le 1 ^{er} mai 1926, et échange de notes y relatif, Copenhague, le 4 mai 1926	229
N° 2481. — Grande-Bretagne et Japon :	
Articles additionnels amendant l'Accord relatif aux colis postaux des 19 juillet/1 ^{er} août 1907 entre l'Administration des Postes de Hong-Kong et le Ministère des Communications de l'Empire du Japon. Signés à Tokio, le 5 mars 1929, et Hong-Kong, le 20 août 1929	243
N° 2482. — Roumanie et Yougoslavie :	
Arrangement commercial et protocoles y annexés, signés à Bucarest, le 4 août 1930, et échanges de notes y relatifs, Bucarest, les 29 décembre 1930 et 22 juin 1931. ...	253

	Page
No. 2472. — United States of America and China :	
Treaty regulating Relations between the two Countries. Signed at Peiping, July 25, 1928.	121
No. 2473. — Germany and Norway :	
Exchange of Notes concerning Import Duties into Germany of Norwegian Kerbstones,, Berlin, May 30, 1930	129
No. 2474. — Austria and Czechoslovakia :	
Convention for the Settlement of Technical and Economic Questions on the Frontier Sectors of the Danube, Morava and Thaya, with Final Protocol. Signed at Prague, December 12, 1928	137
No. 2475. — Egypt and Czechoslovakia :	
Exchange of Notes constituting a Provisional Commercial Agreement. Cairo, March 16, 1930	179
No. 2476. — Hungary and Roumania :	
Exchange of Notes constituting a Provisional Commercial Agreement, Budapest, August 10, 1930, and Exchanges of Notes prorogating this Agreement, Budapest, December 23 and 27, 1930, March 29 and 30, June 30 and July 1st., 1931	185
No. 2477. — The Netherlands and Czechoslovakia :	
Treaty of Judicial Settlement, Arbitration and Conciliation. Signed at Geneva, September 14, 1929	201
No. 2478. — Roumania, Czechoslovakia and Yugoslavia :	
Supplementary Agreement to the Treaties of Friendship and Alliance between the States of the Little Entente. Signed at Strbské Pleso, June 27, 1930	215
No. 2479. — Economic Union of Belgium and Luxemburg and Roumania :	
Provisional Commercial Agreement, signed at Bucharest, August 28, 1930, and Exchange of Notes annexed thereto of the same date	221
No. 2480. — Germany and Denmark :	
Declaration regarding the Abolition of Compulsory Passport Visas between the two Countries, signed at Copenhagen, May 1, 1926, and Exchange of Notes relating thereto, Copenhagen, May 4, 1926	229
No. 2481. — Great Britain and Japan :	
Additional Articles amending the Parcel Post Agreement of July 19/August 1, 1907, between the Post Office of Hongkong and the Department of Communications of the Empire of Japan. Signed at Tokio, March 5, 1929, and Hongkong, August 20, 1929	243
No. 2482. — Roumania and Yugoslavia :	
Commercial Agreement and Protocols annexed thereto, signed at Bucharest, August 4, 1930, and Exchanges of Notes relating thereto, Bucharest, December 29, 1930, and June 22, 1931	253

	Pages
N° 2483. — Grande-Bretagne et Irlande du Nord et Égypte :	
Echange de notes établissant un <i>modus vivendi</i> commercial, Le Caire, les 5/7 juin 1930, et échanges de notes y relatif, Le Caire, les 14/22 février 1931	267
N° 2484. — Grande-Bretagne et Irlande du Nord et Portugal :	
Accord additionnel à l'Accord postal du 24 juillet 1917 entre l'Administration des Postes de Hong-Kong et l'Administration des Postes de Macao. Signé à Macao, le 29 mai 1930 et Hong-Kong, le 14 juin 1930	275
N° 2485. — Grande-Bretagne et Irlande du Nord et Portugal :	
Accord additionnel à l'Accord conclu le 28 juillet 1905 entre l'Administration des Postes du Royaume-Uni et l'Administration des Postes du Portugal concernant l'échange direct des colis postaux et règlement d'exécution y annexé. Signés à Londres, le 29 avril 1930, et Lisbonne, le 27 juin 1930... ..	281
N° 2486. — Grande-Bretagne et Irlande du Nord et Lettonie :	
Accord relatif aux biens des marins décédés. Signé à Londres, le 24 juillet 1930	301
N° 2487. — Albanie et France :	
Convention consulaire. Signée à Tirana, le 5 février 1928... ..	307
N° 2488. — Allemagne et Australie :	
Accord relatif à la libération des biens, droits et intérêts des ressortissants allemands grevés du privilège établi en vertu du Traité de Versailles, signé à La Haye, le 17 janvier 1930, et échange de notes y relatif de la même date	325
N° 2489. — Autriche et Tchécoslovaquie :	
Echange de notes comportant un accord concernant les rapports directs entre la Gendarmerie et les Offices de la Sûreté publique des deux pays. Vienne, le 2 mars et 12 septembre 1930	341
N° 2490. — Égypte et Perse :	
Echange de notes comportant un arrangement commercial provisoire. Téhéran, le 17 juin 1930	349
N° 2491. — Hongrie et Perse :	
Echanges de notes comportant un accord relatif au règlement provisoire des relations commerciales entre les deux pays, Rome, le 19 juin 1929, et échanges de notes prorogeant cet accord, Rome, les 7 décembre 1929 et 19 juin 1930... ..	355
N° 2492. — Belgique et Danemark :	
Convention ayant pour but d'éviter la double imposition des revenus des entreprises de navigation maritime des deux pays. Signée à Bruxelles, le 21 décembre 1928	363
N° 2493. — Belgique et Islande :	
Convention ayant pour but d'éviter la double imposition des revenus des entreprises de navigation maritime des deux pays. Signée à Bruxelles, le 21 décembre 1928	369

	Page
No. 2483. — Great Britain and Northern Ireland and Egypt :	
Exchange of Notes establishing a Commercial <i>Modus Vivendi</i> , Cairo, June 5/7, 1930, and Exchange of Notes relating thereto, Cairo, February 14/22, 1931	267
No. 2484. — Great Britain and Northern Ireland and Portugal :	
Agreement supplementing the Postal Agreement of July 24, 1917, between the Postal Administration of Hongkong and the Postal Administration of Macao. Signed at Macao May 29, 1930, and Hongkong, June 14, 1930	275
No. 2485. — Great Britain and Northern Ireland and Portugal :	
Agreement Additional to the Agreement concluded on July 28, 1905, between the Post Office of the United Kingdom and the Post Office of Portugal concerning the direct Exchange of Postal Parcels and Detailed Regulations annexed thereto. Signed at London, April 29, 1930, and at Lisbon, June 27, 1930	281
No. 2486. — Great Britain and Northern Ireland and Latvia :	
Agreement respecting the Estates of Deceased Seamen. Signed at London, July 24, 1930.	301
No. 2487. — Albania and France :	
Consular Convention. Signed at Tirana, February 5, 1928	307
No. 2488. — Germany and Australia :	
Agreement regarding the Release of Property Rights and Interests of German Nationals subject to the Charge created in pursuance of the Treaty of Versailles, signed at The Hague, January 17, 1930, and Exchange of Notes relating thereto of the same date.	325
No. 2489. — Austria and Czechoslovakia :	
Exchange of Notes constituting an Agreement regarding direct Relations between the Gendarmerie and the Security Police Authorities of the two Countries. Vienna, March 2 and September 12, 1930	341
No. 2490. — Egypt and Persia :	
Exchange of Notes constituting a Provisional Commercial Agreement. Teheran, June 17, 1930	349
No. 2491. — Hungary and Persia :	
Exchanges of Notes constituting an Agreement regarding the provisional Settlement of Commercial Relations between the two Countries, Rome, June 19, 1929, and Exchanges of Notes renewing this Agreement, Rome, December 7, 1929, and June 19, 1930.	355
No. 2492. — Belgium and Denmark :	
Convention for the purpose of preventing the Double Taxation of Income derived from Shipping Undertakings of the two Countries. Signed at Brussels, December 21, 1928.	363
No. 2493. — Belgium and Iceland :	
Convention for the purpose of preventing the Double Taxation of Income derived from Shipping Undertakings in the two Countries. Signed at Brussels, December 21, 1928	369

	Pages
N° 2494. — Etats-Unis d'Amérique et Perse :	
Echanges de notes comportant un règlement provisoire des relations entre les deux pays. Téhéran, les 14 mai et 11 juillet 1928	375
N° 2495. — Allemagne et Perse :	
Echange de notes comportant un règlement provisoire des relations entre les deux pays. Téhéran, le 15 mai 1928	389
N° 2496. — Perse et Suisse :	
Echange de notes comportant un règlement provisoire des relations entre les deux pays. Berne, les 28 mai et 28 août 1928	397
N° 2497. — Norvège et Perse :	
Echanges de notes comportant un règlement provisoire des relations entre les deux pays, Téhéran, les 19 et 21 novembre 1928, et 9 et 10 mai 1929, et échanges de notes y relatifs, Genève, le 1 ^{er} septembre 1929, et Londres, le 25 septembre 1929, Paris, les 2, 5 et 10 décembre 1929, Paris, les 14 et 15 mars 1930, et Paris, les 7 et 10 juin 1930.	403
N° 2498. — Perse et Union des Républiques soviétistes socialistes :	
Convention douanière, avec protocole additionnel. Signés à Téhéran, le 10 mars 1929...	419
N° 2499. — Japon et Perse :	
Echange de notes comportant un règlement provisoire des relations entre les deux pays. Téhéran, le 30 mars 1929	427
N° 2500. — Afghanistan et Perse :	
Traité d'amitié et de sécurité avec protocole annexe, signés le 27 novembre 1927, et échange de notes y relatif, Kaboul les 20 et 27 décembre 1927, et protocole annexe, Téhéran, le 15 juin 1928;	433
ANNEXE XXVII. — Présentations à l'enregistrement, adhésions, signatures, ratifications posté- rieurement déposées, etc.	
N° 11. — Arrangement international en vue d'assurer une protection efficace contre le trafic criminel connu pour le nom de « Traite des Blanches ». Signé à Paris, le 18 mars 1904.	
<i>Adhésions</i>	456
N° 15. — Convention de Berne révisée (9 septembre 1886) pour la protection des œuvres littéraires et artistiques. Signée à Berlin, le 13 novembre 1908.	
<i>Adhésions</i>	456
N° 16. — Protocole additionnel à la Convention internationale pour la protection des œuvres littéraires et artistiques, en date du 13 novembre 1908. Signé à Berne, le 20 mars 1914.	
<i>Adhésion</i>	459

	Page
No. 2494. — United States of America and Persia :	
Exchanges of Notes constituting a provisional Settlement of the Relations between the two Countries. Teheran, May 14 and July 11, 1928	375
No. 2495. — Germany and Persia :	
Exchange of Notes constituting a provisional Settlement of the Relations between the two Countries. Teheran, May 15, 1928	389
No. 2496. — Persia and Switzerland :	
Exchange of Notes constituting a provisional Settlement of the Relations between the two Countries. Berne, May 28 and August 28, 1928	397
No. 2497. — Norway and Persia :	
Exchanges of Notes constituting a provisional Settlement of the Relations between the two Countries, Teheran, November 19 and 21, 1928, and May 9 and 10, 1929, and Exchanges of Notes relating thereto, Geneva, September 1st., 1929, and London, September 25, 1929, Paris, December 2, 5 and 10, 1929, Paris, March 14 and 15, 1930, and Paris, June 7 and 10, 1930	403
No. 2498. — Persia and Union of Soviet Socialist Republics :	
Customs Convention, with Additional Protocol. Signed at Teheran, March 10, 1929 ...	419
No. 2499. — Japan and Persia :	
Exchange of Notes constituting a provisional Settlement of the Relations between the two Countries. Teheran, March 30, 1929	427
No. 2500. — Afghanistan and Persia :	
Treaty of Friendship and Security with Annexed Protocol, signed November 27, 1927, and Exchange of Notes relating thereto, Kabul, December 20 and 27, 1927 and annexed Protocol, Teheran, June 15, 1928	433
ANNEX XXVII. — Presentations for Registration, Accessions, Signatures, Ratifications subsequently deposited, etc.	
No. 11. — International Agreement for the Suppression of the " White Slave Traffic ". Signed at Paris, March 18, 1904.	
Accessions	456
No. 15. — International Convention relative to the Protection of Literary and Artistic Works, revising that signed at Berne, September 9, 1886. Signed at Berlin, November 13, 1908.	
Accessions	456
No. 16. — Additional Protocol to the International Copyright Convention of November 13, 1908. Signed at Berne, March 20, 1914.	
Accession	459

- N° 153. — Convention entre la Pologne et la Ville libre de Dantzig. Signée à Paris, le 9 novembre 1920.**
- Lettre du délégué permanent de la Pologne auprès de la Société des Nations relative à certaines corrections à insérer dans le texte de la convention ci-dessus 459
- N° 170. — Protocole de signature concernant le Statut de la Cour permanente de Justice internationale visé par l'article 14 du Pacte de la Société des Nations. Genève, le 16 décembre 1920.**
- Ratification*... .. 461
- Disposition facultative :
- Ratifications* 461
- N° 222. — Convention internationale de l'opium. Signée à La Haye, le 23 janvier 1912.** 461
- N° 269. — Convention internationale pour la répression de la traite des femmes et des enfants. Signée à Genève, le 30 septembre 1921.**
- Ratification* 462
- Adhésions* 463
- N° 518. — Echange de notes entre les Gouvernements danois et lithuanien, comportant un arrangement provisoire relatif au commerce et à la navigation entre leurs deux pays. Copenhague, Kaunas (Kovno), le 18 juillet 1923.**
- Abrogé à partie du 3 avril 1931, par suite de l'entrée en vigueur du Traité de commerce et de navigation du 21 juin 1930 463
- N° 587. — Echange de notes entre les Gouvernements lithuanien et suédois, comportant un arrangement provisoire relatif au commerce et à la navigation entre les deux pays. Kaunas (Kovno), le 17 février 1924.**
- Echange de notes relatif à l'application réciproque aux voyageurs de commerce des dispositions de l'arrangement ci-dessus, relatives au traitement de la nation la plus favorisée en ce qui concerne les impôts et tous les autres droits, de quelque nature qu'ils soient. Riga, le 8 avril 1931, et Kaunas, le 13 avril 1931 464
- N° 597. — Convention entre la Belgique et le Royaume-Uni au sujet des actes de procédure en matières civile et commerciale. Signée à Londres, le 21 juin 1922.**
- Echange de notes relatif à l'adhésion de Sarawak à la convention ci-dessus, effective à partir du 19 juin 1931. Bruxelles, les 19 et 29 mai 1931 467
- N° 623. — Convention complémentaire entre l'Estonie et la Lettonie relative aux questions de frontière. Signée à Tallinn, le 1er novembre 1923.**
- Protocole concernant la prolongation du délai de liquidation des biens immeubles partagés par la ligne frontière. Signé à Riga, le 4 mai 1931 469
- N° 678. — Protocole relatif aux clauses d'arbitrage. Signé à Genève, le 24 septembre 1923.**
- Ratification* 470

	Page
No. 153. — Convention between Poland and the Free City of Danzig. Signed at Paris, November 9, 1920.	
Letter from the Permanent Delegate of the Polish Republic accredited to the League of Nations, relating to certain modifications to be inserted in the text of the above Convention	459
No. 170. — Protocol of Signature relating to the Statute of the Permanent Court of International Justice provided for by Article 14 of the Covenant of the League of Nations. Geneva, December 16, 1920.	
<i>Ratification</i>	461
Optional Cause :	
<i>Ratifications</i>	461
No. 222. — International Opium Convention. Signed at The Hague, January 23, 1912	461
No. 269. — International Convention for the Suppression of the Traffic in Women and Children. Signed at Geneva, September 30, 1921.	
<i>Ratification</i>	462
<i>Accessions</i>	463
No. 518. — Exchange of Notes between the Danish and Lithuanian Governments, constituting a Provisional Arrangement with regard to Commerce and Navigation between their two Countries. Copenhagen, Kaunas (Kovno), July 18, 1923.	
Abrogated as from April 3, 1931, following the entry into force of the Treaty of Commerce and Navigation of June 21, 1930	463
No. 587. — Exchange of Notes between the Lithuanian and Swedish Governments, constituting a Provisional Agreement relating to Commerce and Navigation between the two Countries. Kaunas (Kovno), February 17, 1924.	
Exchange of Notes regarding the reciprocal Application to Commercial Travellers of the Provisions of the above Arrangement relating to most-favoured-nation Treatment, as regards Taxes and other Dues of any kind whatsoever. Riga, April 8, 1931, and Kaunas, April 13, 1931	464
No. 597. — Convention between Belgium and the United Kingdom respecting Legal Proceedings in Civil and Commercial Matters. Signed at London, June 21, 1922.	
Exchange of Notes regarding the extension to Sarawak of the Provisions of the above-mentioned Convention, effective as from June 19, 1931. Brussels, May 19, and 29, 1931	467
No. 623. — Supplementary Convention between Estonia and Latvia on Frontier Questions. Signed at Tallinn, November 1, 1923.	
Protocol concerning the prolongation of the period allowed for the Liquidation of Immovable Property divided by the frontier line. Signed at Riga, May 4, 1931	469
No. 678. — Protocol on Arbitration Clauses. Signed at Geneva, September 24, 1923.	
<i>Ratification</i>	470

	Pages
N° 790. — Echange de notes entre les Gouvernements allemand et danois, comportant un arrangement relatif à la circulation de véhicules automobiles. Copenhague, le 29 novembre 1924.	
Echange de notes abrogeant cet arrangement. Copenhague, les 29 janvier et 9 mars 1931	471
N° 800. — Echange de notes entre les Gouvernements néerlandais et portugais, comportant un arrangement provisoire pour le règlement des relations commerciales entre les Pays-Bas et le Portugal. Lisbonne, le 27 août 1924.	
Echange de notes relatif à la prorogation de l'arrangement ci-dessus pour un an à partir du 1er septembre 1931. Lisbonne, les 24 et 30 avril 1931	473
N° 954. — Convention commerciale entre la Hongrie et la Pologne. Signée à Budapest, le 26 mars 1925.	
Protocole additionnel à la Convention commerciale conclue entre le Royaume de Hongrie et la République de Pologne à Budapest, le 26 mars 1925. Signé à Varsovie, le 2 décembre 1928	476
N° 1173. — Convention entre le Royaume-Uni et la République tchécoslovaque, relative aux actes de procédure en matières civile et commerciale. Signée à Londres, le 11 novembre 1924.	
Echange de notes relatif à l'application à Sarawak de la convention ci-dessus. Prague, les 26 mai et 1er juin 1931	482
N° 1185. — Convention commerciale entre la Pologne et le Royaume des Serbes, Croates et Slovènes. Signée à Varsovie, le 23 octobre 1922.	
Protocole additionnel à la Convention commerciale conclue entre la Pologne et la Yougoslavie à Varsovie, le 23 octobre 1922. Signé à Varsovie, le 31 août 1930	484
N° 1266. — Arrangement commercial entre le Reich allemand et le Portugal. Signé à Lisbonne, le 20 mars 1926.	
Echange de notes relatif à l'interprétation de l'article 7 de l'arrangement ci-dessus. Lisbonne, le 15 février 1930	486
N° 1367. — Convention commerciale entre la République tchécoslovaque et la République de Pologne. Signée à Prague, le 23 avril 1925.	
Troisième Protocole additionnel à la Convention commerciale entre la République de Pologne et la République tchécoslovaque du 23 avril 1925. Signé à Praha, le 9 février 1928.	490
N° 1379. — Convention sur le régime international des ports maritimes, et protocole. Signés à Genève, le 9 décembre 1923.	
<i>Ratification</i>	491
N° 1414. — Convention relative à l'esclavage. Signée à Genève, le 25 septembre 1926.	
<i>Ratifications</i>	491
<i>Adhésion</i>	491

	Page
No. 790. — Exchange of Notes between the German and Danish Governments, constituting an Arrangement with regard to the Circulation of Motor Vehicles. Copenhagen, November 29, 1924.	
Exchange of Notes abrogating this Arrangement. Copenhagen, January 29 and March 9, 1931	471
No. 800. — Exchange of Notes between the Netherlands and Portuguese Governments, establishing a Provisional Agreement for the Regulation of Commercial Relations between the Netherlands and Portugal. Lisbon, August 27, 1924.	
Exchange of Notes renewing the above Agreement for one year as from September 1st, 1931. Lisbon, April 24 and 30, 1931	473
No. 954. — Commercial Convention between Hungary and Poland. Signed at Budapest, March 26, 1925.	
Additional Protocol to the Commercial Convention concluded between the Kingdom of Hungary and the Polish Republic at Budapest, March 26, 1925. Signed at Warsaw, December 2, 1928	477
No. 1173. — Convention between the United Kingdom and the Czechoslovak Republic relative to Legal Proceedings in Civil and Commercial Matters. Signed at London, November 11, 1924.	
Exchange of Notes relating to the application to Sarawak of the above-mentioned Convention. Prague, May 26 and June 1st, 1931	482
No. 1185. — Commercial Convention between Poland and the Kingdom of the Serbs, Croats and Slovenes. Signed at Warsaw, October 23, 1922.	
Additional Protocol to the Commercial Convention between Poland and Yugoslavia, concluded at Warsaw, October 23, 1922. Signed at Warsaw, August 31, 1930	484
No. 1266. — Commercial Agreement between the German Reich and Portugal. Signed at Lisbon, March 20, 1926.	
Exchange of Notes regarding the Interpretation of Article 7. of the above Agreement. Lisbon, February 15, 1930	486
No. 1367. — Commercial Convention between the Republic of Czechoslovakia and the Republic of Poland. Signed at Prague, April 23, 1925.	
Third Additional Protocol to the Commercial Convention of April 23, 1925, between the Republic of Poland and the Republic of Czechoslovakia. Signed at Prague, February 9, 1928	490
No. 1379. — Convention on the International Régime of Maritime Ports and Protocol. Signed at Geneva, December 9, 1923.	
<i>Ratification</i>	491
No. 1414. — Slavery Convention. Signed at Geneva, September 25, 1926.	
<i>Ratifications</i>	491
<i>Accession</i>	491

	Pages
N° 1415. — Echange de notes entre les Gouvernements danois et néerlandais, concernant la communication réciproque des sentences portant condamnations pénales prononcées dans un des Etats contractants contre des ressortissants de l'autre Etat. Copenhague, le 19 février 1927.	
Echange de notes complétant l'arrangement ci-dessus. Copenhague, le 29 janvier 1931	492
N° 1439. — Echange de notes entre les Gouvernements danois et turc, comportant un arrangement commercial provisoire. Angora, le 15 mars 1927. Prorogé par échange de notes du 30 juillet 1929.	
Abrogé à partir du 2 juillet 1931, par suite de l'entrée en vigueur du Traité d'établissement, de commerce et de navigation du 31 mai 1930	494
N° 1485. — Convention entre l'Union économique belgo-luxembourgeoise et l'Allemagne, concernant le trafic frontalier. Signée à Aix-la-Chapelle, le 15 juillet 1926.	
Echange de notes relatif à l'interprétation du premier alinéa de l'article 2 de la convention ci-dessus. Bruxelles, le 3 novembre 1930	494
N° 1512. — Accord entre la Grande-Bretagne et Mascate, prolongeant pour une nouvelle période d'un an, à partir du 11 février 1927, le Traité d'amitié, de commerce et de navigation du 19 mars 1891. Signé à Mascate, le 11 février 1927.	
Accord prorogeant pour une nouvelle période d'un an, à partir du 11 février 1931, le traité du 19 mars 1891 susmentionné. Mascate, le 11 février 1931	499
N° 1659. — Accord entre le président du Reich allemand et Sa Majesté britannique pour la Grande-Bretagne et l'Irlande du Nord, concernant la navigation aérienne. Signé à Berlin, le 29 juin 1927.	
Accord entre l'Allemagne et la Grande-Bretagne, modifiant l'accord du 29 juin 1927 concernant la navigation aérienne. Signé à Berlin, le 5 juillet 1930	501
N° 1743. — Convention d'Union de Paris du 20 mars 1883, pour la protection de la propriété industrielle, révisée à Bruxelles, le 14 décembre 1900, à Washington, le 2 juin 1911, et à La Haye, le 6 novembre 1925.	
<i>Adhésion</i>	506
N° 1744. — Arrangement de Madrid du 14 avril 1891, concernant la répression des fausses indications de provenance sur les marchandises. Révisé à Washington, le 2 juin 1911, et à La Haye, le 6 novembre 1925.	
<i>Adhésion</i>	507
N° 1745. — Arrangement de Madrid du 14 avril 1891, concernant l'enregistrement international des marques de fabrique ou de commerce. Révisé à Bruxelles, le 14 décembre 1900, à Washington, le 2 juin 1911, et à La Haye, le 6 novembre 1925.	
<i>Adhésion</i>	508
<i>Dénonciation</i>	508

	Page
No. 1415. — Exchange of Notes between the Danish and Netherlands Governments, regarding the reciprocal Notification of Penal Sentences pronounced in one of the Contracting States against Nationals of the other State. Copenhagen, February 19, 1927.	
Exchange of Notes completing the above Agreement. Copenhagen, January 29, 1931 ...	492
No. 1439. — Exchange of Notes between the Danish and Turkish Governments, constituting a Provisional Commercial Agreement. Angora, March 15, 1927. Prorogated by Exchange of Notes of July 30, 1929.	
Abrogated as from July 2, 1931, following the entry into force of the Treaty of Establishment, Commerce and Navigation of May 31, 1930.	494
No. 1485. — Convention between Germany and the Economic Union of Belgium and Luxemburg concerning Frontier Traffic. Signed at Aix-la-Chapelle, July 15, 1926.	
Exchange of Notes regarding the interpretation of the First Paragraph of Article 2 of the above Convention. Brussels, November 3, 1930	494
No. 1512. — Agreement between Great Britain and Mascat renewing for a further period of one year, from February 11, 1927, the Treaty of Friendship, Commerce and Navigation of March 19, 1891. Signed at Mascat, February 11, 1927.	
Agreement renewing for a further period of one year, from February 11, 1931, the above Treaty of March 19, 1891. Mascat, February 11, 1931	499
No. 1659. — Agreement between the President of the German Reich and His Majesty in respect of Great Britain and Northern Ireland relating to Air Navigation. Signed at Berlin, June 29, 1927.	
Agreement between Germany and Great Britain relating to the Amending of the Agreement to Air Navigation from June 29, 1927. Signed at Berlin, July 5, 1930... ..	501
No. 1743. — Union Convention of Paris, March 20, 1883, for the Protection of Industrial Property, revised at Brussels, December 14, 1900, at Washington, June 2, 1911, and at The Hague, November 6, 1925.	
<i>Accession</i>	506
No. 1744. — Agreement of Madrid of April 14, 1891, for the Prevention of False Indications of Origin on Goods. Revised at Washington, June 2, 1911, and at The Hague, November 6, 1925.	
<i>Accession</i>	507
No. 1745. — Agreement concluded at Madrid, April 14, 1891, concerning International Registration of Commercial and Industrial Trade Marks. Revised at Brussels, December 14, 1900, at Washington, June 2, 1911, and at The Hague, November 6, 1925.	
<i>Accession</i>	509
<i>Denunciation</i>	509

	Pages
N° 1761. — Accord commercial entre l'Allemagne et la France. Signé à Paris, le 17 août 1927.	
Avenant à l'Accord commercial franco-allemand du 17 août 1927. Signé à Berlin, le 3 février 1931	510
N° 1793. — Convention sanitaire internationale. Signée à Paris, le 21 juin 1926.	
<i>Ratification</i>	524
N° 1794. — Arrangement relatif aux facilités à donner aux marins du commerce pour le traitement des maladies vénériennes. Signé à Bruxelles, le 1er décembre 1924.	
<i>Adhésions</i>	524
<i>Ratifications</i>	524
N° 1845. — Convention internationale de l'opium et protocole, adoptés par la deuxième Conférence de l'opium (Société des Nations). Signés à Genève, le 19 février 1925.	
<i>Adhésions</i>	525
<i>Ratification</i>	525
N° 2044. — Convention entre Sa Majesté le Roi de Grande-Bretagne, d'Irlande, etc., et le Président du Reich allemand, concernant les actes de procédure en matières civile et commerciale. Signée à Londres, le 20 mars 1928.	
Echange de notes relatif à l'application à Malte de la convention ci-dessus. Berlin, les 15 janvier et 9 juin 1931	525
N° 2096. — Convention pour l'exécution des sentences arbitrales étrangères. Signé à Genève, le 26 septembre 1927.	
<i>Ratifications</i>	528
<i>Adhésions</i>	528
N° 2123. — Règlement pacifique des différends internationaux. Acte général. Genève, le 26 septembre 1928.	
<i>Adhésions</i>	529
N° 2138. — Protocole concernant la prohibition d'emploi à la guerre de gaz asphyxiants, toxiques ou similaires et de moyens bactériologiques. Signé à Genève, le 17 juin 1925.	
<i>Ratifications</i>	537
N° 2184. — Arrangement international relatif à l'exportation des peaux, et protocole. Signés à Genève, le 11 juillet 1928.	
<i>Ratification</i>	537
N° 2185. — Arrangement international relatif à l'exportation des os, et protocole. Signés à Genève, le 11 juillet 1928.	
<i>Ratification</i>	537

	Page
No. 1761. — Commercial Agreement between Germany and France. Signed at Paris, August 17, 1927.	
Supplementary Agreement to the Franco-German Commercial Agreement of August 17, 1927. Signed at Berlin, February 3, 1931	510
No. 1793. — International Sanitary Convention. Signed at Paris, June 21, 1926.	
<i>Ratification</i>	524
No. 1794. — Agreement respecting Facilities to be given to Merchant Seamen for the Treatment of Venereal Disease. Signed at Brussels, December 1, 1924.	
<i>Accessions</i>	524
<i>Ratifications</i>	524
No. 1845. — International Opium Convention and Protocol adopted by the Second Opium Conference (League of Nations). Signed at Geneva, February 19, 1925.	
<i>Accessions</i>	525
<i>Ratification</i>	525
No. 2044. — Convention between His Britannic Majesty and the President of the German Reich regarding Legal Proceedings in Civil and Commercial Matters. Signed at London, March 20, 1928.	
Exchange of Notes relating to the application to Malta of the above-mentioned Convention. Berlin, January 15, and June 9, 1931	525
No. 2096. — Convention on the Execution of Foreign Arbitral Awards. Signed at Geneva, September 26, 1927.	
<i>Ratifications</i>	528
<i>Accessions</i>	528
No. 2123. — Pacific Settlement of International Disputes. General Act. Geneva, September 26, 1928.	
<i>Accessions</i>	529
No. 2138. — Protocol for the Prohibition of the Use in War of Asphyxiating, Poisonous or other Gases, and of Bacteriological Methods of Warfare. Signed at Geneva, June 17, 1925.	
<i>Ratifications</i>	537
No. 2184. — International Agreement relating to the Exportation of Hides and Skins, and Protocol. Signed at Geneva, July 11, 1928.	
<i>Ratification</i>	537
No. 2185. — International Agreement relating to the Exportation of Bones, and Protocol. Signed at Geneva, July 11, 1928.	
<i>Ratification</i>	537

	Pages
N° 2238. — Convention internationale pour l'abolition des prohibitions et restrictions à l'importation et à l'exportation, et protocole, signés à Genève, le 8 novembre 1927, et accord complémentaire à cette convention et protocole, signés à Genève, le 11 juillet 1928.	
Situation du Portugal	538
N° 2243. — Arrangement dans le but de reviser l'Arrangement pour l'unification de la formule des médicaments héroïques. Signé à Bruxelles, le 20 août 1929.	
<i>Adhésions</i>	538
N° 2323. — Convention entre le Royaume de Bulgarie et le Royaume de Yougoslavie, concernant la liquidation des propriétés traversées par la frontière. Signée à Sofia, le 14 février 1930.	539
N° 2337. — Convention entre Sa Majesté britannique et Sa Majesté le Roi d'Espagne, relative aux actes de procédure en matières civile et commerciale. Signée à Londres, le 27 juin 1929.	
Echange de notes relatif à l'application à l'Ecosse et à l'Irlande du Nord de la convention ci-dessus. Madrid, les 14 et 28 novembre 1930, et 13 et 20 janvier 1931	540
Echange de notes relatif à l'application à la Nouvelle-Zélande de la convention ci-dessus. Madrid, les 4 et 13 octobre 1930	544
Echange de notes relatif à l'application à la Jamaïque (y compris les îles Turques et Caïques et les îles Caïman) de la convention ci-dessus. Madrid, les 19 mars et 23 mai 1931	546
N° 2340. — Accord commercial provisoire entre le Gouvernement de Sa Majesté dans le Royaume-Uni et le Gouvernement de l'Union des Républiques soviétistes socialistes. Signé à Londres, le 16 avril 1930.	
Echange de notes relatif à l'application à certaines colonies britanniques des dispositions de l'accord ci-dessus. Moscou, les 1er décembre 1930 et 19 janvier 1931	548
N° 2360. — Convention entre l'Autriche, l'Italie, la Pologne, la Roumanie, le Royaume des Serbes, Croates et Slovènes et la Tchécoslovaquie, concernant le règlement de diverses catégories de pensions qui n'ont pas été réglées par la Convention de Rome en date du 6 avril 1922. Signée à Vienne, le 30 novembre 1923	551
N° 2361. — Convention entre l'Autriche, l'Italie, la Roumanie, le Royaume des Serbes, Croates et Slovènes et la Tchécoslovaquie, concernant le règlement des pensions provinciales, communales et de districts. Signée à Vienne, le 30 novembre 1923	551
N° 2368. — Convention postale universelle, avec protocole final, règlement d'exécution et protocole final, et dispositions concernant le transport de la poste aux lettres par voie aérienne, avec protocole final. Signés à Londres, le 28 juin 1929.	
<i>Ratifications</i>	552
N° 2369. — Arrangement concernant les lettres et les boîtes avec valeur déclarée, avec protocole final et règlement d'exécution. Signés à Londres, le 28 juin 1929.	
<i>Ratifications</i>	554

	Page
No. 2238. — International Convention for the Abolition of Import and Export Prohibitions and Restrictions, and Protocol, signed at Geneva, November 8, 1927, and Supplementary Agreement to that Convention, and Protocol, signed at Geneva, July 11, 1928.	
Position of Portugal	538
No. 2243. — Agreement revising the Agreement respecting the Unification of Pharmacopœial Formulas for Potent Drugs. Signed at Brussels, August 20, 1929.	
Accessions	538
No. 2323. — Convention between the Kingdom of Bulgaria and the Kingdom of Yugoslavia regarding the Liquidation of Estates cut by the Frontier Line. Signed at Sofia, February 14, 1930.	539
No. 2337. — Convention between His Britannic Majesty and His Majesty the King of Spain regarding Legal Proceedings in Civil and Commercial Matters. Signed at London, June 27, 1929.	
Exchange of Notes relating to the application to Scotland and Northern Ireland of the above Convention. Madrid, November 14 and 28, 1930 and January 13 and 20, 1931	540
Exchange of Notes relating to the application to New Zealand of the above Convention. Madrid, October 4 and 13, 1930	544
Exchange of Notes relating to the extension to Jamaica (including Turks and Caicos Islands and Cayman Islands) of the provisions of the above-mentioned Convention. Madrid, March 19, and May 23, 1931	546
No. 2340. — Temporary Commercial Agreement between His Majesty's Government in the United Kingdom and the Government of the Union of Soviet Socialist Republics. Signed at London, April 16, 1930.	
Exchange of Notes relating to the extension to certain British Colonies of the provisions of the above Agreement. Moscow, December 1, 1930, and January 19, 1931	548
No. 2360. — Convention between Austria, Italy, Poland, Roumania, the Kingdom of the Serbs, Croats and Slovenes and Czechoslovakia concerning the Settlement of various Classes of Pensions which were not regulated by the Rome Convention of April 6, 1922. Signed at Vienna, November 30, 1923.	551
No. 2361. — Convention between Austria, Italy, Roumania, the Kingdom of the Serbs, Croats and Slovenes and Czechoslovakia, regulating Provincial, Communal and District Pensions. Signed at Vienna, November 30, 1923.	551
No. 2368. — Universal Postal Convention, with Final Protocol, Detailed Regulations and Final Protocol and Provisions relating to the Conveyance of Letter Post by Air, with Final Protocol. Signed at London, June 28, 1929.	
Ratifications	552
No. 2369. — Agreement concerning Insured Letters and Boxes, with Final Protocol and Detailed Regulations. Signed at London, June 28, 1929.	
Ratifications	554

	Pages
N° 2370. — Arrangement concernant les colis postaux, avec protocole final, règlement d'exécution et dispositions concernant le transport des colis postaux par voie aérienne. Signés à Londres, le 28 juin 1929.	
<i>Ratifications</i>	554
N° 2371. — Arrangement concernant les mandats de poste, avec règlement d'exécution. Signés à Londres, le 28 juin 1929.	
<i>Ratifications</i>	555
N° 2372. — Arrangement concernant les virements postaux, avec règlement d'exécution. Signés à Londres, le 28 juin 1929.	
<i>Ratification</i>	555
N° 2373. — Arrangement concernant les recouvrements, avec règlement d'exécution. Signés à Londres, le 28 juin 1929.	
<i>Ratification</i>	555
N° 2374. — Arrangement concernant les abonnements aux journaux et écrits périodiques, avec règlement d'exécution. Signés à Londres, le 28 juin 1929.	
<i>Ratifications</i>	556
N° 8 a). — Convention relative à la répression de la traite des blanches. Signée à Paris, le 4 mai 1910.	
<i>Adhésions</i>	556
<i>Ratification</i>	556
N° 66 a). — Convention concernant la limitation de l'emploi de la force pour le recouvrement des dettes contractuelles. Conclue à la deuxième Conférence de la Paix, à La Haye, le 18 octobre 1907.	
<i>Dénonciation</i>	556
N° 107 a). — Traité d'extradition entre la Grande-Bretagne et le Salvador. Signé à Paris, le 23 juin 1881.	
Echange de notes relatif à l'application à certains territoires sous mandat du traité ci-dessus. San Salvador, les 17 juillet, 8 août, 12 et 19 novembre 1930	557
N° 108 a). — Convention portant la création d'une Union internationale pour la publication des tarifs douaniers. Signée à Bruxelles, le 5 juillet 1890.	
Note du ministre de Lithuanie en Belgique au ministre des Affaires étrangères de Belgique, relative à l'adhésion de la Lithuanie à la Convention ci-dessus. Paris, le 13 mai 1931.	564
ERRATA	567

No. 2370. — Parcel Post Agreement, with Final Protocol, Detailed Regulations and Provisions relating to the Conveyance of Parcel Post by Air. Signed at London, June 28, 1929.	
<i>Ratifications</i>	554
No. 2371. — Money Order Agreement, with Detailed Regulations. Signed at London, June 28, 1929.	
<i>Ratifications</i>	555
No. 2372. — Agreement concerning Transfer to and from Postal Cheque Accounts, with Detailed Regulations. Signed at London, June 28, 1929.	
<i>Ratification</i>	555
No. 2373. — Agreement concerning the Collection of Bills, Drafts, etc. with Detailed Regulations, Signed at London, June 28, 1929.	
<i>Ratification</i>	555
No. 2374. — Agreement concerning Subscription to Newspapers and Periodicals, with Detailed Regulations. Signed at London, June 28, 1929.	
<i>Ratifications</i>	556
No. 8 (a). — Convention for the Suppression of the White Slave Traffic. Signed at Paris, May 4, 1910.	
<i>Accessions</i>	556
<i>Ratification</i>	556
No. 66 (a). — Convention concerning Limitation of Employment of Force for the Recovery of Contract Debts. Concluded at the Second Peace Conference at The Hague, October 18, 1907.	
<i>Denunciation</i>	556
No. 107 (a). — Extradition Treaty between Great Britain and Salvador. Signed at Paris, June 23, 1881.	
Exchange of Notes regarding the extension to certain mandated territories of the above Treaty. San Salvador, July 17, August 8, November 12 and 19, 1930	557
No. 108 (a) — Convention for the Creation of an International Union for the Publication of Customs Tariffs. Signed at Brussels, July 5, 1890.	
Note from the Lithuanian Minister in Belgium to the Minister for Foreign Affairs of Belgium, relating to the Accession of Lithuania to the above-mentioned Convention. Paris, May 13, 1931	564
ERRATA	567

N° 2465.

LUXEMBOURG ET SUISSE

Traité de conciliation, de règlement
judiciaire et d'arbitrage. Signé à
Genève, le 16 septembre 1929.

**LUXEMBURG
AND SWITZERLAND**

Treaty of Conciliation, Judicial
Settlement and Arbitration. Signed
at Geneva, September 16, 1929.

N^o 2465. — TRAITÉ¹ DE CONCILIATION, DE RÈGLEMENT JUDICIAIRE
ET D'ARBITRAGE ENTRE LE LUXEMBOURG ET LA SUISSE.
SIGNÉ A GENÈVE, LE 16 SEPTEMBRE 1929.

Texte officiel français communiqué par le ministre d'Etat, président du Gouvernement du Grand-Duché de Luxembourg et le Conseil fédéral suisse. L'enregistrement de ce traité a eu lieu le 18 septembre 1930.

SON ALTESSE ROYALE LA GRANDE-DUCHESSE DE LUXEMBOURG et LE CONSEIL FÉDÉRAL SUISSE, animés du désir de resserrer encore les liens d'amitié qui existent entre le Luxembourg et la Suisse et de favoriser, dans l'intérêt de la paix générale, le développement des procédures de règlement pacifique appliquées aux différends internationaux,

Ont résolu de conclure à cet effet un traité et ont désigné leurs plénipotentiaires, savoir :

SON ALTESSE ROYALE LA GRANDE-DUCHESSE DE LUXEMBOURG :

M. Joseph BECH, ministre d'Etat, président du Gouvernement ;

LE CONSEIL FÉDÉRAL SUISSE :

M. Giuseppe MOTTA, conseiller fédéral, chef du Département politique fédéral ;

Lesquels, après s'être fait connaître leurs pleins pouvoirs, reconnus en bonne et due forme, sont convenus des dispositions suivantes :

Article premier.

Les Parties contractantes s'engagent réciproquement à régler, d'après les méthodes prévues par le présent traité, tous les différends, de quelque nature qu'ils soient, qui viendraient à s'élever entre elles et n'auraient pu être résolus par la voie diplomatique dans un délai raisonnable.

Les différends pour la solution desquels une procédure spéciale est prévue par d'autres engagements en vigueur entre les Parties contractantes seront réglés conformément aux dispositions de ces accords.

Article 2.

S'il s'agit d'un différend dont l'objet, d'après la législation intérieure de l'une des Parties, relève de la compétence de ses tribunaux nationaux, le différend ne sera soumis à l'une ou l'autre des procédures prévues par le présent traité qu'après jugement passé en force de chose jugée et rendu dans des délais raisonnables par l'autorité judiciaire compétente.

¹ L'échange des ratifications a eu lieu à Genève, le 15 septembre 1930.

¹ TRADUCTION. — TRANSLATION.No. 2465. — TREATY ² OF CONCILIATION, JUDICIAL SETTLEMENT AND ARBITRATION BETWEEN LUXEMBURG AND SWITZERLAND. SIGNED AT GENEVA, SEPTEMBER 16, 1929.

French official text communicated by the Minister of State, President of the Government of the Grand Duchy of Luxembourg and by the Swiss Federal Council. The registration of this Treaty took place September 18, 1930.

HER ROYAL HIGHNESS THE GRAND DUCHESS OF LUXEMBURG and THE SWISS FEDERAL COUNCIL, being desirous of strengthening the ties of friendship between Luxembourg and Switzerland and of promoting, in the interests of general peace, the development of procedure for the pacific settlement of international disputes,

Have resolved to conclude a Treaty for this purpose and have appointed as their Plenipotentiaries :

HER ROYAL HIGHNESS THE GRAND DUCHESS OF LUXEMBURG :

M. Joseph BECH, Minister of State, Head of the Government ;

THE SWISS FEDERAL COUNCIL :

M. Giuseppe MOTTA, Federal Councillor, Head of the Federal Political Department ;

Who, having communicated their full powers, found in good and due form, have agreed upon the following provisions :

Article 1.

The Contracting Parties reciprocally undertake to settle, in accordance with the methods provided for in the present Treaty, all disputes of any nature whatsoever which may arise between them and which it may not have been possible to settle in a reasonable time through the diplomatic channel.

Disputes for the settlement of which a special procedure is laid down in other agreements in force between the Contracting Parties shall be settled in conformity with the provisions of those agreements.

Article 2.

In the case of a dispute the subject of which, according to the municipal law of one of the Parties, falls within the competence of the national courts, the dispute shall not be submitted to one or other of the procedures laid down in the present Treaty until a final judgment has been pronounced, within a reasonable time, by the competent judicial authority.

¹ Traduit par le Secrétariat de la Société des Nations, à titre d'information.

¹ Translated by the Secretariat of the League of Nations, for information.

² The exchange of ratifications took place at Geneva, September 15, 1930.

Article 3.

Avant toute procédure judiciaire ou arbitrale, le différend sera, à la demande de l'une des Parties, soumis à fin de conciliation à une commission internationale permanente, dite Commission permanente de conciliation.

Article 4.

La Commission permanente de conciliation sera composée de cinq membres, qui seront désignés comme il suit, savoir : Les Parties contractantes nommeront chacune un commissaire choisi parmi leurs nationaux et désigneront, d'un commun accord, les trois autres commissaires parmi les ressortissants d'Etats tiers ; ces trois commissaires devront être de nationalité différente et, parmi eux, les Parties contractantes désigneront le président de la commission.

Les commissaires sont nommés pour trois ans. Si, à l'expiration du mandat d'un commissaire, il n'est pas pourvu à son remplacement, son mandat est censé renouvelé pour une nouvelle période de trois ans. Les commissaires resteront en fonctions jusqu'à leur remplacement et, dans tous les cas, jusqu'à l'achèvement de leurs travaux en cours au moment de l'expiration de leur mandat.

Il sera pourvu, dans le plus bref délai, aux vacances qui viendraient à se produire par suite de décès, de démission ou de quelque autre empêchement, en suivant le mode fixé pour les nominations.

Article 5.

La Commission de conciliation sera constituée dans les six mois qui suivront l'entrée en vigueur du présent traité.

Si la nomination des commissaires à désigner en commun n'intervenait pas dans ce délai ou, en cas de remplacement, dans les trois mois à compter de la vacance du siège, le président de la Cour permanente de Justice internationale sera, à défaut d'autre entente, prié de procéder aux désignations nécessaires.

Article 6.

La Commission de conciliation sera saisie par voie de requête adressée à son président par les deux Parties agissant d'un commun accord ou, à défaut, par l'une ou l'autre des Parties.

La requête, après avoir exposé sommairement l'objet du différend, contiendra l'invitation à la Commission de procéder à toutes mesures propres à conduire à une conciliation.

Si la requête émane d'une seule des Parties, elle sera notifiée par celle-ci sans délai à la Partie adverse.

Article 7.

Dans un délai de quinze jours à partir de la date où la Commission de conciliation aura été saisie du différend, chacune des Parties pourra, pour l'examen de cette contestation, remplacer son commissaire par une personne possédant une compétence spéciale dans la matière.

La Partie qui userait de ce droit en fera immédiatement notification à l'autre Partie ; celle-ci aura, dans ce cas, la faculté d'agir de même dans un délai de quinze jours à partir de la date où la notification lui sera parvenue.

Article 3.

Before any recourse is had to judicial procedure or to arbitration, the dispute shall, at the request of either Party, be submitted with a view to amicable settlement to a permanent international commission, styled the Permanent Conciliation Commission.

Article 4.

The Permanent Conciliation Commission shall be composed of five members, who shall be appointed as follows, that is to say : the Contracting Parties shall each nominate a Commissioner chosen from among their respective nationals, and shall appoint, by common agreement, the other three Commissioners from among the nationals of third States ; those three Commissioners must be of different nationalities, and the Contracting Parties shall appoint the President of the Commission from among them.

The Commissioners are appointed for three years. If, upon the expiry of the term of office of a member of the Commission, no arrangement has been made for his replacement, his term of office shall be deemed to be renewed for a period of three years. The Commissioners shall remain in office until they are replaced, and in any case until the termination of the work in hand at the moment of the expiry of their term of office.

Vacancies which may occur as a result of death, resignation or any other cause, shall be filled within the shortest possible time in the manner fixed for the appointments.

Article 5.

The Conciliation Commission shall be constituted within six months from the entry into force of the present Treaty.

If the appointment of the Commissioners to be designated by common agreement should not have been made within the said period, or, in the case of the filling of a vacancy, within three months from the time when the seat falls vacant, the President of the Permanent Court of International Justice shall, in the absence of other agreement, be requested to make the necessary appointments.

Article 6.

The Permanent Conciliation Commission shall be informed by means of a request addressed to the President by the two Parties acting in agreement, or, in default thereof, by one or other of the Parties.

The request, after giving a summary account of the subject of the dispute, shall contain an invitation to the Commission to take all necessary measures with a view to arriving at an amicable settlement.

If the request emanates from only one of the Parties, notification thereof shall be given without delay by that Party to the other Party.

Article 7.

Within fifteen days from the date on which the dispute shall have been brought before the Conciliation Commission, either Party may, for the examination of the particular dispute, replace its own Commissioner by a person possessing special competence in the matter.

The Party making use of this right shall immediately notify the other Party ; the latter shall in such case be entitled to take similar action within fifteen days from the date on which the notification reaches it.

Article 8.

La commission de conciliation aura pour tâche d'élucider les questions en litige, de recueillir à cette fin toutes les informations utiles par voie d'enquête ou autrement et de s'efforcer de concilier les Parties.

La commission présentera son rapport dans les six mois à compter du jour où elle aura été saisie du différend, à moins que les Parties contractantes ne décident, d'un commun accord, de proroger ce délai.

Un exemplaire du rapport sera remis à chacune des Parties.

La commission fixera le délai dans lequel les Parties auront à se prononcer à l'égard de ses propositions. Ce délai n'excédera pas toutefois la durée de trois mois.

Article 9.

A moins de stipulation spéciale contraire, la Commission de conciliation règlera elle-même sa procédure, qui, dans tous les cas, devra être contradictoire. En matière d'enquêtes, la commission, si elle n'en décide autrement à l'unanimité, se conformera aux dispositions du titre III de la Convention¹ de La Haye du 18 octobre 1907 pour le règlement pacifique des conflits internationaux.

Article 10.

La commission se réunira, sauf accord contraire entre les Parties, au lieu désigné par son président.

Article 11.

Les travaux de la commission ne seront publics que sur décision prise par la commission avec l'assentiment des Parties.

Article 12.

Les Parties seront représentées auprès de la commission par des agents ayant mission de servir d'intermédiaires entre elles et la commission ; elles pourront, en outre, se faire assister par des conseils et experts nommés par elles à cet effet et demander l'audition de toutes personnes dont le témoignage leur paraîtrait utile.

La commission aura, de son côté, la faculté de demander des explications orales aux agents, conseils et experts des deux Parties, ainsi qu'à toutes personnes qu'elle jugerait utile de faire comparaître avec l'assentiment de leur gouvernement.

Article 13.

Sauf disposition contraire du présent traité, les décisions de la commission seront prises à la majorité des voix.

Article 14.

Les Parties contractantes s'engagent à faciliter les travaux de la commission et en particulier, à lui fournir, dans la plus large mesure possible, tous documents et informations utiles, ainsi qu'à

¹ DE MARTENS, *Nouveau Recueil général de Traités*, troisième série, tome III, page 360.

Article 8.

The task of the Conciliation Commission shall be to elucidate the questions in dispute, to collect with that object all necessary information by means of enquiry or otherwise, and to endeavour to bring the Parties to an agreement.

The Commission shall submit its report within six months from the day on which it was notified of the dispute, unless the Contracting Parties mutually agree to extend this period.

A copy of the report shall be sent to each of the Parties.

The Commission shall fix the period within which the Parties must make their decision in regard to its proposals. This period shall not, however, exceed three months.

Article 9.

Failing any special provision to the contrary, the Conciliation Commission shall lay down its own procedure, which in any case must provide for both Parties being heard. In regard to enquiries, the Commission, unless it unanimously decides otherwise, shall act in accordance with the provisions of Chapter III of the Hague Convention¹ of October 18, 1907, for the Pacific Settlement of International Disputes.

Article 10.

The Commission shall meet, in the absence of an agreement between the Parties to the contrary, at the place selected by its President.

Article 11.

The work of the Commission shall not be conducted in public unless a decision to that effect is taken by the Commission with the consent of the Parties.

Article 12.

The Parties shall be represented before the Commission by agents, whose duty it shall be to act as intermediaries between them and the Commission; they may, moreover, be assisted by counsel and experts appointed by them for that purpose, and they may request that all persons whose evidence appears to them useful should be heard.

The Commission, on its side, shall be entitled to request oral explanations from the agents, counsel and experts of the two Parties, as well as from all persons it may think fit to summon with the consent of their Government.

Article 13.

Unless otherwise provided in the present Treaty, the decisions of the Commission shall be taken by a majority vote.

Article 14.

The Contracting Parties undertake to facilitate the work of the Commission and, in particular, to supply it to the greatest possible extent with all relevant documents and information, and to

¹ *British and Foreign State Papers*, Vol. 100, page 298.

user des moyens dont elles disposent pour lui permettre de procéder sur leur territoire et selon leur législation à la citation et à l'audition des témoins ou d'experts et à des transports sur les lieux.

Article 15.

Pendant la durée des travaux de la commission, chacun des commissaires recevra une indemnité dont le montant sera arrêté, d'un commun accord, entre les Parties contractantes. Chaque Partie supportera ses propres frais et une part égale des frais de la commission.

Article 16.

Si l'une des Parties n'accepte pas les propositions de la commission ou ne se prononce pas dans le délai fixé par son rapport, le différend sera soumis, par voie de compromis, soit à la Cour permanente de Justice internationale dans les conditions et suivant la procédure prévues par son statut, soit à un tribunal arbitral dans les conditions et suivant la procédure prévues par la Convention de La Haye du 18 octobre 1907 pour le règlement pacifique des conflits internationaux.

A défaut d'accord sur le compromis dans un délai de trois mois à compter du jour où l'une des Parties aura signifié à l'autre son intention de recourir à une procédure de règlement judiciaire ou arbitral, chacune d'entre elles aura la faculté de porter directement, par voie de requête, le différend devant la Cour de Justice.

Article 17.

Dans le cas où, de l'avis de la Cour permanente de Justice internationale ou du tribunal arbitral, le litige ne serait pas d'ordre juridique, les Parties conviennent qu'il sera tranché *ex aequo et bono*.

Article 18.

Si la Cour permanente de Justice internationale ou le tribunal arbitral établissait qu'une décision d'une autorité judiciaire ou de toute autre autorité relevant de l'une des Parties contractantes se trouve entièrement ou partiellement en opposition avec le droit des gens et si le droit constitutionnel de cette Partie ne permettait pas ou ne permettait qu'imparfaitement d'effacer par voie administrative les conséquences de la décision dont il s'agit, il serait accordé à la Partie lésée une satisfaction d'un autre ordre.

Article 19.

L'arrêt de la Cour permanente de Justice internationale ou la sentence arbitrale sera exécutée de bonne foi par les Parties.

Les contestations auxquelles donnerait lieu l'interprétation de l'arrêt ou de la sentence seront tranchées par la Cour de Justice, saisie par voie de simple requête émanant d'une des Parties.

Article 20.

Les Parties contractantes s'engagent respectivement à s'abstenir, durant le cours d'une procédure ouverte en vertu des dispositions du présent traité, de toute mesure susceptible d'avoir une répercussion préjudiciable, soit à l'exécution de l'arrêt de la Cour permanente de Justice

use the means at their disposal to enable it to proceed in their territories, and in accordance with their laws, to the summoning and hearing of witnesses or experts, and to visit localities in order to carry out enquiries on the spot.

Article 15.

During the proceedings of the Commission, each Commissioner shall receive emoluments the amount of which shall be fixed by agreement between the Contracting Parties.

Each Party shall pay its own expenses and an equal share of the expenses of the Commission.

Article 16.

Should either Party not accept the Commission's proposals or not give its decision within the period fixed in the Commission's report, the dispute shall be submitted by means of a special agreement either to the Permanent Court of International Justice, under the conditions and according to the procedure laid down by its Statute, or to an arbitral tribunal, under the conditions and according to the procedure laid down in the Hague Convention of October 18, 1907, for the Pacific Settlement of International Disputes.

If the special agreement has not been drawn up within three months from the day on which one of the Parties notified the other of its intention to have recourse to judicial settlement or arbitration, either Party shall have the right to bring the dispute direct before the Court of Justice by means of an application.

Article 17.

If, in the opinion of the Permanent Court of International Justice or of the arbitral tribunal, the dispute is not of a juridical nature, the Parties agree that it shall be settled *ex aequo et bono*.

Article 18.

Should the Permanent Court of International Justice or the arbitral tribunal find that a decision of a judicial or any other authority of either of the Contracting Parties is wholly or in part contrary to international law, and if the constitutional law of that Party does not permit or only partially permits the consequences of the decision in question to be annulled by administrative action, the injured Party shall be granted some other compensation.

Article 19.

The decision of the Permanent Court of International Justice or the arbitral award shall be carried out in good faith by the Parties.

Disputes arising out of the interpretation of the decision or award shall be settled by the Court of Justice, to which the dispute shall be submitted by a simple request emanating from one of the Parties.

Article 20.

The Contracting Parties respectively undertake to refrain during the course of any procedure opened in virtue of the provisions of the present Treaty from all measures likely to affect prejudicially either the execution of the decision of the Permanent Court of International Justice or the arbitral

internationale ou de la sentence arbitrale, soit aux arrangements proposés par la Commission permanente de conciliation, et, en général, à ne procéder à aucun acte de quelque nature qu'il soit, susceptible d'aggraver ou d'étendre le différend.

Dans tous les cas et, notamment, si la question au sujet de laquelle les Parties sont divisées résulte d'actes déjà effectués ou sur le point de l'être, la Cour de Justice ou le tribunal arbitral constitué d'un commun accord indiqueront, dans le plus bref délai possible, quelles mesures provisoires devront être prises. Les Parties contractantes s'engagent à se conformer aux mesures provisoires ainsi indiquées.

Si la Commission de conciliation se trouve saisie du différend, elle pourra recommander aux Parties les mesures provisoires qu'elle estimera utiles.

Article 21.

Le présent traité demeurera applicable entre les Parties contractantes, même si d'autres Puissances avaient un intérêt dans le différend.

Article 22.

Le traité sera communiqué pour enregistrement à la Société des Nations, conformément à l'article 18 du Pacte.

Article 23.

Le présent traité sera ratifié. Les ratifications en seront échangées à Berne dans le plus bref délai possible.

Le traité entrera en vigueur dès l'échange des ratifications et aura une durée de dix ans à compter de son entrée en vigueur. S'il n'est pas dénoncé six mois avant l'expiration de ce délai, il sera considéré comme renouvelé pour une période de cinq années et ainsi de suite.

Si, lors de l'expiration du présent traité, une procédure de conciliation, de règlement judiciaire ou d'arbitrage se trouve pendante, elle suivra son cours jusqu'à son achèvement, conformément aux stipulations du traité.

En foi de quoi les plénipotentiaires susnommés ont signé le présent traité.

Fait à Genève, en double exemplaire, le 16 septembre mil neuf cent vingt-neuf.

(Signé) BECH.

(Signé) MOTTA.

Pour expédition conforme transmise aux fins d'enregistrement au Secrétariat général de la Société des Nations, à Genève.

Les instruments de ratification ont été échangés à Genève, aujourd'hui même.

Genève, le 15 septembre 1930.

*Le Ministre d'Etat,
Président du Gouvernement :*
Bech.

Pour copie conforme :

Berne, le 15 octobre 1930.

Le Chancelier de la Confédération :

Kaeslin.

award, or the arrangements proposed by the Permanent Conciliation Commission, and in general, to refrain from any act whatsoever which might aggravate or extend the dispute.

In all cases, and particularly if the question on which the Parties differ arises out of acts already committed or on the point of being committed, the Court of Justice or the arbitral tribunal constituted by common agreement shall indicate within the shortest possible time the provisional measures to be adopted. The Contracting Parties undertake to comply with the provisional measures thus indicated.

If the dispute is brought before the Conciliation Commission, the latter may recommend to the Parties the provisional measures which it considers suitable.

Article 21.

The present Treaty shall continue to be applicable as between the Contracting Parties even if other Powers are interested in the dispute.

Article 22.

The Treaty shall be communicated for registration to the League of Nations in accordance with Article 18 of the Covenant.

Article 23.

The present Treaty shall be ratified and the ratifications exchanged at Berne as soon as possible.

The Treaty shall enter into force as soon as the ratifications have been exchanged and shall remain in force for a period of ten years as from its entry into force. If it has not been denounced six months before the expiration of this period, it shall be deemed to be renewed for a period of five years, and similarly thereafter.

If, on the expiration of the present Treaty, proceedings of conciliation, judicial settlement or arbitration are pending, they shall pursue their course until their completion, in accordance with the stipulations of the present Treaty.

In faith whereof the above-mentioned Plenipotentiaries have signed the present Treaty.

Done at Geneva in duplicate on September 16, one thousand nine hundred and twenty-nine.

(Signed) BECH.

(Signed) MOTTA.

N° 2466.

LUXEMBOURG ET PAYS-BAS

Traité de règlement judiciaire, d'arbitrage et de conciliation. Signé à Genève, le 17 septembre 1929.

**LUXEMBURG
AND THE NETHERLANDS**

Treaty of Judicial Settlement, Arbitration and Conciliation. Signed at Geneva, September 17, 1929.

N^o 2466. — TRAITÉ ¹ DE RÈGLEMENT JUDICIAIRE, D'ARBITRAGE ET DE CONCILIATION ENTRE LE LUXEMBOURG ET LES PAYS-BAS. SIGNÉ A GENÈVE, LE 17 SEPTEMBRE 1929.

Texte officiel français communiqué par le ministre d'Etat, président du Gouvernement du Grand-Duché de Luxembourg et le ministre des Pays-Bas à Berne. L'enregistrement de ce traité a eu lieu le 18 septembre 1930.

SON ALTESSE ROYALE LA GRANDE-DUCHESSE DE LUXEMBOURG et SA MAJESTÉ LA REINE DES PAYS-BAS, animées du désir de resserrer les liens d'amitié qui unissent le Luxembourg et les Pays-Bas et de favoriser le règlement pacifique, dans tous les cas, des différends et conflits de quelque nature qu'ils soient, qui viendraient à diviser les deux pays,

Ont résolu de conclure un traité à cet effet et ont nommé pour leurs plénipotentiaires respectifs, savoir :

SON ALTESSE ROYALE LA GRANDE-DUCHESSE DE LUXEMBOURG :

Monsieur Joseph BECH, ministre d'Etat, président du gouvernement ;

SA MAJESTÉ LA REINE DES PAYS-BAS :

Jonkheer Frans BEELAERTS VAN BLOKLAND, son ministre des Affaires étrangères ;

Lesquels, après s'être communiqué leurs pleins pouvoirs respectifs, trouvés en bonne et due forme, sont convenus des dispositions suivantes :

Article premier.

Les Hautes Parties contractantes s'engagent réciproquement à ne rechercher, dans aucun cas, autrement que par voie pacifique le règlement des litiges ou conflits, de quelque nature qu'ils soient, qui viendraient à s'élever entre le Luxembourg et les Pays-Bas, et qui n'auraient pu être résolus, dans un délai raisonnable, par les procédés diplomatiques ordinaires.

Article 2.

Tous les litiges, de quelque nature qu'ils soient, ayant pour objet un droit allégué par une des Hautes Parties contractantes et contesté par l'autre, et qui n'auraient pu être réglés à l'amiable par les procédés diplomatiques ordinaires, seront soumis pour jugement soit à la Cour permanente de Justice internationale, soit à un Tribunal arbitral, ainsi qu'il est prévu ci-après. Il est entendu

L'échange des ratifications a eu lieu à La Haye, le 13 août 1930.

¹ TRADUCTION. — TRANSLATION.No 2466. — TREATY ² OF JUDICIAL SETTLEMENT, ARBITRATION AND CONCILIATION BETWEEN LUXEMBURG AND THE NETHERLANDS. SIGNED AT GENEVA, SEPTEMBER 17, 1929.

French official text communicated by the Minister of State, President of the Government of the Grand Duchy of Luxemburg and the Netherlands Minister at Berne. The registration of this Treaty took place September 18, 1930.

HER ROYAL HIGHNESS THE GRAND DUCHESS OF LUXEMBURG and HER MAJESTY THE QUEEN OF THE NETHERLANDS, being desirous of strengthening the ties of friendship between Luxemburg and the Netherlands and of ensuring in all cases the pacific settlement of any disputes and conflicts of whatever nature which may arise between the two countries,

Have resolved to conclude a Treaty for this purpose and have appointed as their Plenipotentiaries :

HER ROYAL HIGHNESS THE GRAND DUCHESS OF LUXEMBURG :

Monsieur Josef BECH, Minister of State, President of the Government ;

HER MAJESTY THE QUEEN OF THE NETHERLANDS :

Jonkheer Frans BEELAERTS VAN BLOKLAND, Her Minister for Foreign Affairs ;

Who, having communicated their full powers, found in good and due form, have agreed upon the following provisions :

Article 1.

The High Contracting Parties reciprocally undertake that in no case will they seek otherwise than by pacific means the settlement of disputes or conflicts, of whatever nature they may be, which may arise between Luxemburg and the Netherlands and which it has not been possible to settle within a reasonable time by the normal methods of diplomacy.

Article 2.

All disputes of any nature whatsoever relating to a right asserted by one of the High Contracting Parties and contested by the other, which it may not have been possible to settle amicably by the normal methods of diplomacy, shall be submitted for decision either to the Permanent Court of International Justice or to an arbitral tribunal, as laid down hereinafter.

¹ Traduit par le Secrétariat de la Société des Nations, à titre d'information.

¹ Translated by the Secretariat of the League of Nations, for information.

² The exchange of ratifications took place at The Hague, August 13, 1930.

que les litiges ci-dessus visés comprennent notamment ceux que mentionne l'article 13 du Pacte de la Société des Nations.

Les contestations pour la solution desquelles une procédure spéciale est prévue par d'autres conventions en vigueur entre les Hautes Parties contractantes, seront réglées conformément aux dispositions de ces conventions.

Article 3.

Avant toute procédure devant la Cour permanente de Justice internationale et avant tout procédure arbitrale, le litige pourra être, d'un commun accord entre les Parties, soumis afin de conciliation à une commission internationale permanente, dite Commission permanente de conciliation, constituée conformément au présent traité.

Article 4.

Si, dans le cas d'un des litiges visés à l'article 2, les deux Parties n'ont pas eu recours à la Commission permanente de conciliation ou si celle-ci n'a pas réussi à concilier les Parties, le litige sera soumis d'un commun accord par voie de compromis soit à la Cour de Justice internationale qui statuera dans les conditions et suivant la procédure prévues par son statut, soit à un Tribunal arbitral qui statuera dans les conditions et suivant la procédure prévues par la Convention¹ de La Haye du 18 octobre 1907 pour le règlement pacifique des conflits internationaux.

A défaut d'accord entre les Parties sur le choix de la juridiction, sur les termes du compromis ou, en cas de procédure arbitrale, sur la désignation des arbitres, l'une ou l'autre d'entre elles, après un préavis d'un mois, aura la faculté de porter directement, par voie de requête, le litige devant la Cour permanente de Justice internationale.

Article 5.

S'il s'agit d'une contestation dont l'objet, d'après la législation intérieure de l'une des Parties, relève de la compétence des tribunaux nationaux de celle-ci, le différend ne pourra être soumis à la procédure prévue par le présent traité qu'après jugement passé en force de chose jugée et rendu dans des délais raisonnables par l'autorité judiciaire nationale compétente.

Article 6.

Si la sentence judiciaire ou arbitrale déclarait qu'une décision prise ou une mesure ordonnée par une autorité judiciaire ou toute autre autorité de l'une des parties en litige se trouve entièrement ou partiellement en opposition avec le droit international, et si le droit constitutionnel de ladite partie ne permettait pas ou ne permettait qu'imparfaitement d'effacer les conséquences de cette décision ou de cette mesure, les parties conviennent qu'il devra être accordé par la sentence judiciaire ou arbitrale, à la partie lésée, une satisfaction équitable.

Article 7.

Toutes questions sur lesquelles les Hautes Parties contractantes seraient divisées sans pouvoir les résoudre à l'amiable par les procédés diplomatiques ordinaires, questions dont la solution ne pourrait être recherchée par un jugement, ainsi qu'il est prévu par l'article 2 du présent traité et

¹ DE MARTENS, *Nouveau Recueil général de Traités*, troisième série, tome III, page 360.

It is agreed that the disputes referred to above shall include, in particular, those mentioned in Article 13 of the Covenant of the League of Nations.

Disputes for the settlement of which a special procedure is laid down in other conventions in force between the High Contracting Parties shall be settled in conformity with the provisions of those conventions.

Article 3.

Before any recourse is had to procedure before the Permanent Court of International Justice or to arbitration, the dispute may, by agreement between the Parties, be submitted with a view to amicable settlement to a permanent international commission styled the "Permanent Conciliation Commission", constituted in accordance with the present Treaty.

Article 4.

If, in the case of one of the disputes referred to in Article 2, the two Parties have not had recourse to the Permanent Conciliation Commission or if the latter has failed to bring the Parties to an agreement, the dispute shall by common consent be submitted, by means of a special agreement, either to the Court of International Justice which shall decide under the conditions and in accordance with the procedure laid down in its Statute, or to an arbitral tribunal which shall decide under the conditions and in accordance with the procedure laid down in the Hague Convention¹ of October 18, 1907, for the Pacific Settlement of International Disputes.

Failing agreement between the Parties as to the choice of jurisdiction, the terms of the special agreement or, in the case of arbitration procedure, the choice of the arbitrators, either Party may, after giving one month's notice, bring the dispute by means of an application direct before the Permanent Court of International Justice.

Article 5.

In the case of a dispute the subject of which, according to the municipal law of one of the Parties, falls within the competence of the national courts of such Party, the dispute may not be submitted to the procedure laid down in the present Treaty until a final judgment has been pronounced, within a reasonable time, by the competent national judicial authority.

Article 6.

If, in a judicial sentence or arbitral award, it is declared that a decision given or a measure enjoined by a court of law or other authority of one of the Parties to the dispute is wholly or in part contrary to international law, and if the constitutional law of that Party does not permit or only partially permits the consequences of the decision or measure in question to be annulled, the Parties agree that the judicial decision or arbitral award shall grant the injured Party equitable satisfaction.

Article 7.

All questions on which the High Contracting Parties shall differ without being able to reach an amicable solution by the normal methods of diplomacy, the settlement of which cannot be sought by a judicial decision as provided in Article 2 of the present Treaty, and for the settlement

¹ *British and Foreign State Papers*, Vol. 100, page 298.

pour lesquelles une procédure de règlement ne serait pas déjà prévue par un traité ou une convention en vigueur entre les Parties, seront soumises à la Commission permanente de conciliation qui sera chargée de proposer aux Parties une solution acceptable et dans tous les cas de leur présenter un rapport.

A défaut d'accord entre les Parties sur la requête à présenter à la commission, l'une ou l'autre d'entre elles aura la faculté de soumettre directement, après un préavis d'un mois, la question à ladite commission.

Dans tous les cas, s'il y a contestation entre les Parties sur la question de savoir si le différend a ou non la nature d'un litige visé dans l'article 2 et susceptible de ce chef d'être résolu par un jugement, cette contestation sera, préalablement à toute procédure devant la Commission permanente de conciliation, soumise à la décision de la Cour permanente de Justice internationale, d'accord entre les Hautes Parties contractantes ou, à défaut d'accord, à la requête de l'une d'entre elles.

Article 8.

La Commission permanente de conciliation prévue par le présent traité sera composée de cinq membres, qui seront désignés comme il suit, savoir : les Hautes Parties contractantes nommeront chacune un commissaire choisi parmi leurs nationaux respectifs et désigneront d'un commun accord les trois autres commissaires parmi les ressortissants de tierces Puissances ; ces trois commissaires devront être de nationalités différentes et, parmi eux, les Hautes Parties contractantes désigneront le président de la commission.

Les commissaires sont nommés pour trois ans ; leur mandat est renouvelable. Ils resteront en fonctions jusqu'à leur remplacement et, dans tous les cas, jusqu'à l'achèvement de leurs travaux en cours au moment de l'expiration de leur mandat.

Il sera pourvu aussi rapidement que possible et dans un délai qui ne devra pas excéder trois mois, aux vacances qui viendraient à se produire par suite de décès, de démission ou de quelque empêchement permanent ou temporaire en suivant le mode fixé pour les nominations.

Article 9.

La Commission permanente de conciliation sera constituée dans les six mois qui suivront l'échange des ratifications du présent traité.

Si la nomination des membres à désigner en commun n'intervenait pas dans ledit délai ou, en cas de remplacement, dans les trois mois à compter de la vacance du siège, le président de la Confédération suisse serait, à défaut d'autre entente, prié de procéder aux désignations nécessaires.

Article 10.

La Commission permanente de conciliation sera saisie par voie de requête adressée au président dans les conditions prévues, selon les cas, par les articles 3 et 7.

La requête, après avoir exposé sommairement l'objet du litige, contiendra l'invitation à la commission de procéder à toutes mesures propres à conduire à une conciliation.

Si la requête émane d'une seule des Parties, elle sera notifiée par celle-ci sans délai à la Partie adverse.

Article 11.

Dans un délai de quinze jours à compter de la date où l'une des Hautes Parties contractantes aurait porté une contestation devant la Commission permanente de conciliation, chacune des

of which no procedure has been laid down in any treaty or convention in force between the Parties, shall be submitted to the Permanent Conciliation Commission, whose duty it shall be to propose to the Parties an acceptable solution, and in any case to present a report to them.

Failing agreement between the Parties as to the application to be made to the Commission, either Party shall, on giving one month's notice, be entitled to submit the question direct to the said Commission.

In all cases, if there is disagreement between the Parties as to whether the dispute is or is not a dispute of the character referred to in Article 2, and therefore capable of being settled by a judicial decision or award, such disagreement shall, prior to any procedure before the Permanent Conciliation Commission, be submitted for decision to the Permanent Court of International Justice, by agreement between the High Contracting Parties or, failing agreement, on the application of either Party.

Article 8.

The Permanent Conciliation Commission provided for in the present Treaty shall be composed of five members, who shall be appointed as follows: The High Contracting Parties shall each appoint a commissioner, chosen from among their respective nationals, and shall appoint by common agreement the other three commissioners from among the nationals of third Powers; these three commissioners must be of different nationalities, and the High Contracting Parties shall appoint the President of the Commission from among them.

The commissioners are appointed for three years and their term of office is renewable. They shall remain in office until their replacement, and in any case until the termination of the work in hand at the moment of the expiry of their term of office.

Vacancies occurring as a result of death, resignation or any other permanent or temporary cause shall be filled as speedily as possible, and in any case within three months, in the manner fixed for the appointments.

Article 9.

The Permanent Conciliation Commission shall be constituted within six months from the exchange of ratifications of the present Treaty.

If the appointment of the members to be designated jointly should not take place within the said period, or, in the case of the filling of a vacancy, within three months from the time when the seat falls vacant, the President of the Swiss Confederation shall, in the absence of any other agreement, be requested to make the necessary appointments.

Article 10.

Disputes shall be brought before the Permanent Conciliation Commission by means of an application addressed to the President under the conditions laid down in Articles 3 or 7, as the case may be.

The application, after giving a summary account of the subject of the dispute, shall contain an invitation to the Commission to take all necessary measures with a view to arriving at an amicable solution.

If the application emanates from only one of the Parties, notification thereof shall be given without delay by that Party to the other Party.

Article 11.

Within fifteen days from the date on which a dispute has been brought by one of the High Contracting Parties before the Permanent Conciliation Commission, either Party may, for the

Parties pourra, pour l'examen de cette contestation, remplacer son commissaire par une personne possédant une compétence spéciale dans la matière.

La Partie qui userait de ce droit en ferait immédiatement la notification à l'autre Partie ; celle-ci aura, dans ce cas, la faculté d'agir de même dans un délai de quinze jours à compter de la date où la notification lui sera parvenue.

Article 12.

La Commission permanente de conciliation aura pour tâche d'élucider les questions en litige, de recueillir à cet effet toutes les informations utiles par voie d'enquête ou autrement et de s'efforcer de concilier les Parties. Elle pourra, après examen de l'affaire, exposer aux Parties les termes de l'arrangement qui lui paraîtrait convenable, et, s'il y a lieu, leur impartir un délai pour se prononcer.

A la fin de ses travaux, la commission dressera un rapport qui en constatera le résultat et dont un exemplaire sera remis à chacune des Parties.

Les Parties ne seront jamais liées par les considérations de fait, de droit ou autres auxquelles la commission se sera arrêtée.

Sous réserve de la disposition de l'article 7, troisième alinéa, les travaux de la commission devront, à moins que les Parties en conviennent différemment, être terminés dans un délai de six mois à compter du jour où la commission aura été saisie du litige.

Article 13.

A moins de stipulations spéciales contraires, la Commission permanente de conciliation réglera elle-même sa procédure qui, dans tous les cas, devra être contradictoire. En matière d'enquêtes, la commission, si elle n'en décide autrement à l'unanimité, se conformera aux dispositions du titre III (Commission internationale d'enquête) de la Convention de La Haye du 18 octobre 1907 pour le règlement pacifique des conflits internationaux.

Article 14.

La Commission permanente de conciliation se réunira, sauf accord contraire entre les Parties, au lieu désigné par son président.

Article 15.

Les travaux de la Commission permanente de conciliation ne sont publics qu'en vertu d'une décision prise par la commission avec l'assentiment des Parties.

Les Hautes Parties contractantes s'engagent à ne pas publier le résultat des travaux de la commission sans s'être préalablement consultées.

Article 16.

Les Parties seront représentées auprès de la Commission permanente de conciliation par des agents ayant mission de servir d'intermédiaires entre elles et la commission ; elles pourront, en outre, se faire assister par des conseils et experts nommés par elles à cet effet et demander l'audition de toutes personnes dont le témoignage leur paraîtrait utile.

La commission aura, de son côté, la faculté de demander des explications orales aux agents, conseils et experts des deux Parties, ainsi qu'à toutes personnes qu'elle jugerait utile de faire comparaître avec l'assentiment de leur gouvernement.

examination of the particular dispute, replace its own commissioner by a person possessing special competence in the matter.

The Party making use of this right shall immediately notify the other Party ; the latter shall, in such case, be entitled to take similar action within fifteen days from the date on which the notification reaches it.

Article 12.

The task of the Permanent Conciliation Commission shall be to elucidate questions in dispute, to collect with that object all necessary information by means of enquiry or otherwise, and to endeavour to bring the Parties to an agreement. It may, after the case has been examined, inform the Parties of the terms of settlement which seem suitable to it and, if necessary, lay down a period within which they are to make their decision.

At the close of its proceedings, the Commission shall draw up a report stating the result thereof, and a copy of this report shall be delivered to each Party.

The Parties shall never be bound by the considerations of fact or law or other considerations accepted by the Commission.

Subject to the provision of Article 7, paragraph 3, the proceedings of the Commission must, unless the Parties otherwise agree, be terminated within six months from the date on which the dispute was submitted to the Commission.

Article 13.

Failing any special provisions to the contrary, the Permanent Conciliation Commission shall lay down its own procedure, which in any case must provide for both Parties being heard. In regard to enquiries, the Commission, unless it decides unanimously to the contrary, shall act in accordance with the provisions of Part III (International Commissions of Enquiry) of the Hague Convention of October 18, 1907, for the Pacific Settlement of International Disputes.

Article 14.

In the absence of agreement to the contrary between the Parties, the Permanent Conciliation Commission shall meet at the place selected by its President.

Article 15.

The proceedings of the Permanent Conciliation Commission shall not be public unless a decision to that effect is taken by the Commission with the consent of the Parties.

The High Contracting Parties undertake not to publish the results of the Commission's work without previously consulting each other.

Article 16.

The Parties shall be represented before the Permanent Conciliation Commission by agents, whose duty shall be to act as intermediaries between them and the Commission ; they may moreover, be assisted by counsel and experts appointed by them for that purpose, and may request that all persons whose evidence appears to them useful shall be heard.

The Commission, for its part, shall be entitled to request oral explanations from the agents, counsel and experts of both Parties, as well as from all persons it may think desirable to summon with the consent of their Governments.

Article 17.

Sauf dispositions contraires du présent traité, les décisions de la Commission permanente de conciliation seront prises à la majorité des voix.

La commission ne pourra prendre de décision portant sur le fond du différend que si tous les membres ont été dûment convoqués et si au moins tous les membres choisis en commun sont présents.

Article 18.

Les Hautes Parties contractantes s'engagent à faciliter les travaux de la Commission permanente de conciliation et, en particulier, à assurer à celle-ci l'assistance de leurs autorités compétentes, à lui fournir dans la plus large mesure possible tous documents et informations utiles et à prendre les mesures nécessaires pour permettre à la commission de procéder sur leur territoire à la citation et à l'audition de témoins ou d'experts et à des transports sur les lieux.

Article 19.

Pendant la durée des travaux de la Commission permanente de conciliation, chacun des commissaires recevra une indemnité dont le montant sera arrêté d'un commun accord entre les Hautes Parties contractantes qui en supporteront chacune une part égale.

Article 20.

Dans tous les cas, et notamment si la question au sujet de laquelle les Parties sont divisées résulte d'actes déjà effectués ou sur le point de l'être, la Cour permanente de Justice internationale statuant conformément à l'article 41 de son Statut¹ ou, selon le cas, le Tribunal arbitral, indiqueront dans le plus bref délai possible quelles mesures provisoires doivent être prises ; la Commission permanente de conciliation pourra, s'il y a lieu, agir de même après entente entre les Parties.

Chacune des Hautes Parties contractantes s'engage à s'abstenir de toute mesure susceptible d'avoir une répercussion préjudiciable à l'exécution de la décision ou aux arrangements qui seraient proposés par la Commission permanente de conciliation et, en général, à ne procéder à aucun acte, de quelque nature qu'il soit, susceptible d'aggraver ou d'étendre le différend.

Article 21.

Le présent traité reste applicable entre les Hautes Parties contractantes encore que d'autres Puissances aient également un intérêt dans le différend.

Article 22.

Si quelque contestation venait à surgir entre les Hautes Parties contractantes relativement à l'interprétation du présent traité, cette contestation serait portée devant la Cour permanente de Justice internationale suivant la procédure prévue dans l'article 4, deuxième alinéa.

¹ Vol. VI, page 379 ; vol. XI, page 404 ; vol. XV, page 304 ; vol. XXIV, page 152 ; vol. XXVII, page 416 ; vol. XXXIX, page 165 ; vol. XLV, page 96 ; vol. L, page 159 ; vol. LIV, page 387 ; vol. LXIX, page 70 ; vol. LXXII, page 452 ; vol. LXXVIII, page 435 ; vol. LXXXVIII, page 272 ; vol. XCII, page 362 ; vol. XCVI, page 180 ; vol. C, page 153 ; et vol. CIV, page 492, de ce recueil.

Article 17.

Unless otherwise provided in the present Treaty, the decisions of the Permanent Conciliation Commission shall be taken by a majority vote.

The Commission may only take a decision relating to the substance of the dispute if all the members have been duly convened, and if at least all the members chosen by common agreement are present.

Article 18.

The High Contracting Parties undertake to facilitate the work of the Permanent Conciliation Commission and, in particular, to ensure it the assistance of their competent authorities, to supply it to the greatest possible extent with all relevant documents and information and to take the necessary steps to enable the Commission to proceed in their territories to the summoning and hearing of witnesses or experts, and to visit the localities in question.

Article 19.

During the proceedings of the Permanent Conciliation Commission, each commissioner shall receive emoluments the amount of which shall be fixed by agreement between the High Contracting Parties, each of which shall contribute an equal share.

Article 20.

In any case, and particularly if the question on which the Parties differ arises out of acts already committed or on the point of being committed, the Permanent Court of International Justice, acting in accordance with Article 41 of its Statute¹, or, according to the circumstances, the arbitral tribunal, shall lay down within the shortest possible time the provisional measures to be adopted; the Permanent Conciliation Commission may, if necessary, take similar steps after agreement between the Parties.

Each of the High Contracting Parties undertakes to refrain from all measures likely to affect prejudicially the execution of the decision or the arrangements proposed by the Permanent Conciliation Commission and, in general, to refrain from any act whatsoever which might aggravate or extend the dispute.

Article 21.

The present Treaty shall continue to be applicable as between the High Contracting Parties, even when other Powers are also interested in the dispute.

Article 22.

If a dispute should arise between the High Contracting Parties concerning the interpretation of the present Treaty, such dispute shall be referred to the Permanent Court of International Justice in accordance with the procedure laid down in Article 4, paragraph 2.

¹ Vol. VI, page 379; Vol. XI, page 404; Vol. XV, page 304; Vol. XXIV, page 152; Vol. XXVII, page 416; Vol. XXXIX, page 165; Vol. XLV, page 96; Vol. L, page 159; Vol. LIV, page 387; Vol. LXIX, page 70; Vol. LXXII, page 452; Vol. LXXVIII, page 435; Vol. LXXXVIII, page 272; Vol. XCII, page 362; Vol. XCVI, page 180; Vol. C, page 153; and Vol. CIV, page 492, of this Series.

Article 23.

Le présent traité sera ratifié. Les ratifications en seront échangées à La Haye aussitôt que faire se pourra.

Article 24.

Le présent traité entrera en vigueur dès l'échange des ratifications et aura une durée de dix ans à compter de son entrée en vigueur. S'il n'est pas dénoncé six mois avant l'expiration de cette période, il sera considéré comme renouvelé tacitement pour une nouvelle période de cinq ans, et ainsi de suite.

Si, lors de l'expiration du présent traité, une procédure quelconque en vertu de ce traité se trouvait pendante devant la Commission permanente de conciliation, devant la Cour permanente de Justice internationale ou devant le Tribunal d'arbitrage, cette procédure serait poursuivie jusqu'à son achèvement.

En foi de quoi les plénipotentiaires susnommés ont signé le présent traité et y ont apposé leurs cachets.

Fait à Genève, en double exemplaire, le 17 septembre 1929.

(L. S.) (Signé) BEELAERTS VAN BLOKLAND.

(L. S.) (Signé) BECH.

Pour expédition conforme transmise au Secrétariat général de la Société des Nations à Genève aux fins d'enregistrement.

Les instruments de ratification de ce traité ont été échangés à La Haye, le 13 août 1930.

Luxembourg, le 21 août 1930.

Le Ministre d'Etat, Président du Gouvernement :

Bech.

Article 23.

The present Treaty shall be ratified. The ratifications shall be exchanged at The Hague as soon as possible.

Article 24.

The present Treaty shall come into force as soon as the ratifications are exchanged, and shall remain in force for ten years as from its entry into force. Unless denounced six months before the expiration of this period, it shall be considered to be renewed by tacit agreement for a further period of five years and similarly thereafter.

If, on the expiration of the present Treaty, any proceedings whatsoever in virtue of this Treaty are pending before the Permanent Conciliation Commission, the Permanent Court of International Justice or the arbitral tribunal, such proceedings shall be continued until they are duly completed.

In faith whereof the above-mentioned Plenipotentiaries have signed the present Treaty, and have thereto affixed their seals.

Done at Geneva, in duplicate, on September 17, 1929.

(L. S.) (*Signed*) BEELAERTS VAN BLOKLAND.

(L. S.) (*Signed*) BECH.

N° 2467.

**LUXEMBOURG
ET TCHÉCOSLOVAQUIE**

Convention de conciliation, d'arbitrage et de règlement judiciaire.
Signée à Genève, le 18 septembre
1929.

**LUXEMBURG
AND CZECHOSLOVAKIA**

Convention of Conciliation, Arbitration and Judicial Settlement.
Signed at Geneva, September 18,
1929.

N^o 2467. — CONVENTION ¹ DE CONCILIATION, D'ARBITRAGE ET DE RÈGLEMENT JUDICIAIRE ENTRE LE LUXEMBOURG ET LA TCHÉCOSLOVAQUIE. SIGNÉE A GENÈVE, LE 18 SEPTEMBRE 1929.

Texte officiel français communiqué par le ministre d'Etat, président du Gouvernement du Grand-Duché de Luxembourg et le délégué permanent de la République tchécoslovaque auprès de la Société des Nations. L'enregistrement de cette convention a eu lieu le 18 septembre 1930.

SON ALTESSE ROYALE LA GRANDE-DUCHESSE DE LUXEMBOURG et LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE TCHÉCOSLOVAQUE,

S'inspirant des heureuses relations d'amitié qui unissent leurs pays respectifs ;

Sincèrement désireux d'assurer, par des procédures pacifiques, le règlement des différends qui viendraient à surgir entre leurs pays ;

Constatant que le respect des droits établis par les traités ou résultant du droit des gens est obligatoire pour les tribunaux internationaux ;

Reconnaissant que les droits appartenant à chaque Etat ne sauraient être modifiés que de son consentement ;

Considérant que la sincère observation, sous les auspices de la Société des Nations, des procédures pacifiques permet d'arriver au règlement de tous les différends internationaux ;

Appréciant hautement la recommandation faite par l'Assemblée de la Société des Nations, dans sa résolution en date du 26 septembre 1928, à tous les Etats de conclure des conventions de règlement pacifique des différends internationaux ;

Ont décidé de réaliser dans une convention leur intention commune et ont désigné pour leur plénipotentiaires :

SON ALTESSE ROYALE LA GRANDE-DUCHESSE DE LUXEMBOURG :

Son Excellence M. Joseph BECH, son ministre d'Etat, président du gouvernement ;

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE TCHÉCOSLOVAQUE :

Son Excellence M. le D^r Edouard BENEŠ, ministre des Affaires étrangères ;

Lesquels, après avoir déposé leurs pleins pouvoirs trouvés en bonne et due forme, sont convenus des dispositions suivantes :

CHAPITRE PREMIER

DU RÈGLEMENT PACIFIQUE EN GÉNÉRAL.

Article premier.

Les différends de toute nature qui viendraient à s'élever entre les Hautes Parties contractantes et qui n'auraient pu être résolus par la voie diplomatique seront soumis, dans les conditions fixées

¹ L'échange des ratifications a eu lieu à Bruxelles, le 2 septembre 1930.

¹ TRADUCTION. — TRANSLATION.No. 2467. — CONVENTION² OF CONCILIATION, ARBITRATION AND JUDICIAL SETTLEMENT BETWEEN LUXEMBURG AND CZECHOSLOVAKIA. SIGNED AT GENEVA, SEPTEMBER 18, 1929.

French official text communicated by the Minister of State, President of the Government of the Grand Duchy of Luxemburg and the Permanent Delegate of the Czechoslovak Republic accredited to the League of Nations. The registration of this Convention took place September 18, 1930.

HER ROYAL HIGHNESS THE GRAND DUCHESS OF LUXEMBURG and THE PRESIDENT OF THE CZECHOSLOVAK REPUBLIC,

Inspired by the friendly relations which happily unite their respective countries ;
Being sincerely desirous of ensuring the settlement by pacific procedure of any disputes which may arise between their countries ;

Noting that respect for rights established by treaty or resulting from international law is obligatory upon international tribunals ;

Recognising that the rights of each State cannot be modified except with its consent ;

Considering that the faithful observance, under the auspices of the League of Nations, of methods of pacific procedure renders possible the settlement of all international disputes ;

Highly appreciating the recommendation made to all States by the Assembly of the League of Nations in its resolution of September 26, 1928, to conclude conventions for the pacific settlement of international disputes ;

Have decided to achieve their common aim by means of a convention, and have appointed as their Plenipotentiaries :

HER ROYAL HIGHNESS THE GRAND DUCHESS OF LUXEMBURG :

His Excellency M. Joseph BECH, Her Minister of State, President of the Government,

THE PRESIDENT OF THE CZECHOSLOVAK REPUBLIC :

His Excellency Dr. Edouard BENEŠ, Minister for Foreign Affairs,

Who, having deposited their full powers, found in good and due form, have agreed on the following provisions :

CHAPTER I.

PACIFIC SETTLEMENT IN GENERAL.

Article I.

Disputes of every kind which may arise between the High Contracting and which it has not been possible to settle by diplomacy shall be submitted, under the conditions laid down

¹ Traduit par le Secrétariat de la Société des Nations, à titre d'information.

¹ Translated by the Secretariat of the League of Nations, for information.

² The exchange of ratifications took place at Brussels, September 2, 1930.

par la présente convention, à un règlement judiciaire ou arbitral, précédé, selon les cas, obligatoirement ou facultativement, d'un recours à la procédure de conciliation.

Article 2.

1. Les différends pour la solution desquels une procédure spéciale serait prévue par d'autres conventions en vigueur entre les parties, seront réglés conformément aux dispositions de ces conventions.

2. La présente convention ne porte pas atteinte aux accords en vigueur établissant pour les Hautes Parties contractantes une procédure de conciliation ou, en matière d'arbitrage et de règlement judiciaire, des engagements assurant la solution du différend. Toutefois, si ces accords ne prévoient qu'une procédure de conciliation après que cette procédure aura échoué, les dispositions de la présente convention relatives au règlement judiciaire ou arbitral recevront application.

Article 3.

1. S'il s'agit d'un différend dont l'objet, d'après la législation intérieure de l'une des parties, relève de la compétence des autorités judiciaires ou administratives, cette partie pourra s'opposer à ce que ce différend soit soumis aux diverses procédures prévues par la présente convention, avant qu'une décision définitive ait été rendue dans des délais raisonnables par l'autorité compétente.

2. La partie qui, dans ce cas, voudra recourir aux procédures prévues par la présente convention, devra notifier à l'autre partie son intention dans un délai d'un an, à partir de la décision susvisée.

CHAPITRE II.

DU RÈGLEMENT JUDICIAIRE.

Article 4.

Tous différends au sujet desquels les parties se contesteraient réciproquement un droit seront soumis pour jugement à la Cour permanente de Justice internationale, à moins que les parties ne tombent d'accord, dans les termes prévus ci-après, pour recourir à un tribunal arbitral.

Il est entendu que les différends ci-dessus visés comprennent notamment ceux que mentionne l'article 36 du Statut ¹ de la Cour permanente de Justice internationale.

Article 5.

Si les parties sont d'accord pour soumettre les différends visés à l'article précédent à un tribunal arbitral, elles rédigeront un compromis dans lequel elles fixeront l'objet du litige, le choix des arbitres et la procédure à suivre. A défaut d'indications ou de précisions suffisantes dans le compromis, il sera fait application dans la mesure nécessaire des dispositions de la Convention ² de La Haye

¹ Vol. VI, page 379 ; vol. XI, page 404 ; vol. XV, page 304 ; vol. XXIV, page 152 ; vol. XXVII, page 416 ; vol. XXXIX, page 165 ; vol. XLV, page 96 ; vol. L, page 159 ; vol. LIV, page 387 ; vol. LXIX, page 70 ; vol. LXXII, page 452 ; vol. LXXVIII, page 435 ; vol. LXXXVIII, page 272 ; vol. XCII, page 362 ; vol. XCVI, page 180 ; vol. C, page 153 ; et vol. CIV, page 492, de ce recueil.

² DE MARTENS, *Nouveau Recueil général de Traités internationaux*, troisième série, tome III, page 360.

in the present Convention, to settlement by judicial means or arbitration, preceded, according to circumstances, as a compulsory or optional measure, by recourse to the procedure of conciliation.

Article 2.

1. Disputes for the settlement of which a special procedure is laid down in other conventions in force between the Parties shall be settled in conformity with the provisions of those conventions.

2. The present Convention shall not affect any agreements in force by which conciliation procedure is established between the High Contracting Parties or by which they have assumed obligations to resort to arbitration or judicial settlement for the purpose of settling the dispute. If, however, these agreements provide only for a procedure of conciliation, then after such procedure has been followed without result, the provisions of the present Convention concerning judicial settlement or arbitration shall be applied.

Article 3.

1. In the case of a dispute the subject of which, according to the municipal law of one of the Parties, falls within the competence of its judicial or administrative authorities, the Party in question may object to the matter in dispute being submitted for settlement by the different methods laid down in the present Convention until a decision with final effect has been pronounced within a reasonable time, by the competent authority.

2. In such a case the Party which desires to resort to the procedures laid down in the present Convention must notify the other Party of its intention within a period of one year from the date of the aforementioned decision.

CHAPTER II.

JUDICIAL SETTLEMENT.

Article 4.

All disputes with regard to which the Parties are in conflict as to their respective rights shall be submitted for decision to the Permanent Court of International Justice, unless the Parties agree, in the manner hereinafter provided, to have resort to an arbitral tribunal.

It is understood that the disputes referred to above include in particular those mentioned in Article 36 of the Statute¹ of the Permanent Court of International Justice.

Article 5.

If the Parties agree to submit the disputes mentioned in the preceding Article to an arbitral tribunal, they shall draw up a special agreement in which they shall specify the subject of the dispute, the arbitrators selected and the procedure to be followed. In the absence of sufficient particulars in the special agreement, the provisions of the Hague Convention² of October 18,

¹ Vol. VI, page 379 ; Vol. XI, page 404 ; Vol. XV, page 304 ; Vol. XXIV, page 152 ; Vol. XXVII, page 416 ; Vol. XXXIX, page 165 ; Vol. XLV, page 96 ; Vol. L, page 159 ; Vol. XLIV, page 387 ; Vol. LXIX, page 70 ; Vol. LXXII, page 452 ; Vol. LXXVIII, page 435 ; Vol. LXXXVIII, page 272 ; Vol. XCII, page 362 ; Vol. XCVI, page 180 ; Vol. C, page 153 ; and Vol. CIV, page 492, of this Series.

² *British and Foreign State Papers*, Vol. 100, page 298.

du 18 octobre 1907 pour le règlement pacifique des conflits internationaux. Dans le silence du compromis quant aux règles de fond à appliquer par les arbitres, le tribunal appliquera les règles de fond énumérées dans l'article 38 du Statut de la Cour permanente de Justice internationale.

Article 6.

A défaut d'accord entre les parties sur le compromis visé à l'article précédent ou à défaut de désignation d'arbitres et après un préavis de trois mois, l'une ou l'autre d'entre elles aura la faculté de porter directement, par voie de requête, le différend devant la Cour permanente de Justice internationale.

Article 7.

1. Pour les différends prévus à l'article 4, avant toute procédure devant la Cour permanente de Justice internationale, ou avant toute procédure arbitrale, les parties pourront, d'un commun accord, recourir à la procédure de conciliation prévue par la présente Convention.

2. En cas de recours à la conciliation et d'échec de cette procédure, aucune des parties ne pourra porter le différend devant la Cour permanente de Justice internationale ou demander la constitution du Tribunal arbitral visé à l'article 5 avant l'expiration du délai d'un mois à compter de la clôture des travaux de la Commission de conciliation.

CHAPITRE III.

DE LA CONCILIATION.

Article 8.

Tous les différends entre les parties, autres que ceux de l'article 4, seront soumis obligatoirement à une procédure de conciliation avant de pouvoir faire l'objet d'un règlement arbitral.

Article 9.

Les différends visés à l'article précédent seront portés devant une commission de conciliation permanente ou spéciale constituée par les parties.

Article 10.

Sur la demande, adressée par une Partie contractante à l'autre Partie, il devra être constitué, dans les six mois, une commission permanente de conciliation.

Article 11.

Sauf accord contraire des parties, la commission de conciliation sera constituée comme suit :

1. La Commission comprendra cinq membres. Les parties en nommeront chacune un qui pourra être choisi parmi leurs nationaux respectifs. Les trois autres commissaires seront choisis d'un commun accord parmi les ressortissants de tierces Puissances. Ces derniers devront être de

1907, for the Pacific Settlement of International Disputes shall apply, so far as is necessary. If nothing is laid down in the special agreement as to the rules regarding the substance of the dispute to be followed by the arbitrators, the tribunal shall apply the substantive rules enumerated in Article 38 of the Statute of the Permanent Court of International Justice.

Article 6.

If the Parties fail to agree concerning the special agreement referred to in the preceding Article or fail to appoint arbitrators, either Party shall be at liberty, after giving three months' notice, to bring the dispute, by means of an application, direct before the Permanent Court of International Justice.

Article 7.

1. In the case of the disputes mentioned in Article 4, before any procedure before the Permanent Court of International Justice or any arbitral procedure, the Parties may agree to have recourse to the conciliation procedure provided for in the present Convention.

2. In the event of recourse to and failure of conciliation, neither Party may bring the dispute before the Permanent Court of International Justice or call for the constitution of the arbitral tribunal referred to in Article 5 before the expiration of one month from the termination of the proceedings of the Conciliation Commission.

CHAPTER III.

CONCILIATION.

Article 8.

All disputes between the Parties, other than the disputes mentioned in Article 4, shall be obligatorily submitted to a procedure of conciliation before they can form the subject of a settlement by arbitration.

Article 9.

The disputes referred to in the preceding Article shall be submitted to a permanent or special conciliation commission constituted by the Parties to the dispute.

Article 10.

On a request to that effect being made by one of the Contracting Parties to the other Party a permanent conciliation commission shall be constituted within a period of six months.

Article 11.

Unless the Parties agree otherwise, the Conciliation Commission shall be constituted as follows :

1. The Commission shall be composed of five members. The Parties shall each nominate one commissioner who may be chosen from among their respective nationals. The other three commissioners shall be appointed by agreement from among the nationals of third Powers. These

nationalités différentes, ne pas avoir leur résidence habituelle sur le territoire des parties, ni se trouver à leur service. Parmi eux, les parties désigneront le président de la Commission.

2. Les commissaires seront nommés pour trois ans. Ils seront rééligibles. Les commissaires nommés en commun pourront être remplacés au cours de leur mandat, de l'accord des parties. Chaque partie pourra toujours, d'autre part, procéder au remplacement du commissaire nommé par elle. Nonobstant leur remplacement, les commissaires resteront en fonctions pour l'achèvement de leurs travaux en cours.

3. Il sera prévu, dans le plus bref délai, aux vacances qui viendraient à se produire par suite de décès ou de démission ou de quelque autre empêchement, en suivant le mode fixé pour les nominations.

Article 12.

Si, lorsqu'il s'élève un différend, il n'existe pas une commission permanente de conciliation nommée par les parties, une commission spéciale sera constituée pour l'examen du différend dans un délai de trois mois à compter de la demande adressée par l'une des parties à l'autre. Les nominations se feront conformément aux dispositions de l'article précédent, à moins que les parties n'en décident autrement.

Article 13.

1. Si la nomination des commissaires à désigner en commun n'intervient pas dans les délais prévus aux articles 10 et 12, le soin de procéder aux nominations nécessaires sera confié à une tierce Puissance choisie d'un commun accord par les parties ou, si celles-ci le demandent, au président en exercice du Conseil de la Société des Nations.

2. Si l'accord ne s'établit pas au sujet d'aucun de ces procédés, chaque partie désignera une Puissance différente et les nominations seront faites de concert par les Puissances ainsi choisies.

3. Si, dans un délai de trois mois, ces deux Puissances n'ont pu tomber d'accord, chacune d'elles présentera des candidats en nombre égal à celui des membres à désigner. Le sort déterminera lesquels des candidats ainsi présentés seront admis.

Article 14.

1. La Commission de conciliation sera saisie par voie de requête adressée au président, par les deux parties agissant d'un commun accord ou, à défaut, par l'une ou l'autre des parties.

2. La requête, après avoir exposé sommairement l'objet du litige, contiendra l'invitation à la commission de procéder à toutes mesures propres à conduire à une conciliation.

3. Si la requête émane d'une seule des parties, elle sera notifiée par celle-ci sans délai à l'autre partie.

Article 15.

1. Dans un délai de quinze jours à partir de la date où l'une des parties aura porté un différend devant une commission permanente de conciliation, chacune des parties pourra, pour l'examen de ce différend, remplacer son commissaire par une personne possédant une compétence spéciale dans la matière.

three commissioners must be of different nationalities and must not be habitually resident in the territory or be in the service of the Parties. The Parties shall appoint the President of the Commission from among them.

2. The commissioners shall be appointed for three years. They shall be re-eligible. The commissioners appointed jointly may be replaced during their term of office by agreement between the Parties. Either Party may, however, at any time replace the commissioner whom it has appointed. Even if replaced, the commissioners shall continue to exercise their functions until the termination of the work in hand.

3. Vacancies which may occur as the result of death, resignation or any other cause shall be filled within the shortest possible time in the manner fixed for the appointments.

Article 12.

If, when a dispute arises, no permanent conciliation commission appointed by the Parties is in existence, a special commission shall be constituted for the examination of the dispute within a period of three months from date on which a request to that effect is made by one of the Parties to the other Party. The necessary appointments shall be made in the manner laid down in the preceding Article, unless the Parties decide otherwise.

Article 13.

1. If the appointment of the commissioners to be designated jointly is not made within the periods provided for in Articles 10 and 12, the making of the necessary appointments shall be entrusted to a third Power chosen by agreement between the Parties or, at the request of the Parties, to the President of the Council of the League of Nations.

2. If no agreement is reached on either of these procedures, each Party shall designate a different Power and the appointments shall be made in concert by the Powers thus chosen.

3. If, within a period of three months, these two Powers have been unable to reach an agreement, each of them shall submit a number of candidates equal to the number of members to be appointed. It shall then be decided by lot which of the candidates thus designated shall be appointed.

Article 14.

1. Disputes shall be brought before the Conciliation Commission by means of an application addressed to the President by the two Parties acting in agreement, or in default thereof by one or other of the Parties.

2. The application, after giving a summary account of the subject of the dispute, shall contain the invitation to the Commission to take all necessary measures with a view to arriving at an amicable settlement.

3. If the application emanates from only one of the Parties, notification thereof shall be given without delay by that Party to the other Party.

Article 15.

1. Within fifteen days from the date on which a dispute has been brought by one of the Parties before a permanent conciliation commission, either Party may replace its own commissioner for the examination of the particular dispute by a person possessing special competence in the matter.

2. La partie qui usera de ce droit en fera immédiatement la notification à l'autre partie ; celle-ci aura dans ce cas la faculté d'agir de même dans un délai de quinze jours à compter de la date où la notification lui sera parvenue.

Article 16.

1. La Commission de conciliation se réunira, sauf accord contraire des parties, au siège de la Société des Nations ou en tout autre lieu désigné par son président.

2. La Commission pourra, en toute circonstance, demander au Secrétaire général de la Société des Nations de prêter son assistance à ses travaux.

Article 17.

Les travaux de la commission de conciliation ne seront publics qu'en vertu d'une décision prise par la commission avec l'assentiment des parties.

Article 18.

1. Sauf accord contraire des parties, la commission de conciliation réglera elle-même sa procédure qui, dans tous les cas, devra être contradictoire. En matière d'enquête, la commission, si elle n'en décide autrement à l'unanimité, se conformera aux dispositions du titre III de la Convention de La Haye du 18 octobre 1907 pour le règlement pacifique des conflits internationaux.

2. Les parties seront représentées auprès de la Commission de conciliation par des agents ayant mission de servir d'intermédiaires entre elles et la commission ; elles pourront, en outre, se faire assister par des conseils et experts nommés par elles à cet effet et demander l'audition de toutes personnes dont le témoignage leur paraîtrait utile.

3. La commission aura, de son côté, la faculté de demander des explications orales aux agents, conseils et experts des deux parties, ainsi qu'à toutes personnes qu'elle jugerait utile de faire comparaître avec l'assentiment de leur gouvernement.

Article 19.

Sauf accord contraire des parties, les décisions de la Commission de conciliation seront prises à la majorité des voix et la commission ne pourra se prononcer sur le fond du différend que si tous ses membres sont présents.

Article 20.

Les parties s'engagent à faciliter les travaux de la commission de conciliation et, en particulier, à lui fournir, dans la plus large mesure possible, tous documents et informations utiles, ainsi qu'à user des moyens dont elles disposent pour lui permettre de procéder sur leur territoire et selon leur législation à la citation et à l'audition de témoins ou d'experts et à des transports sur les lieux.

2. The Party making use of this right shall immediately notify the other Party ; the latter shall in such case be entitled to take similar action within fifteen days from the date on which it received the notification.

Article 16.

1. In the absence of agreement to the contrary between the Parties, the Conciliation Commission shall meet at the seat of the League of Nations or at some other place selected by its President.

2. The Commission may in all circumstances request the Secretary-General of the League of Nations to afford it his assistance.

Article 17.

The work of the Conciliation Commission shall not be conducted in public unless a decision to that effect is taken by the Commission with the consent of the Parties.

Article 18.

1. In the absence of agreement to the contrary between the Parties, the Conciliation Commission shall lay down its own procedure, which must in all cases provide for both Parties being heard. In regard to enquiries, the Commission, unless it decides unanimously to the contrary, shall act in accordance with the provisions of Part III of the Hague Convention of October 18, 1907, for the Pacific Settlement of International Disputes.

2. The Parties shall be represented before the Conciliation Commission by agents whose duty shall be to act as intermediaries between them and the Commission ; the Parties may, moreover, be assisted by counsel and experts appointed by them for that purpose and may request that all persons whose evidence appears to them desirable shall be heard.

3. The Commission for its part shall be entitled to request oral explanations from the agents, counsel and experts of both Parties, as well as from all persons it may think desirable to summon with the consent of their Governments.

Article 19.

In the absence of agreement to the contrary between the Parties, the decisions of the Conciliation Commission shall be taken by a majority vote, and the Commission may not take decisions on the substance of the dispute unless all its members are present.

Article 20.

The Parties undertake to facilitate the work of the Conciliation Commission, and particularly to supply it to the greatest possible extent with all relevant documents and information, as well as to use the means at their disposal to allow it to proceed in their territory, and in accordance with their law, to the summoning and hearing of witnesses or experts, and to visit localities in order to carry out enquiries on the spot.

Article 21.

1. Pendant la durée de leurs travaux, chacun des commissaires recevra une indemnité dont le montant sera arrêté du commun accord des parties, qui en supporteront chacune une part égale.

2. Les frais généraux occasionnés par le fonctionnement de la commission seront répartis de la même façon.

Article 22.

1. La Commission de conciliation aura pour tâche d'éclaircir les questions en litige, de recueillir à cette fin toutes les informations utiles, par voie d'enquête ou autrement, et de s'efforcer de concilier les parties. Elle pourra, après examen de l'affaire, exposer aux parties les termes de l'arrangement qui lui paraîtrait convenable et leur impartir un délai pour se prononcer.

2. A la fin de ses travaux, la commission dressera un procès-verbal constatant, suivant le cas, soit que les parties se sont arrangées et, s'il y a lieu, les conditions de l'arrangement, soit que les parties n'ont pu être conciliées. Le procès-verbal ne mentionnera pas si les décisions de la commission ont été prises à l'unanimité ou à la majorité.

3. Les travaux de la commission devront, à moins que les parties n'en conviennent autrement, être terminés dans un délai de six mois à compter du jour où la commission aura été saisie du différend.

Article 23.

Le procès-verbal de la commission sera porté sans délai à la connaissance des parties. Il appartient aux parties d'en décider la publication.

CHAPITRE IV.

DU RÈGLEMENT ARBITRAL.

Article 24.

Si, dans le mois qui suivra la clôture des travaux de la commission de conciliation visée dans les articles précédents, les parties ne se sont pas entendues, la question sera portée devant le tribunal arbitral constitué, sauf accord des parties, de la manière indiquée ci-après.

Article 25.

Le Tribunal arbitral comprendra cinq membres. Les parties en nommeront chacune un qui pourra être choisi parmi leurs nationaux respectifs. Les deux autres arbitres et les surarbitres seront choisis d'un commun accord parmi les ressortissants de tierces Puissances. Ces derniers devront être de nationalités différentes, ne pas avoir leur résidence habituelle sur le territoire des parties, ni se trouver à leur service.

Article 26.

1. Si la nomination des membres du Tribunal arbitral n'intervient pas dans un délai de trois mois à compter de la demande adressée par l'une des parties à l'autre de constituer un tribunal

Article 21.

1. During the proceedings of the Commission, each of the Commissioners shall receive emoluments the amount of which shall be fixed by agreement between the Parties, each of whom shall contribute an equal share.

2. The general expenses arising out of the working of the Commission shall be divided in the same manner.

Article 22.

1. The task of the Conciliation Commission shall be to elucidate the questions in dispute, to collect with that object all useful information by means of enquiry or otherwise, and to endeavour to bring the Parties to an agreement. It may, after the case has been examined, inform the Parties of the terms of settlement which seem suitable to it and lay down a period within which they are to make their decision.

2. At the close of its proceedings the Commission shall draw up a report stating, as the case may be, either that the Parties have come to an agreement and, if necessary, the terms of the agreement, or that it has been impossible to effect a settlement. No mention shall be made in the report as to whether the Commission's decisions were taken unanimously or by a majority vote.

3. The proceedings of the Commission must, unless the Parties otherwise agree, be terminated within six months from the date on which the Commission shall have been given cognisance of the dispute.

Article 23.

The Commission's report shall be communicated without delay to the Parties. The Parties shall decide whether it shall be published.

CHAPTER IV.

ARBITRATION.

Article 24.

If the Parties have not reached an agreement within one month from the termination of the proceedings of the Conciliation Commission mentioned in the previous Articles, the question shall be brought before an arbitral tribunal which, unless the Parties agree otherwise, shall be constituted in the manner indicated below.

Article 25.

The arbitral tribunal shall consist of five members. The Parties shall each appoint one member who may be chosen from among their respective nationals. The other two arbitrators and the umpire shall be chosen by common agreement from among the nationals of third Powers. They must be of different nationalities and must not be habitually resident in the territory or be in the service of the Parties.

Article 26.

1. If the appointment of the members of the arbitral tribunal is not made within a period of three months from the date on which one of the Parties requested the other Party to constitute

arbitral, le soin de procéder aux nominations nécessaires sera confié à une tierce Puissance choisie d'un commun accord par les parties.

2. Si l'accord ne s'établit pas à ce sujet, chaque partie désignera une Puissance différente et les nominations seront faites de concert par les Puissances ainsi choisies.

3. Si, dans un délai de trois mois, les Puissances ainsi désignées n'ont pu tomber d'accord, les nominations nécessaires seront faites par le président de la Cour permanente de Justice internationale. Si celui-ci est empêché, ou, s'il est ressortissant de l'une des parties, les nominations seront faites par le vice-président. Si celui-ci est empêché ou s'il est ressortissant de l'une des parties, les nominations seront faites par le membre le plus âgé de la Cour qui n'est ressortissant d'aucune des parties.

Article 27.

Il sera pourvu, dans le plus bref délai, aux vacances qui viendraient à se produire par suite de décès ou de démission, ou de quelque autre empêchement, en suivant le mode fixé pour les nominations.

Article 28.

Les parties rédigeront un compromis déterminant l'objet du litige et la procédure à suivre.

Article 29.

A défaut d'indications ou de précisions suffisantes dans le compromis, relativement aux points indiqués dans l'article précédent, il sera fait application, dans la mesure nécessaire, des dispositions de la Convention de La Haye du 18 octobre 1907 pour le règlement pacifique des conflits internationaux.

Article 30.

Faute de conclusion d'un compromis dans un délai de trois mois à partir de la constitution du Tribunal, celui-ci sera saisi par requête de l'une ou de l'autre des parties.

Article 31.

Dans le silence du compromis ou à défaut de compromis, le Tribunal appliquera les règles de fond énumérées dans l'article 38 du Statut de la Cour permanente de Justice internationale. En tant qu'il n'existe pas de pareilles règles applicables au différend, le Tribunal jugera *ex aequo et bono*.

CHAPITRE V.

DISPOSITIONS GÉNÉRALES.

Article 32.

1. Dans tous les cas où le différend fait l'objet d'une procédure arbitrale ou judiciaire, notamment si la question au sujet de laquelle les parties sont divisées résulte d'actes déjà effectués ou sur le point de l'être, la Cour permanente de Justice internationale, statuant conformément à

an arbitral tribunal, a third Power, chosen by agreement between the Parties, shall be requested to make the necessary appointments.

2. If no agreement is reached on this point, each Party shall designate a different Power, and the appointments shall be made in concert by the Powers thus chosen.

3. If within a period of three months the Powers so chosen have been unable to reach an agreement, the necessary appointments shall be made by the President of the Permanent Court of International Justice. If the latter is prevented from acting or is a subject of one of the Parties, the appointment shall be made by the Vice-President. If the latter is prevented from acting or is a subject of one of the Parties, the appointment shall be made by the oldest member of the Court who is not a subject of either Party.

Article 27.

Vacancies which may occur as a result of death, resignation or any other cause, shall be filled within the shortest possible time in the manner fixed for the appointments.

Article 28.

The Parties shall draw up a special agreement determining the subject of the dispute and the details of procedure.

Article 29.

In the absence of sufficient indication or particulars in the special agreement concerning the points mentioned in the preceding Article, the provisions of the Hague Convention of October 18, 1907, for the Pacific Settlement of International Disputes shall apply so far as is necessary.

Article 30.

Failing the conclusion of a special agreement within a period of three months from the date on which the tribunal was constituted, the dispute may be brought before the tribunal by an application by one or other Party.

Article 31.

If nothing is laid down in the special agreement or no special agreement has been made, the tribunal shall apply the rules in regard to the substance of the dispute indicated in Article 38 of the Statute of the Permanent Court of International Justice. In so far as there exist no such rules applicable to the dispute, the tribunal shall decide *ex aequo et bono*.

CHAPTER V.

GENERAL PROVISIONS.

Article 32.

1. In all cases where a dispute forms the subject of arbitration or judicial proceedings, and particularly if the question on which the Parties differ arises out of acts already committed or on the point of being committed, the Permanent Court of International Justice, acting in accordance

l'article 41 de son statut, ou le Tribunal arbitral, indiquera dans le plus bref délai possible les mesures provisoires qui doivent être prises. Les parties seront tenues de s'y conformer.

2. Si la Commission de conciliation se trouve saisie du différend, elle pourra recommander aux parties les mesures provisoires qu'elle estimera utiles.

3. Les parties s'engagent à s'abstenir de toute mesure susceptible d'avoir une répercussion préjudiciable à l'exécution de la décision judiciaire ou arbitrale ou aux arrangements proposés par la commission de conciliation et, en général, à ne procéder à aucun acte, de quelque nature qu'il soit, susceptible d'aggraver ou d'étendre le différend.

Article 33.

Si la sentence judiciaire ou arbitrale déclarait qu'une décision prise ou une mesure ordonnée par une autorité judiciaire ou toute autre autorité de l'une des parties en litige se trouve entièrement ou partiellement en opposition avec le droit international, et si le droit constitutionnel de ladite partie ne permettait pas ou ne permettait qu'imparfaitement d'effacer les conséquences de cette décision ou de cette mesure, les parties conviennent qu'il devra être accordé par la sentence judiciaire ou arbitrale, à la partie lésée, une satisfaction équitable.

Article 34.

1. La présente convention sera applicable entre les Hautes Parties contractantes encore qu'une tierce Puissance ait un intérêt dans le différend.

2. Dans la procédure de conciliation, les parties pourront d'un commun accord inviter une tierce Puissance.

3. Dans la procédure judiciaire ou arbitrale, si une tierce Puissance estime que, dans un différend, un intérêt d'ordre juridique est pour elle en cause, elle peut adresser à la Cour permanente de Justice internationale ou au Tribunal arbitral une requête à fin d'intervention.

La Cour ou le Tribunal décide.

4. Lorsqu'il s'agit de l'interprétation d'une convention à laquelle auront participé d'autres Etats que les parties en cause, le Greffe de la Cour permanente de Justice internationale ou le Tribunal arbitral les avertit sans délai.

Chacun d'eux aura le droit d'intervenir et, s'il exerce cette faculté, l'interprétation contenue dans la sentence est obligatoire à son égard.

Article 35.

Les différends relatifs à l'interprétation ou à l'application de la présente convention, y compris ceux relatifs à la qualification des litiges, seront soumis à la Cour permanente de Justice internationale.

Article 36.

La présente Convention, conforme au Pacte de la Société des Nations, ne sera pas interprétée comme restreignant la mission de celle-ci de prendre, à tout moment, les mesures propres à sauvegarder efficacement la paix du monde.

with Article 41 of its Statute, or the arbitral tribunal, shall lay down within the shortest possible time the provisional measures to be adopted. The Parties to the dispute shall be bound to accept such measures.

2. If the dispute is brought before the Conciliation Commission, the latter may recommend to the Parties the adoption of such provisional measures as it considers suitable.

3. The Parties undertake to abstain from all measures likely to react prejudicially upon the execution of the judicial or arbitral decision or upon the arrangements proposed by the Conciliation Commission, and in general, to abstain from any sort of action whatsoever which may aggravate or extend the dispute.

Article 33.

If, in a judicial sentence or arbitral award, it is declared that a judgment or a measure enjoined by a court of law or other authority of one of the Parties to the dispute, is wholly or in part contrary to international law, and if the constitutional law of that Party does not permit or only partially permits the consequences of the judgment or measure in question to be annulled, the Parties agree that the judicial sentence or arbitral award shall grant the injured Party equitable satisfaction.

Article 34.

1. The present Convention shall be applicable as between the High Contracting Parties, even though a third Power has an interest in the dispute.

2. In conciliation procedure, the Parties may agree to invite a third Power to intervene.

3. In judicial or arbitral procedure, if a third Power should consider that it has in a dispute an interest of a legal nature which may be affected by the decision in the case, it may submit to the Permanent Court of International Justice or to the arbitral tribunal a request to intervene as a third party.

It will be for the Court or the tribunal to decide upon this request.

4. Whenever the interpretation of a convention to which States other than those concerned in the case are parties is in question, the Registrar of the Permanent Court of International Justice or the arbitral tribunal shall notify such States forthwith.

Every State so notified has the right to intervene in the proceedings, but if it uses this right the interpretation given by the decision will be binding upon it.

Article 35.

Disputes relating to the interpretation or application of the present Convention, including those concerning the classification of disputes, shall be submitted to the Permanent Court of International Justice.

Article 36.

The present Convention, which is in conformity with the Covenant of the League of Nations, shall not be interpreted as restricting the duty of the League to take at any time whatever action may be deemed wise and effectual to safeguard the peace of the world.

Article 37.

1. La présente convention sera ratifiée et l'échange des ratifications aura lieu à Bruxelles.

Elle sera enregistrée au Secrétariat de la Société des Nations.

2. La Convention est conclue pour une durée de cinq ans à compter de la date de l'échange des ratifications.

3. Si elle n'est pas dénoncée six mois au moins avant l'expiration de ce terme, elle demeurera en vigueur pour une nouvelle période de cinq ans et ainsi de suite.

4. Nonobstant la dénonciation par l'une des Parties contractantes, les procédures engagées au moment de l'expiration du terme de la convention continueront jusqu'à leur achèvement normal.

En foi de quoi les plénipotentiaires susnommés ont signé la présente convention.

Fait à Genève, le 18 septembre 1929, en deux exemplaires.

(L. S.) J. BECH.

(L. S.) D^r Edvard BENEŠ.

Pour expédition conforme transmise aux fins d'enregistrement au Secrétariat général de la Société des Nations, à Genève.

Les instruments de ratification ont été échangés à Bruxelles, le 2 septembre 1930.

Luxembourg, le 4 septembre 1930.

*Le Ministre d'Etat,
Président du Gouvernement :*
Bech.

Copie certifiée conforme :
Praha, le 25 septembre 1930.

D^r Jan Opočenský,
Directeur des Archives.

Article 37.

1. The present Convention shall be ratified and the exchange of ratifications shall take place at Brussels.

It shall be registered at the Secretariat of the League of Nations.

2. The Convention shall be concluded for a period of five years dating from the exchange of ratifications.

3. If it has not been denounced at least six months before the expiration of this period, it shall remain in force for further successive periods of five years.

4. Notwithstanding denunciation by one of the Contracting Parties, proceedings pending at the expiration of the current period of the Convention shall be duly completed.

In faith whereof the above-named Plenipotentiaries have signed the present Convention.

Done at Geneva on September 18, 1929, in two copies.

(L. S.) J. BECH.

(L. S.) Dr. Edvard BENEŠ.

N° 2468.

**ÉTATS-UNIS D'AMÉRIQUE
ET PAYS-BAS**

Traité d'arbitrage. Signé à Washing-
ton, le 13 janvier 1930.

**UNITED STATES OF AMERICA
AND THE NETHERLANDS**

Treaty of Arbitration. Signed at
Washington, January 13, 1930.

TEXTE NÉERLANDAIS. — DUTCH TEXT.

N^o 2468. — ARBITRAGEVERDRAG¹ TUSSEN DE VEREENIGDE STATEN VAN AMERIKA EN NEDERLAND. GETEEKEND TE WASHINGTON, 13 JANUARI 1930.

Textes officiels néerlandais et anglais communiqués par le ministre des Pays-Bas à Berne. L'enregistrement de ce traité a eu lieu le 19 septembre 1930.

Ce traité a été transmis au Secrétariat par le «Department of State» du Gouvernement des Etats-Unis d'Amérique, le 19 septembre 1930.

No. 2468. — TREATY¹ OF ARBITRATION BETWEEN THE UNITED STATES OF AMERICA AND THE NETHERLANDS. SIGNED AT WASHINGTON, JANUARY 13, 1930.

Dutch and English official texts communicated by the Netherlands Minister at Berne. The registration of this Treaty took place on September 19, 1930.

This Treaty was transmitted to the Secretariat by the Department of State of the Government of the United States of America, September 19, 1930.

HARE MAJESTEIT DE KONINGIN DER NEDERLANDEN en DE PRESIDENT VAN DE VEREENIGDE STATEN VAN AMERIKA ;

Besloten om, voor zoover het in hunne macht ligt, elke onderbreking in de vreedzame betrekkingen, die altijd tusschen de beide volkeren hebben bestaan, te voorkomen ;

Wenschende opnieuw tot uiting te brengen, dat zij als richtlijn van hunne staatkunde beschouwen alle geschillen, die vatbaar zijn voor rechterlijke beslissing, welke tusschen hen mochten rijzen, te onderwerpen aan onpartijdige beslissing ; en

Verlangende door hun voorbeeld niet alleen te doen uitkomen, dat zij oorlog als een werktuig van nationale politiek in hunne wederkerige betrekkingen veroordeelen, maar ook het tijdstip te verhaasten, waarop internationale overeenkomsten tot vreedzame regeling van internationale geschillen een zoodanigen graad van volkomenheid zullen hebben bereikt, dat voor altijd de mogelijkheid van oorlog tusschen welke mogendheden der wereld ook, zal zijn verdwenen ;

Hebben besloten een nieuw arbitrageverdrag te sluiten, waardoor het te Washington op 2 Mei

¹ L'échange des ratifications a eu lieu à Washington, le 17 juillet 1930.

HER MAJESTY THE QUEEN OF THE NETHERLANDS and THE PRESIDENT OF THE UNITED STATES OF AMERICA ;

Determined to prevent so far as in their power lies any interruption in the peaceful relations that have always existed between the two nations ;

Desirous of reaffirming their adherence to the policy of submitting to impartial decision all justiciable controversies that may arise between them ; and

Eager by their exemple not only to demonstrate their condemnation of war as an instrument of national policy in their mutual relations, but also to hasten the time when the perfection of international arrangements for the pacific settlement of international disputes shall have eliminated forever the possibility of war among any of the Powers of the world ;

Have decided to conclude a new treaty of arbitration enlarging the scope and obligations

¹ The exchange of ratifications took place at Washington, July 17, 1930.

1908 geteekende arbitrageverdrag¹, dat door tijdsverloop op 25 Maart 1930 afloopt, in strekking en daarin vervatte verplichtingen wordt verruimd, en hebben voor dat doel onderscheidenlijk als hunne gevolmachtigden aangewezen :

HARE MAJESTEIT DE KONINGIN DER NEDERLANDEN :

Dr. J. H. VAN ROYEN, Hoogstderzelver Buitengewoon Gezant en Gevolmachtigd Minister in de Vereenigde Staten van Amerika ;

DE PRESIDENT VAN DE VEREENIGDE STATEN VAN AMERIKA :

Joseph P. COTTON, waarnemend Secretaris van Staat van de Vereenigde Staten ;

die, na elkander hunne volmachten te hebben medegedeeld en in goede en behoorlijke orde bevonden, omtrent de volgende artikelen zijn overeengekomen :

Artikel I.

Alle geschillen betreffende internationale aangelegenheden, welke tusschen de Hooge Verdrag-sluitende Partijen mochten rijzen als gevolg van eenen door de eene Partij aan de andere op grond van een verdrag of uit anderen hoofde gestelden rechtseisch en welke door hunnen aard, als vatbaar voor eene beslissing door toepassing van de beginselen van recht en billijkheid, berechtbaar zijn, zullen, wanneer zij niet langs diplomatieken weg zijn kunnen worden geregeld, noch door onderwerping aan de Permanente Internationale Commissie, ingesteld ingevolge het op 18 December 1913 te Washington geteekende verdrag, vereffend zijn, worden onderworpen aan het door het Verdrag² van 18 October 1907 te 's-Gravenhage ingestelde Permanente Hof van Arbitrage of aan zoodanig ander bevoegd rechtscollege als in elk geval door bijzondere overeenkomst zal worden bepaald, welke bijzondere overeenkomst in de samenstelling, zoo noodig, van zoodanig college zal voorzien, de bevoegdheden daarvan zal omschrijven, het punt of de punten in geschil zal vaststellen en den inhoud der opdracht zal regelen.

¹ DE MARTENS, *Nouveau Recueil général de Traités*, troisième série, tome II, page 316.

² DE MARTENS, *Nouveau Recueil général de Traités*, troisième série, tome III, page 360.

of the arbitration convention¹ signed at Washington on May 2, 1908, which expire by limitation on March 25, 1930, and for that purpose they have appointed as their respective Plenipotentiaries :

HER MAJESTY THE QUEEN OF THE NETHERLANDS :

Dr. J. H. VAN ROYEN, Her Envoy Extraordinary and Minister Plenipotentiary to the United States of America ;

THE PRESIDENT OF THE UNITED STATES OF AMERICA :

Joseph P. COTTON, acting Secretary of State of the United States ;

Who, having communicated to one another their full powers found in good and due form have agreed upon the following articles :

Article I.

All differences relating to international matters in which the High Contracting Parties are concerned by virtue of a claim of right made by one against the other under treaty or otherwise, which it has not been possible to adjust by diplomacy ; which have not been adjusted as result of reference to the Permanent International Commission constituted pursuant to the treaty signed at Washington, December 18, 1913, and which are justiciable in their nature by reason of being susceptible of decision by the application of the principles of law or equity, shall be submitted to the Permanent Court of Arbitration established at The Hague by the Convention² of October 18, 1907, or to some other competent tribunal, as shall be decided in each case by special agreement, which special agreement shall provide for the organisation of such tribunal if necessary, define its powers, state the question or questions at issue, and settle the terms of reference.

¹ *British and Foreign State Papers*, Vol. 102, page 938.

² *British and Foreign State Papers*, Vol. 100, page 298.

De voor elk geval tot stand te brengen bijzondere overeenkomst zal aan de zijde van Nederland in overeenstemming met de voorschriften der Grondwet en van de zijde der Vereenigde Staten van Amerika door den President der Vereenigde Staten van Amerika op advies en met goedkeuring van den Senaat der Vereenigde Staten gesloten worden.

Artikel II.

De bepalingen van dit verdrag zullen niet worden ingeroepen met betrekking tot eenig geschil, waarvan het onderwerp

- a) behoort tot de eigen bevoegdheid van een der Hooge Verdragsluitende Partijen ;
- b) de belangen van derde Partijen raakt ;
- c) beheerscht wordt door de handhaving der aloude, gewoonlijk als de Monroe-leer gekenmerkte houding der Vereenigde Staten met betrekking tot Amerikaansche aangelegenheden, of aan die handhaving raakt ;
- d) beheerscht wordt door de inachtneming van de verplichtingen van Nederland in overeenstemming met het Handvest van den Volkenbond of aan die inachtneming raakt.

Artikel III.

Dit verdrag zal worden bekrachtigd door Hare Majesteit de Koningin der Nederlanden en door den President der Vereenigde Staten van Amerika op advies en met goedkeuring van den Senaat der Vereenigde Staten.

De akten van bekrachtiging zullen zoo spoedig mogelijk te Washington worden uitgewisseld en het verdrag zal in werking treden op den dag van de uitwisseling der akten van bekrachtiging, van welken datum af het op 2 Mei 1908 geteekende arbitrageverdrag zal ophouden kracht en uitwerking te hebben. Dit verdrag zal daarna voortdurend in werking blijven, tenzij en totdat het wordt beëindigd door schriftelijke opzegging door een der partijen aan de andere met een opzeggingstermijn van een jaar.

Ter oorkonde daarvan hebben de wederzijdsche gevolmachtigden dit verdrag in dubbel in

The special agreement in each case shall be made on the part of the Netherlands in accordance with its constitutional laws, and on the part of the United States of America by the President of the United States of America by and with the advice and consent of the Senate thereof.

Article II.

The provisions of this treaty shall not be invoked in respect of any dispute the subject matter of which

- (a) Is within the domestic jurisdiction of either of the High Contracting Parties ;
- (b) Involves the interests of third Parties ;
- (c) Depends upon or involves the maintenance of the traditional attitude of the United States concerning American questions, commonly described as the Monroe Doctrine ;
- (d) Depends upon or involves the observance of the obligations of the Netherlands in accordance with the Covenant of the League of Nations.

Article III.

The present treaty shall be ratified by Her Majesty the Queen of the Netherlands and by the President of the United States of America by and with the advice and consent of the Senate thereof.

The ratifications shall be exchanged at Washington as soon as possible, and the treaty shall take effect on the date of the exchange of the ratifications, from which date the arbitration convention signed May 2, 1908, shall cease to have any force or effect. It shall thereafter remain in force continuously unless and until terminated by one year's written notice given by either High Contracting Party to the other.

In faith whereof the respective Plenipotentiaries have signed this treaty in duplicate in

de Nederlandsche en Engelsche talen, welke beide teksten gelijke kracht zullen hebben, geteekend en van hunne zegels voorzien.

Dutch and English languages, both texts having equal force, and hereunto affix their seals.

Gedaan te Washington den dertienden Januari negentien honderd en dertig.

Done at Washington the thirteenth day of January, nineteen hundred and thirty.

(L. S.) J. H. VAN ROYEN.

(L. S.) Joseph P. COTTON.

¹ TRADUCTION. — TRANSLATION.

N^o 2468. — TRAITÉ D'ARBITRAGE ENTRE LES ÉTATS-UNIS D'AMÉRIQUE ET LES PAYS-BAS. SIGNÉ A WASHINGTON, LE 13 JANVIER 1930.

SA MAJESTÉ LA REINE DES PAYS-BAS et LE PRÉSIDENT DES ETATS-UNIS D'AMÉRIQUE ;

Résolus à prévenir, autant qu'il est en leur pouvoir, toute interruption dans les relations pacifiques qui ont toujours existé entre les deux nations ;

Désireux d'affirmer à nouveau leur adhésion à la politique qui consiste à soumettre à une décision impartiale toutes contestations susceptibles d'un règlement judiciaire qui viendraient à s'élever entre eux ; et

Soucieux, par leur exemple, non seulement de manifester que, dans leurs relations réciproques, ils condamnent la guerre comme instrument de politique nationale, mais encore de hâter le moment où la conclusion d'accords internationaux pour le règlement pacifique des conflits entre les nations aura écarté pour toujours les possibilités de guerre entre les Puissances du monde ;

Ont décidé de conclure un nouveau traité d'arbitrage étendant la portée et les obligations de la Convention d'arbitrage qui avait été signée à Washington le 2 mai 1908 et qui expire le 25 mars 1930, et ont, à cet effet, nommé pour leurs plénipotentiaires respectifs :

SA MAJESTÉ LA REINE DES PAYS-BAS :

Le D^r J. H. VAN ROYEN, envoyé extraordinaire et ministre plénipotentiaire de Sa Majesté aux Etats-Unis d'Amérique ;

LE PRÉSIDENT DES ETATS-UNIS D'AMÉRIQUE :

M. Joseph P. COTTON, secrétaire d'Etat par intérim des Etats-Unis ;

Lesquels, après s'être communiqué leurs pleins pouvoirs reconnus en bonne et due forme, sont convenus des articles suivants :

Article premier.

Tous différends concernant des affaires internationales, dans lesquels les Hautes Parties contractantes se trouvent engagées par suite de la prétention d'un droit allégué par l'une à l'encontre

¹ Traduit par le Secrétariat de la Société des Nations, à titre d'information.

¹ Translated by the Secretariat of the League of Nations, for information.

de l'autre, en vertu d'un traité ou autrement, qui n'auront pu être réglés par la voie diplomatique non plus que par le renvoi à la Commission permanente internationale, constituée en vertu du Traité signé à Washington le 18 décembre 1913 et qui, en raison de leur nature, sont susceptibles d'une décision appliquant les principes du droit ou de l'équité, devront être soumis à la Cour permanente d'arbitrage établie à La Haye par la Convention du 18 octobre 1907 ou à un autre tribunal compétent, ce qui sera décidé, dans chaque cas, par compromis. Ce compromis pourvoira à l'organisation dudit tribunal, s'il est nécessaire, définira ses pouvoirs, exposera la ou les questions en litige et déterminera la question à résoudre.

Le compromis sera conclu, dans chaque cas, en ce qui concerne les Pays-Bas, conformément à ses lois constitutionnelles et, en ce qui concerne les Etats-Unis d'Amérique, par le Président des Etats-Unis d'Amérique, sur l'avis et avec le consentement du Sénat des Etats-Unis.

Article II.

Les dispositions du présent traité ne pourront pas être invoquées en ce qui concerne les différends dont l'objet

a) Relève de la juridiction nationale de l'une ou de l'autre des Hautes Parties contractantes ;

b) Touche aux intérêts de tierces Puissances ;

c) Dépend du maintien ou touche au maintien de l'attitude traditionnelle des Etats-Unis d'Amérique dans les affaires américaines, communément connue sous le nom de doctrine de Monroë ;

d) Dépend de l'observation ou touche à l'observation des engagements des Pays-Bas en conformité du Pacte de la Société des Nations.

Article III.

Le présent traité sera ratifié par Sa Majesté la Reine des Pays-Bas et par le Président des Etats-Unis d'Amérique, sur l'avis et avec le consentement du Sénat des Etats-Unis d'Amérique.

Les ratifications seront échangées à Washington aussitôt que faire se pourra et le traité prendra effet à la date de l'échange des ratifications ; à partir de cette date, la Convention d'arbitrage signée le 2 mai 1908 cessera d'être en vigueur ou d'avoir effet. Il demeurera ensuite en vigueur sans limite de durée tant qu'il n'aura pas été dénoncé, moyennant préavis d'un an notifié par écrit par l'une des Hautes Parties contractantes à l'autre.

En foi de quoi les plénipotentiaires respectifs ont signé le présent traité dressé en double exemplaire, en langues néerlandaise et anglaise, les deux textes faisant également foi, et y ont apposé leurs sceaux.

Fait à Washington, le treize janvier mil neuf cent trente.

(L. S.) J. H. VAN ROYEN.

(L. S.) Joseph P. COTTON.

N° 2469.

BELGIQUE ET NORVÈGE

Convention ayant pour but d'éviter la double imposition des revenus des entreprises de navigation maritime des deux pays, signée à Bruxelles, le 29 octobre 1928, et échange de notes y relatif, Londres et Bruxelles, le 6 février 1929.

BELGIUM AND NORWAY

Convention for the Prevention of Double Taxation on Income derived from Shipping Undertakings of both Countries, signed at Brussels, October 29, 1928, and Exchange of Notes relating thereto, London and Brussels, February 6, 1929.

TEXTE NORVÉGIEN. - NORVEGIAN TEXT.

N^o 2469. — OVERENSKOMST¹ MEL-
LEM NORGE OG BELGIEN I
HENSIKT Å UNDGÅ DOBBELT
BESKATNING AV UTBYTTE
SOM SKRIVER SIG FRA REDE-
RIVIRKSOMHET I DE TO LAND.
UNDERTEGNET I BRUXELLES
DEN 29 OKTOBER 1928.

N^o 2469. — CONVENTION¹ ENTRE
LA BELGIQUE ET LA NORVÈGE
AYANT POUR BUT D'ÉVITER
LA DOUBLE IMPOSITION DES
REVENUS DES ENTREPRISES
DE NAVIGATION MARITIME
DES DEUX PAYS. SIGNÉE A
BRUXELLES, LE 29 OCTOBRE
1928.

*Textes officiels français et norvégien communiqués
par le délégué permanent de la Norvège auprès
de la Société des Nations. L'enregistrement de
cette convention a eu lieu le 22 septembre 1930.*

*French and Norwegian official texts communi-
cated by the Permanent Delegate of Norway
accredited to the League of Nations. The
registration of this Convention took place on
September 22, 1930.*

HANS MAJESTET KONGEN AV NORGE, på den ene side og HANS MAJESTET BELGIERNES KONGE på den annen side som begge ønsker å frita rederier hjemmehørende i et av de to land, som driver skibsfart i det annet, for byrden av dobbelt beskatning av de inntekter de har av sine skiber, har ansett det for nyttig å slutte en overenskomst bygget på gjensidighet og har i dette øiemed onpnevnt som sine befullmektigede :

HANS MAJESTET KONGEN AV NORGE :

Hr. VOGT, Norges sendemann i Bruxelles ;

HANS MAJESTET BELGIERNES KONGE :

Hr. Paul HYMANS, Belgiens utenriksminister ;

hvilke, efter å ha utvekslet sine fullmakter, funnet i god og behørig orden, har kommet overens om følgende bestemmelser :

SA MAJESTÉ LE ROI DE NORVÈGE, d'une part, et SA MAJESTÉ LE ROI DES BELGES, d'autre part, également désireux d'éviter aux entreprises de navigation maritime domiciliées dans l'un des deux pays et exerçant leur activité dans l'autre, le fardeau d'une double imposition sur les revenus qu'elles retirent de l'exploitation de leurs navires, ont jugé utile de conclure une convention basée sur le principe de la réciprocité et ont nommé, à cet effet, pour leurs plénipotentiaires respectifs, à savoir :

SA MAJESTÉ LE ROI DE NORVÈGE :

S. Exc. M. VOGT, ministre de Norvège à Bruxelles ;

SA MAJESTÉ LE ROI DES BELGES :

M. Paul HYMANS, ministre des Affaires étrangères de Belgique ;

Lesquels, après s'être communiqué leurs pleins pouvoirs respectifs trouvés en bonne et due forme, sont convenus des dispositions suivantes :

¹ L'échange des ratifications a eu lieu à Bruxelles, le 22 juillet 1930.

¹ The exchange of ratifications took place at Brussels, July 22, 1930.

Artikkel I.

Rederier med hjemstavn i Belgien hvis skiber søker norske havner for å laste eller losse gods eller for å ta ombord eller sette i land reisende, skal i Norge være fritatt for å betale skatt av de inntekter eller de fordeler som farten med disse skiber gir.

Til gjengjeld skal rederier med hjemstavn i Norge, hvis skiber søker belgiske havner for å laste eller losse gods eller for å ta ombord eller sette i land reisende, i Belgien være fritatt for å betale skatt av de inntekter eller de fordeler som farten med disse skiber gir.

Artikkel II.

Ved « rederier » skal forstås forretningsvirksomhet ledet av en « eier » av skib og, for såvidt denne definisjon angår, skal uttrykket « eier » omfatte enhver befrakter.

Artikkel III.

Inntekter eller fordeler av skibsfart omfatter også utbytte ved salg av passasjerbilletter i det land, hvor det selskap som utsteder billettene ikke er hjemmehørende.

Artikkel IV.

Nærværende overenskomst blir å ratifisere, og ratifikasjonsdokumentene skal utveksles i Bruxelles.

Overenskomsten trer i kraft den 1. januar i det år som følger etter det år da ratifikasjon av overenskomsten har funnet sted.

Overenskomsten kan opsies nårsomhelst med et varsel av seks måneder.

Til bekreftelse herav har undertegnede befullmektigede skrevet under nærværende overenskomst og forsynt den med sine segl.

Utferdiget i Bruxelles den 29. oktober 1928.

(u) B. VOGT.

Pour copie conforme :
Ministère royal des Affaires étrangères,
Oslo, le 13 novembre 1928.

Pour le ministre :
Le Chef de la Division des Affaires latines,
O. Tostrup.

Article premier

Les entreprises de navigation maritime domiciliées en Belgique et dont les navires visitent les ports norvégiens pour y charger ou y décharger des marchandises ou des voyageurs, seront exemptés en Norvège du paiement de l'impôt sur les revenus ou bénéfices résultant de l'exploitation de ces navires.

Par réciprocité, les entreprises de navigation maritime domiciliées en Norvège et dont les navires visitent les ports belges pour y charger ou y décharger des marchandises ou des voyageurs, seront exemptées en Belgique du paiement de l'impôt sur les revenus ou bénéfices résultant de l'exploitation de ces navires.

Article II.

Par « entreprises de navigation maritime », il faut entendre celles qui sont dirigées par un « propriétaire » de navires, le terme « propriétaire » comprenant tout affrèteur.

Article III.

Les revenus ou bénéfices de l'exploitation des navires comprennent également ceux provenant de la vente des billets de passage dans le pays où la société qui les émet n'est pas domiciliée.

Article IV.

La présente convention sera ratifiée et les ratifications seront échangées à Bruxelles.

Elle entrera en vigueur le 1^{er} janvier de l'année qui suivra celle durant laquelle elle aura été ratifiée.

Elle pourra être dénoncée à toute époque, moyennant un préavis de six mois.

En foi de quoi les plénipotentiaires soussignés ont signé la présente convention et y ont apposé leur cachet.

Fait à Bruxelles, le 29 octobre 1928.

(Signé) P. HYMANS.

LÉGATION DE NORVÈGE.
BRUXELLES.
N° 7/1929.

LONDRES, le 6 février 1929.

MONSIEUR LE MINISTRE,

J'ai l'honneur de marquer à Votre Excellence par le présent office l'accord du Gouvernement norvégien sur le remplacement de l'alinéa 2 de l'article 4 de la Convention du 29 octobre 1928, relative au régime de la double imposition des revenus des entreprises de navigation maritime des deux pays, par le texte ci-après :

« La convention entrera en vigueur deux mois après l'échange des ratifications. »

Je saisis cette occasion, Monsieur le Ministre, de renouveler à Votre Excellence les assurances de ma très haute considération.

(Signé) B. VOGT.

Son Excellence
Monsieur Hymans,
Ministre des Affaires étrangères,
etc., etc.,
Bruxelles.

Pour copie conforme :
Ministère royal des Affaires étrangères,
à Oslo, le 5 août 1930.

*Le Chef a. i. de la 1^{re} Division
des Affaires politiques et commerciales :*
Tycho Gøeger.

MINISTÈRE
DES AFFAIRES ÉTRANGÈRES.

BRUXELLES, le 6 février 1929.

MONSIEUR LE MINISTRE,

J'ai l'honneur de marquer à Votre Excellence par le présent office l'accord du Gouvernement belge sur le remplacement de l'alinéa 2 de l'article 4 de la Convention du 29 octobre 1928, relative au régime de la double imposition des revenus des entreprises de navigation maritime des deux pays, par le texte ci-après :

« La convention entrera en vigueur deux mois après l'échange des ratifications. »

Je saisis cette occasion, Monsieur le Ministre, de renouveler à Votre Excellence l'assurance de ma haute considération.

(Signé) HYMANS.

Son Excellence
Monsieur Vogt,
Ministre de Norvège,
à Londres.

Pour copie conforme :
Ministère royal des Affaires étrangères,
à Oslo, le 5 août 1930.

*Le Chef a. i. de la Division
des Affaires politiques et commerciales :*
Tycho Gøeger.

¹ TRADUCTION. — TRANSLATION.

No. 2469. — CONVENTION BETWEEN BELGIUM AND NORWAY FOR THE PREVENTION OF DOUBLE TAXATION ON INCOME DERIVED FROM SHIPPING UNDERTAKINGS OF BOTH COUNTRIES. SIGNED AT BRUSSELS, OCTOBER 29, 1928.

HIS MAJESTY THE KING OF THE BELGIANS, on the one part, and HIS MAJESTY THE KING OF NORWAY, on the other part, being equally desirous of preventing the double taxation of income derived from the business of shipping by shipping undertakings domiciled in either of the two countries and carrying on their business in the other, have thought it desirable to conclude a convention based on the principle of reciprocity, and have for this purpose appointed as their respective Plenipotentiaries :

HIS MAJESTY THE KING OF THE BELGIANS :

M. Paul HYMANS, Belgian Minister for Foreign Affairs ;

HIS MAJESTY THE KING OF NORWAY :

His Excellency M. VOGT, Norwegian Minister at Brussels ;

Who, having communicated their respective full powers, found in good and due form, have agreed on the following provisions :

Article 1.

Shipping undertakings domiciled in Norway, the vessels of which call at Belgian ports to load or unload cargo or to take on board or land passengers shall be exempt in Belgium from the payments of the tax on income or profits accruing from the operation of these vessels.

Shipping undertaking domiciled in Belgium, the vessels of which call at Norwegian ports to load or unload cargo or to take on board or land passengers shall by reciprocity be exempt in Norway from the payment of the tax on income or profits accruing from the operation of these vessels.

Article 2.

The expression " shipping undertakings " shall be taken to mean undertakings directed by an owner of ships and the expression " owner " shall include any charterer.

Article 3.

Income or profits from the business of shipping shall also include income or profits derived from the sale of passage tickets in the country in which the company issuing them is not domiciled.

¹ Traduit par le Secrétariat de la Société des Nations, à titre d'information.

¹ Translated by the Secretariat of the League of Nations, for information.

Article 4.

The present Convention shall be ratified and the ratifications shall be exchanged at Brussels. It shall come into force on January 1st of the year following that in which it has been ratified. It may be denounced at any time by giving six months' notice.

In faith whereof the undersigned Plenipotentiaries have signed the present Convention and thereto affixed their seals.

Done at Brussels, October 29, 1928.

(Signed) HYMANS.

(Signed) VOGT.

NORWEGIAN LEGATION.
BRUSSELS.

N^o 7/I 929.

LONDON, *February 6, 1929.*

YOUR EXCELLENCY,

I have the honour to inform you hereby of the Norwegian Government's agreement to substitute the following text for Article 4, paragraph 2, of the Convention of October 29, 1928, on the double taxation of income derived from shipping undertakings in the two countries :

“ The Convention shall come into force two months after the exchange of ratifications.”

I have the honour, etc.

(Signed) B. VOGT.

His Excellency Monsieur Hymans,
Minister for Foreign Affairs, etc., etc.,
Brussels.

MINISTRY
OF FOREIGN AFFAIRS.

BRUSSELS, *February 6, 1929.*

MONSIEUR LE MINISTRE,

I have the honour to inform you hereby of the Belgian Government's agreement to substitute the following text for Article 4, paragraph 2, of the Convention of October 29, 1928, on the double taxation of income derived from shipping undertakings in the two countries :

“ The Convention shall come into force two months after the exchange of ratifications.”

I have the honour, etc.

(Signed) HYMANS.

His Excellency Monsieur Vogt,
Norwegian Minister,
London.

N° 2470.

CHINE ET SUÈDE

Traité réglant les relations douanières entre les deux pays, signé à Nankin, le 20 décembre 1928, et échange de notes y relatif, de la même date.

CHINA AND SWEDEN

Treaty regulating Tariff Relations between the two Countries, signed at Nanking, December 20, 1928, and Exchange of Notes relating thereto of the same date.

N^o 2470.

TEXTE CHINOIS. — CHINESE TEXT.

中瑞關稅條約

大中華民國
大瑞典君主國
因咸欲維持兩國間幸有之睦誼並發展及固結彼此商業

關係爲此議訂條約實現此項目的特派全權代表如左

大中華民國國民政府主席特派

大中華民國國民政府外交部長王正廷

大瑞典國大君主特派

大瑞典國駐華暫行代辦使事雷堯武德

兩全權代表各將所奉全權證書互相校閱均屬妥喜議定兩國間之條約如左 第一條 歷來中瑞兩國簽訂之有效條約內所載關於在中國進出口貨物之稅率存票子口稅以及船鈔等項之各條款應即撤銷作廢適用國家關稅完全自主之原則惟兩締約國對於上述及有關係事項在彼此領土內享受之待遇應與任何他國享受之待遇毫無區別

此締約國在本國領土內不得有何藉口向彼締約國人民所運輸進

出口之貨物徵收較高或異於本國人民或任何他國人民所完納之關稅內地稅或任何稅項

第二條 本條約用中瑞英三國文字合繕二份如遇解釋不同之處應以英文爲準

第三條 本條約應由兩締約國依照各本國憲法上所規定之手續於最短期內批准瑞典國須經國會通過自兩締約國互相通知批准之日起本條約發生效力

爲此兩全權代表根據各自之全權證書將本條約二份簽字蓋印以昭信守

大中華民國十七年十二月二十日
西歷一九二八年十二月二十日 在南京簽訂

王正廷 印
雷堯武德 印

中瑞關稅條約

瑞典代辦致王部長照會

大瑞典國駐華暫行代辦使事雷

爲

照會事本代辦對於中瑞兩國本日簽訂之條約其第一條之解釋認爲包括左列原則

此締約國之出產品或製造品當其輸入於彼締約國之領土時或由其本國領土輸出至彼締約國之領土時所完納之關稅內地稅或任何稅捐不得異於或高於自他國輸入之該國同類出產品或製造品或向他國輸出之本國同類出產品或製造品所完納之關稅內地稅或任何稅捐

相應照請

貴部長查 見復爲荷須至照會者

右 照 會

大中華民國外交部長王

西歷一九二八年十二月二十日

雷堯武德印

中瑞關稅條約

王部長復瑞典代辦照會

大中華民國外交部長王

爲

照復事准

貴代辦本日照開本代辦對於中瑞兩國本日簽訂之條約其第一條之解釋認爲包括左列原則

此締約國之出產品或製造品當其輸入於彼締約國之領土時或由其本國領土輸出至彼締約國之領土時所完納之關稅內地稅或在何稅捐不得異於或高於自他國輸入之該國同類出產品或製造品或向他國輸出之本國同類出產品或製造品所完納之關稅內地稅或任何稅捐

請查照見復等由本部長對於

貴代辦此項見解認爲並無錯誤相應照復

貴代辦查照可也須至照會者

右
照
會

大瑞典國駐華暫行代辦使事雷

大中華民國十七年十二月二十日

王正廷印

TEXTE SUÉDOIS. — SWEDISH TEXT.

No. 2470. — TREATY¹ REGULATING TARIFF RELATIONS BETWEEN CHINA AND SWEDEN. SIGNED AT NANKING, DECEMBER 20, 1928.

N^o 2470. — TULLTRAKTAT¹ MELLAN SVERIGE OCH KINA, UNDERTECKNAD I NANKING DEN 20 DECEMBER 1928.

Textes officiels chinois, suédois et anglais communiqués par le ministre plénipotentiaire, directeur du Bureau permanent de la Délégation chinoise à la Société des Nations. L'enregistrement de ce traité a eu lieu le 24 septembre 1930.

Chinese, Swedish and English official texts communicated by the Minister Plenipotentiary, Director of the Permanent Office of the Chinese Delegation to the League of Nations. The registration of this Treaty took place September 24, 1930.

THE REPUBLIC OF CHINA and THE KINGDOM OF SWEDEN, mutually animated by a desire to maintain the ties of friendship which happily exist between the two countries and wishing to consolidate and extend the commercial intercourse between them, have, for the purpose of negotiating a treaty designed to facilitate these objects, named as their Plenipotentiaries :

REPUBLICEN KINA och KONUNGARIKET SVERIGE, ömsesidigt besjälade av önskan att vidmakthålla de vänskapliga band, vilka lyckligen förefinnas mellan de båda länderna samt åstundande att befästa och utvidga handelsförbindelserna dem emellan, hava, i avsikt att förhandla om en traktat till främjande av dessa syften, utsett till sina befullmäktigade ombud :

HIS EXCELLENCY THE PRESIDENT OF THE NATIONAL GOVERNMENT OF THE REPUBLIC OF CHINA :

HANS EXCELLENS PRESIDENTEN FÖR REPUBLIKEN KINAS NATIONALREGERING :

Dr. Chengting T. WANG, Minister for Foreign Affairs of the National Government of the Republic of China ;

Dr. Chengting T. WANG, Minister för Utrikes Ärendena i Republiken Kinas Nationalregering ;

HIS MAJESTY THE KING OF SWEDEN :

HANS MAJESTÄT KONUNGEN AV SVERIGE :

Baron C. LEIJONHUFVUD, Chargé d'Affaires *ad interim* of Sweden in China ;

Friherre C. LEIJONHUFVUD, Svensk Chargé d'Affaires, *a. i.* i Kina ;

Who, having exchanged their full powers found to be in due and proper form, have agreed upon the following treaty between the two countries :

Vilka, efter att hava utväxlat för dem utfärdade i god och behörig ordning befunna fullmakter, överenskommit om följande traktat de båda länderna emellan :

Article I.

All provisions which appear in treaties hitherto concluded and in force between China

Artikel I.

Alla bestämmelser, vilka återfinnas i hittills avslutade och i kraft varande traktater mellan

¹ L'échange des ratifications a eu lieu le 27 mars 1929.

¹ The exchange of ratifications took place March 27, 1929.

and Sweden relating to rates of duty on imports and exports of merchandise, drawbacks, transit dues and tonnage dues in China shall be annulled and become inoperative, and the principle of complete national tariff autonomy shall apply subject, however, to the condition that each of the High Contracting Parties shall enjoy in the territories of the other with respect to the above specified and any related matters treatment in no way discriminatory as compared with the treatment accorded to any other country.

The nationals of neither of the High Contracting Parties shall be compelled under any pretext whatever to pay, within the territories of the other, any duties, internal charges or taxes upon their importations and exportations other or higher than those which are paid by the nationals of the country or by nationals of any other country.

Article II.

The present Treaty has been drawn up in two copies in Chinese, Swedish and English. In case of any difference of interpretation, the English text shall prevail.

Article III.

The present Treaty shall be ratified as soon as possible by the High Contracting Parties in accordance with their respective constitutional procedure, by Sweden subject to the approval of the Riksdag, and shall come into force on the day on which the High Contracting Parties shall have notified each other that ratification has been effected.

In testimony whereof we, the undersigned by virtue of our respective powers, have signed this Treaty and have affixed our respective seals.

Done at Nanking the twentieth day of the twelfth month of the seventeenth year of the Republic China, corresponding to the twentieth day of December, nineteen hundred and twenty-eight.

(Signed) Chengting T. WANG.

(Signed) Carl LEIJONHUFVUD.

Kina och Sverige i vad avser avgifter å import och export av varor, återgångstullar, transit-och tonnageavgifter i Kina skola annulleras och vara utan verkan samt principen om fullständig nationell tullautonomi tillämpas, under förutsättning likväl av, att var och en av de Höga fördragsslutande parterna skall i den andras territorium med avseende å ovan angivna specificerade och därmed sammanhängande frågor åtnjuta en behandling i intet avseende diskriminerande i jämförelse med den behandling, som något annat land åtnjuter.

De Höga fördragsslutande parternas undersåtar skola icke under någon förevändning tvingas att inom den andras område erlägga andra eller högre avgifter, inre pålagor eller skatter å deras import och export än de, som erläggas av landets undersåtar eller undersåtar från något annat land.

Artikel II.

Denna traktat har avfattats i två exemplar på vardera kinesiska svenska, och engelska språken. I fall av meningsskiljaktighet rörande tolkningen skall den engelska texten vara avgörande.

Artikel III.

Denna traktat skall snarast möjligt ratificeras av de Höga fördragsslutande parterna i överensstämmelse med respektive länders konstitutionella procedur, av Sverige under förutsättning av Riksdagens godkännande, och träda i kraft å den dag, då de Höga fördragsslutande parterna underrättat varandra om att ratifikationerna verkställts.

Till bekräftande härav hava vi undertecknade med stöd av våra respektive fullmakter undertecknat denna traktat och försett densamma med våra sigill.

Som skedde i Nanking 20 dagen i 12:te månaden av Republiken Kinas 17:de år motsvarande den 20 december 1928.

(Signed) Chengting T. WANG.

(Signed) Carl LEIJONHUFVUD.

EXCHANGE OF NOTES.

I.

NANKING, *December 20, 1928.*

MONSIEUR LE MINISTRE,

With reference to Article 1 of the Treaty signed between us this day, I have the honour to request Your Excellency to confirm my understanding that the said Article shall be interpreted to include the following :

Articles produced or manufactured in the territory of either of the High Contracting Parties shall not be subject, on their importation into the territory of the other Party or on their exportation from its own territory to the territory of the other Party, to any duties, internal charges or taxes other or higher than those paid, respectively, on like articles produced or manufactured in and imported from any other country, or on like articles produced or manufactured in the country and exported to any other country.

I avail myself of this opportunity to renew to Your Excellency the assurance of my highest consideration.

(Signed) Carl LEIJONHUFVUD.

His Excellency
Dr. Chengting T. Wang,
Minister for Foreign Affairs,
Nanking.

II.

MINISTRY
OF FOREIGN AFFAIRS.

NANKING, *December 20, 1928.*

MONSIEUR LE CHARGÉ D'AFFAIRES,

I have the honour to acknowledge the receipt of your Note of to-day's date which reads as follows :

With reference to Article I of the Treaty signed between us this day, I have the honour to request Your Excellency to confirm my understanding that the said Article shall be interpreted to include the following :

Articles produced or manufactured in the territory of either of the High Contracting Parties shall not be subject, on their importation into the territory of the other Party or on their exportation from its own territory to the territory of the other Party, to any duties, internal charges or taxes other or higher than those paid, respectively, on like articles produced or manufactured in and imported from any other country, or on like articles produced or manufactured in the country and exported to any other country.

I have the honour to confirm the correctness of the above.

(Signed) Chengting T. WANG.

Monsieur le baron C. Leijonhufvud,
Swedish Chargé d'Affaires,
Nanking.

¹ TRADUCTION. — TRANSLATION.

N^o 2470. — TRAITÉ RÉGLANT LES RELATIONS DOUANIÈRES ENTRE LA CHINE ET LA SUÈDE. SIGNÉ A NANKIN, LE 20 DÉCEMBRE 1928.

LA RÉPUBLIQUE DE CHINE et LE ROYAUME DE SUÈDE, animés du désir de maintenir les liens d'amitié qui existent heureusement entre les deux pays et de consolider et développer leurs relations commerciales, ont nommé pour leurs plénipotentiaires respectifs, chargés de négocier un traité destiné à faciliter ces objets :

SON EXCELLENCE LE PRÉSIDENT DU GOUVERNEMENT NATIONAL DE LA RÉPUBLIQUE DE CHINE :
Le D^r Chengting T. WANG, ministre des Affaires étrangères du Gouvernement national de la République de Chine ;

SA MAJESTÉ LE ROI DE SUÈDE :

Le baron C. LEIJONHUFVUD, chargé d'affaires *p. i.* de Suède en Chine ;

Lesquels, après avoir échangé leurs pleins pouvoirs reconnus en bonne et due forme, sont convenus du traité ci-après entre les deux pays :

Article premier.

Toutes les dispositions figurant dans les traités conclus et en vigueur jusqu'ici entre la Chine et la Suède, au sujet des droits à l'importation et à l'exportation des marchandises, des drawbacks, des droits de transit et de tonnage en Chine, seront annulées et deviendront inopérantes et le principe de l'autonomie nationale complète sera désormais appliqué en matière de tarifs douaniers ; toutefois, chacune des Hautes Parties contractantes jouira dans les territoires de l'autre, en ce qui concerne les matières spécifiées ci-dessus et toutes matières connexes, d'un traitement qui ne sera en aucune façon discriminatoire par rapport à un traitement accordé à un autre pays quelconque.

Les nationaux de chacune des Hautes Parties contractantes ne pourront, sous aucun prétexte, être contraints d'acquitter, dans les territoires de l'autre, des droits, impôts ou taxes intérieures sur leurs importations et exportations, autres ou plus élevés que ceux qui sont acquittés par les nationaux du pays ou par les ressortissants de tout autre pays.

Article II.

Le présent traité a été rédigé en double exemplaire, en langues chinoise, suédoise et anglaise. En cas de divergence d'interprétations, le texte anglais fera foi.

Article III.

Le présent traité sera ratifié aussitôt que possible par les Hautes Parties contractantes, suivant leurs méthodes constitutionnelles respectives, et, en ce qui concerne la Suède, sous réserve de l'approbation du Riksdag. Il entrera en vigueur le jour où les Hautes Parties contractantes se seront mutuellement notifié que la ratification a été effectuée.

¹ Traduit par le Secrétariat de la Société des Nations, à titre d'information.

¹ Translated by the Secretariat of the League of Nations, for information.

En foi de quoi, nous soussignés, avons signé ce traité en vertu de nos pouvoirs respectifs, et y avons apposé nos cachets.

Fait à Nankin le vingtième jour du douzième mois de la dix-septième année de la République de Chine, correspondant au vingt décembre mil neuf cent vingt-huit.

(Signé) Chengting T. WANG.

(Signé) Carl LEIJONHUFVUD.

É. HANGE DE NOTES

I.

NANKIN, le 20 décembre 1928.

MONSIEUR LE MINISTRE,

Me référant à l'article premier du traité signé par nous ce jour, j'ai l'honneur de prier votre Excellence de me confirmer que ledit article doit être interprété comme comprenant ce qui suit :

Les articles produits ou fabriqués sur le territoire de l'une ou l'autre des Hautes Parties contractantes ne seront pas soumis, lors de leur importation dans le territoire de l'autre Partie ou lors de leur exportation du territoire de ladite Partie à destination du territoire de l'autre Partie, à des droits, impôts ou taxes intérieures autres ou plus élevés que ceux qui sont acquittés, selon le cas, pour des articles similaires produits ou fabriqués dans un autre pays ou importés d'un autre pays, ou bien pour des articles similaires produits ou fabriqués dans le pays, et exportés à destination d'un autre pays.

Je saisis cette occasion, etc.

(Signé) Carl LEIJONHUFVUD.

Son Excellence

Monsieur Chengking T. Wang,
Ministre des Affaires étrangères,
Nankin.

II.

MINISTÈRE
DES AFFAIRES ÉTRANGÈRES.

NANKIN, le 20 décembre 1928.

MONSIEUR LE CHARGÉ D'AFFAIRES,

J'ai l'honneur d'accuser réception de votre note en date de ce jour conçue comme suit :

Me référant à l'article premier du traité signé par nous ce jour, j'ai l'honneur de prier Votre Excellence de me confirmer que ledit article doit être interprété comme comprenant ce qui suit :

Les articles produits ou fabriqués sur le territoire de l'une ou l'autre des Hautes Parties contractantes ne seront pas soumis, lors de leur importation dans le territoire de l'autre Partie, à des droits, impôts ou taxes intérieures autres ou plus élevés que ceux qui sont acquittés, selon le cas, pour des articles similaires produits ou fabriqués dans un autre pays ou importés d'un autre pays ou bien pour des articles similaires produits ou fabriqués dans le pays, et exportés à destination d'un autre pays.

J'ai l'honneur de vous confirmer que tel est bien le sens de l'article en question.

(Signé) Chengting T. WANG.

Monsieur le baron C. Leijonhufvud,
Chargé d'affaires de Suède,
Nankin.

N° 2471.

CHINE ET PORTUGAL

Traité préliminaire d'amitié et de commerce, signé à Nankin, le 19 décembre 1928, et échange de notes y annexé, de la même date.

CHINA AND PORTUGAL

Preliminary Treaty of Amity and Commerce, signed at Nanking, December 19, 1928, and Exchange of Notes annexed thereto of the same date.

N^o 2471.

TEXTE CHINOIS. — CHINESE TEXT.

中葡友好通商條約

大 中 華 民 國
大 葡 萄 牙 共 和 國
因咸欲鞏固兩國間四百餘年來幸有之睦誼并增進及

固結彼此商業關係起見爲此決定先訂一友好通商條約特派全權代

表如左

大 中 華 民 國 國 民 政 府 主 席 特 派

大 中 華 民 國 國 民 政 府 外 交 部 長 王 正 廷

大 葡 萄 牙 共 和 國 大 總 統 特 派

大 葡 萄 牙 共 和 國 特 派 駐 華 全 權 公 使 畢 安 祺

兩全權代表各將所奉全權證書互相校閱均屬妥善議定條款如左

第一條 兩締約國約定關於關稅及其關係事項完全以各本國國內法規定之

兩締約國又約定對於關稅及其關係事項此締約國在彼締約國領土內應享受之待遇不得次於任何他國所享受之待遇

此締約國在本國領土內不得有何藉口對於彼締約國人民及貨

物之進口或出口徵收較高或異於本國人民或任何他國人民所完納之關稅內地稅或任何稅款

第二條 此締約國人民在彼締約國領土內應受彼締約國法律及法院之管轄但爲行使及防衛其權利應有向法院陳訴之自由及便利

第三條 兩締約國決定於最短期內根據完全平等互尊主權及兩國商業上無歧視之各原則議定一通商航海條約

第四條 本條約用中葡英三國文字各繕二份如遇解釋不同之處應以英文爲準

第五條 本條約應於最短期內批准自兩國政府互相通知批准之日起本約發生效力

爲此兩全權代表將本約兩份簽字蓋印以昭信守

大中華民國十七年十二月十九日
西歷一九二八年十二月十九日
在南京簽訂

王正廷 印
畢安祺 印

中葡友好通商條約

附件一

王部長致葡使照會

大中華民國外交部長王

為

照會事本部長茲以中華民國國民政府名義聲明中葡兩國本日簽訂之條約其第二條於民國十九年一月一日起發生效力在是日前中國政府與葡國政府訂定中國對於在華葡國人民行使法權之詳細辦法如該項辦法屆時尙未訂定則中國與簽訂華盛頓條約國議定取消領事裁判權之後定一日期自該日期始葡國人民受中國法律及法院之管轄但該日期應於各該國一律適用上述華盛頓條約國係指一九二一年至一九二二年華盛頓會議時直接參與討論太平洋及遠東問題之各國（中國除外）相應照請貴公使查照為荷須至照會者

右

照

會

大葡萄牙共和國特命駐華全權公使畢

大中華民國十七年十二月十九日

王正廷印

中葡友好通商條約

附件二一

聲明書

本部長茲聲明中華民國國民政府於民國十九年一月一日或是日以前除現已施行之法典及法律外頒布民法商法

王正廷印

中葡友好通商條約

附件三

聲明書

本部長茲以中華民國國民政府名義聲明葡國人民在中國停止享受領事裁判權及其他特權並兩國之關係達於完全平等地位之後中國政府鑒於中國人民於葡國法律章程範圍之內在葡國領土之任何區域內享有居住營商及土地權故允許葡國人民在中國享有同樣權利但仍得以法律及章程限制之

王正廷印

中葡友好通商條約

附件四

共同聲明書

茲議定在中國之葡國人民及在葡之中國人民嗣後應依照各所在國政府頒布之法律章程完納各種稅款及徵收但該項稅款及徵收不得較高或異於他國人民所完納者

王正廷印

畢安祺印

中葡友好通商條約

附件五 甲

葡使致王部長照會

大葡萄牙國特命駐畢全權公使畢

爲

照會事本公使對於中葡兩國本日簽訂之條約其第一條之解釋認爲包括左列原則

此締約國之出產品或製造品當其輸入於彼締約國之領土時或由其本國領土輸出至彼締約國之領土時所完納之關稅內地稅或任何稅捐不得異於或高於自他國輸入之該國同類出產品或製造品或向他國輸出之本

國同類出產品或製造品所完納之關稅內地稅或任何稅捐
相應照請

貴部長查照見復爲荷須至照會者

右 照 會

大中華民國外交部長王

西歷一九二八年十二月十九日

中葡友好通商條約

附件五 乙

王部長復葡使照會

爲

大中華民國外交部長王

照復事准

貴公使本日照開本公使對於中葡兩國本日簽訂之條約其第一條之解釋認爲包括左列原則

此締約國之出產品或製造品當其輸入於彼締約國之領土時或由其本國領土輸出至彼締約國之領土時所完納之關稅內地稅或任何稅捐不得異

於或高於自他國輸入之該國同類出產品或製造品或向他國輸出之本國同驛出產品或製造品所完納之關稅內地稅或任何稅捐

請查照見復第由本部長對於

貴公使此項見解認爲並無錯誤相應照復

貴公使查照可也須至照會者

右 照 會

大葡萄牙國特命駐華全權公使畢

大中華民國十七年十二月十九日

王正廷印

中葡友好通商條約

附件六 甲

王部長致葡使照會

大中華民國外交部長王

爲

照會事關於本日簽訂之中葡條約及附件茲聲明在該條約及聲明書與換文內所用之領土字樣應包括兩締約國之屬地及殖民地而言相應照請貴公使查照見復爲荷須至照會者

右 照 會

大葡萄牙共和國特命駐華全權公使畢

大中華民國十七年十二月十九日

王正廷印

中葡友好通商條約

附件六 乙

葡使復王部長照會

大葡萄牙共和國特命駐華全權公使畢

爲

照復事准

貴部長本日照會內開關於本日簽訂之中葡條約及附件茲聲明在該條約及聲明書與換文內所用之領土字樣應包括兩締約國之屬地及殖民地而言等由准此本公使對於

貴部長此項見解認爲並無錯誤相應照復

貴部長查照可也須至照會者

右 照 會

大中華民國外交部長王

西歷一九二八年十二月十九日

畢安祺印

TEXTE PORTUGAIS. — PORTUGUESE TEXT.

Nº 2471. — TRATADO ¹ PRELIMINAR DE AMIZADE E COMERCIO ENTRE A REPUBLICA DA CHINA E A REPUBLICA PORTUGUESA. ASSINADO EM NANKIN EM 19 DE DEZEMBRO DE 1928.

No. 2471. — PRELIMINARY TREATY¹ OF AMITY AND COMMERCE BETWEEN THE REPUBLIC OF CHINA AND THE REPUBLIC OF PORTUGAL. SIGNED AT NANKING, DECEMBER 19, 1928.

Textes officiels chinois, portugais et anglais communiqués par le ministre plénipotentiaire, directeur du Bureau permanent de la délégation chinoise à la Société des Nations. L'enregistrement de ce traité a eu lieu le 24 septembre 1930.

Chinese, Portuguese and English official texts communicated by the Minister Plenipotentiary, Director of the Permanent Office of the Chinese Delegation to the League of Nations. The registration of this Treaty took place September 24, 1930.

A REPÚBLICA DA CHINA e A REPÚBLICA PORTUGUESA, agualmente animadas do desejo de estreitar os vinculos de amizade que ha mais de quatro seculos felizmente subsistem entre os dois Paizes, resolveram concluir um Tratado Preliminar de Amizade e Comercio, e para este fim nomearam os seus Plenipotenciarios, a saber :

THE REPUBLIC OF CHINA and THE REPUBLIC OF PORTUGAL, being equally animated by the desire to strengthen the ties of friendship which have happily subsisted between the two countries for more than four hundred years and to promote and consolidate their commercial relations, have resolved to conclude a Preliminary Treaty of Amity and Commerce, and have, for this purpose, named as their Plenipotentiaries, that is to say :

SUA EXCELENCIA O PRESIDENTE DO GOVERNO NACIONAL DA REPUBLICA DA CHINA :

o Doutor Chengting T. WANG, Ministro dos Negocios Estrangeiros do Governo Nacional da Republica da China ;

HIS EXCELLENCY THE PRESIDENT OF THE NATIONAL GOVERNMENT OF THE REPUBLIC OF CHINA :

Dr. Chengting T. WANG, Minister for Foreign Affairs of the National Government of the Republic of China ;

SUA EXCELENCIA O PRESIDENTE DA REPUBLICA PORTUGUESA :

o Senhor João Antonio DE BIANCHI, Gran-Cruz da Ordem de Cristo de Portugal, Oficial da Ordem de S. Tiago da Espada, Gran-Cruz da Espiga de Ouro, etc., etc., Enviado Extraordinario e Ministro Plenipotenciario da Republica Portuguesa na China ;

HIS EXCELLENCY THE PRESIDENT OF THE REPUBLIC OF PORTUGAL :

Mr. João Antonio DE BIANCHI, Grand Cross of the Order of Christ, Officer of the Order of S. Tiago de Espada and Grand Cross of Chía Ho, Envoy Extraordinary and Minister Plenipotentiary of the Republic of Portugal to China ;

¹ L'échange des ratifications a eu lieu le 27 mars 1929.

¹ The exchange of ratifications took place March 27, 1929.

os quais, depois de haverem trocado os seus respectivos plenos poderes, que acharam em boa e devida forma, concordaram nos seguintes Artigos :

Artigo I.

As duas Altas Partes Contractantes concordam que as tarifas aduaneiras e todas as questões que com estas se relacionam serão reguladas exclusivamente pelas respectivas legislações nacionais.

Mais convencionam que cada uma das Altas Partes Contractantes gozará nos territorios da outra Parte, pelo que refere as questões aduaneiras ou aquelas que com estas se relacionam, tratamento que não seja por qualquer forma menos favoravel do que o tratamento concedido a qualquer outro paiz.

Os nacionais de cada uma das duas Altas Partes Contractantes não serão obrigados, sob qualquer pretexto, a pagar, a dentro dos territorios da outra Parte, quaisquer direitos, impostos internos ou taxas sobre a importação e exportação de mercadorias, diversos ou mais elevados do que aqueles que são pagos pelos nacionais do proprio paiz ou pelos nacionais de qualquer outro paiz.

Artigo II.

Os nacionais de cada uma das duas Altas Partes Contractantes ficarão sujeitos, no territorio da outra Parte, ás leis e jurisdição dos tribunais dessa Parte, aos quais terão livre e facil acesso para a garantia de execução e defeza dos seus direitos.

Artigo III.

As duas Altas Partes Contractantes resolvem entabolar, o mais cedo possivel, negociações com o fim de concluir um Tratado de Comercio e Navegação baseado nos principios de absoluta egualdade e não discriminação nas suas relações comerciais, e de mutuo respeito pelos direitos de soberania.

Artigo IV.

Do presente tratado se fizeram duas copias em cada uma das linguas chinesa, portuguesa

Who, having met and communicated to each other their respective full powers, found in good and due form, have agreed upon the following Articles :

Article I.

The two High Contracting Parties agree that the customs tariff and all matters related thereto shall be regulated exclusively by their respective national legislations.

It is further agreed that each of the High Contracting Parties shall enjoy in the territories of the other, with respect to customs and all related matters, treatment in no way less favourable than the treatment accorded to any other country.

The nationals of each of the two High Contracting Parties shall not be compelled, under any pretext whatever, to pay within the territories of the other Party any duties, internal charges or taxes upon the importation or exportation of merchandise, higher or other than those paid by the nationals of the country or by the nationals of any other country.

Article II.

The nationals of each of the two High Contracting Parties shall be subject in the territories of the other Party to the laws and jurisdiction of the law courts of that Party, to which they shall have free and easy access for the enforcement and defence of their rights.

Article III.

The two High Contracting Parties have decided to enter as soon as possible into negotiations for the purpose of concluding a Treaty of Commerce and Navigation based on the principles of absolute equality and non-discrimination in their commercial relations and mutual respect for sovereignty.

Article IV.

The present Treaty has been drawn up in two copies in Chinese, Portuguese and English.

e inglêsa. No caso de haver divergencia na interpretação, servirá o texto inglês para decidir as duvidas que se suscitarem.

In case of any difference of interpretation, the English text shall be held to prevail.

Artigo V.

O presente tratado será ratificado com a maior brevidade possível e entrará em vigor no dia em que os dois governos notificarem um ao outro que a ratificação se efectuou.

Article V.

The present Treaty shall be ratified as soon as possible and shall come into force on the day on which the two Governments shall have notified each other that the ratification has been effected.

En fé do que, os respectivos Plenipotenciarios assinaram o presente tratado e afixaram os seus sêlos.

In faith whereof the respective Plenipotentiaries have signed the present Treaty and have affixed thereunto their seals.

Feito em Nankim, ao decimo nono dia do decimo segundo mês do decimo setimo ano da República da China, que corresponde aos dezanove dias do mês de Dezembro de mil novecentos e vinte e oito.

Done at Nanking this nineteenth day of the twelfth month of the seventeenth year of the Republic of China, corresponding to the nineteenth day of December, nineteen hundred and twenty-eight.

(Sealed & signed) Chengting T. WANG.

(L. S.) (Signed) Chengting T. WANG.

(Sealed & signed) João Antonio DE BIANCHI.

(L. S.) (Signed) João Antonio DE BIANCHI.

ANEXO I.

ANNEX I.

NANKIM, 19 *Dezembro de* 1928.

NANKING, *December* 19, 1928.

SENHOR MINISTRO :

MONSIEUR LE MINISTRE,

Em nome de Governo Nacional da Republica da China, tenho a honra de declarar, que fica entendido, que o Artigo II do Tratado hoje assinado entre a China e Portugal só começará a vigorar no dia 1 de Janeiro de 1930. Antes dessa data, o Governo Chinês fará arranjos detalhados com o Governo Português para que a China assuma jurisdição sobre os cidadãos portugueses em territorio chinês. Na falta de tais arranjos na referida data, os cidadãos portugueses ficarão sujeitos ás leis e jurisdição chinesas a partir de uma data a fixar pela China apoz acordo para a abolição da exterritorialidade com todas as Potencias signatarias dos Tratados de Washington, ficando entendido que tal data será applicavel a todas essas mesmas Potencias.

In the name of the National Government of the Republic of China, I have the honour to state that Article II of the Treaty signed this day between China and Portugal shall be understood to begin to be operative on January 1st, 1930. Before such date the Chinese Government will make detailed arrangements with the Portuguese Government for the assumption by China of jurisdiction over Portuguese citizens in Chinese territory. Failing such arrangements on the said date, Portuguese citizens shall be amenable to Chinese laws and jurisdiction from a date to be fixed by China, after having come to an agreement for the abolition of extra-territoriality with all the Powers signatory of the Washington Treaties, it being understood that such a date shall be applicable to all such Powers.

Por « Potencias signatarias dos Tratados de Washington » entender-se-ha todas as Potencias, com excepção da China, que directamente participaram na discussão das questões do Pacifico e do Extremo Oriente na Conferencia sobre Limitação de Armamentos realisada em Washington em 1921-22.

Aproveito esta ocasião para reïterar a Vossa Excelencia os protestos da minha mais alta consideração.

(Assinado) Chengting T. WANG.

A Sua Excelencia o
Senhor João Antonio de Bianchi,
Enviado Extraordinario e
Ministro Plenipotenciario,
Da Republica Portuguesa
na China.

NANKIM, 19 de Dezembro de 1928.

SENHOR MINISTRO,

Tenho a honra de acusar recepção da nota de Vossa Excelencia, datada de hoje, como segue :

« En nome de Governo Nacional da Republica da China, tenho a honra de declarar, que fica entendido, que o Artigo II do Tratado hoje assinado entre a China e Portugal só começará a vigorar no dia 1 de Janeiro de 1930. Antes dessa data o Governo Chinês fará arranjos detalhados com o Governo Português para que a China assuma jurisdicção sobre os cidadãos portugueses em territorio chinês. Na falta de tais arranjos na referida data, os cidadãos portugueses ficarão sujeitos ás leis e jurisdicção chinêsas a partir de uma data a fixar pela China apóz acôrdo para a abolição da exterritorialidade com todas as Potencias signatarias dos Tratados de Washington, ficando entendido que tal data será applicavel a todas essas mesmas Potencias.

« Por 'Potencias signatarias dos Tratados de Washington' entender-se-hão todas as Potencias, com excepção da China, que directamente participaram na discussão das questões do Pacifico e do Extremo

By " Powers signatory of the Washington Treaties " shall be meant those Powers, other than China, which directly participated in the discussion of Pacific and Far Eastern Questions in the Conference on the Limitation of Armament held in Washington in 1921-22.

I avail myself of this opportunity to renew to Your Excellency the assurance of my highest consideration.

(Signed) Chengting T. WANG.

His Excellency
Mr. João Antonio de Bianchi,
Portuguese Minister to China,
Nanking.

NANKING, December 19, 1928.

MONSIEUR LE MINISTRE,

I have the honour to acknowledge the receipt of Your Excellency's note of to-day's date which reads as follows :

In the name of the National Government of the Republic of China, I have the honour to state that Article II of the Treaty signed this day between China and Portugal shall be understood to begin to be operative on January 1st, 1930. Before such date the Chinese Government will make detailed arrangements with the Portuguese Government for the assumption by China of jurisdiction over Portuguese citizens in Chinese territory. Failing such arrangements on the said date, Portuguese citizens shall be amenable to Chinese laws and jurisdiction from a date to be fixed by China, after having come to an agreement for the abolition of extra-territoriality with all the Powers signatory of the Washington Treaties, it being understood that such a date shall be applicable to all such Powers.

By " Powers signatory of the Washington Treaties " shall be meant those Powers, other than China, which directly participated in the discussion of Pacific and Far Eastern Questions in the Conference on the

Oriente na Conferencia sobre Limitação de Armamentos realisada em Washington em 1921-1922.»

Tenho a honra de declarar que o Governo Português concorda inteiramente com as declarações acima transcriptas.

Aproveito esta oportunidade para reiterar a Vossa Excelencia os protestos da minha mais alta consideração.

(Assinado) João Antonio DE BIANCHI.

A Sua Excelencia o
Doutor Chengting T. Wang,
Ministro dos Negocios Estrangeiros,
Nankim.

ANEXO II.

DECLARAÇÃO.

Tenho a honra de declarar que no dia 1 de Janeiro de 1930 ou antes dessa data, o Governo Nacional da Republica da China promulgará o Codigo Civil e o Codigo Comercial em aditamento aos outros codigos e leis actualmente em vigor.

(Assinado) Chengting T. WANG.

ANEXO III.

DECLARAÇÃO.

Em nome do Governo Nacional da República da China, tenho a honra de declarar que, quando os cidadãos portugueses deixarem de gosar dos privilegios da jurisdicção consular a doutros privilegios especiais, e quando as relações entre os dois paizes estiverem em pé de perfeita egualdade, o Governo Chinês, atendendo a que os cidadãos chineses gosam, sujeito as restricções impostas pelas leis e regulamentos portugueses, do direito de residir e commerciar e adquirir propriedade em qualquer parte do territorio português, concederá esses mesmos direitos aos cidadãos portugueses na China, sujeitos as restricções que sejam prescriptas nas leis e regulamentos chineses.

(Assinado) Chengting T. WANG.

Limitation of Armament held in Washington in 1921-22.

I have the honour to state that the Portuguese Government is in full agreement with the above statements.

I avail myself of this opportunity to renew to Your Excellency the assurance of my highest consideration.

(Signed) João Antonio DE BIANCHI.

His Excellency
Dr. Chengting T. Wang,
Minister for Foreign Affairs,
Nanking.

ANNEX II.

DECLARATION.

I have the honour to declare that on or before January 1st, 1930, the Civil Code and the Commercial Code, in addition to other codes and laws now in force, will be duly promulgated by the National Government of the Republic of China.

(Signed) Chengting T. WANG.

ANNEX III.

DECLARATION.

In the name of the National Government of the Republic of China, I have the honour to declare that, when Portuguese citizens cease to enjoy the privileges of consular jurisdiction and other special privileges, and when the relations between the two countries are on a footing of perfect equality, the Chinese Government, in view of the fact that Chinese citizens, subject to the limitations prescribed in Portuguese laws and regulations, enjoy the right to live and trade and to acquire property in any part of the Portuguese territory, will grant the same rights to Portuguese citizens in China, subject to the limitations to be prescribed in its laws and regulations.

(Signed) Chengting T. WANG.

ANEXO IV.

DECLARAÇÃO CONJUNTA.

Fica entendido que os cidadãos portugueses em territorios chinêses e cidadãos chinêses em territorios portugueses pagarão no futuro as contribuições e impostos que prescreverem os regulamentos e leis devidamente promulgadas pelos Governos Chinês e Português, respectivamente, contanto que essas contribuições ou impostos não sejam diversos ou mais elevados do que as contribuições e impostos pagos pelos nacionais de qualquer outro paiz.

(Assinado) Chengting T. WANG.

(Assinado) João Antonio DE BIANCHI.

ANEXO V.

NANKIM, 19 de Dezembro de 1928.

SENHOR MINISTRO,

Com referencia ao Artigo I do Tratado por nós assinado hoje, tenho a honra de rogar a Vossa Excelencia se digne confirmar se é exacta a minha interpretação do referido Artigo como abrangendo o principio seguinte :

Os artigos produzidos ou manufacturados no territorio de uma das Altas Partes Contractantes, ao serem importados em territorio da outra parte ou ao serem exportados do seu proprio territorio para o territorio da outra Parte, não ficarão sujeitos a quaisquer direitos, impostos internos ou taxas diversas ou mais elevadas do que as cobradas, respectivamente, sobre artigos semelhantes produzidos ou manufacturados em qualquer outro paiz ou de qualquer outro paiz importados, ou sobre artigos semelhantes produzidos ou manufacturados no proprio paiz e para qualquer outro paiz exportados.

Aproveito esta oportunidade para reiterar a Vossa Excelencia os protestos da minha mais alta consideração.

(Assinado) João Antonio DE BIANCHI.

Sua Excelencia o
Doutor Chengting T. Wang,
Ministro dos Negocios Estrangeiros,
Nankim.

ANNEX IV.

JOINT DECLARATION.

It is understood that Portuguese citizens in Chinese territories and Chinese citizens in Portuguese territories shall hereafter pay such taxes or imposts as may be prescribed in the laws and regulations duly promulgated by the Chinese and the Portuguese Government respectively, provided that such taxes or imposts are not other or higher than those paid by the nationals of any other country.

(Signed) Chengting T. WANG.

(Signed) João Antonio DE BIANCHI.

ANNEX V.

NANKING, December 19, 1929.

MONSIEUR LE MINISTRE,

With reference to Article I of the Treaty signed between us this day, I have the honour to request Your Excellency to confirm my understanding that the said Article shall be interpreted to include the following principle :

Articles produced or manufactured in the territory of either of the High Contracting Parties shall not be subject, on their importation into the territory of the other Party or on their exportation from its own territory to the territory of the other Party, to any duties, internal charges or taxes other or higher than those paid, respectively, on like articles produced or manufactured in and imported from any other country, or on like articles produced or manufactured in the country and exported to any other country.

I avail myself of this opportunity to renew to Your Excellency the assurance of my highest consideration.

(Signed) João Antonio DE BIANCHI

His Excellency
Dr. Chengting T. Wang,
Minister for Foreign Affairs,
Nanking.

NANKIM, 19 de Dezembro de 1928.

NANKING, December 19, 1928.

SENHOR MINISTRO,

Tenho a honra de acusar recepção da Nota de Vossa Excelencia, datada de hoje, como segue :

« Com referencia ao Artigo I do Tratado por nos assinado hoje, tenho a honra de rogar a Vossa Excelencia se digne confirmar se é exacta minha interpretação do referido Artigo como abrangendo o principio seguinte :

Os artigos produzidos ou manufacturados no territorio de uma das Altas Partes Contractantes, ao serem importados em territorio da outra Parte ou ao serem exportados do seu proprio territorio para o territorio da outra Parte, não ficarão sujeitos a quaisquer direitos, impostos internos ou taxas diversas ou mais elevadas do que as cobradas, respectivamente, sobre artigos semelhantes produzidos ou manufacturados em qualquer outro paiz ou de qualquer outro paiz importados ou sobre artigos semelhantes produzidos ou manufacturados no proprio paiz e para qualquer outro paiz exportados. »

Tenho a honra de confirmar a exactidão da interpretação acima referida.

Aproveito esta oportunidade para reiterar a Vossa Excelencia os protestos da minha mais alta consideração.

(Assinado) Chengting T. WANG.

A Sua Excelencia o
Senhor João Antonio de Bianchi,
Enviado Extraordinario e
Ministro Plenipotenciario,
da Republica Portuguesa
na China.

MONSIEUR LE MINISTRE,

I have the honour to acknowledge the receipt of Your Excellency's Note of to-day's date which reads as follows :

With reference to Article I of the Treaty signed between us this day, I have the honour to request Your Excellency to confirm my understanding that the said Article shall be interpreted to include the following principle :

Articles produced or manufactured in the territory of either of the High Contracting Parties shall not be subject, on their importation into the territory of the other Party or on their exportation from its own territory to the territory of the other Party, to any duties, internal charges or taxes other or higher than those paid, respectively, on like articles produced or manufactured in and imported from any other country, or on like articles produced or manufactured in the country and exported to any other country.

I have the honour to confirm the correctness of the above.

I avail myself of this opportunity to renew to Your Excellency the assurance of my highest consideration.

(Signed) Chengting T. WANG.

His Excellency,
Mr. João Antonio de Bianchi,
Portuguese Minister to China,
Nanking.

ANEXO VI.

NANKIM, 19 de Dezembro de 1928.

SENHOR MINISTRO,

Com referencia ao Tratado por nós assinada hoje e aos Anexos ao mesmo, tenho a honra de declarar que interpreto a palavra « territorio » ou « territorios » empregada no referido Tratado bem como nas Declarações e Notas trocadas como compreendendo as possessões e colonias de cada uma das Altas Partes Contractantes.

Muito agradeceria se Vossa Excelencia se dignasse confirmar a exactidão da referida interpretação.

Aproveito esta oportunidade para reiterar a Vossa Excelencia os protestos da minha mais alta consideração.

(Assinado) Chengting T. WANG.

A Sua Excelencia o
Senhor João Antonio de Bianchi,
Enviado Extraordinario e
Ministro Plenipotenciario
Da Republica Portuguesa
na China.

NANKIM, 19 de Dezembro de 1928.

SENHOR MINISTRO,

Tenho a honra de acusar recepção da Nota de Vossa Excelencia, datada de hoje, como segue :

« Com referencia ao Tratado por nós assinado hoje e aos Anexos ao mesmo, tenho a honra de declarar que interpreto a palavra « territorio » ou « territorios » empregada no referido Tratado bem como nas Declarações e Notas trocadas como compreendendo as possessões e colonias de cada uma das Altas Partes Contractantes. »

ANNEX VI.

NANKING, December 19, 1928.

MONSIEUR LE MINISTRE,

Referring to the Treaty signed between us this day and the Annexes thereto, I have the honour to state that it is my understanding that the word " territory " or " territories " used in the said Treaty as well as in the Declarations and Notes exchanged, include the possessions and colonies of each of the High Contracting Parties.

I shall be happy if Your Excellency will confirm the correctness of the above.

I avail myself of this opportunity to renew to Your Excellency the assurance of my highest consideration.

(Signed) Chengting T. WANG.

His Excellency
Mr. João Antonio de Bianchi,
Portuguese Minister to China,
Nanking.

NANKING, December 19, 1928.

MONSIEUR LE MINISTRE,

I have the honour to acknowledge the receipt of Your Excellency's Note of to day's date which reads as follows :

“ Referring to the Treaty signed between us this day and the Annexes thereto, I have the honour to state that it is my understanding that the word ' territory ' or ' territories ' used in the said Treaty as well as in the Declarations and Notes exchanged, includes the possessions and colonies of each of the High Contracting Parties. ”

Tenho a honra de confirmar que concordo com a exactidão do que acima fica transcrito.

Aproveito esta oportunidade para reiterar a Vossa Excelencia os protestos da minha mais alta consideração.

(Assinado) João Antonio DE BIANCHI.

A Sua Excelencia o
Doutor Chengting T. Wang,
Ministro dos Negocios Estrangeiros,
Nankim.

I have the honour to confirm the correctness of the above.

I avail myself of this opportunity to renew to Your Excellency the assurance of my highest consideration.

(Signed) João Antonio DE BIANCHI.

His Excellency
Dr. Chengting T. Wang,
Minister for Foreign Affairs,
Nanking.

¹ TRADUCTION. — TRANSLATION.

N^o 2471. — TRAITÉ PRÉLIMINAIRE D'AMITIÉ ET DE COMMERCE ENTRE LA RÉPUBLIQUE DE CHINE ET LA RÉPUBLIQUE PORTUGAISE. SIGNÉ A NANKIN, LE 19 DÉCEMBRE 1928.

LA RÉPUBLIQUE DE CHINE et LA RÉPUBLIQUE PORTUGAISE, également animées du désir de resserrer les liens d'amitié qui n'ont cessé d'exister entre les deux pays depuis plus de quatre cents ans (et de développer et d'affermir leurs relations commerciales)², ont décidé de conclure un traité préliminaire d'amitié et de commerce et ont désigné, à cet effet, pour leurs plénipotentiaires :

SON EXCELLENCE LE PRÉSIDENT DU GOUVERNEMENT NATIONAL DE LA RÉPUBLIQUE DE CHINE :

Le D^r CHENGTING T. WANG, ministre des Affaires étrangères du Gouvernement national de la République de Chine ;

SON EXCELLENCE LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE PORTUGAISE :

M. João Antonio DE BIANCHI, Grand' Croix de l'Ordre du Christ de Portugal, officier de de l'Ordre de S. Tiago da Espada et Grand' Croix de l'Epi d'Or, etc., etc., envoyé extraordinaire et ministre plénipotentiaire de la République portugaise en Chine ;

Lesquels, après s'être réunis et s'être communiqué leurs pleins pouvoirs, reconnus en bonne et due forme, sont convenus des dispositions suivantes :

Article premier.

Les deux Hautes Parties contractantes conviennent que le tarif douanier et toutes les questions qui s'y rattachent seront régis uniquement par leurs législations nationales respectives.

¹ Traduit par le Secrétariat de la Société des Nations, à titre d'information.

¹ Translated by the Secretariat of the League of Nations, for information.

² Ce membre de phrase ne se trouve pas dans le texte portugais.

Il est convenu, en outre, que chacune des Hautes Parties contractantes jouira, dans le territoire de l'autre, en ce qui concerne les douanes et toutes les questions connexes, d'un traitement qui ne devra être en aucune façon moins favorable que celui dont bénéficie tout autre pays.

Les nationaux de chacune des Hautes Parties contractantes ne seront astreints sous aucun prétexte à acquitter, dans le territoire de l'autre Partie, lors de l'importation ou de l'exportation de marchandises, des droits de douane, taxes intérieures ou impôts plus élevés ou autres que ceux qui sont acquittés par les nationaux de ce pays ou par les ressortissants de tout autre pays.

Article II.

Les nationaux de chacune des Hautes Parties contractantes seront soumis, dans le territoire de l'autre Partie, aux lois et à la juridiction des tribunaux de celle-ci et auront libre et facile accès à ces tribunaux pour faire valoir et défendre leurs droits.

Article III.

Les Hautes Parties contractantes ont décidé d'entrer en négociations aussitôt que possible en vue de conclure un traité de commerce et de navigation fondé sur le principe d'une égalité et d'une absence de discrimination complètes dans leurs rapports commerciaux, ainsi que sur le principe du respect mutuel de leurs droits de souveraineté.

Article IV.

Le présent traité a été établi en double original, en langues chinoise, portugaise et anglaise. En cas de divergence d'interprétations, le texte anglais sera considéré comme faisant foi.

Article V.

Le présent traité sera ratifié aussitôt que possible en entrera en vigueur à la date à laquelle les deux gouvernements se seront notifié l'un à l'autre que la ratification a eu lieu.

En foi de quoi les plénipotentiaires respectifs ont signé le présent traité et y ont apposé leurs cachets.

Fait à Nankin, le dix-neuvième jour du douzième mois de la dix-septième année de la République de Chine, correspondant au dix-neuvième jour de décembre mil neuf cent vingt-huit.

(L. S.) (Signé) Chengting T. WANG.

(L. S.) (Signé) João Antonio DE BIANCHI.

ANNEXE I.

NANKIN, le 19 décembre 1928.

MONSIEUR LE MINISTRE,

Au nom du Gouvernement national de la République de Chine, j'ai l'honneur de déclarer qu'il est entendu que l'article II du traité qui a été signé ce jour entre la Chine et le Portugal, entrera en vigueur le 1er janvier 1930. Avant cette date, le Gouvernement chinois conclura, avec le Gouvernement portugais, des arrangements détaillés en vue du transfert à la Chine de la juridiction sur les citoyens portugais en territoire chinois. Au cas où ces arrangements n'auraient pas été conclus à ladite date, les citoyens portugais seront assujettis aux lois et à la juridiction chinoises, à partir

d'une date qui sera fixée par la Chine, après que sera intervenu, entre cette dernière et toutes les Puissances signataires des Traités de Washington, un accord abolissant le droit d'exterritorialité, et étant entendu que la date en question sera applicable à toutes ces Puissances.

Par « Puissances signataires des Traités de Washington », il conviendra d'entendre toutes les Puissances, autres que la Chine, qui ont pris part directement à la discussion des questions du Pacifique et de l'Extrême-Orient à la Conférence pour la limitation des armements, qui s'est tenue à Washington en 1921-1922.

Je saisis cette occasion, etc.

(Signé) Chengting T. WANG.

A Son Excellence

Monsieur João Antonio de Bianchi,
Envoyé extraordinaire et ministre plénipotentiaire
de la République portugaise
en Chine.

NANKIN, le 19 décembre 1928.

MONSIEUR LE MINISTRE,

J'ai l'honneur d'accuser réception de la note de Votre Excellence en date de ce jour, ainsi conçue :

Au nom du Gouvernement national de la République de Chine, j'ai l'honneur de déclarer qu'il est entendu que l'Article II du Traité, qui a été signé ce jour entre la Chine et le Portugal, entrera en vigueur le 1^{er} janvier 1930. Avant cette date, le Gouvernement chinois conclura, avec le Gouvernement portugais, des arrangements détaillés en vue du transfert à la Chine de la juridiction sur les citoyens portugais en territoire chinois. Au cas où ces arrangements n'auraient pas été conclus à ladite date, les citoyens portugais seront assujettis aux lois et à la juridiction chinoises, à partir d'une date qui sera fixée par la Chine après que sera intervenu, entre cette dernière et toutes les Puissances signataires des Traités de Washington, un Accord abolissant le droit d'exterritorialité et étant entendu que la date en question sera applicable à toutes ces Puissances.

Par « Puissances signataires des Traités de Washington », il conviendra d'entendre toutes les Puissances, autres que la Chine, qui ont pris part directement à la discussion des questions du Pacifique et de l'Extrême-Orient à la Conférence pour la limitation des armements, qui s'est tenue à Washington en 1921-1922.

J'ai l'honneur de déclarer que le Gouvernement portugais souscrit intégralement aux termes des déclarations précitées.

Je saisis cette occasion, etc.

(Signé) João Antonio DE BIANCHI.

A Son Excellence

Monsieur le Docteur Chengting T. Wang,
Ministre des Affaires étrangères,
Nankin.

ANNEXE II.

DÉCLARATION.

J'ai l'honneur de déclarer que le 1^{er} janvier 1930, ou avant cette date, le Gouvernement national de la République de Chine promulguera le Code Civil et le Code de Commerce, qui viendront s'ajouter aux autres codes et lois actuellement en vigueur.

(Signé) Chengting T. WANG.

ANNEXE III.

DÉCLARATION

Au nom du Gouvernement national de la République de Chine, j'ai l'honneur de déclarer que, lorsque les citoyens portugais auront cessé de jouir des privilèges de la juridiction consulaire et autres privilèges spéciaux, et que les rapports entre les deux pays se trouveront placés sur un pied de parfaite égalité, le Gouvernement chinois, tenant compte du fait que les citoyens chinois, sous réserve des limitations établies par les lois et règlements portugais, jouissent du droit de résider, d'exercer le commerce et d'acquérir des biens en un point quelconque du territoire portugais, accordera les mêmes droits aux citoyens portugais en Chine, sous réserve des restrictions qui seront établies par les lois et règlements chinois.

(Signé) Chengting T. WANG.

ANNEXE IV.

DÉCLARATION COMMUNE.

Il est convenu que les citoyens portugais en territoire chinois et les citoyens chinois en territoire portugais, acquitteront désormais les taxes et impôts que pourront stipuler les lois et règlements dûment promulgués par les Gouvernements chinois et portugais respectivement, à condition que ces taxes ou impôts ne soient pas autres ou plus élevés que les taxes et impôts acquittés par les nationaux de tout autre pays.

(Signé) Chengting T. WANG.

(Signé) João Antonio DE BIANCHI.

ANNEXE V.

NANKIN, le 19 décembre 1928.

MONSIEUR LE MINISTRE,

Me référant à l'article premier du traité signé par nous ce jour, j'ai l'honneur de vous prier de vouloir bien me confirmer si je dois interpréter ledit article comme comportant le principe suivant :

Les articles produits ou fabriqués dans le territoire de l'une des Hautes Parties contractantes, ne seront assujettis, lors de leur importation dans le territoire de l'autre Partie ou de leur exportation hors du territoire de la première Partie à destination du territoire de l'autre Partie, à aucun droit de douane, impôt intérieur ou taxe autres ou plus élevés que ceux qui sont perçus respectivement sur les articles du même genre produits ou fabriqués dans tout autre pays ou importés de tout autre pays, ou sur des articles du même genre produits ou fabriqués dans le pays et exportés à destination de tout autre pays.

Je saisis cette occasion, etc.

(Signé) João Antonio DE BIANCHI.

A Son Excellence

Monsieur le Docteur Chengting T. Wang,
Ministre des Affaires étrangères,
Nankin.

NANKIN, le 19 décembre 1928.

MONSIEUR LE MINISTRE,

J'ai l'honneur d'accuser réception de la note de Votre Excellence, en date de ce jour et ainsi conçue :

Me référant à l'article premier du traité signé par nous ce jour, j'ai l'honneur de vous prier de vouloir bien me confirmer si je dois interpréter ledit article comme comportant le principe suivant :

Les articles produits ou fabriqués dans le territoire de l'une des Hautes Parties contractantes, ne seront assujettis, lors de leur importation dans le territoire de l'autre Partie ou de leur exportation hors du territoire de la première Partie à destination du territoire de l'autre Partie, à aucun droit de douane, impôt intérieur ou taxe autres ou plus élevés que ceux qui sont perçus respectivement sur les articles du même genre produits ou fabriqués dans tout autre pays ou importés de tout autre pays, ou sur des articles du même genre, produits ou fabriqués dans le pays et exportés à destination de tout autre pays.

J'ai l'honneur de vous confirmer l'exactitude de l'interprétation ci-dessus.

Je saisis cette occasion, etc.

(Signé) Chengting T. WANG.

A Son Excellence

Monsieur João Antonio de Bianchi,
Envoyé extraordinaire et Ministre plénipotentiaire
de la République portugaise
en Chine.

ANNEXE VI.

NANKIN, le 19 décembre 1928.

MONSIEUR LE MINISTRE,

Me référant au traité conclu par nous ce jour ainsi qu'aux annexes audit traité, j'ai l'honneur de déclarer que j'interprète le terme « territoire » ou « territoires », employé dans le traité en question ainsi que dans les déclarations et notes échangées entre nous, comme comprenant les possessions et colonies de chacune des Hautes Parties contractantes.

Je vous serais très obligé de bien vouloir me confirmer l'exactitude de cette interprétation.

Je saisis cette occasion, etc.

(Signé) Chengting T. WANG.

A Son Excellence

Monsieur João Antonio de Bianchi,
Envoyé extraordinaire et Ministre plénipotentiaire
de la République portugaise
en Chine.

NANKIN, le 19 décembre 1928.

MONSIEUR LE MINISTRE,

J'ai l'honneur d'accuser réception de la note de Votre Excellence en date de ce jour, ainsi conçue :

Me référant au traité conclu par nous ce jour ainsi qu'aux annexes audit traité, j'ai l'honneur de déclarer que j'interprète le terme « territoire » ou « territoires », employé dans le traité en question ainsi que dans les déclarations et notes échangées entre nous, comme comprenant les possessions et colonies de chacune des Hautes Parties contractantes.

J'ai l'honneur de vous confirmer l'exactitude de l'interprétation ci-dessus.

Je saisis cette occasion, etc.

(Signé) João Antonio DE BIANCHI.

A Son Excellence
Monsieur le Docteur Chengting T. Wang,
Ministre des Affaires étrangères,
Nankin.

N° 2472.

ÉTATS-UNIS D'AMÉRIQUE
ET CHINE

Traité réglant les relations douanières entre les deux pays. Signé à Peiping, le 25 juillet 1928.

UNITED STATES OF AMERICA
AND CHINA

Treaty regulating Relations between the two Countries. Signed at Peiping, July 25, 1928.

N^o 2472.

TEXTE CHINOIS. — CHINESE TEXT.

整里中美兩國關稅關係之條約

大中華民國
大美國

因咸欲維持兩國間所幸有之睦誼及發

展固結彼此貿易之往還是以爲會議條約便宜此項目的起見簡派全權

大中華民國國民政府特派

大中華民國國民政府財政部長宋子文爲全權

大美國大總統特派

大美國特命駐華全權公使馬克謨爲全權

各將所奉文據互相校閱均屬妥協會商議定條約如左

第一條歷來中美兩國所訂立有效之條約內所載

關於在中國進出口貨物之稅率存票子口稅並船鈔等項之各條款應即撤銷作廢而應適用國家關稅完全自主之原則惟締約各國對於上述及有關係之事項在彼此領土內享受之待遇應與其他國享受之待遇毫無區別

締約各國不論以何藉口在本國領土內不得向彼國人民所運輸進出口之貨物勒收關稅或內地稅或何項捐款超過本國人民或其他國人民所完納者或有所區別

如於民國十八年即西歷一九二九年一月一日前經雙方政府按照以下所規定業經批准以上之條款則於是日發生效力否則隨時按批准日起四閱月後發生效力

第二條 本約之華文及英及業經詳加校對證實惟遇有意旨兩歧之處應以英文爲準

締約各國批准本約應按各本國憲法所訂之手續且應以最早之期日在華盛頓互換批准

因此以上條約繕爲華英文各二份兩國全權畫押蓋印以昭信守

中華民國十七年
西歷一千九百二十八年

七月二十五日在北平簽訂

宋子文 印
馬克謨 印

No. 2472. — TREATY¹ REGULATING TARIFF RELATIONS BETWEEN THE UNITED STATES OF AMERICA AND THE REPUBLIC OF CHINA. SIGNED AT PEIPING, JULY 25, 1928.

Textes officiels chinois et anglais communiqués par le ministre plénipotentiaire, directeur du Bureau permanent de la délégation chinoise auprès de la Société des Nations. L'enregistrement de ce traité a eu lieu le 24 septembre 1930.

Chinese and English official texts communicated by the Minister Plenipotentiary, Director of the Permanent Office of the Chinese Delegation to the League of Nations. The registration of this Treaty took place September 24, 1930.

THE REPUBLIC OF CHINA and THE UNITED STATES OF AMERICA, both being animated by an earnest desire to maintain the good relations which happily subsist between the two countries, and wishing to extend and consolidate the commercial intercourse between them, have, for the purpose of negotiating a treaty designed to facilitate these objects, named as their Plenipotentiaries:

THE GOVERNMENT COUNCIL OF THE NATIONALIST GOVERNMENT OF THE REPUBLIC OF CHINA :

T. V. SOONG, Minister of Finance of the Nationalist Government of the Republic of China ;
and

THE PRESIDENT OF THE UNITED STATES OF AMERICA :

J. V. A. MACMURRAY, Envoy Extraordinary and Minister Plenipotentiary of the United States of America to China ;

Who, having met and duly exchanged their full powers, which have been found to be in proper form, have agreed upon the following treaty between the two countries :

Article I.

All provisions which appear in the treaties hitherto concluded and in force between China and the United States of America relating to rates of duty on imports and exports of merchandise, drawbacks, transit dues and tonnage dues in China shall be annulled and become inoperative, and the principle of complete national tariff autonomy shall apply subject, however, to the condition that each of the High Contracting Parties shall enjoy in the territories of the other with respect to the above specified and any related matters treatment in no way discriminatory as compared with the treatment accorded to any other country.

The nationals of neither of the High Contracting Parties shall be compelled under any pretext whatever to pay within the territories of the other Party any duties, internal charges or taxes

¹ Ratifié par le Gouvernement chinois le 30 novembre 1928 et par le Gouvernement des Etats-Unis d'Amérique le 20 février 1929. Entré en vigueur le 20 juin 1929.

¹ Ratified by the Chinese Government on November 30, 1928, and by the Government of the United States of America on February 20, 1929. Came into force June 20, 1929.

upon their importations and exportations other or higher than those paid by nationals of the country or by nationals of any other country.

The above provisions shall become effective on January 1, 1929, provided that the exchange of ratifications hereinafter provided shall have taken place by that date ; otherwise, at a date four months subsequent to such exchange of ratifications.

Article II.

The English and Chinese texts of this Treaty have been carefully compared and verified ; but, in the event of there being a difference of meaning between the two, the sense as expressed in the English text shall be held to prevail.

This Treaty shall be ratified by the High Contracting Parties in accordance with their respective constitutional methods, and the ratifications shall be exchanged in Washington as soon as possible.

In testimony whereof, we, the undersigned, by virtue of our respective powers have signed this Treaty in duplicate in the English and Chinese languages and have affixed our respective seals.

Done at Peiping, the twenty-fifth day of the seventh month of the seventeenth year of the Republic of China, corresponding to the twenty-fifth day of July, nineteen hundred and twenty-eight.

(Seal) (Signed) TSE VUNG SOONG.

(Seal) (Signed) J. V. A. MACMURRAY.

¹ TRADUCTION. — TRANSLATION.

N^o 2472. — TRAITÉ RÉGLANT LES RELATIONS DOUANIÈRES ENTRE
LES ÉTATS-UNIS D'AMÉRIQUE ET LA RÉPUBLIQUE DE CHINE.
SIGNÉ A PEIPING, LE 25 JUILLET 1928.

LA RÉPUBLIQUE DE CHINE et LES ÉTATS-UNIS D'AMÉRIQUE, fermement résolus maintenir les bons rapports qui heureusement existent entre les deux pays, et désireux de développer et de consolider les relations commerciales qui se sont établies entre eux, ont convenu de conclure un traité destiné à faciliter ces objets, et désigné à cet effet pour leurs plénipotentiaires :

LE CONSEIL GOUVERNEMENTAL DU GOUVERNEMENT NATIONALISTE DE LA RÉPUBLIQUE DE CHINE :

T. V. SOONG, Ministre des Finances du gouvernement nationaliste de la République de Chine ; et

LE PRÉSIDENT DES ÉTATS-UNIS D'AMÉRIQUE :

J. V. A. MACMURRAY, envoyé extraordinaire et ministre plénipotentiaire des États-Unis d'Amérique en Chine ;

Qui, après avoir dûment échangé leurs pleins pouvoirs reconnus en bonne forme, sont convenus des dispositions suivantes :

Article premier.

Toutes les dispositions des traités conclus et en vigueur jusqu'ici entre la Chine et les États-Unis d'Amérique, concernant les droits à l'importation et à l'exportation des marchandises, les drawbacks, les droits de transit et de tonnage en Chine, seront annulées et deviendront inopérantes, et le principe de l'autonomie nationale complète en matière de tarif douanier sera appliqué, à la condition toutefois que chacune des Hautes Parties contractantes jouisse, dans les territoires de l'autre, en ce qui concerne les matières mentionnées ci-dessus et toutes matières connexes, d'un traitement qui ne sera en aucune façon discriminatoire par rapport au traitement accordé à un autre pays quelconque.

Les ressortissants de l'une des Hautes Parties contractantes ne pourront sous aucun prétexte être contraints, dans les territoires de l'autre Partie, à acquitter des droits, impôts intérieurs ou taxes sur leurs importations et exportations, autres ou plus élevés que ceux qui sont acquittés par les nationaux ou par les ressortissants de n'importe quel autre pays.

Les dispositions ci-dessus entreront en vigueur le 1^{er} janvier 1929, à la condition que l'échange des instruments de ratification prévu ci-après ait eu lieu à cette date ; au cas où cet échange n'aurait pas eu lieu à la date indiquée, elles entreront en vigueur quatre mois après ledit échange.

¹ Traduit par le Secrétariat de la Société des Nations, à titre d'information.

¹ Translated by the Secretariat of the League of Nations, for information.

Article II.

Les textes anglais et chinois du présent traité ont été soigneusement collationnés et vérifiés. Toutefois, au cas où une différence de signification existerait entre les deux, le texte anglais sera considéré comme faisant foi.

Le présent traité sera ratifié par les Hautes Parties contractantes suivant leurs méthodes constitutionnelles respectives, et les instruments de ratification seront échangés à Washington dans le plus bref délai possible.

En foi de quoi, nous, soussignés, avons, en vertu de nos pouvoirs respectifs, signé le présent traité, en double exemplaire, en langues anglaise et chinoise, et y avons apposé nos sceaux respectifs.

Fait à Peiping, le vingt-cinquième jour du septième mois de la dix-septième année de la République de Chine, correspondant au vingt-cinq juillet dix-neuf cent vingt-huit.

(Sceau) (Signé) TSE VUNG SOONG.

(Sceau) (Signé) J. V. A. MACMURRAY.

N° 2473.

ALLEMAGNE ET NORVÈGE

Echange de notes concernant les
droits d'entrée en Allemagne des
pierres de bordure norvégiennes.
Berlin, le 30 mai 1930.

GERMANY AND NORWAY

Exchange of Notes concerning Im-
port Duties into Germany of
Norwegian Kerbstones. Berlin,
May 30, 1930.

TEXTE ALLEMAND. — GERMAN TEXT.

N^o 2473. — NOTENWECHSEL ¹ ZWISCHEN DER DEUTSCHEN UND DER NORWEGISCHEN REGIERUNG BETREFFEND ZÖLLE BEI DER EINFUHR VON NORWEGISCHEN RANDSTEINEN NACH DEUTSCHLAND. BERLIN, AM 30. MAI 1930.

Texte officiel allemand communiqué par le délégué permanent de la Norvège auprès de la Société des Nations. L'enregistrement de cet échange de notes a eu lieu le 24 septembre 1930.

German official text communicated by the Permanent Delegate of Norway accredited to the League of Nations. The registration of this Exchange of Notes took place September 24, 1930.

AUSWÄRTIGES AMT.
Nr. IV Nd 1440.

BERLIN, den 30. Mai 1930.

HERR GESANDTER,

Unter Bezugnahme auf die hier geführten Verhandlungen beehre ich mich, Eurer Exzellenz folgendes mitzuteilen :

Der zur Zeit geltende deutsch-schwedische Handels- und Schifffahrtsvertrag enthält in Tarif A « Zölle bei der Einfuhr nach Deutschland » nachstehende Vereinbarung :

Nr. des deutschen Zolltarifs	Benennung des Gegenstandes	Zollsatz für 1 dz RM
Aus 685	Randsteine für Bürgersteige aus Granit, an zwei Längsseiten und an den beiden Kopfseiten schlicht bearbeitet, sonst roh oder bloss roh behauen : Nur mit dem Zweispitz (Spitzhammer) oder mit dem Spitzmeissel bearbeitet (sogenannte rohe Randsteine) <i>Anmerkung.</i> Die vertragsmässigen Sätze für Randsteine finden auch auf solche Anwendung, die nicht nur an den beiden Kopfseiten und den beiden nach dem Einsetzen in den Erdboden sichtbar bleibenden Längsseiten schlicht bearbeitet sind, sondern auch an der zum Anlegen an den Bürgersteig bestimmten dritten Längsseite eine Bearbeitung insoweit erfahren haben, als an der oberen Kante dieser Seite behufs rechteckiger Gestaltung der oberen Schauseite des Steines durch Abschlagen der hervorstehenden Stellen ein mehr oder weniger ebener Streifen hergestellt ist, sofern die Breite dieses Streifens 10 cm nicht übersteigt oder bei grösserer Breite die Verwendung der Steine zu Randsteinen für Bürgersteige nachgewiesen wird.	0.20

¹ L'instrument de ratification par l'Allemagne a été transmis au Ministre de Norvège à Berlin, le 25 août 1930.

¹ The instrument of ratification by Germany was transmitted to the Norwegian Minister at Berlin, August 25, 1930.

Die Deutsche Regierung ist damit einverstanden, dass — solange diese Abrede mit Schweden gilt — norwegische Erzeugnisse der vorbezeichneten Art bei der Einfuhr in das deutsche Zollgebiet auch dann zu dem mit Schweden vereinbarten Vertragszollsatz von 0.20 RM für 1 dz abgefertigt werden, wenn die Kanten der Randsteine an den beiden nach dem Einsetzen in den Erdboden sichtbar bleibenden Längsseiten und an den beiden Kopfseiten bis zu einer Breite von 3 cm einen sogenannten Kantenschlag mit dem Breiteisen oder einem ähnlichen Werkzeug erfahren haben.

Diese Zusage kann mit einer Frist von 3 Monaten gekündigt werden; sie unterliegt auf der deutschen Seite der Ratifikation und tritt am vierzehnten Tage nach dem Tage in Kraft, an dem die Aushändigung der deutschen Ratifikationsurkunde an die Königlich Norwegische Gesandtschaft in Berlin erfolgt.

Ich benutze auch diesen Anlass, um Ihnen, Herr Gesandter, die Versicherung meiner ausgezeichneten Hochachtung zu erneuern.

(S.) CURTIUS.

Seiner Exzellenz
dem Königlich Norwegischen Gesandten
Herrn Scheel.

Certifié pour copie conforme :
Au Ministère des Affaires étrangères,
Oslo, le 15 septembre 1930.

*Le Chef de la 2^{me} Division des Affaires
politiques et commerciales :*

Hjalmar Willett.

DIE KÖNIGLICH NORWEGISCHE GESANDTSCHAFT
IN BERLIN.

BERLIN, den 30. Mai 1930.

HERR REICHSMINISTER,

Ich beehre mich, den Empfang der Note vom heutigen Tage zu bestätigen, in welcher folgendes mitgeteilt wird :

« Der zur Zeit geltende deutsch-schwedische Handels- und Schiffahrtsvertrag enthält in Tarif A « Zölle bei der Einfuhr nach Deutschland » nachstehende Vereinbarung :

Nr. des deutschen Zolltarifs	Benennung des Gegenstandes	Zollsatz für 1 dz RM
Aus 685	Randsteine für Bürgersteige aus Granit, an zwei Längsseiten und an den beiden Kopfseiten schlicht bearbeitet, sonst roh oder bloss roh behauen : Nur mit dem Zweispietz (Spitzhammer) oder mit dem Spitzmeissel bearbeitet (sogenannte rohe Randsteine) <i>Anmerkung.</i> Die vertragsmässigen Sätze für Randsteine finden auch auf solche Anwendung, die nicht nur an den beiden Kopfseiten und den beiden nach dem Einsetzen in den Erdboden sichtbar bleibenden Längsseiten schlicht bearbeitet sind, sondern auch an der zum Anlegen an den Bürgersteig bestimmten dritten Längsseite eine Bearbeitung insoweit erfahren haben, als an der oberen Kante dieser Seite behufs rechteckiger Gestaltung der oberen Schauseite des Steines durch Abschlagen der hervorstehenden Stellen ein mehr oder weniger ebener Streifen hergestellt ist, sofern die Breite dieses Streifens 10 cm nicht übersteigt oder bei grösserer Breite die Verwendung der Steine zu Randsteinen für Bürgersteige nachgewiesen wird.	0.20

Die Deutsche Regierung ist damit einverstanden, dass — solange diese Abrede mit Schweden gilt — norwegische Erzeugnisse der vorbezeichneten Art bei der Einfuhr in das deutsche Zollgebiet auch dann zu dem mit Schweden vereinbarten Vertragszollsatz von 0.20 RM für 1 dz abgefertigt werden, wenn die Kanten der Randsteine an den beiden nach dem Einsetzen in den Erdboden sichtbar bleibenden Längsseiten und an den beiden Kopfseiten bis zu einer Breite von 3 cm einen sogenannten Kantenschlag mit dem Breiteisen oder einem ähnlichen Werkzeug erfahren haben.

Diese Zusage kann mit einer Frist von 3 Monaten gekündigt werden ; sie unterliegt auf der deutschen Seite der Ratifikation und tritt am vierzehnten Tage nach dem Tage in Kraft, an dem die Aushändigung der deutschen Ratifikationsurkunde an die Königlich Norwegische Gesandtschaft in Berlin erfolgt. »

Ich habe die Ehre, Euer Exzellenz mitzuteilen, dass die Kgl. Norwegische Regierung mit dem Vorstehenden einverstanden ist, und benutze auch diesen Anlass, um Ihnen, Herr Reichsminister, die Versicherung meiner ausgezeichnetsten Hochachtung zu erneuern.

(S.) A. SCHEEL.

An den Herrn Reichsminister des Auswärtigen,
Dr. J. Curtius.

Certifié pour copie conforme :

Au Ministère des Affaires étrangères.
Oslo, le 15 septembre 1930.

*Le Chef de la 2^{me} Division des Affaires
politiques et commerciales :*

Hjalmar Willett.

¹ TRADUCTION.

N^o 2473. — ÉCHANGE DE NOTES ENTRE LES GOUVERNEMENTS ALLEMAND ET NORVÉGIEN CONCERNANT LES DROITS D'ENTRÉE EN ALLEMAGNE DES PIERRES DE BORDURE NORVÉGIENNES. BERLIN, LE 30 MAI 1930.

MINISTÈRE
DES AFFAIRES ÉTRANGÈRES.
N^o IV Nd 1440

BERLIN, le 30 mai 1930.

MONSIEUR LE MINISTRE,

Me référant aux négociations qui ont eu lieu en cette ville, j'ai l'honneur de communiquer à Votre Excellence ce qui suit.

Le Traité de commerce et de navigation germano-suédois actuellement en vigueur renferme, dans le tarif A, « Droits d'entrée en Allemagne », les dispositions ci-après :

N ^o du Tarif douanier allemand	Marchandises	Droits par 100 kg. RM.
Ex. 685	Bordures de trottoir en granite, ouvrées d'une manière simple sur deux faces longitudinales et sur les deux extrémités, et brutes ou seulement équarries grossièrement sur les autres faces : Simplement épinçées ou roctées (dites bordures brutes)	0.20
	<i>Note</i> : Les droits conventionnels des bordures sont également applicables aux pierres de l'espèce qui non	

¹ Traduit par le Secrétariat de la Société des Nations, à titre d'information.

No. 2473

¹ TRANSLATION.

No. 2473. — EXCHANGE OF NOTES BETWEEN THE GERMAN AND NORWEGIAN GOVERNMENTS CONCERNING IMPORT DUTIES INTO GERMANY OF NORWEGIAN KERBSTONES. BERLIN, MAY 30, 1930.

FOREIGN OFFICE.
No. IV Nd 1440.

BERLIN, May 30, 1930.

YOUR EXCELLENCY,

With reference to the negotiations conducted here, I have the honour to inform Your Excellency as follows :

The German-Swedish Treaty of Commerce and Navigation contains in Tariff A, ' German import duties ', the following agreement :

No. of German Customs Tariff	Description of goods	Duty per 100 kg. in RM.
ex 685	Kerb-stones for pavements, of granite, plainly worked on two sides and on both ends, otherwise rough or merely rough-hewn : Only worked with the pick or pointed chisel (so-called rough kerbstones)	0.20
	<i>Note</i> : The conventional duties on kerb-stones are also applicable to those which are plainly worked, not only on	

¹ Translated by the Secretariat of the League of Nations, for information.

No du Tarif douanier allemand	Marchandises	Droits par 100 kg. RM	No. of German Customs Tariff	Description of goods	Duty per 100 kg. in RM.
	<p>seulement ont subi un travail simple sur les deux extrémités et sur les deux faces longitudinales restant visibles après leur placement, mais ont encore reçu, sur la troisième face longitudinale destinée à être placée contre le trottoir, une main-d'œuvre par laquelle l'arête supérieure de cette face présente une bande plus ou moins unie, afin de donner une forme rectangulaire à la partie supérieure visible de la pierre, par le martelage des proéminences ; la largeur de cette bande ne peut dépasser 10 cm. ; si elle est plus large, on exigera la justification de l'emploi de ces pierres comme bordures de trottoir.</p>			<p>the two ends and on the two longitudinal surfaces which remain visible after placing in the soil, but which have been worked also on the third longitudinal side, which is to be placed against the pavement, so that a more or less even strip is produced on the top edge of that side, for the purpose of giving a rectangular shape to the top visible surface of the stone by removal of the projections, if the width of this strip does not exceed 10 centimetres, or in the case of greater width, if it is proved that the stones are to be employed as kerbstones for pavements.</p>	

Le Gouvernement allemand accepte que, tant que cette convention avec la Suède restera en vigueur, les produits norvégiens de la nature décrite ci-dessus soient dédouanés, à l'importation sur le territoire douanier allemand, au droit conventionnel de 0.20 RM. par cent kilos convenu avec la Suède, même si les arêtes des bordures, sur les deux faces longitudinales restant visibles après le placement et sur les deux extrémités, ont été martelées jusqu'à une largeur de 3 cm. au moyen d'une honguette ou d'un outil analogue.

Cet engagement pourra être dénoncé moyennant préavis de trois mois ; il est sujet à ratification de la part de l'Allemagne et entrera en vigueur quatorze jours après la date de la remise de l'instrument de ratification allemand à la Légation royale de Norvège à Berlin.

Je saisis cette occasion, etc.

(Signé) J. CURTIUS.

A Son Excellence
Monsieur Scheel,
Ministre plénipotentiaire
du Royaume de Norvège.

The German Government agrees that, so long as this treaty with Sweden remains in force, Norwegian products of the kind above described shall be subject, on importation into the German Customs territory, to the conventional duty of 0.20 RM per 100 kg. agreed upon with Sweden, even if the edges of the kerbstones have been worked (*einen sogenannten Kantenschlag erfahren haben*) with a broad chisel or similar tool to a width of 3 cm. on the two sides which remain visible after placing in the soil and on both ends.

This agreement may be denounced at three months' notice ; on the part of Germany it is subject to ratification, and it shall come into force on the fourteenth day after the date on which the German instrument of ratification has been handed to the Royal Norwegian Legation in Berlin.

I have the honour, etc.

(Signed) CURTIUS.

His Excellency
Monsieur Scheel,
Royal Norwegian Minister.

LÉGATION ROYALE DE NORVÈGE
A BERLIN.

ROYAL NORWEGIAN LEGATION
IN BERLIN.

BERLIN, le 30 mai 1930.

BERLIN, May 30, 1930.

MONSIEUR LE MINISTRE DU REICH,

YOUR EXCELLENCY,

J'ai l'honneur de vous accuser réception de votre note de ce jour, me communiquant ce qui suit :

I have the honour to acknowledge the receipt of your Note of to-day's date making the following communication :

« Le Traité de commerce et de navigation germano-suédois actuellement en vigueur renferme, dans le tarif A « Droits d'entrée en Allemagne », les dispositions ci-après :

“ The German-Swedish Treaty of Commerce and Navigation contains in Tariff A, ‘ German import duties ’, the following agreement :

N ^o du Tarif douanier allemand	Marchandises	Droits par 100 kg. RM.
Ex. 685	<p>Bordures de trottoir en granit, ouvrees d'une manière simple sur deux faces longitudinales et sur les deux extrémités, et brutes ou seulement équarries grossièrement sur les autres faces :</p> <p>Simplement épincées ou roctées (dites bordures brutes)</p> <p><i>Note</i> : Les droits conventionnels des bordures sont également applicables aux pierres de l'espèce qui non seulement ont subi un travail simple sur les deux extrémités et sur les deux faces longitudinales restant visibles après leur placement, mais ont encore reçu, sur la troisième face longitudinale destinée à être placée contre le trottoir, une main-d'œuvre par laquelle l'arête supérieure de cette face présente une bande plus ou moins unie, afin de donner une forme rectangulaire à la partie supérieure visible de la pierre, par le martelage des proéminences ; la largeur de cette bande ne peut dépasser 10 cm., si elle est plus large, on exigera la justification de l'emploi de ces pierres comme bordures de trottoir.</p>	0.20

N ^o . of German Customs Tariff	Description of goods	Duty per 100 kg. in RM.
ex 685	<p>Kerb-stones for pavements, of granite, plainly worked on two sides and on both ends, otherwise rough or merely rough-hewn :</p> <p>Only worked with the pick or pointed chisel (so-called rough kerb-stones)</p> <p><i>Note</i> : The conventional duties on kerb-stones are also applicable to those which are plainly worked, not only on the two ends and on the two longitudinal surfaces which remain visible after placing in the soil, but which have been worked also on the third longitudinal side, which is to be placed against the pavement, so that a more or less even strip is produced on the top edge of that side, for the purpose of giving a rectangular shape to the top visible surface of the stone by removal of the projections, if the width of this strip does not exceed 10 cm. or in the case of greater width, if it is proved that the stones are to be employed as kerb-stones for pavements.</p>	0.20

» Le Gouvernement allemand accepte que, tant que cette convention avec la Suède restera en vigueur, les produits norvégiens de la nature décrite ci-dessus soient dédouanés, à l'importation sur le territoire douanier allemand, au droit conventionnel de 0.20 RM. par cent kilos convenu avec la Suède, même si les arêtes des bordures, sur les deux faces longitudinales restant visibles après le placement et sur les deux extrémités, ont été martelées jusqu'à une largeur de 3 cm. au moyen d'une honguette ou d'un outil analogue.

» Cet engagement pourra être dénoncé moyennant préavis de trois mois ; il est sujet à ratification de la part de l'Allemagne et entrera en vigueur quatorze jours après la date de la remise de l'instrument de ratification allemand à la Légation royale de Norvège à Berlin. »

J'ai l'honneur de faire savoir à Votre Excellence que le Gouvernement royal de Norvège accepte les stipulations ci-dessus et je saisis cette occasion, etc.

(Signé) A. SCHEEL.

A Monsieur le Dr. J. Curtius,
Ministre des Affaires étrangères du Reich.

“ The German Government agrees that, so long as this treaty with Sweden remains in force, Norwegian products of the kind above described shall be subject, on importation into the German Customs territory, to the conventional duty of 0.20 RM per 100 kg. agreed upon with Sweden, even if the edges of the kerb-stones have been worked (*einen sogenannten Kantenschlag erfahren haben*) with a broad chisel or similar tool to a width of 3 cm. on the two sides which remain visible after placing in the soil and on both ends.

“ This agreement may be denounced at three months' notice ; on the part of Germany it is subject to ratification, and it shall come into force on the fourteenth day after the date on which the German instrument of ratification has been handed to the Royal Norwegian Legation in Berlin.”

I have the honour to inform Your Excellency that the Royal Norwegian Government is in agreement with the above, and I avail myself of this opportunity, etc.

(Signed) A. SCHEEL.

To Dr. J. Curtius,
German Minister for Foreign Affairs.

N° 2474.

AUTRICHE
ET TCHÉCOSLOVAQUIE

Convention pour le règlement des questions techniques et économiques dans les secteurs frontières du Danube, de la Morava et de la Thaya, avec protocole final. Signés à Praha, le 12 décembre 1928.

AUSTRIA
AND CZECHOSLOVAKIA

Convention for the Settlement of Technical and Economic Questions on the Frontier Sectors of the Danube, Morava and Thaya, with Final Protocol. Signed at Prague, December 12, 1928.

TEXTE TCHÉCOSLOVAQUE. — CZECHOSLOVAK TEXT.

N^o 2474. — SMLOUVA¹ MEZI REPUBLIKOU ČESKOSLOVENSKOU A REPUBLIKOU RAKOUSKEM O ÚPRAVĚ TECHNICKO-HOSPODÁŘSKÝCH OTÁZEK NA HRANICNÍCH TRATÍCH DUNAJE, MORAVY A DYJE. PODEPSANÁ, V PRAZE, DNE 12. PROSINCE 1928.

Textes officiels allemand et tchécoslovaque communiqués par le délégué permanent de la République tchécoslovaque à la Société des Nations. L'enregistrement de cette convention a eu lieu le 29 septembre 1930.

Podle článku 309 mírové smlouvy mezi státy spojenými a sdruženými a Rakouskem, podepsané dne 10. září 1919 v St. Germain en Laye, dohodli se **PRESIDENT REPUBLIKY ČESKOSLOVENSKÉ** s jedné strany a **SPOLKOVÝ PRESIDENT REPUBLIKY RAKOUSKA** se strany druhé ve snaze, aby upraveno bylo provádění oněch vodohospodářských prací v hraničních tratích Dunaje, Moravy a Dyje, které by mohly míti patrný vliv na vodní hospodářství (régime des eaux) zmíněných řek, že sjednají o tom úmluvu a jmenuvali svými plnomocníky :

PRESIDENT REPUBLIKY ČESKOSLOVENSKÉ :

Inženýra Václava ROUBÍKA, komisaře pro stanovení státních hranic ;

SPOLKOVÝ PRESIDENT REPUBLIKY RAKOUSKA :

Inženýra Rudolfa HOLENIU, odborového přednostu ve spolkovém ministerstvu pro zemědělství a lešní hospodářství ;

Kteří, sdělivše si své plné moci a shledavše je v dobré a náležité formě, dohodli se na těchto ustanoveních :

ODDÍL A.

ZŘIZOVÁNÍ A UDRŽOVÁNÍ STAVEB, VYTYČOVÁNÍ PLAVEBNÍHO KORYTA, VYKLIZOVÁNÍ ŘEČIŠTĚ.

Díl I.

ZÁSADNÍ USTANOVENÍ.

Článek I.

Zásada pro provádění staveb a úhradu nákladů

I. Pokud dále není jinak stanoveno, platí zásada, že veškeré v této smlouvě uvedené práce budou obstarávány oním smluvním státem, na jehož území mají býti provedeny, a to jeho nákladem.

¹ L'échange des ratifications a eu lieu à Vienne, le 5 août 1930.

TEXTE ALLEMAND. — GERMAN TEXT.

N^o 2474. — VERTRAG ¹ ZWISCHEN DER TSCHECHOSLOWAKISCHEN REPUBLIK UND DER REPUBLIK ÖSTERREICH ZUR REGELUNG DER TECHNISCH-ÖKONOMISCHEN FRAGEN IN DEN GRENZSTRECKEN DER DONAU, MARCH UND THAYA. GEZEICHNET IN PRAG, AM 12. DEZEMBER 1928.

German and Czechoslovak official texts communicated by the Permanent Delegate of the Czechoslovak Republic accredited to the League of Nations. The registration of this Convention took place September 29, 1930.

Gemäss Artikel 309 des Staatsvertrages von St. Germain en Laye zwischen den alliierten und assoziierten Mächten und Österreich vom 10. September 1919 haben der PRÄSIDENT DER TSCHECHOSLOWAKISCHEN REPUBLIK einerseits und DER BUNDESPRÄSIDENT DER REPUBLIK ÖSTERREICH andererseits, in der Absicht, die Durchführung der Arbeiten wasserbaulicher Natur in den Grenzstrecken der Donau, March und Thaya, die geeignet wären, einen fühlbaren Einfluss auf die Wasserwirtschaft (régime des eaux) dieser Flüsse auszuüben, zu regeln, beschlossen, ein dahin gehendes Abkommen zu treffen und haben zu diesem Zwecke ihre Bevollmächtigten ernannt und zwar :

DER PRÄSIDENT DER TSCHECHOSLOWAKISCHEN REPUBLIK :

Ingenieur Václav ROUBÍK, Kommissär für die Festsetzung der Staatsgrenzen ;

DER BUNDESPRÄSIDENT DER REPUBLIK ÖSTERREICH :

Ingenieur Rudolf HOLENIA, Sektionschef im Bundesministerium für Land- und Forstwirtschaft ;

Welche, nachdem sie sich ihre in guter und gehöriger Form befundenen Vollmachten mitgeteilt haben, über folgende Bestimmungen übereingekommen sind :

ABSCHNITT A.

HERSTELLUNG UND INSTANDHALTUNG DER BAUTEN, VERMARKUNG DER FAHRWASSERRINNE, RÄUMUNG DES FLUSSBETTES

I. TEIL.

GRUNDSÄTZLICHE BESTIMMUNGEN.

Artikel 1.

1. Als Grundsatz hat zu gelten, dass, insoweit im Nachstehenden nichts anderes festgesetzt wird, alle in diesem Vertrage angeführten Arbeiten von jenem Vertragsstaate besorgt werden, auf dessen Gebiete sie zur Ausführung gelangen, und zwar auf seine Kosten.

Grundsatz der Bau-
durchführung und
Kostentragung.

¹ The exchange of ratifications took place at Vienna, August 5, 1930.

2. Vyskytnou-li se v rámci úpravního podniku práce, které mají být provedeny na území obou smluvních států a jichž provádění z hospodárných anebo technických důvodů nelze dělit, platí zásada, že každému státu přísluší, aby prováděl stejné množství prací v přibližně stejných časových obdobích. Náklady na tyto práce uhradí oba smluvní státy stejným dílem. Oběma státům zůstává vyhrazeno, aby dodaly na staveniště na svůj náklad po polovině potřebného kamene; v takovém případě nebudou započítány do společného vyúčtování náklady za kámen, jež oba státy dodaly ve stejném množství.

Článek 2.

Vzájemná
technická a
finanční
kontrola.

Ve všech případech, kdy jedním státem budou prováděny práce na společný náklad obou států, zaručují si smluvní státy možnost provést kdykoliv technickou a finanční kontrolu.

Článek 3.

Úhrada
stavebních
nákladů

1. Smluvní státy posílají se o úhradu výloh, které vzniknou prováděním stavebních programů s jednaných pro ten který rok.

2. Každý smluvní stát se zavazuje, že na podkladě obapolně uznaného vyúčtování společných prací zaplatí část výloh na něj připadající druhému státu do dvou měsíců po uznání tohoto vyúčtování, a to v méně státu, jenž má větší pohledávku.

Díl II.

ZVLÁŠTNÍ USTANOVENÍ PRO DUNAJ.

Hlava I.

ÚPRAVNÍ PRÁCE.

Článek 4.

Pojem
úpravních
prací.

Úpravní práce zahrnují veškerá opatření, mající za účel soustřediti odtok velkých, středních a malých vod, jakož i zlepšiti plavební koryto. Jsou to :

- a) Ochranné stavby proti velké vodě,
- b) Stavby na střední vodu,
- c) Stavby na malou vodu,
- d) Bagrování pro úpravní účele.

Článek 5.

Ochranné
stavby proti
velké vodě,
stavby na
střední
vodu.

1. Za ochranné stavby proti velké vodě pokládají se ony, jež ochraňují území před zátopami a soustřeďují odtok velkých vod.

2. Za stavby na střední vodu pokládají se ony, jež mají za účel soustřediti střední vody.

2. Kommen im Rahmen eines Flussregulierungsunternehmens Arbeiten vor, die auf dem Gebiete beider Vertragsstaaten ausgeführt werden sollen und die in ihrer Durchführung aus ökonomischen oder technischen Gründen unteilbar sind, so gilt als Grundsatz, dass jedem Staate die Ausführung der gleichen Menge von Arbeiten in annähernd gleichen Zeitabschnitten zusteht. Die Kosten dieser Arbeiten werden von beiden Vertragsstaaten je zur Hälfte getragen. Beiden Staaten bleibt es vorbehalten, das erforderliche Steinmaterial je zur Hälfte auf eigene Kosten loko Baustelle beizustellen; in einem solchen Falle werden die Kosten für die von beiden Staaten in gleichen Mengen bewirkten Steinlieferungen in die gemeinsame Kostenabrechnung nicht einbezogen.

Artikel 2.

In allen Fällen, in welchen Arbeiten von einem Staate auf gemeinsame Kosten beider Staaten durchgeführt werden, sichern sich die Vertragsstaaten die Möglichkeit der jederzeitigen technischen und finanziellen Kontrolle zu.

Gegenseitige
technische
und finan-
zielle
Kontrolle.

Artikel 3.

1. Die Vertragsstaaten werden für die Bedeckung der auf Grund der vereinbarten Jahresbauprogramme sich ergebenden Auslagen Sorge tragen.

Bedeckung
der
Baukosten.

2. Jeder Vertragsstaat verpflichtet sich, die auf Grund der beiderseits anerkannten Abrechnungen für gemeinsame Arbeiten auf ihn entfallenden Kostenanteile dem anderen Staate innerhalb zweier Monate nach Anerkennung dieser Abrechnung zu bezahlen, und zwar in der Währung jenes Staates, zu dessen Gunsten ein Guthaben besteht.

II. TEIL.

BESONDERE BESTIMMUNGEN FÜR DIE DONAU.

Kapitel I.

REGULIERUNGSARBEITEN.

Artikel 4.

Die Regulierungsarbeiten umfassen alle jene Massnahmen, welche die geschlossene Abfuhr der Hoch-, Mittel- und Niederwässer sowie die Verbesserung der Schiffahrtsrinne zum Ziele haben. Diese Arbeiten sind folgende :

Begriff der
Regulier-
ungsarbei-
ten.

- a) Hochwasserschutzbauten,
- b) Mittelwasserbauten,
- c) Niederwasserbauten,
- d) Baggerungen für Regulierungszwecke.

Artikel 5.

1. Unter Hochwasserschutzbauten werden jene Bauten verstanden, welche dem Schutze des Geländes vor Überschwemmungen und der geschlossenen Abfuhr der Hochwässer dienen.

Hochwasser
schutzbau-
ten, Mittel-
wasserbau-
ten.

2. Unter Mittelwasserbauten werden jene Bauten verstanden, die die Zusammenfassung des Mittelwassers zum Ziele haben.

3. Ochranné stavby proti velké vodě a stavby na střední vodu budou prováděny na podkladě povšechných projektů, o nichž se dohodly oba smluvní státy. Stavby se provedou a jich náklady včetně projekčních výloh se uhradí podle ustanovení článku 1.

Článek 6.

Stavby na malou vodu

1. Za stavby na malou vodu pokládají se všechny stavby, jichž účelem jest soustřediti malé vody.

2. Všechny projekty staveb na malou vodu v celé československo-rakouské hraniční trati Dunaje budou vypracovány v dohodě smluvních států. Každý stát ponese polovinu projekčních nákladů kromě osobních požitků úředníků zúčastněných na vypracování těchto projektů. Tyto osobní požitky hradí každý stát za své úředníky.

3. Projekty vypracované podle odstavce 2 schvalují oba státy, a jsou pak pro ně závaznými. Každá zásadní změna projektu bude projednávána týmž způsobem, jako původní projekt. Při stavbě mohou býti provedeny změny, uznané za nutné oběma říčními stavebními úřady, spadají-li do rámce schváleného povšechného projektu; tyto změny podléhají však dodatečnému schválení příslušných ústředních úřadů obou států.

4. Stavby na malou vodu budou zásadně prováděny každým smluvním státem na jeho vlastním území. Budou-li jednotlivé stavby na malou vodu ležeti na obou výsostních územích, přísluší jejich provádění tomu státu, na jehož území jest větší část této stavby.

5. Náklady staveb na malou vodu uhradí smluvní státy stejným dílem; z toho jsou vyňaty náklady na stavební správu, které hradí ze svého smluvní stát, jenž stavební správu zřídil.

6. Kámen potřebný ke stavbě dodá na stavenišťe, pokud nebude jinak smluveno, každý smluvní stát z polovice.

7. Výlohy za pracovní úkony (pracovní mzdy, provozovací potřeby, doprava pracovních lodí k staveništi a od něho, doprava ostatních vozidel k lomu, z něhož se bere kámen, a od něho a pod.) budou vyúčtovány podle původních výkazů. O udržování a umoření potřebného stavebního inventáře jest během provádění stavebních prací sjednati zvláštní dohody.

Článek 7.

Bagrování pro úpravní účely.

1. Bagrování pro úpravní účely včetně skládky vybagrované hmoty bude prováděno na společný náklad a to tak, že oba smluvní státy vybagrují přibližně stejné množství hmoty. Každý stát má zásadně nárok na polovinu vybagrované hmoty.

2. Vybagrovaná hmota bude ukládána podle úmluv smluvených projektů.

Hlava II.

UDRŽOVACÍ PRÁCE.

Článek 8.

Pojem udržovacích prací.

Udržovací práce jsou veškeré práce související s udržováním úpravních staveb a plavební dráhy, a to:

a) Udržování ochranných staveb proti velké vodě,

3. Die Hochwasserschutzbauten und Mittelwasserbauten werden auf Grund genereller, zwischen den Vertragsstaaten vereinbarter Projekte durchgeführt. Die Baudurchführung und Kostentragung einschliesslich der Projektierungsauslagen erfolgt gemäss den Bestimmungen des Artikels 1.

Artikel 6.

1. Unter Niederwasserbauten werden alle Bauten verstanden, welche die Zusammenfassung des Niederwassers zum Ziele haben. Niederwasserbauten.

2. Alle Projekte für die Niederwasserbauten in der ganzen tschechoslowakisch-österreichischen Donaugrenzstrecke werden im Einvernehmen der Vertragsstaaten aufgestellt. Jeder Staat trägt die Hälfte der Projektskosten, ausschliesslich der Personalbezüge der für die Ausarbeitung dieser Projekte bestellten Beamten. Die Personalbezüge dieser Beamten trägt jeder Staat für sich.

3. Die nach Absatz 2 ausgearbeiteten Projekte bedürfen der Genehmigung beider Staaten und sind sodann für sie bindend. Jede grundsätzliche Projektsänderung unterliegt dem gleichen Verfahren wie das Originalprojekt. Während des Baues von beiden Strombauämtern einvernehmlich als notwendig erkannte Änderungen können vorgenommen werden, sofern sie im Rahmen des genehmigten generellen Projektes gelegen sind, bedürfen jedoch der nachträglichen Genehmigung durch die zuständigen Zentralstellen der beiden Staaten.

4. Die Niederwasserbauten werden grundsätzlich von jedem Vertragsstaate auf eigenem Gebiete ausgeführt. Kommen einzelne Niederwasserwerke auf beide Hoheitsgebiete zu liegen, so obliegt deren Ausführung jenem Staate, auf dessen Gebiete der grössere Teil des betreffenden Werkes liegt.

5. Die Kosten der Niederwasserbauten werden von den Vertragsstaaten je zur Hälfte getragen; ausgenommen hievon sind die von jedem Vertragsstaate selbst zu bestreitenden Auslagen für die von ihm errichtete Bauleitung.

6. Das zur Durchführung der Bauten notwendige Steinmaterial wird jeder Vertragsstaat zur Hälfte loko Baustelle liefern, sofern nicht anderweitige Vereinbarungen getroffen werden.

7. Die Auslagen für die Arbeiten (Arbeitslöhne, Betriebsmaterialien, Transport der Arbeitsschiffe zu und von der Baustelle, Transport der übrigen Fahrzeuge zum und vom beliefernden Steinbruche u. dgl.) werden nach den Originalausweisen verrechnet. Für die Instandsetzung und Amortisation des erforderlichen Bauinventars sind im Zuge der Durchführung der Bauarbeiten gesonderte Vereinbarungen zu treffen.

Artikel 7.

1. Die Baggerungen für Regulierungszwecke einschliesslich der Ablagerung des Baggergutes werden auf gemeinsame Kosten in der Weise ausgeführt, dass beide Vertragsstaaten annähernd die gleiche Materialmenge ausbaggern. Jeder Staat hat grundsätzlich Anspruch auf die Hälfte des Baggergutes. Baggerungen für Regulierungszwecke.

2. Das Baggergut wird auf Grund der Projektvereinbarungen abgelagert.

Kapitel II.

INSTANDHALTUNGSARBEITEN.

Artikel 8.

Instandhaltungsarbeiten sind alle mit der Erhaltung der Regulierungsbauten und der Fahrstrasse zusammenhängenden Arbeiten und zwar:

a) Instandhaltung der Hochwasserschutzbauten, Begriff der Instandhaltungsarbeiten.

- b) Udržování staveb na střední vodu,
- c) Udržování staveb na malou vodu,
- d) Vytýčení plavebního koryta,
- e) Vyklizování říčního koryta,
- f) Bagrování brodů.

Článek 9.

Udržování
ochranných
staveb proti
velké vodě
a staveb na
střední vodu

Pro udržování ochranných staveb proti velké vodě a staveb na střední vodu platí ustanovení článku 1, odstavec 1.

Článek 10.

Udržování
staveb na
malou vodu.

Výlohy za udržování staveb na malou vodu uhradí smluvní státy stejným dílem.

Článek 11.

Vytyčení
plavebního
koryta.

1. Vytýčení plavebního koryta zahrnuje v sobě zjištění nejmenších plavebních hloubek a vyznačení plavebního koryta podle ustanovení Commission Internationale du Danube.

2. Tyto práce budou smluvní státy prováděti střídavě v pětiletých časových obdobích. Bude-li nejpozději do šesti měsíců před uplynutím pětiletého období sjednána dohoda, může stát tyto práce právě provádějící býti pověřen dalším jejich prováděním v příštím časovém období. Výlohy vzniklé vytýčením plavebního koryta uhradí oba státy stejným dílem. K tomu účelu předloží stát práce obstarávající druhému smluvnímu státu ke konci každého roku účet o výlohách jemu vzešlých. Vyrovnání tohoto účtu děje se podle ustanovení článku 3.

Článek 12.

Vyklizování
říčního
koryta.

1. Vyklizování říčního koryta bude prováděno oním státem, který vytýčuje plavební koryto.

2. V ostatním platí obdobně ustanovení článku 11.

Článek 13.

Bagrování
brodů.

1. Nutnost prohloubení brodů bagrováním zjistí se vzájemnou dohodou.

2. Bagrování budou prováděna podle zásady, že každý stát střídavě provede zcela vybagrování jednoho brodu.

3. V ostatním platí ustanovení článku 7.

- b) Instandhaltung der Mittelwasserbauten,
- c) Instandhaltung der Niederwasserbauten,
- d) Vermarkung der Fahrwasserrinne,
- e) Räumung des Flussbettes,
- f) Baggerungen der Furten.

Artikel 9.

Für die Instandhaltung der Hochwasserschutzbauten und Mittelwasserbauten gelten die Bestimmungen des Artikels 1, Absatz 1.

Instandhaltung der Hochwasserschutz- und Mittelwasserbauten.

Artikel 10.

Die Kosten für die Instandhaltung der Niederwasserbauten werden von den Vertragsstaaten je zur Hälfte getragen.

Instandhaltung der Niederwasserbauten.

Artikel 11.

1. Die Vermarkung der Fahrwasserrinne umfasst die Erhebung der geringsten Fahrwassertiefen und die Kennzeichnung der Fahrinne im Sinne der Bestimmungen der Commission Internationale du Danube.

Vermarkung der Fahrwasserrinne.

2. Die Durchführung dieser Arbeiten besorgen die Vertragsstaaten abwechselnd in Zeitabschnitten von je fünf Jahren. Auf Grund eines spätestens sechs Monate vor Ablauf der fünfjährigen Periode zu treffenden Übereinkommens kann der jeweils diese Arbeiten durchführende Staat mit deren Weiterführung in der nächsten Periode betraut werden. Die mit der Vermarkung der Fahrwasserrinne verbundenen Kosten tragen beide Staaten zu gleichen Teilen. Zu diesem Zwecke legt der die Arbeiten besorgende Staat am Ende jedes Jahres dem anderen Vertragsstaate eine Rechnung über die ihm erwachsenen Kosten vor. Für die Begleichung dieser Rechnung gelten die Bestimmungen des Artikels 3.

Artikel 12.

1. Die Räumung des Flussbettes wird von jenem Staate durchgeführt, der die Vermarkung der Fahrwasserrinne besorgt.

Räumung des Flussbettes.

2. Im übrigen gelten sinngemäss die Bestimmungen des Artikels 11.

Artikel 13.

1. Die Notwendigkeit der Vertiefung der Furten durch Baggerungen wird im gegenseitigen Einvernehmen festgestellt.

Baggerungen der Furten.

2. Die Baggerungen erfolgen nach dem Grundsatz, dass jeder Staat abwechselnd eine volle Furtbaggerung vornimmt.

3. Im übrigen gelten die Bestimmungen des Artikels 7.

DÍL III.

ZVLÁŠTNÍ USTANOVENÍ PRO MORAVU A DYJI.

Článek 14.

Vypracování
projektu.

1. Pro úpravu hraniční trati Moravy a hraniční trati Dyje pod Břeclavou, jakož i pro ochranné hráze proti velké vodě s úpravou související, budou v dohodě smluvních států vypracovány povšechné projekty. Každý stát uhradí poolvinu výdajů za projekty s vyloučením osobních požitků na vypracování těchto projektů zúčastněných úředníků. Tyto osobní požitky uhradí každý stát za své úředníky.

2. Povšechné projekty schvalují oba státy a jsou pak pro ně závaznými. Každá zásadní změna projektu bude projednávána tímž způsobem jako původní projekt. Za zásadní změnu projektu nebude pokládáno, budou-li — vzhledem k poloze trasy v tomto projektu vyznačené — ochranné hráze proti velké vodě posunuty dále od řečiště, nebo když bude jejich koruna proti povšechnému projektu snížena.

3. Pokud při těchto projektech půjde o přeložení říčního koryta, platí VII. díl, odstavec 2 československo-rakouské úmluvy z 10. března 1921 o vedení československo-rakouské¹ hranice a některých souvisejících otázkách.

Článek 15.

Provádění
úpravních
staveb.

1. Stavby na střední vodu a opatření k ochraně proti velkým vodám, spadající do rámce projektu vypracovaného podle článku 14, provede každý stát na vlastním území a vlastním nákladem.

2. Průkopy, spadající do rámce projektu vypracovaného podle článku 14 a odkopávky inundačního území, potřebné k dosažení dostatečného průtočného profilu pro velké vody, budou prováděny na podkladě podrobného, v dohodě vypracovaného projektu. Vypracování podrobných projektů, výkop a rozvoz hmot obstará onen stát, na jehož území budou práce provedeny. Tento stát uhradí též výlohy za vypracování projektu a za rozvoz vykopané hmoty, při čemž mu získaná hmota zůstává vyhrazena pro úpravní účely. Výlohy za výkup pozemků pro průkopy uhradí smluvní státy z polovice. Bude-li k provedení některého průkopu podle platných zákonitých ustanovení potřeba většího výkupu pozemků, stane se tak na náklad toho státu, k jehož území příslušná remanence případně. Není-li říční koryto zřízením průkopu opuštěné soukromým vlastnictvím, případně onomu státu, na jehož území jest. Náklady pro vykopávky průkopů, jakož i náklady vykopávky potřebné k vytvoření říčního koryta na střední vodu, uhradí smluvní státy stejným dílem. Pro provádění a hrazení nákladů břehových opevnění a podélných staveb v průkopu platí ustanovení odstavce 1.

¹ Vol. IX, page 333, de ce recueil.

III. TEIL.

BESONDERE BESTIMMUNGEN FÜR DIE MARCH UND THAYA

Artikel 14.

1. Für die Regulierung der Marchgrenzstrecke und der Grenzstrecke der Thaya unterhalb Breclav sowie für die damit zusammenhängenden Hochwasserschutzdämme werden im Einvernehmen der Vertragsstaaten generelle Projekte aufgestellt. Jeder Staat trägt die Hälfte der Projektkosten ausschliesslich der Personalbezüge der für die Ausarbeitung dieser Projekte bestellten Beamten. Die Personalbezüge dieser Beamten trägt jeder Staat für sich. Projekts-
aufstellung.
2. Die generellen Projekte bedürfen der Genehmigung beider Staaten und sind alsdann für dieselben bindend. Jede grundsätzliche Projektänderung unterliegt dem gleichen Verfahren wie das ursprüngliche Projekt. Als grundsätzliche Projektsänderung ist nicht der Fall anzusehen, in welchem Hochwasserschutzdämme gegenüber der in diesem Projekte vorgesehenen Trassenführung landeinwärts verlegt oder in der Höhenlage ihrer Krone niedriger ausgeführt werden, als dies im generellen Projekte vorgesehen ist.
3. Insoweit bei diesen Projekten Umlegungen des Flussbettes in Betracht kommen, gilt der VII. Teil, Absatz 2, des tschechoslowakisch-österreichischen Übereinkommens¹ vom 10. März 1921, betreffend die Führung der tschechoslowakisch-österreichischen Grenze und verschiedene damit zusammenhängende Fragen.

Artikel 15.

1. Die im Rahmen des nach Artikel 14 aufgestellten Projektes gelegenen Mittelwasserbauten und Massnahmen zum Schutze gegen Hochwässer werden von jedem Staate auf eigenem Gebiete und auf eigene Kosten durchgeführt. Durchfüh-
rung der Re-
gulierungs-
arbeiten.
2. Die im Rahmen des nach Artikel 14 aufgestellten Projektes gelegenen Durchstiche sowie die zur Erreichung eines genügenden Hochwasser-Durchflussprofils erforderlichen Abgrabungen des Inundationsgebietes werden auf Grund eines einvernehmlich verfassten Detailprojektes durchgeführt. Die Verfassung dieser Detailprojekte, der Aushub und die Verführung des Materiales sind von jenem Staate zu besorgen, auf dessen Gebiete die Arbeiten durchgeführt werden. Dieser Staat hat auch die Kosten für die Projektverfassung und für die Verführung des Aushubmateriales zu tragen, wobei ihm das gewonnene Aushubmaterial für Regulierungszwecke vorbehalten bleibt. Die Kosten für die Grundeinlösung der Durchstiche werden von den Vertragsstaaten je zur Hälfte getragen. Wenn aus Anlass der Durchführung eines Durchstiches laut geltenden gesetzlichen Vorschriften eine Mehreinlösung von Grundstücken erforderlich ist, so erfolgt sie auf Kosten jenes Staates, auf dessen Gebiete die betreffende Remanenz zu liegen kommt. Sofern das durch die Herstellung eines Durchstiches abgebaute Flussbett nicht Privateigentum ist, fällt es jenem Staate zu, auf dessen Gebiete es liegt. Die Kosten für den Aushub der Durchstiche sowie für den Aushub zwecks Ausbildung des Flusslaufes auf Mittelwasser werden von den Vertragsstaaten je zur Hälfte getragen. Für die Durchführung und Kostentragung der Uferbefestigungen und Parallelwerke im Durchstiche gelten die Bestimmungen des Absatzes 1.

¹ Vol. IX, page 333, of this Series.

3. Novostavby a přestavby mostů v rámci úpravního projektu nutné budou provedeny podle v dohodě vypracovaného podrobného projektu. Náklady na projekt a na jeho provedení, s vyloučením příjezdných ramp, uhradí smluvní státy stejným dílem.

4. Smluvní státy nebudou požadovati náhrad za zahrázování inundačního území tratí hraničních řek v článku 14 uvedených které se provede na základě společného projektu.

Článek 16.

Udržování
profilů pro
velkou vodu

Smluvní státy vyčistí na vlastním území a na vlastní náklad co možná nejdříve územní části mezi projektovanými hrázemi od vysokého stromoví, porostu a křoví v míře, jak toho bude vyžadovati kapacita jednotlivých profilů k odvedení velké vody, a budou vyčištěné plochy v tomto stavu udržovati.

Článek 17.

Udržovací
práce.

Udržovací práce obstará onen stát na vlastní náklady, na jehož území se provádějí. O vyklizování řečiště budou případ od případu sjednány zvláštní dohody.

Článek 18.

Výjimečná
ustanovení.

Ustanovení předchozích článků 14 až 17 nevztahují se :

a) Na trať Dyje spadající do konkurence označené v článku 19, odstavec 1, pro kterou trať platí ustanovení oddílu B této smlouvy ;

b) Na hraniční trať Dyje od Čížova (Zaisa) k Podmolí (Baumöhl), o níž platí československo-rakouská úmluva z 10. března 1921, zmíněná v článku 14, odstavec 3.

ODDÍL B.

ZVLÁŠTNÍ USTANOVENÍ PRO BÝVALOU DYJSKOU KONKURENČNÍ TRATĚ.

Článek 19.

Úprava a
udržování.

1. Poněvadž následkem změněných státoprávních poměrů nelze již užívati dolnorakouského zemského zákona z 10. prosince 1902, zem. zák. č. 4 z r. 1903 a moravského zemského zákona z 10. prosince 1902, zem. zák. č. 1 z r. 1903, kterými byl vydán nový statut pro konkurenci k opětnému zřízení úpravních staveb a k udržování tratě řeky Dyje od obecní hranice Jaroslavice (Joslowitz) — Křídlovice (Grillowitz) na Moravě až k dolnorakouské zemské hranici u Alt-Prerau, jakož i pobočných toků do konkurence pojatých, učiní oba státy se zřetelem na ustanovení této smlouvy potřebna opatření jak k nové úpravě poměrů těmito zákony stanovených, tak i k likvidaci konkurence.

3. Die im Rahmen des Regulierungsprojektes notwendig werdenden Neu- und Umbauten von Brücken werden auf Grund eines einvernehmlich aufgestellten Detailprojektes durchgeführt. Die Kosten für das Projekt und für dessen Ausführung mit Ausschluß der Zufahrtsrampen werden von den Vertragsstaaten je zur Hälfte getragen.

4. Die Vertragsstaaten werden aus Anlass der auf Grund des gemeinsamen Projektes erfolgenden Eindämmung des Inundationsgebietes der im Artikel 14 genannten Grenzflusstrecken keine Entschädigungen beanspruchen.

Artikel 16.

Die Vertragsstaaten werden auf eigenem Gebiete und auf eigene Kosten sobald als möglich das Vorland zwischen den projektierten Dämmen, soweit dies für die Hochwasserkonsumtionsfähigkeit in den einzelnen Profilen erforderlich ist, von hohem Baumbestand, Niederholz und Gestrüpp freilegen und in diesem Zustande erhalten.

Freihaltung
des
Hochwasser-
profiles.

Artikel 17.

Die Instandhaltungsarbeiten werden von jenem Staate auf eigene Kosten besorgt, auf dessen Gebiete sie zur Ausführung gelangen. Über die Räumung des Flussbettes werden fallweise besondere Vereinbarungen getroffen werden.

Instandhal-
tungsarbei-
ten.

Artikel 18.

Die Bestimmungen der vorstehenden Artikel 14 bis 17 beziehen sich nicht :

a) Auf die Thayastrecke der im Artikel 19, Absatz 1, bezeichneten Konkurrenz, bezüglich welcher die Bestimmungen des Abschnittes B dieses Vertrages gelten ;

b) Auf die Thaya-Grenzstrecke Čížov (Zaisa) bis Podmolí (Baumöhl), bezüglich welcher das im Artikel 14, Absatz 3, genannte tschechoslowakisch-österreichische Übereinkommen vom 10. März 1921 gilt.

Ausnahms-
bestimmun-
gen.

ABSCHNITT B.

BESONDERE BESTIMMUNGEN FÜR DIE EHEMALIGE THAYA-KONKURRENZSTRECKE

Artikel 19.

1. Da das niederösterreichische Landesgesetz vom 10. Dezember 1902, L. G. Bl. Nr. 4 aus 1903, und das mährische Landesgesetz vom 10. Dezember 1902, L. G. Bl. Nr. 1 aus 1903, betreffend die Erlassung eines neuen Statutes für die Konkurrenz zur Wiederherstellung der Regulierungsbauten und Erhaltung der Thayastrecke von der Gemeindegrenze Jaroslavice (Joslowitz)-Křidlovice (Grillowitz) in Mähren bis an die niederösterreichische Landesgrenze bei Alt-Prerau sowie der in die Konkurrenz einbezogenen Seitengerinne, infolge der geänderten staatsrechtlichen Verhältnisse nicht mehr anwendbar sind, werden die beiden Staaten mit Rücksicht auf die Bestimmungen dieses Vertrages die zur Neuregelung der in diesen Gesetzen festgelegten Verhältnisse sowie die zur Liquidierung der Konkurrenz erforderlichen Verfügungen treffen.

Regulierung
und
Erhaltung.

2. Při provádění této likvidace bude postupováno podle těchto zásad :

a) Komise, kterou oba smluvní státy obešlou po jednom zástupci, přezkouší majetkové poměry konkurence a zjistí stav jmění (práva a závazky) ;

b) Jsoucí práva budou zhodnocena a z výtěžku budou v první řadě uhrazeny případné závazky ;

c) Přebývající práva nebo závazky rozdělí se stejným dílem na oba smluvní státy, pokud tyto v dohodě neustanoví jinou úpravu ;

d) Smluvním státům zůstává vyhrazeno předati jmění převzaté podle předchozích ustanovení příštím udržovatelům těchto staveb ;

e) Archiv konkurence (spisy, mapy, plány a pod.) bude rozdělen mezi oba smluvní státy tak, aby každý stát obdržel všechny spisy, mapy, plány atd., které souvisí s oněmi tratěmi vodních toků, jež má udržovati podle ustanovení odstavce 3 tohoto článku.

3. Udržování tratí vodních toků pojatých do konkurence podle zmíněných zákonů, a to jak běžné udržování tak i udržování mimořádné vyplývající po případě z následků vodních pohrom, bude se napříště, pokud jde o mezistátní úpravu, řídití těmito ustanoveními :

a) Československá republika postará se vlastním nákladem v dyjské trati vyznačené v odstavci 1 o udržování oněch profilů a ochranných staveb, jež byly vypočteny a provedeny na odvedení množství vody nejvýše 160 m³ za vteřinu. Dále se republika Československá postará vlastním nákladem o udržování přítoků uvedené tratě řeky Dyje s levé strany a z toků na pravé straně o udržování Danischova příkopu a Dyjského mlýnského potoka od mlýna v Jaroslavicích (Joslowitz) až k státní hranici poblíž blaustaudenského aquaeduktu.

b) Republika Rakousko postará se na vlastní náklad o udržování zbývajících částí Dyjského mlýnského potoka a ostatních toků na pravé straně.

c) Případné závazky jiných právních subjektů, než konkurence zmíněné v odstavci 1 tohoto článku — jejíž závazky byly upraveny pod *a)* a *b)* — vztahující se na udržování a čištění tratí vodních toků uvedených pod *a)* a *b)* včetně objektů na nich ležících, zůstávají nedotčeny pokud spočívají na zvláštních titulech (vodoprávní povolení, úmluvy atp.). Pro takové závazky platí ustanovení poslední věty odstavce 1 článku 27 československo-rakouského hraničního statutu.

4. Jmenované toky buďtež udržovány tak, aby byla zajištěna bezpečnost staveb, jakož i aby bylo zaručeno, že v průtočných profilech nepovstanou škodlivé nánosy a porosty.

5. Smluvní státy zaručují si vzájemnou technickou kontrolu nad prováděním udržování vyznačeného v odstavcích 3 a 4.

Článek 20.

Dobývání štěrku a pís-ku z Dyje.

1. Budou-li šetřena zákonitá ustanovení a budou-li uhrazeny příspěvky smluvené příslušnými československými obcemi na udržování používaných silnic, cest a příjezdných ramp, povoluje se obyvatelům oněch rakouských obcí, které podle zákonů uvedených v článku 19, odstavec 1 byly pojaty do dyjské konkurence a to : Hanfthal, Laa, Unter-

2. Bei der Durchführung dieser Liquidation wird nach folgenden Grundsätzen vorgegangen werden :

a) Eine aus je einem Vertreter beider Vertragsstaaten bestehende Kommission wird die Vermögensverhältnisse der Konkurrenz überprüfen und das vorhandene Vermögen (Rechte und Verbindlichkeiten) feststellen ;

b) Die vorhandenen Rechte werden verwertet und der Ertrag wird zuerst zur Deckung der etwa vorhandenen Verbindlichkeiten verwendet ;

c) Die noch erübrigenden Rechte oder Verbindlichkeiten werden je zur Hälfte an beide Vertragsstaaten übergehen, sofern die Vertragsstaaten nicht einvernehmlich eine andere Regelung treffen ;

d) Den Vertragsstaaten bleibt es vorbehalten, das nach den vorstehenden Bestimmungen übernommene Vermögen an die künftigen Erhalter dieser Bauten zu übergeben ;

e) Das Archiv (Schriften, Mappen, Pläne u. dgl.) der Konkurrenz wird auf beide Vertragsstaaten derart verteilt, dass jeder Staat alle Schriften, Mappen, Pläne usw. erhält, die sich auf die von ihm nach den Bestimmungen des Absatzes 3 dieses Artikels zu erhaltenden Gewässerstrecken beziehen.

3. Für die Erhaltung der mit den erwähnten Gesetzen in die Konkurrenz einbezogenen Gewässerstrecken, und zwar sowohl für die laufende als auch für die infolge von Hochwasserkatastrophen etwa notwendige aussergewöhnliche Erhaltung, gelten künftighin soweit es sich um die zwischenstaatliche Regelung handelt, nachstehende Bestimmungen :

a) Die Tschechoslowakische Republik wird in der im Absatz 1 bezeichneten Thayastrecke auf eigene Kosten für die Erhaltung jener Profile und Schutzbauten Sorge tragen, die unter Zugrundelegung einer Wasserführung von höchstens 160 m³ in der Sekunde errechnet und ausgeführt worden sind. Weiters wird die Tschechoslowakische Republik auf eigene Kosten für die Erhaltung der Zuflüsse auf der linken Seite der genannten Thayastrecke und von den rechtsseitigen Gerinnen für die Erhaltung des Danisch-Grabens und des Thaya-Mühlbaches von der Mühle in Jaroslavice (Joslowitz) bis zur Staatsgrenze nächst dem Blaustaudener Aquädukt Vorsorge treffen.

b) Die Republik Österreich wird auf eigene Kosten für die Erhaltung des restlichen Teiles des Thaya-Mühlbaches und der übrigen rechtsseitigen Gerinne Sorge tragen.

c) Etwaige Verpflichtungen zur Durchführung von Erhaltungs- oder Reinigungsarbeiten in den unter a) und b) genannten Gewässerstrecken einschliesslich der in diesen Strecken gelegenen Objekte seitens anderer Rechtssubjekte als der im Absatz 1 dieses Artikels erwähnten Konkurrenz, deren Verpflichtungen schon in a) und b) geregelt wurden, bleiben — insofern diese Verpflichtungen auf besonderen Titeln beruhen (wasserrechtl. Konsense, Übereinkommen u. dgl.) — unberührt. Hinsichtlich solcher Verpflichtungen gelten die Bestimmungen des Artikels 27, Absatz 1, letzter Satz, des tschechoslowakisch-österreichischen Grenzstatutes.

4. Die Erhaltung der genannten Gerinne hat derart zu erfolgen, dass die Bestand-sicherheit der Bauwerke und die Freihaltung der Durchflussprofile von schädlichen Ablagerungen und schädlichem Anwuchs gewährleistet ist.

5. Die Vertragsstaaten sichern sich die gegenseitige technische Kontrolle in der Durchführung der in den Absätzen 3 und 4 umschriebenen Erhaltungstätigkeit zu.

Artikel 20.

1. Den Einwohnern jener österreichischen Gemeinden, die nach den im Artikel 19, Absatz 1, angeführten Gesetzen in die Thaya-Konkurrenz einbezogen wurden, und zwar : Hanfthal, Laa, Unter-Stinkenbrunn, Wulzeshofen, Zwingendorf, Neudorf und Ungerndorf, sowie dem Gute Alt-Prerau wird unter Beachtung der gesetzlichen Bestimmungen und

Sand- und Schotterge-winnung aus der Thaya.

stinkenbrunn, Wulzeshofen, Zwingendorf, Neudorf a Ungerndorf, jakož i statku Alt-Prerau bezplatný odběr písky a šterku z těchto odběrných míst na československém území :

- a) U dyjského mostu u Trávního dvoru (Trabinghof),
- b) U ruhofského brodu,
- c) U Anenského dvoru (Annahof),
- d) Nad dyjským mostem u Dyjákovic (Gross-Tajax) a
- e) Nad zwingenským mostem u Hrádku (Erdberg).

2. Vývoz získaného materiálu do Rakouska jest prostý cla.

Článek 21.

Ochrana obce Laa proti velkým vodám. Obci Laa jest dovoleno, aby při velké vodě konala ochrannou službu na československém území na tratích hrází majících význam pro ochranu obce proti velkým vodám, při čemž jest však dbáti případných pokynů československých orgánů, pověřených udržováním těchto hrází.

ODDÍL C.

SPOLEČNÁ TECHNICKÁ KOMISE.

Článek 22.

Účel komise. Aby byla docílena jednotnost a dohoda ve všech otázkách, jež jsou předmětem této smlouvy, bude ustavena « Společná technická komise ».

Článek 23.

Složení komise. Do společné technické komise vysílá každý smluvní stát jednoho zmocněného zástupce. Zmocnění zástupcové mají právo přibrati k poradám odborné orgány.

Článek 24.

Působnost komise. Společná technická komise má za úkol :

- a) Posouditi povšechné projekty na veškeré do rámce této smlouvy spadající práce a stavební program ku provedení určených úpravních prací s výjimkou staveb hrází, hlavně pro ten který následující stavební rok ;
- b) Posouditi podrobné projekty prací prováděných společným nákladem, jakož i podrobné projekty úprav na střední vodu ; odborně hodnotiti prováděné nebo dokončené stavby ; meritorně přezkoušeti stavební vyúčtování ;
- c) Posouditi podrobné projekty hrázových staveb, pokud jde o vedení trasy a výškovou polohu koruny hráze, na podkladě obapolně schváleného povšechného projektu ;

gegen Erstattung der mit den bezüglichlichen tschechoslowakischen Gemeinden vereinbarten Beitragsleistungen zur Erhaltung der benützten Strassen, Wege und Zufahrtsrampen die unentgeltliche Entnahme von Sand und Schotter auf tschechoslowakischem Gebiete aus folgenden Entnahmestellen gestattet :

- a) Bei der Thayabrücke bei Trávní dvůr (Trabinghof),
 - b) Bei der Ruhofer Furt,
 - c) Bei Anenský dvůr (Annahof),
 - d) Oberhalb der Thayabrücke bei Dyjácovice (Gross-Tajax) und
 - e) Oberhalb der Zwingenbrücke bei Hrádek (Erdberg).
2. Die Ausfuhr des gewonnenen Materiales nach Österreich erfolgt zollfrei.

Artikel 21.

Der Gemeinde Laa wird gestattet, bei Hochwasser den Verteidigungsdienst auf den für den Hochwasserschutz der Gemeinde in Betracht kommenden Dammstrecken auch auf tschechoslowakischem Gebiete durchzuführen, wobei jedoch auf die allfälligen Weisungen der mit der Erhaltung dieser Dämme betrauten tschechoslowakischen Organe Bedacht zu nehmen ist.

Hochwasser-
schutz für
die Gemein-
de Laa.

ABSCHNITT C.

GEMEINSAME TECHNISCHE KOMMISSION.

Artikel 22.

Zwecks Erzielung der Gemeinsamkeit und des Einvernehmens in allen den Gegenstand dieses Vertrages bildenden Fragen wird die « Gemeinsame technische Kommission » geschaffen.

Zweck der
Kommission

Artikel 23.

In die gemeinsame technische Kommission entsendet jeder Vertragsstaat einen bevollmächtigten Vertreter. Den bevollmächtigten Vertretern steht das Recht zu, den Sitzungen Fachorgane beizuziehen.

Zusammen-
setzung der
Kommission

Artikel 24.

Aufgabe der gemeinsamen technischen Kommission ist :

- a) Begutachtung der generellen Projekte für alle in den Rahmen dieses Vertrages fallenden Arbeiten und des Bauprogrammes für die auszuführenden Regulierungsarbeiten mit Ausnahme der Dammbauten, insbesondere für das jeweils folgende Baujahr ;
- b) Begutachtung der Detailprojekte der auf gemeinsame Kosten auszuführenden Arbeiten sowie der Detailprojekte für die Mittelwasserregulierung ; fachliche Wertung der im Baue begriffenen, bezw. fertiggestellten Werke ; meritorische Überprüfung der Bauabrechnungen ;
- c) Begutachtung der Detailprojekte für Dammbauten hinsichtlich der Trassenführung und der Höhenlage der Dammkrone unter Zugrundelegung des beiderseits genehmigten generellen Projektes ;

Wirkungs-
kreis der
Kommission

- d) Prováděti všechna šetření, jichž jest třeba pro práce zmíněné pod a) a b), vyjednávání a pochůzky na místě samém ;
 e) Podávati případné návrhy na změnu této smlouvy nebo na sjednání nových dohod.

Článek 25.

Schůze,
protokoly,
usnesení,
úhrada osob-
ních
nákladů.

1. Pokud nebude vzájemnou dohodou následkem zvláštních okolností stanovena změna, bude se komise scházeti střídavě na územích smluvních států.

2. Svolání a řízení schůze přísluší zplnomocněnému členu onoho státu, na jehož území se zasedání koná.

3. Požádá-li o to jeden ze smocněnců, budou schůze svolány do měsíce, jinak však nejméně jednou v roce. Návrh pokládá se za přijatý, jestliže oba smocněnci s ním souhlasí. O každé schůzi sepíše se v jazycích smluvních států dvojmo protokol, který podepíše oba zmocněnci. Protokoly předkládají se ke schválení příslušným ústředním úřadům. Usnesení v těchto protokolech obsažená stávají se závaznými teprve po schválení.

4. Každý stát hradí ze svého osobní výlohy vzešlé z činnosti společné technické komise za osoby jím vysílané.

ODDÍL D.

VŠEOBECNÁ A ZÁVĚREČNÁ USTANOVENÍ.

Článek 26.

Služební
styk.

Smluvní státy sdělí si navzájem úřady a služebny povolané ku provádění této smlouvy. Tyto, jakož i zmocněnci obou států (článek 23) mohou si v záležitostech této smlouvy navzájem také přímo dopisovati.

Článek 27.

Vodoprávní
projednává-
ní.

Mezistátní projednávání ochranných staveb vodních a staveb úpravních, které se mají posuzovati podle této smlouvy, děje se podle článku 31, odstavec 8 československo-rakouského hraničního statutu.

Článek 28.

Stavební
programy
pro hrázové
stavby.

Smluvní státy sdělí si zavčas stavební programy hrázových staveb, a to nejméně rok před zamýšleným zahájením stavby.

Článek 29.

Přestup hra-
nice a celní
odbavování

1. Pro překračování hranice při pracích a jiných úkonech podle této smlouvy platí ustanovení článku 68 československo-rakouského hraničního statutu.

2. Smluvní státy zaručují si, že dovoz stavebního materiálu potřebného pro práce spadající do rámce této smlouvy bude osvobozen od cla a dávek, budou-li práce prováděny

d) Durchführung aller für die unter a) und b) genannten Arbeiten nötigen Erhebungen, Verhandlungen und Begehungen an Ort und Stelle ;

e) Stellung allfälliger Anträge auf Abänderung dieses Vertrages oder Abschluss neuer Vereinbarungen.

Artikel 25.

1. Die Kommission hat, wenn nicht infolge besonderer Umstände einvernehmlich eine Änderung festgesetzt wird, abwechselnd auf den Gebieten der Vertragsstaaten zusammenzutreten.

2. Die Einberufung und Leitung der Sitzung erfolgt durch das bevollmächtigte Mitglied desjenigen Staates, auf dessen Gebiete die Tagung stattfindet.

3. Die Sitzungen sind auf Verlangen eines der Bevollmächtigten innerhalb Monatsfrist, mindestens jedoch einmal in jedem Jahre, einzuberufen. Ein Antrag gilt als angenommen, wenn beide Bevollmächtigte demselben zustimmen. Über jede Sitzung ist ein Protokoll in den Sprachen der Vertragsstaaten in doppelter Ausfertigung zu verfassen und durch die beiden Bevollmächtigten zu fertigen. Diese Protokolle sind den zuständigen Zentralstellen zur Genehmigung vorzulegen. Die darin enthaltenen Beschlüsse werden erst nach erfolgter Genehmigung bindend.

4. Die anlässlich der Tätigkeit der gemeinsamen technischen Kommission entstehenden persönlichen Kosten trägt jeder Staat für die von ihm entsendeten Personen.

Sitzungen,
Protokolle,
Beschlüsse,
Tragung der
Personal-
kosten.

ABSCHNITT D.

ALLGEMEINE UND SCHLUSSBESTIMMUNGEN.

Artikel 26.

Die Vertragsstaaten werden sich die zur Durchführung dieses Vertrages berufenen Behörden und Dienststellen gegenseitig mitteilen. Diese sowie die Bevollmächtigten beider Staaten (Artikel 23) können in Angelegenheiten dieses Vertrages auch schriftlich unmittelbar miteinander verkehren.

Dienstver-
kehr.

Artikel 27.

Auf Wasserschutz- und Regulierungsbauten, die nach diesem Verträge zu beurteilen sind, findet hinsichtlich ihrer zwischenstaatlichen Behandlung Artikel 31, Absatz 8, des tschechoslowakisch-österreichischen Grenzstatutes Anwendung.

Wasser-
rechtliche
Behandlung.

Artikel 28.

Die Vertragsstaaten werden sich die Bauprogramme über Dammbauten rechtzeitig, und zwar mindestens ein Jahr vor der beabsichtigten Bauinangriffnahme, zur Kenntnis bringen.

Bau-
programme
über
Dammbau-
ten.

Artikel 29.

1. Für den Grenzübertritt anlässlich von Arbeiten und sonstigen Funktionen im Sinne dieses Vertrages gelten die Bestimmungen des Artikels 68 des tschechoslowakisch-österreichischen Grenzstatutes.

2. Die Vertragsstaaten sichern sich die zoll- und abgabenfreie Einfuhr der für die in den Rahmen dieses Vertrages fallenden Arbeiten notwendigen Baumaterialien zu,

Grenzüber-
tritt und
Zollbehand-
lung.

jedním státem na území státu druhého ať již vlastním nebo společným nákladem. Totéž platí o nástrojích a nářadí používaných při těchto pracích za podmínky, že po skončení prací budou zpět vyvezeny.

3. Při dopravě přes hranici podle této smlouvy v úvahu přicházejícího stavebního materiálu, nástrojů a nářadí poskytnou si smluvní státy veškeré přípustné úlevy.

Článek 30.

Ratifikace a
doba
platnosti.

Tato smlouva bude ratifikována a ratifikační listiny vymění se co možno nejdříve ve Vídni. Smlouva nabývá účinnosti čtyři týdny po výměně ratifikačních listin a může být každým ze smluvních států vypovězena před uplynutím kalendářního roku ke konci roku následujícího.

Tato smlouva byla vyhotovena ve dvou souhlasných prvopisech v československém a německém jazyku; obě znění mají stejnou platnost.

Čemuž na svědomí podepsali zmocněnci tuto smlouvu a opatřili ji svými pečeti.

Dáno v Praze, dne 12. prosince jedentisícdevětsetdvacetosm.

Ing. Václav ROUBÍK *m. p.*

Ing. Rudolf HOLENIA *m. p.*

ZÁVĚREČNÝ PROTOKOL

KU SMLouvĚ MEZI REPUBLIKOU ČESKOSLOVENSKOU A REPUBLIKOU RAKOUSKEM
O ÚPRAVĚ TECHNICKO-HOSPODÁŘSKÝCH OTÁZEK NA HRANIČNÍCH TRATÍCH DUNAJE,
MORAVY A DYJE.

Při podpisu této smlouvy shodli se podepsaní zmocněnci na těchto prohlášeních:

Ustanoveními této smlouvy nemají být dotčeny závazky smluvních států, které jim vyplývají z jiných mezinárodních smluv.

Pokud se tato smlouva zmiňuje o úhradě nákladů států, jest otázka opatření těchto nákladů za případného zatížení jiných činitelů než státu samého věci vnitrostátní úpravy.

Tento závěrečný protokol jest podstatnou součástí této smlouvy a nevyžaduje zvláštní ratifikace.

Dáno v Praze, dne 12. prosince jedentisícdevětsetdvacetosm.

Ing. Václav ROUBÍK *m. p.*

Ing. Rudolf HOLENIA *m. p.*

falls solche Arbeiten von einem Staate auf dem Gebiete des anderen Staates, sei es auf eigene oder gemeinsame Kosten, durchgeführt werden. Das gleiche gilt für die bei diesen Arbeiten zur Verwendung gelangenden Werkzeuge und Geräte unter der Bedingung ihrer Rücküberführung nach Vollendung der Bauarbeiten.

3. Für die Beförderung der nach diesem Verträge in Betracht kommenden Baumaterialien, Werkzeuge und Geräte über die Grenze werden sich die Vertragsstaaten alle zulässigen Erleichterungen gewähren.

Artikel 30.

Dieser Vertrag soll ratifiziert und die Ratifikationsurkunden sollen sobald wie möglich in Wien ausgetauscht werden. Der Vertrag tritt vier Wochen nach dem Austausch der Ratifikationsurkunden in Kraft und kann von jedem Vertragsstaate vor Ablauf eines Kalenderjahres für das Ende des nachfolgenden Jahres gekündigt werden.

Ratifikation
und
Geltungs-
dauer.

Dieser Vertrag wurde in zwei übereinstimmenden Urschriften in tschechoslowakischer und deutscher Sprache ausgefertigt ; beide Wortlaute haben gleiche Geltung.

Zu Urkund dessen haben die Bevollmächtigten diesen Vertrag unterzeichnet und mit ihren Siegeln versehen.

Geschehen in Prag, am 12. Dezember eintausendneunhundertzwanzigacht.

Ing. Václav ROUBÍK *m. p.*

Ing. Rudolf HOLENIA *m. p.*

SCHLUSSPROTOKOLL

ZUM VERTRAGE ZWISCHEN DER TSCHECOSLOWAKISCHEN REPUBLIK UND DER REPUBLIK ÖSTERREICH ZUR REGELUNG DER TECHNISCH-ÖKONOMISCHEN FRAGEN IN DEN GRENZSTRECKEN DER DONAU, MARCH UND THAYA.

Bei Unterzeichnung dieses Vertrages sind die gefertigten Bevollmächtigten über folgende Erklärungen übereingekommen :

Durch die Bestimmungen dieses Vertrages sollen die Verpflichtungen der Vertragsstaaten, welche für sie aus anderen internationalen Verträgen erwachsen, nicht berührt werden.

Soferne in diesem Verträge von der Kostentragung durch die Staaten gesprochen wird, ist die Frage der Aufbringung dieser Kosten durch die allfällige Heranziehung anderer Faktoren als des Staates selbst eine Angelegenheit der innerstaatlichen Regelung.

Dieses Schlussprotokoll bildet einen integrierenden Bestandteil dieses Vertrages und bedarf nicht einer separaten Ratifikation.

Geschehen in Prag, am 12. Dezember eintausendneunhundertzwanzigacht.

Ing. Václav ROUBÍK *m. p.*

Ing. Rudolf HOLENIA *m. p.*

Copie certifiée conforme :
Praha, le 12 septembre 1930.

Dr B. Matouš,
Directeur des Archives a. i.

¹ TRADUCTION.

N^o 2474. — CONVENTION ENTRE LA RÉPUBLIQUE TCHÉCOSLOVAQUE ET LA RÉPUBLIQUE D'AUTRICHE POUR LE RÉGLEMENT DES QUESTIONS TECHNIQUES ET ÉCONOMIQUES DANS LES SECTEURS FRONTIÈRES DU DANUBE, DE LA MORAVA ET DE LA THAYA. SIGNÉE A PRAHA, LE 12 DÉCEMBRE 1928.

Conformément à l'article 309 du traité de paix entre les Puissances alliées et associées et l'Autriche, signé à Saint-Germain-en-Laye le 10 septembre 1919,

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE TCHÉCOSLOVAQUE, d'une part, et LE PRÉSIDENT FÉDÉRAL DE LA RÉPUBLIQUE D'AUTRICHE, d'autre part ; désireux de régler l'exécution, dans les secteurs frontières du Danube, de la Morava et de la Thaya, des travaux hydrauliques susceptibles d'exercer une influence sensible sur le régime des eaux de ces fleuves, ont décidé de conclure un accord à ce sujet ; à cet effet, ils ont désignés pour leurs plénipotentiaires :

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE TCHÉCOSLOVAQUE :

M. Václav ROUBÍK, ingénieur, commissaire à la délimitation des frontières de l'Etat ;

LE PRÉSIDENT FÉDÉRAL DE LA RÉPUBLIQUE D'AUTRICHE :

M. Rudolf HOLENIA, ingénieur, chef de section au Ministère fédéral de l'Agriculture et des Forêts ;

Lesquels, après s'être communiqué leurs pleins pouvoirs trouvés en bonne et due forme, sont convenus des dispositions suivantes :

SECTION A

CONSTRUCTION ET ENTRETIEN DES OUVRAGES, BALISAGE DES CHENAUX DE NAVIGATION ET CURAGE DU LIT DES FLEUVES

PREMIÈRE PARTIE.

PRINCIPES GÉNÉRAUX.

Article premier.

- Principes s'appliquant à la construction des ouvrages et à la répartition des dépenses.
1. Il est admis en principe que, pour autant qu'il n'en est pas disposé autrement ci-après, tous les travaux mentionnés dans le présent traité doivent être effectués par les soins et aux frais de l'Etat contractant sur le territoire duquel ils seront exécutés.
 2. Si une entreprise de régularisation du cours d'un fleuve comporte des travaux qui doivent être exécutés sur le territoire des deux Etats contractants et qui, pour des raisons économiques ou techniques, ne peuvent être partagés et exécutés séparément dans chacun des Etats, il est admis en principe qu'il appartiendra à chacun des deux Etats d'effectuer

¹ Traduit par le Secrétariat de la Société des Nations, à titre d'information.

¹ TRANSLATION.

N^o 2474. — CONVENTION BETWEEN THE CZECHOSLOVAK REPUBLIC AND THE AUSTRIAN REPUBLIC FOR THE SETTLEMENT OF TECHNICAL AND ECONOMIC QUESTIONS ON THE FRONTIER SECTORS OF THE DANUBE, MORAVA AND THAYA. SIGNED AT PRAGUE, DECEMBER 12, 1928.

In pursuance of Article 309 of the Treaty of Peace between the Allied and Associated Powers and Austria signed at St. Germain-en-Laye on September 10, 1919,

THE PRESIDENT OF THE CZECHOSLOVAK REPUBLIC, of the one part, and THE FEDERAL PRESIDENT OF THE AUSTRIAN REPUBLIC, of the other part, desiring to regulate, within the frontier sectors of the Danube, Morava and Thaya, the execution of hydraulic work likely to have an appreciable influence upon the control of the water (*régime des eaux*) in the aforesaid rivers, have resolved to conclude an agreement on this subject and have accordingly for this purpose appointed as their Plenipotentiaries :

THE PRESIDENT OF THE CZECHOSLOVAK REPUBLIC :

M. Václav ROUBÍK, Engineer, Commissioner for the Delimitation of the State Frontiers,

THE FEDERAL PRESIDENT OF THE AUSTRIAN REPUBLIC :

M. Rudolf HOLENIA, Engineer, Chief of Section in the Federal Ministry of Agriculture and Forestry,

Who, having communicated their full powers, found in good and due form, have agreed upon the following provisions :

SECTION A.

CONSTRUCTION AND MAINTENANCE OF WORKS, MARKING OF THE FAIRWAY AND CLEANSING OF THE RIVER BED.

PART I.

GENERAL PRINCIPLES.

Article I.

1. It shall be the guiding principle that, where no provision to the contrary is made hereinafter, all works mentioned in the present Treaty shall be carried out by and at the costs of that Contracting State within whose territory they are to be executed.

2. In the event of any river regulation operations including work which is to be executed within the territory of both Contracting States and which, for economic or technical reasons, cannot be undertaken in separate parts, it shall be the guiding principle that each State is responsible for the execution of the same amount of work within app-

Principles governing the construction of works and the distribution of costs.

¹ Translated by the Secretariat of the League of Nations, for information.

des travaux d'une importance égale pendant des périodes de temps approximativement égales. Le coût de ces travaux sera supporté à parts égales par les deux Etats contractants. Les deux Etats se réservent de fournir, à leurs propres frais, chacun la moitié de la quantité nécessaires de pierres, livrables sur le lieu des travaux ; dans ce cas, les dépenses encourues par les deux Etats pour les livraisons de quantités égales de pierres ne seront pas comprises dans le décompte des frais communs.

Article 2.

Contrôle financier et technique à exercer de part et d'autre.

Dans tous les cas où les travaux sont exécutés pour compte commun par l'un des Etats, les Etats contractants auront la possibilité d'exercer à tout moment le contrôle technique et financier des travaux.

Article 3.

Couverture des frais de construction.

1. Les Etats contractants prendront les mesures nécessaires pour faire face aux dépenses résultant du programme annuel de construction convenu entre eux.

2. Chacun des deux Etats contractants s'engage à payer à l'autre Etat la part de dépenses qui est à sa charge d'après les décomptes établis pour les travaux exécutés en commun une fois que ces décomptes auront été reconnus exacts de part et d'autre. Le paiement devra être effectué dans un délai de deux mois après l'approbation du décompte, dans la monnaie de l'Etat en faveur duquel le paiement doit être effectué.

DEUXIÈME PARTIE.

DISPOSITIONS SPÉCIALES POUR LE DANUBE.

Chapitre I.

TRAVAUX DE RÉGULARISATION.

Article 4.

Définition des travaux de régularisation.

Les travaux de régularisation comprennent toutes les mesures qui ont pour l'objet l'endiguement des eaux hautes, moyennes et basses ainsi que l'amélioration du chenal de navigation.

Ces travaux sont les suivants :

- a) Ouvrage de défense contre les hautes eaux ;
- b) Ouvrage du lit des eaux moyennes ;
- c) Ouvrage du lit des basses eaux ;
- d) Travaux de dragage pour la régularisation du cours du fleuve.

Article 5.

Ouvrages de protection contre les hautes eaux
Ouvrages du lit des eaux moyennes.

1. Par ouvrages de défense contre les hautes eaux, on entend ceux qui servent à la protection des terrains contre les inondations et assurent l'écoulement des hautes eaux à l'intérieur des berges.

2. Par ouvrages du lit des eaux moyennes, on entend les ouvrages qui sont destinés à contenir les eaux moyennes.

3. Les ouvrages de protection contre les hautes eaux et les ouvrages du lit des eaux moyennes seront exécutés d'après des projets d'ensemble arrêtés par les deux Etats

roximately the same periods of time. The costs of such work shall be borne equally by the two Contracting States. Each State reserves the right to provide one-half of the necessary stone at its own cost, delivered to the site of construction ; in any such case, the cost of the stone supplied in equal quantities by both States shall not be included in the joint statement of accounts.

Article 2.

In all cases where work is carried out by one State for the joint account of both States, the Contracting States shall at all times afford each other facilities for technical and financial inspection.

Technical and financial inspection by either party.

Article 3.

1. The Contracting States shall be responsible for defraying expenditure arising out of the annual plan of constructive work agreed upon by them.

2. Each of the Contracting States undertakes to pay to the other State the share of the costs assigned to it in the jointly approved accounts relating to work executed in common, within two months of such approval ; payment shall be effected in the currency of the State which has a credit balance.

Provision for costs of construction.

PART II.

SPECIAL PROVISIONS CONCERNING THE DANUBE.

Chapter I.

REGULATION WORK.

Article 4.

Regulation work shall include all measures for the concentration of the discharge of the flood-water and of the water during the middle and low stages, as well as the improvement of the navigable channel. This work is as follows :

Definition of regulation work.

- (a) Protective works against flood-water ;
- (b) Work on the normal water channel ;
- (c) Work on the low-state channel ;
- (d) Dredging work for regulation purposes.

Article 5.

1. By protective works against flood-water shall be understood constructive work for the protection of the land from inundation and for concentration of the discharge of the flood-water.

2. By work on the normal water channel shall be understood constructive work for the concentration of the normal discharge.

3. Protective works against flood-water and work on the normal water channel shall be executed in accordance with a general plans agreed upon by the Contracting

Protective work against flood-waters. — Work on the normal water channel.

contractants. L'exécution des travaux et la répartition des dépenses, y compris les frais d'établissement des projets, auront lieu conformément aux dispositions de l'article premier.

Article 6.

Ouvrages
du lit des
basses eaux.

1. Par ouvrages du lit des basses eaux, on entend tous les ouvrages qui sont destinés à contenir les basses eaux.

2. Tous les projets relatifs aux ouvrages du lit des basses eaux dans tout le secteur de la frontière austro-tchécoslovaques constitué par le Danube seront établis d'un commun accord entre les Etats contractants. Chaque Etat supportera la moitié des frais d'établissement des projets à l'exclusion du traitement des fonctionnaires chargés de l'élaboration de ces projets. Le traitement de ces fonctionnaires est à la charge de l'Etat qui les a nommés.

3. Les projets élaborés conformément à l'alinéa 2 ci-dessus doivent être approuvés par les deux Etats et les projets ainsi approuvés engagent les deux Etats. Toute modification fondamentale d'un projet requiert la même procédure que l'établissement du projet original. Des modifications, reconnues nécessaires d'un commun accord par les deux services des travaux fluviaux, pourront être apportées au cours des travaux à condition qu'ils rentrent dans le cadre du projet général dûment approuvé. Ces modifications devront, toutefois, faire l'objet d'une approbation ultérieure de la part des services centraux compétents des deux Etats.

4. Les ouvrages du lit des basses eaux doivent, en principe, être exécutés par chacun des deux Etats contractants sur son propre territoire. Si certains de ces ouvrages mordent sur le territoire des deux Etats, leur exécution incombe à l'Etat sur le territoire duquel se trouve la majeure partie des ouvrages en question.

5. Les frais de construction des ouvrages du lit des basses eaux seront supportés par moitié par les Etats contractants ; il est fait exception des dépenses qui doivent être supportées par chacun des Etats contractants pour la direction des travaux assumée par lui.

6. Les pierres nécessaires à la construction des ouvrages seront livrées par moitié sur les lieux des travaux par chacun des Etats contractants, à moins qu'il n'en ait été convenu autrement.

7. Les dépenses occasionnées par les travaux (salaires, matériaux, allées et venues des bateaux affectés aux travaux, allées et venues des autres véhicules chargés de prendre dans les carrières les pierres nécessaires aux travaux, etc.) seront portées en compte d'après les pièces justificatives originales. Pour les réparations et l'amortissement de l'outillage de construction, il y aura lieu de prendre des arrangements spéciaux au cours de l'exécution des travaux.

Article 7.

Dragages de
régularisa-
tion.

1. Les travaux de dragage pour la régularisation du lit du fleuve, ainsi que le déchargement des matériaux obtenus par le dragage seront effectués à frais communs de telle sorte que les deux Etats contractants extraient des matériaux en quantités à peu près égales. Chaque Etat a, en principe, droit à la moitié des matériaux provenant du dragage.

2. Les matériaux provenant du dragage seront déchargés conformément aux arrangements stipulés dans le projet.

States. The execution of the work and distribution of costs, including expenses for drawing up the plans, shall be effected in conformity with the provisions of Article 1.

Article 6.

1. By work on the low-state channel shall be understood all constructive work for the concentration of the discharge during the low stage. Work on the low-state channel.

2. All plans for work on the low-state channel throughout the Czechoslovak and Austrian frontier sectors of the Danube shall be drawn up by agreement between the Contracting States. Each State shall be responsible for one-half of the cost of drawing up the plans, excluding the salaries of the officials employed in the drafting of such plans. Each State shall be responsible for the salaries of the officials employed by it.

3. The plans drawn up in accordance with paragraph 2 shall require the sanction of both States and shall thereupon become binding for them. Any fundamental change of plan shall be subject to the same procedure as the original plan. Modifications, the necessity for which is recognised, in the course of construction, by both river engineering services may be made, provided that they fall within the scheme of the general plan which has been duly sanctioned ; they shall, however, require subsequent sanction by the competent central authorities of the two States.

4. The work on the low-state channel shall, in principle, be executed by each Contracting State within its own territory. In the event of any work on such channels extending to the territory of both States, that State shall be responsible for its execution within whose territory the major portion of the work is to be carried out.

5. The costs of work on the low-state channel shall be borne equally by the Contracting States ; this shall not apply to expenditure on the service set up by each Contracting Party to direct building operations, expenditure which must be defrayed by each Party separately.

6. One-half of the stone required for the execution of the work shall, in the absence of any agreement to the contrary, be delivered by each Contracting State to the site of construction.

7. The expenditure on the work (wages, building, equipment, the movement of vessels employed on the work to and from the site of construction, the movement of other vessels to and from the quarries supplying the stone, etc.) shall be entered in the accounts in accordance with the original vouchers. Special arrangements shall be made during the course of the work with regard to the maintenance in repair and depreciation of the necessary building equipment.

Article 7.

1. Dredging for regulation purposes, including the dumping of spoil, shall be effected for the joint account in such a manner that both Contracting States are responsible for dredging approximately the same volume of material. Each State shall, in principle, be entitled to one-half of the spoil. Dredging for regulation purposes.

2. The spoil shall be dumped in accordance with the arrangements stipulated in the plan.

Chapitre II.

TRAVAUX D'ENTRETIEN.

Article 8.

Définition
des
travaux
d'entretien.

Les travaux d'entretien sont tous ceux qui ont trait à la conservation des ouvrages de régularisation et du chenal de navigation, à savoir :

- a) L'entretien des ouvrages de protection contre les hautes eaux ;
- b) L'entretien des ouvrages du lit des eaux moyennes ;
- c) L'entretien des ouvrages du lit des basses eaux ;
- d) Le balisage du chenal de navigation ;
- e) Le curage du lit du fleuve ;
- f) Les travaux de dragage dans les gués.

Article 9.

Entretien
des ouvrages
de protec-
tion contre
les hautes
eaux et des
ouvrages du
lit des eaux
moyennes.

Les dispositions de l'alinéa 1 de l'article premier s'appliquent à l'entretien des ouvrages de protection contre les hautes eaux et des ouvrages des eaux moyennes.

Article 10.

Entretien
des ouvrages
du lit des
basses eaux.

Les frais d'entretien des ouvrages du lit des basses eaux seront supportés à parts égales par les deux Etats contractants.

Article 11.

Balisage du
chenal de
navigation.

1. Les opérations de balisage du chenal de navigation comportent le relevé des profondeurs d'eau navigable les plus faibles et le balisage du chenal de navigation, conformément aux décisions de la Commission internationale du Danube.

2. L'exécution de ces travaux sera assumée alternativement par les Etats contractants pour des périodes de cinq ans. L'Etat qui exécute ces travaux pendant une période donnée peut être chargé de continuer ces travaux pendant la période suivante, en vertu d'un accord à intervenir six mois au plus tard avant l'expiration de la période quinquennale en cours. Les frais afférents au balisage du chenal de navigation seront supportés à parts égales par les deux Etats. A cet effet, l'Etat qui a la charge des travaux remet chaque année à l'autre Etat contractant un décompte des dépenses effectuées par lui. Le règlement de ces décomptes s'effectue conformément aux dispositions de l'article 3.

Article 12.

Curage du lit
du fleuve.

1. Le curage du lit du fleuve est exécuté par l'Etat qui a la charge du balisage du chenal de navigation.

2. Les dispositions de l'article 11 s'appliquent par analogie au règlement des autres questions.

Chapter II.

MAINTENANCE WORK.

Article 8.

Maintenance work shall consist in all work connected with the upkeep of the regulation works and of the navigable channel, namely :

- (a) Maintenance of the protective works against flood-water ;
- (b) Maintenance of works on the normal water channel ;
- (c) Maintenance of works on the low-state channel ;
- (d) Marking of the fairway ;
- (e) Cleansing of the river bed ;
- (f) Dredging of shoals.

Definition of maintenance work.

Article 9.

The provisions of Article 1, paragraph 1, shall apply to the maintenance of protective works against floodwater and of works on the normal water channel.

Maintenance of protective works against flood-water and work on this normal water channel.

Article 10.

The costs of the maintenance of work on the low-state channel shall be borne in equal parts by the Contracting States.

Maintenance of works on the low-state channel.

Article 11.

1. The marking of the fairway shall include the ascertainment of the shallowest parts of the navigable water and the marking out of the fairway in accordance with the provisions of the International Commission of the Danube.

Marking on the fairway.

2. The execution of such work shall be undertaken in turn by the Contracting States for period of five years each. In the event of an agreement being reached not later than six months prior to the expiry of the five-year period, the State at that time responsible for the execution of this work may be entrusted with its performance for the succeeding period. Costs in connection with the marking of the fairway shall be borne in equal parts by both States. Accordingly, at the end of each year, the State responsible for the work shall submit to the other Contracting State a statement of the expenses incurred by it. The settlement of this account shall be effected in conformity with the provisions of Article 3.

Article 12.

1. The cleansing of the river bed shall be undertaken by that State which is responsible for the marking of the fairway.

Cleansing of the river bed.

2. In other respects the provisions of Article 11 shall apply *mutatis mutandis*.

Article 13.

Dragage
des gués.

1. La nécessité des travaux de dragage à exécuter en vue de l'approfondissement des gués est décidée d'un commun accord par les deux parties.
2. Les travaux de dragage sont effectués d'après le principe selon lequel chaque Etat entreprend alternativement le dragage complet d'un gué.
3. Les dispositions de l'article 7 s'appliquent aux autres questions.

TROISIÈME PARTIE.

DISPOSITIONS SPÉCIALES CONCERNANT LA MORAVA ET LA THAYA.

Article 14.

Etablis-
sement des
projets.

1. Des projets généraux seront établis d'un commun accord entre les Etats contractants pour la régularisation de la Morava dans le secteur frontière, et du secteur frontière de la Thaya en aval de Breclav, ainsi que pour la construction de digues de protection contre les hautes eaux. Chaque Etat supportera la moitié des frais d'établissement des projets, à l'exception du traitement des fonctionnaires chargés de l'élaboration desdits projets. Les traitements de ces fonctionnaires seront supportés par l'Etat qui les aura désignés.

2. Les projets généraux doivent être approuvés par les deux Etats qui seront engagés par ces projets, une fois cette approbation donnée. Une modification fondamentale des projets requiert la même procédure que l'établissement du projet initial. Il n'y aura pas lieu de considérer comme des modifications fondamentales le déplacement vers l'intérieur des terres, par rapport à l'axe prévu dans le projet, des digues de protection contre les hautes eaux, ni le fait que leur crête est établie à une hauteur inférieure à celle qui avait été prévue dans ledit projet.

3. Dans le cas où les projets en question prévoient le déplacement du lit du fleuve, il sera fait application des dispositions du paragraphe 2 de la section 7 de la Convention du 10 mars 1921, relative à la ligne frontière austro-tchécoslovaque et aux différentes questions connexes.

Article 15.

Exécution
des travaux
de réguli-
sation.

1. Les ouvrages de lit des eaux moyennes et les mesures de protection contre les hautes eaux qui rentrent dans le cadre des projets établis conformément à l'article 14, seront exécutés par chaque Etat sur son propre territoire et à ses frais.

2. Les tranchées prévues dans les projets établis conformément à l'article 14, ainsi que les travaux d'excavation du lit de grande crue nécessaires en vue d'obtenir un profit suffisant pour l'écoulement des hautes eaux, seront exécutés d'après un projet de détail établi d'un commun accord par les deux parties. L'élaboration de ce projet de détail, le déblayage et l'évacuation des matériaux seront assurés par l'Etat sur le territoire duquel sont exécutés les travaux. Cet Etat doit également assumer les frais de l'établissement des projets et de l'évacuation des matériaux provenant des travaux d'exécution ; il pourra, par contre, disposer de ces matériaux pour des travaux de régularisation. Les frais d'acquisition des terrains nécessaires pour l'aménagement des tranchées sont supportés à parts égales par les deux Etats contractants. Si, aux termes des dispositions légales en vigueur, l'aménagement d'une tranchée nécessite l'achat de plus de terrain que n'en exigent les travaux, la dépense supplémentaire est à la charge de l'Etat sur le territoire

Article 13.

1. The necessity for dredging work to deepen the water at shoals shall be determined by mutual agreement between the two parties.
2. The guiding principle for dredging work shall be that each State shall, in turn, undertake a complete dredging of the shoals.
3. In other respects the provisions of Article 7 shall apply.

Dredging
of the
shoals.

PART III.

SPECIAL PROVISIONS FOR THE MORAVA AND THE THAYA.

Article 14.

1. General plans shall be drawn up by agreement between the Contracting States for the regulation of the frontier sector of the Morava and that of the Thaya below Břeclava and for the construction of protective dykes against flood-water in connection therewith. Each State shall be responsible for one-half of the cost of drawing up the plans, excluding the salaries of the officials employed in the drafting of such plans. Each State shall be responsible for the salaries of the officials employed by it.

Drawing up
of plans.

2. The general plans shall require the sanction of both States and shall thereupon become binding for them. Any fundamental change of plan shall be subject to the same procedure as the original plan. The removal of the protective dykes against flood-waters to a position further than that marked out in the said plan, or construction to a lower crest level than provided for in the general plan, shall not be deemed a fundamental change of plan.

3. In the event of these plans involving the displacement of the river bed, the provisions of Part VII, paragraph 2, of the Convention between Austria and Czechoslovakia dated March 10, 1921, concerning the delimitation of the frontier between Austria and Czechoslovakia and various questions connected therewith shall apply.

Article 15.

1. The work on the normal water channel and the protective measures against flood-waters provided for in the plan drawn up in accordance with Article 14 shall be carried out by each State within its own territory and at its own cost.

Execution
of the
regulation
work.

2. The construction of cuts provided for in the plan drawn up in accordance with Article 14 and the excavations in the flood-water area required to secure satisfactory gradients for the discharge of the flood waters, shall be effected in accordance with a detailed plan drawn up by agreement between the two parties. The drawing up of these detailed plans, and the extraction and removal of the material shall be undertaken by that State within whose territory the work is to be carried out. The said State shall also be responsible for the costs of drawing up the plan and removing the extracted material ; the material thus acquired shall remain at its disposal for regulation purposes. Each of the Contracting States shall be responsible for one-half of the cost of purchasing the land necessary for the construction of the cuts. If, under the legal provisions in force, the construction of a cut necessitates the purchase of extra land required, such purchase shall be effected at the expense of that State within whose territory the extra land in

duquel est situé cet excédent de terrain. La partie du lit du fleuve récupérée grâce à l'aménagement d'une tranchée revient à l'Etat sur le territoire duquel elle est située, à moins qu'elle ne soit propriété privée. Les dépenses occasionnées par le percement des tranchées, ainsi que par les travaux d'excavation exécutés en vue de la constitution du lit des eaux, moyennes seront supportées à parts égales par les deux Etats contractants. Pour l'exécution des travaux ayant trait à la consolidation des berges et aux ouvrages parallèles des tranchées, ainsi que pour la répartition des frais afférents à ces travaux, il sera fait application des dispositions de l'alinéa 1.

3. La construction de nouveaux ponts et la reconstruction des ponts déjà existants, prévues dans les projets de régularisation du fleuve, seront exécutées d'après un projet de détail établi d'un commun accord par les deux Etats. Les frais d'établissement du projet et les dépenses entraînées par son exécution, à l'exclusion des dépenses afférentes aux talus d'accès, seront supportés à parts égales par les deux Etats contractants.

4. Les Etats contractants ne formuleront aucune demande d'indemnité à raison de l'endiguement, effectué conformément au projet commun, du lit de grande crue des cours d'eau frontières, dans les secteurs mentionnés à l'article 14.

Article 16.

Râclage du profil des hautes eaux. Les Etats contractants débarrasseront, sur leur propre territoire et à leurs propres frais, dans le plus bref délai possible, le terrain situé entre les digues dont la construction est projetée, des futaies, taillis et broussailles, dans la mesure nécessaire pour assurer l'écoulement normal des hautes eaux dans les différents profils, et veilleront à ce que ce terrain demeure ainsi libre de toute végétation.

Article 17.

Travaux d'entretien. Les travaux d'entretien seront effectués aux frais et par les soins de l'Etat sur le territoire duquel ils sont exécutés. Des accords spéciaux seront pris, dans chaque cas, au sujet du curage du lit du fleuve.

Article 18.

Dispositions dérogatoires. Les dispositions des articles 14 à 17 ci-dessus ne s'appliquent pas :

- a) Au secteur de la Thaya relevant du syndicat intercommunal mentionné à l'alinéa 1 de l'article 19, secteur auquel s'appliquent les dispositions de la section B du présent traité ;
- b) Au secteur frontière de la Thaya entre Čížow (Zaisa) et Podmolí (Baumöhl) auquel s'applique l'Accord austro-tchécoslovaque du 10 mars 1921, mentionné à l'alinéa 3 de l'article 14.

SECTION B

DISPOSITIONS SPÉCIALES S'APPLIQUANT AU SECTEUR DE LA THAYA JADIS ENTRETENU PAR UN SYNDICAT INTERCOMMUNAL.

Article 19.

Régularisation et entretien. 1. Comme la loi régionale de la Basse-Autriche du 10 décembre 1902, *Landesgesetzblatt* N° 4 de 1903, et la loi régionale de Moravie du 10 décembre 1902, *Landesgesetzblatt* N° 1 de 1903, concernant l'établissement d'un nouveau statut du syndicat chargé de la recons-

question is situated. That part of the river bed reclaimed by the construction of a cut shall devolve upon the State within whose territory it is situated, provided that it is not private property. Costs arising out of the excavation of the cuts and out of excavation work to shape the course for the normal channel shall be borne equally by the two Contracting States. The provisions of paragraph 1 shall apply to the execution of work on the consolidation of the banks and on longitudinal earthworks in the cuts, and likewise to the distribution of costs arising therefrom.

3. The Construction of new bridges and the reconstruction of bridges already in existence, necessitated by the regulation plan, shall be carried out in accordance with a detailed plan drawn up by agreement between the two Parties. The cost of drawing up the plan and the cost of its execution, apart from the construction of the ramps giving access to the bridges, shall be borne in equal parts by the two Contracting States.

4. The Contracting States shall not lodge any application for compensation in respect of damming operations under the joint plan, which affect the flooding areas in the fluvial frontier sectors referred to in Article 14.

Article 16.

The Contracting States shall within their own territories and at their own cost as soon as possible clear the land between the proposed dykes from high trees, copse wood and brushwood, in so far as this is necessary for the flood-water discharge capacity of the various slopes, and they shall maintain the land in this condition.

Clearance
of the
flood-water
slopes.

Article 17.

Maintenance work shall be undertaken at its own cost by that State within whose territory it is to be executed. With regard to the cleansing of the river bed, agreement shall be reached in each particular case.

Maintenance
Work

Article 18.

The provisions of the preceding Articles 14 to 17 shall not relate to :

(a) The sector of the Thaya under the syndicate referred to in Article 19, paragraph 1, to which the provisions of Section B of the present Treaty shall apply ;

(b) The frontier sector of the Thaya between Čišov (Zaisa) and Podmolí (Baumöhl), to which the Convention concluded between Czechoslovakia and Austria on March 10, 1921, and referred to in Article 14, paragraph 3, shall apply.

Exceptional
Clauses.

SECTION B.

SPECIAL PROVISIONS APPLICABLE TO THE SECTOR OF THE THAYA FORMERLY MAINTAINED BY AN INTERCOMMUNAL SYNDICATE.

Article 19.

1. Whereas the provincial law of Lower Austria, dated December 10, 1902, *Landesgesetzblatt* No. 4 of 1903, and the provincial law of Moravia, dated December 10, 1902, *Landesgesetzblatt* No. 1 of 1903, concerning the promulgation of a new statute for the

Regulation
and upkeep.

truction des ouvrages de régularisation et de l'entretien du secteur de la Thaya depuis la frontière des communes de Jaroslavice (Joslowitz) et de Křidlovice (Grillowitz) en Moravie jusqu'à la frontière de la Basse-Autriche à Alt-Prerau, ainsi que des bras latéraux compris dans le cahier des charges du syndicat, ne sont plus applicables en raison du changement de souveraineté ; les deux Etats prendront les dispositions nécessaires pour substituer une nouvelle réglementation à celle qui avait été prévue par lesdites lois et pour procéder à la liquidation du syndicat, en tenant compte des dispositions du présent traité.

2. Cette liquidation sera effectuée d'après les règles suivantes :

a) Une commission, composée d'un représentant de chacun des deux Etats contractants, examinera la situation de fortune du syndicat, et déterminera l'actif existant (droits et engagements).

b) Les droits existants seront réalisés, et le produit sera affecté, avant tout, à couvrir les engagements éventuels.

c) L'excédent des droits ou des engagements sera transféré par moitié aux deux Etats contractants, à moins que ces derniers ne conviennent d'un autre mode de règlement.

d) Les Etats contractants auront la faculté de transférer l'actif qui leur a été attribué, conformément à la disposition précédente, aux organes qui seront chargés, à l'avenir, de l'entretien des ouvrages en question.

e) Les archives (documents, cartes, plans, etc.) du syndicat seront réparties entre les deux Etats contractants de manière que chaque Etat reçoive tous les documents, cartes, plans, etc., afférents aux secteurs dont ils auront à assumer l'entretien aux termes des dispositions de l'alinéa 3 du présent article.

3. Pour l'entretien des secteurs fluviaux attribués au syndicat par les lois susmentionnées, qu'il s'agisse des travaux courants d'entretien ou de mesures extraordinaires à prendre à la suite d'une catastrophe causée par les hautes eaux, il sera fait application à l'avenir, dans la mesure où il s'agit du règlement des questions concernant les deux Etats, des dispositions ci-après :

a) La République tchécoslovaque se chargera, dans le secteur de la Thaya indiqué à l'alinéa 1, de l'entretien, à ses frais, des profils et des ouvrages de protection qui ont été calculés et exécutés sur la base d'un débit maximum d'eau de 160 m³ à la seconde. La République tchécoslovaque assurera, en outre, à ses propres frais l'entretien des affluents de la rive gauche dudit secteur de la Thaya, et pour ce qui concerne les bras de la rive droite, l'entretien du fossé de Danisch et du bras de la Thaya qui sert à l'alimentation des moulins, depuis le moulin de Jaroslavice (Joslowitz) jusqu'à la frontière nationale à proximité de l'aqueduc de Blaustauden.

b) La République d'Autriche assurera à ses frais l'entretien du reste du secteur du bras de la Thaya qui sert à l'alimentation des moulins et celui des autres bras de la rive droite.

c) Les obligations relatives à l'exécution de travaux d'entretien et de curage dans les secteurs fluviaux mentionnés aux lettres *a)* et *b)* — y compris les ouvrages s'y trouvant — qui seraient à la charge de parties autres que le syndicat mentionné à l'alinéa 1 du présent article, dont les obligations ont été déjà réglées aux lettres *a)* et *b)*, subsistent intégralement, pour autant que ces obligations reposent sur des titres spéciaux (concessions de droits d'usage de l'eau, conventions, etc.). En ce qui concerne les obligations de cette nature, il sera fait application des dispositions de la dernière phrase de l'alinéa 1 de l'article 27 du Statut de la frontière austro-tchécoslovaque.

4. L'entretien des bras fluviaux mentionnés ci-dessus doit être assuré de manière à garantir la durée et la solidité des ouvrages et à maintenir les profils d'écoulement libres de tous dépôts ou de toute végétation nuisible.

syndicate responsible for the reconstruction of the regulation works and for the upkeep of the sector of the Thaya between the frontier of the Moravian communes of Jaroslavice (Joslowitz) and Křidlovice (Grillowitz) and the Lower Austrian frontier at Alt-Prerau, as well as upkeep of certain lateral channels are no longer applicable in view of the change of sovereignty, the two States shall take the necessary measures to substitute new regulations for those provided in the said laws and also to wind up the syndicate, due regard being had to the provisions of the present Treaty.

2. This winding up shall be carried out in accordance with the following rules :

(a) A Commission consisting of one representative of each of the two Contracting States shall examine the financial circumstances of the Syndicate and shall ascertain its present financial position (assets and liabilities) ;

(b) Existing assets shall be realised and the proceeds shall in the place be employed to cover any existing liabilities ;

(c) One half of the balance of the assets and liabilities shall be transferred to each of the two Contracting States unless they have agreed upon any other method of settlement ;

(d) The Contracting States shall reserve to themselves the right to transfer the property taken over by them in accordance with the foregoing provisions to those bodies responsible for the future maintenance of the works in question ;

(e) The records (documents, maps, plans, etc.) of the syndicate shall be distributed between the two Contracting States in such a manner that each State receives all documents, maps, plans, etc. relating to the fluvial sectors to be maintained by it in accordance with the provisions of paragraph 3 of the present Article.

3. In regard to the upkeep of the fluvial sectors allocated to the syndicate in accordance with the aforementioned laws, the following provisions shall henceforth be applied in cases calling for inter-state settlement whether they relate to current upkeep or to exceptional measures required as a result of a flood disaster :

(a) The Czechoslovak Republic shall be responsible in the sector of the Thaya indicated in paragraph 1 for the maintenance at its own cost of those slopes and protective works which were calculated and executed on the basis of a maximum discharge of 160 cubic metres of water per second. The Czechoslovak Republic shall furthermore provide for the upkeep at its own cost of the tributaries on the left bank of the aforesaid sector of the Thaya and, as regards the channels on the right bank, for the upkeep of the Danisch ditch and the Thaya mill-race from the mill at Jaroslavice (Joslowitz) to the state frontier in the vicinity of the Blaustauden aqueduct.

(b) The Austrian Republic shall at its own cost provide for the upkeep of the remaining portion of the Thaya mill-race and of the remaining channels on the right bank.

(c) Any obligations in regard to the execution of upkeep or cleansing work in the fluvial sectors mentioned in (a) and (b), including the works situated in these sectors, which have been assumed by parties other than the syndicate mentioned in paragraph 1 of the present Article, — the obligations of which have already been dealt with in (a) and (b), — shall remain unaffected in so far as they are based on special claims (permits granting fluvial rights, agreements etc.). In respect of such obligations the provisions of Article 27, paragraph 1, last sentence, of the Czechoslovak-Austrian frontier statute shall apply.

4. The upkeep of the aforesaid channels shall be carried out in such a way that the security of the constructive works is assured and the discharge slopes are kept free from harmful deposits and harmful vegetation.

5. Les Etats contractants se garantissent le contrôle technique réciproque de l'exécution des travaux d'entretien décrits aux alinéas 3 et 4.

Article 20.

Extraction
de sable et
de gravier.

1. Les habitants des communes autrichiennes qui, aux termes des lois mentionnées à l'alinéa 1 de l'article 19, sont comprises dans le syndicat des travaux d'entretien de la Thaya, à savoir Hanfthal, Laa, Unter-Stinkenbrunn, Wulzeshofen, Zwingendorf, Neudorf et Ungerndorf, ainsi que le domaine d'Alt-Prerau, sont autorisés, sous réserve de l'observation des dispositions légales et contre versement des indemnités convenues avec les communes tchécoslovaques intéressées pour l'entretien des routes, chemins et talus d'accès utilisés à cet effet, à extraire gratuitement du sable et du gravier sur les points suivants du territoire tchécoslovaque :

- a) Près du pont de la Thaya à Trávní dvůr (Trabinghof).
- b) Au gué de Ruhof.
- c) A Anenský dvůr (Annahof).
- d) En amont du pont de la Thaya à Dyjakovice (Gross-Tajax), et
- e) En amont du pont de Zwingen à Hradek (Erdberg).

2. L'exportation en Autriche des matériaux ainsi extraits s'effectuera en franchise.

Article 21.

Protection
de la
commune
de Laa
contre les
hautes
eaux.

La commune de Laa est autorisée à assurer, en territoire tchécoslovaque également, le service de défense pendant les hautes eaux sur toute l'étendue des digues qui constituent la protection de la commune contre les hautes eaux ; elle devra toutefois, ce faisant, tenir compte des instructions éventuelles des autorités tchécoslovaques chargées de la conservation de ces digues.

SECTION C

COMMISSION TECHNIQUE MIXTE

Article 22.

Objet de la Commission Une « Commission technique mixte » sera instituée en vue d'assurer l'unité de vues et l'accord sur toutes les questions qui font l'objet du présent traité.

Article 23.

Composition de la Commission. Chaque Etat contractant nomme un plénipotentiaire à la Commission technique mixte. Le plénipotentiaire a le droit de faire participer des experts aux séances de la commission.

Article 24.

Attribution
de la
Commission.

La Commission technique mixte a pour fonctions :

- a) De donner son avis sur les projets d'ensemble de tous les travaux rentrant dans le cadre du présent traité et sur le programme des travaux de régularisation à exécuter (à l'exception des ouvrages des digues) et spécialement sur le programme de construction de l'année suivante.

5. The Contracting States guarantee each other reciprocal technical inspection when executing the maintenance work described in paragraphs 3 and 4.

Article 20.

1. Subject to compliance with the legal provisions and subject to the contributions for the upkeep of roads, paths and ramps in use fixed by agreement with the Czechoslovak communes concerned, the inhabitants of those Austrian communes, included in the syndicate for the upkeep of works on the Thaya, in virtue of the laws mentioned in Article 19, paragraph 1, namely Hanfthal, Laa, Unter-Stinkenbrunn, Wulzeshofen, Zwingendorf, Neudorf and Ungerndorf, and likewise the estate of Alt-Prerau, shall be authorised to extract sand and gravel free of charge from the following points in Czechoslovak territory :

Sand and gravel extracted from the Thaya.

- (a) By the Thaya bridge at Trávní dvůr (Trabinghof),
- (b) At the Ruhof ford,
- (c) At Anenský dvůr (Annahof)
- (d) Above the Thaya bridge at Dyjákovice (Gross-Tajax) and
- (e) Above the Zwingen bridge at Hrádek (Erdberg).

2. The material thus extracted may be exported to Austria free of duty.

Article 21.

The commune of Laa shall be authorised to undertake the defence service within Czechoslovak territory against flood waters along the whole series of dykes constituting the commune's protection against floods ; in doing so it shall however take into consideration any instructions issued by the Czechoslovak authorities responsible for the conservation of these dykes.

Protection of the Commune of Laa against flood waters.

SECTION C.

JOINT TECHNICAL COMMISSION.

Article 22.

A " Joint Technical Commission " shall be set up to ensure uniformity and agreement on all questions dealt with in the present Treaty.

Purpose of the Commission

Article 23.

Each Contracting State shall appoint a representative with full powers to the Joint Technical Commission. This representative shall be entitled to arrange for the attendance of technical bodies at the meetings.

Composition of the Commission.

Article 24.

The Joint Technical Commission shall have the following duties :

- (a) To give its opinion on the general plans for all work included within the scope of the present Treaty and on the building plans for the regulation works to be carried out (except the construction of dykes) and more especially the plans for the following year ;

Terms of reference of the Commission.

b) De donner son avis sur les projets de détail des travaux à exécuter à frais communs, ainsi que sur les projets de détail des travaux de régularisation du lit des eaux moyennes ; d'expertiser les ouvrages en cours d'exécution ou dont la construction est achevée ; de procéder à la vérification quant au fond des décomptes des travaux.

c) De donner son avis sur les projets de détail des digues relativement au tracé de l'axe et à la hauteur d'établissement de la crête, en se fondant sur le projet général approuvé de part et d'autre.

d) De procéder à toutes les études, négociations et inspections sur les lieux, nécessaires pour les travaux mentionnés aux lettres *a)* et *b)* ci-dessus.

e) De formuler toutes propositions tendant à la modification du présent traité ou à la conclusion de nouveaux accords.

Article 25.

Séances,
procès-ver-
baux, déci-
sion, reparti-
tion des
dépenses.

1. La commission siégera alternativement sur le territoire de l'un et de l'autre des Etats contractants, à moins qu'à la suite de circonstances spéciales, il n'en ait été décidé autrement d'un commun accord.

2. Le plénipotentiaire de l'Etat sur le territoire duquel se réunira la commission, procède à sa convocation et préside aux délibérations.

3. La commission devra être convoquée dans un délai d'un mois, à la demande de l'un des plénipotentiaires, et au moins une fois par an. Une proposition est considérée comme adoptée lorsque les deux plénipotentiaires s'y rallient. Un procès-verbal de chaque séance sera dressé en double expédition dans les langues des Etats contractants et sera signé par les deux plénipotentiaires. Les procès-verbaux devront être soumis à l'approbation des autorités centrales compétentes. Les décisions qui y sont insérées ne deviennent obligatoires qu'après l'approbation desdits procès-verbaux.

4. Les frais personnels afférents à l'activité de la Commission technique mixte sont supportés par chaque Etat pour les personnes déléguées par lui.

SECTION D

DISPOSITIONS GÉNÉRALES ET FINALES

Article 26.

Relations
de service.

Les Etats contractants se communiqueront mutuellement les noms des autorités et des services publics chargés de l'application du présent traité. Les autorités et services publics en question, ainsi que les plénipotentiaires des deux Etats (article 23) pourront communiquer directement et par écrit au sujet des questions faisant l'objet du présent traité.

Article 27.

Régime des
droits
d'usage
de l'eau.

En ce qui concerne le régime international des ouvrages de protection et de régularisation des eaux, qui sont régis par les dispositions du présent traité, il sera fait application des dispositions de l'alinéa 8 de l'article 31 du Statut de la frontière austro-tchécoslovaque.

Article 28.

Programme
de construc-
tion de di-
gues.

Les Etats contractants se communiqueront réciproquement, et en temps voulu, à savoir au moins un an avant le commencement des travaux projetés, les programmes de construction de digues.

(b) To give its opinion on the detailed plans for the work to be carried out for the joint account of both parties and on the detailed plans for the regulation of the normal water channel ; to give an expert valuation of works under construction or already constructed ; to check the building accountancy ;

(c) To give its opinion on the detailed plans for the construction of dykes with reference to the contour of the dykes and the height to which the crest is to be carried, due consideration being given to the general plan approved by both parties ;

(d) To undertake all necessary investigations, negotiations and inspections on the spot in regard to the work mentioned under (a) and (d) ;

(e) To formulate any proposals for the amendment of the present Treaty or for the conclusion of new agreements.

Article 25.

1. The Commission shall meet alternately in the territory of either Contracting State unless otherwise arranged by mutual consent in view of special circumstances.

Meetings,
minutes,
resolutions,
defraying
of personal
expenses.

2. The representative of that State within whose territory the meeting is to take place shall convene the meeting and conduct its proceedings.

3. The Commission shall be convened within a period of one month at the request of one representative and shall in any case be convened not less than once a year. A proposal shall be held to be adopted if both representatives agree thereto. Minutes of each meeting shall be drawn up in two copies in the languages of the Contracting States and be signed by the two representatives. The minutes shall be submitted to the competent central authorities for their approval. Resolutions contained therein shall only become binding after the minutes have been approved.

4. Personal expenses arising out of the work of the Joint Technical Commission shall be borne by each State in respect of persons delegated by it.

SECTION D.

GENERAL AND FINAL PROVISIONS.

Article 26.

The Contracting States shall communicate to each other the names of the authorities and public services responsible for the execution of the present Treaty. The said authorities and public services and the representatives of the two States (Article 23) may communicate with each other direct and in writing on questions dealt with in the present Treaty.

Official
relations.

Article 27.

In the case of protective works against flood-water and regulation work governed by the present Treaty, the inter-state negotiations shall be carried out in accordance with paragraph 8 of Article 31 of the Czechoslovak-Austrian frontier statute.

Negotiations
concerning
fluvial law.

Article 28.

The Contracting States shall give each other due notice of plans for the construction of dikes, to wit, not less than one year before starting upon the proposed work.

Plans for the
construction
of dikes.

Article 29.

Passage de
la frontière
et traite-
ment
douanier.

1. En ce qui concerne le passage de la frontière, à l'occasion des travaux et autres fonctions prévus par le présent traité, il sera fait application des dispositions de l'article 68 du Statut de la frontière austro-tchécoslovaque.

2. Les Etats contractants se garantissent réciproquement l'entrée en franchise des matériaux de construction nécessaires pour les travaux rentrant dans le cadre du présent traité, lorsque ces travaux sont exécutés par un Etat sur le territoire de l'autre, soit à ses propres frais, soit à frais communs. Il en sera de même pour les instruments et l'outillage utilisés pour ces travaux, à condition qu'ils soient réexportés après l'achèvement des travaux.

3. Les Etats contractants s'accorderont mutuellement toutes les facilités possibles pour le transport au delà de la frontière des matériaux de construction, des instruments et de l'outillage prévus par le présent traité.

Article 30.

Ratification
et durée.

Le présent traité sera ratifié, et l'échange des instruments de ratification aura lieu à Vienne, dans le plus bref délai possible. Le traité entrera en vigueur à l'expiration d'un délai de quatre semaines à partir de l'échange des instruments de ratification et pourra être dénoncé par chacun des Etats contractants, avant la fin d'une année civile, pour la fin de l'année suivante.

Le présent traité a été établi en deux exemplaires originaux, de teneur identique, en langues tchécoslovaque et allemande, les deux textes faisant également foi.

En foi de quoi les plénipotentiaires ont signé le présent traité et y ont apposé leurs cachets.

Fait à Prague le douze décembre mil neuf cent vingt-huit.

Ing. Václav ROUBÍK *m. p.*

Ing. Rudolf HOLENIA *m. p.*

PROTOCOLE FINAL

AU TRAITÉ ENTRE LA RÉPUBLIQUE TCHÉCOSLOVAQUE ET LA RÉPUBLIQUE D'AUTRICHE
POUR LE RÈGLEMENT DES QUESTIONS TECHNIQUES ET ÉCONOMIQUES DANS LES SECTEURS
FRONTIÈRES DU DANUBE, DE LA MORAVA ET DE LA THAYA.

Lors de la signature du présent traité, les plénipotentiaires soussignés sont convenus des déclarations suivantes :

Les dispositions du présent traité n'effectent en rien les obligations des Etats contractants découlant d'autres traités internationaux.

Dans les cas où il est fait mention, dans le présent traité, des frais à supporter par les Etats, la question de la contribution éventuelle à ces frais d'autres organes que l'Etat lui-même est une affaire interne de chaque Etat.

Le présent protocole final forme partie intégrante du présent traité et ne requiert pas de ratification spéciale.

Fait à Prague, le douze décembre mil neuf cent vingt huit.

Ing. Václav ROUBÍK *m. p.*

Ing. Rudolf HOLENIA *m. p.*

Article 29.

1. In regard to the crossing of the frontier in connection with works and other duties provided for under the present Treaty, the provisions of Article 68 of the Czechoslovak-Austrian frontier statute shall apply.

Crossing
of the
frontier
and Customs
questions

2. The Contracting States shall accord one another exemption in the matter of Customs duties and other charges for building material required for works under the present Treaty in the event of such works being carried out by one State within the territory of the other State, whether at its own expense or at the expense of the two States jointly. The same shall apply to the tools and gear required for such work, subject to their re-export on completion of the work.

3. The Contracting States shall accord one another all facilities in respect of the transport across the frontier of the building material, tools and gear referred to in the present Treaty.

Article 30.

The present Treaty shall be ratified and the instruments of ratification shall be exchanged at Vienna as soon as possible. The Treaty shall come into force four weeks after the exchange of the instruments of ratification and may be denounced by either Contracting State before the end of any calendar year with effect from the end of the following year.

Ratification
and duration
of validity.

The present Treaty was drawn up in two originals of like tenor in the Czechoslovak and German languages, both texts being equally authentic.

In faith whereof the Plenipotentiaries have signed the present Treaty and have thereto affixed their seals.

Done at Prague, December the twelfth, One thousand nine hundred and twenty-eight.

Ing. Václav ROUBÍK, *m. p.*

Ing. Rudolf HOLENIA, *m. p.*

FINAL PROTOCOL

TO THE TREATY BETWEEN THE CZECHOSLOVAK REPUBLIC AND THE AUSTRIAN REPUBLIC FOR THE SETTLEMENT OF TECHNICAL AND ECONOMIC QUESTIONS ON THE FRONTIER SECTORS OF THE DANUBE, MORAVA AND THAYA.

On signing the present Treaty the undersigned Plenipotentiaries have agreed upon the following declarations:

The provisions of the present Treaty shall be without prejudice to obligations of the Contracting States arising out of other international Treaties.

Wherever mention is made in the present Treaty of costs to be borne by the States, the question of the eventual contribution of these funds by bodies other than the State itself shall be a matter for domestic settlement within each State.

The present Final Protocol shall constitute an integral part of the present Treaty and shall not require separate ratification.

Done at Prague, December the twelfth, One thousand nine hundred and twenty-eight.

Ing. Václav ROUBÍK, *m. p.*

Ing. Rudolf HOLENIA, *m. p.*

N° 2475.

**ÉGYPTE
ET TCHÉCOSLOVAQUIE**

Echange de notes comportant un
arrangement commercial provisoire.
Le Caire, le 16 mars 1930.

**EGYPT
AND CZECHOSLOVAKIA**

Exchange of Notes constituting a
Provisional Commercial Agree-
ment. Cairo, March 16, 1930.

N^o 2475. — ÉCHANGE DE NOTES¹ ENTRE LES GOUVERNEMENTS
EGYPTIEN ET TCHÉCOSLOVAQUE COMPORTANT UN ARRANGE-
MENT COMMERCIAL PROVISOIRE. LE CAIRE, LE 16 MARS 1930.

*Texte officiel français communiqué par le délégué permanent de la République tchécoslovaque auprès
de la Société des Nations. L'enregistrement de cet échange de notes a eu lieu le 30 septembre 1930.*

MINISTÈRE
DES AFFAIRES ÉTRANGÈRES.
DIRECTION DES AFFAIRES POLITIQUES
ET COMMERCIALES.
N^o I. 23/2 (12).

LE CAIRE, le 16 mars 1930.

MONSIEUR LE CHARGÉ D'AFFAIRES,

Me référant aux pourparlers engagés au sujet de la conclusion d'un arrangement commercial provisoire entre la Tchécoslovaquie et l'Égypte, j'ai l'honneur de vous informer que le Gouvernement égyptien consent à appliquer le traitement de la nation la plus favorisée à tous les produits du sol et de l'industrie originaires de Tchécoslovaquie importés en Égypte et destinés soit à la consommation, soit à la réexportation ou au transit. Provisoirement ledit traitement sera appliqué aux produits qui seront importés en Égypte par la voie de pays n'ayant pas avec l'Égypte des arrangements commerciaux.

Ce régime est accordé à condition de parfaite réciprocité et sous réserve du régime accordé aux produits soudanais ou qui serait appliqué aux produits de certains pays limitrophes en vertu de conventions régionales.

Le présent arrangement entrera en vigueur aussitôt que vous aurez bien voulu me confirmer l'accord de votre gouvernement. Il pourra être dénoncé par chacune des Parties contractantes moyennant un préavis de deux mois ; il devra être ratifié par les autorités compétentes dans les deux pays et l'échange des instruments de ratification aura lieu à Praha aussitôt que faire se pourra.

Je saisis l'occasion de vous renouveler, Monsieur le Chargé d'Affaires, les assurances de ma haute considération.

Le Ministre des Affaires étrangères,
WACYF BOUTROS GHALI.

Monsieur Vladimir S. Hurban,
Chargé d'Affaires de Tchécoslovaquie.

¹ L'échange des ratifications a eu lieu à Praha, le 23 juillet 1930.
Entré en vigueur provisoirement le 17 mars 1930, et définitivement le 23 juillet 1930.

¹ TRADUCTION. — TRANSLATION.No. 2475. — EXCHANGE OF NOTES ² BETWEEN THE EGYPTIAN AND CZECHOSLOVAK GOVERNMENTS CONSTITUTING A PROVISIONAL COMMERCIAL AGREEMENT. CAIRO, MARCH 16, 1930.

French official text communicated by the Permanent Delegate of the Czechoslovak Republic accredited to the League of Nations. The registration of this Exchange of Notes took place September 30, 1930.

MINISTRY
OF FOREIGN AFFAIRS.
DIRECTORATE OF POLITICAL AND
COMMERCIAL AFFAIRS.

No. I. 23/2(12).

CAIRO, March 16, 1930.

SIR,

With reference to the negotiations that have been set on foot with regard to the conclusion of a provisional agreement between Czechoslovakia and Egypt, I have the honour to inform you that the Egyptian Government is prepared to apply most-favoured-nation treatment to all products of the soil and industry originating in Czechoslovakia, imported into Egypt and intended either for consumption or for re-exportation or conveyance in transit. The said treatment will be applied provisionally to products imported into Egypt through countries which have not concluded commercial agreements with Egypt.

This régime is granted subject to complete reciprocity, a reservation being made in respect of the régime granted to products of the Sudan or any régime that may be applied to the products of certain contiguous countries as a result of regional conventions.

The present agreement shall come into force as soon as you have been so good as to send me confirmation of your Government's acceptance. It may be denounced by either Contracting Party at two months' notice ; it shall be ratified by the competent authorities in the two countries and the exchange of instruments of ratification shall take place at Prague as soon as possible.

I have the honour to be, etc.

WACYF BOUTROS GHALI,
Minister for Foreign Affairs.

Monsieur Vladimir S. Hurban,
Czechoslovak Chargé d'Affaires.

¹ Traduit par le Secrétariat de la Société des Nations, à titre d'information.

¹ Translated by the Secretariat of the League of Nations, for information.

² The exchange of ratifications took place at Prague, July 23, 1930.

Came into force provisionally, March 17, 1930, and finally, July 23, 1930.

VYSLANECTVÍ
REPUBLIKY ČESKOSLOVENSKÉ
V KAHÝŘE.

LÉGATION DE LA
RÉPUBLIQUE TCHÉCOSLOVAQUE
EN EGYPTÉ.

N° 690.

LE CAIRE, le 16 mars 1930.

MONSIEUR LE MINISTRE,

J'ai l'honneur d'accuser réception de la lettre de Votre Excellence N° 1.23/2(12) du 16 mars 1930, ainsi conçue :

Me référant aux pourparlers engagés au sujet de la conclusion d'un arrangement commercial provisoire entre la Tchécoslovaquie et l'Égypte, j'ai l'honneur de vous informer que le Gouvernement égyptien consent à appliquer le traitement de la nation la plus favorisée à tous les produits du sol et de l'industrie originaires de Tchécoslovaquie importés en Égypte et destinés soit à la consommation, soit à la réexportation ou au transit. Provisoirement ledit traitement sera appliqué aux produits qui seront importés en Égypte par la voie de pays n'ayant pas avec l'Égypte des arrangements commerciaux.

Ce régime est accordé à condition de parfaite réciprocité et sous réserve du régime accordé aux produits soudanais, ou qui serait appliqué aux produits de certains pays limitrophes, en vertu de conventions régionales.

Le présent arrangement entrera en vigueur aussitôt que vous aurez bien voulu me confirmer l'accord de votre gouvernement. Il pourra être dénoncé par chacune des Parties contractantes moyennant un préavis de deux mois ; il devra être ratifié par les autorités compétentes dans les deux pays, et l'échange des instruments de ratification aura lieu à Praha aussitôt que faire se pourra.

En réponse, je m'empresse de confirmer à Votre Excellence l'accord de la République tchécoslovaque sur les bases ci-dessus sous réserve du traitement qui serait accordé par la République tchécoslovaque à des pays limitrophes ou des avantages résultant d'une union douanière.

Je saisis l'occasion de vous renouveler, Monsieur le Ministre, les assurances de ma haute considération.

Vladimír S. HURBAN.

Son Excellence
Wacyf Boutros Ghali Pacha,
Ministre des Affaires étrangères,
Le Caire.

Copie certifiée conforme :
Praha, le 12 juillet 1930.

D^r B. Matouš
Directeur des Archives a. i.

LEGATION
OF THE CZECHOSLOVAK REPUBLIC
IN EGYPT.
No. 690.

CAIRO, *March* 16, 1930.

YOUR EXCELLENCY,

I have the honour to acknowledge receipt of your letter No. 1.23/2(12) of March 16, 1930, which reads as follows :

With reference to the negotiations that have been set on foot with regard to the conclusion of a provisional agreement between Czechoslovakia and Egypt, I have the honour to inform you that the Egyptian Government is prepared to apply most-favoured-nation treatment to all products of the soil and industry originating in Czechoslovakia imported into Egypt and intended either for consumption or for re-exportation or conveyance in transit. The said treatment will be applied provisionally to products imported into Egypt through countries which have not concluded commercial agreements with Egypt.

This régime is granted subject to complete reciprocity, a reservation being made in respect of the régime granted to products of the Sudan or any régime that may be applied to the products of certain contiguous countries as a result of regional conventions.

The present agreement shall come into force as soon as you have been so good as to send me confirmation of your Government's acceptance. It may be denounced by either Contracting Party at two months' notice ; it shall be ratified by the competent authorities in the two countries and the exchange of instruments of ratification shall take place at Prague as soon as possible.

In reply I hasten to send Your Excellency confirmation of the agreement of the Czechoslovak Republic on the basis set forth above, a reservation being made in respect of the treatment which may be granted by the Czechoslovak Republic to contiguous countries or in respect of the advantages resulting from a Customs union.

I have the honour to be, etc.

Vladimír S. HURBAN.

His Excellency
Wacyf Boutros Ghali Pasha,
Minister for Foreign Affairs,
Cairo.

N° 2476.

HONGRIE ET ROUMANIE

Echange de notes comportant un accord commercial provisoire, Budapest, le 10 août 1930, et échanges de notes prorogeant cet accord, Budapest, les 23 et 27 décembre 1930, 29 et 30 mars, 30 juin et 1^{er} juillet 1931.

HUNGARY AND ROUMANIA

Exchange of Notes constituting a Provisional Commercial Agreement, Budapest, August 10, 1930, and Exchanges of Notes prorogating this Agreement, Budapest, December 23 and 27, 1930, March 29 and 30, June 30 and July 1st, 1931.

N^o 2476. — ÉCHANGE DE NOTES ENTRE LES GOUVERNEMENTS HONGROIS ET ROUMAIN COMPORTANT UN ACCORD COMMERCIAL PROVISOIRE. BUDAPEST, LE 10 AOUT 1930.

Texte officiel français communiqué par le ministre résident, chef de la Délégation hongroise auprès de la Société des Nations, et par l'envoyé extraordinaire et ministre plénipotentiaire de Roumanie auprès de la Société des Nations. L'enregistrement de cet échange de notes a eu lieu le 30 septembre 1930.

BUDAPEST, le 10 août 1930.

MONSIEUR LE MINISTRE,

LE GOUVERNEMENT ROYAL DE HONGRIE et LE GOUVERNEMENT ROYAL DE ROUMANIE étant convenus de régler provisoirement leurs rapports commerciaux réciproques, j'ai l'honneur de communiquer à Votre Excellence que le Gouvernement royal hongrois approuve les stipulations suivantes :

Article premier.

Les ressortissants et les entreprises ayant personnalité juridique de chacun des deux pays jouiront sur le territoire de l'autre pour leur personne et leurs biens, leurs droits et intérêts du traitement de la nation la plus favorisée, pour tout ce qui concerne l'établissement, l'exercice de leur commerce ou de leur industrie, ainsi qu'en ce qui concerne les impôt et autres taxes.

Les produits naturels ou fabriqués de chacun des deux pays pour tout ce qui concerne l'importation, l'exportation, l'entreposage, la réexportation, le transit et en général pour toutes les opérations commerciales, de même que les navires, pour tout ce qui a trait à la navigation dans les eaux et les ports de l'autre pays, jouiront également du traitement accordé à la nation la plus favorisée.

Par conséquent, chacun des deux pays s'engage à faire profiter l'autre, immédiatement et sans compensation, de toute faveur, de tous privilèges ou abaissements de droits qu'il a déjà accordés ou pourrait accorder par la suite, sous les rapports mentionnés, à un tiers pays quelconque.

Article II.

Le traitement de la nation la plus favorisée se rapporte également au montant, à la garantie et à la perception des droits d'importation et autres droits, ainsi qu'aux formalités douanières et à leur application aux procédés, aux conditions de paiement de droits de douane et autres droits, à la classification de marchandises, à l'interprétation des tarifs de douane et aux procédés d'analyse des marchandises.

¹ TRADUCTION. — TRANSLATION.

No. 2476. — EXCHANGE OF NOTES BETWEEN THE HUNGARIAN AND ROUMANIAN GOVERNMENTS CONSTITUTING A PROVISIONAL COMMERCIAL AGREEMENT. BUDAPEST, AUGUST 10, 1930.

French official text communicated by the Resident Minister, Head of the Hungarian Delegation accredited to the League of Nations, and by the Roumanian Envoy Extraordinary and Minister Plenipotentiary accredited to the League of Nations. The registration of this Exchange of Notes took place September 30, 1930.

BUDAPEST, August 10, 1930.

YOUR EXCELLENCY,

THE ROYAL HUNGARIAN GOVERNMENT and THE ROYAL ROUMANIAN GOVERNMENT having agreed to effect a provisional regulation of their reciprocal commercial relations, I have the honour to inform you that the Royal Hungarian Government approves the following provisions :

Article I.

The nationals of each of the two countries, including undertakings having the status of legal persons, shall enjoy most-favoured-nation treatment in the territory of the other in respect of their persons and property, rights and interests, in all matters appertaining to the establishment and exercise of their commerce and industry, and also in respect of taxes and other dues.

The natural or manufactured products of each of the two countries shall also enjoy most-favoured-nation treatment in all matters appertaining to importation, export, warehousing, re-export, transit and in general all commercial transactions : and similarly the vessels of each country shall enjoy most-favoured-nation treatment in all matters appertaining to navigation in the waters and ports of the other country.

Consequently, each of the two countries undertakes immediately and without compensation to grant the other the benefit of any favours, privileges or reductions of duty now or in the future accorded to any third country in the connections above specified.

Article II.

Most-favoured-nation treatment shall also be applicable in respect of the amount, guarantee and collection of import or other duties, and also in respect of Customs formalities and their application, procedure, terms of payment of Customs and other duties, classification of goods, interpretation of Customs tariffs and procedure for the analysis of goods.

¹ Traduit par le Secrétariat de la Société des Nations, à titre d'information.

¹ Translated by the Secretariat of the League of Nations, for information.

Article III.

Les deux pays s'accordent réciproquement le traitement de la nation la plus favorisée en ce qui concerne le régime des prohibitions et restrictions à l'importation et à l'exportation.

Article IV.

Le traitement de la nation la plus favorisée ne s'applique pas en ce qui concerne :

- a) Les faveurs spéciales qui ont été ou seront accordées aux Etats limitrophes pour faciliter le trafic de frontière ;
- b) Le régime spécial d'importation destiné à faciliter les règlements financiers résultant de la guerre de 1916-1918 ;
- c) Les droits ou privilèges nouveaux qui seraient accordés à l'avenir par l'un des deux pays dans les conventions plurilatérales auxquelles l'autre ne participe pas, si lesdites conventions sont conclues sous les auspices de la Société des Nations, enregistrées par elle et ouvertes à l'adhésion de tous les États ; toutefois, le bénéfice des droits ou privilèges envisagés pourra être revendiqué par le pays intéressé, si lesdits droits ou privilèges sont stipulés également dans des conventions autres que les conventions collectives répondant aux conditions ci-dessus, ou encore si le pays qui en réclame la jouissance est disposé à accorder la réciprocité de traitement ;
- d) Les droits et privilèges accordés à un ou plusieurs autres Etats limitrophes à la suite d'une union douanière.

Article V.

Le régime prévu à l'annexe II de l'Arrangement commercial¹ conclu entre la Hongrie et la Roumanie le 16 avril 1924 (dispositions concernant la facilitation du trafic frontière local), est prolongé pour toute la durée du présent accord.

Article VI.

Les demandes d'autorisation concernant le transit des animaux vivants de la Roumanie à travers la Hongrie seront examinées loyalement et sans retard.

Article VII.

Le présent accord entrera en vigueur le 1^{er} septembre 1930 et demeurera exécutoire jusqu'à la mise en vigueur de la Convention d'établissement, de commerce et de navigation entre la Hongrie et la Roumanie, paraphée en date de ce jour ou au plus tard jusqu'au 1^{er} janvier 1931.

En priant Votre Excellence de vouloir bien me faire parvenir une note analogue à la présente, je profite de l'occasion pour vous offrir, Monsieur le ministre, l'assurance de ma très haute considération.

A. DE NICKL, *m. p.*

Son Excellence
Monsieur V. Grigorcea,
Envoyé extraordinaire et
Ministre plénipotentiaire de Roumanie,
Budapest.

¹ Vol. XLVI, page 95, de ce recueil.

Article III.

The two countries shall accord one another most-favoured-nation treatment in regard to the system of import and export restrictions and prohibitions.

Article IV.

Most-favoured-nation treatment shall not be applicable to :

- (a) Special favours now or in the future accorded to neighbouring States for the purpose of facilitating frontier traffic ;
- (b) Special arrangements in regard to imports for the purpose of facilitating the financial settlements arising out of the war of 1916-1918 ;
- (c) Such new rights or privileges as may in the future be accorded by one of the two countries in plurilateral conventions to which the other country is not a party, if such conventions are concluded under the auspices of the League of Nations and are registered by the League and are open for accession by all States : nevertheless, the benefits of such rights or privileges may be claimed by the country concerned, if provision is also made for the concession of the said rights or privileges in conventions other than collective conventions fulfilling the conditions above specified, or if the country which claims the benefit of them is prepared to grant reciprocity of treatment ;
- (d) Rights or privileges accorded to one or more other neighbouring States in virtue of a Customs Union.

Article V.

The system prescribed in Annex II of the Commercial Agreement¹ concluded between Hungary and Roumania on April 16, 1924, (provisions for facilitating local frontier traffic), is hereby prolonged for the entire duration of the present Agreement.

Article VI.

Applications for authorisation of the transit of live animals from Roumania through Hungary shall be given impartial consideration without delay.

Article VII.

The present Agreement shall come into force on September 1, 1930, and shall remain valid until the coming into force of the Convention on Establishment, Commerce and Navigation between Hungary and Roumania, initialled to-day or not later than January 1, 1931.

Requesting Your Excellency to be good enough to transmit to me a note in the same terms as the present, I have the honour, etc.

A. DE NICKL, *m. p.*

To His Excellency
Monsieur V. Grigorcea,
Roumanian Envoy Extraordinary and
Minister Plenipotentiary,
Budapest.

¹ Vol. XLVI, page 95, of this Series.

BUDAPEST, le 10 août 1930.

MONSIEUR LE MINISTRE,

LE GOUVERNEMENT ROYAL DE ROUMANIE et LE GOUVERNEMENT ROYAL DE HONGRIE étant convenus de régler provisoirement leurs rapports commerciaux réciproques, j'ai l'honneur de communiquer à Votre Excellence que le Gouvernement royal roumain approuve les stipulations suivantes :

Article premier.

Les ressortissants et les entreprises ayant personnalité juridique de chacun des deux pays jouiront sur le territoire de l'autre pour leur personne et leurs biens, leurs droits et intérêts du traitement de la nation la plus favorisée, pour tout ce qui concerne l'établissement, l'exercice de leur commerce ou de leur industrie, ainsi qu'en ce qui concerne les impôts et autres taxes.

Les produits naturels ou fabriqués de chacun des deux pays pour tout ce qui concerne l'importation, l'exportation, l'entrepôt, la réexportation, le transit et, en général, pour toutes les opérations commerciales, de même que les navires, pour tout ce qui a trait à la navigation dans les eaux et les ports de l'autre pays, jouiront également du traitement accordé à la nation la plus favorisée.

Par conséquent, chacun des deux pays s'engage à faire profiter l'autre, immédiatement et sans compensation, de toute faveur, de tous privilèges ou abaissements de droits qu'il a déjà accordés ou pourrait accorder par la suite, sous les rapports mentionnés, à un tiers pays quelconque.

Article II.

Le traitement de la nation la plus favorisée se rapporte également au montant, à la garantie et à la perception des droits d'importation et autres droits, ainsi qu'aux formalités douanières et à leur application, aux procédés, aux conditions de paiement de droits de douane et autres droits, à la classification de marchandises, à l'interprétation des tarifs de douane et aux procédés d'analyse des marchandises.

Article III.

Les deux pays s'accordent réciproquement le traitement de la nation la plus favorisée en ce qui concerne le régime des prohibitions et restrictions à l'importation et à l'exportation.

Article IV.

Le traitement de la nation la plus favorisée ne s'applique pas en ce qui concerne :

- a) Les faveurs spéciales qui ont été ou seront accordées aux Etats limitrophes pour faciliter le trafic de frontière ;
- b) Le régime spécial d'importation destiné à faciliter les règlements financiers résultant de la guerre de 1916-1918 ;
- c) Les droits ou privilèges nouveaux qui seraient accordés à l'avenir par l'un des deux pays dans les conventions plurilatérales auxquelles l'autre ne participe pas, si lesdites conventions sont conclues sous les auspices de la Société des Nations, enregistrées par elle et ouvertes à l'adhésion de tous les Etats ; toutefois, le bénéfice des droits ou privilèges envisagés pourra être revendiqué par le pays intéressé, si lesdits droits ou privilèges sont stipulés également dans des conventions autres que les conventions collectives répondant aux conditions ci-dessus ou encore si le pays qui en réclame la jouissance est disposé à accorder la réciprocité de traitement ;
- d) Les droits et privilèges accordés à un ou plusieurs autres Etats limitrophes à la suite d'une union douanière.

BUDAPEST, August 10, 1930.

YOUR EXCELLENCY,

THE ROYAL ROUMANIAN GOVERNMENT and THE ROYAL HUNGARIAN GOVERNMENT having agreed to effect a provisional regulation of their reciprocal commercial relations, I have the honour to inform you that the Royal Roumanian Government approves the following provisions :

Article I.

The nationals of each of the two countries, including undertakings having the status of legal persons, shall enjoy most-favoured-nation treatment in the territory of the other in respect of their persons and property, rights and interests, in all matters appertaining to the establishment and exercise of their commerce and industry, and also in respect of taxes and other dues.

The natural or manufactured products of each of the two countries shall also enjoy most-favoured-nation treatment in all matters appertaining to importation, export, warehousing, re-export, transit and in general all commercial transactions ; and similarly the vessels of each country shall enjoy most-favoured-nation treatment in all matters appertaining to navigation in the waters and ports of the other country.

Consequently, each of the two countries undertakes immediately and without compensation to grant the other the benefit of any favours, privileges or reductions of duty now or in the future accorded to any third country in the connections above specified.

Article II.

Most-favoured-nation treatment shall also be applicable in respect of the amount, guarantee and collection of import or other duties, and also in respect of Customs formalities and their application procedure, terms of payment of Customs and other duties, classification of goods, interpretation of Customs tariffs and procedure for the analysis of goods.

Article III.

The two countries shall accord one another most-favoured-nation treatment in regard to the system of import and export restrictions and prohibitions.

Article IV.

Most-favoured-nation treatment shall not be applicable to :

(a) Special favours now or in the future accorded to neighbouring States for the purpose of facilitating frontier traffic ;

(b) Special arrangements in regard to imports for the purpose of facilitating the financial settlements arising out of the war of 1916-1918 ;

(c) Such new rights or privileges as may in the future be accorded by one of the two countries in plurilateral conventions to which the other country is not a party, if such conventions are concluded under the auspices of the League of Nations and are registered by the League and are open for accession by all States : nevertheless, the benefits of such rights or privileges may be claimed by the country concerned, if provision is also made for the concession of the said rights or privileges in conventions other than collective conventions fulfilling the conditions above specified, or if the country which claims the benefit of them is prepared to grant reciprocity of treatment ;

(d) Rights or privileges accorded to one or more other neighbouring States in virtue of a Customs Union.

Article V.

Le régime prévu à l'annexe II de l'Arrangement commercial conclu entre la Roumanie et la Hongrie le 16 avril 1924 (dispositions concernant la facilitation du trafic frontière local), est prolongé pour toute la durée du présent accord.

Article VI.

Les demandes d'autorisation concernant le transit des animaux vivants de la Roumanie à travers la Hongrie seront examinées loyalement et sans retard.

Article VII.

Le présent accord entrera en vigueur le 1^{er} septembre 1930 et demeurera exécutoire jusqu'à la mise en vigueur de la Convention d'établissement, de commerce et de navigation entre la Roumanie et la Hongrie, paraphée en date de ce jour ou au plus tard jusqu'au 1^{er} janvier 1931.

En priant Votre Excellence de vouloir bien me faire parvenir une note analogue à la présente, je profite de l'occasion pour vous offrir, Monsieur le Ministre, l'assurance de ma très haute considération.

V. GRIGORCEA, *m. p.*

Son Excellence
Monsieur A. de Nickl,
Envoyé extraordinaire et
Ministre plénipotentiaire,
Budapest.

Pour copie conforme :

Le Ministre des Affaires étrangères :
D. J. Ghika.

Article V.

The system prescribed in Annex II of the Commercial Agreement concluded between Roumania and Hungary on April 16th, 1924, (provisions for facilitating local frontier traffic), is hereby prolonged for the entire duration of the present Agreement.

Article VI.

Applications for authorisation of the transit of live animals from Hungary through Roumania shall be given impartial consideration without delay.

Article VII.

The present Agreement shall come into force on September 1, 1930, and shall remain valid until the coming into force of the Convention on Establishment, Commerce and Navigation between Roumania and Hungary, initialled to-day, or not later than January 1, 1931.

Requesting Your Excellency to be good enough to transmit to me a note in the same terms as the present, I have the honour, etc.

V. GRIGORCEA, *m. p.*

To His Excellency
Monsieur A. de Nickl,
Envoy Extraordinary and
Minister Plenipotentiary,
Budapest.

ÉCHANGE DE NOTES

PROROGÉANT JUSQU'AU 30 JUIN 1931 L'ACCORD DU 10 AOUT 1930. BUDAPEST,
LES 23 ET 27 DÉCEMBRE 1930, ET 29 ET 30 MARS 1931.

*Communiqué par l'envoyé extraordinaire et ministre plénipotentiaire de Roumanie
auprès de la Société des Nations, le 26 mai 1931.*

N^o 4317
Très urgent.

NOTE VERBALE

BUDAPEST, le 23 décembre 1930.

La Légation royale de Roumanie a l'honneur de porter à la connaissance du Ministère royal des Affaires étrangères que le Gouvernement roumain a prorogé de trois mois la validité de l'Arrangement commercial provisoire conclu entre la Hongrie et la Roumanie le 10 août 1930.

En portant ce qui précède à la connaissance de l'honorable Département, cette Légation royale lui saurait gré s'il voulait bien lui faire connaître aussitôt que possible l'avis du Gouvernement royal quant à la prorogation en question.

(L. S.)

Au Ministère royal des Affaires étrangères de Hongrie,
Budapest.

96.181/4
1930.

NOTE VERBALE

Le Ministère royal des Affaires étrangères a l'honneur d'informer la Légation royale de Roumanie que le Gouvernement royal hongrois a pris note de la communication contenue dans la note verbale N^o 4317 en date du 23 décembre 1930, disant que le Gouvernement royal roumain a prorogé de trois mois la validité de l'Arrangement commercial provisoire conclu entre la Hongrie et la Roumanie le 10 août 1930.

Le Ministère royal des Affaires étrangères a l'honneur de porter à la connaissance de la Légation royale de Roumanie que le Gouvernement royal hongrois a pris aussi de sa part les mesures appropriées pour la prorogation de trois mois de la validité dudit arrangement commercial.

BUDAPEST, le 27 décembre 1930.

(L. S.)

Légation royale de Roumanie,
Budapest.

¹ TRADUCTION. — TRANSLATION.

EXCHANGE OF NOTES

EXTENDING THE AGREEMENT OF AUGUST 10, 1930, UNTIL JUNE 30, 1931. BUDAPEST,
DECEMBER 23 AND 27, 1930, AND MARCH 29 AND 30, 1931.

*Communicated by the Envoy Extraordinary and Minister Plenipotentiary of Roumania
accredited to the League of Nations, May 26, 1931.*

No. 4317.
Very urgent.

NOTE VERBALE.

BUDAPEST, *December 23, 1930.*

The Royal Roumanian Legation has the honour to inform the Royal Ministry of Foreign Affairs that the Roumanian Government has extended for three months the validity of the provisional commercial agreement concluded between Hungary and Roumania on August 10, 1930.

In informing the Department of the above, the Royal Legation would be glad to be acquainted at the earliest possible moment with the Royal Government's opinion upon the extension in question.

(L. S.)

To the Royal Hungarian Ministry of Foreign Affairs,
Budapest.

96.181/4
1930.

NOTE VERBALE.

The Royal Ministry of Foreign Affairs has the honour to inform the Royal Roumanian Legation that the Royal Hungarian Government has noted the communication contained in Note Verbale No. 4317, dated December 23, 1930, stating that the Royal Roumanian Government has extended for three months the validity of the provisional commercial agreement concluded between Hungary and Roumania on August 10, 1930.

The Royal Ministry of Foreign Affairs has the honour to inform the Royal Roumanian Legation that the Royal Hungarian Government has also taken steps to extend the validity of the said commercial agreement for three months.

BUDAPEST, *December 27, 1930.*

(L. S.)

To the Royal Roumanian Legation,
Budapest.

¹ Traduit par le Secretariat de la Société des Nations, à titre d'information.

¹ Translated by the Secretariat of the League of Nations, for information.

N° 1180.
Très urgent.

NOTE VERBALE

BUDAPEST, le 29 mars 1931.

La Légation royale de Roumanie a l'honneur de porter à la connaissance du Ministère royal des Affaires étrangères que le Gouvernement roumain a prorogé d'encore trois mois la date de la dénonciation de l'Arrangement commercial provisoire conclu entre la Hongrie et la Roumanie le 10 août 1930, celle-ci ne devant produire ses effets qu'à partir du 1^{er} juillet 1931.

En exprimant l'espoir que cette mesure du Gouvernement roumain trouvera l'approbation du Gouvernement royal hongrois, la Légation royale de Roumanie prie l'honorable Département de vouloir bien lui faire connaître, aussitôt que possible, son avis concernant la prorogation proposée de l'arrangement commercial provisoire en question.

Au Ministère royal des Affaires étrangères de Hongrie,
Budapest.

355/4.
1931.

NOTE VERBALE

Le Ministère royal hongrois des Affaires étrangères a l'honneur de porter à la connaissance de la Légation royale de Roumanie que le Gouvernement royal hongrois a pris note de la communication contenue dans la note verbale N° 1180/1931, en date du 29 mars 1931, disant que le Gouvernement royal de Roumanie a prorogé de trois mois la validité de l'Arrangement commercial provisoire conclu entre la Hongrie et la Roumanie, le 10 août 1930, à Budapest.

Le Ministère royal hongrois des Affaires étrangères a l'honneur d'informer la Légation royale de Roumanie que le Gouvernement royal hongrois a pris aussi de sa part les mesures appropriées pour la prorogation de trois mois de la validité dudit arrangement commercial.

BUDAPEST, le 30 mars 1931.

(L. S.)

Légation royale de Roumanie,
Budapest.

ÉCHANGE DE NOTES

PROROGÉANT JUSQU'AU 31 AOUT 1931 L'ACCORD DU 10 AOUT 1930. BUDAPEST, LES 30 JUIN
ET 1^{er} JUILLET 1931.

*Communiqué par l'envoyé extraordinaire et ministre plénipotentiaire de Roumanie
auprès de la Société des Nations le 15 juillet 1931.*

N° 2629.
Très urgent.

NOTE VERBALE

BUDAPEST, le 30 juin 1931.

La Légation royale de Roumanie a l'honneur de porter à la connaissance du Ministère royal des Affaires étrangères que le Gouvernement roumain a prorogé de sa part de deux mois la validité

No. 1180.
Very urgent.

NOTE VERBALE.

BUDAPEST, March 29, 1931.

The Royal Roumanian Legation has the honour to inform the Royal Ministry of Foreign Affairs that the Roumanian Government has postponed for a further three months the date of the denunciation of the provisional commercial agreement concluded between Hungary and Roumania on August 10, 1930, the said denunciation thus not being due to take effect until July 1, 1931.

In the hope that this step on the part of the Roumanian Government will meet with the approval of the Royal Hungarian Government, the Royal Roumanian Legation requests the Department to be good enough to acquaint it as soon as possible with its opinion regarding the proposed extension of the said provisional commercial agreement.

To the Royal Hungarian Ministry of Foreign Affairs,
Budapest.

355/4.
1931.

NOTE VERBALE.

The Royal Hungarian Ministry of Foreign Affairs has the honour to inform the Royal Roumanian Legation that the Royal Hungarian Government has noted the communication contained in Note Verbale No. 1180/1931, dated March 29, 1931, stating that the Royal Roumanian Government has extended for three months the validity of the provisional commercial agreement concluded between Hungary and Roumania on August 10, 1930, at Budapest.

The Royal Hungarian Ministry of Foreign Affairs has the honour to inform the Royal Roumanian Legation that the Royal Hungarian Government has also taken steps to extend the validity of the said commercial agreement for three months.

BUDAPEST, March 30, 1931.

(L. S.)

Royal Roumanian Legation,
Budapest.

¹ TRADUCTION. — TRANSLATION.

EXCHANGE OF NOTES

EXTENDING THE AGREEMENT OF AUGUST 10, 1930, UNTIL AUGUST 31, 1931. BUDAPEST,
JUNE 30 AND JULY 1ST, 1931.

*Communicated by the Envoy Extraordinary and Minister Plenipotentiary of Roumania
accredited to the League of Nations, July 15, 1931.*

No. 2629.
Very urgent.

NOTE VERBALE.

BUDAPEST, June 30, 1931.

The Royal Roumanian Legation has the honour to inform the Royal Ministry of Foreign Affairs that the Roumanian Government has for its part extended for two months the validity

¹ Traduit par le Secrétariat de la Société des Nations, à titre d'information.

¹ Translated by the Secretariat of the League of Nations, for information.

de l'arrangement provisoire conclu entre la Hongrie et la Roumanie à Budapest le 10 août 1930, à condition cependant que le Gouvernement royal hongrois déclare consentir ce que les négociations pour la conclusion d'une convention commerciale définitive commencent le plus tard le 20 juillet 1931.

En exprimant l'espoir que le Gouvernement royal hongrois voudra bien donner son consentement, la Légation de Roumanie prie l'honorable Département de vouloir bien lui faire connaître aussitôt que possible, la réponse concernant la proposition conditionnelle de proroger de deux mois l'accord commercial provisoire.

Au Ministère royal des Affaires étrangères de Hongrie,
Budapest.

MINISTÈRE ROYAL
DES AFFAIRES ÉTRANGÈRES
DE HONGRIE.

52.891/4.—
1931.

LEGAȚIUNEA REGALĂ ROMÂNĂ

BUDAPESTA Nr. 2634-I-VII-1931.

NOTE VERBALE

Se référant à la Note verbale N° 2629 en date du 30 juin 1931 de la Légation royale de Roumanie et confirmant la déclaration orale faite à Monsieur Blenche par Monsieur Winckler, le Ministère royal hongrois des Affaires étrangères a l'honneur de porter à la connaissance de l'honorable Légation que le Gouvernement royal hongrois est prêt à entamer les négociations pour la conclusion d'une convention commerciale définitive au plus tard le 20 juillet 1931.

Le Gouvernement hongrois prend en même temps note de la décision du Gouvernement royal roumain d'avoir prorogé de deux mois la validité de l'arrangement commercial provisoire entre les deux pays et a l'honneur de communiquer à l'honorable Légation que le Gouvernement royal hongrois a prorogé aussi de sa part de deux mois l'arrangement en question.

BUDAPEST, le 1^{er} juillet 1931.

(L. S.)

A la Légation royale de Roumanie,
Budapest.

of the provisional agreement concluded between Hungary and Roumania at Budapest on August 10, 1930, on condition that the Royal Hungarian Government states its readiness to open negotiations for the conclusion of a final commercial agreement by July 20, 1931, at latest.

In the hope of the Royal Hungarian Government's consent, the Roumanian Legation requests the Department to be good enough to acquaint it at the earliest possible moment with the reply regarding the conditional proposal for a two months' extension of the provisional commercial agreement.

To the Royal Hungarian Ministry of Foreign Affairs,
Budapest.

ROYAL HUNGARIAN MINISTRY
OF FOREIGN AFFAIRS.

52.891/4.—
1931.

LEGAȚIUNEA REGALĂ ROMÂNĂ

BUDAPESTA Nr. 2634-I-VII-1931.

NOTE VERBALE.

With reference to Note Verbale No. 2629, dated June 30, 1931, from the Royal Roumanian Legation, confirming the verbal statement made by M. Winckler to M. Blenche, the Royal Hungarian Ministry of Foreign Affairs has the honour to inform the Legation that the Royal Hungarian Government is ready to open negotiations for the conclusion of a final commercial convention by July 20, 1931, at latest.

At the same time, the Hungarian Government notes the decision of the Royal Roumanian Government that the validity of the provisional commercial agreement between the two countries is extended for two months, and has the honour to inform the Legation that the Royal Hungarian Government has also extended the validity of the said agreement for two months.

BUDAPEST, *July 1*, 1931.

(L. S.)

To the Royal Roumanian Legation,
Budapest.

N° 2477.

**PAYS-BAS
ET TCHÉCOSLOVAQUIE**

Traité de règlement judiciaire, d'arbitrage et de conciliation. Signé à Genève, le 14 septembre 1929.

**THE NETHERLANDS
AND CZECHOSLOVAKIA**

Treaty of Judicial Settlement, Arbitration and Conciliation. Signed at Geneva, September 14, 1929.

N^o 2477. — TRAITÉ ¹ DE RÈGLEMENT JUDICIAIRE, D'ARBITRAGE ET DE CONCILIATION ENTRE LES PAYS-BAS ET LA TCHÉCOSLOVAQUIE. SIGNÉ A GENÈVE, LE 14 SEPTEMBRE 1929.

Texte officiel français communiqué par le ministre des Pays-Bas à Berne et le délégué permanent de la République tchécoslovaque auprès de la Société des Nations. L'enregistrement de ce traité a eu lieu le 1^{er} octobre 1930.

SA MAJESTÉ LA REINE DES PAYS-BAS et LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE TCHÉCOSLOVAQUE, animés du désir de resserrer les liens d'amitié qui unissent les Pays-Bas et la Tchécoslovaquie et de favoriser le règlement pacifique, dans tous les cas, des différends et conflits, de quelque nature qu'ils soient, qui viendraient à diviser les deux pays, ont résolu de conclure un traité à cet effet et ont nommé pour leurs plénipotentiaires respectifs, savoir :

SA MAJESTÉ LA REINE DES PAYS-BAS :

Jonkheer Frans BEELAERTS VAN BLOKLAND, son ministre des Affaires étrangères ;

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE TCHÉCOSLOVAQUE :

M. Edvard BENEŠ, ministre des Affaires étrangères ;

Lesquels, après s'être communiqué leurs pleins pouvoirs respectifs, trouvés en bonne et due forme, sont convenus des dispositions suivantes :

Article premier.

Les Hautes Parties contractantes s'engagent réciproquement à ne rechercher, dans aucun cas, autrement que par voie pacifique le règlement des litiges ou conflits, de quelque nature qu'ils soient, qui viendraient à s'élever entre la Tchécoslovaquie et les Pays-Bas, et qui n'auraient pu être résolus, dans un délai raisonnable, par les procédés diplomatiques ordinaires.

Article 2.

Tous les litiges, de quelque nature qu'ils soient, ayant pour objet un droit allégué par une des Hautes Parties contractantes et contesté par l'autre, et qui n'auraient pu être réglés à l'amiable par les procédés diplomatiques ordinaires, seront soumis pour jugement soit à la Cour permanente de Justice internationale, soit à un Tribunal arbitral, ainsi qu'il est prévu ci-après. Il est entendu que les litiges ci-dessus visés comprennent notamment ceux que mentionne l'article 13 du Pacte de la Société des Nations.

¹ L'échange des ratifications a eu lieu à La Haye, le 20 août 1930.

¹ TRADUCTION. — TRANSLATION.No. 2477. — TREATY ² OF JUDICIAL SETTLEMENT, ARBITRATION AND CONCILIATION BETWEEN THE NETHERLANDS AND CZECHOSLOVAKIA. SIGNED AT GENEVA, SEPTEMBER 14, 1929.

French official text communicated by the Netherlands Minister at Berne and the Permanent Delegate of the Czechoslovak Republic accredited to the League of Nations. The registration of this Treaty took place October 1st, 1930.

HER MAJESTY THE QUEEN OF THE NETHERLANDS and THE PRESIDENT OF THE CZECHOSLOVAK REPUBLIC, being desirous of strengthening the ties of friendship between the Netherlands and Czechoslovakia and of ensuring in all cases the pacific settlement of any disputes or conflicts of whatever nature which may arise between the two countries, have resolved to conclude a Treaty for this purpose, and have appointed as their Plenipotentiaries :

HER MAJESTY THE QUEEN OF THE NETHERLANDS :

Jonkheer Frans BEELAERTS VAN BLOKLAND, Her Minister for Foreign Affairs ;

THE PRESIDENT OF THE CZECHOSLOVAK REPUBLIC :

Monsieur Edvard BENEŠ, Minister for Foreign Affairs ;

Who, having communicated their full powers, found in good and due form, have agreed upon the following provisions :

Article premier.

The High Contracting Parties reciprocally undertake that in no case will they seek, otherwise than by pacific means, the settlement of disputes or conflicts, of whatever nature they may be which may arise between Czechoslovakia and the Netherlands and which it has been impossible, to settle in a reasonable time by the normal methods of diplomacy.

Article 2.

All disputes of every kind relating to a right asserted by one of the High Contracting Parties and contested by the other, which it has not been possible to settle amicably by the normal methods of diplomacy, shall be submitted for decision either to the Permanent Court of International Justice or to an arbitral tribunal, as laid down hereinafter. It is agreed that the disputes referred to above shall include, in particular, those mentioned in Article 13 of the Covenant of the League of Nations.

¹ Traduit par le Secrétariat de la Société des Nations, à titre d'information.

¹ Translated by the Secretariat of the League of Nations, for information.

² The exchange of ratifications took place at The Hague, August 20, 1930.

Les contestations pour la solution desquelles une procédure spéciale est prévue par d'autres conventions en vigueur entre les Hautes Parties contractantes, seront réglées conformément aux dispositions de ces conventions.

Article 3.

Avant toute procédure devant la Cour permanente de Justice internationale et avant toute procédure arbitrale, le litige pourra être, d'un commun accord entre les Parties, soumis afin de conciliation à une Commission internationale permanente, dite Commission permanente de conciliation, constituée conformément au présent traité.

Article 4.

Si, dans le cas d'un des litiges visés à l'article 2, les deux Parties n'ont pas eu recours à la Commission permanente de conciliation ou si celle-ci n'a pas réussi à concilier les Parties, le litige sera soumis d'un commun accord par voie de compromis soit à la Cour de Justice internationale qui statuera dans les conditions et suivant la procédure prévues par son statut¹, soit à un Tribunal arbitral qui statuera dans les conditions et suivant la procédure prévues par la Convention de La Haye² du 18 octobre 1907 pour le règlement pacifique des conflits internationaux.

A défaut d'accord entre les Parties sur le choix de la juridiction, sur les termes du compromis ou, en cas de procédure arbitrale, sur la désignation des arbitres, l'une ou l'autre d'entre elles, après un préavis d'un mois, aura la faculté de porter directement, par voie de requête, le litige devant la Cour permanente de Justice internationale.

Article 5.

S'il s'agit d'une contestation dont l'objet, d'après la législation intérieure de l'une des Parties, relève de la compétence des tribunaux nationaux de celle-ci, le différend ne pourra être soumis à la procédure prévue par le présent traité qu'après jugement passé en force de chose jugée et rendu dans des délais raisonnables par l'autorité judiciaire nationale compétente.

Article 6.

Si la sentence judiciaire ou arbitrale déclarait qu'une décision prise ou une mesure ordonnée par une autorité judiciaire ou toute autre autorité de l'une des parties en litige se trouve entièrement ou partiellement en opposition avec le droit international, et si le droit constitutionnel de ladite partie ne permettait pas ou ne permettait qu'imparfaitement d'effacer les conséquences de cette décision ou de cette mesure, les parties conviennent qu'il devra être accordé par la sentence judiciaire ou arbitrale, à la partie lésée, une satisfaction équitable.

Article 7.

Toutes questions sur lesquelles les Hautes Parties contractantes seraient divisées sans pouvoir les résoudre à l'amiable par les procédés diplomatiques ordinaires, questions dont la solution ne pourrait être recherchée par un jugement ainsi qu'il est prévu par l'article 2 du présent traité et pour lesquelles une procédure de règlement ne serait pas déjà prévue par un traité ou une convention

¹ Vol VI, page 379; vol. XI, page 404; vol. XV, page 304; vol. XXIV, page 152; vol. XXVII, page 416; vol. XXXIX, page 165; vol. XLV, page 96; vol. L, page 159; vol. LIV, page 387; vol. LXIX, page 70; vol. LXXII, page 452; vol. LXXVIII, page 435; vol. LXXXVIII, page 272; vol. XCII, page 362; vol. XCVI, page 180; vol. C, page 153; et vol. CIV, page 492, de ce recueil.

² DE MARTENS, *Nouveau Recueil général de Traités*, troisième série, tome III, page 360.

Disputes for the settlement of which a special procedure is laid down in other conventions in force between the High Contracting Parties shall be settled in conformity with the provisions of those conventions.

Article 3.

Before any recourse is had to procedure before the Permanent Court of International Justice or to arbitration, the dispute may, by agreement between the Parties, be submitted with a view to amicable settlement to a permanent international commission, styled the Permanent Conciliation Commission, constituted in accordance with the present Treaty.

Article 4.

If, in the case of one of the disputes referred to in Article 2, the two Parties have not had recourse to the Permanent Conciliation Commission or if the latter has failed to bring the Parties to an agreement, the dispute shall by common consent be submitted, by means of a special agreement, either to the Court of International Justice, which shall decide under the conditions and in accordance with the procedure laid down in its Statute¹, or to an arbitral tribunal, which shall decide under the conditions and in accordance with the procedure laid down in the Hague Convention² of October 18, 1907, for the Pacific Settlement of International Disputes.

Failing agreement between the Parties as to the choice of jurisdiction, the terms of the special agreement or, in the case of arbitration procedure, the choice of the arbitrators, either Party shall, after giving one month's notice, be entitled to take the dispute, by means of an application, direct before the Permanent Court of International Justice.

Article 5.

In the case of a dispute the subject of which, according to the municipal law of one of the Parties, falls within the competence of the national courts of such Party, the dispute may not be submitted to the procedure laid down in the present Treaty until a final judgment has been pronounced, within a reasonable time, by the competent national judicial authority.

Article 6.

If in a judicial decision or arbitral award, it is declared that a decision given or a measure enjoined by a court of law or any other authority of one of the Parties to the dispute is wholly or in part contrary to international law, and if the constitutional law of that Party does not permit or only partially permits the consequences of the decision or measure in question to be annulled, the Parties agree that the judicial decision or arbitral award shall grant the injured Party equitable satisfaction.

Article 7.

All questions on which the High Contracting Parties shall differ without being able to reach an amicable solution by the normal methods of diplomacy, the settlement of which cannot be sought by a judicial decision as provided in Article 2 of the present Treaty, and for the settlement of which no procedure has been laid down in any treaty or convention in force between the Parties,

¹ Vol. VI, page 379; Vol. XI, page 405; Vol. XV, page 305; Vol. XXIV, page 153; Vol. XXVII, page 417; Vol. XXXIX, page 165; Vol. XLV, page 96; Vol. L, page 159; Vol. LIV, page 387; Vol. LXIX, page 70; Vol. LXXII, page 452; Vol. LXXVIII, page 435; Vol. LXXXVIII, page 272; Vol. XCII, page 362; Vol. XCVI, page 180; Vol. C, page 153; and Vol. CIV, page 492, of this Series.

² *British and Foreign State Papers*, Vol. 100, page 298.

en vigueur entre les Parties, seront soumises à la Commission permanente de conciliation qui sera chargée de proposer aux Parties une solution acceptable et dans tous les cas de leur présenter un rapport.

À défaut d'accord entre les Parties sur la requête à présenter à la commission, l'une ou l'autre d'entre elles aura la faculté de soumettre directement, après un préavis d'un mois, la question à ladite commission.

Dans tous les cas, s'il y a contestation entre les Parties sur la question de savoir si le différend a ou non la nature d'un litige visé dans l'article 2 et susceptible de ce chef d'être résolu par un jugement, cette contestation sera, préalablement à toute procédure devant la Commission permanente de conciliation, soumise à la décision de la Cour permanente de Justice internationale, d'accord entre les Hautes Parties contractantes ou à défaut d'accord à la requête de l'une d'entre elles.

Article 8.

La Commission permanente de conciliation prévue par le présent traité sera composée de cinq membres, qui seront désignés comme il suit, savoir : les Hautes Parties contractantes nommeront chacune un commissaire choisi parmi leurs nationaux respectifs et désigneront d'un commun accord les trois autres commissaires parmi les ressortissants de tierces Puissances ; ces trois commissaires devront être de nationalités différentes et, parmi eux, les Hautes Parties contractantes désigneront le président de la Commission.

Les commissaires sont nommés pour trois ans ; leur mandat est renouvelable. Ils resteront en fonctions jusqu'à leur remplacement et, dans tous les cas, jusqu'à l'achèvement de leurs travaux en cours au moment de l'expiration de leur mandat.

Il sera pourvu aussi rapidement que possible et dans un délai qui ne devra pas excéder trois mois, aux vacances qui viendraient à se produire par suite de décès, de démission ou de quelque empêchement permanent ou temporaire en suivant le mode fixé pour les nominations.

Article 9.

La Commission permanente de conciliation sera constituée dans les six mois qui suivront l'échange des ratifications du présent traité.

Si la nomination des membres à désigner en commun n'intervenait pas dans ledit délai ou, en cas de remplacement, dans les trois mois à compter de la vacance du siège, le président de la Confédération suisse serait, à défaut d'autre entente, prié de procéder aux désignations nécessaires.

Article 10.

La Commission permanente de conciliation sera saisie par voie de requête adressée au président dans les conditions prévues, selon les cas, par les articles 3 et 7.

La requête, après avoir exposé sommairement l'objet du litige, contiendra l'invitation à la commission de procéder à toutes mesures propres à conduire à une conciliation.

Si la requête émane d'une seule des Parties, elle sera notifiée par celle-ci sans délai à la Partie adverse.

Article 11.

Dans un délai de quinze jours à compter de la date où l'une des Hautes Parties contractantes aurait porté une contestation devant la Commission permanente de conciliation, chacune des Parties pourra, pour l'examen de cette contestation, remplacer son commissaire par une personne possédant une compétence spéciale dans la matière.

shall be submitted to the Permanent Conciliation Commission, whose duty it shall be to propose to the Parties an acceptable solution, and in any case to present a report to them.

Failing agreement between the Parties as to the application to be made to the Commission, either Party shall, on giving one month's notice, be entitled to submit the question direct to the said Commission.

In all cases, if there is a disagreement between the Parties as to whether a dispute is or is not a dispute of the character referred to in Article 2, and therefore capable of being settled by a judicial decision or award, such disagreement shall, prior to any procedure before the Permanent Conciliation Commission, be submitted for decision to the Permanent Court of International Justice, by agreement between the High Contracting Parties or, failing agreement, on the application of either Party.

Article 8.

The Permanent Conciliation Commission provided for in the present Treaty shall be composed of five members, who shall be appointed as follows, that is to say : the High Contracting Parties shall each appoint a commissioner, chosen from among their respective nationals, and shall appoint by common agreement the other three commissioners from among the nationals of third Powers ; those three commissioners must be of different nationalities, and the High Contracting Parties shall appoint the President of the Commission from among them.

The commissioners are appointed for three years and their term of office is renewable. They shall remain in office until their replacement, and in any case until the termination of the work in hand at the moment of the expiry of their term of office.

Vacancies occurring as a result of death, resignation or any other permanent or temporary cause shall be filled within the shortest possible time, and in any case within three months, in the manner fixed for the appointments.

Article 9.

The Permanent Conciliation Commission shall be constituted within six months from the exchange of the ratifications of the present Treaty.

If the appointment of the members to be designated by common agreement should not have been made within the said period, or, in the case of the filling of a vacancy, within three months from the time when the seat falls vacant, the President of the Swiss Confederation shall, in the absence of any other agreement, be requested to make the necessary appointments.

Article 10.

Disputes shall be brought before the Permanent Conciliation Commission by means of a request addressed to the President under the conditions laid down in Articles 3 and 7, as the case may be.

The request, after giving a summary account of the subject of the dispute, shall contain the invitation to the Commission to take all necessary measures with a view to arriving at an amicable settlement.

If the request emanates from only one of the Parties, notification thereof shall be given without delay by that Party to the other Party.

Article 11.

Within fifteen days from the date on which one of the High Contracting Parties shall have brought a dispute before the Permanent Conciliation Commission, either Party may, for the examination of the particular dispute, replace its own commissioner by a person possessing special competence in the matter.

La Partie qui userait de ce droit en ferait immédiatement la notification à l'autre Partie ; celle-ci aura, dans ce cas, la faculté d'agir de même dans un délai de quinze jours à compter de la date où la notification lui sera parvenue.

Article 12.

La Commission permanente de conciliation aura pour tâche d'élucider les questions en litige, de recueillir à cet effet toutes les informations utiles par voie d'enquête ou autrement et de s'efforcer de concilier les Parties. Elle pourra, après examen de l'affaire, exposer aux Parties les termes de l'arrangement qui lui paraîtrait convenable, et, s'il y a lieu, leur impartir un délai pour se prononcer.

A la fin de ses travaux, la commission dressera un rapport qui en constatera le résultat et dont un exemplaire sera remis à chacune des Parties.

Les Parties ne seront jamais liées par les considérations de fait, de droit ou autres auxquelles la Commission se sera arrêtée.

Sous réserve de la disposition de l'article 7, alinéa 3, les travaux de la commission devront, à moins que les Parties en conviennent différemment, être terminés dans un délai de six mois à compter du jour où la Commission aura été saisie du litige.

Article 13.

A moins de stipulations spéciales contraires, la Commission permanente de conciliation règlera elle-même sa procédure qui, dans tous les cas, devra être contradictoire. En matière d'enquêtes, la Commission, si elle n'en décide autrement à l'unanimité, se conformera aux dispositions du Titre III (Commission internationale d'enquête) de la Convention de La Haye du 18 octobre 1907 pour le règlement pacifique des conflits internationaux.

Article 14.

La Commission permanente de conciliation se réunira, sauf accord contraire entre les Parties, au lieu désigné par son président.

Article 15.

Les travaux de la Commission permanente de conciliation ne sont publics qu'en vertu d'une décision prise par la commission avec l'assentiment des Parties.

Les Hautes Parties contractantes s'engagent à ne pas publier le résultat des travaux de la commission sans s'être préalablement consultées.

Article 16.

Les Parties seront représentées auprès de la Commission permanente de conciliation par des agents ayant mission de servir d'intermédiaires entre elles et la commission ; elles pourront, en outre, se faire assister par des conseils et experts nommés par elles à cet effet et demander l'audition de toutes personnes dont le témoignage leur paraîtrait utile.

La Commission aura, de son côté, la faculté de demander des explications orales aux agents, conseils et experts des deux Parties, ainsi qu'à toutes personnes qu'elle jugerait utile de faire comparaître avec l'assentiment de leur gouvernement.

The Party making use of this right shall immediately inform the other Party ; the latter shall in such case be entitled to take similar action within fifteen days from the date on which the notification reaches it.

Article 12.

The task of the Permanent Conciliation Commission shall be to elucidate questions in dispute, to collect with that object all necessary information by means of enquiry or otherwise, and to endeavour to bring the Parties to an agreement. It may, after the case has been examined, inform the Parties of the terms of settlement which seem suitable to it and, if necessary, lay down a period within which they are to make their decision.

At the close of its proceedings, the Commission shall draw up a report stating the result thereof, and a copy of this report shall be delivered to each Party.

The Parties shall never be bound by the considerations of fact or law or any other considerations accepted by the Commission.

Subject to the provisions of Article 7, paragraph 3, the proceedings of the Commission must, unless the Parties otherwise agree, be terminated within six months from the day on which the Commission shall have been notified of the dispute.

Article 13.

Failing any special provision to the contrary, the Permanent Conciliation Commission shall lay down its own procedure, which in any case must provide for both Parties being heard. In regard to enquiries, the Commission, unless it decides unanimously to the contrary, shall act in accordance with the provisions of Chapter III (International Commissions of Enquiry) of the Hague Convention of October 18, 1907, for the Pacific Settlement of International Disputes.

Article 14.

The Permanent Conciliation Commission shall meet, in the absence of agreement between the Parties to the contrary, at the place selected by its President.

Article 15.

The proceedings of the Permanent Conciliation Commission shall be private, unless the Commission, with the consent of the Parties, decides otherwise.

The High Contracting Parties undertake not to publish the results of the Commission's work without previously consulting each other.

Article 16.

The Parties shall be represented before the Permanent Conciliation Commission by agents, whose duty it shall be to act as intermediaries between them and the Commission ; they may, moreover, be assisted by counsel and experts appointed by them for that purpose, and they may request that all persons whose evidence appears to them useful should be heard.

The Commission on its side shall be entitled to request oral explanations from the agents, counsel and experts of the two Parties, as well as from all persons it may think desirable to summon with the consent of their Government.

Article 17.

Sauf dispositions contraires du présent traité, les décisions de la Commission permanente de conciliation seront prises à la majorité des voix.

La Commission ne pourra prendre de décision portant sur le fond du différend que si tous les membres ont été dûment convoqués et si au moins tous les membres choisis en commun sont présents.

Article 18.

Les Hautes Parties contractantes s'engagent à faciliter les travaux de la Commission permanente de conciliation et, en particulier, à assurer à celle-ci l'assistance de leurs autorités compétentes, à lui fournir dans la plus large mesure possible tous documents et informations utiles et à prendre les mesures nécessaires pour permettre à la commission de procéder sur leur territoire à la citation et à l'audition de témoins ou d'experts et à des transports sur les lieux.

Article 19.

Pendant la durée des travaux de la Commission permanente de conciliation, chacun des commissaires recevra une indemnité dont le montant sera arrêté d'un commun accord entre les Hautes Parties contractantes qui en supporteront chacune une part égale.

Article 20.

Dans tous les cas, et notamment si la question au sujet de laquelle les Parties sont divisées résulte d'actes déjà effectués ou sur le point de l'être, la Cour permanente de Justice internationale statuant conformément à l'article 41 de son Statut ou, selon le cas, le Tribunal arbitral, indiqueront dans le plus bref délai possible quelles mesures provisoires doivent être prises ; la Commission permanente de conciliation pourra, s'il y a lieu, agir de même après entente entre les Parties.

Chacune des Hautes Parties contractantes s'engage à s'abstenir de toute mesure susceptible d'avoir une répercussion préjudiciable à l'exécution de la décision ou aux arrangements qui seraient proposés par la Commission permanente de conciliation et, en général, à ne procéder à aucun acte, de quelque nature qu'il soit, susceptible d'aggraver ou d'étendre le différend.

Article 21.

Le présent traité reste applicable entre les Hautes Parties contractantes encore que d'autres Puissances aient également un intérêt dans le différend.

Article 22.

Si quelque contestation venait à surgir entre les Hautes Parties contractantes relativement à l'interprétation du présent traité, cette contestation serait portée devant la Cour permanente de Justice internationale, suivant la procédure prévue dans l'article 4, alinéa 2.

Article 17.

Unless otherwise provided in the present Treaty, the decisions of the Permanent Conciliation Commission shall be taken by a majority vote.

The Commission may not take any decision relating to the substance of the dispute unless all the members have been duly convened and at least all the members appointed jointly are present.

Article 18.

The High Contracting Parties undertake to facilitate the work of the Permanent Conciliation Commission and, in particular, to ensure it the assistance of their competent authorities, to supply it to the greatest possible extent with all relevant documents and information and to take the necessary steps to allow the Commission to proceed in their territories to the summoning and hearing of witnesses or experts, and to visit localities in order to carry out enquiries on the spot.

Article 19.

During the proceedings of the Permanent Conciliation Commission, each commissioner shall receive emoluments the amount of which shall be fixed by agreement between the High Contracting Parties, each of which shall contribute an equal share.

Article 20.

In any case, and particularly if the question on which the Parties differ arises out of acts already committed or on the point of being committed, the Permanent Court of International Justice, acting in accordance with Article 41 of its Statute or, according to the circumstances, the arbitral tribunal, shall lay down within the shortest possible time the provisional measures to be adopted; the Permanent Conciliation Commission may, if necessary, act in the same way after agreement between the Parties.

Each of the High Contracting Parties undertakes to refrain from all measures likely to affect prejudicially the execution of the decision or the arrangements proposed by the Permanent Conciliation Commission and, in general, to refrain from any act whatsoever which might aggravate or extend the dispute.

Article 21.

The present Treaty shall continue to be applicable as between the High Contracting Parties, even when other Powers are also interested in the dispute.

Article 22.

Should any dispute arise between the High Contracting Parties concerning the interpretation of the present Treaty, such dispute shall be brought before the Permanent Court of International Justice in accordance with the procedure laid down in Article 4, paragraph 2.

Article 23.

Le présent traité sera ratifié. Les ratifications en seront échangées à La Haye aussitôt que faire se pourra.

Article 24.

Le présent traité entrera en vigueur dès l'échange des ratifications et aura une durée de dix ans à compter de son entrée en vigueur. S'il n'est pas dénoncé six mois avant l'expiration de cette période, il sera considéré comme renouvelé tacitement pour une nouvelle période de cinq ans, et ainsi de suite.

Si, lors de l'expiration du présent traité, une procédure quelconque en vertu de ce traité se trouvait pendante devant la Commission permanente de conciliation, devant la Cour permanente de Justice internationale ou devant le Tribunal d'arbitrage, cette procédure serait poursuivie jusqu'à son achèvement.

En foi de quoi les plénipotentiaires susnommés ont signé le présent traité et y ont apposé leurs cachets.

Fait à Genève, en double exemplaire, le 14 septembre 1929.

(L. S.) BEELAERTS VAN BLOKLAND.

(L. S.) Dr. Edvard BENEŠ.

Copie certifiée conforme.

Praha, le 11 septembre 1930.

D^r B. Matouš,

Directeur des Archives, a. i.

Article 23.

The present Treaty shall be ratified and the ratifications shall be exchanged at The Hague as soon as possible.

Article 24.

The present Treaty shall enter into force as soon as the ratifications have been exchanged and shall remain in force for a period of ten years as from its entry into force. If it has not been denounced six months before the expiration of this period, it shall be deemed to be renewed by tacit agreement for a further period of five years, and similarly thereafter.

If, on the expiration of the present Treaty, any proceedings whatsoever in virtue of this Treaty are pending before the Permanent Conciliation Commission, the Permanent Court of International Justice or the arbitral tribunal, such proceedings shall be continued until they are duly completed.

In faith whereof the above-mentioned Plenipotentiaries have signed the present Treaty and have thereto affixed their seals.

Done at Geneva, in duplicate, on September 14, 1929.

(L. S.) BEELAERTS VAN BLOKLAND.

(L. S.) Dr. Edvard BENEŠ.

N° 2478.

**ROUMANIE,
TCHÉCOSLOVAQUIE
ET YOUGOSLAVIE**

Accord complémentaire aux Traités
d'amitié et d'alliance entre les
Etats de la Petite Entente. Signé
à Strbské Pleso, le 27 juin 1930.

**ROUMANIA,
CZECHOSLOVAKIA
AND YUGOSLAVIA**

Supplementary Agreement to the
Treaties of Friendship and Alliance
between the States of the Little
Entente. Signed at Strbské Pleso,
June 27, 1930.

N^o 2478. — ACCORD COMPLÉMENTAIRE ¹ AUX TRAITÉS D'AMITIÉ
ET D'ALLIANCE ENTRE LES ÉTATS DE LA PETITE ENTENTE.
SIGNÉ A STRBSKÉ PLESO, LE 27 JUIN 1930.

Texte officiel français communiqué par le délégué permanent de la République tchécoslovaque auprès de la Société des Nations, l'envoyé extraordinaire et ministre plénipotentiaire de Roumanie auprès de la Société des Nations, et le délégué permanent du Royaume de Yougoslavie auprès de la Société des Nations. L'enregistrement de cet accord a eu lieu le 3 octobre 1930.

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE TCHÉCOSLOVAQUE, SA MAJESTÉ LE ROI DE ROUMANIE et SA MAJESTÉ LE ROI DE YUGOSLAVIE,

Désireux de renforcer davantage encore les liens d'amitié et d'alliance qui existent entre les Etats de la Petite Entente,

Voulant compléter, par une procédure stable, l'organisation de la collaboration politique et de la défense des intérêts communs de leurs trois Etats,

Ont résolu de consacrer la pratique et la procédure actuelle de la collaboration intime entre leurs Etats en les précisant davantage et ont désigné pour leurs plénipotentiaires, à savoir :

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE TCHÉCOSLOVAQUE :

S. Exc. le D^r Edvard BENEŠ, ministre des Affaires étrangères de la République tchécoslovaque ;

SA MAJESTÉ LE ROI DE ROUMANIE :

S. Exc. M. Georges MIRONESCU, ministre des Affaires étrangères du Royaume de Roumanie ;

SA MAJESTÉ LE ROI DE YUGOSLAVIE :

S. Exc. M. Vojislav MARINKOVIČ, ministre des Affaires étrangères du Royaume de Yougoslavie ;

Lesquels, après avoir présenté leurs pleins pouvoirs, ont convenu des dispositions suivantes :

Article premier.

Les ministres des Affaires étrangères des Etats de la Petite Entente se réunissent chaque fois que les circonstances le demandent. Ils se réuniront en tout cas au moins une fois par an. Les réunions ordinaires obligatoires ont lieu, tour à tour, dans chacun des trois Etats, à un endroit désigné d'avance. Il y aura également une réunion ordinaire facultative à Genève lors des Assemblées de la Société des Nations.

¹ L'échange des ratifications a eu lieu à Prague, le 25 novembre 1930.

¹ TRADUCTION. — TRANSLATION.No. 2478. — SUPPLEMENTARY AGREEMENT ² TO THE TREATIES OF FRIENDSHIP AND ALLIANCE BETWEEN THE STATES OF THE LITTLE ENTENTE. SIGNED AT STRBSKÉ PLESO, JUNE 27, 1930.

French official text communicated by the Permanent Delegate of the Czechoslovak Republic accredited to the League of Nations, the Roumanian Envoy Extraordinary and Minister Plenipotentiary accredited to the League of Nations, and the Permanent Delegate of the Kingdom of Yugoslavia accredited to the League of Nations. The registration of this Agreement took place October 3, 1930.

THE PRESIDENT OF THE CZECHOSLOVAK REPUBLIC, HIS MAJESTY THE KING OF ROUMANIA and HIS MAJESTY THE KING OF YUGOSLAVIA,

Being desirous of strengthening still further the ties of friendship and alliance which exist between the States of the Little Entente,

Wishing to supplement the organisation of the political co-operation and of the defence of the common interests of their three States by means of a fixed procedure,

Have resolved to confirm the present practice and the present procedure of close co-operation between their States by defining them with greater precision and have appointed as their Plenipotentiaries :

THE PRESIDENT OF THE CZECHOSLOVAK REPUBLIC :

H. E. Dr. Edvard BENEŠ, Minister for Foreign Affairs of the Czechoslovak Republic ;

HIS MAJESTY THE KING OF ROUMANIA :

H. E. M. George MIRONESCU, Minister for Foreign Affairs of the Kingdom of Roumania ;

HIS MAJESTY THE KING OF YUGOSLAVIA :

H. E. M. Vojislav MARINKOVIČ, Minister for Foreign Affairs of the Kingdom of Yugoslavia ;

Who, having presented their full powers, have agreed on the following provisions :

Article I.

The Ministers for Foreign Affairs of the States of the Little Entente shall meet whenever circumstances make it necessary. They shall in any case meet at least once a year. Compulsory ordinary meetings shall be held, in turn, in each of the three States at a place selected beforehand. There shall also be an optional ordinary meeting at Geneva during the Assemblies of the League of Nations.

¹ Traduit par le Secrétariat de la Société des Nations, à titre d'information.

¹ Translated by the Secretariat of the League of Nations, for information.

² The exchange of ratifications took place at Prague, November 25, 1930.

Article II.

La réunion obligatoire est présidée par le ministre des Affaires étrangères de l'Etat où elle se tient. C'est lui qui prend l'initiative en vue de fixer la date et de désigner le lieu de la réunion, qui arrête son ordre du jour et prépare les décisions à prendre. Jusqu'à la réunion obligatoire de l'année suivante, il est considéré comme président en exercice.

Article III.

Dans toutes les questions qui sont discutées ainsi que dans toutes les mesures qui sont prises en ce qui concerne les rapports des Etats de la Petite Entente entre eux, le principe de l'égalité absolue de ces trois Etats est rigoureusement respecté. Ce principe est aussi respecté spécialement dans les rapports de ces Etats envers d'autres Etats, ou envers un groupe d'Etats, ou enfin vis-à-vis de la Société des Nations.

Article IV.

Suivant les nécessités de la situation, les trois ministres des Affaires étrangères peuvent décider, d'un commun accord, que dans une question déterminée la représentation ou la défense du point de vue des Etats de la Petite Entente sera confiée à un seul délégué ou à la délégation d'un seul Etat.

Article V.

Une réunion extraordinaire peut être convoquée par le président en exercice, quand la situation internationale ou un événement international l'exige.

Article VI.

Le présent accord entrera en vigueur immédiatement. Il sera ratifié et l'échange des ratifications aura lieu à Prague, le plus tôt possible.

En foi de quoi les plénipotentiaires susnommés ont signé le présent accord.

Fait à Strbské Pleso, le vingt-sept juin mil neuf cent trente, en trois exemplaires identiques.

D^r Edvard BENEŠ.
G. G. MIRONESCU.
D^r V. MARINKOVIČ.

Copie certifiée conforme :
Praha, le 5 septembre 1930.

D^r B. Matouš,
Directeur des Archives a. i.

Article II.

The compulsory meeting shall be presided over by the Minister for Foreign Affairs of the State in which it is held. That Minister is responsible for fixing the date and selecting the place of the meeting. He draws up its agenda and is responsible for the preparatory work connected with the decisions to be taken. Until the regular meeting of the following year he is considered as President for the time being.

Article III.

In all the questions which are discussed and in all the measures which are taken in regard to the relations of the States of the Little Entente between themselves, the principle of the absolute equality of the three States shall be rigorously respected. That principle shall also be respected more particularly in the relations of these States with other States or with a group of States, or with the League of Nations.

Article IV.

According to the necessities of the situation, the three Ministers for Foreign Affairs may decide, by common agreement, that in regard to any particular question the representation or the defence of the point of view of the States of the Little Entente shall be entrusted to a single delegate or to the delegation of a single State.

Article V.

An extraordinary meeting may be convened by the President for the time being when the international situation or an international event requires it.

Article VI.

The present Agreement shall enter into force immediately. It shall be ratified and the exchange of ratifications shall take place at Prague as soon as possible.

In faith whereof the above-named Plenipotentiaries have signed the present Agreement.

Done at Strbské Pleso in three identical copies on the twenty-seventh day of June, one thousand nine hundred and thirty.

Dr. Edvard BENEŠ.
G. G. MIRONESCU.
Dr. V. MARINKOVIČ.

N° 2479.

**UNION ÉCONOMIQUE
BELGO-LUXEMBOURGEOISE
ET ROUMANIE**

Accord commercial provisoire, signé
à Bucarest, le 28 août 1930, et
échange de notes y annexé, de la
même date.

**ECONOMIC UNION OF
BELGIUM AND LUXEMBURG
AND ROUMANIA**

Provisional Commercial Agreement,
signed at Bucharest, August 28,
1930, and Exchange of Notes
annexed thereto of the same
date.

N^o 2479. — ACCORD COMMERCIAL PROVISOIRE ENTRE L'UNION ÉCONOMIQUE BELGO-LUXEMBOURGEOISE ET LA ROUMANIE. SIGNÉ A BUCAREST, LE 28 AOUT 1930.

Texte officiel français communiqué par le ministre des Affaires étrangères de Belgique et l'envoyé extraordinaire et Ministre plénipotentiaire de Roumanie auprès de la Société des Nations. L'enregistrement de cet accord a eu lieu le 3 octobre 1930.

SA MAJESTÉ LE ROI DES BELGES, agissant TANT EN SON NOM QU'AU NOM DE SON ALTESSE ROYALE LA GRANDE-DUCHESSE DE LUXEMBOURG, en vertu d'accords existants, d'une part, et SA MAJESTÉ LE ROI DE ROUMANIE, d'autre part, animés du même désir de consolider et de développer les rapports économiques entre l'Union économique belgo-luxembourgeoise et la Roumanie, ont résolu de conclure un accord commercial provisoire et ont nommé, à cet effet, pour leurs plénipotentiaires :

SA MAJESTÉ LE ROI DES BELGES :

Son Exc. M. le Baron GUILLAUME, envoyé extraordinaire et ministre plénipotentiaire de Belgique ;

SA MAJESTÉ LE ROI DE ROUMANIE :

Son Exc. M. le D^r AL. VAIDA-VOEVOD, ministre des Affaires étrangères, *ad interim* ;

Lesquels, après s'être communiqué leurs pleins pouvoirs respectifs, trouvés en bonne et due forme, sont convenus de ce qui suit :

Article premier.

Les ressortissants et les entreprises ayant personnalité juridique, de chacune des Parties, jouiront, sur le territoire de l'autre, du traitement de la nation la plus favorisée, pour leur personne et leurs biens, pour tout ce qui concerne l'établissement, l'exercice de leur commerce ou de leur industrie, pour l'acquisition et la possession, dans la limite des dispositions constitutionnelles, de biens mobiliers, ou immobiliers, ainsi qu'en ce qui concerne les impôts et autres taxes.

Les produits naturels ou fabriqués de chacune des Parties pour tout ce qui concerne l'importation, l'exportation, l'entreposage, la réexportation, le transit et, en général pour toutes les opérations commerciales, de même que les navires, pour tout ce qui a trait à la navigation dans les eaux et les ports de l'autre Partie, jouiront également du traitement accordé à la nation la plus favorisée.

En conséquence, chacune des deux Hautes Parties contractantes s'engage à faire profiter l'autre, immédiatement et sans compensation, de toute faveur, de tout privilège ou abaissement de droits qu'elle a déjà accordés ou pourrait accorder par la suite, sous les rapports mentionnés, à une tierce Puissance quelconque.

¹ TRADUCTION. — TRANSLATION.

No. 2479. — PROVISIONAL COMMERCIAL AGREEMENT BETWEEN THE ECONOMIC UNION OF BELGIUM AND LUXEMBURG AND ROUMANIA. SIGNED AT BUCHAREST, AUGUST 28, 1930.

French official text communicated by the Belgian Minister for Foreign Affairs and the Roumanian Envoy Extraordinary and Minister Plenipotentiary accredited to the League of Nations. The registration of this Agreement took place October 3, 1930.

HIS MAJESTY THE KING OF THE BELGIANS, in HIS OWN BEHALF and in BEHALF OF HER ROYAL HIGHNESS THE GRAND DUCHESS OF LUXEMBURG, in virtue of existing agreements, of the one part, and His Majesty the King of Roumania, of the other part, being equally desirous of consolidating and developing economic relations between the Economic Union of Belgium and Luxemburg and Roumania, have resolved to conclude a provisional commercial agreement, and have for that purpose appointed as their Plenipotentiaries :

HIS MAJESTY THE KING OF THE BELGIANS :

His Excellency Baron GUILLAUME, Envoy Extraordinary and Minister Plenipotentiary of Belgium ;

HIS MAJESTY THE KING OF ROUMANIA :

His Excellency Doctor Al. VAIDA-VOEVOD, Acting Minister for Foreign Affairs ;

Who, have exchanged their full powers, found in good and due form, have agreed as follows :

Article I.

The nationals of each of the two Parties, including undertakings with judicial personality, shall enjoy most-favoured-nation treatment in the territory of the other in respect of their persons and property in all matters concerning the establishment and conduct of their trade or industry, and the acquisition and possession of movable or immovable property within the limits of constitutional provisions, as also in respect of taxes and other dues.

The natural and manufactured products of each Party shall also enjoy most-favoured-nation treatment in all matters concerning import, export, warehousing, re-export, transit and, in general, all commercial transactions ; and similarly the vessels of each country shall enjoy most-favoured-nation treatment in all matters concerning navigation in the waters and ports of the other Party.

Consequently each of the two High Contracting Parties undertakes immediately and without equivalent concession to extend to the other the benefit of any favours, privileges or reductions of duty now or hereafter accorded to any third Power in the connections above specified.

¹ Traduit par le Secrétariat de la Société des Nations, à titre d'information.

¹ Translated by the Secretariat of the League of Nations, for information.

Article II.

Le traitement de la nation la plus favorisée se rapporte également au montant, à la garantie et à la perception des droits d'importation et autres droits, ainsi qu'aux formalités douanières et à leur application, aux procédés, aux conditions de paiement des droits de douane et autres droits, à la classification des marchandises, à l'interprétation des tarifs de douane et aux procédés d'analyse des marchandises.

Article III.

Les Hautes Parties contractantes s'accordent réciproquement le traitement de la nation la plus favorisée, en ce qui concerne le régime des prohibitions et restrictions à l'importation et l'exportation.

Article IV.

Le traitement de la nation la plus favorisée ne s'applique pas en ce qui concerne :

- a)* Les faveurs spéciales qui ont été ou seront accordées aux Etats limitrophes pour faciliter le trafic de frontière ou aux possessions coloniales des Parties contractantes ;
- b)* Le régime spécial d'importation destiné à faciliter les règlements financiers résultant de la guerre de 1914-1918 ;
- c)* Les droits et privilèges accordés ou qui seraient accordés à l'avenir à un ou plusieurs autres Etats limitrophes, en vue de la conclusion d'une entente économique ou d'une union douanière ;
- d)* Les facilités résultant d'accords spéciaux conclus par l'une des Parties et relatifs au contrôle de la sécurité et au jaugeage des navires ;
- e)* Les avantages que l'une des Parties contractantes accorde à un pays tiers, exclusivement en vertu de conventions plurilatérales, de caractère général, ouvertes à l'adhésion de tous les Etats et conclues après le 1^{er} mars 1930, sous les auspices de la Société des Nations, à moins que l'autre Partie contractante ne consente les mêmes avantages.

Article V.

Le présent arrangement entrera en vigueur le 1^{er} septembre 1930 et il aura une durée de six mois.

Passé le 1^{er} mars 1931, il continuera ses effets par tacite reconduction, sauf dénonciation par l'une des Parties avec préavis de deux mois.

En foi de quoi les plénipotentiaires des deux Hautes Parties contractantes ont signé le présent accord et y ont apposé leurs sceaux.

Fait en double exemplaire à Bucarest, le 28 août 1930.

(L. S.) (Signé) GUILLAUME.

(L. S.) (Signé) Alexandre VAIDA-VOEVOD.

Pour copie conforme :

*Le Président du Conseil,
Ministre des Affaires étrangères :*

G. G. Minorescu.

Article II.

Most-favoured-nation treatment shall also be applicable in respect of the amount, guarantee and collection of import or other duties, and in respect of Customs formalities and their application, the methods and terms of payment of Customs and other duties, the classification of goods, the interpretation of Customs tariffs, and procedure for analysing goods.

Article III.

The High Contracting Parties shall accord each other most-favoured-nation treatment in regard to the system of import and export prohibitions and restrictions.

Article IV.

Most-favoured-nation treatment shall not be applicable to

(a) Special favours now or hereafter accorded to neighbouring States for the purpose of facilitating frontier traffic, or to the colonial possessions of the Contracting Parties ;

(b) Special arrangements in regard to imports for the purpose of facilitating the payments arising out of the war of 1914-1918 ;

(c) Rights and privileges now or hereafter accorded to any neighbouring State or States for the purpose of concluding an economic understanding or a Customs union ;

(d) Facilities deriving from special agreements concluded by one of the Parties with regard to the supervision of the safety and tonnage of ships ;

(e) Advantages accorded by one of the Contracting Parties to a third country in virtue solely of multilateral conventions of a general character, open to accession by all States and concluded under the auspices of the League of Nations after March 1, 1930, unless the other Contracting Party agrees to give the same advantages.

Article V.

The present arrangement shall come into force on September 1, 1930, and shall hold good for six months.

After March 1, 1931, its validity shall be continued by tacit assent failing denunciation by one of the Parties two months in advance.

In faith whereof the Plenipotentiaries of the two High Contracting Parties have signed and sealed the present Agreement.

Done in duplicate at Bucharest, August 28, 1930.

(L. S.) (Signed) GUILLAUME. (L. S.) (Signed) Alexandre VAIDA-VOEVOD.

ECHANGE DE NOTES

Texte officiel français communiqué par le ministre des Affaires étrangères de Belgique, le 3 octobre 1930.

DÉCLARATIONS-ANNEXES

LÉGATION DE BELGIQUE.

Bl. N° 1135.

BUCAREST, le 28 août 1930.

MONSIEUR LE MINISTRE,

Mon gouvernement a accepté l'insertion dans le texte de l'article premier de l'Arrangement commercial provisoire belgo-roumain de la disposition relative à l'acquisition et à la possession de biens immobiliers et mobiliers en Roumanie par des ressortissants belges, à la condition que cette disposition soit inscrite dans d'autres conventions commerciales signées par la Roumanie, et que le Gouvernement roumain n'ait accordé à aucun autre Etat un régime préférentiel, quant à l'acquisition et à la possession des biens immobiliers et mobiliers en Roumanie.

Je serais reconnaissant à Votre Excellence de me faire savoir si cette condition est remplie.

Je saisis cette occasion, Monsieur le Ministre, de renouveler à Votre Excellence les assurances de ma haute considération.

(Signé) Baron GUILLAUME.

A Son Excellence M. Vaida-Voevod,
Ministre des Affaires étrangères, *a. i.*,
Bucarest.

MINISTERUL
AFACERILOR STRAINE.
DIRECTIUNEA CIFRULUI.
Nr. 54271.

BUCAREST, 28 août 1930.

MONSIEUR LE MINISTRE,

En réponse à votre lettre de ce jour, j'ai l'honneur de vous faire savoir que le Gouvernement roumain, tenu par les dispositions constitutionnelles auxquelles vous avez fait allusion, n'a accordé à aucun Etat, dans ses conventions commerciales, un régime d'exception en ce qui concerne l'acquisition des biens immobiliers et mobiliers en Roumanie.

Veillez agréer, Monsieur le Ministre, l'assurance de ma haute considération.

(Signé) Alex. VAIDA-VOEVOD.

Son Excellence M. le baron Guillaume,
Ministre de Belgique.

EXCHANGE OF NOTES.

¹ TRADUCTION. — TRANSLATION.

French official text communicated by the Belgian Minister for Foreign Affairs, October 3, 1930.

ANNEXED DECLARATIONS.

BELGIAN LEGATION.

Bl. No. 1135.

BUCHAREST, *August 28, 1930.*

YOUR EXCELLENCY,

My Government has agreed to the insertion in the text of the provisional commercial arrangement between Belgium and Roumania of the provision regarding the acquisition and possession of movable or immovable property in Roumania by Belgian nationals, on condition that this provision is included in other commercial conventions signed by Roumania, and that the Roumanian Government has not accorded preferential treatment to any other State in respect of the acquisition and possession of movable or immovable property in Roumania.

I should be obliged if Your Excellency would inform me whether this condition is fulfilled.

I have, etc.,

(Signed) Baron GUILLAUME.

To His Excellency M. Vaida-Voevod,
Acting Minister for Foreign Affairs,
Bucharest.

MINISTERUL
AFACERILOR STRAINE
DIRECTIUNEA CIFRULUI.

N^o 54271.

BUCHAREST, *August 28, 1930.*

YOUR EXCELLENCY,

In reply to your letter of to-day's date, I have the honour to inform you that the Roumanian Government, bound by the constitutional provisions to which you have alluded, has not accorded exceptional treatment in its commercial conventions to any State in respect of the acquisition of movable or immovable property in Roumania.

I have, etc.,

(Signed) Alex. VAIDA-VOEVOD.

To
His Excellency Baron Guillaume,
Belgian Minister.

¹ Traduit par le Secrétariat de la Société des Nations, à titre d'information.

¹ Translated by the Secretariat of the League of Nations, for information.

N° 2480.

ALLEMAGNE ET DANEMARK

Déclaration concernant l'abolition du visa obligatoire des passeports entre les deux pays, signée à Copenhague, le 1^{er} mai 1926, et échange de notes y relatif, Copenhague, le 4 mai 1926.

GERMANY AND DENMARK

Declaration regarding the Abolition of Compulsory Passport Visas between the two Countries, signed at Copenhagen, May 1, 1926, and Exchange of Notes relating thereto, Copenhagen, May 4, 1926.

TEXTE ALLEMAND. — GERMAN TEXT.

N^o 2480. — VEREINBARUNG ZWISCHEN DEUTSCHLAND UND DÄNEMARK BETREFFEND DIE AUFHEBUNG DES SICHTVERMERKZWANGES ZWISCHEN DEN BEIDEN LÄNDERN. GEZEICHNET IN KOPENHAGEN AM 1. MAI 1926.

Texte officiel allemand communiqué par le délégué permanent du Danemark auprès de la Société des Nations. L'enregistrement de ces déclarations et échange de notes a eu lieu le 4 octobre 1930.

German official text communicated by the Permanent Delegate of Denmark accredited to the League of Nations. The registrations of these Declaration and Exchange of Notes took place October 4, 1930.

KOPENHAGEN, den 1. Mai 1926.

In Kopenhagen haben in der Zeit vom 27. April bis 1. Mai 1926 zwischen Vertretern der Dänischen und der Deutschen Regierung Verhandlungen über die Beseitigung des Sichtvermerkszwanges stattgefunden. An den Verhandlungen haben teilgenommen :

AUF DÄNISCHER SEITE :

Für das Ministerium des Äusseren : Abteilungschef ENGELL und Legitationsrat BOECK.
Für das Justizministerium : Departementschef Aage SVENDSEN und Staatspolizeichef MENSEN ;

AUF DEUTSCHER SEITE :

Für das Auswärtige Amt : Legationsrat Dr. KRASKE und Konsul Dr. KRÜGER von der deutschen Gesandtschaft in Kopenhagen,
Für das Reichsministerium des Inneren : Regierungsrat KRAUSE.

Das Ergebnis der Verhandlungen ist in dem beigefügten Notentwurf niedergelegt.

Im Übrigen sind die beiden Teile noch über folgende Punkte einig geworden :

Zu Artikel I^o : Amtlich zugelassene Grenzübergangsstellen im Sinne dieser Bestimmung sind bis auf Weiteres die für den Fernverkehr zugelassenen Grenzübergänge.

Zu Artikel II : Die Sammelisten müssen Namen, Geburtsort und -tag sämtlicher Teilnehmer sowie eine Angabe über den Zweck und Zielort der Reise enthalten. Die ausstellende Behörde soll ausserdem auf der Liste bescheinigen, dass die Reisetelnhemer in das Ausgangsland zurückkehren können.

Die vertragschliessenden Teile behalten sich vor, die bestehenden dänischen-deutschen Abkommen über die passtechnische Regelung des sogenannten kleinen Grenzverkehrs einer Nachprüfung daraufhin zu unterziehen, ob mit Rücksicht auf die Aufhebung des Sichtvermerkszwanges Abänderungen oder Ergänzungen vorzunehmen sind.

(Signé) ENGELL.
Aage SVENDSEN.
VALD. H. MENSEN.
BOECK.

(Signé) KRASKE.
KRAUSE.
KRÜGER.

Pour copie conforme :
Copenhague, le 29 septembre 1930.

E. Reventlow,
*Secrétaire général du Ministère
des Affaires étrangères.*

NOTENWECHSEL.

DEUTSCHE GESANDTSCHAFT
KOPENHAGEN.

KOPENHAGEN, den 4. Mai 1926.

HERR MINISTER !

Ich beehre mich Ihnen hierdurch mitzuteilen, dass die Deutsche Reichsregierung den Vereinbarungen zustimmt, die auf Grund der in der Zeit vom 27. April bis 1. Mai 1926 in Kopenhagen zwischen Vertretern der beiderseitigen Regierungen geführten Verhandlungen über die Beseitigung des Sichtvermerkszwanges wie folgt getroffen worden sind :

Artikel I.

Die Angehörigen des einen Staates können das Gebiet des anderen Staates über die amtlich zugelassenen Grenzübergangsstellen jeder Zeit lediglich auf Grund eines gültigen Heimatspasses, aus dem sich die Staatsangehörigkeit des Inhabers einwandfrei ergibt, ohne Sichtvermerk des Gegenstaates betreten und verlassen. Die Vergünstigung bezieht sich nur auf die Inhaber von Nationalpässen, nicht von sogenannten Fremdenpässen (Reisepässen für Ausländer). Nationalpässe werden nur an Personen ausgestellt werden, deren Zugehörigkeit zum ausstellenden Staate einwandfrei feststeht.

Für Kinder unter 15 Jahren genügt an Stelle eines Passes ein amtlicher Ausweis über Namen, Alter, Staatsangehörigkeit und Wohnsitz oder dauernden Aufenthalt des Kindes. Der Kinderausweis muss bei Kindern über zehn Jahre mit einem von der ausstellenden Behörde abgestempelten Lichtbild versehen sein.

Artikel II.

Für den gemeinschaftlichen Grenzübertritt von Personengruppen, die aus deutschen Reichsangehörigen oder aus dänischen Staatsangehörigen oder aus Angehörigen beider Staaten bestehen, gilt eine von der zuständigen Behörde des einen Staates ausgestellte und von der zuständigen konsularischen Vertretung des anderen Staates mit Sichtvermerk versehene Sammelliste als Passersatz. Der Sichtvermerk ist gebührenfrei zu erteilen.

Sammellisten werden für Arbeitertransporte nicht ausgestellt.

Artikel III.

Die jeweils im Gebiet der beiden Staaten geltenden Bestimmungen über die Verhängung von Grenzsperrern, über die Zurückweisung nicht einwandfreier Reisender an der Grenze, über die Meldung, den Aufenthalt und die Ausweisung von Ausländern sowie über den Schutz des heimischen Arbeitsmarktes gegen die Überlastung mit ausländischen Arbeitskräften werden durch dieses Abkommen nicht berührt.

Artikel IV.

Jeder der beiden Staaten kann Angehörige des anderen Staates,

a) die gegen die Vorschriften über die Meldung und den Aufenthalt von Ausländern im Inland verstossen oder

b) deren Tätigkeit als Arbeiter oder Angestellte die zum Schutz des heimischen Arbeitsmarktes erlassenen Bestimmungen verletzt,

aus seinem Gebiete ausweisen (wegweisen).

Die Voraussetzung unter *b*) ist insbesondere als gegeben anzusehen, wenn Angehörige des einen Staates nach ihrer Einreise in das Gebiet des anderen Staates dort eine Stelle entreten wollen, ohne im Besitz einer von der zuständigen Vertretung des Aufenthaltsstaates im Ausland vor dem Grenzübertritt beschafften « Zusicherung der Bewilligung zum Stellenantritt » zu sein.

Jeder der beiden Staaten wird Vorsorge dafür treffen, dass seine Angehörigen auf die Notwendigkeit der vorherigen Einholung der Zusicherung der Bewilligung zum Stellenantritt aufmerksam gemacht werden, wenn sie die Ausstellung eines Passes zur Reise in das andere Land zum Zwecke des Stellenantritts nachsuchen.

Für die in Absatz zwei erwähnte „Zusicherung“ wird keine höhere Gebühr als eine Reichsmark (eine Krone) erhoben.

Artikel V.

Durch das Abkommen werden nicht die besonderen Vereinbarungen berührt, die

1. für den kleinen Grenzverkehr und für den Grenznahverkehr,
2. für die im Grenzverkehr dienstlich tätigen Beamten und Angestellten der beiden Staaten

an Stelle des Passes andere Ausweise zulassen.

Artikel VI.

Das gegenwärtige Abkommen tritt, ohne einer weiteren Genehmigung zu bedürfen, am 20. Mai 1926 in Kraft und kann am Anfang eines jeden Kalendervierteljahres mit dreimonatiger Frist gekündigt werden.

Ich beehre mich hinzuzufügen, dass die Deutsche Regierung den in der Niederschrift über die Verhandlungen der beiderseitigen Vertreter d. d. Kopenhagen, den 1. Mai 1926 niedergelegten Erklärungen die gleiche Bedeutung und Wirksamkeit wie den in der Vereinbarung selbst enthaltenen Bestimmungen beilegt.

Genehmigen Sie Herr Minister, die Versicherung meiner ausgezeichneten Hochachtung.

(Gez.) G. v. MUTIUS.

Seiner Exzellenz
dem Königlichen Minister des Äusseren
Herrn Grafen Moltke
hier.

Pour copie conforme :
Copenhague, le 29 septembre 1930.

E. Reventlow,
*Secrétaire général du Ministère
des Affaires étrangères.*

KOPENHAGEN, den 4. Mai 1926.

HERR GESANDTER,

Ich beehre mich Ihnen hierdurch mitzuteilen, dass die Königlich Dänische Regierung den Vereinbarungen zustimmt, die auf Grund der in der Zeit vom 27. April bis 1. Mai 1926 in Kopenhagen zwischen Vertretern der beiderseitigen Regierungen geführten Verhandlungen über die Beseitigung des Sichtvermerkszwanges wie folgt getroffen worden sind :

Artikel I.

Die Angehörigen des einen Staates können das Gebiet des anderen Staates über die amtlich zugelassenen Grenzübergangsstellen jeder Zeit lediglich auf Grund eines giltigen Heimatpasses, aus dem sich die Staatsangehörigkeit des Inhabers einwandfrei ergibt, ohne Sichtvermerk des Gegenstaates betreten und verlassen. Die Vergünstigung bezieht sich nur auf die Inhaber von Nationalpässen, nicht von sogenannten Fremdenpässen (Reisepässe für Ausländer), Nationalpässe werden nur an Personen ausgestellt werden, deren Zugehörigkeit zum ausstellenden Staate einwandfrei feststeht.

Für Kinder unter 15 Jahren genügt an Stelle eines Passes ein amtlicher Ausweis über Namen, Alter, Staatsangehörigkeit und Wohnsitz oder dauernden Aufenthalt des Kindes. Der Kinderausweis muss bei Kindern über 10 Jahre mit einem von der ausstellenden Behörde abgestempelten Lichtbild versehen sein.

Artikel II.

Für den gemeinschaftlichen Grenzübertritt von Personengruppen, die aus dänischen Staatsangehörigen oder aus deutschen Reichsangehörigen oder aus Angehörigen beider Staaten bestehen, gilt eine von der zuständigen Behörde des einen Staates ausgestellt und von der zuständigen konsularischen Vertretung des anderen Staates mit Sichtvermerk versehene Sammelliste als Passersatz. Der Sichtvermerk ist gebührenfrei zu erteilen.

Sammellisten werden für Arbeitertransporte nicht ausgestellt.

Artikel III.

Die jeweils im Gebiet der beiden Staaten geltenden Bestimmungen über die Verhängung von Grenzsperrern, über die Zurückweisung nicht einwandfreier Reisender an der Grenze, über die Meldung, den Aufenthalt und die Ausweisung von Ausländern sowie über den Schutz des heimischen Arbeitsmarktes gegen die Überlastung mit ausländischen Arbeitskräften werden durch dieses en Abkommen nicht berührt.

Artikel IV.

Jeder der beiden Staaten kann Angehörige des anderen Staates,

a) die gegen die Vorschriften über die Meldung und den Aufenthalt von Ausländern im Inland verstossen oder

b) deren Tätigkeit als Arbeiter oder Angestellte die zum Schutze des heimischen Arbeitsmarktes erlassenen Bestimmungen verletzt,

aus seinem Gebiete ausweisen (wegweisen).

Die Voraussetzung unter *b)* ist insbesondere als gegeben anzusehen, wenn Angehörige des einen Staates nach ihrer Einreise in das Gebiet des anderen Staates dort eine Stelle antreten wollen, ohne im Besitz einer von der zuständigen Vertretung des Aufenthaltstaats im Ausland vor dem Grenzübertritt beschafften „Zusicherung“ der Bewilligung zum Stellenantritt“ zu sein.

Jeder der beiden Staaten wird Vorsorge dafür treffen, dass seine Angehörigen auf die Notwendigkeit der vorherigen Einholung der Zusicherung der Bewilligung zum Stellenantritt aufmerksam gemacht werden, wenn sie die Ausstellung eines Passes zur Reise in das andere Land zum Zwecke des Stellenantritts nachsuchen.

Für die in Absatz zwei erwähnte „Zusicherung“ wird keine höhere Gebühr als eine Krone (eine Reichsmark) erhoben.

Artikel V.

Durch das Abkommen werden nicht die besonderen Vereinbarungen berührt, die

1. für den kleinen Grenzverkehr und für den Grenznahverkehr,
2. für die im Grenzverkehr dienstlich tätigen Beamten und Angestellten der beiden Staaten

an Stelle des Passes andere Ausweise zulassen.

Artikel VI.

Das gegenwärtige Abkommen tritt, ohne einer weiteren Genehmigung zu bedürfen, am 20. Mai 1926 in Kraft und kann am Anfang eines jeden Kalendervierteljahres mit dreimonatiger Frist gekündigt werden.

Ich beehre mich hinzuzufügen, dass die Dänische Regierung den in der Niederschrift über die Verhandlungen der beiderseitigen Vertreter d. d. Kopenhagen, den 1. Mai 1926 niedergelegten Erklärungen die gleiche Bedeutung und Wirksamkeit wie den in der Vereinbarung selbst enthaltenen Bestimmungen beilegt.

Genehmigen Sie, Herr Gesandter, die Versicherung meiner ausgezeichneten Hochachtung.

(Signé) C. MOLTKE.

An

Herrn G. von Mutius,
Deutscher Gesandter.

Pour copie conforme :

Copenhague, le 29 septembre 1930.

E. Reventlow

*Secrétaire général du Ministère
des Affaires étrangères.*

¹ TRADUCTION.

N^o 2480. — DÉCLARATION ENTRE L'ALLEMAGNE ET LE DANEMARK CONCERNANT L'ABOLITION DU VISA OBLIGATOIRE DES PASSEPORTS ENTRE LES DEUX PAYS. SIGNÉE A COPENHAGUE, LE 1^{er} MAI 1926.

COPENHAGUE, le 1^{er} mai 1926.

Du 27 avril au 1^{er} mai 1926, ont eu lieu à Copenhague, entre les représentants des Gouvernements danois et allemand, des négociations au sujet de la suppression du visa obligatoire. Ont pris part aux négociations :

DU CÔTÉ DANOIS :

Pour le ministère des Affaires étrangères : MM. ENGELL, chef de Division, et BOECK, conseiller de légation ; pour le ministère de la justice : MM. Aage SVENDSEN, chef de service, et MENSEN, chef de la police de l'Etat ;

DU CÔTÉ ALLEMAND :

Pour le ministère des Affaires étrangères : le D^r KRASKE, conseiller de légation et le D^r KRÜGER, consul, de la légation d'Allemagne à Copenhague ; pour le ministère de l'Intérieur du Reich : M. KRAUSE, conseiller de gouvernement.

On trouvera dans le projet de note ci-annexé le résultat de ces négociations.

Au surplus, les deux Parties sont encore convenues de ce qui suit :

Ad. article premier : Les points de passage de la frontière officiellement autorisés aux termes de la disposition en question sont, jusqu'à nouvel ordre, les points de passage autorisés pour le grand trafic.

¹ Traduit par le Secrétariat de la Société des Nations, à titre d'information.

¹ TRANSLATION.

No. 2480. — DECLARATION BETWEEN GERMANY AND DENMARK REGARDING THE ABOLITION OF COMPULSORY PASSPORT VISAS BETWEEN THE TWO COUNTRIES. SIGNED AT COPENHAGEN, MAY 1, 1926.

COPENHAGEN, May 1, 1926.

Negotiations took place at Copenhagen from April 27 to May 1, 1926, between representatives of the Danish and German Governments concerning the abolition of compulsory visas. There took part in those negotiations :

FOR DENMARK :

For the Ministry of Foreign Affairs : M. ENGELL, Chief of Division, and M. BOECK, Counsellor of Legation ; for the Ministry of Justice : M. Aage SVENDSEN, Chief of Service, and M. MENSEN, Government Chief of Police ;

FOR GERMANY :

For the Ministry of Foreign Affairs : Dr. KRASKE, Counsellor of Legation, and Dr. KRÜGER, Consul of the German Legation, Copenhagen ; for the Reich Ministry of the Interior : M. KRAUSE, Government Counsellor.

The results of the negotiations are incorporated in the draft notes annexed hereto.

The two Parties also agreed on the following points :

Ad Article I : For the purposes of this provision, officially recognised points at which the frontier may be crossed shall be, until further notice, the frontier points authorised for long-distance traffic.

¹ Translated by the Secretariat of the League of Nations, for information.

Ad. article II : Les listes collectives doivent contenir le nom, le lieu et le jour de naissance de tous les participants et indiquer l'objet et le lieu de destination du voyage. L'autorité qui établit cette liste doit, en outre, y attester que les participants au voyage peuvent rentrer dans le pays de départ.

Les Parties contractantes se réservent de soumettre à un nouvel examen les accords actuellement en vigueur entre le Danemark et l'Allemagne concernant le régime des passeports en matière de petit trafic frontalier, afin de rechercher si, en raison de la suppression du visa obligatoire, il convient de modifier ou de compléter lesdits accords.

(Signé) ENGELL.
 (Signé) KRASKE.
 (Signé) Aage SVENDSEN.
 (Signé) KRAUSE.
 (Signé) Vald. H. MENSEN.
 (Signé) KRÜGER.
 (Signé) BOECK.

Ad Article II : Collective lists must contain the name and the place and date of birth of every member of the party, together with particulars of the purpose of the journey and the destination. The issuing authorities must also indicate on the list that the persons in question can return to the country which they are leaving.

The Contracting Parties reserve the right to reexamine the Agreements at present in force between Denmark and Germany concerning the passport system for so-called minor frontier traffic, with a view to deciding whether, as the result of the abolition of compulsory visas, it is necessary to amend or supplement the said Agreements.

(Signed) ENGELL.
 (Signed) KRASKE.
 (Signed) Aage SVENDSEN.
 (Signed) KRAUSE.
 (Signed) Vald. H. MENSEN.
 (Signed) KRÜGER.
 (Signed) BOECK.

ÉCHANGE DE NOTES

I.

LÉGATION D'ALLEMAGNE
 COPENHAGUE.

COPENHAGUE, le 4 mai 1926.

MONSIEUR LE MINISTRE,

J'ai l'honneur de vous informer par les présentes que le gouvernement du Reich allemand accepte les arrangements qui, à la suite des négociations qui ont eu lieu du 27 avril au 1^{er} mai 1926, à Copenhague, entre les représentants des deux gouvernements, au sujet de la suppression du visa obligatoire, ont été conclus dans les termes ci-après :

Article premier.

Les ressortissants de l'un des deux Etats pourront, en tout temps, pénétrer sur le territoire de l'autre Etat et en sortir par tous les

EXCHANGE OF NOTES

I.

GERMAN EMBASSY,
 COPENHAGEN.

COPENHAGEN, May 4, 1926.

YOUR EXCELLENCY,

I have the honour to inform you that the German Government concurs in the Agreements arrived at as the result of the negotiations between representatives of both Governments held at Copenhagen from April 27 to May 1, 1926, regarding the abolition of compulsory passport visas, as follows :

Article I.

Nationals of either State may at any time enter and leave the territory of the other State at any officially recognised frontier points

points de passage de la frontière autorisés, sur la simple production d'un passeport national valable, indiquant de façon probante la nationalité du détenteur, sans visa de l'autre Etat.

Cette faveur ne vise que les détenteurs de passeports nationaux, à l'exclusion des détenteurs de passeports pour étrangers (*Fremdenpässe*). Des passeports nationaux ne seront délivrés qu'à des personnes possédant incontestablement la qualité de ressortissants de l'Etat qui établit le document.

Pour les enfants âgés de moins de quinze ans, le passeport pourra être remplacé par une pièce d'identité officielle indiquant le nom, l'âge, la nationalité et le domicile ou la résidence permanente de l'enfant. Cette pièce d'identité pour les enfants âgés de plus de dix ans, devra être munie d'une photographie portant le cachet de l'autorité qui l'a délivrée.

Article II.

Pour le passage collectif de groupes de personnes composés de ressortissants du Reich allemand ou de l'Etat danois, ou de ressortissants des deux Etats, une liste collective délivrée par l'autorité compétente de l'un des deux Etats et munie du visa de la représentation consulaire compétente de l'autre Etat tiendra lieu de passeport. Le visa sera apposé gratuitement.

Il ne sera pas délivré de listes collectives pour les transports d'ouvriers.

Article III.

Le présent accord ne porte pas atteinte aux dispositions en vigueur sur le territoire des deux Etats concernant la fermeture de la frontière, le refoulement des voyageurs suspects à la frontière, la déclaration, le séjour et l'expulsion d'étrangers, ainsi que la protection du marché du travail national contre la surabondance de main d'œuvre étrangère.

Article IV.

Chacun des deux Etats peut expulser ou refouler de son territoire les ressortissants de l'autre Etat :

without a visa of the latter State, provided that they hold valid national passports clearly establishing the holder's identity. This privilege applies only to holders of national passports and does not concern holders of so-called foreigners' passports (*Reisepässe für Ausländer*). National passports shall only be issued to persons who are indubitably nationals of the State issuing such passports.

In place of a passport it shall be sufficient for children under fifteen years of age to have an official certificate giving their name, age, nationality and residence or permanent domicile. In the case of children over ten years of age, the document must contain a photograph stamped by the issuing authority.

Article II.

Groups of persons, consisting of German or Danish nationals or of nationals of both States, who desire to cross the frontier as a party, may do so if, in place of a passport, they are provided with a collective list made out by the competent authority of one State and *visés* by the competent consular representative of the other State. The consular visa shall be issued free of charge.

Collective lists may not, however, be issued for parties of workmen.

Article III.

The provisions in force at the time in the territory of the two States, relating to the closing of the frontier, the refusal of admission to undesirable travellers at the frontier, police registration, residence, and the expulsion of foreigners, and also the protection of the home labour market against an excess of foreign labour shall not be affected by the present Agreement.

Article IV.

Each of the two States shall be entitled to expel from its territory those nationals of the other State who :

a) Qui enfreignent les règlements relatifs à la déclaration et au séjour des étrangers à l'intérieur du pays;

b) Dont l'activité en qualité d'ouvriers ou d'employés porte atteinte aux dispositions édictées en vue de la protection du marché du travail national.

La condition prévue sous *b*) doit notamment être considérée comme remplie lorsque des ressortissants de l'un des deux Etats, après avoir pénétré sur le territoire de l'autre, veulent y occuper un poste sans être détenteurs d'une autorisation spéciale délivrée, avant le passage de la frontière, par le représentant compétent du pays de séjour à l'étranger.

Chacun des deux Etats prendra les mesures nécessaires pour signaler à ses ressortissants la nécessité d'obtenir au préalable l'autorisation d'occuper un poste lorsqu'ils demanderont l'établissement d'un passeport pour l'autre pays, en vue d'y occuper un poste.

Pour l'autorisation spéciale prévue au second alinéa, il ne sera pas prélevé de droit supérieur à un reichsmark (une couronne).

(a) Have infringed the regulations concerning registration and the residence of foreigners in the country; or

(b) Whose employment as workers or employees infringes the regulations concerning the protection of the home labour market.

The condition set forth under (*b*) shall be held to apply, in particular, if nationals of the one State, after entering the territory of the other State, attempt to take up employment there without being in possession of the special authorisation, issued before they cross the frontier, by the competent representative abroad of the country of residence.

Each of the two States shall see that its nationals are informed, when they apply for a passport to proceed to the other country for the purpose of taking up employment, that they must obtain previous authorisation for such purpose.

The charge for the special authorisation mentioned in the second paragraph shall not exceed 1 Reichsmark (1 Crown).

Article V.

Le présent accord ne porte pas atteinte aux arrangements spéciaux qui admettent d'autres papiers d'identité à la place du passeport,

1^o Pour le petit trafic frontalier et pour le trafic frontalier local;

2^o Pour les fonctionnaires et les employés des deux Etats en service officiel dans le trafic frontalier.

Article VI.

Le présent accord, sans qu'une autre ratification soit nécessaire, entrera en vigueur le 20 mai 1926 et pourra, moyennant préavis de trois mois, être dénoncé au début de tout trimestre de l'année civile.

J'ai l'honneur d'ajouter que le Gouvernement allemand attribue aux déclarations inscrites à la date du 1^{er} mai 1926 dans le procès-verbal des négociations des représentants des deux Etats qui ont eu lieu à Copenhague, la même

Article V.

The present Agreement shall not affect the special Arrangements under which other identity papers may be accepted instead of passports,

(1) For minor frontier traffic and local frontier traffic;

(2) For officials and employees of either State officially employed in local frontier traffic.

Article VI.

The present Agreement, which shall not require further ratification, shall come into force on May 20, 1926, and may be denounced at the beginning of any quarter of the calendar year at three month's notice.

I have the honour to add that the German Government attributes to the declarations included on May 1, 1926, in the minutes of the negotiations between the representatives of the two States which took place at Copenhagen

importance et le même effet qu'aux dispositions contenues dans l'accord même.

Veillez agréer, Monsieur le Ministre, les assurances de ma considération très distinguée.

(Signé) G. v. MUTIUS.

A Son Excellence le comte Moltke,
Ministre des Affaires étrangères
du Danemark.
E. V.

II.

COPENHAGUE, le 4 mai 1926.

MONSIEUR LE MINISTRE,

J'ai l'honneur de vous informer par les présentes que le Gouvernement royal danois accepte les arrangements qui, à la suite des négociations qui ont eu lieu du 27 avril au 1^{er} mai 1926 à Copenhague entre les représentants des deux gouvernements, au sujet de la suppression du visa obligatoire, ont été conclus dans les termes ci-après :

Article premier.

Les ressortissants de l'un des deux Etats pourront en tout temps pénétrer sur le territoire de l'autre Etat et en sortir par tous les points de passage de la frontière autorisés, sur la simple production d'un passeport national valable, indiquant de façon probante la nationalité du détenteur, sans visa de l'autre Etat. Cette faveur ne vise que les détenteurs de passeports nationaux, à l'exclusion des détenteurs de passeports pour étrangers (*Fremdenpässe*). Des passeports nationaux ne seront délivrés qu'à des personnes possédant incontestablement la qualité de ressortissants de l'Etat qui établit le document.

Pour les enfants âgés de moins de quinze ans, le passeport pourra être remplacé par une pièce d'identité officielle indiquant le nom, l'âge, la nationalité et le domicile ou la résidence permanente de l'enfant. Cette pièce d'identité

the same scope and effect as to the provisions contained in the Agreement itself.

I have the honour to be, etc.,

(Signed) G. v. MUTIUS.

His Excellency
Count Moltke,
His Majesty's Minister for Foreign Affairs,
Copenhagen.

II.

COPENHAGEN, May 4 1926.

YOUR EXCELLENCY,

I have the honour to inform you that the Danish Government concurs in the Agreements arrived at as the result of the negotiations between representatives of both Governments held at Copenhagen from April 27 to May 1, 1926, regarding the abolition of compulsory passport visas, as follows :

Article I.

Nationals of either State may at any time enter and leave the territory of the other State at any officially recognised frontier points without a visa of the latter State, provided that they hold valid national passports clearly establishing the holder's identity. This privilege applies only to holders of national passports and does not concern holders of so-called foreigners' passports (*Reisepässe für Ausländer*). National passports shall only be issued to persons who are indubitably nationals of the State issuing such passports.

In place of a passport it shall be sufficient for children under fifteen years of age to have an official certificate giving their name, age, nationality, and residence or permanent domicile. In the case of children over ten years

pour les enfants âgés de plus de dix ans, devra être munie d'une photographie portant le cachet de l'autorité qui l'a délivrée.

of age, the document must contain a photograph stamped by the issuing authority.

Article II.

Pour le passage collectif de groupes de personnes composés de ressortissants de l'État danois ou du Reich allemand, ou de ressortissants des deux États, une liste collective délivrée par l'autorité compétente de l'un des deux États et munie du visa de la représentation consulaire compétente de l'autre État tiendra lieu de passeport. Le visa sera apposé gratuitement.

Il ne sera pas délivré de listes collectives pour les transports d'ouvriers.

Article II.

Groups of persons, consisting of Danish or German nationals or of nationals of both States, who desire to cross the frontier as a party may do so if, in place of a passport, they are provided with a collective list made out by the competent authority of one State and *visés* by the competent consular representative of the other State. The consular visa shall be issued free of charge.

Collective lists may not, however, be issued for parties of workmen.

Article III.

Le présent accord ne porte pas atteinte aux dispositions en vigueur sur le territoire des deux États concernant la fermeture de la frontière, le refoulement des voyageurs suspects à la frontière, la déclaration du séjour et l'expulsion d'étrangers, ainsi que la protection du marché du travail national contre la surabondance de main-d'œuvre étrangère.

Article III.

The provisions in force at the time in the territory of the two States, relating to the closing of the frontier, the refusal of admission to undesirable travellers at the frontier, police registration, residence, and the expulsion of foreigners, and also the protection of the home labour market against an excess of foreign labour shall not be affected by the present Agreement.

Article IV.

Chacun des deux États peut expulser ou refouler de son territoire les ressortissants de l'autre État :

a) Qui enfreignent les règlements relatifs à la déclaration et au séjour des étrangers à l'intérieur du pays ;

b) Dont l'activité en qualité d'ouvriers ou d'employés porte atteinte aux dispositions édictées en vue de la protection du marché du travail national.

La condition prévue sous *b)* doit notamment être considérée comme remplie lorsque des ressortissants de l'un des deux États, après avoir pénétré sur le territoire de l'autre, veulent y occuper un poste sans être détenteurs d'une autorisation spéciale délivrée, avant le passage de la frontière, par le représentant compétent du pays de séjour à l'étranger.

Chacun des deux États prendra les mesures nécessaires pour signaler à ses ressortissants

Article IV.

Each or the two States shall be entitled to expel from its territory those nationals of the other State who :

(a) Have infringed the regulations concerning registration and the residence of foreigners in the country ; or

(b) Whose employment as workers or employees infringes the regulations concerning the protection of the home labour market.

The condition set forth under *(b)* shall be held to apply in particular if nationals of the one State, after entering the territory of the other State, attempt to take up employment there without being in possession of the special authorisation, issued before they cross the frontier, by the competent representative abroad of the country of residence.

Each of the two States shall see that its nationals are informed, when they apply for

la nécessité d'obtenir au préalable l'autorisation d'occuper un poste lorsqu'ils demanderont l'établissement d'un passeport pour l'autre pays, en vue d'y occuper un poste.

Pour l'autorisation spéciale, prévue à l'alinéa 2, il ne sera pas prélevé de droit supérieur à un reichsmark (une couronne).

Article V.

Le présent accord ne porte pas atteinte aux arrangements spéciaux qui admettent d'autres papiers d'identité à la place du passeport.

1^o Pour le petit trafic frontalier et pour le trafic frontalier local ;

2^o Pour les fonctionnaires et les employés des deux Etats en service officiel dans le trafic frontalier.

Article VI.

Le présent accord, sans qu'une autre ratification soit nécessaire, entrera en vigueur le 20 mai 1926 et pourra, moyennant préavis de trois mois, être dénoncé au début de tout trimestre de l'année civile.

J'ai l'honneur d'ajouter que le Gouvernement danois attribue aux déclarations inscrites à la date du 1^{er} mai 1926 dans le procès-verbal des négociations des représentants des deux Etats qui ont eu lieu à Copenhague, la même importance et le même effet qu'aux dispositions contenues dans l'accord même.

Veuillez agréer, Monsieur le Ministre, les assurances de ma considération très distinguée.

(Signé) C. MOLTKE.

A Monsieur G. von Mutius,
Ambassadeur d'Allemagne.

a passport to proceed to the other country for the purpose of taking up employment, that they must obtain previous authorisation for such purpose.

The charge for the special authorisation mentioned in the second paragraph shall not exceed 1 Reichsmark (1 Crown).

Article V.

The present Agreement shall not affect the special Arrangements under which other identity papers may be accepted instead of passports,

(1) For minor frontier traffic and local frontier traffic ;

(2) For officials and employees of either State officially employed in local frontier traffic.

Article VI.

The present Agreement, which shall not require further ratification, shall come into force on May 20, 1926, and may be denounced at the beginning of any quarter of the calendar year at three months' notice.

I have the honour to add that the Danish Government attributes to the declarations included on May 1, 1926, in the minutes of the negotiations between the representatives of the two States the same scope and effect as to the provisions contained in the Agreement itself.

I have the honour to be, etc.,

(Signed) C. MOLTKE.

His Excellency
G. von Mutius,
German Ambassador.

N° 2481.

**GRANDE-BRETAGNE
ET JAPON**

Articles additionnels amendant l'Accord relatif aux colis postaux des 19 juillet/1^{er} août 1907 entre l'Administration des Postes de Hong-Kong et le Ministère des Communications de l'Empire du Japon. Signés à Tokio, le 5 mars 1929, et Hong-Kong, le 20 août 1929.

GREAT BRITAIN AND JAPAN

Additional Articles amending the Parcel Post Agreement of July 19/August 1, 1907, between the Post Office of Hongkong and the Department of Communications of the Empire of Japan. Signed at Tokio, March 5, 1929, and at Hongkong, August 20, 1929.

No. 2481. — ADDITIONAL ARTICLES AMENDING THE PARCEL POST AGREEMENT BETWEEN THE DEPARTMENT OF COMMUNICATIONS OF THE EMPIRE OF JAPAN AND THE POST OFFICE OF HONGKONG, SIGNED AT TOKIO ON THE 19TH DAY OF THE 7TH MONTH OF THE 40TH YEAR OF MEIJI AND AT HONGKONG ON THE 1ST DAY OF AUGUST 1907. SIGNED AT TOKIO ON THE 5TH DAY OF THE 3RD MONTH OF THE 4TH YEAR OF SHOWA AND AT HONGKONG, AUGUST 20, 1929.

*Texte officiel anglais communiqué par le directeur du Bureau impérial du Japon à la Société des Nations.
L'enregistrement de ces articles additionnels a eu lieu le 6 octobre 1930.*

Article I.

THE DEPARTMENT OF COMMUNICATIONS OF THE EMPIRE OF JAPAN and THE POST OFFICE OF HONGKONG agree upon the following amendments to be introduced to the Parcel Post Agreement of the 19th day of the 7th month of the 40th year of Meiji and the 1st day of August 1907.

(1) Substitute for the Preamble the following :

The Department of Communications of the Empire of Japan and the Post Office of Hongkong agree to effect a regular exchange of parcels between the Empire of Japan and Hongkong as well as the onward transmission of parcels addressed to a third country and delivered in closed mails from one of the services to the other.

The regulations of the present Agreement shall be generally applicable, not only to parcels exchanged direct between the Empire of Japan and Hongkong, but also to parcels sent à découvert and in transit to or from one of the two countries through the other, except the items such as specially agreed upon between the Chiefs of the Postal Administrations of the two contracting countries.

To be accepted by one of the services for onward transmission, parcels for a third country which are delivered in closed mails from the other shall be subject to the conditions agreed upon between the Chiefs of the Postal Administrations of the two contracting countries, in respect to the limits of weight, the rates of postage, and the responsibility thereof, etc.

(2) In Article I, substitute for paragraph 1 the following :

1. Parcels may be forwarded by Parcel Post from the Empire of Japan to Hongkong up to the weight of 5 kg., and from Hongkong to the Empire of Japan up to the weight of 11 pounds English.

¹ TRADUCTION. — TRANSLATION.

N^o 2481. — ARTICLES ADDITIONNELS AMENDANT L'ACCORD RELATIF AUX COLIS POSTAUX ENTRE LE MINISTÈRE DES COMMUNICATIONS DE L'EMPIRE DU JAPON ET L'ADMINISTRATION DES POSTES DE HONG-KONG, SIGNÉ A TOKIO, LE 19^{me} JOUR DU 7^{me} MOIS DE LA 40^{me} ANNÉE DE MEIJI ET A HONG-KONG LE 1^{er} AOUT 1907. SIGNÉS A TOKIO, LE 5^{me} JOUR DU 3^{me} MOIS DE LA 4^{me} ANNÉE DE SHOWA, ET A HONG-KONG, LE 20 AOUT 1929.

*English official text communicated by the Director of the Imperial Japanese League of Nations Office
The registration of these Additional Articles took place October 6, 1930.*

Article premier.

LE MINISTÈRE DES COMMUNICATIONS DE L'EMPIRE DU JAPON ET L'ADMINISTRATION DES POSTES DE HONG-KONG conviennent des amendements suivants à apporter à l'Accord relatif aux colis postaux, du dix-neuvième jour du septième mois de la quarantième année de Meiji et du 1^{er} août 1907 :

1^o Remplacer le Préambule par ce qui suit :

Le Ministère des Communications de l'Empire du Japon et l'Administration des Postes de Hong-Kong conviennent d'assurer un service régulier d'échange de colis postaux entre l'Empire du Japon et Hong-Kong, ainsi que le transit des colis adressés à un pays tiers et remis en dépêches closes par l'un des services à l'autre.

Les dispositions du présent accord seront applicables, d'une manière générale, non seulement aux colis directement échangés entre l'Empire du Japon et Hong-Kong, mais aussi aux colis expédiés à découvert et en transit à destination ou en provenance de l'un de ces deux pays, par l'intermédiaire de l'autre, à l'exception des articles faisant l'objet d'ententes particulières entre les directeurs des administrations postales des deux pays contractants.

Pour être acceptés en transit par l'un des services, les colis destinés à un pays tiers qui sont remis en dépêches closes par l'autre pays devront répondre aux conditions fixées d'un commun accord par les directeurs des administrations postales contractantes, concernant les limites de poids, les taxes d'affranchissement et la responsabilité assumée à l'égard de ces colis, etc.

2^o A l'article premier, remplacer le paragraphe premier ce qui suit :

1. Il pourra être expédié, sous forme de colis postaux, des colis en provenance de l'Empire du Japon et à destination de Hong-Kong, jusqu'à concurrence de cinq kilogrammes, et en provenance de Hong-Kong à destination de l'Empire du Japon, jusqu'à concurrence de onze livres anglaises.

¹ Traduit par le Secrétariat de la Société des Nations, à titre d'information.

¹ Translated by the Secretariat of the League of Nations, for information.

(3) Substitute for Article IV the following :

1. The territorial rates and sea rates of the parcels exchanged between the Empire of Japan and Hongkong are shown in the following tables :

(a) Parcels originating in the Empire of Japan addressed to Hongkong :

	Not over 1.5 kg.	Over 1.5 kg. but not over 3 kg.	Over 3 kg. but not over 5 kg.
	Fr. Cts.	Fr. Cts.	Fr. Cts.
Territorial rate of the Empire of Japan	0.50	0.75	1.—
For sea conveyance between the Empire of Japan and Hongkong	0.50	1.—	1.50
Territorial rate of Hongkong	0.25	0.50	0.75
Total	1.25	2.25	3.25

(b) Parcels originating in Hongkong addressed to the Empire of Japan :

	Not over 3 lbs.	Over 3 lbs. but not over 7 lbs.	Over 7 lbs. but not over 11 lbs.
	Fr. Cts.	Fr. Cts.	Fr. Cts.
Territorial rate of Hongkong	0.25	0.50	0.75
For sea conveyance between Hongkong and the Empire of Japan	0.50	1.—	1.50
Territorial rate of the Empire of Japan	0.50	0.75	1.—
Total	1.25	2.25	3.25

For parcels addressed to or sent from one of the Postal Administrations of Japan proper, Chosen, and the other Japanese Dependencies through the intermediary of either service thereof, each intermediate service may collect supplementarily as the charge for transit conveyance a sum equal to the territorial rate of the Empire of Japan provided in the preceding clause and a sea rate of 50 centimes as the case may be. As to the collection of this charge, due notice shall be given to Hongkong.

The Chiefs of the Postal Administrations of the two contracting countries have authority to reduce the rates fixed in the preceding two clauses or to increase the same within a maximum of 100 per cent, by agreement made in advance.

The totals thus arrived at shall form the basis for determining the sums to be collected as postage from the senders in the country of origin.

2. The Post Office of the country of origin shall pay to the Post Office of the country of destination the territorial rate of the latter and also the sea rate if the latter Office provides for the sea service as well as the transit charge fixed by the second clause of the first paragraph of the present Article as the case may be.

3° Remplacer l'article IV par ce qui suit :

1. Les taxes territoriales et les taxes maritimes afférentes aux colis échangés entre l'Empire du Japon et Hong-Kong, sont spécifiées dans les tableaux suivants :

a) Colis en provenance de l'Empire du Japon et à destination de Hong-Kong :

	Jusqu'à 1,5 kg. inclusivement	De 1,5 kg. à 3 kg. inclusivement	De 3 kg. à 5 kg. inclusivement
	Fr. Cts.	Fr. Cts.	Fr. Cts.
Taxe territoriale de l'Empire du Japon	0,50	0,75	1,—
Transport par voie maritime entre l'Empire du Japon et Hong-Kong	0,50	1,—	1,50
Taxe territoriale de Hong-Kong	0,25	0,50	0,75
Total	1,25	2,25	3,25

b) Colis en provenance de Hong-Kong à destination de l'Empire du Japon.

	Jusqu'à 3 lbs. inclusivement	De 3 lbs. à 7 lbs. inclusivement	De 7 lbs. à 11 lbs. inclusivement
	Fr. Cts.	Fr. Cts.	Fr. Cts.
Taxe territoriale de Hong-Kong	0,25	0,50	0,75
Transport par voie maritime entre Hong-Kong et l'Empire du Japon	0,50	1,—	1,50
Taxe territoriale de l'Empire du Japon	0,50	0,75	1,—
Total	1,25	2,25	3,25

Pour les colis en provenance ou à destination de l'une des administrations postales du Japon proprement dit ou du Tcho-Sien ou des autres Dépendances japonaises, par l'intermédiaire de l'un de ces services, chaque service intermédiaire aura la faculté de percevoir en sus, comme taxe de transport en transit, une somme égale à la taxe territoriale de l'Empire du Japon prévue dans la clause précédente et une taxe de transport maritime de 50 centimes, selon le cas. La perception de cette taxe sera dûment notifiée à Hong-Kong.

Les directeurs des administrations postales des deux pays contractants sont autorisés à réduire les taxes fixées dans les deux clauses précédentes ou à les majorer dans les limites d'un maximum de 100 %, par voie d'accord préalable.

Les totaux ainsi établis serviront de base pour le calcul des sommes à percevoir à titre d'affranchissement auprès des expéditeurs du pays d'origine.

2. L'administration postale du pays d'origine versera à l'administration postale du pays de destination la taxe territoriale de ce pays, ainsi que la taxe maritime, si cette administration assure le service par mer, et aussi la taxe de transit, fixée à la deuxième clause du premier paragraphe du présent article, selon le cas.

(4) Substitute for Article V the following :

1. The Post Office of the country of origin shall collect as insurance fee 5 centimes for each land conveyance and 10 centimes for sea conveyance for each 300 francs or fraction thereof of the insured value.

The Post Office of the country of origin, however, may collect an inclusive insurance fee not exceeding 50 centimes for each 300 francs or fraction thereof of the insured value.

For parcels addressed to or sent from one of the Postal Administrations of Japan proper, Chosen, and the other Japanese Dependencies through the intermediary of either service thereof, each intermediate service may charge supplementarily as the insurance fee for transit conveyance a sum as provided in the first clause of the present paragraph. As to the collection of this charge, due notice shall be given to Hongkong.

2. The Post Office of the country of origin shall pay to the Post Office of the country of destination, for each sum of 300 francs or fraction thereof insured, the insurance fee at the rate of 5 centimes and a sea insurance fee of 10 centimes if the latter Office provides and guarantees responsibility for the sea conveyance as well as a transit insurance fee as prescribed by the third clause of the first paragraph as the case may be.

3. The Post Office of the country of origin is also entitled to collect from the sender of each insured parcel and to retain a registration fee not exceeding 50 centimes.

(5) Substitute for Article VI the following :

The sender of a parcel may request for an acknowledgment of receipt or for information as to the disposal of a postal parcel upon payment of a fee fixed by the Post Office of the country of origin. However, when the special fee for an acknowledgment of receipt was paid already, no charge will be collected for the subsequent request for informations of its disposal. The whole of these fees is retained by the Administration of the country of origin.

(6) Substitute for Article X the following :

1. Parcels may be redirected within the territory of the country of destination and the Administration of that country may collect a redirection charge fixed in its internal regulations.

2. For the redirection of parcels from one country to the other by the request either of the sender or of the addressee, as well as for the return of undelivered parcels, a supplementary charge on the basis of the rates fixed by Articles IV, V and VIII as well as a redirection charge prescribed by the preceding paragraph, if any, shall be collected from the addressees or the senders, as the case may be. A supplementary charge may also be made for warehousing.

3. In the case of returning parcels to the country of origin on account of containing prohibited articles, the charges for conveyance resulting from its return shall also be collected supplementarily in accordance with the preceding paragraph.

(7) Add the following at the end of (b), paragraph 1, Article XI :

However, the Chiefs of the Postal Administrations of the two contracting countries have the authority to negotiate for the conveyance of matches.

(8) In Article XII, substitute for paragraph 1 the following :

1. In all cases of loss, abstraction or damage, except such as are beyond control and the case where the parcel contained any of the prohibited articles which are provided in the preceding Article, the sender shall be entitled to an indemnity correspond with the actual amount of the loss, abstraction or damage, unless the damage has arisen from

4° Remplacer l'article V par ce qui suit :

1. L'administration postale du pays d'origine percevra un droit d'assurance de cinq centimes pour chaque transport territorial, et de dix centimes pour chaque transport maritime, par 300 francs ou fraction de 300 francs de la valeur déclarée.

Toutefois, l'administration postale du pays d'origine peut percevoir un droit d'assurance global ne dépassant pas 50 centimes par 300 francs ou fraction de 300 francs de la valeur assurée.

Pour les colis en provenance ou à destination de l'une des administrations postales du Japon proprement dit, du Tcho-Sien, ou des autres Dépendances japonaises, par l'intermédiaire de l'un de ces services, chaque service intermédiaire aura la faculté de percevoir en sus, comme droit d'assurance pour le transport en transit, la somme prévue à la première clause du présent paragraphe. La perception de cette taxe sera dûment notifiée à Hong-Kong.

2. L'administration postale du pays d'origine versera à celle du pays de destination, pour chaque somme de 300 francs, ou fraction de cette somme, faisant l'objet d'une déclaration de valeur, le droit d'assurance calculé au taux de cinq centimes, plus un droit d'assurance maritime de dix centimes lorsque la seconde administration assume toute responsabilité quant au transport par mer, et aussi un droit d'assurance en transit, comme il est prévu à la troisième clause du premier paragraphe, selon le cas.

3. L'Administration postale du pays d'origine a également le droit de percevoir de l'expéditeur de chaque colis avec valeur déclarée et de retenir son compte, un droit de recommandation de cinquante centimes au maximum.

5° Remplacer l'article VI par ce qui suit :

L'expéditeur d'un colis peut demander un avis de réception ou adresser une demande de renseignements sur le sort fait à un colis postal, contre versement d'un droit fixé par l'administration postale du pays d'origine. Toutefois, lorsque le droit spécial afférent à un avis de réception a été versé préalablement au dépôt du colis, aucune taxe ne sera perçue en cas de demande de renseignement ultérieure sur le sort fait au colis. La totalité de ce droit est acquise à l'administration du pays d'origine.

6° Remplacer l'article X par ce qui suit :

1. Les colis peuvent être réexpédiés à l'intérieur du territoire du pays de destination et l'administration de ce pays peut percevoir une taxe de réexpédition fixée par son règlement intérieur.

2. Pour la réexpédition des colis de l'un des deux pays à l'autre, sur la demande soit de l'expéditeur, soit du destinataire, ainsi que pour l'envoi en retour des colis tombés en rebut, il sera perçu des destinataires ou des expéditeurs selon le cas, une taxe supplémentaire calculée sur la base des taux fixés par les articles IV, V et VIII, ainsi que, le cas échéant, la taxe de réexpédition fixée au paragraphe précédent. Il pourra également être perçu une surtaxe d'entreposage.

3. Dans le cas de colis faisant retour au pays d'origine, du fait qu'ils contenaient des articles prohibés, les taxes de transport afférentes à l'envoi en retour seront également perçues en sus, conformément au paragraphe précédent.

7° Ajouter à la fin de *b*), paragraphe premier, article XI, le texte suivant :

Toutefois, les directeurs des administrations postales des deux pays contractants ont le droit de négocier des accords pour le transport des allumettes.

8° A l'article XII, remplacer le paragraphe premier par ce qui suit :

1. Dans tous les cas de perte, de spoliation ou d'avarie, à l'exception des cas de force majeure et des colis contenant l'un quelconque des articles prohibés visés par l'article précédent, l'expéditeur aura droit à une indemnité équivalente au montant effectif de la perte, de la spoliation ou de l'avarie, à moins que cette avarie ne soit due à la faute ou

the fault or negligence of the sender or from the nature of the article, and provided always that the indemnity does not exceed, in the case of an uninsured parcel, 25 francs, and in the case of an insured parcel, the sum for which it has been insured. The sender of a parcel which has been lost, or of which the contents have been completely destroyed in the post, shall also be entitled to the return of the postage as well as of the postal enquiry fee when the enquiry has arisen from an error on the part of the Postal Administration. In any case the insurance fee is retained by the Postal Administrations.

The addressee shall be entitled to a formal indemnity either when he takes delivery of a pilfered or damaged parcel against reserve, or when he can prove that the sender has waived his rights in the addressee's favour.

(9) In Article XII, substitute for paragraph 7 the following :

7. The Administrations will cease to be responsible for parcels of which the owners have taken delivery without making any reservations and for parcels of which no investigation can be made in consequence of the destruction of official documents through a case beyond control.

(10) In Article XVI, add the following :

3. The franc regarded as the monetary unit in the provisions of the present Agreement is the gold franc of 100 centimes of a weight of $10/31$ of a gramme and of a fineness of 0.900.

In fixing the postage rates either Administration shall be at liberty to adopt such approximate amounts as may be convenient in its currency.

Article II.

These Additional Articles shall come into operation on the day to be fixed by common consent between the Chiefs of the Postal Administrations of the two contracting countries.

Done in duplicate and signed at Tokio on the 5th day of the 3rd month of the 4th year of Showa and at Hongkong on the 20th day of August 1929.

(L. S.) F. KUHARA,

*Minister of State for Communications of
the Empire of Japan.*

(L. S.) N. L. SMITH,

Postmaster General of Hongkong.

à la négligence de l'expéditeur ou à la nature de l'article transporté et sous réserve que l'indemnité ne dépassera pas, pour les colis sans valeur déclarée, la somme de 25 francs et, pour les colis avec valeur déclarée, la somme qui a été déclarée.

L'expéditeur d'un colis qui a été perdu ou dont le contenu a été complètement détruit en cours de transmission par la poste, aura également droit au remboursement de l'affranchissement ainsi qu'à celui du droit afférent à l'enquête postale, si la réclamation a été motivée par une erreur de l'administration postale. Dans tous les cas, le droit d'assurance est acquis à l'administration postale.

Le destinataire a droit à une indemnité réglementaire, lorsqu'il a pris livraison d'un colis spolié ou avarié en formulant des réserves, ou lorsqu'il a établi que l'expéditeur se désistait de ses droits en faveur du destinataire.

9° A l'article XII, remplacer le paragraphe 7 par ce qui suit :

7. Les administrations cesseront d'être responsables des colis dont les propriétaires ont pris livraison sans formuler de réserves, ainsi que des colis pour lesquels il n'a pu être procédé à aucune enquête par suite de la destruction de documents officiels résultant d'un cas de force majeure.

10° A l'article XVI, ajouter ce qui suit :

3. Le franc pris comme unité monétaire dans les dispositions du présent accord est le franc-or à 100 centimes, d'un poids de 10/31 de gramme et au titre de 0,900.

Pour fixer les taxes postales, chaque administration a la faculté d'adopter une équivalence correspondant aussi exactement que possible à la valeur du franc dans la monnaie de son pays.

Article II.

Ces articles additionnels entreront en vigueur à partir de la date qui sera fixée d'un commun accord par les directeurs des administrations postales des deux pays contractants.

Fait en double exemplaire et signé à Tokio, le cinquième jour du troisième mois de la quatrième année de Showa, et à Hong-Kong, le 20 août 1929.

*Le Ministre des Communications de
l'Empire du Japon :*
(L. S.) F. KUHARA.

Le Directeur des Postes de Hong-Kong :
(L. S.) N. L. SMITH.

N° 2482.

**ROUMANIE
ET YOUGOSLAVIE**

Arrangement commercial et protocoles y annexés, signés à Bucarest, le 4 août 1930, et échanges de notes y relatifs, Bucarest, les 29 décembre 1930 et 22 juin 1931.

**ROUMANIA
AND YUGOSLAVIA**

Commercial Agreement and Protocols annexed thereto, signed at Bucharest, August 4, 1930, and Exchanges of Notes relating thereto, Bucharest, December 29, 1930, and June 22, 1931.

N^o 2482. — ARRANGEMENT COMMERCIAL ¹ ENTRE LA ROUMANIE
ET LA YOUGOSLAVIE. SIGNÉ A BUCAREST, LE 4 AOUT 1930.

Texte officiel français communiqué par le délégué permanent du Royaume de Yougoslavie auprès de la Société des Nations et l'envoyé extraordinaire et ministre plénipotentiaire de Roumanie auprès de la Société des Nations. L'enregistrement de cet arrangement a eu lieu le 9 octobre 1930.

SA MAJESTÉ LE ROI DE YOUGOSLAVIE et SA MAJESTÉ LE ROI DE ROUMANIE, animés du même désir de consolider et développer les rapports économiques entre leurs pays, ont résolu de conclure un accord commercial et à cet effet ont nommé pour leurs plénipotentiaires :

SA MAJESTÉ LE ROI DE YOUGOSLAVIE :

M. Kosta KUMANUDI, ministre sans portefeuille ;

M. Juraj DEMETROVIC, ministre du Commerce et de l'Industrie ;

SA MAJESTÉ LE ROI DE ROUMANIE :

M. Mihaï POPOVICI, ministre des Finances ;

M. Virgile MADGEARU, ministre de l'Industrie et du Commerce ;

Lesquels, après s'être communiqué leurs pleins pouvoirs respectifs, trouvés en bonne et due forme, sont convenus de ce qui suit :

Article premier.

Les ressortissants et les entreprises ayant personnalité juridique de chacun des deux pays, jouiront sur le territoire de l'autre, pour leurs personnes et leurs biens, du traitement de la nation la plus favorisée, pour tout ce qui concerne l'établissement, l'exercice de leur commerce ou de leur industrie, ainsi qu'en ce qui concerne les impôts et autres taxes.

Les produits naturels ou fabriqués de chacun des deux pays, pour tout ce qui concerne l'importation, l'exportation, l'entreposage, la réexportation, le transit, et en général pour toutes les opérations commerciales, de même que les navires, pour tout ce qui a trait à la navigation dans les eaux et les ports de l'autre pays, jouiront également du traitement accordé à la nation la plus favorisée.

Par conséquent, chacun des deux Hautes Parties contractantes s'engage à faire profiter l'autre, immédiatement et sans compensation, de toute faveur, de tous privilèges ou abaissements de droits qu'elle a déjà accordés ou pourrait accorder par la suite, sous les rapports mentionnés, à une tierce Puissance quelconque.

Article 2.

Le traitement de la nation la plus favorisée se rapporte également au montant, à la garantie et à la perception des droits d'importation et autres droits, ainsi qu'aux formalités douanières et à leurs applications, aux procédés, aux conditions de paiement de droits de douane et autres droits, à la classification de marchandises, à l'interprétation des tarifs de douane et aux procédés d'analyse des marchandises.

¹ L'échange des ratifications a eu lieu le 1^{er} septembre 1930.

¹ TRADUCTION. — TRANSLATION.No. 2482. — COMMERCIAL AGREEMENT ² BETWEEN ROUMANIA AND YUGOSLAVIA. SIGNED AT BUCHAREST, AUGUST 4, 1930.

French official text communicated by the Permanent Delegate of the Kingdom of Yugoslavia accredited to the League of Nations and the Roumanian Envoy Extraordinary and Minister Plenipotentiary accredited to the League of Nations. The registration of this Agreement took place October 9, 1930.

HIS MAJESTY THE KING OF YUGOSLAVIA and HIS MAJESTY THE KING OF ROUMANIA, being equally desirous of consolidating and developing economic relations between their countries, have resolved to conclude a commercial agreement and have for that purpose appointed as their Plenipotentiaries :

HIS MAJESTY THE KING OF YUGOSLAVIA :

M. Kosta KUMANUDI, Minister without Portfolio,
M. Juraj DEMETROVIC, Minister of Commerce and Industry ;

HIS MAJESTY THE KING OF ROUMANIA :

M. Mihai POPOVICI, Minister of Finance,
M. Virgil MADGEARU, Minister of Industry and Commerce ;

Who, having communicated their respective full powers, found in good and due form, have agreed as follows :

Article 1.

The nationals of either country, including undertakings with juridical personality, shall enjoy most-favoured-nation treatment in the territory of the other in respect of their persons and property, in all matters concerning the establishment and conduct of their trade or industry, as also in respect of taxes and other dues.

The natural and manufactured products of each of the two countries shall also enjoy most-favoured-nation treatment in all matters concerning import, export, warehousing, re-export, transit and, in general, all commercial transactions ; and similarly the vessels of each country shall enjoy most-favoured-nation treatment in all matters concerning navigation in the waters and ports of the other country.

Consequently each of the two High Contracting Parties undertakes immediately and without equivalent concession to extend to the other the benefit of any favours, privileges or reductions of duty new or hereafter accorded to any other third Power in the connexions above specified.

Article 2.

Most-favoured-nation treatment shall also be applicable in respect of the amount, guarantee and collection of import or other duties, and in respect of Customs formalities and their application, to procedure, the method and forms of payment of Customs and other duties, the classification of goods, the interpretation of Customs tariffs, and the procedure for analysing goods.

¹ Traduit par le Secrétariat de la Société des Nations, à titre d'information.

¹ Translated by the Secretariat of the League of Nations, for information.

² The exchange of ratifications took place September 1, 1930.

Article 3.

Les Hautes Parties contractantes s'accordent réciproquement le traitement de la nation la plus favorisée en ce qui concerne le régime des prohibitions et restrictions à l'importation ou à l'exportation.

Article 4.

Le traitement de la nation la plus favorisée ne s'applique pas en ce qui concerne :

- a) Les faveurs spéciales qui ont été ou seront accordées aux Etats limitrophes pour faciliter le trafic de frontière ;
- b) Le régime spécial d'importation destiné à faciliter les règlements financiers résultant de la guerre de 1914-1918 ;
- c) Les droits et privilèges accordés ou qui seraient accordés à l'avenir à un ou plusieurs autres Etats limitrophes en vue de la conclusion d'une entente économique ou d'une union douanière ;
- d) Les droits et privilèges qui pourraient être accordés à l'avenir, par l'une des Parties contractantes à des Etats tiers dans des conventions plurilatérales auxquelles l'autre Partie ne participerait pas, et si ces droits ou privilèges sont stipulés dans des conventions plurilatérales de portée générale, conclues sous les auspices de la Société des Nations, enregistrées par elle et ouvertes à l'adhésion de tous les Etats, si l'autre Partie contractante n'accorde pas la réciprocité.

Article 5.

Le présent accord entrera en vigueur le 1^{er} septembre 1930 et demeurera exécutoire jusqu'au 1^{er} janvier 1931.

Pendant cette période, il pourra être remplacé par un traité de commerce, avec les annexes réglant toutes les questions d'ordre économique entre les deux pays.

En foi de quoi les plénipotentiaires des deux Parties contractantes ont signé le présent accord et y ont apposé leurs sceaux.

Fait à Bucarest, le quatre août 1930.

(L. S.) D^r Kosta KUMANUDI, *m. p.*
Ministre sans portefeuille.

(L. S.) Juraj DEMETROVIC, *m. p.*
Ministre du Commerce et de l'Industrie.

(L. S.) Mihaï POPOVICI, *m. p.*
Ministre des Finances.

(L. S.) V. MADGEARU, *m. p.*
Ministre de l'Industrie et du Commerce.

ANNEXE I.

PROTOCOLE

CONCERNANT LE TRAITEMENT VÉTÉRINAIRE A L'IMPORTATION ET LE TRANSIT DES ANIMAUX
ET DES PRODUITS D'ANIMAUX BRUTS.

Les deux Hautes Parties contractantes se donnent mutuellement l'assurance qu'en ce qui concerne l'importation et le transit des animaux, des produits d'animaux bruts et des matières, ainsi que les objets pouvant servir comme véhicule à la contagion, du territoire de l'une des Parties

Article 3.

The High Contracting Parties shall accord each other most-favoured-nation treatment in regard to the system of import and export prohibitions and restrictions.

Article 4.

Most-favoured-nation treatment shall not be applicable to

(a) Special favours now or hereafter accorded to neighbouring States for the purpose of facilitating frontier traffic;

(b) Special arrangements in regard to imports for the purpose of facilitating the payments arising out of the war of 1914-1918;

(c) Rights and privileges now or hereafter accorded to any neighbouring State or States for the purpose of concluding an economic understanding or a Customs union;

(d) Right and privileges which one of the Contracting Parties may hereafter accord to third countries in multilateral conventions to which the other Party does not accede, provided that such rights or privileges are stipulated in multilateral conventions of a general character concluded under the auspices of the League of Nations, registered by it and open to accession by all States, unless the other Contracting Party grant reciprocity.

Article 5.

The present Agreement shall come into force on September 1, 1930, and shall remain in force until January 1, 1931.

During that period it may be replaced by a Commercial Treaty, with annexes settling all economic questions between the two countries.

In faith whereof the Plenipotentiaries of the two Contracting Parties have signed the present Agreement and have thereto affixed their seals.

Done at Bucharest, August the fourth, 1930.

(L. S.) Dr KOSTA KUMANUDI, *m. p.*
Minister without Portfolio.

(L. S.) Juraj DEMETROVIC, *m. p.*
Minister of Commerce and Industry.

(L. S.) Mihaï POPOVICI, *m. p.*
Minister of Finance.

(L. S.) V. MADGEARU, *m. p.*
Minister of Industry and Commerce.

ANNEX I.

PROTOCOL

CONCERNING VETERINARY TREATMENT ON THE IMPORTATION AND TRANSIT OF LIVESTOCK
AND RAW ANIMAL PRODUCTS.

The two High Contracting Parties mutually guarantee that, in regard to the importation and transit of livestock, raw animal products and materials, and of all articles which might act as vehicles for contagion, from the territory of the one Contracting Party to the territory of the other

contractantes sur le territoire de l'autre Partie, les dispositions prévues par les lois et règlements vétérinaires en vigueur sur le territoire de l'une des Hautes Parties contractantes, seront appliquées dans le sens de la plus grande loyauté et bienveillance possible et seulement dans le but d'assurer la protection sanitaire du bétail indigène.

Fait à Bucarest, le quatre août 1930.

(L. S.) Dr Kosta KUMANUDI, *m. p.*
Ministre sans portefeuille.

(L. S.) Juraj DEMETROVIC, *m. p.*
Ministre du Commerce et de l'Industrie.

(L. S.) Mihaï POPOVICI, *m. p.*
Ministre des Finances.

(L. S.) V. MADGEARU, *m. p.*,
Ministre de l'Industrie et du Commerce.

ANNEXE II.

PROTOCOLE

CONCERNANT LES TRANSPORTS ET LE TRANSIT DES MARCHANDISES.

Les deux gouvernements sont d'accord que les administrations compétentes des deux pays commencent dès à présent les pourparlers nécessaires en vue de conclure le plus tôt possible un accord ferroviaire et un accord fluvial pour faciliter par des tarifs de transport communs, par des raccordements des lignes du chemin de fer, et par d'autres moyens, le transport et le transit des marchandises entre les deux pays.

Fait à Bucarest, le quatre août 1930.

(L. S.) Dr Kosta KUMANUDI, *m. p.*
Ministre sans portefeuille.

(L. S.) Juraj DEMETROVIC, *m. p.*
Ministre du Commerce et de l'Industrie.

(L. S.) Mihaï POPOVICI, *m. p.*
Ministre des Finances.

(L. S.) V. MADGEARU, *m. p.*
Ministre de l'Industrie et du Commerce.

Pour copie conforme :
Le Ministre des Affaires étrangères,
D. J. Ghika.

Pour copie certifiée conforme :
le 30 septembre 1930, Belgrade.
D'ordre du Ministre des Affaires étrangères,
Chef de section ;
Secrétaire,
Ivan Kovatchevitch.

Party, the provisions laid down in the veterinary laws and regulations in force within the territory of either High Contracting Party shall be applied with all fairness and leniency and solely for the purpose of protecting the health of the native livestock.

Done at Bucharest, August the fourth, 1930.

(L. S.) Dr Kosta KUMANUDI, *m. p.*
Minister without Portfolio.

(L. S.) Juraj DEMETROVIC, *m. p.*
Minister of Commerce and Industry.

(L. S.) Mihai POPOVICI, *m. p.*
Minister of Finance.

(L. S.) V. MADGEARU, *m. p.*
Minister of Industry and Commerce.

ANNEX II.

PROTOCOL

CONCERNING THE TRANSPORT AND TRANSIT OF GOODS.

The two Governments are agreed that the competent authorities of their countries shall immediately initiate the necessary negotiations in order to conclude as soon as possible a railway agreement and a river agreement with a view to facilitating, by means of joint transport tariffs, through railway connexions, and otherwise, the transport and transit of goods between the two countries.

Done at Bucharest, August the fourth, 1930.

(L. S.) Dr Kosta KUMANUDI, *m. p.*
Minister without Portfolio.

(L. S.) Juraj DEMETROVIC, *m. p.*
Minister of Commerce and Industry.

(L. S.) Mihai POPOVICI, *m. p.*
Minister of Finance.

(L. S.) V. MADGEARU, *m. p.*
Minister of Industry and Commerce.

ÉCHANGE DE NOTES

PROROGÉANT POUR UN DÉLAI DE SIX MOIS L'ARRANGEMENT COMMERCIAL PROVISOIRE
DU 4 AOÛT 1930. BUCAREST, LE 29 DÉCEMBRE 1930.

*Communiqué par l'envoyé extraordinaire et ministre plénipotentiaire de Roumanie auprès de la
Société des Nations, le 17 juin 1931.*

I.

NOTE DU MINISTÈRE DES AFFAIRES ÉTRANGÈRES DE ROUMANIE, N° 79.949,
DU 29 DÉCEMBRE 1930, A LA LÉGATION DU ROYAUME DE YOUGOSLAVIE.

MONSIEUR LE MINISTRE,

L'Arrangement commercial provisoire entre le Royaume de Yougoslavie et le Royaume de Roumanie expirant le 1^{er} janvier 1931, j'ai l'honneur de proposer à Votre Excellence la prorogation pour six mois dudit arrangement en vue de la conclusion d'une convention de commerce définitive.

Veuillez agréer, Monsieur le Ministre, les assurances de ma haute considération.

(Signé) MIRONESCU.

II.

NOTE DE LA LÉGATION DU ROYAUME DE YOUGOSLAVIE, N° 526,
DU 29 DÉCEMBRE 1930, AU MINISTÈRE DES AFFAIRES ÉTRANGÈRES DE ROUMANIE.

MONSIEUR LE PRÉSIDENT DU CONSEIL,

Le Gouvernement royal roumain et le Gouvernement royal yougoslave étant tombés d'accord de prolonger pour six mois la validité de l'Accord commercial provisoire, conclu entre les deux gouvernements le 4 août 1930, à Bucarest, dûment autorisé par mon gouvernement, j'ai l'honneur de constater que par l'échange de notes entre Votre Excellence et le soussigné ministre, ledit accord provisoire sera valable jusqu'au 1^{er} juillet 1931, et que le Gouvernement yougoslave donnera en temps utile des ordres en conséquence à ses organes douaniers.

Il est bien entendu que dans ce délai les deux gouvernements procéderont à la conclusion d'une convention commerciale définitive.

Je saisis cette occasion pour renouveler à Votre Excellence l'assurance de ma plus haute considération.

(Signé) B. TCHOLAK ANTITCH.

EXCHANGE OF NOTES

RENEWING FOR A PERIOD OF SIX MONTHS THE PROVISIONAL COMMERCIAL AGREEMENT
OF AUGUST 4, 1930. BUCHAREST, DECEMBER 29, 1930.

*Communicated by the Roumanian Envoy Extraordinary and Minister Plenipotentiary accredited to
the League of Nations, June 17, 1931.*

I.

NOTE FROM THE ROUMANIAN MINISTRY FOR FOREIGN AFFAIRS, No. 79,949 OF DECEMBER 29, 1930,
TO THE LEGATION OF THE KINGDOM OF YUGOSLAVIA.

MONSIEUR LE MINISTRE,

In view of the fact that the provisional Commercial Agreement between the Kingdom of Yugoslavia and the Kingdom of Roumania expires on January 1, 1931, I have the honour to propose to Your Excellency that the said Agreement be extended for six months pending the conclusion of a definitive Commercial Convention.

I have the honour, etc.,

(Signé) MIRONESCU.

II.

NOTE FROM THE LEGATION OF THE KINGDOM OF YUGOSLAVIA, No. 526, OF DECEMBER 29, 1930,
TO THE ROUMANIAN MINISTRY FOR FOREIGN AFFAIRS.

YOUR EXCELLENCY,

Since the Royal Roumanian Government and the Royal Yugoslav Government have agreed to extend for six months the validity of the provisional Commercial Agreement concluded between the two Governments at Bucharest on August 4, 1930, I have the honour, being duly authorised by my Government, to note that, as a result of the exchange of Notes between Your Excellency and the undersigned Minister, the said provisional Agreement shall remain in force until July 1, 1931, and that the Yugoslav Government will give the necessary orders to its Customs services in sufficient time.

It is understood that during this period the two Governments will take steps to conclude a definitive Commercial Convention.

I have the honour, etc.

(Signed) B. TCHOLAK ANTITCH.

III.

NOTE DE LA LÉGATION DU ROYAUME DE YOUGOSLAVIE, N° 527, DU 29 DÉCEMBRE 1930,
AU MINISTÈRE DES AFFAIRES ÉTRANGÈRES DE ROUMANIE.

MONSIEUR LE PRÉSIDENT DU CONSEIL,

En accusant réception de la note de Votre Excellence en date du 29 décembre courant sous N° 79.949, j'ai l'honneur de constater que le Gouvernement royal roumain et le Gouvernement royal yougoslave sont d'accord de proroger pour un délai de six mois la validité de l'Arrangement commercial provisoire, conclu entre les deux pays le 4 août 1930, à Bucarest, et expirant le 1^{er} janvier 1931.

En même temps, j'ai l'honneur d'informer Votre Excellence que mon gouvernement a donné des ordres en conséquence à ses organes douaniers et je vous serais infiniment reconnaissant si Vous vouliez bien me faire connaître que les dispositions semblables ont été prises par le Gouvernement royal roumain.

Je saisis cette occasion pour vous renouveler, Monsieur le Président, l'expression de ma plus haute considération.

(Signé) B. TCHOLAK-ANTITCH.

ÉCHANGE DE NOTES

PROROGEANT L'ARRANGEMENT COMMERCIAL DU 4 AOÛT 1930 JUSQU'AU 1^{er} JANVIER 1932.
BUCAREST, LE 22 JUIN 1931.

Communiqué par l'envoyé extraordinaire et ministre plénipotentiaire de Roumanie auprès de la Société des Nations, le 6 juillet 1931.

I.

NOTE N° 262, EN DATE DU 22 JUIN 1931, DE LA LÉGATION DE YOUGOSLAVIE AU MINISTÈRE DES
AFFAIRES ÉTRANGÈRES DE ROUMANIE.

MONSIEUR LE MINISTRE,

L'Accord commercial provisoire conclu entre le Royaume de Yougoslavie et le Royaume de Roumanie, le 4 août 1930, prenant fin le 1^{er} juillet prochain, le Gouvernement roumain et le Gouvernement yougoslave sont tombés d'accord de proroger sa validité jusqu'au 1^{er} janvier 1932

Des ordres nécessaires seront donnés en temps utile aux autorités compétentes.

Les deux gouvernements s'engagent à entamer dans cet intervalle des négociations en vue de la conclusion d'une convention commerciale définitive entre les deux Etats.

Veillez agréer, Monsieur le Ministre, les assurances de ma haute considération.

(Signé) B. TCHOLAK-ANTITCH.

III.

NOTE FROM THE LEGATION OF THE KINGDOM OF YUGOSLAVIA, No. 527, OF DECEMBER 29, 1930,
TO THE ROUMANIAN MINISTRY FOR FOREIGN AFFAIRS.

YOUR EXCELLENCY,

In acknowledging receipt of your letter dated December 29th instant, No. 79,949, I have the honour to note that the Royal Roumanian Government and the Royal Yugoslav Government agree to the extension for a period of six months of the validity of the provisional Commercial Agreement concluded between the two countries at Bucharest on August 4, 1930, which expires on January 1, 1931.

I have also the honour to inform Your Excellency that my Government has given the necessary orders to its Customs services, and I should be extremely grateful if you would inform me that similar measures have been taken by the Royal Roumanian Government.

I have the honour, etc.

(Signed) B. TCHOLAK-ANTITCH.

¹ TRADUCTION. — TRANSLATION.

EXCHANGE OF NOTES

RENEWING THE COMMERCIAL AGREEMENT OF AUGUST 4, 1930, UNTIL JANUARY 1ST, 1932.
BUCHAREST, JUNE 22, 1931.

Communicated by the Roumanian Envoy Extraordinary and Minister Plenipotentiary accredited to the League of Nations, July 6, 1931.

I.

NOTE NO. 262 DATED JUNE 22, 1931, FROM THE YUGOSLAV LEGATION TO THE ROUMANIAN
MINISTRY OF FOREIGN AFFAIRS.

MONSIEUR LE MINISTRE,

In view of the fact that the provisional commercial agreement concluded between the Kingdom of Yugoslavia and the Kingdom of Roumania on August 4, 1930, expires on July 1 next, the Roumanian Government and the Yugoslav Government have agreed to extend its validity until January 1, 1932.

The necessary orders will be given to the competent authorities in due course.

In the meantime, the two Governments undertake to institute negotiations with a view to the conclusion of a definitive commercial convention between the two States.

I have the honour, etc.

(Signed) B. TCHOLAK-ANTITCH.

¹ Traduit par le Secrétariat de la Société des Nations, à titre d'information.

¹ Translated by the Secretariat of the League of Nations, for information.

II.

NOTE N° 36560, EN DATE DU 22 JUIN 1931, DU MINISTÈRE DES AFFAIRES ÉTRANGÈRES DE ROUMANIE
A LA LÉGATION DE YOUGOSLAVIE A BUCAREST.

MONSIEUR LE MINISTRE,

L'Accord commercial provisoire conclu entre le Royaume de Yougoslavie et le Royaume de Roumanie, le 4 août 1930, prenant fin le 1^{er} juillet prochain, le Gouvernement roumain et le Gouvernement yougoslave sont tombés d'accord de proroger sa validité pour une nouvelle période de six mois, c'est-à-dire jusqu'au 1^{er} janvier 1932.

Des ordres nécessaires seront donnés en temps utile aux autorités compétentes.

Les deux gouvernements s'engagent à entamer dans cet intervalle des négociations en vue de la conclusion d'une convention commerciale définitive entre les deux Etats.

Veillez agréer, Monsieur le Ministre, les assurances de ma haute considération.

Le Ministre :
(Signé) G. FILALITY.

II.

NOTE No. 36560 DATED JUNE 22, 1931, FROM THE ROUMANIAN MINISTRY FOR FOREIGN AFFAIRS
TO THE YUGOSLAV LEGATION AT BUCHAREST.

MONSIEUR LE MINISTRE,

In view of the fact that the provisional commercial agreement concluded between the Kingdom of Yugoslavia and the Kingdom of Roumania on August 4, 1930, expires on July 1 next, the Roumanian Government and the Yugoslav Government have agreed to extend its validity for a further period of six months, that is to say, until January 1, 1932.

The necessary orders will be given to the competent authorities in due course.

In the meantime, the two Governments undertake to institute negotiations with a view to the conclusion of a definitive commercial convention between the two States.

I have the honour, etc.

(Signed) G. FILALITY,
Minister.

N° 2483.

GRANDE-BRETAGNE
ET IRLANDE DU NORD
ET ÉGYPTE

Echange de notes établissant un
modus vivendi commercial, Le Caire,
les 5|7 juin 1930, et échange de
notes y relatif, Le Caire, les 14|22
février 1931.

GREAT BRITAIN
AND NORTHERN IRELAND
AND EGYPT

Exchange of Notes establishing a
Commercial *Modus Vivendi*, Cairo,
June 5|7, 1930, and Exchange of
Notes relating thereto, Cairo,
February 14|22, 1931.

¹ TRADUCTION. — TRANSLATION.

No. 2483. — EXCHANGE OF NOTES BETWEEN HIS MAJESTY'S GOVERNMENT IN THE UNITED KINGDOM AND THE EGYPTIAN GOVERNMENT ESTABLISHING A COMMERCIAL "MODUS VIVENDI". CAIRO, JUNE 5/7, 1930.

N° 2483. — ÉCHANGE DE NOTES ENTRE LE GOUVERNEMENT DE SA MAJESTÉ DANS LE ROYAUME-UNI ET LE GOUVERNEMENT ÉGYPTIEN, ÉTABLISSANT UN « MODUS VIVENDI » COMMERCIAL. LE CAIRE, LES 5/7 JUIN 1930.

Textes officiels anglais et français communiqués par le secrétaire d'Etat aux Affaires étrangères de Sa Majesté en Grande-Bretagne. L'enregistrement de cet échange de notes a eu lieu le 9 octobre 1930.

English and French official texts communicated by His Majesty's Secretary of State for Foreign Affairs in Great Britain. The registration of this Exchange of Notes took place October 9, 1930.

I.

SIR P. LORAINÉ TO WACYF BOUTROS
GHALI PASHA.

THE RESIDENCY.

CAIRO, *June 5, 1930.*

YOUR EXCELLENCY,

With reference to the discussions which have taken place with regard to the conclusion of a Provisional Commercial Agreement to regulate the commercial relations between the United Kingdom of Great Britain and Northern Ireland, and Egypt, I have the honour to inform you that His Majesty's Government in the United Kingdom are prepared to enter into an Agreement to the following effect :

(a) Goods, the produce or manufacture of Egypt imported into the United Kingdom (whether for consumption, re-export or transit) will receive treatment not less

I.

SIR P. LORAINÉ A WACYF BOUTROS GHALI
PACHA.

LA RÉSIDENCE.

LE CAIRE, *5 juin 1930.*

EXCELLENCE,

Comme suite aux négociations qui ont eu lieu au sujet de la conclusion d'un accord commercial provisoire en vue de régler les relations commerciales entre le Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord et l'Égypte, j'ai l'honneur de porter à votre connaissance que le Gouvernement de Sa Majesté dans le Royaume-Uni est disposé à conclure un accord comportant les stipulations suivantes :

a) Les marchandises, produits naturels ou fabriqués d'Égypte importées, dans le Royaume-Uni (en vue de leur consommation, de leur réexportation, ou en transit),

¹ Traduit par le Secrétariat de la Société des Nations, à titre d'information.

¹ Translated by the Secretariat of the League of Nations, for information.

favourable than that granted to goods, the produce or manufacture of any other foreign country.

(b) Goods, the produce or manufacture of the United Kingdom imported into Egypt (whether for consumption, re-export or transit) will receive treatment not less favourable than that granted to goods, the produce or manufacture of any other foreign country.

(c) Similar treatment will be accorded in Egypt to goods, the produce or manufacture of any self-governing Dominion of His Britannic Majesty (other than the Irish Free State) or of India or of any British Colony, Protectorate or territory in respect of which His Britannic Majesty exercises a mandate, in which Egyptian goods receive treatment not less favourable than that accorded to the goods of the most favoured foreign country.

(d) His Majesty's Government will not claim the benefit of the special régime accorded in Egypt to goods, the produce of the Sudan, nor of any agreement in regard to frontier traffic which may be concluded between Egypt and countries bordering on Egypt, as defined in Your Excellency's Note of the 1st May, 1930.

2. The present Note and a Note from Your Excellency confirming the acceptance by the Egyptian Government of an agreement to this effect shall constitute an Agreement between the two Governments which shall come into force immediately on receipt of Your Excellency's Note and shall remain in force until the 16th February, 1931, unless previously replaced by a Treaty regulating definitely the Commercial relations between the United Kingdom and Egypt.

I avail, etc.

Percy LORAINÉ,
High Commissioner.

jouiront d'un traitement qui ne sera pas moins favorable que celui qui est accordé aux marchandises, produits naturels ou fabriqués de n'importe quel autre pays étranger.

b) Les marchandises, produits naturels ou fabriqués du Royaume-Uni, importées en Egypte (en vue de leur consommation, de leur réexportation, ou en transit), jouiront d'un traitement qui ne sera pas moins favorable que celui qui est accordé aux marchandises, produits naturels ou fabriqués de n'importe quel autre pays étranger.

c) Le même traitement sera accordé, en Egypte, aux marchandises, produits naturels ou fabriqués de tout dominion autonome de Sa Majesté britannique (autre, que l'Etat libre d'Irlande), de l'Inde, de toute colonie ou protectorat britannique, ou de tout territoire à l'égard duquel Sa Majesté britannique exerce un mandat, dans lesquels les marchandises égyptiennes jouissent d'un traitement qui n'est pas moins favorable que celui qui est accordé aux marchandises de la nation étrangère la plus favorisée.

d) Le Gouvernement de Sa Majesté ne revendiquera pas le bénéfice du régime spécial accordé en Egypte aux marchandises, produits naturels du Soudan, ni de tout accord relatif au trafic frontalier qui pourrait être conclu entre l'Egypte et des pays limitrophes de l'Egypte, comme il est indiqué dans la note de Votre Excellence en date du 1^{er} mai 1930.

2. La présente note, ainsi qu'une note de Votre Excellence confirmant l'acceptation par le Gouvernement égyptien d'un accord à cet effet, constitueront un accord entre les deux gouvernements, qui entrera en vigueur au reçu de la note de Votre Excellence et restera applicable jusqu'au 16 février 1931, à moins qu'il n'ait été remplacé avant cette date par un traité réglant définitivement les relations commerciales entre le Royaume-Uni et l'Egypte.

Veillez agréer, etc.

Percy LORAINÉ,
Haut-Commissaire.

II.

WACYF BOUTROS GHALI PASHA TO
SIR P. LORAINÉ.

MINISTÈRE
DES
AFFAIRES ÉTRANGÈRES.

LE CAIRE, le 7 juin 1930.

MONSIEUR LE HAUT-COMMISSAIRE,

J'ai l'honneur d'accuser réception de la lettre de Votre Excellence du 5 juin 1930, ainsi conçue :

“ With reference to the discussions which have taken place with regard to the conclusion of a Provisional Commercial Agreement to regulate the commercial relations between the United Kingdom of Great Britain and Northern Ireland, and Egypt. I have the honour to inform you that His Majesty's Government in the United Kingdom are prepared to enter into an Agreement to the following effect :

“ (a) Goods, the produce or manufacture of Egypt imported into the United Kingdom (whether for consumption, re-export or transit) will receive treatment not less favourable than that granted to goods, the produce or manufacture of any other foreign country.

“ (b) Goods, the produce or manufacture of the United Kingdom imported into Egypt (whether for consumption, re-export or transit) will receive treatment not less favourable than that granted to goods, the produce or manufacture of any other foreign country.

“ (c) Similar treatment will be accorded in Egypt to goods, the produce or manufacture of any self-governing Dominion of His Britannic Majesty (other than the Irish Free State) or of India or of any British

II.

WACYF BOUTROS GHALI PACHA TO
SIR P. LORAINÉ.

MINISTÈRE
DES
AFFAIRES ÉTRANGÈRES.

LE CAIRE, le 7 juin 1930.

MONSIEUR LE HAUT COMMISSAIRE,

J'ai l'honneur d'accuser réception de la lettre de Votre Excellence du 5 juin 1930, ainsi conçue :

« Comme suite aux négociations qui ont eu lieu au sujet de la conclusion d'un Accord commercial provisoire en vue de régler les relations commerciales entre le Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord et l'Égypte, j'ai l'honneur de porter à votre connaissance que le Gouvernement de Sa Majesté dans le Royaume-Uni est disposé à conclure un accord comportant les stipulations suivantes :

» a) Les marchandises, produits naturels ou fabriqués d'Égypte, importés dans le Royaume-Uni (en vue de leur consommation, de leur réexportation, ou en transit), jouiront d'un traitement qui ne sera pas moins favorable que celui qui est accordé aux marchandises, produits naturels ou fabriqués de n'importe quel autre pays étranger.

» b) Les marchandises, produits naturels ou fabriqués du Royaume-Uni, importés en Égypte (en vue de leur consommation, de leur réexportation, ou en transit), jouiront d'un traitement qui ne sera pas moins favorable que celui qui est accordé aux marchandises, produits naturels ou fabriqués de n'importe quel autre pays étranger.

» c) Le même traitement sera accordé, en Égypte, aux marchandises, produits naturels ou fabriqués de tout dominion autonome de Sa Majesté britannique (autre que l'État libre d'Irlande), de l'Inde, de toute colonie

Colony, Protectorate or territory in respect of which His Britannic Majesty exercises a mandate, in which Egyptian goods receive treatment not less favourable than that accorded to the goods of the most favoured foreign country.

“ (d) His Majesty's Government will not claim the benefit of the special régime accorded in Egypt to goods, the produce of the Sudan, nor of any agreement in regard to frontier traffic which may be concluded between Egypt and countries bordering on Egypt, as defined in Your Excellency's Note of the 1st May, 1930.

“ 2. The present Note and a Note from Your Excellency confirming the acceptance by the Egyptian Government of an agreement to this effect shall constitute an Agreement between the two Governments which shall come into force immediately on receipt of Your Excellency's Note and shall remain in force until the 16th February, 1931, unless previously replaced by a Treaty regulating definitely the Commercial relations between the United Kingdom and Egypt. ”

En réponse, je m'empresse de confirmer à Votre Excellence l'accord de mon gouvernement sur les bases ci-dessus et je saisis, etc.

Le Ministre des Affaires étrangères :
WACYF BOUTROS GHALI.

ou protectorat britannique, ou de tout territoire à l'égard duquel Sa Majesté britannique exerce un mandat, dans lesquels les marchandises égyptiennes jouissent d'un traitement qui n'est pas moins favorable que celui qui est accordé aux marchandises de la nation étrangère la plus favorisée.

» d) Le Gouvernement de Sa Majesté ne revendiquera pas le bénéfice du régime spécial accordé en Egypte aux marchandises, produits naturels du Soudan, ni de tout accord relatif au trafic frontalier qui pourrait être conclu entre l'Egypte et des pays limitrophes de l'Egypte, comme il est indiqué dans la note de Votre Excellence en date du 1^{er} mai 1930.

2. La présente note, ainsi qu'une note de Votre Excellence confirmant l'acceptation par le Gouvernement égyptien d'un accord à cet effet, constitueront un accord entre les deux gouvernements, qui entrera en vigueur au reçu de la note de Votre Excellence, et restera applicable jusqu'au 16 février 1931, à moins qu'il n'ait été remplacé avant cette date par un traité réglant définitivement les relations commerciales entre le Royaume-Uni et l'Egypte.

En réponse, je m'empresse de confirmer à Votre Excellence l'accord de mon gouvernement sur les bases ci-dessus et je saisis, etc.

Le Ministre des Affaires étrangères :
WACYF BOUTROS GHALI.

¹ TRADUCTION. — TRANSLATION.

MINISTRY
OF FOREIGN AFFAIRS.

MONSIEUR LE HAUT-COMMISSAIRE,

I have the honour to acknowledge receipt of Your Excellency's note of the 5th June, 1930, couched as follows :—

(As in the original above.)

In reply, I hasten to confirm to Your Excellency the agreement of my Government as regards the above bases, and have, etc.

WACYF BOUTROS GHALI,
Minister for Foreign Affairs

¹ Traduction du Foreign Office de Sa Majesté britannique.

¹ Translation of His Britannic Majesty's Foreign Office.

¹ TRADUCTION. — TRANSLATION.

EXCHANGE OF NOTES

BETWEEN HIS MAJESTY'S GOVERNMENT IN THE UNITED KINGDOM AND THE EGYPTIAN GOVERNMENT PROLONGING THE COMMERCIAL "MODUS VIVENDI" OF JUNE 5/7, 1930. CAIRO, FEBRUARY 14/22, 1931.

Communiqué par le secrétaire d'Etat aux Affaires étrangères de Sa Majesté en Grande-Bretagne, le 3 juillet 1931.

No. I.

SIR P. LORAINÉ
TO ABDUL FATTAH YEHIA PASHA.

THE RESIDENCY.

CAIRO, February 14, 1931.

YOUR EXCELLENCY,

I have the honour to acknowledge receipt of the note of the 13th November last in which your Excellency called attention to the fact that the Provisional Commercial Agreement concluded between the Egyptian Government and the Government of the United Kingdom and Northern Ireland by the notes dated the 5th June and the 7th June, 1930, would expire on the 16th February next and suggested its prolongation until the 16th February, 1932, under the same conditions as those now obtaining.

Having brought your Excellency's proposal to the knowledge of His Majesty's Principal Secretary of State for Foreign Affairs, I am now authorised to inform you that His Majesty's Government in the United Kingdom of Great Britain and Northern Ireland will be glad to agree to the suggested prolongation of the said Provisional Commercial Agreement, and I have accordingly the honour to state that His Majesty's Government in the United Kingdom

ÉCHANGE DE NOTES

ENTRE LE GOUVERNEMENT DE SA MAJESTÉ DANS LE ROYAUME-UNI ET LE GOUVERNEMENT ÉGYPTIEN, PROLONGEANT LE "MODUS VIVENDI" COMMERCIAL DES 5/7 JUIN 1930. LE CAIRE, LES 14/22 FÉVRIER 1931.

Communicated by His Majesty's Secretary of State for Foreign Affairs in Great Britain, July 3, 1931.

N° I.

SIR PERCY LORAINÉ
A ABDUL FATTAH YEHIA PACHA.

LA RÉSIDENCE.

LE CAIRE, 14 février 1931.

EXCELLENCE,

J'ai l'honneur d'accuser réception de la note de Votre Excellence du 13 novembre dernier, dans laquelle elle attire mon attention sur le fait que l'Accord commercial provisoire conclu entre le Gouvernement égyptien et le Gouvernement du Royaume-Uni et d'Irlande du Nord, par les notes datées des 5 et 7 juin 1930, expire le 16 février prochain, et propose sa prolongation jusqu'au 16 février 1932, aux conditions actuellement en vigueur.

J'ai porté la proposition de Votre Excellence à la connaissance du Secrétaire d'Etat principal aux Affaires étrangères de Sa Majesté, et je suis maintenant autorisé à vous informer que le Gouvernement de Sa Majesté dans le Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord sera heureux d'accepter la prolongation dudit accord commercial provisoire que vous lui proposez ; j'ai en conséquence l'honneur de déclarer que le Gouvernement de Sa Majesté dans le

¹ Traduit par le Secrétariat de la Société des Nations, à titre d'information.

¹ Translated by the Secretariat of the League of Nations, for information.

are prepared to regard the present note and a note from your Excellency confirming acceptance by the Egyptian Government of an agreement to this effect as constituting an agreement between the two Governments which shall come into force immediately on the receipt of your Excellency's note and shall remain in force until the 16th February, 1932, unless previously replaced by a treaty regulating definitely the commercial relations between the United Kingdom and Egypt.

I avail, etc.

Percy LORAINÉ,
High Commissioner.

Royaume-Uni est disposé à considérer la présente note et une note de Votre Excellence confirmant l'acceptation par le Gouvernement égyptien d'un accord à cette fin, comme constituant un accord entre les deux gouvernements, qui entrera en vigueur dès la réception de la note de Votre Excellence, et restera applicable jusqu'au 16 février 1932, à moins qu'avant cette date, il n'ait été remplacé par un traité réglant définitivement les relations commerciales entre le Royaume-Uni et l'Égypte.

·Veuillez agréer, etc.

Percy LORAINÉ,
Haut-Commissaire.

No. 2.

ABDUL FATTAH YEHIA PASHA TO SIR P. LORAINÉ.

MINISTÈRE
DES AFFAIRES ÉTRANGÈRES.

LE CAIRE, le 22 février 1931.

MONSIEUR LE HAUT-COMMISSAIRE,

J'ai l'honneur d'accuser réception de la lettre de Votre Excellence du 14 février 1931, ainsi conçue :

" I have the honour to acknowledge receipt of the note of the 13th November last in which your Excellency called attention to the fact that the Provisional Commercial Agreement concluded between the Egyptian Government and the Government of the United Kingdom and Northern Ireland by the notes dated the 5th June and the 7th June, 1930, would expire on the 16th February next and suggested its prolongation until the 16th February, 1932, under the same conditions as those now obtaining.

" Having brought your Excellency's proposal to the knowledge of His Majesty's Principal Secretary of State for Foreign Affairs, I am now authorised to inform you that His Majesty's Government in the United Kingdom of Great Britain and Northern Ireland will be glad to agree to the suggested prolongation of the said Provisional Commercial Agreement, and I have accordingly the honour to state that His Majesty's Government in the United Kingdom are prepared to regard the present note and a note from your Excellency confirming acceptance by the Egyptian Government of an agreement to this effect as constituting an agreement between the two Governments which shall come into force immediately on the receipt of your Excellency's note and shall remain in force until the 16th February, 1932, unless previously replaced by a treaty regulating definitely the commercial relations between the United Kingdom and Egypt."

En réponse, je m'empresse de confirmer à Votre Excellence l'accord de mon gouvernement sur ce qui précède et je saisis, etc.

Le Ministre des Affaires étrangères,
A. YEHIA.

¹ TRADUCTION. — TRANSLATION.

MINISTRY
OF FOREIGN AFFAIRS.

CAIRO, *February 22, 1931.*

MONSIEUR LE HAUT-COMMISSAIRE,

I have the honour to acknowledge receipt of your Excellency's note of the 14th February 1931, couched as follows :—

(As in the original above.)

In reply I hasten to confirm to your Excellency the agreement of my Government to the foregoing, and avail, etc.

A. YEHA,
Minister for Foreign Affairs.

¹ Traduction du Foreign Office de Sa Majesté britannique.

¹ Translation of His Britannic Majesty's Foreign Office.

N° 2484.

**GRANDE-BRETAGNE
ET IRLANDE DU NORD
ET PORTUGAL**

Accord additionnel à l'Accord postal
du 24 juillet 1917 entre l'Admi-
nistration des Postes de Hong-
Kong et l'Administration des
Postes de Macao. Signé à Macao,
le 29 mai 1930, et Hong-Kong,
le 14 juin 1930.

**GREAT BRITAIN
AND NORTHERN IRELAND
AND PORTUGAL**

Agreement Supplementing the Pos-
tal Agreement of July 24, 1917,
between the Postal Administration
of Hongkong and the Postal
Administration of Macao. Signed
at Macao, May 29, 1930, and
Hongkong, June 14, 1930.

TEXTE PORTUGAIS. - PORTUGUESE TEXT.

No. 2484. — AGREEMENT SUPPLEMENTING THE POSTAL AGREEMENT OF JULY 24, 1917, BETWEEN THE POSTAL ADMINISTRATION OF HONGKONG AND THE POSTAL ADMINISTRATION OF MACAO. SIGNED AT MACAO, MAY 29, 1930, AND AT HONGKONG, JUNE 14, 1930.

Nº 2484. — ACÓRDO SUPLEMENTAR AO ACÓRDO POSTAL EM 24 DE JULHO DE 1917 ENTRE A ADMINISTRAÇÃO POSTAL DE HONG - KONG E A ADMINISTRAÇÃO POSTAL DE MACAU, ASSINADO EM MACAU EM 29 DE MAIO DE 1930 E EM HONGKONG EM 14 DE JUNHO DE 1930.

Textes officiels anglais et portugais, communiqués par le secrétaire d'Etat aux Affaires étrangères de Sa Majesté en Grande-Bretagne. L'enregistrement de cet accord a eu lieu le 9 octobre 1930.

English and Portuguese official texts communicated by His Majesty's Secretary of State for Foreign Affairs in Great Britain. The registration of this Agreement took place October 9, 1930.

THE POSTMASTER GENERAL OF HONGKONG and THE POSTMASTER GENERAL OF MACAO, being desirous of further facilitating the exchange of postal parcels between their respective Administrations, delete Articles III and VI of the existing postal agreement, signed at Hongkong, July 24, 1917, and substitute the following provisions :

O DIRECTOR GERAL DOS CORREIOS DE HONGKONG e O DIRECTOR GERAL DOS CORREIOS DE MACAU, desejando proporcionar maiores facilidades na permuta de encomendas entre as respectivas Administrações, substituem as disposições dos Artigos III e VI do acôrdo existente e assinado em Hongkong em 24 de Julho de 1917, pelas seguintes :

Article III.

Parcels may be forwarded by parcel post, from Hongkong to Macao up to the weight of 22 lbs. (avoir du poids) and from Macao to Hongkong up to the weight of 10 kilogrammes, subject to the following conditions :

No parcels shall exceed three feet and six inches (1 m. 05) in length or six feet (1 m. 80) in length and girth combined.

The parcels thus exchanged may be insured up to the sum of \$400 or Fr. 1,000 ; nevertheless, should occasion arise, both Administrations may hereafter mutually agree to alter this maximum.

Artigo III.

Podem ser expedidas como encomendas postais de Hongkong para Macau, volumes até ao peso de 22 lbs. (avoir du poids) e de Macau para Hongkong até ao peso de 10 kilogramas, sujeitas as seguintes condições :

As dimensões não podem ser superiores a 1 m. 05 de comprimento (3 pés e 6 polegadas) ou 1 m. 80 perimetro (6 pés).

As encomendas postais assim permutadas podem ter declaração de valor até á quantia de \$400 ou Fr. 1.000 ; todavia, quando haja conveniencia, ambas as Administrações teem a faculdade de alterar, de comum acôrdo, este maximo.

Article VI.

The Post Office of the country of origin will provide the sea service in respect of the parcels it despatches and shall pay to the office of destination the terminal postage of the latter in accordance with the following table :

For parcels not exceeding :

	2 lbs. (1 Kilo)	11 lbs. (5 Kilos)	22 lbs. (10 Kilos)
Share of :			
Hongkong. . .	Fr. 0.30	Fr. 0.50	Fr. 0.90
Macao	» 0.30	» 0.50	» 0.90
Sea.	» 0.15	» 0.25	» 0.45

The rates of postage to be charged on parcels from Hongkong to Macao or vice-versa, shall be :

Not exceeding	2 lbs. (1 Kilo)	— \$0.40
»	» 11 » (5 Kilos)	— \$0.65
»	» 22 » (10 »)	— \$1.15

In witness whereof the undersigned have signed the present Agreement.

Done in quadruplicate, in the English and Portuguese languages, at Macao on the 29th May 1930, and at Hongkong on the 14th June 1930.

(Signed) M. J. BREEN,
Postmaster General,
Hongkong.

Artigo VI.

A Administração de procedencia responsabilizar-se-ha pelo serviço marítimo com respeito ás encomendas por ela expedidas e abonará á Administração do destino a taxa desta em conformidade com a seguinte tabela :

Para as encomendas que não excedam :

	2 lbs. (1 Kilo)	11 lbs. (5 Kilos)	22 lbs. (10 Kilos)
Taxa de :			
Hongkong. . .	Fr. 0.30	Fr. 0.50	Fr. 0.90
Macao	» 0.30	» 0.50	» 0.90
Maritima . . .	» 0.15	» 0.25	» 0.45

A franquia a cobrar dos remetentes pelas encomendas expedidas de Hongkong para Macau ou vice-versa, será :

Não excedendo	2 lbs. (1 Kilo)	— \$0.40
»	» 11 » (5 Kilos)	— \$0.65
»	» 22 » (10 »)	— \$1.15

Em fé do que, os signatarios assinaram o presente acôrdo.

Feito em quadruplicado nas linguas inglêsa e portugûesa e assinado em Macau, aos 29 de Maio de 1930 e em Hongkong, aos 14 de Junho de 1930.

(sd.) Lino MOREIRA PINTO,
Director Geral dos Correios
de Macau.

¹ TRADUCTION. — TRANSLATION.

N° 2484. — ACCORD ADDITIONNEL A L'ACCORD POSTAL DU 24 JUILLET 1917 CONCLU ENTRE L'ADMINISTRATION DES POSTES DE HONG-KONG ET L'ADMINISTRATION DES POSTES DE MACAO. SIGNÉ A MACAO, LE 29 MAI 1930, ET A HONG-KONG, LE 14 JUIN 1930.

LE POSTMASTER GENERAL DE HONG-KONG et LE DIRECTEUR GÉNÉRAL DES POSTES DE MACAO, désireux d'apporter de nouvelles facilités à l'échange des colis postaux entre leurs administrations respectives, remplacent les dispositions des articles III et VI de l'Accord existant, signé à Hong-Kong, le 24 juillet 1917, par les dispositions suivantes :

Article III.

Des envois peuvent être effectués, sous forme de colis postaux, de Hong-Kong à destination de Macao, jusqu'à concurrence de 22 livres (avoir du poids) et de Macao à destination de Hong-Kong, jusqu'à concurrence de 10 kg., sous réserve des conditions suivantes :

Les dimensions des colis ne pourront être supérieures à 1 m. 05 (trois pieds six pouces) de longueur ou 1 m. 80 (six pieds) de périmètre.

Les colis postaux ainsi échangés peuvent être expédiés avec valeur déclarée jusqu'à concurrence de \$ 400 ou Fr. 1.000 ; toutefois, les deux administrations pourront, le cas échéant, modifier ce maximum d'un commun accord.

Article VI.

L'administration postale du pays d'expédition assurera le transport par mer des colis expédiés par ses soins et paiera à l'administration postale du pays de destination la taxe terminale revenant à cette dernière, conformément au tableau suivant :

Pour les colis ne dépassant pas :

	2 lbs. (1 kg.)	11 lbs. (5 kg.)	22 lbs. (10 kg.)
Part de :			
Hong-Kong	Fr. 0,30	Fr. 0,50	Fr. 0,90
Macao	» 0,30	» 0,50	» 0,90
Transport par mer	» 0,15	» 0,25	» 0,45

¹ Traduit par le Secrétariat de la Société des Nations, à titre d'information.

¹ Translated by the Secretariat of the League of Nations, for information.

Les taxes d'affranchissement à percevoir des expéditeurs pour les colis expédiés de Hong-Kong à destination de Macao, ou vice versa, seront les suivantes :

Jusqu'à 2 lbs. (1 kg.)	\$ 0,40
» 11 » (5 kg.)	\$ 0,65
» 22 » (10 kg.)	\$ 1,15

En foi de quoi les soussignés ont signé le présent avenant.

Fait en quatre exemplaires, en langue anglaise et en langue portugaise, et signé à Macao, le 29 mai 1930, et à Hong-Kong, le 14 juin 1930.

*Le Postmaster general
de Hong-Kong :*
(Signé) M. J. BREEN.

*Le Directeur général des Postes
de Macao :*
(Signé) LINO MOREIRA PINTO.

N° 2485.

GRANDE-BRETAGNE
ET IRLANDE DU NORD
ET PORTUGAL

Accord additionnel à l'Accord conclu le 28 juillet 1905, entre l'Administration des Postes du Royaume-Uni et l'Administration des Postes du Portugal concernant l'échange direct des colis postaux et règlement d'exécution y annexé. Signés à Londres, le 29 avril 1930, et Lisbonne, le 27 juin 1930.

GREAT BRITAIN
AND NORTHERN IRELAND
AND PORTUGAL

Agreement Additional to the Agreement concluded on July 28, 1905, between the Post Office of the United Kingdom and the Post Office of Portugal concerning the direct Exchange of Postal Parcels and Detailed Regulations annexed thereto. Signed at London, April 29, 1930, and at Lisbon, June 27, 1930.

No. 2485. — AGREEMENT ADDITIONAL TO THE AGREEMENT CONCLUDED ON JULY 28, 1905, BETWEEN THE POST OFFICE OF THE UNITED KINGDOM AND POST OFFICE OF PORTUGAL CONCERNING THE DIRECT EXCHANGE OF POSTAL PARCELS. SIGNED AT LONDON APRIL 29, 1930, AND AT LISBON, JUNE 27, 1930.

Textes officiels anglais et portugais communiqués par le Secrétaire d'Etat aux Affaires étrangères de Sa Majesté en Grande-Bretagne. L'enregistrement de cet accord a eu lieu le 9 octobre 1930.

Article 1.

1. In this Agreement the expression "the United Kingdom" means Great Britain and Northern Ireland, the Channel Islands and the Isle of Man, and "Portugal" includes Madeira and the Azores.

2. Parcels subject to the collection of Trade Charges may be exchanged between Portugal and the United Kingdom.

3. Except as is provided otherwise in this Agreement and in the Detailed Regulations appended thereto, Trade Charge Parcels shall be subject to the conditions and charges applying to ordinary parcels or to insured parcels as the case may be, and they shall also be subject to the special formalities and fees hereinafter described.

Article 2.

1. The amount of the Trade Charge shall be expressed in the currency of the country of origin of the parcel.

TEXTE PORTUGAIS. - PORTUGUESE TEXT.

Nº 2485. — ADITAMENTO AO ACÔRDO EM 28 DE JULHO DE 1905 ENTRE A ADMINISTRAÇÃO DOS CORREIOS DE PORTUGAL E A ADMINISTRAÇÃO DOS CORREIOS DE REINO UNIDO, RELATIVO À PERMUTAÇÃO DE ENCOMENDAS POSTAIS. ASSINADO EM LONDRES EM 29 DE ABRIL DE 1930, E EM LISBÔA EM 27 DE JUNHO DE 1930.

English and Portuguese official texts communicated by His Majesty's Secretary of State for Foreign Affairs in Great Britain. The registration of this Agreement took place October 9, 1930.

Artigo 1.

1. No presente acôrdo compreende-se por « Reino Unido » a Gran-Bretanha e Irlanda do Norte, as Ilhas do Canal e a Ilha de Man e por « Portugal » o Continente e as Ilhas dos Açores e da Madeira.

2. Podem ser permutadas entre Portugal e o Reino Unido encomendas postais sujeitas a embólso.

3. Salvo o disposto em contrário no presente Acôrdo e respectivo regulamento, às encomendas postais sujeitas a embólso deverão ser aplicadas as taxas e condições estabelecidas para as encomendas ordinárias e de valor declarado, conforme o caso, assim como os prémios e formalidades especiais adiante designadas.

Artigo 2.

1. A importância do embólso deve ser expressa na moeda do país de origem da encomenda.

2. Each of the Postal Administrations shall have power to fix, in agreement with the other, the maximum amount of Trade Charge permissible. The maximum shall not exceed £40 sterling or the nearest practical equivalent in Portuguese currency.

3. In calculating the amount of Trade Charge, fractions of a penny or of 50 centavos are ignored.

Article 3.

1. Each Administration fixes the special fee to be levied from the sender of a Trade Charge parcel. This fee must not exceed :—

(a) $2\frac{1}{2}d.$ for each £1 or fraction of £1 to be collected, in the case of a parcel posted in the United Kingdom.

(b) 50 centimes of a gold franc or its equivalent in Portuguese currency for each 100 escudos or fraction of 100 escudos to be collected, in the case of a parcel posted in Portugal.

2. Each Administration shall communicate to the other the special fee fixed in its service by virtue of the preceding paragraph as well as any alteration subsequently made in it.

3. This fee is shared between the Administration of the country of origin and that of the country of destination in the manner prescribed in the Detailed Regulations (Article X § 2).

Article 4.

1. In addition to the special fee fixed by the preceding Article, the Post Office of the country in which a Trade Charge parcel is posted may collect a posting fee from the sender, and the Post Office of the country of destination of a Trade Charge parcel may collect a delivery fee from the addressee.

2. The posting fee shall not exceed :—

(a) In the case of a parcel posted in the United Kingdom, $2d.$ per parcel.

(b) In the case of a parcel posted in Portugal, 25 centimes of a gold franc or its equivalent in Portuguese currency per parcel.

2. As duas Administrações podem fixar de comum acôrdo a quantia máxima da importância do embólso, não devendo contudo essa importância exceder 40 libras esterlinas ou o seu equivalente em moeda portuguesa.

3. Para o cálculo da importância do embólso, as fracções de um penny e as inferiores a meio escudo (50 centavos), são desprezadas.

Artigo 3.

1. Cada Administração fixa o prémio especial que deve ser cobrado do expedidor de uma encomenda sujeita a embólso. Este prémio não deve exceder :

(a) $2\frac{1}{2}d.$ por cada £1 ou fracção de £1 a cobrar, quando a encomenda fôr expedida do Reino Unido.

(b) 50 centimos de franco-ouro ou o seu equivalente em moeda portuguesa por cada 100 escudos ou fracção de 100 escudos a cobrar, quando a encomenda fôr expedida de Portugal.

2. Cada Administração comunicará à outra o prémio especial fixado no seu serviço em virtude do parágrafo antecedente, bem como qualquer alteração feita posteriormente.

3. Este prémio é dividido entre a Administração do país de origem e a do país de destino pela forma prescrita no Regulamento anexo (Artigo X § 2).

Artigo 4.

1. Além do prémio especial fixado no artigo antecedente, a Administração do país de origem pode cobrar do remetente um prémio de depósito e a do país de destino pode cobrar do destinatário um prémio de entrega.

2. O prémio de depósito não excederá :

(a) Quando a encomenda fôr originária do Reino Unido, $2d.$ por cada encomenda.

(b) Quando a encomenda fôr originária de Portugal, 25 cêntimos de franco-ouro ou o seu equivalente em moeda portuguesa por cada encomenda.

3. The delivery fee shall not exceed :—

(a) In the case of a parcel delivered in the United Kingdom, 4*d.* per parcel.

(b) In the case of a parcel delivered in Portugal, 50 centimes of a gold franc or its equivalent in Portuguese currency per parcel.

4. Each Administration shall communicate to the other the special fees fixed in its service by virtue of this Article, as well as any alterations subsequently made in them.

5. These fees shall be retained by the Office which collects them.

Article 5.

The amounts of Trade Charges collected shall be liquidated by means of Trade Charge Money Orders, issued free of all charges. The amount of a Trade Charge Money Order which cannot be delivered remains at the disposal of the Administration of the country of origin of the parcel.

Article 6.

In principle, the amounts of Trade Charges should be paid in by the addressees of the parcels, and paid out to the senders in gold ; but each Administration shall have power to receive and employ for this purpose any other money legally current in its country, provided that due allowance is made for any difference in the exchange value.

Article 7.

1. The loss of a Trade Charge parcel entails responsibility upon the postal service in the conditions fixed by the agreement in force between the United Kingdom and Portugal for the exchange of parcels not subject to Trade Charges.

2. After the delivery of the parcel, the Post Office of the country of destination is responsible for the amount of the Trade Charge, unless it can prove that the parcel and the relative Despatch Note did not, when transmitted to its service, bear the indications prescribed in Article I of the appended Detailed Regulations, and that it was not specially

3. O prémio de entrega não excederá :

(a) Quando a encomenda fôr entregue no Reino Unido, 4*d.* por encomenda.

(b) Quando a encomenda fôr entregue em Portugal, 50 cêntimos de franco-ouro ou o seu equivalente em moeda portuguesa por encomenda.

4. Cada Administração comunicará à outra os prêmios especiais fixados no seu serviço em virtude deste artigo, bem como quaisquer alterações feitas posteriormente.

5. Êstes prêmios reverterem a favor da Administração que os cobrar.

Artigo 5.

As importâncias dos embôlsos serão liquidadas por meio de vales de embólso emitidos livres de tôdas as despesas. A importância de um vale de embólso que não possa ser entregue fica à disposição da Administração do país de origem da encomenda.

Artigo 6.

Em princípio, as importâncias dos embôlsos deverão ser cobradas dos destinatários das encomendas e pagas aos remetentes, em ouro ; contudo, cada Administração poderá receber e empregar, para êste fim, qualquer outra moeda com curso legal no seu país, desde que tenha em atenção as diferenças de câmbio.

Artigo 7.

1. A perda de uma encomenda sujeita a embólso envolve a responsabilidade do serviço postal nas condições estabelecidas no Acôrdo em vigor entre Portugal e o Reino Unido para a permutação de encomendas não sujeitas a embólso.

2. Após a entrega da encomenda fica a Administração do país de destino responsável pela importância do embólso, a não ser que possa provar que a encomenda e o respectivo boletim de expedição, quando transmitidos ao seu serviço, não continham as indicações prescritas no Artigo I do Regulamento anexo, nem a encomenda se achava mencionada na

advised on the Parcel Bill as prescribed in Article II of the appended Detailed Regulations.

Nevertheless, an application as to the disposal of the amount of a Trade Charge is entertained only if made within a year of the posting of the parcel.

Article 8.

The sender of a parcel posted under this arrangement may not have the amount of the Trade Charge cancelled or altered after posting.

Article 9.

The two Administrations undertake to admit Trade Charge parcels in transit through their services. Nevertheless, the accounts relative to the Trade Charges must be drawn up and settled directly between the Post Offices of origin and destination of the parcels.

Article 10.

The two Administrations are authorized to fix by common consent the measures of detail necessary for ensuring the performance of the present Agreement and to modify them in accordance with the needs of the service.

Article 11.

This Agreement shall come into force on the date to be agreed upon between the two Administrations. It will remain in force until the expiry of one year from the date on which either Administration shall give notice to the other of its intention to terminate it.

Done in duplicate at Lisbon, the 27th day of June, 1930, and at London, the 29th day of April, 1930.

(Signed) H. B. LEES-SMITH.

guia de remessa conforme o disposto no Artigo II do mesmo Regulamento.

Contudo as reclamações sôbre as importâncias cobradas só serão atendidas se fôrem apresentadas dentro do prazo de um ano a contar da data da entrega da encomenda ao correio.

Artigo 8.

Ao remetente duma encomenda nas condições dêste acôrdo não pode ser concedida a anulação ou alteração da importância do embôlso, depois da sua entrega ao correio.

Artigo 9.

As duas Administrações garantem o trânsito de encomendas sujeitas a embôlso por intermédio dos seus serviços. Todavia, as contas relativas aos embôlsos devem ser estabelecidas e regularizadas directamente entre as Administrações de origem e de destino das encomendas.

Artigo 10.

As duas Administrações ficam autorizadas a estabelecer de comum acôrdo as necessárias medidas para assegurar a execução do presente Acôrdo e a modificá-las consoante as necessidades do serviço.

Artigo 11.

Êste Acôrdo entrará em execução no dia que fôr fixado pelas duas Administrações e permanecerá em vigor até um ano depois da data em que qualquer delas notifique à outra a sua intenção de o dar por findo.

Feito em duplicado em Londres, no dia 29 de Abril de 1930, e em Lisboa, no dia 27 de Junho de 1930.

(Signed) Miguel VAZ DUARTE BACELLAR.
Adalberto DA COSTA VEIGA.

DETAILED REGULATIONS

FOR CARRYING OUT THE AGREEMENT CONCERNING THE EXCHANGE OF POSTAL PARCELS SUBJECT TO TRADE CHARGES, CONCLUDED BETWEEN THE POST OFFICE OF PORTUGAL AND THE POST OFFICE OF THE UNITED KINGDOM.

Article I.

1. On a Trade Charge parcel and on the Despatch Note relating to it, the word *Remboursement* (C.O.D.) must be written or printed boldly beside the address, and after it the amount of the Trade Charge must be shown in the money of the country of origin, without erasure or alteration, even if certified.

2. Each Trade Charge parcel must be accompanied by a separate Despatch Note.

3. Each Trade Charge parcel and the relative Despatch Note must bear an orange-coloured label with the word *Remboursement* in Latin characters.

4. In the absence of a request by the sender to the contrary, a Trade Charge parcel which is undeliverable at the expiration of 15 days from its arrival at the place of destination shall be returned to the sender without previous notification and at his expense.

The sender may request at the time of posting that if the parcel cannot be delivered as addressed it may be either (a) treated as abandoned or (b) tendered for delivery at a second address in the country of destination. No other alternative is admissible. If the sender avails himself of this facility his request must appear on the Despatch Note and must be in conformity with or analogous to one of the following forms :

“ If not deliverable as addressed, abandon.”

“ If not deliverable as addressed, deliver to.....”

The same request must also be written on the cover of the parcel.

REGULAMENTO

PARA A EXECUÇÃO DO ACÔRDO RELATIVO À PERMUTAÇÃO DE ENCOMENDAS POSTAIS SUJEITAS A EMBÔLSO, CELEBRADO ENTRE A ADMINISTRAÇÃO DOS CORREIOS DE PORTUGAL E A ADMINISTRAÇÃO DOS CORREIOS DO REINO UNIDO.

Artigo I.

1. As encomendas sujeitas a embólso e os respectivos boletins de expedição devem ter escrita ou impressa, de modo bem visível, no lado do enderêço, a palavra *Remboursement*, seguida da importância do embólso, expressa na moeda do país de origem, sem rasuras nem emendas, embora ressalvadas.

2. Cada encomenda sujeita a embólso deve ser acompanhada de um boletim de expedição.

3. Em cada encomenda sujeita a embólso e no respectivo boletim de expedição deve ser colada uma etiqueta côr de laranja com a palavra *Remboursement*, escrita em caractéres latinos.

4. Salvo pedido em contrário, feito pelo remetente, as encomendas sujeitas a embólso que não tenham sido reclamadas dentro do prazo de 15 dias depois da sua chegada à estação de destino serão devolvidas ao remetente à sua custa e sem prévio aviso.

O remetente pode pedir no acto da entrega duma encomenda ao correio que esta, quando não possa ser entregue ao destinatário, seja (a) considerada abandonada ou (b) entregue a um segundo destinatário no país de destino. Nenhuma outra condição é admitida. Os remetentes que quiserem aproveitar-se desta vantagem devem consignar o seu pedido no boletim de expedição por qualquer das formas seguintes ou por outras analogas :

« Se não fôr entregue ao destinatário, deve-se considerar abandonada. »

« Se não fôr entregue ao destinatário, deve ser entregue a »

O mesmo pedido deve também ser consignado no próprio invólucro da encomenda.

Article II.

Each Trade Charge parcel shall be entered separately as such on the parcel bill.

Article III.

1. Every Trade Charge parcel shall be accompanied by a Trade Charge Money Order form in conformity with, or analogous to, the specimen B annexed to the present Agreement. This Money Order form, which shall be attached to the Despatch Note, must bear a statement of the amount of the Trade Charge in the currency of the country of origin of the parcel and should show, as a general rule, the sender of the parcel as payee of the Order.

It is free to each Administration, however, to have the Orders relating to the parcels originating in its service addressed to the offices of origin of the parcels or to other offices.

2. Entries in pencil will not be allowed on Trade Charge Money Orders.

Article IV.

Except by contrary agreement between the Administrations of origin and of destination, the amounts of the Trade Charges are converted into the currency of the country of destination of the parcels by the Post Office of that country, which uses for this purpose the same rate of conversion as it uses for the conversion of ordinary Money Orders drawn on the country of origin of the parcels.

Article V.

1. Immediately after collecting the Trade Charge, the Office of destination of the parcel, or any other Office designated for the purpose by the Administration of the country of destination, fills in the part *Indications de Service* of the Trade Charge Money Order form and, after impressing it with its date-stamp, returns it free of postage to the office of origin of the parcel or to the office specially named by the Administration of the country of origin on the form itself.

2. Trade Charge Money Orders are paid under the conditions determined by the Administration of the country of payment.

Artigo II.

Cada encomenda sujeita a embólso será como tal separadamente mencionada na guia de remessa.

Artigo III.

1. Todas as encomendas sujeitas a embólso serão acompanhadas de vales de embólso conformes ou análogos ao modelo B, anexo ao presente Regulamento. Estes vales devem ser juntos aos boletins de expedição, nêles deve a importância do embólso ser indicada na moeda do país de origem e, em regra, designarão os remetentes das encomendas como destinatários dos mesmos vales.

Cada Administração pode, todavia, exigir que os vales relativos às encomendas procedentes do seu país sejam enviados às repartições remetentes ou a quaisquer outras.

2. Os vales de embólso não podem ser preenchidos a lápis.

Artigo IV.

Salvo acôrdo em contrário entre as Administrações de procedência e de destino, as importâncias dos embólsos serão convertidas na moeda do país de destino das encomendas pela Administração daquele país, a qual empregará para êste fim a mesma taxa de conversão aplicada aos vales ordinários destinados ao país de origem das encomendas.

Artigo V.

1. Logo depois de realizada a importância do embólso a Repartição destinatária da encomenda ou qualquer outra para êsse fim designada pela Administração do país de destino, preenche no vale de embólso a parte *Indications de service*, aplica-lhe a sua marca de dia e devolve-o, franco de porte, à Repartição de procedencia da encomenda ou a qualquer outra por ela designada no mesmo vale.

2. Os vales de embólso serão pagos nas condições estabelecidas pela Administração do país de pagamento.

Article VI.

1. A Trade Charge parcel may be redirected if the new country of destination maintains with that of origin an exchange of Trade Charge parcels. The re-directed parcel is accompanied by the Trade Charge Money Order form made out by the service of origin and the country from which it is re-directed shall not be concerned with the settlement of the Trade Charge.

2. In the case of an application for re-direction to a country which does not maintain with that of origin an exchange of Trade Charge parcels, the parcel is treated as one which cannot be delivered.

Article VII.

1. A Trade Charge Money Order form relating to a parcel which, for any reason whatever, is returned to origin should be cancelled by the Office which returns the parcel, and should be annexed to the Despatch Note.

2. When a Trade Charge Money Order form is mislaid, lost, or destroyed before the collection of the Trade Charge, the office of destination or any other office appointed by the Postal Administration of the country of destination shall prepare a duplicate Trade Charge Money Order form.

3. A Trade Charge Money Order mislaid, lost, or destroyed after the collection of the Trade Charge is likewise replaced by a duplicate or by an authority to pay, after proof by the two Post Offices that the Order has not been paid or refunded.

Article VIII.

1. A Trade Charge Money Order which it has not been possible to deliver to the payee within the period of validity fixed by the Agreement concluded between the two countries for the exchange of Money Orders is, at the expiration of the period of validity, receipted by the Administration of the country of payment, and claimed from the Administration which issued it.

2. A Trade Charge Money Order which has been delivered to the payee, and of which the payee has not claimed payment within the

Artigo VI.

1. As encomendas sujeitas a embólso podem ser reexpedidas se o novo país de destino tiver estabelecido com o país de origem o serviço de permutação de encomendas sujeitas a embólso. As encomendas reexpedidas serão acompanhadas dos vales de embólso formulados pela Repartição de origem, não devendo o país que efectuar a reexpedição tomar parte nas operações de regularização do embólso.

2. No caso da reexpedição ser pedida para um país que não tiver estabelecido com o de origem o serviço de permutação de encomendas sujeitas a embólso, serão estas consideradas como não podendo ser entregues.

Artigo VII.

1. Os vales de embólso das encomendas que por qualquer motivo tenham de ser devolvidas à procedência, devem ser anulados pela Administração que os devolver e juntos aos boletins de expedição.

2. Os vales de embólso que se extraviarem, perderem ou inutilizarem antes de realizado o embólso serão substituídos por duplicados, pela Repartição destinatária, ou por qualquer outra para êsse fim designada pela Administração do país de destino.

3. Os vales de embólso que se extraviarem, perderem ou inutilizarem depois de realizado o embólso, serão substituídos por duplicados ou por autorizações de pagamento depois das duas Administrações terem verificado que os vales não foram pagos nem reembolsados.

Artigo VIII.

1. Os vales de embólso que não puderem ser entregues aos destinatários dentro do prazo de validade fixado no Acôrdo concluído entre os dois países para a permutação de vales de correio são, depois de terminado êste prazo, cancelados pela Administração de origem das encomendas e incluídos na conta da Administração que os emitiu.

2. Os vales de embólso que tiverem sido entregues aos destinatários e cujo pagamento não tiver sido reclamado dentro do prazo de

period of validity fixed by the Agreement concluded between the two countries for the exchange of Money Orders, is replaced by an authority to pay.

This authority to pay shall be drawn up by the Administration which collected the Trade Charge, as soon as it has been able to ascertain that the original Order has not been paid within the period of validity, and shall be receipted by the other Administration which shall claim the amount due in the first account rendered after its receipt.

3. The Administration issuing a Trade Charge Money Order shall notify the other Administration if the Order is not claimed within the period of validity.

Article IX.

1. A Trade Charge Money Order of which payment cannot be effected for one of the following reasons :

(i) Incorrect, insufficient, or doubtful description of the name or residence of the payee ;

(ii) Difference or omission of name or amount ;

(iii) Erasure of, or addition to, an entry;

(iv) Omission of stamp, signature or other service indication ;

(v) Use of irregular form ;

shall be corrected by the Administration which has issued it.

2. For this purpose, the Order shall be returned as soon as possible, officially registered, to the Office of issue.

Article X.

1. The settlement relative to Trade Charges paid by each Post Office on behalf of the other Post Office is effected by means of supplements (specimen A annexed) to the detailed Accounts of Money Order transactions between the two Post Offices.

2. In the Trade Charge accounts, which are accompanied by the paid and receipted Trade Charge Orders, the orders are entered in alphabetical sequence of the Offices of issue and in

validade fixado no Acôrdo concluído entre os dois países para a permutação de vales de correio serão substituídos por autorizações de pagamento.

As autorizações de pagamento serão formuladas pela Administração que realizou o embólso, logo em seguida à confirmação de que os vales originais não foram pagos dentro do prazo de validade, e serão cancelados pela outra Administração que incluirá a importância devida na primeira conta organizada depois da sua recepção.

3. A Administração emissora de um vale de embólso avisará a outra Administração se o vale não fôr reclamado dentro do prazo da sua validade.

Artigo IX.

1. Serão devidamente corrigidos pela Administração emissora os vales de embólso que não puderem ser pagos por qualquer dos motivos seguintes :

(i) Incorrecta, insuficiente ou duvidosa designação do nome ou da residência do destinatário ;

(ii) Diferença ou omissão do nome ou da importância ;

(iii) Rasuras ou emendas nas suas indicações ;

(iv) Falta de sêlo, de assinatura ou de qualquer indicação de serviço ;

(v) Uso de fórmulas que não fôrem as regulamentares.

2. Para êste fim serão os vales devolvidos o mais brevemente possível à Repartição emissora em sobrescrito registado.

Artigo X.

1. A liquidação dos embólsos pagos por uma Administração por conta da outra é feita por meio de suplementos (modelo A. anexo) às contas particulares de vales de correio trocadas entre as duas Administrações.

2. Nas contas de embólsos, que são acompanhadas pelos vales de embólso pagos e com os respectivos recibos, os vales são inscritos pela ordem alfabética das Repartições emissoras

numerical sequence of their issue at those Offices.

The Office which has drawn it up deducts from the total sum of its credit a half per cent. ($\frac{1}{2}\%$) representing the share of the other Office in the Trade Charge fee, as specified at Article 3, § 3 of the Agreement.

3. The total of the Trade Charge Account is included in the detailed Money Order Account for the same period, and settled as part of the General Account in respect of Money Orders. The verification of the Trade Charge Accounts is effected according to the provisions of the Agreement governing the exchange of Money Orders between the two Post Offices.

Article XI.

The present Regulations shall be brought into operation on the day on which the Agreement comes into force. They shall have the same duration as the Agreement.

Done in duplicate at Lisbon, the 27th day of June, 1930, and at London, the 29th day of April, 1930.

(Signed) H. B. LEES-SMITH.

e por ordem numérica da sua emissão nas mesmas Repartições.

A administração que organizar a conta deduz da soma total do seu crédito $\frac{1}{2}$ por cento, correspondente à parte do prémio de embólso que compete à outra Administração, nos termos do Artigo 3 § 3 do Acôrdo.

3. A importância total da conta de embólsos é incluída na conta particular dos vales do correio relativa ao mesmo período e liquidada como fazendo parte da conta geral dos vales do correio. A verificação das contas de embólsos é efectuada de harmonia com as disposições do Acôrdo que rege a permutação de vales de correio entre as duas Administrações.

Artigo XI.

O presente Regulamento começará a vigorar no dia em que fôr posto em execução o Acôrdo, e terá, como êle, a mesma duração.

Feito em duplicado em Londres aos 29 de Abril de 1930, e em Lisboa, aos 27 de Junho de 1930.

(Signed) Miguel VAZ DUARTE BACELLAR.
Adalberto DA COSTA VEIGA.

B (front).

<p>COUPON OF INTERNATIONAL TRADE CHARGE MONEY ORDER. <small>du mandat de remboursement international</small></p> <p>for the sum of (de la somme de)</p> <p>£ <input type="text"/> s : <input type="text"/> d</p> <p>for the parcel (pour le colis)</p> <p>No. <input type="text"/> { <small>posted (déposé)</small></p> <p>on the (le) <input type="text"/> 19 <input type="text"/></p> <p>at (à) <input type="text"/></p> <p>by (par) <input type="text"/> M <input type="text"/></p> <p>addressed to (à l'adresse de)</p> <p>No. <input type="text"/></p>	<p>POST OFFICE OF GREAT BRITAIN. (ADMINISTRATION DES POSTES DE LA GRANDE BRETAGNE.)</p> <p>INTERNATIONAL TRADE CHARGE MONEY ORDER. MANDAT DE REMBOURSEMENT INTERNATIONAL.</p> <p>For the sum of £ <input type="text"/> : <input type="text"/> s. : <input type="text"/> d. <small>(In figures. Not to include a fraction of a penny.)</small></p> <p>£ <input type="text"/> s : <input type="text"/> d Pounds Shillings Pence</p> <p><small>(Pounds in words.)</small> For the parcel No. <input type="text"/> <small>(Pour le colis No.)</small></p> <p>Payable to <input type="text"/> <small>(Payable à)</small></p> <p>Address <input type="text"/> <small>(Adresse)</small></p> <p style="text-align: center; font-weight: bold; transform: rotate(-45deg); opacity: 0.5;">NOT NEGOTIABLE</p> <p style="text-align: center;">SERVICE INSTRUCTIONS (Indications de Service) to be filled up by the Office which delivers the parcel after the collection of the Trade Charge. <small>(à remplir par l'Office destinataire du colis après l'encaissement du montant du remboursement.)</small></p> <table border="1" style="width: 100%; border-collapse: collapse;"> <tr> <td style="width: 50%; vertical-align: top;"> <p>Number of Order <input type="text"/> <small>(Numéro d'émission)</small></p> <p>Date of issue <input type="text"/> <small>(Date d'émission)</small></p> <p>Office of issue <input type="text"/> <small>(Bureau d'émission)</small></p> <p>Country of issue <input type="text"/> <small>(Pays d'émission)</small></p> <p>Signature of issuing officer <input type="text"/> <small>(Signature de l'agent)</small></p> <p><small>This Trade Charge Money Order must be returned to (Le présent mandat de remboursement doit être renvoyé à</small></p> </td> <td style="width: 30%; vertical-align: top;"> <p>Amount paid in <input type="text"/> <small>(somme versée)</small></p> <hr/> <p>Currency of the country of destination of the parcel. <small>(Monnaie du pays destinataire du colis.)</small></p> </td> <td style="width: 20%; vertical-align: top;"> <p>Date Stamp of issuing office. <input type="text"/></p> <p><small>(Timbre du bureau d'émission.)</small></p> </td> </tr> </table> <p style="text-align: center;">THE CONTROLLER, MONEY ORDER DEPARTMENT, LONDON, ENGLAND.</p>	<p>Number of Order <input type="text"/> <small>(Numéro d'émission)</small></p> <p>Date of issue <input type="text"/> <small>(Date d'émission)</small></p> <p>Office of issue <input type="text"/> <small>(Bureau d'émission)</small></p> <p>Country of issue <input type="text"/> <small>(Pays d'émission)</small></p> <p>Signature of issuing officer <input type="text"/> <small>(Signature de l'agent)</small></p> <p><small>This Trade Charge Money Order must be returned to (Le présent mandat de remboursement doit être renvoyé à</small></p>	<p>Amount paid in <input type="text"/> <small>(somme versée)</small></p> <hr/> <p>Currency of the country of destination of the parcel. <small>(Monnaie du pays destinataire du colis.)</small></p>	<p>Date Stamp of issuing office. <input type="text"/></p> <p><small>(Timbre du bureau d'émission.)</small></p>	<p style="text-align: right;"><small>Date Stamp of Office of Posting of Parcel.</small></p> <p style="text-align: right;"><small>(Timbre du bureau d'origine du colis.)</small></p>
<p>Number of Order <input type="text"/> <small>(Numéro d'émission)</small></p> <p>Date of issue <input type="text"/> <small>(Date d'émission)</small></p> <p>Office of issue <input type="text"/> <small>(Bureau d'émission)</small></p> <p>Country of issue <input type="text"/> <small>(Pays d'émission)</small></p> <p>Signature of issuing officer <input type="text"/> <small>(Signature de l'agent)</small></p> <p><small>This Trade Charge Money Order must be returned to (Le présent mandat de remboursement doit être renvoyé à</small></p>	<p>Amount paid in <input type="text"/> <small>(somme versée)</small></p> <hr/> <p>Currency of the country of destination of the parcel. <small>(Monnaie du pays destinataire du colis.)</small></p>	<p>Date Stamp of issuing office. <input type="text"/></p> <p><small>(Timbre du bureau d'émission.)</small></p>			

B (back).

<p>RECEIPT OF PAYEE (QUITTANCE DU DESTINATAIRE)</p> <p>Received the sum indicated on the other side. (Reçu la somme indiquée d'autre part.)</p> <p>Place (Lieu) } <input type="text"/></p> <p>Date (Le) } <input type="text"/></p> <p>Signature of the Payee (Signature du destinataire) } <input type="text"/></p> <p style="text-align: center;">Date Stamp of Office of Payment. (Timbre du bureau payeur.)</p> <div style="text-align: center; border: 1px solid black; width: 100px; height: 50px; margin: 0 auto;"></div>	<p style="text-align: center;">COUPON (see other side.)</p> <p style="text-align: center;">THIS COUPON MAY BE DETACHED WHEN THE FORM OF RECEIPT IS SIGNED.</p>
--	---

¹ TRADUCTION. — TRANSLATION.

N^o 2485. — ACCORD ADDITIONNEL A L'ACCORD CONCLU LE 28 JUILLET 1905 ENTRE L'ADMINISTRATION DES POSTES DU ROYAUME-UNI ET L'ADMINISTRATION DES POSTES DU PORTUGAL, CONCERNANT L'ÉCHANGE DIRECT DE COLIS POSTAUX. SIGNÉ A LONDRES, LE 29 AVRIL 1930, ET A LISBONNE, LE 27 JUIN 1930.

Article premier.

1. Dans le présent accord, le terme « Royaume-Uni » vise la Grande-Bretagne et l'Irlande du Nord, les Iles anglo-normandes et l'Ile de Man, et le terme « Portugal » vise le Portugal proprement dit et les Iles Açores et de Madère.

2. Des colis grevés de remboursement peuvent être échangés entre le Portugal et le Royaume-Uni.

3. Sauf disposition contraire du présent accord et du Règlement d'application détaillé ci-annexé, les colis postaux grevés de remboursement seront assujettis aux charges et conditions frappant les colis ordinaires ou, selon le cas, les colis expédiés en valeur déclarée, ainsi qu'aux formalités et taxes spéciales stipulées ci-après.

Article 2.

1. Le montant du remboursement doit être exprimé dans la monnaie du pays d'origine du colis.

2. Les deux administrations postales pourront fixer, d'un commun accord, le montant maximum du remboursement ; toutefois, ce montant ne devra pas dépasser 40 livres sterling ou l'équivalent de cette somme en monnaie portugaise.

3. Pour le calcul du montant du remboursement, il ne sera pas tenu compte des fractions d'un penny ou inférieures à un demi escudo (50 centavos).

Article 3.

1. Chacune des deux administrations postales fixera la taxe spéciale que devra acquitter l'expéditeur d'un colis grevé de remboursement. Cette taxe ne devra pas dépasser :

a) 2½ pence par livre sterling ou fraction de livre à percevoir, en ce qui concerne les colis expédiés du Royaume-Uni.

b) 50 centimes de franc-or ou l'équivalent de cette somme en monnaie portugaise par 100 escudos ou fraction de 100 escudos à percevoir, en ce qui concerne les colis expédiés du Portugal.

2. Chaque administration fera connaître à l'autre la taxe spéciale fixée dans ses services en vertu du paragraphe précédent, ainsi que toutes modifications ultérieures apportées à cette taxe.

¹ Traduit par le Secrétariat de la Société des Nations, à titre d'information.

¹ Translated by the Secretariat of the League of Nations, for information.

3. Ladite taxe sera partagée entre l'administration postale du pays d'expédition et celle du pays de destination, dans la forme prescrite au Règlement ci-annexé (article X, paragraphe 2).

Article 4.

1. Outre la taxe spéciale fixée à l'article précédent, l'administration postale du pays d'expédition peut exiger de l'expéditeur le paiement d'une taxe d'expédition, et celle du pays de destination peut exiger du destinataire le paiement d'une taxe de livraison.

2. La taxe d'expédition ne dépassera pas :

a) Pour les colis expédiés du Royaume-Uni, 2 pence par colis ;

b) Pour les colis expédiés du Portugal, 25 centimes de franc-or par colis ou l'équivalent en monnaie portugaise.

3. La taxe de livraison ne dépassera pas :

a) Pour les colis livrés dans le Royaume-Uni, 4 pence par colis ;

b) Pour les colis livrés au Portugal, 50 centimes de franc-or par colis ou l'équivalent de cette somme en monnaie portugaise.

4. Chacune des deux administrations postales fera connaître à l'autre les taxes spéciales fixées dans ses services en vertu du présent article, ainsi que toutes modifications ultérieures apportées à ces taxes.

5. Lesdites taxes sont acquises à l'administration qui les perçoit.

Article 5.

Les sommes perçues à titre de remboursement seront liquidées au moyen de mandats de remboursement, qui seront émis gratuitement. Le montant d'un mandat de remboursement qui n'aura pas pu être payé restera à la disposition de l'administration postale du pays d'origine du colis.

Article 6.

En principe, le montant du remboursement devra être versé par le destinataire du colis et payé à l'expéditeur en or ; toutefois, chacune des deux administrations pourra recevoir et utiliser à cet effet toute autre monnaie ayant cours légal dans son pays, compte tenu des différences de change.

Article 7.

1. La perte d'un colis grevé de remboursement entraînera la responsabilité de l'administration postale dans les conditions fixées par l'Accord conclu entre le Portugal et le Royaume-Uni pour l'échange de colis non grevés de remboursement.

2. Après la livraison d'un colis, l'administration postale du pays de destination sera responsable du montant du remboursement, à moins qu'elle ne puisse prouver que le colis et le bulletin d'expédition y afférent ne portaient pas, au moment où ils ont été transmis à l'administration en question, les indications prescrites à l'article premier du Règlement ci-annexé et qu'il n'avait pas été fait mention du colis sur la feuille d'envoi ainsi qu'il est prescrit à l'article II dudit règlement.

Toutefois, il ne sera donné suite aux réclamations relatives au montant du remboursement qu'à la condition qu'elles soient formulées dans un délai d'un an à compter de la date d'expédition du colis.

Article 8.

L'expéditeur d'un colis mis à la poste dans les conditions fixées au présent accord ne pourra demander, après l'expédition, ni l'annulation ni la modification du montant du remboursement.

Article 9.

Les deux administrations postales conviennent d'admettre dans leurs services le transit de colis grevés de remboursement. Toutefois, les comptes afférents aux remboursements seront établis et réglés directement entre l'administration postale du pays d'origine et celle du pays de destination des colis.

Article 10.

Les deux administrations postales auront le droit de fixer, d'un commun accord, les mesures de détail nécessaires pour assurer l'exécution du présent accord et de les modifier selon les besoins du service.

Article 11.

Le présent accord entrera en vigueur à la date que les deux administrations postales auront fixée d'un commun accord. Il restera en vigueur jusqu'à l'expiration d'un délai d'un an à partir de la date à laquelle l'une des deux administrations aura notifié à l'autre son intention d'y mettre fin.

Fait en double exemplaire, à Londres, le 29 avril 1930, et à Lisbonne, le 27 juin 1930.

(Signé) H. B. LEES-SMITH.

(Signé) Miguel VAZ DUARTE BACELLAR.
Adalberto DA COSTA VEIGA.

RÈGLEMENT D'EXÉCUTION

DE L'ACCORD RELATIF A L'ÉCHANGE DE COLIS POSTAUX GREVÉS DE REMBOURSEMENT CONCLU ENTRE L'ADMINISTRATION POSTALE DU PORTUGAL ET L'ADMINISTRATION POSTALE DU ROYAUME-UNI.

Article premier.

1. Les colis grevés de remboursement et les bulletins d'expédition y afférents devront porter en caractères manuscrits ou imprimés bien visibles, à côté de l'adresse, le mot « Remboursement » suivi de l'indication du montant du remboursement exprimé dans la monnaie du pays d'origine, sans grattages ni corrections, même certifiés.

2. Chaque colis grevé de remboursement devra être accompagné d'un bulletin d'expédition distinct.

3. Sur chaque colis grevé de remboursement et sur le bulletin d'expédition y afférent devra être collée une étiquette de couleur orange portant le mot « Remboursement » en caractères latins.

4. Sauf demande contraire faite par l'expéditeur, les colis grevés de remboursement qui n'auront pu être remis à leur destinataire dans un délai de quinze jours à dater de leur arrivée au lieu de destination, seront retournés à l'expéditeur à ses frais et sans notification préalable.

L'expéditeur peut demander, au moment de l'expédition, qu'au cas où le colis ne pourrait pas être remis à son destinataire, il soit : a) considéré comme abandonné, ou b) présenté à une seconde adresse dans le pays de destination. Aucune autre solution ne sera admise. Les expéditeurs voulant faire usage de cette faculté devront inscrire leur demande sur le bulletin d'expédition dans l'une des formes suivantes ou selon d'autres formules analogues :

Si le colis ne peut être remis au destinataire, il devra être considéré comme abandonné.

Si le colis ne peut être remis au destinataire, prière de le livrer à

La même demande devra également figurer sur l'emballage du colis.

Article II.

Tout colis grevé de remboursement sera inscrit comme tel et séparément sur la feuille d'envoi.

Article III.

1. Tout colis grevé de remboursement sera accompagné d'un mandat de remboursement conforme ou analogue au modèle B annexé au présent règlement. Ce mandat, qui devra être fixé au bulletin d'expédition, portera l'indication du montant du remboursement dans la monnaie du pays d'origine et mentionnera, en règle générale, le nom de l'expéditeur du colis comme bénéficiaire du mandat.

Chacune des deux administrations postales pourra toutefois exiger que les mandats afférents aux colis qui proviennent de son pays soient adressés aux bureaux d'origine des colis ou à d'autres bureaux.

2. Aucune inscription au crayon ne sera admise sur les mandats de remboursement.

Article IV.

Sauf arrangement contraire entre les administrations postales du pays d'origine et du pays de destination, le montant des mandats de remboursement sera converti dans la monnaie du pays de destination des colis par l'administration des postes de ce pays, qui appliquera à cet effet le même taux de conversion que pour la conversion des mandats-poste ordinaires tirés sur le pays d'origine des colis.

Article V.

1. Immédiatement après avoir encaissé le montant du remboursement, le bureau de destination du colis ou tout autre bureau désigné à cet effet par l'administration postale du pays de destination, remplira la colonne « Indications de service » du mandat de remboursement et, après y avoir apposé le timbre à date, le renverra franco de port au bureau d'expédition du colis ou à quelque autre bureau désigné sur le mandat par l'Administration postale du pays d'origine.

2. Les mandats de remboursement seront payés dans les conditions fixées par l'administration du pays où s'effectue le paiement.

Article VI.

1. Les colis grevés de remboursement pourront être réexpédiés, s'il existe entre le nouveau pays de destination et le pays d'origine un service d'échange de colis grevés de remboursement. Les colis ainsi réexpédiés devront être accompagnés des mandats de remboursement établis par le bureau d'origine. Le pays effectuant la réexpédition n'aura pas à participer au règlement du remboursement.

2. Si l'intéressé demande que le colis soit réexpédié à destination d'un pays qui n'entretient pas avec le pays d'origine un service d'échange de colis grevés de remboursement, le colis sera traité comme un colis qui n'a pu être remis à son destinataire.

Article VII.

1. Les formulaires des mandats de remboursement afférents à des colis qui, pour une raison quelconque, sont renvoyés au lieu d'origine, seront annulés par l'administration qui procède à leur renvoi et annexés aux bulletins d'expédition.

2. S'il arrive que des mandats de remboursement soient égarés, perdus ou détruits avant que le remboursement ait été effectué, ces mandats seront remplacés par un duplicata établi par les soins du bureau du pays de destination ou par quelque autre bureau désigné à cet effet par l'administration du pays de destination.

3. Les mandats de remboursement égarés, perdus ou détruits après l'encaissement du montant du remboursement, seront également remplacés par des duplicata ou par des ordres de paiement dès que les deux administrations auront établi que les mandats n'ont été ni payés ni remboursés.

Article VIII.

1. Les mandats de remboursement qu'il n'aura pas été possible de remettre à leur bénéficiaire avant l'expiration du délai de validité fixé par l'accord conclu entre les deux pays pour l'échange de mandats-poste, seront, à l'expiration de ce délai, acquittés par l'administration du pays de paiement et portés au débit du compte de l'administration qui avait émis lesdits mandats.

2. Les mandats de remboursement qui auront été remis aux bénéficiaires et dont ceux-ci n'auront pas réclamé le paiement avant l'expiration du délai de validité fixé par l'accord conclu entre les deux administrations pour l'échange de mandats-poste, seront remplacés par des ordres de paiement.

Ces derniers seront établis par l'administration ayant encaissé le remboursement, aussitôt qu'elle aura acquis la certitude que les mandats originaux n'ont pas été payés dans le délai de validité, et seront acquittés par l'autre administration qui débitera la première des montants en question dans le premier décompte qu'elle établira après réception desdits ordres de paiement.

3. Si le montant d'un mandat de remboursement n'a pas été réclamé à l'expiration du délai de validité, l'administration qui a émis ledit mandat de remboursement en informera l'autre administration.

Article IX.

1. Les mandats de remboursement dont le paiement n'aura pas pu être assuré pour l'une des raisons suivantes :

- (i) Désignation inexacte, insuffisante ou douteuse du nom ou du domicile du destinataire ;
- (ii) Différence ou omission du nom ou du montant ;
- (iii) Grattage ou modification dans les mentions ;
- (iv) Absence de timbre, de signature ou de toute autre indication de service ;
- (v) Usage de formulaires non réglementaires,

seront rectifiés par le bureau d'émission des mandats de remboursement en question.

2. A cet effet, les mandats seront retournés, dans le plus bref délai possible, au bureau d'émission, sous pli officiellement recommandé.

Article X.

1. Le règlement des comptes relatifs aux mandats payés par chacune des deux administrations postales pour le compte de l'autre, sera effectué au moyen de décomptes spéciaux (modèle A ci-annexé) complémentaires des décomptes des mandats-poste échangés entre les deux administrations.

2. Dans les décomptes des remboursements, qui devront être accompagnés des mandats de remboursement payés et acquittés, les mandats seront inscrits dans l'ordre alphabétique des bureaux d'émission et, pour chaque bureau, dans l'ordre numérique de leur émission.

L'administration qui aura établi le décompte, déduira du total des sommes à son crédit $\frac{1}{2}$ % représentant la part qui revient à l'autre administration au titre de la taxe de remboursement, conformément au paragraphe 3 de l'article 3 de l'accord.

3. Le total du décompte des mandats de remboursement sera exporté dans le décompte des mandats-poste, relatif à la même période, et réglé en même temps que le décompte général des mandats-poste. La vérification des mandats de remboursement sera effectuée conformément aux dispositions de l'accord relatif à l'échange des mandats-poste entre les deux administrations postales.

Article XI.

Le présent règlement sera applicable à dater du jour où l'accord entrera en vigueur, et aura même durée.

Fait en double exemplaire à Londres, le 29 avril 1930, et à Lisbonne, le 27 juin 1930.

(Signé) H. B. LEES-SMITH.

(Signé) Miguel Vaz Duarte Bacellar.
Adalberto Da Costa Veiga.

A.

DÉCOMPTE DES MANDATS DE REMBOURSEMENT PAYÉS PAR L'ADMINISTRATION
DES POSTES DE GRANDE-BRETAGNE ET D'IRLANDE POUR LE COMPTE DU
BUREAU DE POSTE DE
PENDANT LE MOIS DE , 19 .

N° d'ordre	N° du mandat	Date d'émission	Bureau d'émission	Montant			Observations
				L.	s.	d.	
			Total				
			A déduire ½ % du total				
			Solde au crédit de l'Admini- stration des Postes de Grande-Bretagne et d'Irlande.				

B.

(Se reporter au texte original.)

N° 2486.

GRANDE-BRETAGNE
ET IRLANDE DU NORD
ET LETTONIE

Accord relatif aux biens des marins
décédés. Signé à Londres, le
24 juillet 1930.

GREAT BRITAIN
AND NORTHERN IRELAND
AND LATVIA

Agreement respecting the Estates
of Deceased Seamen. Signed at
London, July 24, 1930.

No. 2486. — AGREEMENT BETWEEN HIS MAJESTY'S GOVERNMENT IN THE UNITED KINGDOM AND THE LATVIAN GOVERNMENT RESPECTING THE ESTATES OF DECEASED SEAMEN. SIGNED AT LONDON, JULY 24, 1930.

Texte officiel anglais communiqué par le secrétaire d'Etat aux Affaires étrangères de Sa Majesté en Grande-Bretagne. L'enregistrement de cet accord a eu lieu le 9 octobre 1930.

THE GOVERNEMENT OF THE REPUBLIC OF LATVIA and THE GOVERNMENT OF THE UNITED KINGDOM OF GREAT BRITAIN AND NORTHERN IRELAND, having judged it expedient to make arrangements for the disposal of the estates of deceased seamen, have agreed as follows :

Article I.

¶ In the case of Latvian seamen dying on board British vessels or on British or foreign territory whilst serving on board a British ship, the competent department in London of the Government of the United Kingdom will furnish the Latvian Consul-General in London with copies of the accounts which may be received by them in respect of wages and effects of such deceased seamen, together with any particulars which may be at their disposal likely to facilitate the identification of the deceased and of the legal heirs.

In every case where an estate of such a deceased Latvian seaman which is received by the competent department in London does not exceed one hundred pounds sterling in value and the Government of the United Kingdom of Great Britain and Northern Ireland are satisfied that the legal heirs of the deceased seaman are resident in Latvian territory, they will dispense with the customary form of claim and, after settlement of any valid claims by creditors upon the estate, will hand over the residue of the property in question to the Latvian Consul-General in London.

Where the property of a deceased Latvian seaman, which is received by the competent department in London, is not so handed over, the competent department in London of the Government of the United Kingdom will, before disposing of the estate of such seaman in accordance with the appropriate law, give notice to the Latvian Consul-General in London of their intention to hand over such property to those persons having claims upon it, and will consider any representations that the Consul-General will make thereon.

The Latvian Government, on their part, undertake that in the case of all estates received by them, of British seamen, whether dying on board Latvian merchant vessels or on Latvian or foreign territory whilst serving on board a Latvian ship, similar action will be taken and the estates similarly handed over to His Britannic Majesty's Consular Officers.

¹ TRADUCTION. — TRANSLATION.

N^o 2486. — ACCORD ENTRE LE GOUVERNEMENT DE SA MAJESTÉ DANS LE ROYAUME-UNI ET LE GOUVERNEMENT LETTON RELATIF AUX BIENS DES MARINS DÉCÉDÉS. SIGNÉ A LONDRES, LE 24 JUILLET 1930.

English official text communicated by His Majesty's Secretary of State for Foreign Affairs in Great Britain. The registration of this Agreement took place October 9, 1930.

LE GOUVERNEMENT DE LA RÉPUBLIQUE DE LETTONIE et LE GOUVERNEMENT DU ROYAUME-UNI DE GRANDE-BRETAGNE ET D'IRLANDE DU NORD, ayant jugé opportun de prendre des dispositions pour la liquidation des biens appartenant à des marins décédés, sont convenus des dispositions suivantes :

Article premier.

Dans le cas de marins lettons décédés soit à bord de navires britanniques, soit en territoire britannique ou étranger alors qu'ils étaient en service à bord d'un navire britannique, le service compétent, à Londres, du Gouvernement du Royaume-Uni fournira au consul général de Lettonie à Londres, des copies des comptes que ce service pourra avoir reçus au sujet des salaires et effets de ces marins décédés, ainsi que tous les renseignements qu'il pourrait posséder et qui seraient de nature à faciliter l'identification du défunt et de ses héritiers légitimes.

Dans tous les cas où la valeur des biens d'un marin letton décédé reçus par le service compétent à Londres ne dépasse pas cent livres sterling, et où le Gouvernement du Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord a eu la preuve que les héritiers légitimes du marin décédé résident en territoire letton, on renoncera à la procédure coutumière de demande d'envoi en possession et, après liquidation de toutes les créances valables sur la succession, le solde des biens en question sera remis au consul général de Lettonie à Londres.

Lorsque les biens d'un marin letton décédé, reçus par le service compétent à Londres ne sont pas remis de la façon indiquée ci-dessus, le service compétent, à Londres, du Gouvernement du Royaume-Uni, avant de liquider la succession de ce marin conformément à la loi applicable en l'espèce, notifiera au consul général de Lettonie à Londres son intention de remettre ces biens aux ayants droit et examinera toutes les observations que le consul général pourra, le cas échéant, présenter à ce sujet.

Le Gouvernement letton, de son côté, s'engage, dans tous les cas de biens reçus par lui et appartenant à des marins britanniques décédés soit à bord de navires de commerce lettons, soit en territoire letton ou étranger alors qu'ils étaient en service à bord d'un navire letton, à prendre des mesures analogues et à remettre, de même, les biens en question aux fonctionnaires consulaires de Sa Majesté britannique.

¹ Traduit par le Secrétariat de la Société des Nations, à titre d'information.

¹ Translated by the Secretariat of the League of Nations, for information.

Article 2.

The present Agreement will come into force from the date of its signature. It shall be terminable at any time on a notice of one year given in advance by either of the contracting Governments to the other.

In witness whereof the Undersigned, duly authorised to that effect, have signed this Agreement and have affixed thereto their seals.

Done in duplicate at London, this 24th day of July 1930.

(L. S.) Arthur HENDERSON.

(L. S.) Fridrichs VESMANIS.

Article 2.

Le présent accord entrera en vigueur à partir de la date de sa signature. Il pourra être dénoncé en tout temps moyennant préavis d'un an donné par l'un des gouvernements contractants à l'autre gouvernement.

En foi de quoi les soussignés, dûment autorisés à cet effet, ont signé le présent accord et y ont apposé leurs sceaux.

Fait en double exemplaire, à Londres, le 24 juillet 1930.

(L. S.) Arthur HENDERSON.

(L. S.) Fridrichs VESMANIS.

N° 2487.

ALBANIE ET FRANCE

Convention consulaire. Signée à
Tirana, le 5 février 1928.

ALBANIA AND FRANCE

Consular Convention. Signed at
Tirana, February 5, 1928.

N^o 2487. — CONVENTION CONSULAIRE ¹ ENTRE LA FRANCE ET L'ALBANIE. SIGNÉE A TIRANA, LE 5 FÉVRIER 1928.

*Texte officiel français communiqué par le ministre des Affaires étrangères de la République française.
L'enregistrement de cette convention a eu lieu le 10 octobre 1930.*

LE GOUVERNEMENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE et LE GOUVERNEMENT DE LA RÉPUBLIQUE ALBANAISE ayant reconnu l'utilité de déterminer les droits, privilèges et immunités des consuls, vice-consuls et agents consulaires, les soussignés dûment autorisés sont convenus des dispositions suivantes :

Article premier.

Chacune des Hautes Parties contractantes aura la faculté d'établir des consulats généraux, consulats, vice-consulats et agences consulaires sur le territoire de l'autre Partie. Elles se réservent toutefois le droit de désigner les localités qu'elles jugeront convenable d'excepter, pourvu que cette réserve soit également applicable à toutes les Puissances.

Les consuls généraux, consuls, vice-consuls et agents consulaires sur la présentation de leurs provisions, seront admis et reconnus selon les règles et formalités établies dans le pays de leur résidence. L'*exequatur* nécessaire pour le libre exercice des fonctions desdits agents leur sera délivré sans retard et sans frais.

Le Gouvernement de l'Etat de résidence informera immédiatement de la nomination des agents les autorités supérieures de la circonscription consulaire et ces dernières sur cet avis ou sur la présentation de l'*exequatur* devront prendre sans délai toutes mesures utiles pour que les agents puissent s'acquitter des devoirs de leur charge et jouir des droits, prérogatives et immunités reconnus par la présente convention.

Article 2.

Les consuls généraux, consuls, vice-consuls, pourront nommer des agents consulaires dans les villes, ports et localités de leurs circonscriptions consulaires respectives, sauf l'approbation du gouvernement de l'Etat de résidence.

Ces agents consulaires pourront être indistinctement choisis parmi les citoyens des deux Etats comme parmi ceux de nations tierces, et seront munis d'un brevet délivré par le consul qui les aura nommés et sous les ordres duquel ils seront placés.

¹ L'échange des ratifications a eu lieu à Tirana, le 1^{er} novembre 1928.

¹ TRADUCTION. — TRANSLATION.No. 2487. — CONSULAR CONVENTION ² BETWEEN FRANCE AND ALBANIA. SIGNED AT TIRANA, FEBRUARY 5, 1928.

*French official text communicated by the Minister for Foreign Affairs of the French Republic.
The registration of this Convention took place October 10, 1930.*

THE GOVERNMENT OF THE FRENCH REPUBLIC and THE GOVERNMENT OF THE ALBANIA. REPUBLIC, recognising the desirability of defining the rights, privileges and immunities of consuls, vice-consuls and consular agents, the undersigned, being duly authorised, have agreed on the following provisions :

Article 1.

Each of the High Contracting Parties shall be entitled to establish Consulates-General, Consulates, Vice-Consulates and consular Agencies in the territory of the other Party. They nevertheless reserve the right to specify localities where they may deem it desirable to make an exception, provided that the said reservation shall apply to all Powers.

Consuls-General, Consuls, Vice-Consuls and consular Agents, on presentation of their credentials, shall be admitted and recognised according to the rules and formalities established in the country in which they reside. The *exequatur* necessary for the free exercise of the functions of the said Agents shall be issued without delay and without charge.

The Government of the country of residence shall immediately notify the appointment of Agents to the higher authorities of the consular area and the latter, on receipt of this advice or on the production of the *exequatur*, shall immediately take all the necessary steps to enable them to discharge the duties entrusted to them and to benefit by the rights, prerogatives and immunities conferred upon them by the present Convention.

Article 2.

Consuls-General, Consuls and Vice-Consuls may appoint consular Agents in the towns, ports and places in their consular districts, subject to the approval of the Government of the State in which they reside.

These consular Agents may be chosen either from citizens of the two States, or from citizens of other countries, and shall be provided with *authorisation in writing* issued by the consul who appoints them and under whose orders they will be placed.

¹ Traduit par le Secrétariat de la Société des Nations, à titre d'information.

¹ Translated by the Secretariat of the League of Nations, for information.

² The exchange of ratifications took place at Tirana, November 1, 1928.

Article 3.

Les chefs de postes consulaires (consulats généraux, consulats, vice-consulats et agents consulaires) et les agents du service consulaire (consuls suppléants et adjoints, vice-consuls, attachés et secrétaires consulaires, interprètes, commis et attachés de chancellerie) citoyens de l'Etat qui les nomme, jouiront de l'exemption de toute réquisition militaire personnelle, mobilière et immobilière, ainsi que des contributions directes mobilières ayant le caractère d'impôt personnel, imposées par une autorité quelconque des Etats respectifs.

Ils seront également exempts de droits de douane ou autres taxes pour le mobilier à leur usage personnel qu'ils importeront pendant un délai d'un an courant du jour de la prise de possession de leur emploi.

Si toutefois, lesdits agents possèdent des biens immeubles, font du commerce, exercent quelque industrie ou profession ou ont des capitaux engagés dans des entreprises industrielles ou commerciales, ils ne pourront prétendre sous ces divers rapports à aucun privilège et resteront soumis aux mêmes taxes, charges et impositions que les autres particuliers dans les mêmes conditions ; mais ils seront exempts de la charge des logements militaires pour les locaux affectés au bureau de leur chancellerie et à leurs archives, immunité dont seront appelés à bénéficier même les agents ressortissants de tierces Puissances ou ressortissants de l'Etat de leur résidence.

Article 4.

Les chefs de poste et agents du service consulaire, quelle que soit leur nationalité, ne seront pas justiciables des tribunaux de l'Etat de leur résidence à raison des actes de leurs fonctions accomplis par eux dans les limites des attributions qui leur sont reconnues par la présente convention.

Au cas où un agent invoquerait cette exception devant une autorité de l'Etat de sa résidence, celle-ci devra s'abstenir de statuer, toutes les difficultés de cette nature devant toujours être réglées par la voie diplomatique.

Les chefs de poste et agents du service consulaire, citoyens de l'Etat qui les nomme, ne pourront être mis en état d'arrestation préventive, sauf pour les infractions punissables, d'après la législation locale, d'un emprisonnement de cinq ans au moins. En cas d'arrestation ou de poursuites, le Gouvernement de l'Etat de résidence en informera, aussitôt que possible, l'agent diplomatique dont relèvent les fonctionnaires précités.

Les chefs de poste et agents du service consulaire, citoyens de l'Etat qui les nomme, seront exempts de la contrainte par corps, tant en matière civile qu'à l'occasion d'actes de commerce isolés (tels que la signature ou l'endossement d'une lettre de change) et, s'ils sont négociants, la contrainte par corps ne pourra leur être appliquée que pour les seuls faits de leur commerce et non pour causes civiles.

Les chefs de poste et agents du service consulaire, quelle que soit leur nationalité, devront déférer aux invitations qui leur seront adressées, sans menace de sanctions pénales en cas de non comparution, par les tribunaux de l'Etat de leur résidence, à l'effet de comparaître comme témoins. Mais le chef de poste pourra, s'il échet, faire valoir comme motifs légitimes, pour remise de son audition à une date ultérieure, mais peu éloignée, des empêchements résultant des nécessités de service. Il en sera de même pour les agents du service consulaire si la remise de leur audition dans les mêmes conditions est demandée par le chef de poste pour les mêmes motifs.

Les chefs de poste et les agents du service consulaire, quelle que soit leur nationalité, pourront se refuser à déposer sur tous les faits qui ont trait à l'exercice de leurs fonctions ou à produire des pièces dont ils seraient détenteurs, en opposant le secret professionnel ou d'Etat. Au cas où elle n'admettrait pas cette mesure ou cette exception comme fondée, l'autorité judiciaire devra s'abstenir de toute mesure coercitive à l'égard de l'agent, les difficultés de cette nature devant toujours être réglées par la voie diplomatique.

Article 3.

Heads of consular offices (Consulates-General, Consulates, Vice-Consulates and consular Agencies) and Agents of the consular service (acting and assistant Consuls, Vice-Consuls, chancellery attachés and secretaries, chief clerks, chancellery assistants, consular attachés and secretaries, interpreters, chancellery clerks and attachés), when citizens of the State which appoints them shall be exempt from any military requisition, whether personal or in respect of movable or immovable property, and from direct imposts on movable property in the nature of a personal tax, imposed by any authority of the State in question.

They shall also be exempt from Customs duties and other charges on furniture for their personal use which they import within a period of one year from the date on which they take over their duties.

If, however, the said Agents are in possession of immovable property, engage in commerce or carry on any industry or profession, or have capital invested in industrial or commercial undertakings, they are not entitled to claim any privilege in respect of such activities, and shall be subject to the same dues, charges and taxes as other private persons under the same conditions. Nevertheless, they shall be exempt from any obligation in respect of military billeting so far as concerns the premises used for their chancellery and archives, which immunity shall be extended even to Agents who are nationals of third Powers or nationals of the State in which they reside.

Article 4.

Heads of consular offices and Agents of the consular service, whatever their nationality, shall not be amenable to the jurisdiction of the Courts of the country in which they reside in respect of acts done by them in the exercise of their functions within the limits of the powers conferred upon them by the present Convention.

Should an Agent put forward this plea before an authority of the country in which he resides, such authority shall not take any decision on the matter, since all difficulties of this character must always be settled through the diplomatic channel.

Heads of consular offices and Agents of the consular service who are citizens of the State which appoints them may not be subjected to preventive detention except for offences which under the local legislation are punishable with imprisonment for not less than five years. In the case of arrest or prosecution, the Government of the country of residence shall as soon as possible advise the diplomatic representative under whose authority the above-mentioned officials are placed.

Heads or consular offices and Agents of the consular service who are citizens of the State which appoints them shall be immune from arrest both in civil matters and in connection with isolated commercial acts (such as signing or endorsing a bill of exchange), and, if they are engaged in commerce, they may only be arrested for acts exclusively connected with their business, and not for civil matters.

Heads of consular offices and Agents of the consular service, whatever their nationality, shall appear as witnesses when called upon to attend by the Courts of the State in which they reside, but without any threat of penalties in the event of their non-appearance. Nevertheless, the head of the consular office may, if necessary, adduce the fact that he is prevented from appearing by the requirements of his service as a legitimate reason for postponing his attendance to a later, but not very distant, date. The same shall apply in the case of Agents of the consular service, if a postponement of attendance in similar circumstances is requested by the head of the consular office for the same reasons.

Heads of consular offices and Agents of the consular service, whatever their nationality, may refuse to give evidence on all facts connected with the exercise of their functions or to produce documents in their possession on the ground that they would be guilty of a violation of professional or State secrecy. Should the judicial authority consider that the excuse or plea is not warranted, it shall refrain from employing any measures of coercion against the Agent, since difficulties of this kind must always be settled through the diplomatic channel.

Sous réserve des privilèges et immunités mentionnées ci-dessus, les chefs de poste et agents du service consulaire seront soumis dans les mêmes conditions que les nationaux, tant en matière civile qu'en matière criminelle, à la juridiction des tribunaux de l'Etat de leur résidence.

Article 5.

Les chefs de poste et les agents du service consulaire des deux Hautes Parties contractantes pourront placer au-dessus de la porte extérieure de la maison consulaire l'écusson des armes de leur nation avec cette inscription :

Consulat général, consulat, vice-consulat, agence consulaire de.....

Ils pourront également arborer le pavillon de leur pays sur la maison consulaire aux jours de solennités publiques, ainsi que dans d'autres circonstances d'usage, étant bien entendu que ces marques extérieures ne pourront jamais être interprétées comme constituant un droit d'asile.

Ils pourront, dans les mêmes conditions et sous les réserves formulées dans le paragraphe précédent en ce qui concerne le droit d'asile, arborer le pavillon de leur nation sur le bateau qu'ils monteraient dans le port pour l'exercice de leurs fonctions.

Article 6.

Les archives consulaires seront inviolables en tout temps, et les autorités locales ne pourront, sous aucun prétexte, visiter ou saisir les papiers, documents et registres qui en font partie.

Ces papiers, documents et registres devront toujours être complètement séparés des livres, papiers et documents personnels ou relatifs au commerce ou à l'industrie que pourraient exercer les fonctionnaires consulaires respectifs.

Si un chef de poste ou un agent du service consulaire de l'une des deux Hautes Parties contractantes requis par l'autorité judiciaire ou administrative locale de se dessaisir de papiers, documents ou registres classés dans ces archives ou de les produire, se refuse à le faire, l'autorité judiciaire ou administrative ne pourra user d'aucune mesure coercitive, toutes les difficultés de cette nature devant être réglées par la voie diplomatique.

Article 7.

En cas d'absence, d'empêchement ou de décès des chefs de poste, les agents du service consulaire seront admis de plein droit, dans l'ordre prescrit par les règlements de chacune des Hautes Parties contractantes, à exercer par intérim les fonctions consulaires.

Les autorités locales devront leur prêter assistance et protection, et leur assurer pendant leur gestion intérimaire la jouissance des exemptions, prérogatives, immunités et privilèges réciproquement reconnus par la présente convention aux titulaires. Elles devront également donner toutes les facilités désirables aux agents intérimaires que les consuls généraux, consuls, vice-consuls désigneraient pour remplacer momentanément les agents démissionnaires ou décédés.

Le terme chef de poste employé dans la présente convention désigne les chefs de poste titulaires ou intérimaires.

Article 8.

Les consuls généraux, consuls, vice-consuls et agents consulaires sont admis à protéger les ressortissants de l'Etat qui les a nommés et à défendre, en vertu du droit et des usages internationaux, tous droits et intérêts de ces ressortissants.

A cet effet, ils pourront s'adresser à toutes les autorités de leur circonscription pour réclamer contre toutes infractions aux traités ou conventions existant entre les deux pays, et contre tout

Subject to the above-mentioned privileges and immunities, heads of consular offices and Agents of the consular service shall be amenable both in civil and in criminal matters to the jurisdiction of the courts of the country in which they reside under the same conditions as nationals.

Article 5.

Heads of consular offices and Agents of the consular service of the two High Contracting Parties shall be entitled to place over the entrance to the consular building the coat-of-arms of their country with the inscription :

Consulate-General, Consulate, Vice-Consulate or Consular Agency of.....

They may also fly the flag of their country from the consular building on public festivals and on other customary occasions, it being understood that these external signs shall never be interpreted as constituting a right of asylum.

Under the same conditions and subject to the reservations made in the preceding paragraph with regard to the right of asylum, they may also fly the flag of their country on the vessel which they employ in the port in the exercise of their functions.

Article 6.

The consular archives shall at all times be inviolable, and the local authorities may not, under any pretext, examine or seize any papers, documents or files forming part thereof.

These papers, documents and files shall always be kept completely separate from books, papers and documents which are of a personal character, or which relate to the commerce or industry in which the respective consular officials may be engaged.

If a head of a consular office or an Agent of the consular service of one of the two Contracting Parties, who is called upon by the local judicial or administrative authorities to hand over or to produce papers, documents or files kept in such archives, refuses to do so, the judicial or administrative authority shall refrain from employing any measure of constraint against the said official, all difficulties of this nature having to be settled through the diplomatic channel.

Article 7.

Should the head of a consular office be absent or die, or be prevented for other reasons from exercising his functions, the Agents of the consular service shall be admitted as of full right, in the order fixed by the regulations of the respective High Contracting Parties, to discharge the consular duties *ad interim*.

The local authorities shall render them assistance and protection, and shall accord them during their temporary conduct of business the benefits of the exemptions, prerogatives, immunities and privileges reciprocally conferred upon titular consuls by the present Convention. They shall also give all desirable facilities to such *ad interim* Agents as the Consuls-General, Consuls and Vice-Consuls may designate to replace temporarily consular Agents who have resigned or died.

The term " head of a consular office " used in the present Convention refers to titular or *ad interim* heads of consular offices.

Article 8.

Consuls-General, Consuls, Vice-Consuls and consular Agents shall be entitled to protect the nationals of the State which has appointed them and to defend, in accordance with international law and usage, all the rights and interests of such nationals.

To this end they may appeal to any of the authorities in their area against any breach of the treaties or conventions existing between the two countries and against any abuse of which their

abus dont leurs nationaux pourraient avoir à se plaindre. Si leurs réclamations n'étaient pas accueillies par ces autorités, ils ne pourraient avoir recours directement au Gouvernement de l'Etat dans lequel ils résident qu'en l'absence de tout agent diplomatique de leur pays.

Article 9.

Les consuls généraux, consuls, vice-consuls et agents consulaires pourront recevoir en chancellerie les déclarations des naissances et décès de leurs nationaux, mais les intéressés seront tenus d'effectuer les déclarations imposées par les lois territoriales.

Ils pourront, ainsi que les agents diplomatiques, célébrer les mariages civils entre leurs ressortissants. Ces mariages auront dans le pays de leur résidence, la même valeur que s'ils avaient été célébrés devant les autorités locales. L'agent diplomatique ou consulaire devant lequel aura été célébré un mariage remettra par copie certifiée conforme l'acte constatant cette union à l'autorité locale compétente qui l'enregistrera sans aucun frais.

Article 10.

En cas de décès d'un ressortissant de l'un des Etats contractants sur le territoire de l'autre, l'autorité territoriale devra en aviser immédiatement l'agent dans la circonscription duquel le décès a eu lieu et lui transmettre dans le plus bref délai une expédition sans frais de l'acte de décès du défunt.

Article 11.

Si un ressortissant français laisse des biens sur le territoire de l'Albanie ou si un ressortissant de l'Albanie laisse des biens en France et que les ayants droit à sa succession ou certains d'entre eux soient inconnus ou absents, les consuls généraux, consuls, vice-consuls et agents consulaires auront qualité pour requérir l'apposition des scellés sur les effets, papiers et autres biens mobiliers du défunt et assister à l'accomplissement de cette formalité. Ils veilleront à ce que l'autorité compétente recherche s'il y a un testament, et recevront communication de tous renseignements et documents qui leur permettront de retrouver les ayants droit. Ils pourront, en outre, s'ils le jugent utile, provoquer la nomination par l'autorité locale compétente d'un administrateur ou curateur de la succession, qui sera choisi sur leur présentation parmi les personnes désignées par la loi ou l'usage pour remplir cette fonction.

L'administrateur ou curateur, toutes les fois qu'il en sera requis, devra communiquer au consul général, consul, vice-consul ou agent consulaire tous renseignements concernant la liquidation de la succession.

L'intervention consulaire ne sera plus admise dès qu'il aura été constaté qu'il n'y a pas d'ayants droit de la nationalité de l'Etat qui a nommé l'agent ou que les héritiers sont présents ou représentés.

Article 12.

Si un ressortissant français laisse des biens sur le territoire de l'Albanie ou si un ressortissant de l'Albanie laisse des biens en France et que l'autorité territoriale estime la valeur de ces biens inférieure :

En France à 500 francs,

En Albanie à 800 francs,

le consul général, consul, vice-consul ou agent consulaire pourra se faire remettre ces biens. Il sera seul chargé de la liquidation de la succession, mais ne pourra en transmettre le produit hors du territoire de l'Etat de résidence qu'après le règlement du passif et le paiement de toutes taxes qui pourraient être dues.

nationals may have to complain. Should their complaints not be attended to by these authorities, they may apply direct to the Government of the State in which they reside only in the absence of any diplomatic representative of their country.

Article 9.

Consuls-General, Consuls, Vice-Consuls and consular Agents shall be entitled to receive declarations of births and deaths of their nationals in their offices, but the persons concerned shall be obliged to make the declarations required by the law of the country in question.

They, as well as diplomatic Agents, may solemnise civil marriages between their nationals. Such marriages shall have the same validity in the country of residence as if they had been solemnised before the local authorities. The diplomatic or consular Agent before whom a marriage has been solemnised shall forward a certified copy of the act attesting such marriage to the competent local authority, who shall register it free of charge.

Article 10.

On the death of a national of either of the Contracting Parties in the territory of the other, the local authorities shall immediately advise the consular Agent in whose area the death took place and forward to him as soon as possible without charge a copy of the death certificate.

Article 11.

Should a French national leave property in the territory of Albania or an Albanian national leave property in France, and should the heirs, or some of their number, be unknown or absent, Consuls-General, Consuls, Vice-Consuls and consular Agents shall be entitled to demand that seals be affixed to the effects, papers and other movable property of the deceased and to be present when this formality is carried out. They shall take steps to ensure that the competent authorities make investigations for the purpose of discovering whether a will exists, and shall receive communication of all information and documents which may enable them to ascertain the heirs. They may further, should they think it desirable, demand the appointment by the competent local authorities of an administrator or curator of the estate, who shall be chosen at their suggestion from among the persons designated by law or custom to carry out such duties.

The administrator or curator shall, whenever he is called upon to do so, communicate to the Consul-General, Consul, Vice-Consul or consular Agent all information connected with the winding up of the estate.

The consular authorities may no longer intervene when it is ascertained that none of the heirs are of the nationality of the State which appointed the consular Agent or that the heirs are present or represented.

Article 12.

Should a French national leave property in the territory of Albania or an Albanian national leave property in France and the territorial authorities assess the value of such property at a sum inferior to :

500 francs in France ;
800 francs in Albania,

the Consul-General, Consul, Vice-Consul or consular Agent may have the property in question handed over to him. He shall have the sole charge of winding up the estate, but may not send the proceeds thereof outside the territory of the State in which he resides till all liabilities have been discharged and all taxes which may be due have been paid.

Article 13.

Les consuls généraux, consuls, vice-consuls et agents consulaires des deux Hautes Parties contractantes auront le droit de recevoir dans leurs chancelleries, au domicile des parties et à bord des navires de commerce et de guerre de l'Etat qui les a nommés, les déclarations que pourront avoir à faire les capitaines, les gens de l'équipage, les passagers, les négociants, et toutes autres personnes ressortissantes de ce même Etat.

Ils seront également autorisés à recevoir comme notaires les dispositions testamentaires et les contrats de mariage de leurs nationaux.

Ils auront, en outre, le droit de recevoir dans leur chancellerie tous actes, pourvu que ceux-ci aient rapport à des biens situés, à des affaires à traiter ou à tous droits à faire valoir hors du territoire du pays de leur résidence.

Les copies ou extraits des actes dressés en vertu des paragraphes précédents, dûment légalisés par lesdits agents, et scellés du seau officiel du poste, feront foi tant en justice que hors justice, soit en Albanie, soit en France, au même titre que les originaux, et auront le même caractère d'authenticité et la même force probante que s'ils avaient été passés devant un notaire ou autre officier public de l'un ou de l'autre pays, pourvu que ces actes aient été rédigés dans les formes requises par les lois de l'Etat qui a nommé ces agents et qu'ils aient été soumis au timbre et à l'enregistrement, ainsi qu'à toutes les autres formalités qui régissent la matière dans le pays où l'acte doit recevoir son exécution.

Dans le cas où un doute s'élèverait sur l'authenticité de copies ou extraits d'actes dressés dans les chancelleries des consuls respectifs, on ne pourra en refuser la confrontation avec l'original à l'intéressé qui en fera la demande et qui pourra assister à cette collation, s'il le juge convenable.

Article 14.

Les consuls généraux, consuls, vice-consuls et agents consulaires des deux Hautes Parties contractantes pourront traduire et légaliser toute espèce de documents émanant d'autorités ou de fonctionnaires de leurs pays, ainsi que d'autorités ou fonctionnaires de pays tiers, mais, dans ce dernier cas, intéressant leurs nationaux.

Les traductions faites par eux auront dans le pays de leur résidence la même force et la même valeur que si elles eussent été faites par les traducteurs assermentés du pays de résidence.

Lesdits agents pourront également légaliser la signature de leurs nationaux.

Article 15.

Les consuls généraux, consuls, vice-consuls et agents consulaires des deux Hautes Parties contractantes pourront signaler à l'autorité compétente de l'Etat de résidence l'utilité d'organiser une tutelle à leurs nationaux mineurs, étant entendu que cette autorité reste seule juge de la décision à prendre.

Article 16.

Les autorités judiciaires et administratives de l'Etat de résidence pourront demander aux consuls généraux, consuls, vice-consuls et agents consulaires des deux Hautes Parties contractantes de servir d'interprète ou de désigner un interprète pour assister leurs ressortissants.

Article 17.

Les consuls généraux, consuls, vice-consuls et agents consulaires pourront délivrer à leurs ressortissants des passeports et autres documents personnels et viser tous passeports et autres

Article 13.

Consuls-General, Consuls, Vice-Consuls and consular Agents of the two High Contracting Parties shall be entitled to receive in their offices, at the residence of the parties, and on board merchant vessels and warships of the State which has appointed them, the declarations which may have to be made by captains, members of the crew, passengers, traders, or any other nationals of the said State.

They shall also be entitled to receive, as notaries, the testamentary dispositions and marriage contracts of their nationals.

They shall, furthermore, have the right to receive all acts in their offices, provided that these acts relate to property situated, to business to be transacted, or to rights to be established, outside the territory of the country in which they reside.

Copies of or extracts from acts drawn up in virtue of the preceding paragraphs, duly legalised by the said Agents and bearing the official seal of the consular office, shall have the same validity as the originals for judicial or other purposes, both in Albania and in France, and shall have the same character of authenticity and the same value as evidence as if they had been executed before a notary or other public officer of either country, provided that these acts were drawn up in the form prescribed by the laws of the State which appointed these Agents, that they were stamped and registered and that they satisfy all the other requirements prescribed in connection therewith in the country in which effect is to be given to the act.

Should any doubt arise as to the authenticity of copies or of extracts from acts drawn up in the offices of the respective Consuls, they shall be compared with the originals if the person interested so requests, and he may be present when this is done if he thinks it desirable.

Article 14.

Consuls-General, Consuls, Vice-Consuls and consular Agents of the two High Contracting Parties may translate and legalise any kind of document emanating from authorities or officials of their country, or from authorities or officials of third countries, but in the latter case, only if the said documents concern their nationals.

Translations made by them shall have the same force and the same authority in the country in which they reside as if they had been drawn up by sworn translators of that country.

The said consular Agents may also legalise the signature of their nationals.

Article 15.

Consuls-General, Consuls, Vice-Consuls and consular Agents of the two High Contracting Parties may draw the attention of the competent authorities of the State in which they reside to the desirability of providing guardianship for nationals of their country who are minors, it being understood that the said authorities alone have the right to decide this question.

Article 16.

The judicial and administrative authorities of the State in which they reside shall be entitled to request Consuls-General, Consuls, Vice-Consuls and consular Agents of the two High Contracting Parties to act as interpreters or to designate an interpreter to assist their nationals.

Article 17.

Consuls-General, Consuls, Vice-Consuls and consular Agents may issue passports and other personal documents to their nationals and visa all passports and other documents. These passports

documents. Il pourra être fait usage de ces passeports et documents devant l'autorité locale, dans la mesure où les usages ainsi que la loi et les règlements de l'Etat de résidence le permettent.

Article 18.

Les consuls généraux, consuls, vice-consuls et agents consulaires pourront, sans exercer aucune contrainte, procéder aux opérations de recrutement de leurs nationaux qui se soumettent volontairement à l'accomplissement de ces formalités.

Article 19.

Les consuls généraux, consuls, vice-consuls et agents consulaires pourront recevoir en dépôt les sommes d'argent, objets de toute nature et documents qui leur seront remis par leurs ressortissants. Ces dépôts ne jouiront pas du privilège prévu à l'article 6 pour les archives consulaires.

Ils peuvent à l'occasion des actes accomplis par eux dans l'exercice de leurs fonctions percevoir les taxes ou droits prévus par la législation du pays qui les a nommés.

Article 20.

Les consuls généraux, consuls, vice-consuls et agents consulaires des deux Hautes Parties contractantes connaîtront exclusivement des actes d'inventaire et des autres opérations pratiquées pour la conservation des biens ou objets de toute nature laissés par les gens de mer et les passagers de la nationalité de l'Etat qui a nommé ces agents, morts pendant la traversée ou dans le port de leur arrivée, soit à terre, soit à bord d'un navire de ce même Etat.

Les salaires, appointement, valeurs et effets appartenant aux marins ou passagers ressortissants de l'une des Hautes Parties contractantes morts à bord d'un navire de l'autre partie, seront remis dans le port d'arrivée à l'autorité compétente du pays du défunt, ou entre les mains du consul général, consul, vice-consul ou agent consulaire de sa nation.

Article 21.

Les consuls généraux, consuls, vice-consuls ou agents consulaires pourront aller personnellement ou envoyer des délégués à bord des navires de leur nation, après qu'ils auront été admis en libre pratique, interroger les capitaines et l'équipage, examiner les papiers de bord, recevoir les déclarations sur leur voyage, leur destination et les incidents de la traversée, dresser les manifestes et faciliter l'expédition de ces navires.

Les fonctionnaires de l'ordre judiciaire et administratif et les officiers et agents de la douane du pays ne pourront, dans les ports où réside un consul général, consul, vice-consul ou agent consulaire de l'un des deux Etats respectifs, opérer à bord ni arrestation (sauf le cas de flagrant délit), ni recherches, ni visites, autres que les visites ordinaires de douane et de santé, sans prévenir auparavant, ou, en cas d'urgence, au moment même de la perquisition, l'agent de la nation à laquelle la bâtiment appartiendra, afin qu'il puisse assister à la visite. Ils devront également donner, en temps opportun, au consul ou à l'agent consulaire les avis nécessaires pour qu'il puisse assister aux déclarations que les capitaines et les équipages auraient à faire devant les tribunaux ou l'administration du pays.

L'invitation qui sera adressée dans les cas précités aux consuls généraux, consuls, vice-consuls et agents consulaires indiquera une heure précise, et si les agents précités négligeaient de s'y rendre en personne, ou de se faire représenter par un délégué, il sera procédé en leur absence.

and documents may be used before the local authorities to the extent allowed by the practice and by the laws and regulations of the State in which they reside.

Article 18.

Consuls-General, Consuls, Vice-Consuls and consular Agents may, without resort to force, carry on the recruiting of their nationals who voluntarily submit to the execution of such formalities.

Article 19.

Consuls-General, Consuls, Vice-Consuls and consular Agents may accept on deposit sums of money, objects of any kind and documents handed to them by their nationals.

Such deposits shall not benefit by the privilege conferred by Article 6 on consular archives.

They may, in connection with the acts performed by them in the exercise of their functions, levy the charges or fees provided by the legislation of the country which appointed them.

Article 20.

Consuls-General, Consuls, Vice-Consuls and consular Agents of the two States shall alone be competent in regard to the taking of inventories and other procedure for safeguarding property or articles of any kind left by seamen and travellers of the nationality of the State which has appointed the said Agents, who died during the voyage or in the port of arrival, either on land or on board a vessel of the said State.

Wages, emoluments, securities and effects belonging to seamen or travellers, nationals of either of the High Contracting Parties, who die on board a ship of the other Party, shall be handed over in the port of arrival to the competent authority of the country of the deceased, or to the Consul-General, Consul, Vice-Consul or consular Agent of his country.

Article 21.

Consuls-General, Consuls, Vice-Consuls or consular Agents may proceed in person or send representatives on board ships of their country after those ships have been admitted to free pratique, may question the captains and crews, examine the ship's papers, receive declarations regarding their voyage, their destination and the events of the passage, draw up manifests and facilitate the departure of their vessels.

In ports in which a Consul-General, Consul, Vice-Consul or consular Agent of one of the two States resides, the judicial and administrative officials and the Customs officers and agents of the country may not effect any arrest on board (save in cases in which the offenders are taken in the act) or carry out any search or inspection on board other than the usual Customs and medical inspection, without notifying previously, or in urgent cases at the actual moment of the search, the Agent of the country to which the vessel belongs in order that he may be present during the examination. They must also give the Consul or consular Agent the necessary notice in good time to enable him to be present when any declarations are made by captains or crews before the courts or administrative authorities of the country.

The invitation addressed in the above-mentioned cases to Consuls-General, Consuls, Vice-Consuls and consular Agents shall specify the exact hour, and, should the above-mentioned Agents fail to attend in person or to send a representative, the case shall be dealt with in their absence.

Article 22.

Les consuls généraux, consuls, vice-consuls et agents consulaires seront chargés exclusivement du maintien de l'ordre intérieur à bord des navires de commerce de l'Etat qui les a nommés ; ils régleront eux-mêmes les contestations de toute nature qui surviendraient entre les capitaines, les officiers et les matelots de ces navires, et spécialement celles relatives à la solde et à l'accomplissement des engagements réciproquement constatés.

Les autorités locales ne pourront intervenir que lorsque des désordres survenus à bord des navires seraient de nature à troubler la tranquillité publique à terre ou dans le port, ou quand une personne du pays ou ne faisant pas partie de l'équipage s'y trouvera mêlée.

Dans tous les autres cas, les autorités précitées se borneront à prêter leur appui aux consuls généraux, consuls, vice-consuls et agents consulaires, si elles en sont requises par eux pour leur faciliter l'accomplissement de leurs fonctions et notamment pour faire arrêter ou conduire en prison tout individu inscrit sur le rôle d'équipage, chaque fois que pour un motif quelconque lesdits agents le jugeront convenable, s'il ne s'agit pas d'un ressortissant du pays.

Article 23.

Les consuls généraux, consuls, vice-consuls ou agents consulaires pourront arrêter et renvoyer soit à bord, soit dans leur patrie, les marins et toute autre personne faisant partie, à quelque titre que ce soit, des équipages de navires de guerre ou de commerce de l'Etat qui a nommé ces agents, qui auraient déserté sur le territoire de l'une des Hautes Parties contractantes.

A cet effet, ils devront s'adresser par écrit aux autorités locales compétentes et justifier en produisant soit les registres du bâtiment ou le rôle d'équipage, soit un extrait authentique de ces documents, que les personnes réclamées faisaient réellement partie de l'équipage.

Sur cette demande ainsi justifiée, la remise des déserteurs ne pourra être refusée.

On donnera, en outre, auxdits fonctionnaires consulaires tout secours et toute assistance pour la recherche et l'arrestation de ces déserteurs qui seront conduits dans les prisons du pays, et y seront détenus à la demande écrite et aux frais de l'autorité consulaire jusqu'au moment où ils seront réintégrés à bord, ou jusqu'à ce qu'une occasion se présente de les rapatrier. Si toutefois cette occasion ne se présentait pas dans le délai de deux mois à compter du jour de l'arrestation, ou si les frais de leur détention n'étaient pas régulièrement acquittés moyennant un avis donné au fonctionnaire consulaire trois jours à l'avance, lesdits déserteurs seraient remis en liberté sans qu'ils puissent être arrêtés de nouveau pour la même cause.

Si le déserteur avait commis quelque infraction à terre, l'autorité locale pourrait surseoir à la remise jusqu'à ce que le tribunal ait rendu sa sentence et que celle-ci ait reçu pleine et entière exécution.

Les Hautes Parties contractantes conviennent que les marins ou autres individus de l'équipage, ressortissants du pays dans lequel ils auraient déserté, sont exceptés des stipulations du présent article.

Article 24.

Toutes les fois qu'il n'y aura pas de stipulations contraires entre les armateurs, chargeurs et assureurs, les avaries que les navires des deux pays auraient souffertes en mer, soit qu'ils entrent dans les ports respectifs volontairement ou par relâche forcée, seront réglées par les consuls généraux, consuls, vice-consuls ou agents consulaires de la nation, à moins que des ressortissants de l'Etat dans lequel lesdits agents ou ceux d'une tierce Puissance ne soient intéressés dans ces avaries : dans ce cas, et à défaut de compromis amiable entre toutes les parties intéressées, elles devront être réglées par l'autorité locale.

Article 22.

Consuls-General, Consuls, Vice-Consuls and consular Agents shall alone be responsible for the maintenance of internal order on board merchant ships of the State which has appointed them. They shall themselves settle any disputes which may arise between the captains, officers and seamen of such vessels, especially those relating to pay and the execution of contracts entered into between them.

The local authorities may only intervene when disturbances occurring on board ship are of a nature to endanger public tranquillity on land or in the port or when a person belonging to the country or not forming part of the crew is involved.

In all other cases the said authorities shall confine themselves to assisting the Consuls-General, Consuls, Vice-Consuls or consular Agents, if the latter so request and to helping them in the discharge of their duties, particularly in arresting and imprisoning any person entered as a member of the crew, whenever for any reason the said Agents deem it necessary, provided he is not a national of the country.

Article 23.

Consuls-General, Consuls, Vice-Consuls and consular Agents may arrest and send back to their ships or to their country seamen or any other persons belonging, in whatever capacity, to the crew of warships or merchant ships of the State which has appointed the said Agents, and who have deserted on the territory of one of the High Contracting Parties.

For this purpose they must apply in writing to the competent local authorities and prove, by producing either the ship's papers or the muster-roll of the crew, or a certified extract therefrom, that the persons wanted really belonged to the crew.

On the receipt of such a duly authenticated request, the authorities may not refuse to hand over deserters.

The said consular officials shall, moreover, be given every help and assistance in searching for and arresting such deserters, who shall be imprisoned in the country and detained there on the written request and at the expense of the consular authorities until they are returned to their vessel or until an opportunity occurs to repatriate them. If, however, such opportunity should not occur within two months from the date of arrest, or should the expense incurred by their detention not be regularly paid, after notification has been given to the consular official three days in advance, the said deserters shall be released and may not be re-arrested for the same cause.

Should the deserter have committed an offence ashore, the local authority may suspend his release until the court has passed sentence and the sentence has been fully served.

The High Contracting Parties agree that seamen and other members of the crew who are nationals of the country in which they have deserted shall be exempted from the provision of the present Article.

Article 24.

In the absence of any stipulation to the contrary between the shipowners, charterers or underwriters, questions relating to damage suffered at sea by ships of the two countries, whether they enter the respective ports voluntarily or under compulsion, shall be settled by the Consuls-General, Consuls, Vice-Consuls or consular Agents of their country, unless nationals of the State in which the said Agents reside, or nationals of a third Power, are concerned in the question; in this case and failing amicable arrangement between all the parties concerned, such questions shall be settled by the local authorities.

Article 25.

Lorsqu'un navire appartenant au gouvernement ou à des ressortissants de l'un des deux Etats fera naufrage ou échouera sur le littoral de l'autre, les autorités locales devront en avertir sans retard le consul général, consul, vice-consul ou agent consulaire le plus proche.

Toutes les opérations relatives au sauvetage des navires de l'un des deux Etats qui naufrageraient ou s'échoueraient dans les eaux territoriales de l'autre Etat seront dirigées par les consuls généraux, consuls, vice-consuls ou agents consulaires respectifs.

L'intervention des autorités locales n'aura lieu dans les deux Etats que pour assister les agents précités, maintenir l'ordre, garantir les intérêts des sauveteurs étrangers à l'équipage et assurer l'exécution des dispositions à observer pour l'entrée et la sortie des marchandises.

En l'absence et jusqu'à l'arrivée des consuls généraux, consuls, vice-consuls, ou agents consulaires ou de leurs délégués, les autorités locales devront prendre toutes les mesures nécessaires pour la protection des personnes et la conservation des objets qui auront été sauvés du naufrage.

L'intervention des autorités locales dans ces différents cas ne donnera lieu à la perception de frais d'aucune sorte, sauf toutefois ceux que nécessiteront les opérations de sauvetage, ainsi que la conservation des objets sauvés et ceux auxquels seraient soumis, en pareils cas, les navires nationaux ou ceux de la nation la plus favorisée.

En cas de doute, sur la nationalité des navires naufragés, les fonctions mentionnées dans le présent article seront de la compétence exclusive de l'autorité locale.

Les marchandises et effets sauvés ne sont sujets au paiement d'aucun droit de douane, à moins qu'ils n'entrent dans la consommation intérieure.

Article 26.

Il est, en outre, convenu que les chefs de poste et les agents du service consulaire de chacun des deux Etats jouiront dans l'autre, à charge de réciprocité, de tous les privilèges et immunités qui sont ou seront accordés aux agents de la même classe de la nation la plus favorisée.

Article 27.

La présente convention sera ratifiée.

Elle entrera en vigueur un mois après l'échange des ratifications.

Ses effets cesseront à l'expiration d'un délai de six mois à partir de la dénonciation notifiée par l'une ou l'autre Partie contractante.

En foi de quoi les soussignés dûment autorisés à cet effet ont revêtu la présente convention de leurs signatures et y ont apposé leurs cachets.

Fait à Tirana, en deux originaux, le cinq février mil neuf cent vingt-huit.

Le Ministre de France,
(Signé) G. DE VAUX.

Le Ministre des Affaires étrangères, p. i.
(Signé) Hil MOSI.

Copie certifiée conforme :

Le Ministre plénipotentiaire
Chef du Service du protocole :

P. de Fouquières.

Article 25.

When a vessel belonging to the Government or to nationals of one of the two States is wrecked or runs aground on the coast of the other, the local authorities shall notify without delay the nearest Consul-General, Consul, Vice-Consul or consular Agent.

All operations connected with the salvage of ships of one of the two States which may be wrecked or run aground in the territorial waters of the other State shall be carried out under the direction of the respective Consuls-General, Consuls, Vice-Consuls or consular Agents.

The local authorities of the two States shall only intervene to assist the above-mentioned Agents to keep order, to safeguard the interests of salvors not belonging to the crew and to ensure the execution of the regulations with regard to the import and export of goods.

In the absence and until the arrival of the Consuls-General, Consuls, Vice-Consuls or consular Agents, or their representatives, the local authorities shall take all necessary steps to protect individuals and articles salvaged from the wreck.

No charges of any kind shall be made in respect of the intervention of the local authorities in these cases, except those necessitated by the salvage operations and the preservation of the salvaged effects, and those to which the ships of the nation itself or of the most favoured nation would be liable in similar circumstances.

In case of doubt as to the nationality of a wrecked vessel, the local authorities shall alone be competent to take the measures mentioned in the present Article.

Salvaged goods and effects shall not be liable to any Customs duty unless they are cleared for consumption within the country.

Article 26.

It is further agreed that heads of consular offices and agents of the consular service of either State shall, subject to reciprocity, enjoy in the other State all privileges and immunities which are or may hereafter be granted to officials of the same class belonging to the most favoured nation.

Article 27.

The present Convention shall be ratified.

It shall come into force one month after the exchange of ratifications.

It shall cease to have effect on the expiration of a period of six months dating from the notice of denunciation given by either of the Contracting Parties.

In faith whereof the undersigned, duly authorised for the purpose, have signed the present Convention and have thereto affixed their seals.

Done at Tirana, in duplicate, February the fifth, One thousand nine hundred and twenty-eight.

(Signed) G. DE VAUX,
French Minister.

(Signed) Hil Mosi,
*Minister for Foreign Affairs,
ad interim.*

N° 2488.

ALLEMAGNE ET AUSTRALIE

Accord relatif à la libération des biens, droits et intérêts des ressortissants allemands grevés du privilège établi en vertu du Traité de Versailles, signé à La Haye, le 17 janvier 1930, et échange de notes y relatif, de la même date.

GERMANY AND AUSTRALIA

Agreement regarding the Release of Property Rights and Interests of German Nationals subject to the Charge created in pursuance of the Treaty of Versailles, signed at The Hague, January 17, 1930, and Exchange of Notes relating thereto of the same date.

TEXTE ALLEMAND. — GERMAN TEXT.

No. 2488. — AGREEMENT¹ BETWEEN HIS BRITANNIC MAJESTY'S GOVERNMENT IN THE COMMONWEALTH OF AUSTRALIA AND THE GOVERNMENT OF THE GERMAN REICH REGARDING THE RELEASE OF PROPERTY RIGHTS AND INTERESTS OF GERMAN NATIONALS SUBJECT TO THE CHARGE CREATED IN PURSUANCE OF THE TREATY OF VERSAILLES. SIGNED AT THE HAGUE, JANUARY 17, 1930.

N^o 2488. — ABKOMMEN¹ ZWISCHEN DER KÖNIGLICH BRITANNISCHEN REGIERUNG IM AUSTRALISCHEN BUND UND DER REGIERUNG DES DEUTSCHEN REICHS BETREFFEND DIE FREIGABE VON GÜTERN, RECHTEN UND INTERESSEN DEUTSCHER REICHSANGEHÖRIGER, DIE DER AUF GRUND DES VERTRAGS VON VERSAILLES EINGEFÜHRTEN BELASTUNG UNTERLIEGEN. GEZEICHNET IN HAAG, AM 17. JANUAR 1930.

Textes officiels allemand et anglais communiqués par le président du Conseil, ministre des Affaires étrangères du Commonwealth d'Australie. L'enregistrement de cet accord a eu lieu le 11 octobre 1930.

German and English official texts communicated by the Prime Minister, Minister for External Affairs of the Commonwealth of Australia. The registration of this Agreement took place October 11, 1930.

HIS BRITANNIC MAJESTY'S GOVERNMENT IN THE COMMONWEALTH OF AUSTRALIA (hereinafter referred to as "the Commonwealth Government") and THE GOVERNMENT OF THE GERMAN REICH being desirous subject to the conditions hereinafter contained to give effect to the recommendation contained in the Report dated the 7th June, 1929, of the Committee of Experts that the Allied Governments make no further use from the date of the acceptance of the experts' report of their rights to seize, retain and liquidate property rights and interests of German nationals or companies controlled by them insofar as not already liquid or liquidated

Da DIE KÖNIGLICH BRITANNISCHE REGIERUNG IM AUSTRALISCHEN BUND (im folgenden als « Bundesregierung » bezeichnet) und DIE REGIERUNG DES DEUTSCHEN REICHS den Wunsch hegen, im Rahmen der nachstehenden Bedingungen die in dem Bericht des Sachverständigenkomitees vom 7. Juni 1929 enthaltene Empfehlung, dass die alliierten Regierungen vom Tage der Annahme des Sachverständigenberichts ab von ihrem Rechte, Güter, Rechte und Interessen der deutschen Reichsangehörigen oder der von ihnen abhängigen Gesellschaften zu beschlagnahmen, zurückzubehalten und zu liquidieren, soweit sie nicht bereits liquide oder

¹ L'échange des ratifications a eu lieu à Londres, le 26 mai 1930.

¹ The exchange of ratifications took place at London, May 26, 1930.

or finally disposed of, and of concluding an agreement for that purpose the undersigned duly authorized by their respective Governments have agreed upon the following Articles :

Article 1.

The Commonwealth Government will, subject to the provisions and stipulations contained in the following articles, release and where necessary re-transfer to the original German owners, or to the persons deriving title through them, the property rights and interests within the Commonwealth of Australia and her Territories and the Mandated Territory of New Guinea originally belonging to them and now subject to the charge created in pursuance of the Treaty of Versailles insofar as such property rights and interests shall not be already liquid or liquidated or finally disposed of, on the date on which this Agreement comes into force.

Article 2.

There shall be no abrogation or modification of the right to seize, retain and liquidate or charge German property rights and interests but the release of the property rights and interests affected by this Agreement shall be effected by the Commonwealth Government handing over or transferring to the original owner (which expression shall wherever used in this Agreement include the person or persons deriving title through him) the particular property right or interest concerned in each case. In any case of doubt or difficulty as to who is entitled the Commonwealth Government may demand a warranty of title by the German Government and withhold release of the property until the German Government have undertaken fully to indemnify them against any claim in respect thereof.

liquidiert sind oder soweit darüber nicht endgültig verfügt worden ist, nicht mehr Gebrauch zu machen, durchzuführen und zu diesem Zweck ein Abkommen abzuschliessen, sind die unterzeichneten, von ihren Regierungen gehörig bevollmächtigten Vertreter über folgende Bestimmungen übereingekommen :

Artikel 1.

Die Bundesregierung wird den ursprünglichen deutschen Berechtigten oder ihren Rechtsnachfolgern die innerhalb des Australischen Bundes, seiner Territorien und des Mandatsgebiets Neu-Guinea belegenen Güter, Rechte und Interessen, die ihnen ursprünglich gehörten und nun der auf Grund des Vertrags von Versailles eingeführten Belastung unterliegen, vorbehaltlich der in den folgenden Artikeln enthaltenen Bestimmungen und Vereinbarungen, freigeben und erforderlichenfalls zurückübertragen, soweit diese Güter, Rechte und Interessen am Tage des Inkrafttretens dieses Abkommens nicht bereits liquide oder liquidiert sind oder darüber noch nicht endgültig verfügt worden ist.

Artikel 2.

Das Recht, deutsche Güter, Rechte und Interessen zu beschlagnahmen, zurückzubehalten und zu liquidieren oder zu belasten, wird nicht aufgehoben oder abgeändert. Die Freigabe der von diesem Abkommen betroffenen Güter, Rechte und Interessen erfolgt vielmehr in der Weise, dass die Bundesregierung dem ursprünglichen Berechtigten (worunter überall in diesem Abkommen auch dessen Rechtsnachfolger zu verstehen sind) in jedem Einzelfalle das in Betracht kommende Gut, Recht oder Interesse aushändigt oder überträgt. Wenn über die Person des Berechtigten Zweifel bestehen oder die Feststellung des Berechtigten auf Schwierigkeiten stösst, kann die Bundesregierung von der Deutschen Regierung eine Bescheinigung über die Berechtigung verlangen und die Freigabe des Gegenstandes solange verweigern, bis die Deutsche Regierung die Verpflichtung übernommen hat, sie gegenüber jedem Anspruch in Bezug auf den in Betracht kommenden Gegenstand in vollem Umfange schadlos zu halten.

Article 3.

There shall be excluded from the provisions of this Agreement all property rights and interests which on the date on which this Agreement comes into force are the subject-matter of any suit, action or legal proceedings commenced before the 1st May, 1929, and still pending in Australia or elsewhere in which it is disputed that such property, rights or interests are subject to the charge or to seizure, retention or liquidation.

Article 4.

Any particular property, right or interest may be excluded if the original owner shall in writing address a request to this effect to the Commonwealth Public Trustee (hereinafter referred to as the Public Trustee). Such request must be made prior to the release of the said property, right or interest. In such case, if the said property, right or interest would, but for such request, have been released under the terms of this Agreement, the net proceeds thereof if subsequently realized by the Public Trustee shall be paid over to the original owner or his representatives.

Article 5.

Property, rights and interests which at the date on which this Agreement comes into force have been sold or realized, or are the subject matter of an agreement for sale or realization entered into by the Public Trustee (which expression shall wherever used in this Agreement include the Custodian of Expropriated Property or other official charged with the administration of ex-enemy property) or of a judgment in legal proceedings given in favour of the Public Trustee are included in the above-mentioned expression "liquid or liquidated or finally disposed of".

Artikel 3.

Die Bestimmungen dieses Abkommens finden keine Anwendung auf diejenigen Güter, Rechte und Interessen, die am Tage seines Inkrafttretens den Gegenstand eines vor dem 1. Mai 1929 begonnenen und innerhalb oder ausserhalb Australiens noch anhängigen Prozesses oder gerichtlichen Verfahrens bilden, in dem bestritten wird, dass die in Betracht kommenden Güter, Rechte und Interessen der Belastung oder der Beschlagnahme, Zurückbehaltung oder Liquidation unterliegen.

Artikel 4.

Jedes Gut, Recht oder Interesse kann von der Freigabe ausgeschlossen werden, wenn der ursprüngliche Berechtigte dies schriftlich bei dem öffentlichen Treuhänder des Bundes (nachstehend als « Öffentlicher Treuhänder » bezeichnet) beantragt. Ein solcher Antrag muss vor der Freigabe des in Betracht kommenden Guts, Rechts oder Interesses gestellt werden. In diesem Falle werden, sofern das in Betracht kommende Gut, Recht oder Interesse ohne Stellung des Antrags nach den Bestimmungen dieses Abkommens freizugeben wäre, die von dem Öffentlichen Treuhänder daraufhin erzielten Reinerlöse an den ursprünglichen Berechtigten oder seine Vertreter ausgezahlt werden.

Artikel 5.

Güter, Rechte und Interessen, die am Tage des Inkrafttretens dieses Abkommens verkauft oder sonst in Geld umgesetzt waren oder den Gegenstand eines auf einen Verkauf oder eine andere Umsetzung in Geld gerichteten Vertrages, der durch den Öffentlichen Treuhänder (worunter überall in diesem Abkommen der Custodian enteigneten Vermögens oder ein anderer mit der Verwaltung ehemals feindlichen Vermögens betrauter Beamter zu verstehen ist) abgeschlossen worden ist, oder einer zugunsten des Öffentlichen Treuhänders ergangenen gerichtlichen Entscheidung bilden, gelten im Sinne dieses Abkommens als Güter, Rechte und Interessen, die « liquide oder liquidiert sind oder über die endgültig verfügt worden ist ».

Article 6.

Before and as a condition of releasing or transferring any specific property, right or interest, the Commonwealth Government will be entitled to charge and be paid out of the property or the proceeds thereof the legal costs, the expenses arising out of care, maintenance and management, and other expense incurred in connexion with the said property, right and interest, including all authorized fees insofar as the said fees do not exceed 2 per cent. on the value thereof.

Article 7.

The Commonwealth Government will, as from the date on which this Agreement comes into force, permit German nationals, the owners of rights of industrial, literary or artistic property in respect of which licences have been granted under the special measures taken during the war or in respect of which there have been licences or assignments subject to the conditions imposed in pursuance of the provisions of Article 306 of the Treaty of Versailles, to have the full benefit of those rights without prejudice, however, to the rights of any existing licensees or assignees under the said licences or assignments and will take all necessary steps to give effect to the foregoing, and will not impose after the date on which this Agreement comes into force, any further limitations, conditions or restrictions in pursuance of the provisions of the said Article 306 (5) (6) and (7) of the Treaty of Versailles subject only to the exercise of the right of the Commonwealth Government to impose such limitations, conditions or restrictions as may be considered necessary for national defence or in the public interest. Any indemnities or royalties that may arise under paragraph (6) of Article 306 in the event of the application of the provisions of the preceding paragraph shall be paid to the German nationals entitled thereto and no longer dealt with as provided in paragraph (6).

Artikel 6.

Vor der Freigabe oder der Übertragung jedes einzelnen Guts, Rechts oder Interesses ist die Bundesregierung berechtigt, als Bedingung hierfür den Vermögensgegenstand oder seine Erlöse mit den gesetzlichen Kosten, sowie den durch die Beaufsichtigung, Unterhaltung und Verwaltung verursachten und sonstigen Auslagen, die für das in Betracht kommende Gut, Recht oder Interesse entstanden sind, einschliesslich aller gesetzlichen Gebühren, soweit diese Gebühren 2 % des Wertes nicht übersteigen, zu belasten und diese Beträge aus diesem Gegenstand oder seinen Erlösen zu entnehmen.

Artikel 7.

Vom Tage des Inkrafttretens dieses Abkommens ab wird die Bundesregierung denjenigen deutschen Reichsangehörigen, die gewerbliche, literarische oder künstlerische Schutzrechte besitzen, an denen Lizenzen durch während des Krieges ergriffene Sondermassnahmen begründet worden sind, oder die den Gegenstand von Lizenzen oder Übertragungen bilden, welche den auf Grund des Artikels 306 des Vertrags von Versailles auferlegten Bedingungen unterworfen sind, den vollen Genuss dieser Rechte einräumen, jedoch unbeschadet der Rechte der gegenwärtigen Inhaber der genannten Lizenzen oder der gegenwärtig auf Grund der genannten Übertragungen verfügungsberechtigten Personen; sie wird alle hierzu erforderlichen Schritte ergreifen. Ferner wird sie nach dem Tage des Inkrafttretens dieses Abkommens den Berechtigten keine weiteren Begrenzungen, Bedingungen oder Einschränkungen unter Berufung auf die Bestimmungen des genannten Artikels 306 Abs. 5, 6 und 7 des Vertrags von Versailles auferlegen, unter Vorbehalt der Ausübung des Rechts der Bundesregierung zur Auferlegung solcher Begrenzungen, Bedingungen und Einschränkungen, die im Interesse der Landesverteidigung oder des Gemeinwohls notwendig erscheinen. Alle Entschädigungen oder Vergütungen, die gemäss Abs. 6 von Artikel 306 für den Fall der Anwendung des vorhergehenden Absatzes zu gewähren sind, werden den berechtigten deutschen Reichsangehörigen ausgezahlt und nicht weiter nach den Bestimmungen des Abs. 6 behandelt werden.

Article 8.

Nothing herein contained shall affect the duties, powers and jurisdiction of the Anglo-German Mixed Arbitral Tribunal. Debts falling within Article 296 of the Treaty of Versailles shall be excluded from the scope of this Agreement and continue to be dealt with under the Clearing procedure. Debts which should have been claimed under Article 296, but for which no claim has been put forward by the German Clearing Office, if recovered by the Public Trustee subsequently to the date on which this Agreement comes into force, shall, subject to the provisions of Articles 3 and 5 hereof, and subject to deduction of the usual charges and fees for collection, be treated as if they were German property, rights and interests to be released under this agreement.

Article 9.

In giving effect to the releases herein provided for, the Commonwealth Government will proceed with due expedition and will endeavour to release as much property coming within the terms of this Agreement as may be reasonably possible within twelve months after the final coming into force of the experts' plan.

Article 10.

The property, rights and interests covered by this Agreement shall be confined to such property, rights and interests as were on the 10th January 1920 within the Commonwealth of Australia or her Territories or the Mandated Territory of New Guinea.

Article 11.

The present Agreement shall be a final settlement of all questions and claims relating to the retention and liquidation of German property, rights and interests or the proceeds thereof in the Commonwealth of Australia or

Artikel 8.

Keine Bestimmung dieses Abkommens berührt die Pflichten, Befugnisse und die Zuständigkeit des deutsch-englischen Gemischten Schiedsgerichts. Forderungen, die unter Artikel 296 des Vertrags von Versailles fallen, unterliegen nicht den Bestimmungen dieses Abkommens und werden auch in Zukunft im Ausgleichsverfahren geregelt. Forderungen, die in der Form des Artikels 296 hätten geltend gemacht werden müssen, aber nicht durch das deutsche Ausgleichsamts geltend gemacht worden sind, werden; falls sie von dem Öffentlichen Treuhänder nach dem Tage des Inkrafttretens dieses Abkommens eingezogen werden, vorbehaltenlich der Bestimmungen der Artikel 3 und 5 des Abkommens, unter Abzug der üblichen Belastungen und Gebühren für die Einziehung wie deutsche Güter, Rechte und Interessen, die auf Grund dieses Abkommens freizugeben sind, behandelt.

Artikel 9.

Bei der Durchführung der in diesem Abkommen vorgesehenen Freigaben wird die Bundesregierung mit der gebotenen Beschleunigung verfahren und bemüht sein, von dem unter die Bestimmungen dieses Abkommens fallenden Vermögen soviel innerhalb von 12 Monaten nach dem endgültigen Inkrafttreten des Sachverständigenplans freizugeben, wie nach vernünftiger Beurteilung möglich sein sollte.

Artikel 10.

Als unter dieses Abkommen fallende Güter, Rechte und Interessen gelten nur solche Güter, Rechte und Interessen, die sich am 10. Januar 1920 innerhalb des Australischen Bundes, seiner Territorien oder des Mandatsgebiets Neu-Guinea befanden.

Artikel 11.

Diese Abkommen bildet eine endgültige Regelung aller Fragen und Ansprüche in Bezug auf die Zurückbehaltung und Liquidation deutscher Güter, Rechte und Interessen oder ihrer Erlöse in dem Australischen Bunde, seinen

her Territories or the Mandated Territory of New Guinea which became subject to exceptional war measures and/or to the rights of retention, liquidation and charge pursuant to the provisions of the Treaty of Versailles. The proceeds of liquidation of German property, rights and interests not released under the present Agreement or otherwise and not already credited shall be credited as heretofore by the Clearing Office in the United Kingdom to the German Clearing Office.

Territorien oder dem Mandatsgebiet Neu-Guinea, die durch ausserordentliche Kriegsmassnahmen betroffen worden sind bezw. dem Rechte der Zurückhaltung, Liquidation und Belastung auf Grund der Bestimmungen des Vertrags von Versailles unterliegen. Die noch nicht gutgeschriebenen Erlöse aus der Liquidation sämtlicher deutschen Güter, Rechte und Interessen, die nach diesem Abkommen nicht freigegeben werden, sind auch in Zukunft von dem Ausgleichsamt im Vereinigten Königreich dem deutschen Ausgleichsamt gutzuschreiben.

Article 12.

The present Agreement shall be ratified and shall come into force after the exchange of ratification on the same date as the experts' plan. The exchange of ratifications shall be effected at the same time as the deposit of ratifications concerning the Treaties or Conventions which may be concluded in respect of the experts' plan.

Done in duplicate at The Hague in the English and German languages this seventeenth day of January, 1930.

(Signed) GRANVILLE RYRIE.

(Signed) Dr. FUCHS.

Artikel 12.

Dieses Abkommen soll ratifiziert werden und nach Austausch der Ratifikationsurkunden gleichzeitig mit dem Sachverständigenplan in Kraft treten. Der Austausch der Ratifikationsurkunden soll gleichzeitig mit der Hinterlegung der Ratifikationsurkunden für die Verträge oder Abkommen, die in Bezug auf den Sachverständigenplan geschlossen werden, erfolgen.

Ausgefertigt im Haag in doppelter Urschrift, in englischer und deutscher Sprache, am siebzehnten Tage des Monats Januar 1930.

(Signed) GRANVILLE RYRIE.

(Signed) Dr. FUCHS.

BINNENHOF, THE HAGUE, 17th January, 1930.

SIR,

With reference to the Agreement concluded this day between the Government of the Commonwealth of Australia and the Government of the Reich relative to the release of German property consequent upon the acceptance of the Experts' Report, I have the honour on the instructions of the Government of the Commonwealth of Australia to inform you as follows :

As to Article 1 of the Agreement, as you are aware, instructions were given that as from the 1st September, 1929, no further sales or liquidations of German property rights and interests in the territories covered by the Agreement should be initiated. Although the date referred to in Article 1 of the Agreement for the purpose of ascertaining the property rights and interests to be released is the date of the Agreement coming into force, it is the intention of the Government of the Commonwealth of Australia that all German property rights and interests which on the 1st September, 1929, were not liquid or liquidated or finally disposed of and which do not come within any of the reservations contained in the Agreement shall be released, including the net proceeds of any of such property rights or interests as may have been sold since the said date.

(2) During the discussion on the Agreement it was agreed that a letter should be signed on behalf of the German Government to the following effect :

That the striking out of the words originally added to Article 5 in the draft agreement shall not be construed in any way as a recognition that the property referred to in those words should be released ; but that the Article as finally settled shall be interpreted independently of the fact that such words were struck out therefrom.

I shall be glad to receive your confirmation of this matter.

(3) In regard to Article 7, although the provisions of that Article do not come into operation until the date on which this Agreement comes into force, I am instructed to state that it is the intention of the Government of the Commonwealth of Australia that any royalties falling due after the 31st August, 1929, shall be released to the German nationals concerned, and in regard to Article 8, that it is their intention that the debts therein referred to as recovered by the Public Trustee subsequently to the date on which this Agreement comes into force shall include such debts (if any) if recovered since the 31st August, 1929.

(4) With reference to Article 8, I confirm that the practice which has hitherto existed with regard to claims before the Mixed Arbitral Tribunal shall continue as heretofore. Will you please confirm this arrangement.

(5) During the discussion that took place on the draft agreement a question arose with regard to the wording of Article II, and it was agreed that a letter should be given, on behalf of the Government of the German Reich, agreeing that the words appearing in the concluding paragraph of that Article shall not be interpreted so as to give Germany the right to set off any credits that may hereafter be given by the Clearing Office in the United Kingdom in respect of the proceeds of liquidation of property, rights and interests against Germany's liability for the annuities payable pursuant to the New Plan. I shall be glad to receive your confirmation in this matter.

(6) Included in the property rights and interests to be released in accordance with the Agreement are certain interests under wills. The interests, generally speaking, consist in rights of the Public Trustee to receive incomes of estates and to become possessed of corpus on the decease of the life tenant whose income the Public Trustee is now receiving. Details of the interests are being sent to me by mail, and I undertake, upon their receipt by me, immediately to forward them to the Government of the German Reich.

I have the honour to be, Sir,
Your obedient servant,

(Signed) GRANVILLE RYRIE,
*High Commissioner
of the Commonwealth of Australia.*

TEXTE ALLEMAND. — GERMAN TEXT.

¹ TRADUCTION. — TRANSLATION.

DEUTSCHE DELEGATION.

THE HIGH COMMISSIONER FOR THE
COMMONWEALTH OF AUSTRALIA, LONDON.

DEN HAAG, den 17, Januar 1930.

THE HAGUE, 17th January, 1930.

SEHR GEEHRTER HERR!

SIR,

Ich habe die Ehre, den Empfang Ihres gefälligen Schreibens vom heutigen Tage zu bestätigen, das Sie an mich im Auftrage Ihrer Regierung im Zusammenhang mit dem heute geschlossenen Abkommen zwischen der Regierung des Deutschen Reichs und der Regierung des Australischen Bundes über die Freigabe deutschen Vermögens gerichtet haben.

I have the honour to acknowledge the receipt of your letter of to-day's date, which you have addressed to me upon the instructions of your Government in connexion with the Agreement which has been concluded to-day between the Government of the German Reich and the Government of the Commonwealth of Australia.

Ich habe von Ihren Bemerkungen zu einzelnen Artikeln des Abkommens Kenntnis genommen und bestätige, dass die Vereinbarungen gemäss unseren mündlichen Besprechungen wiedergegeben sind.

I have taken note of your observations on the individual Articles of the Agreement, and confirm that what was agreed between us at our verbal conversations has been given effect to.

1. Zu Artikel 1 des Abkommens habe ich davon Kenntnis genommen, dass Instruktionen gegeben worden sind, nach denen vom 1. September 1929 ab keine weiteren Verkäufe oder Liquidationen deutscher Güter, Rechte und Interessen in den von dem Abkommen betroffenen Gebieten eingeleitet werden sollten. Ich habe ferner davon Kenntnis genommen, dass, wenn auch das Datum für die Freigabe der Tag des Inkrafttretens des Abkommens ist, die Regierung des Australischen Bundes beabsichtigt, alle deutschen Güter, Rechte und Interessen, die am 1. September 1929 nicht liquide oder liquidiert oder Gegenstand einer endgültigen Verfügung waren und die nicht unter irgendeinen der Vorbehalte fallen, die in dem Abkommen enthalten sind, freizugeben, unter Einschluss der Reinerlöse solchen Vermögens, das etwa seit dem genannten Tage verkauft sein sollte.

(1) As to Article 1 of the Agreement, I have taken note that instructions were given that as from the 1st September, 1929, no further sales or liquidations of German property, rights and interests in the Territories covered by the Agreement should be initiated. I have further taken note that although the date for release is the day of the coming into force of the Agreement, the Government of the Commonwealth of Australia intends to release all German property, rights and interests which, on the 1st September, 1929, were not liquid or liquidated or finally disposed of, and which do not come within any of the reservations contained in the Agreement, including the net proceeds of any of such property as may have been sold since the said date.

2. Zu Artikel 5 des Abkommens bestätige ich Ihnen, dass die Streichung der Worte, die in Ihrem Vertragsentwurf ursprünglich diesem Artikel hinzugefügt worden waren, in keiner Hinsicht als eine

(2) As to Article 5 of the Agreement, I confirm to you that the striking out of the words which in your original draft were added to this Article, is not to be construed in any way as a recognition that

¹ Traduction du Gouvernement du Commonwealth d'Australie.

¹ Translation of the Government of the Commonwealth of Australia.

Anerkennung aufzufassen ist, dass die in diesen Worten erwähnten Gegenstände freizugeben sind. Vielmehr ist der Artikel in seiner endgültigen Fassung unabhängig von der Tatsache der Streichung dieser Worte auszulegen.

3. Ich habe ferner davon Kenntnis genommen, dass die Absicht der Regierung des Australischen Bundes dahin geht, obwohl die Bestimmungen des Artikels 7 des Abkommens erst mit dem Zeitpunkt in Wirksamkeit treten, an dem dieses Abkommen in Kraft tritt, sämtliche nach dem 31. August 1929 fälligen Gebühren (« royalties ») den deutschen Berechtigten freizugeben und die im Artikel 8 des Abkommens erwähnten Forderungen auch insoweit freizugeben, als sie etwa nach dem 31. August 1929 vom Public Trustee eingezogen sein sollten.

4. Zu Artikel 8 des Abkommens beehre auch ich mich, Ihnen zu bestätigen, dass die Praxis, die bisher hinsichtlich der Klagen vor dem Schiedsgericht bestanden hat, wie bisher fortgesetzt werden soll.

5. Zu Artikel 11 bestätige ich Ihnen, dass die in dem Schlusssatz vorgesehenen Gutschriften keinen Einfluss auf die Annuitäten des Neuen Plans ausüben können.

6. Von Ihren Mitteilungen über die Art gewisser deutscher Interessen, die auf Grund des Abkommens freigegeben werden, habe ich mit Dank Kenntnis genommen. Den von Ihnen in Aussicht gestellten näheren Mitteilungen von Einzelheiten, nachdem sie Ihnen mit der Post zugegangen sein werden, sehe ich mit Interesse entgegen.

Mit dem Ausdruck meiner vorzüglichsten Hochachtung bin ich Ihr sehr ergebener.

(Signed) Dr. FUCHS,
Ministerialrat
im Reichsfinanzministerium.

An den
Herr Oberkommissar des
Australischen Bundes
in London.

the properties referred to in these words are to be released. On the contrary, the Article is to be interpreted in its final form independently of the fact that such words were struck out therefrom.

(3) I have further taken note that it is the intention of the Government of the Commonwealth of Australia, although the provisions of Article 7 of the Agreement do not come into operation until the date on which this Agreement comes into force, to release all royalties falling due after the 31st August, 1929, to the German nationals entitled thereto, and also to release the debts referred to in Article 8 of the Agreement in so far as they may be recovered by the Public Trustee subsequently to the 31st August, 1929.

(4) As to Article 8 of the Agreement, I beg to confirm to you that the practice which has hitherto existed with regard to claims before the Mixed Arbitral Tribunal shall be continued as heretofore.

(5) As to Article 11, I confirm to you that the credits provided for in the concluding paragraph, can have no effect upon the annuities of the New Plan.

(6) I have taken grateful note of your communication with regard to the nature of certain German interests which will be released under the Agreement. I shall await with interest the further communications as to details which you have promised after they have reached you by post.

I have the honour to be,

(Signed) Dr. FUCHS,
Ministerialrat in the Finance Ministry.

¹ TRADUCTION. — TRANSLATION.

N^o 2488. — ACCORD ENTRE LE GOUVERNEMENT DE SA MAJESTÉ BRITANNIQUE DANS LE COMMONWEALTH D'AUSTRALIE ET LE GOUVERNEMENT ALLEMAND RELATIF A LA LIBÉRATION DES BIENS, DROITS ET INTÉRÊTS DES RESSORTISSANTS ALLEMANDS GREVÉS DU PRIVILÈGE ÉTABLI EN VERTU DU TRAITÉ DE VERSAILLES. SIGNÉ A LA HAYE, LE 17 JANVIER 1930.

LE GOUVERNEMENT DE SA MAJESTÉ BRITANNIQUE DANS LE COMMONWEALTH D'AUSTRALIE (ci-après dénommé « le Gouvernement du Commonwealth ») et LE GOUVERNEMENT ALLEMAND, animés du désir de donner suite, sous réserve des conditions ci-après stipulées, à la recommandation contenue dans le Rapport du Comité d'experts, en date du 7 juin 1929, invitant les gouvernements alliés à cesser, à partir de la date de l'adoption du rapport des experts, de se prévaloir de leur droit de saisir, retenir et liquider les biens des ressortissants allemands ou des sociétés dépendant de ressortissants allemands pour autant que ces biens ne sont pas encore liquides ou liquidés, ou qu'il n'en a pas encore été disposé définitivement, ont décidé de conclure un accord à cet effet, et les soussignés dûment autorisés par leurs gouvernements respectifs sont convenus de ce qui suit :

Article premier.

Sous réserve des dispositions et stipulations des articles ci-après, le Gouvernement du Commonwealth libérera et, le cas échéant, retransférera aux propriétaires allemands primitifs ou à leurs ayants cause, les biens sis dans le Commonwealth d'Australie, sur ses territoires et sur le territoire sous mandat de la Nouvelle-Guinée, qui leur appartenaient originaires et qui sont actuellement grevés du privilège établi en vertu du Traité de Versailles, pour autant que lesdits biens ne seront pas déjà liquides ou liquidés, ou qu'il n'en aura pas été disposé définitivement à la date de l'entrée en vigueur du présent accord.

Article 2.

Le droit de saisir, retenir et liquider les biens allemands ou de les grever de toutes charges ne sera ni abrogé ni modifié, mais le Gouvernement du Commonwealth procédera à la libération des biens visés par le présent accord, en les remettant ou en les transmettant dans chaque cas au propriétaire primitif (ladite expression comprenant, au sens du présent accord, les ayants cause du propriétaire). En cas de contestation ou de difficultés concernant l'ayant droit, le Gouvernement du Commonwealth pourra exiger du Gouvernement allemand une attestation du droit contesté ou incertain, et s'abstenir de libérer le bien en question jusqu'à ce que le Gouvernement allemand ait pris l'engagement de le garantir entièrement contre toute revendication y relative.

¹ Traduit par le Secrétariat de la Société des Nations, à titre d'information.

¹ Translated by the Secretariat of the League of Nations, for information.

Article 3.

Seront exclus des dispositions du présent accord tous les biens qui, à la date de l'entrée en vigueur du présent accord, feront l'objet d'un procès ou d'une action judiciaire, introduite avant le premier mai 1929 et encore en instance en Australie ou ailleurs, où il est contesté que ces biens sont grevés du privilège, ou sujets à saisie, rétention ou liquidation.

Article 4.

Tous biens particuliers pourront être exclus des dispositions du présent accord si le propriétaire primitif adresse une requête écrite à cet effet à l'administrateur public (*Public Trustee*) du Commonwealth (ci-après dénommé administrateur public). Cette requête devra être présentée avant la libération des biens en question. Dans ce cas, si lesdits biens, à défaut de cette requête, eussent été libérés aux termes du présent accord, leur produit net, au cas où ils seraient ultérieurement liquidés par l'administrateur public, sera versé au propriétaire primitif ou à ses ayants cause.

Article 5.

Seront compris dans l'expression susmentionnée « liquides ou liquidés ou dont il a été disposé définitivement » les biens qui, à la date de l'entrée en vigueur du présent accord, auront été vendus ou liquidés ou auront fait l'objet d'un contrat de vente ou de liquidation conclu par l'administrateur public, (ladite dénomination comprenant au sens du présent accord le séquestre des biens expropriés ou tout autre fonctionnaire chargé d'administrer le patrimoine des ressortissants des pays ex-ennemis) ou auront fait l'objet d'une décision rendue dans une action judiciaire en faveur de l'administrateur public.

Article 6.

Avant de libérer ou de transmettre des biens déterminés et comme condition suspensive de cette libération ou de ce transfert, le Gouvernement du Commonwealth sera en droit de décompter et d'imputer sur les biens ou sur le produit de leur vente les frais de justice les impenses occasionnés par l'entretien la conservation et la gestion des biens en question, ainsi que les autres dépenses exposées pour ceux-ci y compris toutes taxes autorisées dans la mesure où elles n'excèdent pas deux pour cent de la valeur des biens.

Article 7.

A partir de la date de l'entrée en vigueur du présent accord le Gouvernement du Commonwealth autorisera les ressortissants allemands qui possèdent des droits de propriété industrielle, littéraire ou artistique pour lesquels il a été accordé des licences en vertu des mesures spéciales prises pendant la guerre ou qui ont fait l'objet de licences ou de cessions régies par les dispositions de l'article 306 du Traité de Versailles, à jouir intégralement de ces droits, sans préjudice toutefois des droits des concessionnaires ou cessionnaires actuels ; le Gouvernement du Commonwealth prendra toutes mesures nécessaires en vue de donner effet aux dispositions ci-dessus et n'imposera, à partir de la date de l'entrée en vigueur du présent accord, aucune nouvelle limitation, condition ou restriction en vertu des dispositions de l'article 306, 5^o, 6^o, 7^o, précité du Traité de Versailles, sous la seule réserve du droit du Gouvernement du Commonwealth d'imposer les limitations, conditions ou restrictions jugées nécessaires pour la défense nationale ou dans l'intérêt public. Toutes indemnités ou redevances qui pourraient être dues en vertu de l'alinéa 6^o, de l'article 306, en cas d'application des dispositions de l'alinéa précédent, seront payées aux ressortissants allemands qui y auront droit et cesseront de recevoir l'affectation prévue à l'alinéa 6^o.

Article 8.

Aucune disposition du présent accord ne portera atteinte aux attributions, aux pouvoirs et à la compétence du Tribunal arbitral mixte anglo-allemand. Les dettes visées par l'article 296 du Traité de Versailles ne seront pas régies par les dispositions du présent accord et continueront à être réglées par la procédure de compensation. Les créances qui auraient dû être réclamées en vertu de l'article 296, mais qui n'ont fait l'objet d'aucune réclamation de la part de l'Office de compensation allemand, si elles sont recouvrées par l'administrateur public postérieurement à la date d'entrée en vigueur du présent accord, seront considérées comme des biens allemands devant être libérés en vertu du présent accord, sous réserve des dispositions des articles 3 et 5 et après déduction des frais et taxes habituels de recouvrement.

Article 9.

En donnant effet aux libérations prévues dans le présent accord, le Gouvernement du Commonwealth fera toute diligence et s'efforcera de libérer autant de biens visés par le présent accord qu'il est raisonnablement possible de le faire dans les douze mois qui suivront l'entrée en vigueur définitive du plan des experts.

Article 10.

Ne sont considérés comme biens visés par le présent accord que les biens qui se trouvaient 10 janvier 1920 dans le Commonwealth d'Australie ou sur ses territoires ou sur le territoire sous mandat de la Nouvelle-Guinée.

Article 11.

Le présent accord constitue un règlement définitif de toutes contestations et réclamations relatives à la rétention et à la liquidation des biens allemands ou de leur produits dans le Commonwealth d'Australie ou sur ses territoires ou sur le territoire sous mandat de la Nouvelle-Guinée, qui ont fait l'objet de mesures de guerre exceptionnelles et des droits de rétention, liquidation et privilège prévus par les dispositions du Traité de Versailles. Le produit de la liquidation des biens allemands, non libéré en vertu du présent accord ou à un autre titre et non encore crédité, sera porté comme auparavant au crédit de l'Office de compensation allemand par les soins de l'Office de compensation du Royaume-Uni.

Article 12.

Le présent accord sera ratifié et entrera en vigueur, après l'échange des instruments de ratification, à la même date que le plan des experts. L'échange des instruments de ratification s'effectuera en même temps que le dépôt des instruments de ratification relatifs aux traités ou conventions qui pourront être conclus au sujet du plan des experts.

Fait en double expédition à La Haye, en langues anglaise et allemande, le dix-sept janvier 1930.

(Signé) GRANVILLE RYRIE.

(Signé) D^r FUCHS.

BINNENHOF, LA HAYE, le 17 janvier 1930.

MONSIEUR,

Me référant à l'accord intervenu ce jour entre le Gouvernement du Commonwealth d'Australie et le Gouvernement allemand au sujet de la libération des biens allemands par suite de l'acceptation du Rapport des experts, j'ai l'honneur, d'ordre du Gouvernement du Commonwealth, de vous faire connaître ce qui suit :

1° En ce qui concerne l'article premier de l'accord, des instructions ont été données, comme vous le savez, pour qu'il ne soit procédé à partir du 1^{er} septembre 1929 à aucune nouvelle vente ou liquidation de biens allemands sur les territoires visés par l'accord. Bien que la date mentionnée à l'article premier de l'accord en vue de déterminer les biens qui doivent être libérés soit la date d'entrée en vigueur de l'accord, le Gouvernement du Commonwealth a l'intention de libérer tous les biens allemands qui, le 1^{er} septembre 1929, n'étaient ni liquides ni liquidés ou dont il n'avait pas été disposé définitivement et qui ne tombent pas sous le coup des réserves formulées dans l'accord, y compris le produit net des biens qui auraient pu être vendus depuis la date précitée.

2° Au cours de la discussion de l'accord, il a été convenu qu'une lettre serait signée au nom du Gouvernement allemand, stipulant que :

La suppression des mots primitivement ajoutés à l'article 5 dans le projet d'accord ne sera interprétée en aucune manière comme un engagement de libérer les biens visés par ces mots ; mais que l'article définitivement établi sera interprété indépendamment de la suppression de ces mots.

Je serai heureux de recevoir votre confirmation à ce sujet.

3° En ce qui concerne l'article 7 ; bien que les dispositions de cet article ne prennent pas effet avant la date d'entrée en vigueur de l'accord, j'ai reçu instruction de déclarer que le Gouvernement du Commonwealth d'Australie a l'intention de remettre aux ressortissants allemands intéressés toutes redevances dues après le 31 août 1929, et en ce qui concerne l'article 8, que le Gouvernement du Commonwealth d'Australie a l'intention de comprendre, parmi les créances mentionnées audit article comme recouvrées par l'Administrateur public postérieurement à la date d'entrée en vigueur de l'accord, les créances éventuellement recouvrées depuis le 31 août 1929.

4° Me référant à l'article 8, je confirme que la pratique déjà en vigueur concernant les réclamations portées devant le tribunal arbitral mixte continuera à être suivie comme auparavant. Je vous prie de bien vouloir confirmer cet arrangement.

5° Au cours de la discussion qui a eu lieu au sujet du projet d'accord, une question a été soulevée en ce qui concerne le texte de l'article 11, et il a été convenu qu'une lettre serait remise, au nom du Gouvernement allemand, reconnaissant que les mots qui figurent au paragraphe final de cet article ne doivent pas être interprétés comme donnant à l'Allemagne le droit d'invoquer la compensation entre les crédits qui pourront lui être ultérieurement alloués par l'Office de compensation en Grande-Bretagne pour le produit de la liquidation des biens, d'une part, et la dette allemande au titre des annuités exigibles en vertu du nouveau plan, d'autre part. Je serai heureux de recevoir votre confirmation à ce sujet.

6° Certains droits créés par les dispositions testamentaires sont compris dans les biens qui doivent être libérés en vertu de l'accord. Ces droits consistent en général, dans le droit de l'administrateur public de recevoir les fruits et autres produits des patrimoines et d'entrer en possession du capital à la mort de l'usufruitier (*life-tenant*) dont l'administrateur public reçoit actuellement le revenu. L'état détaillé de ces droits m'est envoyé par courrier et je m'engage, après réception, à l'adresser immédiatement au Gouvernement allemand.

Veuillez agréer, etc.

(Signé) GRANVILLE RYRIE,
Haut-Commissaire du Commonwealth
d'Australie.

LE HAUT COMMISSAIRE
DU COMMONWEALTH D'Australie.
LONDRES.

LA HAYE, le 17 janvier 1930.

MONSIEUR,

J'ai l'honneur d'accuser réception de votre lettre de ce jour que vous m'avez adressée, sur les instructions de votre Gouvernement, au sujet de l'accord intervenu aujourd'hui entre le Gouvernement allemand et le Gouvernement du Commonwealth d'Australie.

J'ai pris acte de vos observations relatives aux divers articles de l'accord, et je confirme qu'il a été donné effet aux conventions intervenues verbalement entre nous.

1^o En ce qui concerne l'article premier de l'accord, j'ai pris note que des instructions ont été données pour qu'à partir du premier septembre 1929, il ne soit procédé à aucune nouvelle vente ou liquidation de biens allemands sur les territoires visés par l'accord. J'ai également pris acte du fait que, bien que la date de la libération soit le jour de l'entrée en vigueur de l'accord, le Gouvernement du Commonwealth d'Australie a l'intention de libérer tous les biens allemands qui, le premier septembre 1929, n'étaient ni liquidés ni liquidés ou dont il n'avait pas été disposé définitivement, et qui ne tombent pas sous le coup des réserves formulées dans l'accord, y compris le produit net des biens qui auraient pu être vendus depuis la date précitée.

2^o En ce qui concerne l'article 5 de l'accord, je vous confirme que la suppression des mots ajoutés dans votre projet primitif ne doit aucunement être interprétée comme un engagement de libérer les biens visés par ces mots. Au contraire, l'article doit être interprété sous sa forme définitive indépendamment de la suppression des mots en question.

3^o En outre, j'ai pris note du fait que le Gouvernement du Commonwealth d'Australie a l'intention, bien que les dispositions de l'article 7 de l'accord ne prennent effet qu'à partir de la date d'entrée en vigueur de l'accord, de verser les redevances dues postérieurement au 31 août 1929 aux ressortissants allemands qui y ont droit, et de libérer également les créances visées par l'article 8 de l'accord dans la mesure où elles peuvent avoir été recouvrées par l'administrateur public après le 31 août 1929.

4^o En ce qui concerne l'article 8 de l'accord, j'ai l'honneur de vous confirmer que la pratique déjà en vigueur au sujet des réclamations portées devant le Tribunal arbitral mixte continuera à être suivie comme auparavant.

5. En ce qui concerne l'article 11, je vous confirme que les crédits prévus dans le paragraphe final ne peuvent affecter en aucune manière les annuités du nouveau plan.

6. J'ai pris note avec reconnaissance de votre communication relative à la nature de certains droits allemands qui seront libérés en vertu de l'accord. Je reste dans l'attente des nouvelles communications détaillées que vous avez bien voulu me promettre de me faire parvenir après que vous les aurez reçues par la poste.

Je vous prie de croire, etc.

(Signé) D^r FUCHS,

Ministerialrat au Ministère des Finances.

N° 2489.

**AUTRICHE
ET TCHÉCOSLOVAQUIE**

Echange de notes comportant un accord concernant les rapports directs entre la Gendarmerie et les Offices de la Sûreté publique des deux pays. Vienne, les 2 mars et 12 septembre 1930.

**AUSTRIA
AND CZECHOSLOVAKIA**

Exchange of Notes constituting an Agreement regarding direct Relations between the Gendarmerie and the Security Police Authorities of the two Countries. Vienna, March 2 and September 12, 1930.

N^o 2489. — NOTENWECHSEL¹ ZWISCHEN DER OESTERREICHISCHEN UND DER TSCHECOSLOVAKISCHEN REGIERUNG BETREFFEND VEREINBARUNG UEBER UNMITTELBARE BEZIEHUNGEN ZWISCHEN DER GENDARMERIE UND DEN SICHERHEITSBEHOERDEN DER BEIDEN LAENDER. WIEN, DEN 2. MAERZ UND 12. SEPTEMBER 1930.

N^o 2489. — VÝMENA NOT¹ MEZI VLÁDOU RAKOUSKOU A VLÁDOU ČESKOSLOVENSKOU TVORÍCÍ UMLUVU TÝKAJÍCÍ SE PRÍMÝCH ŠTYKŮ MEZI ČETNICTEVŤM A ÚŘADY VEŘEJNÉ BEZPEČNOSTI OBOU ZEMÍ. VÍDEŇ, DNE 2. BŘEZNA A 12. ZÁŘÍ 1930.

Textes officiels allemand et tchécoslovaque communiqués par le Chancelier fédéral de la République d'Autriche. L'enregistrement de cet échange de notes a eu lieu le 11 octobre 1930.

German and Czechoslovak official texts communicated by the Federal Chancellor of the Austrian Republic. The registration of this Exchange of Notes took place October 11, 1930.

TEXTE ALLEMAND. — GERMAN TEXT.

Zl. 25. 861-15.

WIEN, am 2. März, 1930.

HERR MINISTER !

Im Verfolge der Verhandlungen, die zwischen der Bundesregierung der Republik Österreich und der Regierung der Tschechoslowakischer Republik hinsichtlich des Dienstverkehres zwischen den beiderseitigen Sicherheits- und Gendarmeriebehörden geführt wurden, beehre ich mich, Euer Excellenz die Erklärung abzugeben, dass die österreichische Bundesregierung mit nachstehender Regelung einverstanden ist :

« Die politischen Bezirksbehörden und die bundespolizeilichen Sicherheitsbehörden in Österreich einerseits und die tschechoslowakischen staatlichen Sicherheitsbehörden, Gendarmeriekommandos und -posten andererseits sind berechtigt, in Angelegenheiten des Sicherheitsdienstes den direkten und unmittelbaren schriftlichen Verkehr zu pflegen.

Dieser schriftliche Dienstverkehr erstreckt sich insbesondere auf die Ausführung dringender Erhebungen und sicherheitsdienstlich notwendiger Auskünfte, auf Fälle der Ermittlung gemeiner Delikte, auf die Ausforschung, Festnahme und Festhaltung flüchtiger Täter, Agnoszierung festgenommener Personen, Beschlagnahme und Sicherstellung der bei diesen Personen gefundenen Gegenstände, insoferne diese in Ansehung eines gemeinen Deliktes mit der strafbaren Tat selbst oder der Person des Festgenommenen im Zusammenhange stehen. Auf Delikte militärischen oder politischen Charakter findet diese Vereinbarung keine Anwendung.

¹ Cet accord est entré en vigueur le 16 septembre 1930, date à laquelle la note tchécoslovaque est parvenue au Gouvernement fédéral d'Autriche.

¹ This Agreement came into force September 16, 1930, the date on which the Czechoslovak Note was received by the Federal Government of Austria.

In diesem direkten, gegenseitig portopflchtigen Schriftverkehr haben sich die beiderseitigen Behörden beziehungsweise Gendarmeriekommandos und -posten ihrer Staatssprache zu bedienen. »

Indem ich der Übermittlung einer gleichlautenden Gegennote entgegensehe, benütze ich diesen Anlass, um Euer Exzellenz die Versicherung meiner ausgezeichneten Hochachtung zu erneuern.

Der Bundeskanzler :

SCHOBER *e. h.*

Seiner Exzellenz

Herrn Hugo Vavrečka,

ausserordentlicher Gesandter und bevollmächtigter Minister
der Tschechoslowakischen Republik,
Wien.

TEXTE TCHÉCOSLOVAQUE. — CZECHOSLOVAK TEXT.

VYSLANECTVI ČESKOSLOVENSKÉ REPUBLIKY.

VE VIDNI dne 12. září 1930.

PANE SPOLKOVÝ KANCLÉŘI,

potvrzuje notu Z. 25. 861-15/30 ze dne 2. března 1930 mám čest prohlásiti Vaší Excelenci, že v dusledku -jednání mezi vládou republiky Československé a spolkovou vládou republiky Rakouské o služebním styku obapolných úřadů bezpečnostních a četnických, souhlasí československá vláda s následující úpravou :

« Československé okresní úřady a státní úřady bezpečnostni, četnická velitelstva a četnické stanice se strany jedné a rakouské politické okresni úřady i spolkové policejní bezpečnostní úřady se strany druhé jsou oprávněny ve věcech bezpečnostní služby dopisovati si přímo a bezprostředně.

Tento písemný služební styk vztahuje se zvláště na provádění neléhavých vyhledávání a na podávání zpráv, potřebných pro bezpečnostní službu, na případy vyšetřování sprostých trestných činů, na vypátrání, zatčení a zadržení uprchlých pachatelů, na zjištění zaděných osob, na zabavování a zajištění předmětů u takových osob nalezených, pokud předměty tyto vztahují se ku sprostému deliktu, jsou v nějaké souvislosti s trestným činem nebo s osobou zatčeného. Na trestné činy vojenského nebo politického rázu se toto ujednání nevztahuje.

V tomto přímém písemném styku, podléhajícím vzájemně poštovním, mají úřady, četnická velitelství i četnické stanice obou stran užívati svého státního oficiálního jazyka. »

Dovolte, Excellence, abych při této příležitosti ujistil Vás znovu svou nejdokonalejší úctou.

Dr. TRČKA

Chargé d'affaires a. i.

Jeho Excelence

pan Dr. Jan Schober,

kancléř spolkové republiky Rakouska
ve Vědni.

¹ TRADUCTION.

N^o 2489. — ÉCHANGE DE NOTES ENTRE LES GOUVERNEMENTS AUTRICHIEN ET TCHÉCOSLOVAQUE COMPORTANT UN ACCORD CONCERNANT LES RAPPORTS DIRECTS ENTRE LA GENDARMERIE ET LES OFFICES DE LA SÛRETÉ PUBLIQUE DES DEUX PAYS. VIENNE, LES 2 MARS ET 12 SEPTEMBRE 1930.

Zl. 25. 861-15.

VIENNE, le 2 mars 1930.

MONSIEUR LE MINISTRE,

Comme suite aux négociations qui ont eu lieu entre le Gouvernement fédéral de la République d'Autriche, et le Gouvernement de la République tchécoslovaque au sujet des rapports de service entre les autorités de la Sûreté publique et la gendarmerie des deux pays, j'ai l'honneur de déclarer à Votre Excellence que le Gouvernement fédéral autrichien accepte la réglementation suivante :

« Les autorités politiques de district et les offices de la Sûreté publique de la police fédérale en Autriche, d'une part, et les offices de la Sûreté publique, les commandements et les postes de gendarmerie de l'Etat tchécoslovaque, d'autre part, sont autorisés à communiquer directement et par écrit en matières concernant le service de la Sûreté publique.

» On aura recours à ces communications de service par écrit, notamment pour les constatations urgentes à opérer, pour les renseignements nécessaires ayant trait au service de la Sûreté publique, pour les enquêtes relatives aux délits de droit commun, la recherche, l'arrestation et la détention des délinquants fugitifs, l'identification des personnes arrêtées, la saisie et la conservation des objets trouvés sur ces personnes pour autant que ces objets, dans une affaire de droit commun, ont rapport au délit lui-même ou à la personne de l'individu arrêté. Le présent accord ne s'applique pas aux délits d'ordre militaire ou politique.

» Dans ces communications directes, pour lesquelles les taxes postales devront être acquittées de part et d'autre, les autorités ou les commandements et postes de gendarmerie des deux pays feront usage de leurs langues nationales respectives. »

Dans l'attente de recevoir de Votre Excellence une note de teneur identique, je saisis cette occasion, etc.

Le Chancelier fédéral :
(Signé) SCHÖBER.

A Son Excellence

Monsieur Hugo Vavrečka

Envoyé extraordinaire et Ministre plénipotentiaire
de la République tchécoslovaque,
Vienne.

¹ Traduit par le Secrétariat de la Société des Nations, à titre d'information.

¹ TRANSLATION.

No. 2489. — EXCHANGE OF NOTES BETWEEN THE AUSTRIAN AND CZECHOSLOVAK GOVERNMENTS CONSTITUTING AN AGREEMENT REGARDING DIRECT RELATIONS BETWEEN THE GENDARMERIE AND THE SECURITY POLICE AUTHORITIES OF THE TWO COUNTRIES. VIENNA, MARCH 2 AND SEPTEMBER 12, 1930.

Z 25. 861-15.

VIENNA, *March 2, 1930.*

YOUR EXCELLENCY,

With reference to the negotiations between the Federal Government of the Republic of Austria and the Government of the Czechoslovak Republic regarding official relations between the security police and gendarmerie authorities of the two countries, I have the honour to inform your Excellency that the Austrian Federal Government agrees to the following settlement :

“ The district political authorities and the Federal security police authorities in Austria, of the one part, and the security police authorities and gendarmerie detachments and stations of the Czechoslovak State, of the other part, shall be authorised, in security police matters, to communicate direct with one another in writing.

Recourse shall be had to such written official communications, more particularly for urgent enquiries, necessary information relating to security police matters, investigations of offences at ordinary law, the pursuit, arrest and detention of fugitive offenders, the identification of arrested persons and the seizure and safe-keeping of objects found on such persons, in so far as, in cases of offences at ordinary law, such objects are connected with the offence itself or the person of the party arrested. The present agreement shall not apply to offences of a military or political character.

When making these direct communications, on which postage shall be payable by both sides, the authorities or gendarmerie detachments and stations shall use their respective national languages. ”

Hoping to receive from your Excellency a note couched in similar terms, I have the honour to be, etc.

(Signed) SCHOBER,
Federal Chancellor.

To His Excellency
Monsieur Hugo Vavrečka,
Envoy Extraordinary and Minister Plenipotentiary
of the Czechoslovak Republic,
Vienna.

¹ Translated by the Secretariat of the League of Nations, for information.

LÉGATION DE LA RÉPUBLIQUE TCHÉCOSLOVAQUE.

VIENNE, le 12 septembre 1930.

MONSIEUR LE CHANCELIER FÉDÉRAL,

En réponse à la note Z. 25. 861-15/30 du 2 mars 1930, j'ai l'honneur de déclarer à Votre Excellence qu'à la suite des négociations qui ont eu lieu entre le Gouvernement de la République tchécoslovaque et le Gouvernement fédéral de la République d'Autriche au sujet des rapports de service entre les autorités de la Sûreté publique et la gendarmerie des deux pays, le gouvernement tchécoslovaque accepte la réglementation suivante :

« Les autorités de district et les offices de la Sûreté publique, les commandements et les postes de gendarmerie de l'Etat tchécoslovaque, d'une part, et les autorités politiques de district et les offices de la Sûreté publique de la police fédérale en Autriche, d'autre part, sont autorisés à communiquer directement et par écrit en matières concernant le service de la Sûreté publique.

» On aura recours à ces communications de service par écrit, notamment pour les constatations urgentes à opérer, pour les renseignements nécessaires ayant trait au service de la Sûreté publique, pour les enquêtes relatives aux délits de droit commun, la recherche, l'arrestation et la détention des délinquants fugitifs, l'identification des personnes arrêtées, la saisie et la conservation des objets trouvés sur ces personnes pour autant que ces objets, dans une affaire de droit commun, ont rapport au délit lui-même ou à la personne de l'individu arrêté. Le présent accord ne s'applique pas aux délits d'ordre militaire ou politique.

» Dans ces communications directes, pour lesquelles les taxes postales devront être acquittées de part et d'autre, les autorités ou les commandements et postes de gendarmerie des deux pays feront usage de leurs langues nationales respectives. »

Je saisis cette occasion, etc.,

(Signé) D^r TRČKA,
Chargé d'affaires a. i.

A Son Excellence,
le D^r Johann Schober
Chancelier fédéral de la République d'Autriche,
Vienna.

LEGATION OF THE CZECHOSLOVAK REPUBLIC.

VIENNA, *September 12, 1930.*

YOUR EXCELLENCY,

In reply to Note Z25.861-15/30 of March 2, 1930, I have the honour to inform your Excellency that, with reference to the negotiations between the Government of the Czechoslovak Republic and the Federal Government of the Republic of Austria regarding official relations between the security police authorities and the gendarmerie of the two countries, the Czechoslovak Government agrees to the following settlement :

“ The district and security police authorities and the gendarmerie detachments and stations of the Czechoslovak State, of the one part, and the district political authorities and the Federal security police authorities in Austria, of the other part, shall be authorised, in security police matters, to communicate direct with one another in writing.

Recourse shall be had to such written official communications, more particularly for urgent enquiries, necessary information relating to security police matters, investigations of offences at ordinary law, the pursuit, arrest and detention of fugitive offenders, the identification of arrested persons, and the seizure and safe-keeping of objects found on such persons, in so far as, in cases of offences at ordinary law, such objects are connected with the offence itself or the person of the party arrested. The present agreement shall not apply to offences of a military or political character.

When making these direct communications, on which postage shall be payable by both sides, the authorities or gendarmerie detachments and stations of the two countries shall use their respective national languages.”

I have the honour to be, etc.

(Signed) DR. TRČKA,
Acting Chargé d'Affaires.

To His Excellency
Dr Johann Schober,
Federal Chancellor of the Republic of Austria,
Vienna.

N° 2490.

ÉGYPTE ET PERSE

Echanges de notes comportant un
arrangement commercial provisoire.
Teheran, le 17 juin 1930.

EGYPT AND PERSIA

Exchange of Notes constituting a
Provisional Commercial Agree-
ment. Teheran, June 17, 1930.

N° 2490. — ÉCHANGE DE NOTES ¹ ENTRE LES GOUVERNEMENTS ÉGYPTIEN ET PERSAN COMPORTANT UN ARRANGEMENT COMMERCIAL PROVISOIRE. TÉHÉRAN, LE 17 JUIN 1930.

*Texte officiel français communiqué par le délégué permanent de la Perse auprès de la Société des Nations.
L'enregistrement de cet échange de notes a eu lieu le 11 octobre 1930.*

N° 242 (5/2/1).

17 juin 30.

MONSIEUR LE MINISTRE,

Me référant aux pourparlers engagés au sujet de la conclusion d'un Arrangement commercial provisoire entre la Perse et l'Égypte, j'ai l'honneur d'informer Votre Altesse que le Gouvernement égyptien consent à appliquer le traitement de la nation la plus favorisée à tous les produits du sol et de l'industrie de la Perse importés en Égypte et destinés soit à la consommation, soit à la réexportation ou au transit.

Ce régime est accordé à condition de parfaite réciprocité et sous réserve du régime accordé aux produits soudanais ou qui serait appliqué aux produits de certains pays limitrophes en vertu de conventions régionales.

Le présent arrangement entrera en vigueur aussitôt que vous aurez bien voulu me confirmer l'accord de votre gouvernement. Il pourra être dénoncé par chacune des Parties contractantes moyennant un préavis de trois mois.

Je saisis l'occasion, Monsieur le Ministre, de renouveler à Votre Altesse les assurances de ma haute considération.

(Signé) EFFAT,
Ministre d'Égypte.

Son Altesse
Mirza Mohammed Ali Khan Foroughi
Ministre des Affaires étrangères
du Gouvernement impérial de Perse.

N° 710701
8185

RÉPONSE.

17 juin 1930.

MONSIEUR LE MINISTRE,

J'ai l'honneur d'accuser réception de votre lettre N° 242 (5,2,1) du 17 juin, ainsi conçue :

« Me référant aux pourparlers engagés au sujet de la conclusion d'un arrangement commercial provisoire entre la Perse et l'Égypte, j'ai l'honneur d'informer Votre Altesse

¹ Entré en vigueur le 17 juin 1930.

¹ TRADUCTION. — TRANSLATION.No. 2490. — EXCHANGE OF NOTES ² BETWEEN THE EGYPTIAN AND PERSIAN GOVERNMENTS CONSTITUTING A PROVISIONAL COMMERCIAL AGREEMENT. TEHERAN, JUNE 17, 1930.

French official text communicated by the Permanent Delegate of Persia accredited to the League of Nations. The registration of this Exchange of Notes took place October 11, 1930.

No. 242 (5/2/1).

June 17, 1930.

MONSIEUR LE MINISTRE,

With reference to the negotiations in progress for the conclusion of a provisional commercial arrangement between Persia and Egypt, I have the honour to inform Your Highness that the Egyptian Government agrees to apply most-favoured-nation treatment to all products of the soil and industry of Persia imported into Egypt, whether for consumption or for re-export or transit.

This treatment is accorded on condition of complete reciprocity, and subject to reservation in the case of the treatment accorded to Sudanese products or such treatment as may in future be accorded to the products of certain neighbouring countries in virtue of regional conventions.

The present arrangement will come into force as soon as you have been good enough to confirm the agreement of your Government. It may be denounced by either Contracting Party at three months' notice.

I have the honour, etc.

(Signed) EFFAT,
Egyptian Minister.

To His Highness

Mirza Mohammed Ali Khan Foroughi,
Minister for Foreign Affairs of the
Imperial Persian Government.

No. 710701
8185.

REPLY.

June 17, 1930.

MONSIEUR LE MINISTRE,

I have the honour to acknowledge the receipt of your letter No. 242 (5/2/1) of June 17 in the following terms :

“ With reference to the negotiations in progress for the conclusion of a provisional commercial arrangement between Persia and Egypt, I have the honour to inform Your

¹ Traduit par le Secrétariat de la Société des Nations, à titre d'information.

¹ Translated by the Secretariat of the League of Nations, for information.

² Came into force June 17, 1930.

que le Gouvernement égyptien consent à appliquer le traitement de la nation la plus favorisée à tous les produits du sol et de l'industrie de la Perse importés en Egypte et destinés soit à la consommation, soit à la réexportation ou au transit.

» Ce régime est accordé à condition de parfaite réciprocité et sous réserve du régime accordé aux produits soudanais ou qui serait appliqué aux produits de certains pays limitrophes en vertu de conventions régionales.

» Le présent arrangement entrera en vigueur aussitôt que vous aurez bien voulu me confirmer l'accord de votre gouvernement. Il pourra être dénoncé par chacune des parties contractantes moyennant un préavis de trois mois. »

En réponse je m'empresse de confirmer à Votre Excellence l'accord de mon gouvernement sur les bases ci-dessus mentionnées.

Je saisis cette occasion pour vous renouveler, Monsieur le Ministre, l'assurance de ma haute considération.

M. FOROUGHÍ.

A Son Excellence

Mohamed Effat bey

Envoyé extraordinaire et Ministre plénipotentiaire
de Sa Majesté le Roi d'Egypte,
à Téhéran.

Highness that the Egyptian Government agrees to apply most-favoured-nation treatment to all products of the soil and industry of Persia imported into Egypt, whether for consumption or for re-export or transit.

“ This treatment is accorded on condition of complete reciprocity, and subject to reservation in the case of the treatment accorded to Sudanese products or such treatment as may in future be accorded to the products of certain neighbouring countries in virtue of regional conventions.

“ The present arrangement will come into force as soon as you have been good enough to confirm the agreement of your Government. It may be denounced by either Contracting Party at three months' notice. ”

I hasten in reply to confirm to Your Excellency my Government's agreement on the basis of the terms above specified.

I have the honour, etc.

M. FOROUGHI.

To His Excellency
Mohamed Effat Bey,
Envoy Extraordinary and Minister
Plenipotentiary of His Majesty
the King of Egypt,
at Teheran.

N° 2491.

HONGRIE ET PERSE

Echanges de notes comportant un accord relatif au règlement provisoire des relations commerciales entre les deux pays, Rome, le 19 juin 1929, et échanges de notes prorogeant cet accord, Rome, les 7 décembre 1929 et 19 juin 1930.

HUNGARY AND PERSIA

Exchanges of Notes constituting an Agreement regarding the provisional Settlement of Commercial Relations between the two Countries, Rome, June 19, 1929, and Exchanges of Notes renewing this Agreement. Rome, December 7, 1929 and June 19, 1930.

N° 2491. — ÉCHANGES DE NOTES ENTRE LES GOUVERNEMENTS HONGROIS ET PERSAN COMPORTANT UN ACCORD RELATIF AU RÉGLEMENT PROVISOIRE DES RELATIONS COMMERCIALES ENTRE LES DEUX PAYS. ROME, LE 19 JUIN 1929.

*Texte officiel français communiqué par le délégué permanent de la Perse auprès de la Société des Nations.
L'enregistrement de cet échange de notes a eu lieu le 11 octobre 1930.*

I.

N° 293.

ROME, le 19 juin 1929.

MONSIEUR LE MINISTRE,

D'ordre de mon gouvernement, j'ai l'honneur de porter à votre connaissance qu'en attendant la conclusion des traités d'amitié, de commerce, de douane, de navigation et d'établissement dont je suis en pourparlers avec Votre Excellence, les produits naturels hongrois et les produits fabriqués en Hongrie, sous condition d'une parfaite réciprocité, bénéficieront à leur entrée en Perse, en matière de douane, du traitement accordé à la nation la plus favorisée.

Les dispositions du présent accord resteront en vigueur à dater de ce jour pour une durée de six mois.

Veillez agréer, Monsieur le Ministre, l'assurance de ma haute considération.

(Signé) F. PAKREVAN.

Son Excellence
Monsieur André de Hory,
Envoyé extraordinaire et
Ministre plénipotentiaire de Hongrie
à Rome.

MONSIEUR LE MINISTRE,

D'ordre de mon Gouvernement, j'ai l'honneur de porter à votre connaissance qu'en attendant la conclusion des traités d'amitié, de commerce, de douane, de navigation et d'établissement, dont je suis en pourparlers avec Votre Excellence, les produits naturels persans et les produits fabriqués en Perse, sous condition d'une parfaite réciprocité, bénéficieront à leur entrée en Hongrie, en matière de douane, du traitement accordé à la nation la plus favorisée.

¹ TRADUCTION. — TRANSLATION.

No. 2491. — EXCHANGES OF NOTES BETWEEN THE HUNGARIAN AND PERSIAN GOVERNMENTS CONSTITUTING AN AGREEMENT REGARDING THE PROVISIONAL SETTLEMENT OF COMMERCIAL RELATIONS BETWEEN THE TWO COUNTRIES. ROME, JUNE 19, 1929.

French official text communicated by the Permanent Delegate of Persia accredited to the League of Nations. The registration of this Exchange of Notes took place October 11, 1930.

I.

No. 293.

ROME, June 19, 1929.

MONSIEUR LE MINISTRE,

By order of my Government, I have the honour to inform you that, pending the conclusion of the treaties of friendship, commerce, Customs, navigation and establishment, as to which I am in negotiation with Your Excellency, the natural and manufactured products of Hungary shall enjoy most-favoured-nation treatment as regards Customs on their entry into Persia, on condition of complete reciprocity.

The provisions of the present agreement shall remain in force for a period of six months from to-day's date.

I have, etc.

(Signed) F. PAKREVAN.

To His Excellency

Monsieur André de Hory,
Envoy Extraordinary and
Minister Plenipotentiary of Hungary
at Rome.

MONSIEUR LE MINISTRE,

By order of my Government, I have the honour to inform you that, pending the conclusion of the treaties of friendship, commerce, Customs, navigation and establishment, as to which I am in negotiation with Your Excellency, the natural and manufactured products of Persia shall enjoy most-favoured-nation treatment as regards Customs on their entry into Hungary, on condition of complete reciprocity.

¹ Traduit par le Secrétariat de la Société des Nations, à titre d'information.

¹ Translated by the Secretariat of the League of Nations, for information.

Les dispositions du présent accord resteront en vigueur à dater de ce jour pour une durée de six mois.

Veillez agréer, Monsieur le Ministre, l'assurance de ma très haute considération.

ROME, le 19 juin 1929.

A. DE HORY.

Son Excellence
Monsieur Fathollah Khan Pakrevan
Ministre de Perse
à Rome.

II.

ROME, le 7 décembre 1929.

MONSIEUR LE MINISTRE,

J'ai l'honneur de porter à la connaissance de Votre Excellence que le Gouvernement impérial de Perse a prorogé jusqu'au 19 juin 1930 la validité de l'arrangement survenu à Rome le 19 juin 1929 au sujet du règlement provisoire des relations commerciales de l'Empire de Perse avec le Royaume de Hongrie.

Veillez agréer, Monsieur le Ministre, l'assurance de ma haute considération.

(Signé) F. PAKREVAN.

Son Excellence
Monsieur André de Hory,
Envoyé extraordinaire
et Ministre plénipotentiaire de Hongrie
à Rome.

MONSIEUR LE MINISTRE,

J'ai l'honneur de porter à la connaissance de Votre Excellence que le Gouvernement royal de Hongrie a prorogé jusqu'au 19 juin 1930 la validité de l'arrangement survenu à Rome le 19 juin 1929 au sujet du règlement provisoire des relations commerciales du Royaume de Hongrie avec l'Empire de Perse.

Veillez agréer, Monsieur le Ministre, les assurances de ma haute considération.

ROME, le 7 décembre 1929.

(Signé) André DE HORY.

Son Excellence
Monsieur Fathollah Khan Pakrevan,
Envoyé extraordinaire et
Ministre plénipotentiaire de Perse
à Rome.

The provisions of the present agreement shall remain in force for a period of six months from to-day's date.

I have, etc.

ROME, *June 19, 1929.*

A. DE HORY.

To His Excellency
Fathollah Khan Pakrevan,
Envoy Extraordinary and
Minister Plenipotentiary of Persia
at Rome.

. II.

ROME, *December 7, 1929.*

MONSIEUR LE MINISTRE,

I have the honour to inform Your Excellency that the Imperial Persian Government has extended until June 19, 1930, the validity of the arrangement arrived at in Rome on June 19, 1929, in regard to the provisional regulation of the commercial relations of the Persian Empire with the Kingdom of Hungary.

I have, etc.

(Signed) F. PAKREVAN.

To His Excellency
Monsieur André de Hory,
Envoy Extraordinary and
Minister Plenipotentiary of Hungary
at Rome.

MONSIEUR LE MINISTRE,

I have the honour to inform Your Excellency that the Royal Hungarian Government has extended until June 19, 1930, the validity of the arrangement arrived at in Rome on June 19, 1929, in regard to the provisional regulation of the commercial relations of the Kingdom of Hungary with the Persian Empire.

I have, etc.

ROME, *December 7, 1929.*

(Signed) André DE HORY.

To His Excellency
Fathollah Khan Pakrevan,
Envoy Extraordinary and
Minister Plenipotentiary of Persia
at Rome.

III.

ROME, le 19 juin 1930.

MONSIEUR LE MINISTRE,

J'ai l'honneur de porter à la connaissance de Votre Excellence que le Gouvernement impérial de Perse a prorogé jusqu'au 19 décembre 1930 la validité de l'arrangement survenu à Rome le 19 juin 1929 au sujet du règlement provisoire des relations commerciales de l'Empire de Perse avec le Royaume de Hongrie.

Veillez agréer, Monsieur le Ministre, l'assurance de ma haute considération.

(Signé) PAKREVAN.

Son Excellence

Monsieur André de Hory,
Envoyé extraordinaire et
Ministre plénipotentiaire de Hongrie,
Rome.

MONSIEUR LE MINISTRE,

J'ai l'honneur de porter à la connaissance de Votre Excellence que le Gouvernement royal de Hongrie a prolongé jusqu'au 19 décembre 1930 la validité de l'arrangement survenu à Rome le 19 juin 1929 au sujet du règlement provisoire des relations commerciales du Royaume de Hongrie avec l'Empire de Perse.

Veillez agréer, Monsieur le Ministre, les assurances de ma haute considération.

ROME, le 19 juin 1930.

(Signé) André DE HORY.

Son Excellence

Monsieur Fathollah Khan Pakrevan
Envoyé extraordinaire et
Ministre plénipotentiaire de Perse
à Rome.

III.

ROME, *June* 19, 1930.

MONSIEUR LE MINISTRE,

I have the honour to inform Your Excellency that the Imperial Persian Government has extended until December 19, 1930, the validity of the arrangement arrived at in Rome on June 19, 1929, in regard to the provisional regulation of the commercial relations of the Persian Empire with the Kingdom of Hungary.

I have, etc.

(Signed) PAKREVAN.

To His Excellency
Monsieur André de Hory,
Envoy Extraordinary and
Minister Plenipotentiary of Hungary
at Rome.

MONSIEUR LE MINISTRE,

I have the honour to inform Your Excellency that the Royal Hungarian Government has extended until December 19, 1930, the validity of the arrangement arrived at in Rome on June 19, 1929, in regard to the provisional regulation of the commercial relations of the Kingdom of Hungary with the Persian Empire.

I have, etc.

ROME, *June* 19, 1930.*(Signed)* André DE HORY.

To His Excellency
Fathollah Khan Pakrevan,
Envoy Extraordinary and
Minister Plenipotentiary of Persia
at Rome.

N° 2492.

BELGIQUE ET DANEMARK

Convention ayant pour but d'éviter la double imposition des revenus des entreprises de navigation maritime des deux pays. Signée à Bruxelles, le 21 décembre 1928.

BELGIUM AND DENMARK

Convention for the purpose of preventing the Double Taxation of Income derived from Shipping Undertakings of the two Countries. Signed at Brussels, December 21, 1928.

N^o 2492. — CONVENTION ¹ ENTRE LA BELGIQUE ET LE DANEMARK
AYANT POUR BUT D'ÉVITER LA DOUBLE IMPOSITION DES
REVENUS DES ENTREPRISES DE NAVIGATION MARITIME DES
DEUX PAYS. SIGNÉE A BRUXELLES, LE 21 DÉCEMBRE 1928.

*Texte officiel français communiqué par le délégué permanent du Danemark près la Société des Nations,
et le ministre des Affaires étrangères de Belgique. L'enregistrement de cette convention a eu lieu
le 12 octobre 1930.*

LE GOUVERNEMENT ROYAL DE DANEMARK et LE GOUVERNEMENT ROYAL DE BELGIQUE, désireux d'éviter aux entreprises de navigation maritime domiciliées dans l'un des deux pays et exerçant leur activité dans l'autre, le fardeau d'une double imposition sur les revenus qu'elles retirent de l'exploitation de leurs navires, ont jugé utile qu'une convention basée sur le principe de la réciprocité soit conclue. Les soussignés, dûment autorisés, sont convenus des dispositions suivantes :

Article premier.

Les entreprises de navigation maritime domiciliées en Belgique et dont les navires visitent les ports danois pour y charger ou y décharger des marchandises ou des voyageurs, seront exemptées en Danemark du paiement de l'impôt sur les revenus ou bénéfices résultant de l'exploitation de ces navires.

Par réciprocité, les entreprises de navigation maritime domiciliées en Danemark et dont les navires visitent les ports belges pour y charger ou y décharger des marchandises ou des voyageurs, seront exemptées en Belgique du paiement de l'impôt sur les revenus ou bénéfices résultant de l'exploitation de ces navires.

Article 2.

Par « entreprises de navigation maritime », il faut entendre celles qui sont dirigées par un « propriétaire » de navire, le terme « propriétaire » comprenant tout affréteur.

Article 3.

Les revenus ou bénéfices de l'exploitation des navires comprennent également ceux provenant de la vente des billets de passage dans le pays où la société qui les émet n'est pas domiciliée.

¹ L'échange des ratifications a eu lieu à Copenhague, le 11 août 1930.

¹ TRADUCTION. — TRANSLATION.

No. 2492. — CONVENTION ² BETWEEN BELGIUM AND DENMARK FOR THE PURPOSE OF PREVENTING THE DOUBLE TAXATION OF INCOME DERIVED FROM SHIPPING UNDERTAKINGS OF THE TWO COUNTRIES. SIGNED AT BRUSSELS, DECEMBER 21, 1928.

French official text communicated by the Permanent Delegate of Denmark accredited to the League of Nations and the Belgian Minister for Foreign Affairs. The registration of this Convention took place October 12, 1930.

THE ROYAL BELGIAN GOVERNMENT and THE ROYAL DANISH GOVERNMENT being desirous of preventing the double taxation of income derived from the business of shipping by shipping undertakings domiciled in either of the two countries and carrying on their business in the other, have thought it desirable to conclude a convention based on the principle of reciprocity. The undersigned, being duly authorised, have agreed on the following provisions :

Article 1.

Shipping undertakings domiciled in Denmark, the vessels of which call at Belgian ports to load or unload cargo or to take on board or land passengers shall be exempt in Belgium from the payment of the tax on income or profits accruing from the operation of these vessels.

Shipping undertakings domiciled in Belgium, the vessels of which call at Danish ports to load or unload cargo or to take on board or land passengers shall by reciprocity be exempt in Denmark from the payment of the tax on income or profits accruing from the operation of these vessels.

Article 2.

The expression " shipping undertakings " shall be taken to mean undertakings directed by an owner of ships and the expression " owner " shall include any charterer.

Article 3.

Income or profits from the business of shipping shall also include income or profits derived from the sale of passage tickets in the country in which the company issuing them is not domiciled.

¹ Traduit par le Secrétariat de la Société des Nations, à titre d'information.

¹ Translated by the Secretariat of the League of Nations, for information.

² The exchange of ratifications took place at Copenhagen, August 11, 1930.

Article 4.

La présente convention sera ratifiée et les ratifications seront échangées à Copenhague.
Elle entrera en vigueur deux mois après l'échange des ratifications.
Elle pourra être dénoncée à toute époque moyennant un préavis de six mois.

En foi de quoi les plénipotentiaires soussignés ont signé la présente convention et y ont apposé leur cachet.

Fait à Bruxelles, le 21 décembre 1928.

(L. S.) (Signé) O. KRAG.

(L. S.) (Signé) HYMANS.

Pour copie certifiée conforme :

Copenhague, le 13 août 1930.

E. Reventlow,

Secrétaire général
du Ministère des Affaires étrangères.

Article 4.

The present Convention shall be ratified and the ratifications shall be exchanged at Copenhagen. It shall come into force two months after the exchange of ratifications. It may be denounced at any time by giving six months notice.

In faith whereof the undersigned Plenipotentiaries have signed the present Convention and thereto affixed their seals

Done at Brussels, December 21, 1928.

(L. S.) (*Signed*) O. KRAG.

(L. S.) (*Signed*) HYMANS.

N° 2493.

BELGIQUE ET ISLANDE

Convention ayant pour but d'éviter la double imposition des revenus des entreprises de navigation maritime des deux pays. Signée à Bruxelles, le 21 décembre 1928.

BELGIUM AND ICELAND

Convention for the purpose of preventing the Double Taxation of Income derived from Shipping Undertakings in the two Countries. Signed at Brussels, December 21, 1928.

N^o 2493. — CONVENTION¹ ENTRE LA BELGIQUE ET L'ISLANDE AYANT POUR BUT D'ÉVITER LA DOUBLE IMPOSITION DES REVENUS DES ENTREPRISES DE NAVIGATION MARITIME DES DEUX PAYS. SIGNÉE A BRUXELLES, LE 21 DÉCEMBRE 1928.

Texte officiel français communiqué par le délégué permanent du Danemark près la Société des Nations et le ministre des Affaires étrangères de Belgique. L'enregistrement de cette convention a eu lieu le 12 octobre 1930.

LE GOUVERNEMENT ROYAL D'ISLANDE et LE GOUVERNEMENT ROYAL DE BELGIQUE, désireux d'éviter aux entreprises de navigation maritime domiciliées dans l'un des deux pays et exerçant leur activité dans l'autre, le fardeau d'une double imposition sur les revenus qu'elles retirent de l'exploitation de leurs navires, ont jugé utile qu'une convention basée sur le principe de la réciprocité soit conclue. Les soussignés, dûment autorisés, sont convenus des dispositions suivantes :

Article premier.

Les entreprises de navigation maritime domiciliées en Belgique et dont les navires visitent les ports islandais pour y charger ou décharger des marchandises ou des voyageurs, seront exemptées en Islande du paiement de l'impôt sur les revenus ou bénéfices résultant de l'exploitation de ces navires.

Par réciprocité, les entreprises de navigation maritime domiciliées en Islande et dont les navires visitent les ports belges pour y charger ou y décharger des marchandises ou des voyageurs, seront exemptées en Belgique du paiement de l'impôt sur les revenus ou bénéfices résultant de l'exploitation de ces navires.

Article 2.

Par « entreprises de navigation maritime », il faut entendre celles qui sont dirigées par un « propriétaire » de navires, le terme « propriétaire » comprenant tout affréteur.

Article 3.

Les revenus ou bénéfices de l'exploitation des navires comprennent également ceux provenant de la vente des billets de passage dans le pays où la société qui les émet n'est pas domiciliée.

¹ L'échange des ratifications a eu lieu à Copenhague, le 11 août 1930.

¹ TRADUCTION. — TRANSLATION.

No. 2493. — CONVENTION² BETWEEN BELGIUM AND ICELAND FOR THE PURPOSE OF PREVENTING THE DOUBLE TAXATION OF INCOME DERIVED FROM SHIPPING UNDERTAKINGS IN THE TWO COUNTRIES. SIGNED AT BRUSSELS, DECEMBER 21, 1928.

French official text communicated by the Permanent Delegate of Denmark accredited to the League of Nations and the Belgian Minister for Foreign Affairs. The registration of this Convention took place October 12, 1930.

THE ROYAL BELGIAN GOVERNMENT and THE ROYAL ICELANDIC GOVERNMENT being desirous of preventing the double taxation of income derived from the business of shipping by shipping undertakings domiciled in either of the two countries and carrying on their business in the other, have thought it desirable to conclude a convention based on the principle of reciprocity. The undersigned, being duly authorised, have agreed on the following provisions :

Article 1.

Shipping undertakings domiciled in Iceland, the vessels of which call at Belgian ports to load or unload cargo or to take on board or land passengers shall be exempt in Belgium from the payment of the tax on income or profits accruing from the operation of these vessels.

Shipping undertakings domiciled in Belgium, the vessels of which call at Icelandic ports to load or unload cargo or to take on board or land passengers, shall by reciprocity be exempt in Iceland from the payment of the tax on income or profits accruing from the operation of these vessels.

Article 2.

The expression " shipping undertakings " shall be taken to mean undertakings directed by an owner of ships and the expression " owner " shall include any charterer.

Article 3.

Income or profits from the business of shipping shall also include income or profits derived from the sale of passage tickets in the country in which the company issuing them is not domiciled.

¹ Traduit par le Secrétariat de la Société des Nations, à titre d'information.

¹ Translated by the Secretariat of the League of Nations, for information.

² The exchange of ratifications took place at Copenhagen, August 11, 1930.

Article 4.

La présente convention sera ratifiée et les ratifications seront échangées à Copenhague.
Elle entrera en vigueur deux mois après l'échange des ratifications.
Elle pourra être dénoncée à toute époque moyennant un préavis de six mois.

En foi de quoi les plénipotentiaires soussignés ont signé la présente convention et y ont apposé leur cachet.

Fait à Bruxelles, le 21 décembre 1928.

(L. S.) (Signé) O. KRAG.

(L. S.) (Signé) HYMANS.

Pour copie certifiée conforme :

Copenhague, le 13 août 1930.

E. Reventlow,

Secrétaire général
du Ministère des Affaires étrangères.

Article 4.

The present Convention shall be ratified and the ratifications shall be exchanged at Copenhagen. It shall come into force two months after the exchange of ratifications. It may be denounced at any time by giving six months notice.

In faith whereof the undersigned Plenipotentiaries have signed the present Convention and thereto affixed their seals.

Done at Brussels, December 21, 1928.

(L. S.) (Signed) O. KRAG.

(L. S.) (Signed) HYMANS.

N° 2494.

ÉTATS-UNIS D'AMÉRIQUE
ET PERSE

Echanges de notes comportant un
règlement provisoire des relations
entre les deux pays. Téhéran, les
14 mai et 11 juillet 1928.

UNITED STATES OF AMERICA
AND PERSIA

Exchanges of Notes constituting a
provisional Settlement of the
Relations between the two Coun-
tries. Teheran, May 14 and July
11, 1928.

N° 2494. — ÉCHANGES DE NOTES ENTRE LE GOUVERNEMENT PERSAN ET LE GOUVERNEMENT DES ÉTATS-UNIS D'AMÉRIQUE, COMPORTANT UN RÈGLEMENT PROVISOIRE DES RELATIONS ENTRE LES DEUX PAYS. TÉHÉРАН, LES 14 MAI ET 11 JUILLET 1928.

Textes officiels français et anglais communiqués par le délégué permanent de la Perse auprès de la Société des Nations. L'enregistrement de cet échange de notes a eu lieu le 13 octobre 1930.

I.

TÉHÉРАН, le 14 mai 1928.

MONSIEUR LE MINISTRE,

J'ai l'honneur de vous informer que mon gouvernement animé du désir sincère de faire aboutir dans le plus bref délai possible les négociations actuellement en cours avec le Gouvernement des Etats-Unis et relatives à la conclusion d'un traité d'amitié, ainsi que de conventions d'établissement, consulaire, douanière et commerciale, m'a chargé de vous communiquer, en son nom, les dispositions provisoires suivantes :

1. A dater du 10 mai 1928, la représentation diplomatique des Etats-Unis d'Amérique sur le territoire persan jouira, sous condition d'une parfaite réciprocité, des privilèges et immunités consacrés par le droit commun international.

Les représentants consulaires des Etats-Unis d'Amérique sur le territoire persan, régulièrement munis de l'exequatur, pourront, sous condition d'une parfaite réciprocité, y résider dans les localités où ils étaient jusqu'alors admis.

Ils bénéficieront des privilèges honorifiques et immunités personnelles de juridiction et de fiscalité consacrées par le droit commun international et sous condition d'une parfaite réciprocité.

2. A dater du dix mai 1928, les ressortissants des Etats-Unis d'Amérique en Perse seront admis et traités conformément aux règles et pratiques du droit commun international et sur la base d'une parfaite réciprocité.

Ils y jouiront, quant à leur personne et à leurs biens, droits et intérêts, de la plus entière protection des lois et des autorités territoriales, et ils n'auront pas relativement aux questions susmentionnées un traitement moins avantageux que les ressortissants des autres pays étrangers.

Ils y bénéficieront, en toute matière, du même traitement général que les nationaux, sans pouvoir prétendre toutefois au traitement réservé aux seuls nationaux, à l'exclusion de tous autres étrangers.

La question du statut personnel et du droit de famille sera traitée dans des notes spéciales, à arrêter et échanger aussitôt que possible.

3. A dater du 10 mai 1928 et pendant la durée des présentes dispositions et sous la condition d'une parfaite réciprocité, les marchandises produites ou manufacturées aux Etats-Unis, leurs

¹ TRADUCTION. — TRANSLATION.

No. 2494. — EXCHANGES OF NOTES BETWEEN THE PERSIAN GOVERNMENT AND THE GOVERNMENT OF THE UNITED STATES OF AMERICA, CONSTITUTING A PROVISIONAL SETTLEMENT OF THE RELATIONS BETWEEN THE TWO COUNTRIES. TEHERAN, MAY 14 AND JULY 11, 1928.

French and English official texts communicated by the Permanent Delegate of Persia accredited to the League of Nations. The registration of this Exchange of Notes took place October 13, 1930.

I.

TEHERAN, May 14, 1928.

MONSIEUR LE MINISTRE,

I have the honour to inform you that my Government, animated by the sincere desire to terminate as soon as possible the negotiations now in progress with the Government of the United States in regard to the conclusion of a Treaty of Friendship, as well as Establishment, Consular, Commercial and Tariff Conventions, has instructed me to communicate to you in its name the following provisional stipulations :

1. After May 10, 1928, the diplomatic representation of the United States of America in Persian territory shall enjoy, on a basis of complete reciprocity, the privileges and immunities derived from generally recognised international law.

The Consular representatives of the United States of America in Persian territory, duly provided with an exequatur, will be permitted, on a basis of complete reciprocity, to reside in the districts where they have been formerly admitted.

They shall, on a basis of complete reciprocity, enjoy the honorary privileges and personal immunities in regard to jurisdiction and fiscal matters secured to them by generally recognised international law.

2. After May 10, 1928, the nationals of the United States of America in Persia shall, on a basis of complete reciprocity, be received and treated in accordance with the requirements and practices of generally recognised international law.

In respect to their persons and possessions, rights and interests, they shall enjoy the fullest protection of the laws and authorities of the country, and they shall not be treated, in regard to the above-mentioned subjects, in a manner less favourable than the nationals of any other foreign country.

In general, they shall enjoy in every respect the same treatment as nationals, without, however, being entitled to the treatment reserved alone to nationals to the exclusion of all foreigners.

Matters of personal status and family law will be dealt with in separate notes to be concluded and exchanged at the earliest possible date.

3. After May 10, 1928, and as long as the present stipulations remain in force, and on a basis of complete reciprocity, Persia will accord to merchandise produced or manufactured in the United

¹ Traduit par le Secrétariat de la Société des Nations, à titre d'information.

¹ Translated by the Secretariat of the League of Nations, for information.

territoires et possessions, à leur entrée en Perse bénéficieront du tarif accordé à la nation la plus favorisée, de sorte que le traitement accordé aux Etats-Unis pour leurs marchandises ne soit pas moins favorable que le traitement légal accordé à un pays tiers.

Quant au régime applicable au commerce des Etats-Unis d'Amérique, relatif à l'importation, l'exportation et aux droits et charges ayant trait au commerce, aussi bien qu'au transit, à l'emmagasinage, aux facilités accordées aux échantillons des commis voyageurs ; et quant aux facilités, tarifs et quantités relatifs aux licences et prohibitions d'importation et d'exportation, la Perse accorde aux Etats-Unis, leurs territoires et possessions, sous condition d'une parfaite réciprocité, un traitement non moins avantageux que celui accordé au commerce de tout autre Etat étranger.

Il est entendu que d'autres droits ou des droits plus élevés ne sauraient être appliqués à l'importation ou à l'écoulement en Perse de tous articles, produits ou fabriqués, aux Etats-Unis, leurs territoires et possessions que ceux qui seraient dus par les articles similaires produits ou fabriqués par tout autre pays étranger.

De même et sous condition d'une parfaite réciprocité, d'autres droits ou des droits plus élevés ne seront pas appliqués en Perse à l'exportation de tous articles à destination des Etats-Unis, leurs territoires ou possessions que ceux qui seraient dus à l'exportation de produits similaires à destination de tout autre pays étranger.

Sous condition d'une parfaite réciprocité, tous abaissements de droits de toute nature qui seraient consentis par la Perse en faveur des produits de tout autre Etat seront immédiatement applicables, sans qu'il soit besoin de le requérir et sans compensation, au commerce des Etats-Unis, leurs territoires et possessions avec la Perse.

Il est entendu que ces dispositions ne se réfèrent pas aux interdictions et restrictions autorisées par les lois et règlements en vigueur en Perse en vue de protéger la vie alimentaire, la police sanitaire humaine, animale, végétale, les intérêts de la sûreté générale et des intérêts fiscaux.

Les dispositions de la présente note entrent en vigueur à dater d'aujourd'hui et elles resteront respectivement en force jusqu'à l'entrée en vigueur des traités et conventions correspondants, dont il est fait mention dans le paragraphe premier de la présente note ou jusqu'à l'expiration d'un délai de trente jours à dater de la notification qui serait faite au Gouvernement des Etats-Unis par mon gouvernement de son intention d'y mettre fin, mais dans le cas où mon gouvernement serait empêché de remplir ses engagements par l'effet d'une mesure législative ces dispositions tomberont en caducité.

Je serais heureux d'avoir confirmation de notre entente sur ces points.

Veillez agréer, Monsieur le Ministre, l'assurance de ma haute considération.

Son Excellence
Monsieur Hoffman Philip,
Ministre des Etats-Unis d'Amérique
à Téhéran.

(Signé) PAKREVAN.

TEHERAN, May 14, 1928.

EXCELLENCY,

I have the honour to inform you, in the name of my Government, that I have received and taken note of the contents of your note of today's date setting forth provisional stipulations in regard to Diplomatic, Consular, tariff and other relations between the United States and Persian.

I avail myself of this opportunity to renew to Your Excellency the assurance of my highest consideration.

(Signé) H. PHILIP.

His Excellency,
Mirza Fathollah Khan Pakrevan,
Acting Minister for Foreign Affairs,
Teheran.

States, its territories and possessions, upon entry into Persia, the benefits of the tariff accorded to the most favoured nation ; from which it follows that the treatment extended to the products of the United States should not be less favourable than the legal treatment granted to a third country.

In respect to the régime to be applied to the commerce of the United States of America in the matter of import, export and other duties and charges affecting commerce as well as in respect to transit, warehousing and the facilities accorded to commercial travellers' samples ; and also as regards facilities, tariffs and quantities in connection with the licensing or prohibitions of imports and exports, Persia shall accord to the United States, its territories and possessions, on a basis of complete reciprocity, a treatment not less advantageous than that accorded to the commerce of any other foreign State.

It is understood that no higher or other duties shall be imposed on the importation into or disposition in Persia of any article, the product or manufacture of the United States, its territories and possessions, than are or shall be payable on like articles, the products or manufacture of any other foreign country.

Similarly, and on a basis of complete reciprocity, no higher or other duties shall be imposed in Persia on the exportation of any articles to the United States, its territories and possessions, than are payable on the exportation of like articles to any other foreign country.

On a basis of complete reciprocity, any lowering of duty of any kind that may be accorded by Persia in favour of the merchandise of any other country will become immediately applicable without request and without compensation to the commerce of the United States, its territories and possessions with Persia.

Provided that this understanding does not relate to prohibitions or restrictions authorised by the laws and regulations in force in Persia, aiming at the protection of the food supply, sanitary administration in regard to human, animal or vegetable life, and the enforcement of police and revenue laws.

The stipulations in the present note shall become operative on this day's date and shall remain respectively in effect until the entry in force of the Treaty and Conventions referred to in the first paragraph of this note, or until thirty days after my Government shall have given notice of their termination to the Government of the United States, but should my Government be prevented by any legislative measure from carrying out its obligations, the present stipulations shall lapse.

I shall be glad to have your confirmation of the understanding thus reached.
I have the honour to be, etc.

(Signed) PAKREVAN.

His Excellency Mr. Hoffman Philip,
Minister of the United States of America,
Teheran.

TÉHÉRAN, le 14 mai 1928.

MONSIEUR LE GÉRANT,

J'ai l'honneur, au nom de mon gouvernement, d'accuser réception et de prendre acte du contenu de votre note de ce jour, établissant des dispositions provisoires relatives aux relations diplomatiques, consulaires, douanières et autres entre les Etats-Unis et la Perse.

Je saisis cette occasion pour vous renouveler, Monsieur le Gérant, l'assurance de ma haute considération.

(Signé) H. PHILIP.

Son Excellence
Mirza Fathollah Khan Pakrevan,
Gérant du Ministère des Affaires étrangères,
Téhéran.

II.

TEHERAN (Persia), May 14, 1928.

EXCELLENCY

I have the honor to inform you that my Government, animated by the sincere desire to terminate as soon as possible the negotiations now in progress with the Imperial Government of Persia in regard to the conclusion of a Treaty of Friendship, as well as Establishment, Consular, Commercial and Tariff Conventions between the United States of America and Persia, has instructed me to communicate to the Imperial Government of Persia in its name the following provisional stipulations :

1. After May 10, 1928, the diplomatic representation of Persia in the United States, its territories and possessions, shall enjoy, on a basis of complete reciprocity, the privileges and immunities derived from generally recognized international law.

The Consular representatives of Persia, duly provided with exequatur, will be permitted to reside in the United States, its territories and possessions, in the districts where they have been formerly admitted

They shall, on a basis of complete reciprocity, enjoy the honorary privileges and personal immunities in regard to jurisdiction and fiscal matters secured to them by generally recognized international law.

2. After May 10, 1928, Persian nationals in the United States, its territories and possessions, shall, on a basis of complete reciprocity, be received and treated in accordance with the requirements and practices of generally recognized international law.

In respect to their persons and possessions, rights and interests, they shall enjoy the fullest protection of the laws and authorities of the Country, and they shall not be treated, in regard to the above mentioned subjects, in a manner less favorable than the nationals of any other foreign country.

In general, they shall enjoy in every respect the same treatment as the national of the Country, without, however, being entitled to the treatment reserved alone to nationals to the exclusion of all foreigners.

Matters of personal status and family law will be dealt with in separate notes to be concluded and exchanged at the earliest possible date.

3. After May 10, 1928, and as long as the present stipulations remain in force, and on a basis of complete reciprocity, the United States will accord to merchandise produced or manufactured in Persia upon entry into the United States, its territories and possessions, the benefits of the tariff accorded to the most favored nation ; from which it follows that the treatment extended to the products of Persia should not be less favorable than that granted to a third country.

In respect to the regime to be applied to the Commerce of Persia in the matter of import, export, and other duties and charges affecting commerce as well as in respect to transit, warehousing and the facilities accorded commercial travellers' samples ; and also as regards commodities, tariffs and quantities in connection with the licensing or prohibitions of imports and exports, the United States shall accord to Persia, on a basis of complete reciprocity, a treatment not less advantageous than that accorded to the commerce of any other country.

It is understood that no higher or other duties shall be imposed on the importation into or disposition in the United States, its territories or possessions, of any article, the product or manufacture of Persia, than are or shall be payable on like articles, the product or manufacture of any foreign country ; similarly, and on a basis of complete reciprocity, no higher or other duties shall be imposed in the United States, its territories or possessions, on the exportation of any articles to Persia than are payable on the exportation of like articles to any foreign country.

On a basis of complete reciprocity, any lowering of duty of any kind that may be accorded by the United States in favour of the merchandise of any other country will become immediately applicable without request and without compensation to the commerce of Persia with the United States, its territories and possessions.

II.

TÉHÉРАН (Perse), le 14 mai 1928.

MONSIEUR LE GÉRANT,

J'ai l'honneur de vous informer que mon gouvernement, animé du désir sincère de faire aboutir, dans le plus bref délai possible, les négociations actuellement en cours avec le Gouvernement impérial de Perse au sujet de la conclusion d'un traité d'amitié, ainsi que de conventions relatives à l'établissement, aux questions consulaires, commerciales et douanières entre les Etats-Unis d'Amérique et la Perse, m'a chargé de communiquer, en son nom, au Gouvernement impérial de Perse les dispositions provisoires ci-après :

1. A dater du 10 mai 1928, la représentation diplomatique de la Perse aux Etats-Unis, dans leurs territoires et possessions, jouira, sous condition d'une parfaite réciprocité, des privilèges et immunités consacrés par les règles généralement reconnues du droit international.

Les représentants consulaires de la Perse régulièrement munis de l'exequatur, pourront, aux Etats-Unis, dans leurs territoires et possessions, résider dans les localités où ils ont été antérieurement admis.

Ils bénéficieront, sous condition d'une parfaite réciprocité, des privilèges honorifiques et immunités personnelles de juridiction et de fiscalité que leur accordent les règles généralement reconnues du droit international.

2. A dater du 10 mai 1928, les ressortissants de la Perse aux Etats-Unis, dans leurs territoires et possessions, seront, sous condition d'une parfaite réciprocité, admis et traités conformément aux règles et pratiques généralement reconnues du droit international.

Ils y jouiront, quant à leurs personnes, et à leurs biens, à leurs droits et intérêts, de la plus entière protection des lois et autorités du pays et ils n'auront pas, relativement aux questions susmentionnées, un traitement moins avantageux que les ressortissants de tout autre pays étranger.

D'une manière générale, ils bénéficieront à tous égards du même traitement que les nationaux du pays, sans pouvoir prétendre toutefois au traitement réservé aux seuls nationaux, à l'exclusion de tous les étrangers.

Les questions du statut personnel et du droit de famille seront traitées dans des notes spéciales, à arrêter et à échanger aussitôt que possible.

3. A dater du 10 mai 1928, tant que les présentes dispositions demeureront en vigueur et sous condition d'une parfaite réciprocité, les Etats-Unis feront bénéficier les marchandises produites ou manufacturées en Perse, lors de leur entrée aux Etats-Unis, dans leurs territoires et possessions, du tarif accordé à la nation la plus favorisée, de sorte que les produits de la Perse ne soient pas traités moins favorablement que ceux d'un pays tiers.

Quant au régime applicable au commerce de la Perse en matière d'importation, d'exportation et des autres droits et charges grevant le commerce, en matière de transit, d'emménagement et en ce qui concerne les facilités accordées aux échantillons des commis voyageurs, ainsi que les facilités, tarifs et quantités relatifs aux licences ou prohibitions d'importation et d'exportation, les Etats-Unis accorderont à la Perse, sous condition d'une parfaite réciprocité, un traitement non moins avantageux que celui qui est accordé au commerce de tout autre pays.

Il est entendu que l'importation ou l'écoulement aux Etats-Unis, dans leurs territoires et possessions, de tout article produit ou fabriqué en Perse, ne sera pas passible de droits autres ou plus élevés que ceux dont sont frappés les articles similaires produits ou fabriqués par tout autre pays étranger ; de même, et sous condition d'une parfaite réciprocité, il ne sera pas appliqué aux Etats-Unis, dans leurs territoires et possessions, à l'exportation de tout article à destination de la Perse, des droits autres ou plus élevés que ceux dont est frappée l'exportation d'articles similaires à destination de tout autre pays étranger.

Sous condition d'une parfaite réciprocité, tout abaissement de droits de toute nature qui serait consenti par les Etats-Unis en faveur des marchandises de tout autre pays, sera immédiatement applicable, sans qu'il soit besoin de le requérir et sans compensation, au commerce de la Perse avec les Etats-Unis, leurs territoires et possessions.

Provided that this understanding does not relate to :

1. The-treatment which the United States accords or may hereafter accord to the commerce of Cuba, or any of the territories or possessions of the United States or the Panama Canal Zone, or to the treatment which is or may hereafter be accorded to the commerce of the United States with any of its territories or possessions, or to the commerce of its territories or possessions with one another;

2. Prohibitions or restrictions authorised by the law and regulations in force in the United States, its territories or possessions, aiming at the protection of the food supply, sanitary administration in regard to human, animal or vegetable life, and the enforcement of police and revenue laws.

The present stipulations shall become operative on the day of signature, and shall remain respectively in effect until the entry in force of the Treaty and Conventions referred to in the first paragraph of this note, or until thirty days after notice of their termination shall have been given by the Government of the United States to the Imperial Government of Persia, but should the Government of the United States be prevented by future action of its legislature from carrying out the terms of these stipulations the obligations thereof shall thereupon lapse.

I shall be glad to have your confirmation of the understanding thus reached.

I avail myself of this opportunity to renew to your Excellency the assurance of my highest consideration.

H. PHILIP.

His Excellency
Mirza Fathollah Khan Pakrevan,
Acting Minister for Foreign Affairs,
Teheran.

TÉHÉRAN, le 14 mai 1928.

MONSIEUR LE MINISTRE,

J'ai l'honneur, au nom de mon gouvernement, de vous accuser réception et de prendre acte du contenu de votre note de ce jour, précisant les dispositions provisoires relatives aux relations diplomatiques, consulaires, douanières et autres entre la Perse et les Etats-Unis d'Amérique.

Veillez agréer, Monsieur le Ministre, l'assurance de ma haute considération.

Son Excellence
Monsieur Hoffman Philip
Ministre des Etats-Unis d'Amérique
à Téhéran.

PAKREVAN.

III.

TÉHÉRAN, le 14 mai 1928.

MONSIEUR LE GÉRANT,

Il me serait très agréable de recevoir de Votre Excellence une assurance de la part du Gouvernement impérial que les missionnaires américains en Perse seront autorisés à remplir comme par le passé leurs œuvres de bienfaisance et d'instruction.

Je saisis cette occasion pour vous renouveler, Monsieur le Gérant, les assurances de ma haute considération.

(Signé) H. PHILIP.

Son Excellence
Mirza Fathollah Khan Pakrevan,
Gérant du Ministère des Affaires étrangères
Téhéran.

Toutefois, cet accord ne s'applique pas :

1. Au traitement que les Etats-Unis accordent ou pourront ultérieurement accorder au commerce de Cuba, de tout territoire ou de toute possession des Etats-Unis, ou de la zone du canal de Panama ; au traitement qui est ou qui serait ultérieurement accordé au commerce des Etats-Unis avec l'un de leurs territoires ou l'une de leurs possessions ou au commerce entre ces territoires ou possessions.

2. Aux prohibitions ou restrictions autorisées par les lois et règlements en vigueur aux Etats-Unis, dans leurs territoires et possessions, et ayant pour objet d'assurer le contrôle des denrées alimentaires, la protection sanitaire de la vie humaine, animale ou végétale, ainsi que l'application des lois de police et des lois fiscales.

Les présentes dispositions prendront effet le jour de leur signature et resteront respectivement applicables jusqu'à la mise en vigueur du traité et des conventions mentionnés au premier alinéa de la présente note, ou jusqu'à l'expiration d'un délai de trente jours à dater de la notification qui serait faite par le gouvernement des Etats-Unis au Gouvernement impérial de Perse de son intention d'y mettre fin ; toutefois, si par l'effet d'une mesure législative ultérieure, le Gouvernement des Etats-Unis était empêché de se conformer aux présentes stipulations, les engagements prévus par celles-ci deviendraient caducs.

Je serais heureux d'avoir confirmation de notre entente sur ces points.

Je saisis cette occasion pour vous renouveler, Monsieur le Gérant, l'assurance de ma haute considération.

H. PHILIP.

A Son Excellence
Mirza Fathollah Khan Pakrevan,
Gérant du Ministère des Affaires étrangères,
Téhéran.

TEHERAN, May 14, 1928.

MONSIEUR LE MINISTRE,

I have the honour, on behalf of my Government, to acknowledge the receipt and note the contents of your communication of to-day's date, stating the provisional stipulations concerning diplomatic, consular, tariff and other relations between Persia and the United States of America.

I have the honour to be, etc.

His Excellency
Mr. Hoffman Philip,
Minister of the United States of America,
Teheran.

PAKREVAN.

III.

TEHERAN, May 14, 1928.

EXCELLENCY,

I should be glad if you would let me have an assurance from the Imperial Government that American missionaries in Persia will be authorised to carry out their charitable and educational work as heretofore.

I have the honour to be, etc.

(Signed) H. PHILIP.

His Excellency
Mirza Fathollah Khan Pakrevan,
Acting Minister of Foreign Affairs,
Teheran.

TÉHÉRAN, le 14 mai 1928.

MONSIEUR LE MINISTRE,

En réponse à votre demande relative aux missionnaires américains, j'ai l'honneur de vous informer qu'ils seront autorisés à remplir leurs œuvres de bienfaisance et d'instruction, à condition de ne porter atteinte ni à l'ordre public ni aux lois et règlements persans.

Veuillez agréer, etc.

PAKREVAN.

Son Excellence,

Monsieur Hoffman Philip,
Ministre des Etats-Unis d'Amérique,
Téhéran.

IV.

Cet échange de notes a été également transmis au Secrétariat par le "Department of State" du Gouvernement des Etats-Unis d'Amérique le 3 septembre 1931.

TÉHÉRAN, le 11 juillet 1928.

MONSIEUR LE MINISTRE,

Me référant aux notes arrêtant les dispositions provisoires relatives aux relations diplomatiques, consulaires, douanières et autres entre la Perse et les Etats-Unis d'Amérique, échangées le 14 mai 1928, j'ai l'honneur, au nom de mon gouvernement, de vous faire la déclaration suivante sur la façon dont je conçois les résultats auxquels ont abouti nos conversations concernant la question du statut personnel tenues conformément à la stipulation précisée dans l'alinéa 4 du paragraphe 2 des dites notes.

Vu que les ressortissants persans aux Etats-Unis d'Amérique jouissent du traitement de la nation la plus favorisée en matière de statut personnel, et,

Vu que ladite question sera réglée définitivement entre les deux Etats par la convention d'établissement, il est entendu qu'en ladite matière du statut personnel, c'est-à-dire pour toutes les questions concernant le mariage et la communauté conjugale, le divorce, la séparation de corps, la dot, la paternité, la filiation, l'adoption, la capacité des personnes, la majorité, la tutelle, la curatelle l'interdiction en matière mobilière, le droit de succession testamentaire ou *ab intestat*, partage et liquidations ; et en général, le droit de famille, les ressortissants non-musulmans des Etats-Unis en Perse seront soumis à leurs lois nationales.

Si, toutefois, pour lesdites questions les tribunaux persans étaient saisis par une des parties, lesdits tribunaux seraient tenus d'appliquer les lois américaines.

Pour faciliter la tâche des tribunaux persans dans les cas susmentionnés, les autorités compétentes américaines fourniront, en cas de besoin, les renseignements nécessaires relatifs aux lois américaines.

Je serais heureux d'avoir confirmation de notre entente sur ces points.

Veuillez agréer, Monsieur le Ministre,

Son Excellence

Monsieur Hoffman Philip,
Ministre des Etats-Unis d'Amérique
à Téhéran.

(Signé) PAKREVAN.

TÉHÉRAN, le 11 juillet 1928.

MONSIEUR LE GÉRANT,

Me référant aux notes arrêtant les dispositions provisoires relatives aux relations diplomatiques consulaires, douanières et autres entre les Etats-Unis d'Amérique et la Perse, échangées le 14 mai 1928, j'ai l'honneur, au nom de mon gouvernement, de vous faire la déclaration suivante sur la

TEHERAN, May 14, 1928.

MONSIEUR LE MINISTRE,

In reply to your request concerning American missionaries, I have the honour to inform you that they will be authorised to carry out their charitable and educational work, provided that it is not incompatible with public order or with the laws and regulations of Persia.

I have the honour to be, etc.

PAKREVAN.

His Excellency
Mr. Hoffmann Philip,
Minister of the United States of America,
Teheran.

IV.

This Exchange of Notes was also transmitted to the Secretariat by the Department of State of the Government of the United States of America, September 3, 1931.

TEHERAN, July 11, 1928.

MONSIEUR LE MINISTRE,

With reference to the notes exchanged on May 14, 1928, setting forth the provisional stipulations in regard to diplomatic, consular, tariff and other relations between Persia and the United States of America, I have the honour, on behalf of my Government, to make the following declaration as to my understanding of the conclusions reached in our conversations on the subject of personal status, which were held in conformity with the stipulation in paragraph 4 of No. 2 of the aforesaid notes.

Whereas Persian nationals in the United States of America enjoy most-favoured-nation treatment in regard to personal status,

And whereas the said question is to be finally settled between the two States by the Establishment Convention, it is understood that in the said matter of personal status, that is to say, in all questions referring to marriage and the joint possession of property by husband and wife, divorce, judicial separation, dowry, paternity proceedings, the ascertainment of parentage, adoption, the capacity of persons, age of majority, guardianship, administration of property, deprivation of rights to dispose of movable property, right of succession under a will or *ab intestato*, partition and liquidation, and family law, in general, non-Mussulman nationals of the United States in Persia shall be subject to their national law.

If, however, one of the parties brings such matters before the Persian courts, the said courts shall be required to administer American law.

In order to facilitate the work of the Persian courts in the aforesaid cases, the competent American authorities shall, where necessary, furnish the requisite information concerning American law.

I shall be glad to have your confirmation of the understanding thus reached.

I have the honour to be, etc.

His Excellency
Mr. Hoffmann Philip,
Minister of the United States of America,
Teheran.

(Signed) PAKREVAN.

TEHERAN, July 11, 1928.

EXCELLENCY,

With reference to the notes exchanged on May 14, 1928, setting forth the provisional stipulations in regard to diplomatic, consular, tariff and other relations between the United States of America and Persia, I have the honour, on behalf of my Government, to make the following declaration

façon dont je conçois les résultats auxquels ont abouti nos conversations concernant la question du statut personnel, tenues conformément à la stipulation précisée dans l'alinéa 4 du paragraphe 2 desdites notes.

Vu que les ressortissants persans aux Etats-Unis d'Amérique jouissent du traitement de la nation la plus favorisée en matière de statut personnel, et,

Vu que ladite question sera réglée définitivement entre les deux Etats par la convention d'établissement, il est entendu qu'en ladite matière du statut personnel, c'est à dire pour toutes les questions concernant le mariage et la communauté conjugale, le divorce la séparation de corps, la dot, la paternité, la filiation, l'adoption, la capacité des personnes, la majorité, la tutelle, la curatelle, l'interdiction ; en matière mobilière, le droit de succession testamentaire ou *ab intestat*, partage et liquidation ; et en général, le droit de famille, les ressortissants non-musulmans des Etats-Unis en Perse seront soumis à leurs lois nationales.

Si, toutefois, pour lesdites questions les tribunaux persans étaient saisis par une des parties, lesdits tribunaux seraient tenus d'appliquer les lois américaines.

Pour faciliter la tâche des tribunaux persans dans les cas susmentionnés, les autorités compétentes américaines fourniront, en cas de besoin, les renseignements nécessaires relatifs aux lois américaines.

Je serais heureux d'avoir confirmation de notre entente sur ces points.

Veuillez agréer, Monsieur le Gérant, l'assurance de ma haute considération.

(Signé) H. PHILIP.

Son Excellence,

Mirza Fathollah Khan Pakrevan,

Gérant du Ministère des Affaires étrangères,
Téhéran.

as to my understanding of the conclusions reached in our conversations on the subject of personal status, which were held in conformity with the stipulation in paragraph 4 of No. 2 of the aforesaid notes.

Whereas Persian nationals in the United States of America enjoy most-favoured-nation treatment in regard to personal status,

And whereas the said question is to be finally settled between the two States by the Establishment Convention, it is understood that in the said matter of personal status, that is to say, in all questions referring to marriage and the joint possession of property by husband and wife, divorce, judicial separation, dowry, paternity proceedings, the ascertainment of parentage, adoption, the capacity of persons, age of majority, guardianship, administration of property, deprivation of rights to dispose of movable property, right of succession under a will or *ab intestato*, partition and liquidation, and family law in general, non-Mussulman nationals of the United States in Persia shall be subject to their national law.

If, however, one of the parties brings such matters before the Persian courts, the said courts shall be required to administer American law.

In order to facilitate the work of the Persian courts in the aforesaid cases, the competent American authorities shall, where necessary, furnish the requisite information concerning American law.

I shall be glad to have your confirmation of the understanding thus reached.

I have the honour to be, etc.

(Signed) H. PHILIP.

His Excellency
Mirza Fathollah Khan Pakrevan,
Acting Minister for Foreign Affairs,
Teheran.

N° 2495.

ALLEMAGNE ET PERSE

Echange de notes comportant un règlement provisoire des relations entre les deux pays. Téhéran, le 15 mai 1928.

GERMANY AND PERSIA

Exchange of Notes constituting a provisional Settlement of the Relations between the two Countries. Teheran, May 15, 1928.

N° 2495. — ÉCHANGE DE NOTES ENTRE LES GOUVERNEMENTS ALLEMAND ET PERSAN, COMPORTANT UN RÈGLEMENT PROVISOIRE DES RELATIONS ENTRE LES DEUX PAYS. TÉHÉRAN, LE 15 MAI 1928.

*Texte officiel français communiqué par le délégué permanent de la Perse auprès de la Société des Nations.
L'enregistrement de cet échange de notes a eu lieu le 13 octobre 1930.*

I.

TÉHÉRAN, le 15 mai 1928.

MONSIEUR LE MINISTRE,

Mon gouvernement, animé du désir sincère de faire aboutir dans le plus bref délai possible les négociations actuellement en cours et relatives à la conclusion entre nos deux Etats d'un traité d'amitié et de conventions consulaire, de commerce, douanière et d'établissement, constate que les circonstances ont empêché la conclusion immédiate de tels traités.

En conséquence, j'ai l'honneur, au nom de mon gouvernement, de vous faire parvenir la déclaration suivante constituant règlement provisoire des relations de la Perse avec le Reich.

1. A dater du 10 mai 1928, la représentation diplomatique du Reich sur le territoire de la Perse jouira, sous condition d'une parfaite réciprocité, des privilèges et immunités consacrés par le droit commun international.

Les représentants consulaires du Reich sur le territoire de la Perse, régulièrement munis de l'exequatur, pourront, sous condition d'une parfaite réciprocité, y résider dans les localités où ils étaient jusqu'alors admis.

Ils bénéficieront des privilèges honorifiques et immunités personnelles de juridiction et de fiscalité consacrés par le droit commun international et sous condition d'une parfaite réciprocité.

Le traitement accordé aux représentants diplomatiques et consulaires du Reich sur le territoire de la Perse, sous condition de réciprocité, ne sera, en aucun cas, inférieur à celui accordé à la nation la plus favorisée.

2. A dater du 10 mai 1928, le Gouvernement persan accordera aux ressortissants allemands en Perse, sous condition d'une parfaite réciprocité, en ce qui concerne l'établissement, le traitement de la nation la plus favorisée.

En matière de statut personnel, les ressortissants allemands en Perse resteront soumis aux dispositions de leur loi nationale. Le statut personnel comprend les matières suivantes : le mariage et le régime des biens entre époux, le divorce, la séparation de corps, la dot, la paternité, la filiation, l'adoption, la capacité juridique, la majorité, la tutelle et la curatelle, l'interdiction, le droit de succession testamentaire et *ab intestat*, les liquidations et les partages de successions ou de patrimoines et en général toutes les questions relatives au droit de famille, y compris toutes les questions concernant l'état des personnes.

¹ TRADUCTION. — TRANSLATION.

No. 2495. — EXCHANGE OF NOTES BETWEEN THE GERMAN AND PERSIAN GOVERNMENTS, CONSTITUTING A PROVISIONAL SETTLEMENT OF THE RELATIONS BETWEEN THE TWO COUNTRIES. TEHERAN, MAY 15, 1928.

French official text communicated by the Permanent Delegate of Persia accredited to the League of Nations. The registration of this Exchange of Notes took place October 13, 1930.

I.

TEHERAN, May 15, 1928.

YOUR EXCELLENCY,

My Government, animated by the sincere desire to bring to a conclusion at the earliest possible date the negotiations at present proceeding between our two States for a treaty of friendship and for consular, commercial, Customs and establishment conventions, notes that circumstances have prevented the immediate conclusion of such treaties.

I have accordingly the honour on behalf of my Government to make to you the following declaration constituting a provisional settlement of the relations of Persia with the Reich.

1. As from May 10, 1928, the diplomatic representatives of the Reich on Persian territory shall enjoy, subject to full reciprocity, the privileges and immunities established by ordinary international law.

The consular representatives of the Reich on Persian territory, being duly provided with the *exequatur*, shall be entitled, subject to full reciprocity, to reside in the places to which they have hitherto been admitted.

They shall enjoy the honorary privileges and personal immunities from jurisdiction and taxation established by ordinary international law subject to full reciprocity.

The treatment accorded to the diplomatic and consular representatives of the Reich on Persian territory, subject to reciprocity, shall not in any case be inferior to the treatment accorded to the most favoured nation.

2. As from May 10, 1928, the Persian Government shall accord most-favoured-nation treatment in the matter of establishment to German nationals in Persia, subject to full reciprocity.

In so far as their personal status is concerned, German nationals in Persia shall remain subject to the provisions of their national law. The term "personal status" shall cover questions relating to marriage, property rights of husband and wife, divorce, legal separation, dowry, paternity, filiation, adoption, legal competency, majority, guardianship and curatorship, deprivation of legal rights — rights of succession under testamentary dispositions or in virtue of intestacy, liquidation and division of successions or patrimonies, and in general all questions of family law, including all questions of personal standing.

¹ Traduit par le Secrétariat de la Société des Nations, à titre d'information.

¹ Translated by the Secretariat of the League of Nations, for information.

3. Le Gouvernement persan coumettra, à partir du 10 mai 1928 et jusqu'à nouvelle décision, les produits naturels allemands et les produits fabriqués en Allemagne, à leur entrée sur le territoire persan, à ses lois organiques des douanes. Il leur accordera le bénéfice de son tarif minimum et de tous abaisséments de ce tarif qui, seraient consentis aux produits similaires, naturels et fabriqués, originaires de n'importe quel autre pays.

Les dispositions de la présente note prennent immédiatement force et elles restent en vigueur jusqu'à l'expiration d'un délai de trente jours à partir de la notification qui vous serait faite par mon gouvernement de son intention d'y mettre fin.

Veillez agréer, Monsieur le Ministre, les nouvelles assurances de ma plus haute considération.

(Signé) F. PAKREVAN.

Son Excellence
Monsieur le Comte Von Der Schulenburg,
Ministre d'Allemagne,
Téhéran.

N° 171.

TÉHÉRAN, le 15 mai 1928.

EXCELLENCE,

Mon gouvernement, animé du désir sincère de faire aboutir dans le plus bref délai possible les négociations actuellement en cours et relatives à la conclusion entre nos deux Etats d'un traité d'amitié et de conventions consulaire, de commerce et douanière et d'établissement, constate que les circonstances ont empêché la conclusion immédiate de tels traités.

En conséquence, j'ai l'honneur, au nom de mon gouvernement, de vous faire parvenir la déclaration suivante constituant règlement provisoire des relations du Reich avec la Perse.

1. A dater du 10 mai 1928, la représentation diplomatique de la Perse sur le territoire du Reich, jouira sous condition d'une parfaite réciprocité, des privilèges et immunités consacrés par le droit commun international.

Les représentants consulaires de la Perse sur le territoire du Reich régulièrement munis de l'exequatur, pourront sous condition d'une parfaite réciprocité, y résider dans les localités où ils étaient jusqu'alors admis.

Ils bénéficieront des privilèges honorifiques et immunités personnelles de juridiction et de fiscalité consacrés par le droit commun international et sous condition d'une parfaite réciprocité.

Le traitement accordé aux représentants diplomatiques et consulaires de la Perse sur le territoire du Reich, sous condition de réciprocité, ne sera, en aucun cas, inférieur à celui accordé à la nation la plus favorisée.

2. A dater du 10 mai 1928, le Gouvernement du Reich accordera aux ressortissants persans en Allemagne, sous condition d'une parfaite réciprocité, en ce qui concerne l'établissement, le traitement de la nation la plus favorisée.

En matière de statut personnel, les ressortissants persans en Allemagne resteront soumis aux dispositions de leur loi nationale. Le statut personnel comprend les matières suivantes : le mariage et le régime des biens entre époux, le divorce, la séparation de corps, la dot, la paternité, la filiation, l'adoption, la capacité juridique, la majorité, la tutelle, la curatelle, l'interdiction, le droit de succession testamentaire et *ab intestat*, les liquidations et les partages de successions ou de patrimoines et, en général, toutes les questions relatives au droit de famille, y compris toutes les questions concernant l'état des personnes.

3. Le Gouvernement du Reich, accordera, à partir du 10 mai 1928 et jusqu'à nouvelle décision, aux produits naturels persans et aux produits fabriqués en Perse, à leur entrée en Allemagne, le traitement de la nation la plus favorisée.

3. On and after May 10, 1928, and until otherwise decided, the Persian Government shall subject the natural and manufactured products of Germany on entry into Persian territory to the organic Customs legislation of Persia. It shall give them the benefit of the Persian minimum tariff and of any reductions of that tariff which may be granted to similar products, natural or manufactured, originating in any other country.

The provisions of the present Note shall come into force immediately, and shall remain in force until the expiration of a period of thirty days from the notification by my Government of its intention to terminate them.

I have, etc.

(Signed) F. PAKREVAN.

His Excellency
Count von der Schulenburg
German Minister
Teheran.

Nº 171.

TEHERAN, May 15, 1928.

YOUR EXCELLENCY,

My Government, animated by the sincere desire to bring to a conclusion at the earliest possible date the negotiations at present proceeding between our two States for a treaty of friendship and for consular, commercial, Customs and establishment conventions, notes that circumstances have prevented the immediate conclusion of such treaties.

I have accordingly the honour on behalf of my Government to make to you the following declaration constituting a provisional settlement of the relations of the Reich with Persia.

1. As from May 10, 1928, the diplomatic representatives of Persia on German territory shall enjoy, subject to full reciprocity, the privileges and immunities established by ordinary international law.

The consular representatives of Persia on German territory, being duly provided with the exequatur, shall be entitled, subject to full reciprocity, to reside in the places to which they have hitherto been admitted.

They shall enjoy the honorary privileges and personal immunities from jurisdiction and taxation established by ordinary international law, subject to full reciprocity.

The treatment accorded to the diplomatic and consular representatives of Persia on German territory, subject to reciprocity, shall not in any case be inferior to the treatment accorded to the most favoured nation.

2. As from May 10, 1928, the Government of the Reich shall accord most-favoured-nation treatment in the matter of establishment to Persian nationals in Germany subject to full reciprocity.

In so far as their personal status is concerned, Persian nationals in Germany shall remain subject to the provisions of their national law. The term "personal status" shall cover questions relating to marriage, property rights of husband and wife, divorce, legal separation, dowry, paternity, filiation, adoption, legal competency, majority, guardianship and curatorship, deprivation of legal rights, rights of succession under testamentary dispositions or in virtue of intestacy, liquidation and division of successions or patrimonies, and in general all questions of family law, including all questions of personal standing.

3. On and after May 10, 1928, and until otherwise decided, the Government of the Reich shall accord most-favoured-nation treatment to the natural and manufactured products of Persia on entry into Germany.

Les dispositions de la présente note prennent immédiatement force et elles resteront en vigueur jusqu'à l'expiration d'un délai de trente jours à partir de la notification qui vous serait faite par mon gouvernement de son intention d'y mettre fin.

Veuillez agréer, Excellence, les nouvelles assurances de ma plus haute considération.

Graf VON DER SCHULENBURG.

Son Excellence
Monsieur F. Pakrevan,
Gérant du Ministère des Affaires étrangères,
Téhéran.

II.

N^o 172.

TÉHÉRAN, le 15 mai 1928.

EXCELLENCE,

J'ai l'honneur de vous accuser réception de la note en date d'aujourd'hui par laquelle Votre Excellence a bien voulu m'informer, au nom de votre gouvernement, des décisions prises par celui-ci concernant l'établissement des ressortissants allemands en Perse.

En prenant connaissance, au nom de mon gouvernement, de ces décisions du Gouvernement impérial j'ai l'honneur de recourir à l'extrême obligeance de Votre Excellence en la priant de vouloir bien me confirmer l'accord de votre gouvernement sur le point suivant :

Les procès et litiges non achevés et pendants, le 10 mai 1928, devant les tribunaux consulaires allemands en Perse seront réglés par lesdits tribunaux. Les dispositions du numéro 13 de la décision du Gouvernement impérial concernant les procès et litiges non achevés et pendants devant le tribunal près le Ministère des Affaires étrangères s'appliqueront aussi aux tribunaux consulaires allemands en Perse qui devront cesser leur activité le 10 mai 1929.

Veuillez agréer, Excellence, les assurances renouvelées de ma très haute considération.

Graf VON DER SCHULENBURG.

A Son Excellence
Monsieur F. Pakrevan,
Gérant du Ministère des Affaires étrangères,
Téhéran.

TÉHÉRAN, le 15 mai 1928.

MONSIEUR LE MINISTRE,

En conformité avec le désir que vous m'avez exprimé au nom de votre gouvernement, le Gouvernement impérial accorde aux tribunaux consulaires allemands en Perse un délai d'une année, jusqu'au 10 mai 1929, afin que les différends entre ressortissants allemands qui y restaient inachevés au 10 mai 1928, puissent y être terminés.

Veuillez agréer, Monsieur le Ministre, l'assurance de ma haute considération.

F. PAKREVAN.

Son Excellence
Monsieur le Comte Von Der Schulenburg,
Ministre d'Allemagne
Téhéran.

The provisions of the present Note shall come into force immediately, and shall remain in force until the expiration of a period of thirty days from the notification by my Government of its intention to terminate them.

I have, etc.

Count VON DER SCHULENBURG.

His Excellency
Monsieur F. Pakrevan
Acting Minister for Foreign Affairs,
Teheran.

II.

No. 172.

TEHERAN, *May 15, 1928.*

YOUR EXCELLENCY,

I have the honour to acknowledge receipt of the Note of to-day's date in which you were good enough to inform me on behalf of your Government of the latter's decisions in regard to the establishment of German nationals in Persia.

In taking note on behalf of my Government of these decisions of the Imperial Government I have the honour to request you to be so good as to confirm your Government's agreement on the following point.

Law-suits and legal proceedings undecided and pending on May 10, 1928, before German Consular Courts in Persia shall be settled by the said Courts. The provisions of No. 13 of the Imperial Government's decision with regard to law-suits and legal proceedings undecided and pending before the Court attached to the Ministry for Foreign Affairs shall be applicable also to the German Consular Courts in Persia which shall cease to sit after May 10, 1929.

I have, etc.

Count VON DER SCHULENBURG.

His Excellency
Monsieur F. Pakrevan,
Acting Minister for Foreign Affairs,
Teheran.

TEHERAN, *May 15, 1928.*

YOUR EXCELLENCY,

In accordance with the wish expressed by you on behalf of your Government, the Imperial Government accords an extension of one year to May 10, 1929, to the German Consular Courts in Persia, in order to allow of the final settlement of disputes between German nationals which have not yet been decided on May 10, 1928.

I have, etc.

F. PAKREVAN.

His Excellency
Count von der Schulenburg,
German Minister,
Teheran.

N° 2496.

PERSE ET SUISSE

Echange de notes comportant un règlement provisoire des relations entre les deux pays. Berne, les 28 mai et 28 août 1928.

PERSIA AND SWITZERLAND

Exchange of Notes constituting a provisional Settlement of the Relations between the two Countries. Berne, May 28 and August 28, 1928.

N° 2496. — ÉCHANGE DE NOTES ENTRE LES GOUVERNEMENTS PERSAN ET SUISSE, COMPORTANT UN RÈGLEMENT PROVISOIRE DES RELATIONS ENTRE LES DEUX PAYS. BERNE, LES 28 MAI ET 28 AOUT 1928.

*Texte officiel français communiqué par le délégué permanent de la Perse auprès de la Société des Nations.
L'enregistrement de cet échange de notes a eu lieu le 13 octobre 1930.*

BERNE, le 28 mai 1928.

MONSIEUR LE CHARGÉ D'AFFAIRES,

Prenant acte de ce que les circonstances ne permettent pas la conclusion rapide, entre la Suisse et la Perse, d'un traité d'établissement et de commerce définitif, j'ai l'honneur, au nom du Conseil fédéral suisse, de vous faire parvenir la déclaration suivante constituant règlement provisoire des relations entre la Suisse et la Perse :

1. Sous condition d'une parfaite réciprocité, la représentation diplomatique de la Perse sur le territoire suisse jouira des privilèges et immunités consacrés par le droit commun international.

Les représentants consulaires de la Perse sur le territoire suisse, régulièrement munis de l'exequatur, pourront, sous condition d'une parfaite réciprocité, y résider dans les localités où ils étaient jusqu'alors admis.

Ils bénéficieront des privilèges honorifiques et immunités personnelles de juridiction et de fiscalité consacrés par les règles et pratiques du droit commun international.

Le traitement accordé aux représentants diplomatiques et consulaires de la Perse sur le territoire suisse, sous condition de réciprocité, ne sera, en aucun cas, inférieur au traitement accordé auxdits représentants d'un tiers pays quelconque.

2. Sous condition d'une parfaite réciprocité, les ressortissants persans continueront à être admis et traités sur le territoire suisse conformément aux règles et pratiques du droit commun international. Ils y jouiront, quant à leurs personnes et à leurs biens, droits et intérêts de la plus entière protection des lois et des autorités territoriales. Ils bénéficieront sur le territoire suisse d'un traitement général qui ne sera en aucun cas inférieur à celui accordé aux ressortissants d'un tiers pays quelconque.

En matière de statut personnel, les ressortissants persans en Suisse resteront soumis aux dispositions de leurs lois nationales.

3. Sous condition d'une parfaite réciprocité, les marchandises produites ou fabriquées en Perse seront soumises, à leur entrée en Suisse, au traitement douanier prévu par les lois en vigueur au moment de leur entrée en Suisse et bénéficieront du tarif minimum suisse et de tous abaissements de ce tarif qui seraient consentis aux produits similaires, naturels ou fabriqués, originaires de n'importe quel autre pays.

¹ TRADUCTION. — TRANSLATION.

No. 2496. — EXCHANGE OF NOTES BETWEEN THE PERSIAN AND SWISS GOVERNMENTS CONSTITUTING A PROVISIONAL SETTLEMENT OF THE RELATIONS BETWEEN THE TWO COUNTRIES. BERNE, MAY 28 AND AUGUST 28, 1928.

French official text communicated by the Permanent Delegate of Persia accredited to the League of Nations. The registration of this Exchange of Notes took place October 13, 1930.

BERNE, May 28, 1928.

SIR,

In view of the fact that circumstances prevent the rapid conclusion of a definitive commercial and establishment treaty between Switzerland and Persia, I have the honour on behalf of the Swiss Federal Council to make to you the following declaration constituting a provisional settlement of the relations between Switzerland and Persia :

1. Subject to full reciprocity, the diplomatic representatives of Persia on Swiss territory shall enjoy the privileges and immunities established by ordinary international law of nations.

The consular representatives of Persia on Swiss territory, being duly provided with the exequatur, shall be entitled, subject to full reciprocity, to reside in places to which they have hitherto been admitted.

They shall enjoy the honorary privileges, personal immunities from jurisdiction and taxation established by the rules and practice of ordinary international law.

The treatment accorded to the diplomatic and consular representatives of Persia on Swiss territory, subject to reciprocity, shall not in any case be inferior to the treatment accorded to the diplomatic and consular representatives of any third country.

2. Subject to full reciprocity, Persian nationals shall continue to be admitted to Swiss territory and to be treated therein in accordance with the rules and practice of ordinary international law. They shall enjoy therein the fullest protection of the laws and authorities of Switzerland in respect of their persons and property, rights and interests. In general they shall enjoy in Swiss territory treatment which shall not in any case be inferior to the treatment accorded to the nationals of any third country.

In so far as their personal status is concerned, Persian nationals in Switzerland shall remain subject to the provisions of their national laws.

3. Subject to full reciprocity, articles produced or manufactured in Persia shall enjoy the Customs treatment provided by the laws in force at the time of their entry into Swiss territory, and shall have the benefit of the Swiss minimum tariff and of any reductions of that tariff which may be granted to similar products, natural or manufactured, originating in any other country.

¹ Traduit par le Secrétariat de la Société des Nations, à titre d'information.

¹ Translated by the Secretariat of the League of Nations, for information.

Les stipulations ci-dessus deviennent immédiatement applicables et demeureront en vigueur jusqu'à l'expiration d'un délai de trente jours, à partir de la notification qui serait faite par le Conseil fédéral de son intention d'y mettre fin.

Agréer, Monsieur le Chargé d'Affaires, l'assurance de ma considération la plus distinguée.

Monsieur Mohammed Khan Schayesteh,
Chargé d'Affaires de Perse,
Berne.

(Signé) MOTTA.

N° 426.

BERNE, le 28 août 1928.

MONSIEUR LE CONSEILLER FÉDÉRAL,

Prenant acte de ce que les circonstances ne permettent pas la conclusion rapide, entre la Perse et la Suisse, d'un traité d'établissement et de commerce définitif, j'ai l'honneur, au nom de mon gouvernement, de vous faire parvenir la déclaration suivante constituant règlement provisoire des relations entre la Perse et la Suisse.

I. Sous condition d'une parfaite réciprocité, la représentation diplomatique de la Suisse sur le territoire de la Perse jouira des privilèges et immunités consacrés par le droit commun international.

Les représentants consulaires de la Suisse sur le territoire de la Perse, régulièrement munis de l'exequatur, pourront, sous condition d'une parfaite réciprocité, y résider dans les localités où ils étaient jusqu'alors admis. Ils bénéficieront des privilèges honorifiques et immunités personnelles de juridiction et des fiscalités consacrés par les règles et pratiques du droit commun international.

Le traitement accordé aux représentants diplomatiques et consulaires de la Suisse sur le territoire de la Perse, sous condition de réciprocité, ne sera, en aucun cas, inférieur au traitement accordé auxdits représentants d'un tiers pays quelconque.

2. Sous condition d'une parfaite réciprocité, les ressortissants suisses continueront à être admis et traités sur le territoire de la Perse conformément aux règles et pratiques du droit commun international. Ils y jouiront, quant à leurs personnes et leurs biens, droits et intérêts, de la plus entière protection des lois et des autorités territoriales. Ils bénéficieront sur le territoire de la Perse d'un traitement général qui ne sera en aucun cas inférieur à celui accordé aux ressortissants d'un tiers pays quelconque.

En matière de statut personnel, les ressortissants suisses en Perse resteront soumis aux dispositions de leurs lois nationales.

3. Sous condition d'une parfaite réciprocité, les marchandises produites ou fabriquées en Suisse seront soumises, à leur entrée en Perse, au traitement douanier prévu par les lois en vigueur au moment de leur entrée en Perse et bénéficieront du tarif minimum persan et de tous abaissements de ce tarif qui seraient consentis aux produits similaires, naturels ou fabriqués, originaires de n'importe quel autre pays.

Les stipulations ci-dessus deviennent immédiatement applicables et demeureront en vigueur jusqu'à l'expiration d'un délai de trente jours à partir de la notification qui serait faite par le Gouvernement persan de son intention d'y mettre fin.

Veuillez agréer, Monsieur le Conseiller fédéral, l'assurance de ma haute considération.

(Signé) SCHAYESTEH.
Chargé d'Affaires.

Son Excellence
Monsieur Giuseppe Motta,
Conseiller fédéral, chef du Département politique fédéral,
Berne.

The above provisions shall come into force immediately, and shall remain in force until the expiration of a period of thirty days from the notification by the Federal Council of its intention to terminate them.

I have the honour to be, etc.,

Monsieur Mohamed Khan Schayesteh,
Persian Chargé d'Affaires,
Berne.

(Signed) MOTTA.

No. 426.

BERNE, August 28, 1928.

YOUR EXCELLENCY,

In view of the fact that circumstances prevent the rapid conclusion of a definitive commercial and establishment treaty between Persia and Switzerland, I have the honour on behalf of my Government to make to you the following declaration constituting a provisional settlement of the relations between Persia and Switzerland :

1. Subject to full reciprocity, the diplomatic representatives of Switzerland on Persian territory shall enjoy the privileges and immunities established by ordinary international law.

The consular representatives of Switzerland on Persian territory, being duly provided with the exequatur, shall be entitled, subject to full reciprocity, to reside in the places to which they have hitherto been admitted. They shall enjoy the honorary privileges and personal immunities from jurisdiction and taxation established by the rules and practice of ordinary international law.

The treatment accorded to the diplomatic and consular representatives of Switzerland on Persian territory, subject to reciprocity, shall not in any case be inferior to the treatment accorded to the diplomatic and consular representatives of any third country.

2. Subject to full reciprocity, Swiss nationals shall continue to be admitted to Persian territory and to be treated therein in accordance with the rules and practice of ordinary international law. They shall enjoy therein the fullest protection of the laws and authorities of Persia in respect of their persons and property, rights and interests. In general they shall enjoy in Persian territory treatment which shall not in any case be inferior to the treatment accorded to the nationals of any third country.

In so far as their personal status is concerned, Swiss nationals in Persia shall remain subject to the provisions of their national laws.

3. Subject to full reciprocity, articles produced or manufactured in Switzerland shall enjoy the Customs treatment provided by the laws in force at the time of their entry into Persian territory, and shall have the benefit of the Persian minimum tariff and of any reductions of that tariff which may be granted to similar products, natural or manufactured originating in any other country.

The above provisions shall come into force immediately, and shall remain in force until the expiration of a period of thirty days from the notification by the Persian Government of its intention to terminate them.

I have the honour to be, etc.,

(Signed) SCHAYESTEH.
Chargé d'Affaires.

His Excellency
Monsieur Giuseppe Motta,
Federal Councillor,
Chief of the Federal Political Department,
Berne.

N° 2497.

NORVÈGE ET PERSE

Echanges de notes comportant un règlement provisoire des relations entre les deux pays, Téhéran, les 19 et 21 novembre 1928, et 9 et 10 mai 1929, et échanges de notes y relatifs, Genève, le 1^{er} septembre 1929, et Londres, le 25 septembre 1929, Paris, les 2, 5 et 10 décembre 1929, Paris, les 14 et 15 mars 1930, et Paris, les 7 et 10 juin 1930.

NORWAY AND PERSIA

Exchanges of Notes constituting a Provisional Settlement of the Relations between the two Countries, Teheran, November 19 and 21, 1928, and May 9 and 10, 1929, and Exchanges of Notes relating thereto, Geneva, September 1st, 1929, and London September 25, 1929, Paris, December 2, 5 and 10, 1929, Paris, March 14 and 15, 1930, and Paris, June 7 and 10, 1930.

N^o 2497. — ÉCHANGES DE NOTES ENTRE LES GOUVERNEMENTS NORVÉGIEN ET PERSAN, COMPORTANT UN RÈGLEMENT PROVISOIRE DES RELATIONS ENTRE LES DEUX PAYS. TÉHÉRAN, LES 19 ET 21 NOVEMBRE 1928, ET 9 ET 10 MAI 1929.

*Texte officiel français communiqué par le délégué permanent de la Perse auprès de la Société des Nations.
L'enregistrement de cet échange de notes a eu lieu le 13 octobre 1930.*

I.

TÉHÉRAN, le 19 novembre 1928.

MONSIEUR LE MINISTRE,

Le Gouvernement norvégien, que j'ai l'honneur de représenter, animé du désir sincère de faire aboutir dans le plus bref délai possible les négociations actuellement en cours et relatives à la conclusion entre la Norvège et la Perse d'un traité d'amitié et de conventions consulaire, commerciale et autres, constate que les circonstances ont empêché la conclusion de tels traités.

En conséquence, j'ai l'honneur, au nom du Gouvernement norvégien de vous faire parvenir la déclaration suivante constituant règlement provisoire des relations de la Norvège avec la Perse.

1. A dater du vingt et un novembre 1928, la représentation diplomatique de la Perse, sur le territoire de la Norvège jouira sous condition de réciprocité, des privilèges et immunités, consacrés par le droit commun international.

Les représentants consulaires de la Perse sur le territoire de la Norvège, régulièrement munis de l'exequatur, pourront sous condition d'une parfaite réciprocité, y résider dans les localités où ils étaient jusqu' alors admis.

Ils bénéficieront des privilèges honorifiques et immunités personnelles de juridiction et de fiscalité consacrés par le droit commun international sous condition d'une parfaite réciprocité.

Le traitement accordé aux représentants diplomatiques et consulaires de la Perse sur le territoire de la Norvège, sous condition de réciprocité, ne sera, en aucun cas, inférieur à celui accordé à la nation la plus favorisée.

2. A dater du vingt et un novembre 1928, le Gouvernement norvégien accordera aux ressortissants persans en Norvège, sous condition d'une parfaite réciprocité, en ce qui concerne l'établissement, le traitement de la nation la plus favorisée.

En matière de statut personnel, les ressortissants persans en Norvège resteront soumis aux dispositions de leur loi nationale. Le statut personnel comprend les matières suivantes : le mariage et le régime des biens entre époux, le divorce, la séparation, la capacité juridique, la majorité, la tutelle, la curatelle, l'interdiction, le droit de succession testamentaire et *ab intestat*, les liquidations et les partages de successions ou de patrimoines et, en général, toutes les questions relatives au droit de famille, y compris celles concernant l'état des personnes.

3. Le Gouvernement norvégien soumettra, à partir du vingt et un novembre 1928 et jusqu'au 10 mai 1929, les produits naturels persans et les produits fabriqués en Perse, à leur entrée sur le

¹ TRADUCTION. — TRANSLATION.

No. 2497. — EXCHANGES OF NOTES BETWEEN THE NORWEGIAN AND PERSIAN GOVERNMENTS CONSTITUTING A PROVISIONAL SETTLEMENT OF THE RELATIONS BETWEEN THE TWO COUNTRIES. TEHERAN, NOVEMBER 19 AND 21, 1928, AND MAY 9 AND 10, 1929.

French official text communicated by the Permanent Delegate of Persia accredited to the League of Nations. The registration of this Exchange of Notes took place October 13, 1930.

I.

TEHERAN, November 19, 1928.

YOUR EXCELLENCY,

The Norwegian Government, which I have the honour to represent, animated by the sincere desire to bring to a conclusion at the earliest possible date the negotiations at present proceeding for a treaty of friendship and for consular, commercial, and other conventions between Norway and Persia, notes that circumstances have prevented the immediate conclusion of such treaties.

I accordingly have the honour on behalf of the Norwegian Government to make to you the following declaration constituting a provisional settlement of the relations between Norway and Persia.

1. As from November 21, 1928, the diplomatic representatives of Persia in Norwegian territory shall enjoy, subject to full reciprocity, the privileges and immunities established by ordinary international law.

The consular representatives of Persia in Norwegian territory, being duly provided with the exequatur, shall be entitled, subject to full reciprocity, to reside in the places to which they have hitherto been admitted.

They shall enjoy the honorary privileges and personal immunities from jurisdiction and taxation established by ordinary international law, subject to full reciprocity.

The treatment accorded to the diplomatic and consular representatives of Persia in Norwegian territory, subject to reciprocity, shall not in any case be inferior to the treatment accorded to the most favoured nation.

2. As from November 21, 1928, the Norwegian Government shall accord most-favoured-nation treatment in the matter of establishment to Persian nationals in Norway, subject to full reciprocity.

In so far as their personal status is concerned, Persian nationals in Norway shall remain subject to the provisions of their national law. The term "personal status" shall cover questions relating to marriage, property rights of husband and wife, divorce, separation, legal competency, majority, guardianship and curatorship, deprivation of legal rights, rights of succession under testamentary dispositions or in virtue of intestacy, liquidation and division of successions or patrimonies, and in general all questions of family law, including all questions of personal standing.

3. On and after November 21, 1928, and until May 10, 1929, the Norwegian Government shall subject the natural and manufactured products of Persia on entry into Norwegian territory

¹ Traduit par le Secrétariat de la Société des Nations, à titre d'information.

¹ Translated by the Secretariat of the League of Nations, for information.

territoire norvégien, à ses lois organiques des douanes. Il leur accordera le bénéfice de son tarif minimum et de tous abaissements de ce tarif qui seraient consentis aux produits similaires, naturels et fabriqués, originaires de n'importe quel autre pays.

Veillez agréer, Monsieur le Ministre, les assurances de ma haute considération.

(Signé) WILDEN.

Son Excellence
Fathollah Khan Pakrevan,
Gérant du Ministère des Affaires étrangères,
Téhéran.

TÉHÉRAN, le 21 novembre 1928.

MONSIEUR LE MINISTRE,

Mon gouvernement, animé du désir sincère de faire aboutir dans le plus bref délai possible les négociations actuellement en cours et relatives à la conclusion entre la Perse et la Norvège d'un traité d'amitié et de conventions consulaire, commerciale et autres, constate que les circonstances ont empêché la conclusion immédiate de tels traités.

En conséquence, j'ai l'honneur, au nom de mon gouvernement, de vous faire parvenir la déclaration suivante constituant règlement provisoire des relations de la Perse avec la Norvège :

1. A dater du 21 novembre 1928, la représentation diplomatique de la Norvège sur le territoire de la Perse jouira sous condition de parfaite réciprocité, des privilèges et immunités consacrés par le droit commun international.

Les représentants consulaires de la Norvège sur le territoire de la Perse, régulièrement munis de l'exequatur, pourront, sous condition d'une parfaite réciprocité, y résider dans les localités où ils étaient jusqu'alors admis.

Ils bénéficieront des privilèges honorifiques et immunités personnelles de juridiction et de fiscalité consacrés par le droit commun international et sous condition d'une parfaite réciprocité.

Le traitement accordé aux représentants diplomatiques et consulaires de la Norvège sur le territoire de la Perse, ne sera, en aucun cas, inférieur à celui accordé à la nation la plus favorisée.

2. A dater du 21 novembre 1928, le Gouvernement persan accordera aux ressortissants norvégiens en Perse, sous condition d'une parfaite réciprocité, en ce qui concerne l'établissement, le traitement de la nation la plus favorisée.

En matière de statut personnel, les ressortissants norvégiens en Perse resteront soumis aux dispositions de leur loi nationale. Le statut personnel comprend les matières suivantes : le mariage et le régime des biens entre époux, le divorce, la séparation de corps, la dot, la paternité, la filiation, l'adoption, la capacité juridique, la majorité, la tutelle et la curatelle, l'interdiction, le droit de succession testamentaire et *ab intestat*, les liquidations et les partages de successions et de patrimoines et en général toutes les questions relatives au droit de famille, y compris toutes les questions concernant l'état des personnes.

3. Le Gouvernement persan soumettra, à partir du 21 novembre 1928 et jusqu'au 10 mai 1929, les produits naturels norvégiens et les produits fabriqués en Norvège, à leur entrée sur le territoire persan, à ses lois organiques des douanes. Il leur accordera le bénéfice de son tarif minimum et de tous abaissements de ce tarif qui seraient consentis aux produits similaires, naturels et fabriqués originaires de n'importe quel autre pays.

Veillez agréer, Monsieur le Ministre, l'assurance de ma très haute considération.

(Signé) F. PAKREVAN.

Son Excellence
Monsieur A. Wilden,
Ministre de France,
Téhéran.

to the Organic Customs legislation of Norway. It shall give them the benefit of the Norwegian minimum and of any reductions of that tariff which may be granted to similar products, natural or manufactured, originating in any other country.

I have the honour to be, etc.

(Signed) WILDEN.

His Excellency
Fathollah Khan Pakrevan,
Acting Minister for Foreign Affairs,
Teheran.

TEHERAN, November 21, 1928.

YOUR EXCELLENCY,

My Government, animated by the sincere desire to bring to a conclusion at the earliest possible date the negotiations at present proceeding for a treaty of friendship and for consular, commercial, and other conventions between Persia and Norway, notes that circumstances have prevented the immediate conclusion of such treaties.

I have accordingly the honour on behalf of my Government to make to you the following declaration constituting a provisional settlement of the relations between Persia and Norway.

1. As from November 21, 1928, the diplomatic representatives of Norway in Persian territory shall enjoy, subject to full reciprocity, the privileges and immunities established by ordinary international law.

The consular representatives of Norway in Persian territory, being duly provided with the exequatur, shall be entitled, subject to full reciprocity to reside in the places to which they have hitherto been admitted.

They shall enjoy the honorary privileges and personal immunities from jurisdiction and taxation established by ordinary international law, subject to full reciprocity.

The treatment accorded to the diplomatic and consular representatives of Norway in Persian territory, subject to reciprocity, shall not in any case be inferior to the treatment accorded to the most favoured nation.

2. As from November 21, 1928, the Persian Government shall accord most-favoured-nation treatment in the matter of establishment to Norwegian nationals in Persia, subject to full reciprocity.

In so far as their personal status is concerned, Norwegian nationals in Persia shall remain subject to the provisions of their national law. The term "personal status" shall cover questions relating to marriage, property rights of husband and wife, divorce, separation, dowry, paternity, filiation, adoption, legal competency, majority, guardianship and curatorship, deprivation of legal rights, rights of succession under testamentary dispositions or in virtue of intestacy, liquidation and division of successions or patrimonies, and in general all questions of family law, including all questions of personal standing.

3. On and after November 21, 1928, and until May 10, 1929, the Persian Government shall subject the natural and manufactured products of Norway on entry into Persian territory to the organic Customs legislation of Persia. It shall give them the benefit of the Persian minimum tariff and of any reductions of that tariff which may be granted to similar products, natural or manufactured, originating in any other country.

I have the honour to be, etc.

(Signed) F. PAKREVAN.

His Excellency
Monsieur A. Wilden
French Minister,
Teheran.

II.

TÉHÉРАН, le 9 mai 1929.

MONSIEUR LE MINISTRE,

J'ai l'honneur de vous faire connaître qu'en vertu de l'article 3 de l'arrangement provisoire entre la Perse et la Norvège, en date du 21 novembre 1928, le délai pour l'application réciproque du tarif minimum en matière des douanes expire le 10 mai 1929.

Le Gouvernement persan est disposé à prolonger jusqu'à la conclusion de la Convention en cours de négociations et au plus tard jusqu'au 10 septembre 1929 le bénéfice des dispositions de l'article 3, sous condition de réciprocité.

Le Gouvernement persan, a étudié avec tout intérêt qu'il comporte le projet de convention qui avait été communiqué par le Gouvernement norvégien.

Nous suggérons, afin de permettre un contact plus direct entre les négociateurs que la suite des négociations ait lieu à Paris entre le représentant autorisé du Gouvernement norvégien et le ministre de Perse, auquel, dans l'espoir que vous vous rangerez à cette suggestion, nous faisons tenir le contre-projet persan.

Veuillez agréer, Monsieur le Ministre, l'assurance de ma haute considération.

(Signé) M. A. FARZINE.

A Son Excellence
Monsieur Auguste Wilden,
Ministre de France,
Téhéran.

TÉHÉРАН, le 10 mai 1929.

MONSIEUR LE MINISTRE,

Par votre lettre en date du 9 mai, vous avez bien voulu me faire connaître que le Gouvernement persan était disposé à prolonger le bénéfice des dispositions de l'article 3 de l'arrangement provisoire entre la Perse et la Norvège daté du 21 novembre 1928, au plus tard jusqu'au 10 septembre 1929, sous condition de réciprocité.

En même temps, vous voulez bien suggérer que les négociations concernant le traité définitif aient lieu à Paris entre les représentants dûment autorisés des deux gouvernements. A cet effet, après avoir examiné le projet de convention qui vous a été communiqué par le Gouvernement norvégien, vous faites tenir à S. Exc. le Ministre de Perse à Paris un contre-projet persan.

Je m'empresse de faire connaître à Votre Excellence que le Gouvernement norvégien que j'ai l'honneur de représenter à Téhéran est entièrement d'accord avec le Gouvernement impérial et que les instructions nécessaires ont été données pour l'application aux marchandises persanes du tarif minimum.

Veuillez agréer, Monsieur le Ministre, les assurances de ma haute considération.

(Signé) WILDEN.

Son Excellence
Farzine,
Gérant du Ministère des Affaires étrangères
à Téhéran.

II.

TEHERAN, *May 9, 1929.*

Your Excellency,

I have the honour to bring to your notice the fact that under Article 3 of the provisional arrangement between Persia and Norway dated November 21, 1928, the period for the reciprocal application of the minimum tariff in the matter of Customs lapses on May 10, 1929.

The Persian Government is prepared to extend the benefit of the provisions of Article 3, subject to reciprocity, until the conclusion of the convention now in course of negotiations, and not later than September 10, 1929.

The Persian Government has studied with all due interest the draft convention communicated by the Norwegian Government.

We suggest, with a view to more direct contact between the negotiators, that the negotiations should be continued in Paris between the authorised representative of the Norwegian Government and the Persian Minister, to whom we are transmitting the Persian counterdraft in the hope that you will agree to this suggestion.

I have the honour to be, etc.

(Signed) M. A. FARZINE.

His Excellency
Monsieur Auguste Wilden,
French Minister,
Teheran.

TEHERAN, *May 10, 1929.*

YOUR EXCELLENCY,

By your letter of May 9, you were good enough to inform me that the Persian Government was prepared to extend the benefit of the provisions of Article 3 of the provisional arrangement between Persia and Norway dated November 21, 1928, to a date not later than September 10, 1929, subject to reciprocity.

At the same time, you are good enough to suggest that the negotiations for the definitive treaty should take place in Paris between the duly authorised representatives of the two Governments. To this end, after consideration of the draft convention communicated to you by the Norwegian Government, you are transmitting a Persian counter-draft to His Excellency the Persian Minister in Paris.

I hasten to inform you that the Norwegian Government, which I have the honour to represent at Teheran, is in entire agreement with the Imperial Government, and that the necessary instructions have been given for the application of the minimum tariff to Persian goods.

I have the honour to be, etc.

(Signed) WILDEN.

To His Excellency
Farzine,
Acting Minister for Foreign Affairs,
Teheran.

ÉCHANGES

DE NOTES RELATIFS AUX DIVERSES PROROGATIONS DE L'ACCORD.

I.

GENÈVE, le 1^{er} septembre 1929.

MONSIEUR LE MINISTRE,

Je viens de recevoir une réponse favorable de mon gouvernement concernant la prolongation pour 3 mois du *statu quo* dans les relations entre nos deux pays.

Nous aurons donc jusqu'au 10 décembre pour terminer les négociations et signer le nouveau traité. Mais Votre Excellence sait que le temps passe vite et qu'il y a tout lieu d'activer l'étude entreprise par le Ministère des Affaires étrangères de Norvège.

Je serai ici à votre disposition jusqu'à la fin de l'Assemblée et de la session du Conseil, c'est-à-dire jusqu'au 28 septembre environ.

Vous pourrez toujours correspondre avec moi. De Genève, je rentrerai directement à Paris. Veuillez agréer, etc.

(Signé) HUSSEIN ALA.

Son Excellence le Baron de Wedel,
Envoyé extraordinaire et Ministre plénipotentiaire
de S. M. le Roi de Norvège
à Paris.

3. Albemarle Street,
Piccadilly W. I.

LONDON, 25 septembre 1929.

MONSIEUR LE MINISTRE ET CHER COLLÈGUE,

Je n'ai pas manqué de transmettre à mon gouvernement votre aimable lettre de Genève par laquelle vous avez bien voulu me faire savoir que le Gouvernement impérial s'est rendu à notre désir de prolonger nos relations actuelles avec la Perse, jusqu'au 10 décembre prochain.

Mon gouvernement me charge aujourd'hui de vous exprimer et de vous prier de faire parvenir à votre gouvernement ses remerciements empressés pour cette aimable communication.

En même temps, j'ai l'honneur de vous transmettre ci-joint, en deux exemplaires, la contre-proposition norvégienne à la proposition persane, ainsi que nos remarques et explications confidentielles à son sujet. Vous trouverez aussi ci-après un projet pour la note à vous adresser à l'occasion de la signature et dont je vous ai expliqué les raisons dans ma lettre du 14 août dernier.

Vous voulez bien voir par notre contre-proposition que nous nous sommes efforcés, dans la mesure du possible, d'accepter la manière de voir du Gouvernement impérial et j'ose espérer que nos négociations seront ainsi grandement facilitées.

Les changements et nouvelles propositions sont soulignées dans notre contre-projet et se basent en général sur les traités déjà signés par la Perse avec la Suède et l'Allemagne. Comme vous avez bien voulu me dire que l'intention de votre gouvernement est de traiter la Norvège de la même façon que les autres pays avec lesquels la Perse a signé des traités, mon gouvernement ose espérer que ces nouvelles propositions ne donneront pas lieu à des difficultés.

Comme j'ai déjà dit à Votre Excellence, pendant nos conversations à Paris, il est de la plus grande importance pour notre navigation que les mots « ou que n'y soit mêlé quelqu'un de leurs nationaux » soient effacés de l'article XVIII du projet persan. De retenir ces mots (qui n'existent dans aucun de nos traités) serait de la plus grande difficulté, surtout à cause de nos relations avec les autres pays. Si un projet persan se croit lésé par une décision du conseil norvégien, il va sans dire que les autorités persanes pourront toujours traiter l'affaire avec le consul. Vu l'intérêt que l'omission de ces mots plus haut cités a pour toute la navigation norvégienne, je vous serais

EXCHANGES

OF NOTES REGARDING VARIOUS PROROGATIONS OF THE AGREEMENT.

I.

GENEVA, *September 1, 1929.*

YOUR EXCELLENCY,

I have just received a favourable reply from my Government regarding the extension of the *status quo* in the relations between our two countries for a further three months.

We shall thus have until December 10 to complete the negotiations and sign the new treaty ; but as you are aware time passes quickly, and it is highly desirable that the Norwegian Ministry for Foreign Affairs should expedite its examination of the question.

I shall be here and at your disposal until the end of the Assembly and of the Council session, that is to say until about September 28.

From Geneva I shall go straight back to Paris, where you can always write to me.

I have the honour to be, etc.

(Signed) HUSSEIN ALA.

His Excellency Baron de Wedel,
Envoy Extraordinary and Minister Plenipotentiary
of H. M. the King of Norway,
Paris.

3 Albemarle Street,
Piccadilly, W. 1.

LONDON, *September 25, 1929.*

YOUR EXCELLENCY,

I have duly communicated to my Government your letter from Geneva, in which you were good enough to inform me that the Imperial Government has acceded to our request to extend our present relations with Persia until December 10 next.

My Government now instructs me to express to you, and to request you to convey to your Government, its warmest thanks for this decision.

At the same time I have the honour to transmit in duplicate the Norwegian counter-proposal to the Persian proposal, together with our confidential remarks and explanations. I also enclose a draft for the note to be sent to you at the time of signature, the reasons for which I explained in my letter of August 14 last.

You will see from our counter-proposal that we have endeavoured as far as possible to accept the Imperial Government's views, and I venture to hope that our negotiations will thus be greatly facilitated.

The changes and new proposals are set out in our counter-draft, and in general they are based on treaties already signed by Persia with Sweden and Germany. As you were good enough to tell me that it is your Government's intention to treat Norway in the same way as other countries with which Persia has signed treaties, my Government trusts that these new proposals will not give rise to any difficulties.

As I informed you during our conversation in Paris, it is of the greatest importance for our shipping that the words " or that none of their nationals are concerned therein " should be omitted from Article XVIII of the Persian draft. If those words (which do not exist in any of our treaties) were retained this would lead to the greatest difficulties, especially in view of our relations with other countries. If a Persian subject considers that his rights are injured by a decision of the Norwegian Consul, the Persian authorities can in every case take up the matter with the Consul. As the omission of these words affects Norwegian shipping as a whole, I should be very grateful if you

particulièrement et sincèrement reconnaissant de vouloir bien faire part à votre Gouvernement du très grand prix que le Gouvernement norvégien mettrait à cette concession de la part du Gouvernement impérial.

En vous remerciant d'avance et dans l'espoir de vous voir bientôt à Paris où j'arriverai vers le 8 octobre, je vous prie d'agréer, mon cher Ministre et Collègue, l'expression de mes sentiments les plus dévoués et de haute considération.

WEDEL JARLSBERG.

Son Excellence
Mirza Hussein Khan Ala,
Ministre de Perse à Paris.

II.

PARIS, le 2 décembre 1929.

MONSIEUR LE MINISTRE ET CHER COLLÈGUE,

Je reçois à l'instant une dépêche de Téhéran m'autorisant à prolonger l'accord provisoire entre la Norvège et la Perse.

Si cela est agréable à Votre Excellence, je répondrai que nous nous sommes entendus sur une prorogation de trois mois.

Veillez agréer, Monsieur le Ministre et cher Collègue, l'assurance de ma haute considération et de mes dévoués sentiments.

(Signé) HUSSEIN ALA.

Son Excellence
le Baron de Wedel Jarlsberg,
Envoyé extraordinaire et Ministre plénipotentiaire
de S. M. le Roi de Norvège,
25, rue de Surène,
Paris.

PARIS, 5 décembre 1929.

MONSIEUR LE MINISTRE ET CHER COLLÈGUE,

Pour faire suite à ma lettre du 2 décembre, j'ai l'honneur de transmettre à Votre Excellence copie de la dépêche m'autorisant à prolonger pour trois mois l'accord provisoire entre nos deux pays.

J'ai reçu d'autre part une réponse de mon gouvernement aux observations que vous aviez bien voulu me présenter au début de nos négociations sur le contre projet persan. Votre Excellence en trouvera ci-joint la traduction.

Si vous pouviez vous rallier à la manière de voir de mon gouvernement, je crois que nous pourrions signer le traité sans plus de retard.

Veillez agréer, Monsieur le Ministre et cher Collègue, l'assurance de ma haute considération et de mes très dévoués sentiments.

HUSSEIN ALA.

Son Excellence
Monsieur le Baron de Wedel Jarlsberg,
Envoyé extraordinaire et Ministre plénipotentiaire
de S. M. le Roi de Norvège,
25, rue de Surène,
Paris.

would inform your Government that the Norwegian Government attaches the greatest importance to this concession on the part of the Imperial Government.

Thanking you in anticipation, and in the hope of seeing you shortly in Paris, where I expect to arrive about October 8,

I have the honour to be, etc.

WEDEL JARLSBERG.

His Excellency,
Mirza Hussein Khan Ala,
Persian Minister at Paris.

II.

PARIS, *December 2, 1929.*

YOUR EXCELLENCY,

I have just received a telegram from Teheran authorising me to extend the provisional agreement between Norway and Persia.

If you approve I shall reply that we have agreed upon an extension for three months.

I have the honour to be, etc.

(Signed) HUSSEIN ALA.

His Excellency Baron de Wedel Jarlsberg,
Envoy Extraordinary and Minister Plenipotentiary of
H. M. the King of Norway,
25, rue de Surène,
Paris.

PARIS, *December 5, 1929.*

YOUR EXCELLENCY,

With further reference to my letter of December 2nd, I have the honour to enclose a copy of the telegram authorising me to extend the provisional agreement between our two countries for three months.

I have also received a reply from my Government to the observations which you submitted to me at the outset of our negotiations with regard to the Persian counter-proposal. A translation of this reply is attached.

If you can accept my Government's views, I think we could sign the treaty without further delay.

I have the honour to be, etc.

HUSSEIN ALA.

His Excellency Baron de Wedel Jarlsberg,
Envoy Extraordinary and Minister Plenipotentiary of
H. M. the King of Norway,
25, rue de Surène,
Paris.

LÉGATION DE NORVÈGE.

PARIS, le 10 décembre.

MONSIEUR LE MINISTRE ET CHER COLLÈGUE,

Sur la demande verbale qu'au nom du Gouvernement du Roi, j'ai eu l'honneur de vous faire de vouloir bien solliciter du Gouvernement impérial une prolongation de l'accord provisoire entre nos deux pays, vous avez bien voulu, par vos lettres du 2 et du 5 de ce mois, me faire savoir que cette demande a été agréée par votre gouvernement.

Je me suis empressé d'en faire part à mon gouvernement qui vient de me prier de faire parvenir ses meilleurs remerciements à votre gouvernement pour cette aimable réponse.

Veillez agréer, Monsieur le Ministre et cher Collègue, la nouvelle assurance de ma haute considération et de mes sentiments les plus dévoués.

DE WEDEL JARLSBERG.

Son Excellence
Monsieur Mirza Hussein Khan Ala,
Ministre de Perse,
Paris.

III.

Le 14 mars 1930.

MONSIEUR LE MINISTRE,

Pour faire suite à nos conversations téléphoniques, j'ai l'honneur d'informer Votre Excellence que mon gouvernement vient de m'autoriser à prolonger pour trois mois à partir du 10 mars 1930, l'Accord provisoire perso-norvégien.

J'aime à croire que je recevrai incessamment des instructions par écrit concernant la suite qu'il conviendrait de donner à nos négociations.

A mon avis, les dernières propositions que vous aviez bien voulu me faire dans un esprit de conciliation et que je n'ai pas manqué de transmettre à Téhéran, sont de nature à faciliter une solution favorable dans un bref délai.

Veillez agréer, Monsieur le Ministre, avec mes vifs remerciements pour votre précieuse collaboration, l'assurance de ma haute considération et de mes sentiments dévoués.

HUSSEIN ALA.

Son Excellence le Baron de Wedel-Jarlsberg,
Ministre de Norvège,
25, rue de Surène,
Paris VIII.

LÉGATION DE NORVÈGE.

PARIS, le 15 mars 1930.

MONSIEUR LE MINISTRE,

Je viens de recevoir votre lettre d'hier m'annonçant que le Gouvernement impérial vient de vous autoriser à prolonger pour trois mois, à partir du 10 mars 1930, l'Accord provisoire perso-norvégien.

NORWEGIAN LEGATION.

PARIS, *December* 10, 1929.

YOUR EXCELLENCY,

In reply to the verbal request which I made to you on behalf of the Norwegian Government, asking you to be good enough to request the Imperial Government to extend the provisional agreement between our two countries, you informed me in your letters of the 2nd and 5th of this month that this request had been granted by your Government.

I at once informed my Government of this fact, and the latter has asked me to convey its warmest thanks to your Government for this favourable reply.

I have the honour to be, etc.

DE WEDEL JARLSBERG.

His Excellency
Monsieur Mirza Hussein Khan Ala,
Persian Minister,
Paris.

III.

March 14, 1930.

YOUR EXCELLENCY,

With further reference to our telephone conversations, I have the honour to inform you that my Government has now authorised me to extend the provisional agreement between Persia and Norway for three months as from *March* 10, 1930.

I expect to receive written instructions very shortly with regard to the continuation of our negotiations.

In my opinion the latest proposals which you have been good enough to make in a conciliatory spirit, and which I have duly transmitted to Teheran, should facilitate a favourable solution very shortly.

Thanking you for your valuable co-operation, I have the honour to be, etc.

HUSSEIN ALA.

His Excellency
Baron de Wedel Jarlsberg,
Norwegian Minister,
25, rue de Surène,
Paris, VIII.

NORWEGIAN LEGATION.

PARIS, *March* 15, 1930.

YOUR EXCELLENCY,

I have just received your letter of yesterday, informing me that the Imperial Government has now authorised you to extend the Provisional Agreement between Persia and Norway for three months as from *March* 10, 1930.

En vous remerciant de cette communication et vous exprimant l'espoir que, grâce à vos aimables efforts, nous puissions prochainement procéder à la signature d'un traité définitif, je vous prie d'agréer, Monsieur le Ministre, l'expression de mes sentiments de haute considération et de sincère dévouement.

(Signé) DE WEDEL JARLSBERG.

Son Excellence
Monsieur Mirza Hussein Khan Ala,
Ministre de Perse,
Paris.

IV.

17 juin 1930.
5, rue Fortuny, 17.

MONSIEUR LE MINISTRE ET CHER COLLÈGUE,

J'ai l'honneur d'informer Votre Excellence que je viens de recevoir de mon gouvernement l'autorisation de prolonger l'accord provisoire entre nos deux pays jusqu'à l'échange des ratifications du nouveau traité.

D'autre part, je n'ai pas manqué d'écrire à Téhéran, afin que la rectification nécessaire soit apportée en ce qui concerne le mot « introduire » dans l'article 24, 1^o.

Veillez agréer, Monsieur le Ministre et cher collègue, l'assurance de ma haute considération.

HUSSEIN ALA.

Son Excellence
Monsieur le Baron de Wedel Jarlsberg,
Envoyé extraordinaire et Ministre plénipotentiaire de Norvège,
25, rue de Surène,
Paris.

LÉGATION DE NORVÈGE.

PARIS, le 10 juin 1930.

MONSIEUR LE MINISTRE ET CHER COLLÈGUE,

Par votre lettre du 7 de ce mois vous m'avez fait savoir que votre gouvernement a bien voulu prolonger l'arrangement commercial provisoire entre nos deux pays jusqu'à l'échange des ratifications du nouveau traité.

En vous accusant réception de cette communication, j'ai l'honneur de vous informer que le Gouvernement du Roi prolongera de son côté le même arrangement jusqu'à la même époque.

En même temps, je vous remercie d'avoir bien voulu prier votre gouvernement de rectifier la faute de rédaction qui s'était glissée dans les deux exemplaires du traité et de changer le mot « introduire » dans l'article 24, 1^o, en « interdire ».

Par ma lettre du 7 de ce mois, j'ai eu l'honneur de vous faire savoir que le Storting avait ratifié, en date du 6 juin, le traité entre nos deux pays. Je vous serais reconnaissant de me faire savoir quand vous pensez qu'il pourra être voté par le Madjlisse et quand vous pensez pouvoir procéder à l'échange des ratifications.

En attendant, je vous prie de croire, Monsieur le Ministre et cher collègue, à la nouvelle assurance de mes sentiments les plus dévoués et de haute considération.

DE WEDEL JARLSBERG.

I beg to thank you for this communication and venture to hope that, thanks to your good offices, it may be possible for us shortly to sign a definitive treaty.

I have the honour to be, etc.

(Signed) DE WEDEL JARLSBERG.

His Excellency
Monsieur Mirza Hussein Khan Ala,
Persian Minister,
Paris.

IV.

June 7, 1930.
5, rue Fortuny, 15.

YOUR EXCELLENCY,

I have the honour to inform you that I have just received authorisation from my Government to extend the provisional agreement between our two countries pending the exchange of ratifications of the new Treaty.

I have also written to Teheran requesting the necessary correction to be made as regards the word "introduire" in Article 24, 1.

I have the honour to be, etc.

HUSSEIN ALA.

His Excellency Baron de Wedel Jarlsberg,
Envoy Extraordinary
and Minister Plenipotentiary of Norway,
25, rue de Surène,
Paris.

NORWEGIAN LEGATION.

PARIS, June 10, 1930.

YOUR EXCELLENCY,

In your letter of the 7th of this month you informed me that your Government had been good enough to extend the provisional arrangement between our two countries pending the exchange of ratifications of the new Treaty.

I have the honour to acknowledge receipt of this communication and to inform you that the Norwegian Government is also prepared to extend this arrangement for the same period.

At the same time I desire to thank you for having requested your Government to correct the drafting error in the two copies of the Treaty and to change the word "introduire" in Article 24, 1, into "interdire".

In my letter of the 7th instant, I had the honour to inform you that on June 6th the Storting had ratified the Treaty between our two countries. I should be glad if you would let me know when you think it will be adopted by the Majliss and when it will be possible for the ratifications to be exchanged.

In the meantime, I have the honour to be, etc.

DE WEDEL JARLSBERG.

N° 2498.

**PERSE ET
UNION DES RÉPUBLIQUES
SOVIÉTISTES SOCIALISTES**

Convention douanière, avec protocole
additionnel. Signés à Téhéran, le
10 mars 1929.

**PERSIA
AND UNION OF SOVIET
SOCIALIST REPUBLICS**

Customs Convention, with Additional
Protocol. Signed at Teheran,
March 10, 1929.

N° 2498. — CONVENTION DOUANIÈRE ENTRE L'EMPIRE DE PERSE
ET L'UNION DES RÉPUBLIQUES SOVIÉTISTES SOCIALISTES.
SIGNÉE A TÉHÉРАН, LE 10 MARS 1929.

*Texte officiel français communiqué par le délégué permanent de la Perse auprès de la Société des Nations,
L'enregistrement de cette convention a eu lieu le 13 octobre 1930.*

L'EMPIRE DE PERSE, d'une part, et L'UNION DES RÉPUBLIQUES SOVIÉTISTES SOCIALISTES, d'autre part,

En plein accord avec le contenu des notes échangées entre les deux gouvernements le 1^{er} octobre 1927 et les 10 et 21 mai 1928, relatives à l'autonomie douanière de la Perse et à l'annulation de la Convention douanière du 1^{er} octobre 1927,

Désireux de faciliter et développer les relations commerciales existant si heureusement entre les deux pays, ont résolu de conclure une nouvelle convention douanière et ont nommé à cet effet pour leurs plénipotentiaires :

SA MAJESTÉ IMPÉRIALE LE CHAH DE PERSE :

Son Excellence Mirza Mohamed Ali Khan FARZINE, gérant de Son Ministère des Affaires étrangères ;

LE COMITÉ CENTRAL EXÉCUTIF DE L'UNION DES RÉPUBLIQUES SOVIÉTISTES SOCIALISTES :

Monsieur Jakow Christoforovitch DAVTIAN, ambassadeur extraordinaire et plénipotentiaire de l'Union des Républiques soviétistes socialistes en Perse ;

Lesquels, après s'être communiqué leurs pleins pouvoirs, trouvés en bonne et due forme, sont convenus des dispositions suivantes :

Article premier.

Les produits du sol et de l'industrie soviétiques importés directement de l'Union des Républiques soviétistes socialistes en Perse ne seront frappés d'aucun droit douanier, coefficient, surtaxe ou imposition quelconque d'entrée, autres ou plus élevés que les droits, coefficients, surtaxes ou impositions minima quelconques d'entrée qui sont ou seront prélevés sur les articles similaires importés par un tiers pays quelconque.

Les produits du sol et de l'industrie soviétiques à leur exportation de l'Union des Républiques soviétistes socialistes en Perse ne seront frappés d'aucun droit douanier ni imposition quelconque de sortie, autres ou plus élevés que les droits, coefficients, surtaxes et impositions douanières minima quelconques qui sont ou seront prélevés à l'exportation des produits similaires à destination d'un tiers pays quelconque.

¹ TRADUCTION. — TRANSLATION.

No. 2498. — CUSTOMS CONVENTION BETWEEN THE EMPIRE OF PERSIA AND THE UNION OF SOVIET SOCIALIST REPUBLICS. SIGNED AT TEHERAN, MARCH 10, 1929.

French official text communicated by the Permanent Delegate of Persia accredited to the League of Nations. The registration of this Convention took place October 13, 1930.

THE EMPIRE OF PERSIA, of the one part and THE UNION OF SOVIET SOCIALIST REPUBLICS, of the other part,

In full accord with the contents of the Notes exchanged between the two Governments on October 1, 1927 and May 10 and 21, 1928, with regard to the Customs autonomy of Persia and the annulling of the Customs Convention of October 1, 1927,

Being desirous to facilitate and develop the commercial relations which so happily exist between the two countries, have resolved to conclude a new Customs Convention, and to that end have appointed as their Plenipotentiaries,

HIS IMPERIAL MAJESTY THE SHAH OF PERSIA :

His Excellency Mirza Mohamed Ali Khan FARZINE, His Acting Minister for Foreign Affairs,

THE CENTRAL EXECUTIVE COMMITTEE OF THE UNION OF SOVIET SOCIALIST REPUBLICS :

M. Jakow Christoforovitch DAVTIAN, Ambassador Extraordinary and Plenipotentiary of the Union of Soviet Socialist Republics in Persia,

Who, having communicated to each other their full powers, found in good and due form, have resolved as follows :

Article I.

Products of the Soviet soil and industry imported direct from the Union of Soviet Socialist Republics into Persia shall not be subject to any Customs import duty, quota, surcharge or tax of any kind, other or higher than the minimum import duties, quotas, surcharges or taxes leviable now or in the future on similar articles imported from any third country.

Products of the Soviet soil or industry exported from the Union of Soviet Socialist Republics into Persia shall not be subject on export to any Customs export duty or tax of any kind, other or higher than the minimum Customs duties, quotas, surcharges or taxes leviable now or in the future on similar products exported to any third country.

¹ Traduit par le Secrétariat de la Société des Nations, à titre d'information.

¹ Translated by the Secretariat of the League of Nations, for information.

Article II.

Les produits du sol et de l'industrie de la Perse importés directement de la Perse dans l'Union des Républiques soviétistes socialistes ne seront frappés d'aucun droit douanier, coefficients, surtaxes ou impositions quelconques d'entrée, autres ou plus élevés que les droits, coefficients, surtaxes et impositions minima quelconques d'entrée, qui sont ou seront prélevés sur les articles similaires d'un tiers pays quelconque.

Les produits du sol et de l'industrie de la Perse, à leur exportation de la Perse à destination de l'Union des Républiques soviétistes socialistes ne seront frappés d'aucun droit douanier ni imposition quelconque de sortie, autres ou plus élevés que les droits, coefficients, surtaxes et impositions minima quelconques de sortie qui sont ou seront prélevés à l'exportation des mêmes produits à destination d'un tiers pays quelconque.

Article III.

Les marchandises de l'une des Parties contractantes, régulièrement introduites sur le territoire de l'autre, ayant dûment acquitté les droits et taxes dont les lois du pays prévoient le paiement à l'entrée sur les marchandises d'origine étrangère, ne seront sous aucun rapport soumises ensuite à un traitement autre que les articles similaires d'origine locale ou importés par un tiers pays quelconque.

Article IV.

En ce qui concerne les garanties, l'ordre de perception des droits de douane et les autres formalités d'importation ou d'exportation, chacune des Parties s'engage à faire bénéficier l'autre de tous les privilèges qu'elle accorde ou qu'elle accorderait à l'avenir à un tiers pays quelconque.

Article V.

Les stipulations de la présente convention ne s'étendent pas :

1° Aux privilèges que chacune des Parties contractantes a accordés ou pourrait accorder à l'avenir aux pays limitrophes pour faciliter l'échange des marchandises dans la zone frontière ne dépassant pas 15 km. de part et d'autre de la frontière ;

2° Aux obligations imposées à l'une ou l'autre des Parties contractantes par une union douanière, déjà contractée ou qui pourrait être contractée à l'avenir ; ni

3° Aux privilèges que l'Union des Républiques soviétistes socialistes a accordés ou pourrait accorder aux pays dont les territoires faisaient au 1^{er} août 1914 partie de l'ancien Empire russe.

Article VI.

La présente convention n'est pas sujette à ratification, pour la Partie persane, en vertu de la Loi du 13 Ordibehecht 1307 (3 mai 1928), et pour la Partie soviétique en vertu de l'Arrêté du Comité central exécutif de l'Union des Républiques soviétistes socialistes, en date du 25 mai 1925 qui autorise à ne pas ratifier les traités et conventions conclus avec des pays dont la législation dispense de ratification des accords.

La présente convention entrera en vigueur quatorze jours après sa signature et restera en force jusqu'au 10 mai 1936 (mil neuf cent trente-six).

Article II.

Products of the Persian soil or industry imported direct from Persia into the Union of Soviet Socialist Republics shall not be subject to any Customs import duty, quota, surcharge or tax of any kind, other or higher than the minimum import duties, quotas, surcharges or taxes leviable now or in the future on similar articles imported from any third country.

Products of the Persian soil or industry exported from Persia to the Union of Soviet Socialist Republics shall not be liable on export to any Customs export duty or tax of any kind, other or higher than the minimum export duties, quotas, surcharges or taxes leviable now or in the future on the same products exported to any third country.

Article III.

The goods of either of the Contracting Parties, regularly introduced into the territory of the other, after due payment of the duties and charges which the laws of the country require to be paid upon the entry of goods of foreign origin shall not subsequently be subjected in any connection to treatment other than that applicable to similar articles of local origin or imported from any third country.

Article IV.

In respect of security, order of collection of Customs duties and other import and export formalities, each of the Parties undertakes to give the other the benefit of any privileges now or in the future accorded by it to any third country.

Article V.

The provisions of the present Convention shall not apply to :

(1) Privileges now or in the future accorded by either Contracting Party to neighbouring countries to facilitate the exchange of goods within the frontier zone extending to a distance not exceeding 15 kilometres on either side of the frontier ;

(2) Obligations imposed on either of the Contracting Parties by a Customs union concluded now or in the future ;

(3) Privileges now or in the future accorded by the Union of Soviet Socialist Republics to countries the territory of which formed part of the former Russian Empire on August 1st, 1914.

Article VI.

The present Convention shall not be subject to ratification by Persia, in virtue of the Law of Ordibehecht 13, 1307 (May 3, 1928), or by the Union of Soviet Socialist Republics, in virtue of the Decree of the Central Executive Committee dated May 25, 1925, dispensing with ratification in the case of treaties and conventions concluded with countries the law of which dispenses with the ratification of agreements.

The present Convention shall come into force 14 days after signature, and shall remain in force until May 10, 1936 (one thousand nine hundred and thirty-six).

Si, un mois avant l'expiration du délai indiqué à l'alinéa précédent, aucune des deux Parties ne manifeste l'intention de dénoncer la convention, celle-ci restera en vigueur et ne pourra par la suite être dénoncée que moyennant préavis de six mois.

Article VII.

La présente convention est rédigée et signée en deux exemplaires, en français.

Fait à Téhéran, le 10 mars 1929.

(Signé) M. FARZINE.

(Signé) J. DAVTIAN.

PROTOCOLE ADDITIONNEL

Il est entendu entre les deux Hautes Parties contractantes que les droits douaniers mentionnés aux articles 1 et 2 de la convention sont ceux prévus aux tarifs en vigueur au moment de la signature et que ces droits ne seront pas majorés pendant toute la durée de la convention.

Toutefois, si le Gouvernement persan se trouvait, par mesure de retorsion à l'égard d'une tierce Puissance, dans l'obligation de relever certains taux de son tarif, le Gouvernement de l'Union des Républiques soviétistes socialistes serait en droit de relever les taux de son propre tarif d'entrée dans les mêmes proportions, en frappant des produits persans importés dans l'Union des Républiques soviétistes socialistes dans les mêmes proportions que les produits de l'Union des Républiques soviétistes socialistes importés en Perse et atteints par ledit relèvement du tarif persan.

Il est cependant convenu que les augmentations éventuelles ne porteront, en aucun cas, sans accord préalable des deux Parties, du côté persan, sur les marchandises mentionnées au Tarif approuvé par la loi du 13 Ordibehecht 1307 (dont un exemplaire est annexé à ce Protocole), sous les numéros (34) trente-quatre, (35) trente-cinq, (37) trente-sept, (53) cinquante-trois, (54) cinquante-quatre, (55) cinquante-cinq, (119) cent dix-neuf, (120) cent vingt, (121) cent vingt et un, (122) cent vingt-deux, (156) cent cinquante-six à (170) cent soixante-dix, (235) deux cent trente-cinq, (236) deux cent trente-six, (237) deux cent trente-sept, (246) deux cent quarante-six, (247) deux cent quarante-sept, (252) deux cent cinquante-deux, (253) deux cent cinquante-trois, (305) trois cent cinq à (312) trois cent douze, (313) trois cent treize à (318) trois cent dix-huit, (sans préjudice du droit que le Gouvernement persan s'est réservé dans le tarif), (319) trois cent dix-neuf, (335) trois cent trente-cinq à (339) trois cent trente-neuf, (355) trois cent cinquante-cinq à (358) trois cent cinquante-huit, (361) trois cent soixante et un, (390) trois cent quatre-vingt-dix, (407) quatre cent sept, (408) quatre cent huit, (432) quatre cent trente-deux à (438) quatre cent trente-huit, et du côté de l'Union des Républiques soviétistes socialistes sur les fruits frais et secs, le coton, le riz, la laine, les peaux brutes, le maroquin et les tapis.

Fait à Téhéran, le 10 mars 1929.

(Signé) M. FARZINE.

(Signé) J. DAVTIAN.

If one month before the expiration of the period specified in the preceding paragraph neither Party indicates an intention to denounce the Convention, it shall remain in force and shall thereafter require six months' notice for denunciation.

Article VII.

The present Convention is drawn up and signed in two copies in French.

Done at Teheran, March 10, 1929.

(Signed) M. FARZINE.

(Signed) J. DAVTIAN.

ADDITIONAL PROTOCOL.

It is understood between the two High Contracting Parties that the Customs import duties referred to in Articles 1 and 2 of the Convention are those provided for in the tariffs in force at the time of signature, and that those duties shall not be increased at any time during the period of validity of the Convention.

Nevertheless, should the Persian Government be compelled to increase certain of its tariff rates as a measure of retaliation against a third Power, the Government of the Union of Soviet Socialist Republics shall be entitled to increase its own import tariff rates on Persian products imported into the Union of Soviet Socialist Republics to the same extent as the increase in the Persian tariff rates on the products of the Union of Soviet Socialist Republics imported into Persia to which the said increase in the Persian tariff applies.

It is agreed however that any such increases shall in no case apply, without previous agreement between the two Parties, to the Persian duties on the goods specified in the tariff approved by the Law of Ordibehecht 13th, 1307 (copy of which is annexed hereto) under items thirty-four (34), thirty-five (35), thirty-seven (37), fifty-three (53), fifty-four (54), fifty-five (55), one hundred and nineteen (119), one hundred and twenty (120), one hundred and twenty-one (121), one hundred and twenty-two (122), one hundred and fifty-six (156) to one hundred and seventy (170), two hundred and thirty-five (235), two hundred and thirty-six (236), two hundred and thirty-seven (237), two hundred and forty-six (246), two hundred and forty-seven (247), two hundred and fifty-two (252), two hundred and fifty-three (253), three hundred and five (305) to three hundred and twelve (312), three hundred and thirteen (313) to three hundred and eighteen (318) (without prejudice to the right reserved by the Persian Government in the tariff), three hundred and nineteen (319), three hundred and thirty-five (335) to three hundred and thirty-nine (339), three hundred and fifty-five (355) to three hundred and fifty-eight (358), three hundred and sixty-one (361), three hundred and ninety (390), four hundred and seven (407), four hundred and eight (408), four hundred and thirty-two (432) to four hundred and thirty-eight (438), or to the Soviet duties on fresh and dried fruits, cotton, rice, wool, raw hides and skins, morocco leather and carpets.

Done at Teheran, March 10, 1929.

(Signed) M. FARZINE.

(Signed) J. DAVTIAN.

N° 2499.

JAPON ET PERSE

Échange de notes comportant un règlement provisoire des relations entre les deux pays. Téhéran, le 30 mars 1929.

JAPAN AND PERSIA

Exchange of Notes constituting a Provisional Settlement of the Relations between the two Countries. Teheran, March 30, 1929.

N° 2499. — ÉCHANGE DE NOTES ENTRE LES GOUVERNEMENTS JAPONAIS ET PERSAN, COMPORTANT UN RÈGLEMENT PROVISoire DES RELATIONS ENTRE LES DEUX PAYS. TÉHÉRAN, LE 30 MARS 1929.

Texte officiel français communiqué par le délégué permanent de la Perse auprès de la Société des Nations et le directeur du Bureau impérial du Japon à la Société des Nations. L'enregistrement de cet échange de notes a eu lieu le 13 octobre 1930.

TÉHÉRAN, LE 10 Farvardine 1308 (30 mars 1929).

MONSIEUR LE REPRÉSENTANT,

J'ai l'honneur de porter à votre connaissance que le Gouvernement de Perse, animé du désir sincère de faire aboutir dans le plus bref délai possible les négociations actuellement en cours entre les Gouvernements de Perse et du Japon en vue de la conclusion d'un traité d'amitié, ainsi que de conventions commerciale, douanière, consulaire et d'établissement, m'a chargé de vous communiquer les dispositions suivantes, destinées à régler les rapports entre les deux pays, conformément aux principes et à la pratique du droit commun international et sur la base d'une parfaite égalité.

1. Le traitement accordé aux représentants diplomatiques et consulaires du Japon sur le territoire de la Perse ne sera, en aucun cas, inférieur à celui accordé aux représentants diplomatiques et consulaires du même grade de la nation la plus favorisée, sous condition d'une parfaite réciprocité.

2. Le Gouvernement de Perse accordera aux ressortissants japonais en Perse, en ce qui concerne l'établissement, le traitement de la nation la plus favorisée sous condition d'une parfaite réciprocité.

3. Le Gouvernement de Perse accordera au commerce du Japon, sous condition d'une parfaite réciprocité, un traitement non moins avantageux que celui accordé au commerce de tout autre pays étranger.

Les droits de douanes perçus à l'entrée en Perse, sur les produits naturels ou fabriqués du Japon et ses possessions, ne seront autres ou plus élevés que ceux imposés aux produits similaires de toute autre origine étrangère.

Ces dispositions entreront en vigueur huit jours après la date de la présente note et à moins de mise en vigueur respectivement des traités et conventions ci-dessus prévus, elles conserveront leur validité jusqu'à l'expiration d'un an à la fin duquel la notification d'y mettre fin après trente jours pourra avoir lieu ; à défaut de cette notification, ces dispositions resteront en force et ne cesseront leur effet qu'après un préavis de trente jours.

Veuillez agréer, Monsieur le Représentant, l'assurance de ma haute considération.

(Signé) M. A. FARZINE.

A Monsieur Hioji Nihei,
Représentant diplomatique du Japon,
Téhéran.

¹ TRADUCTION. — TRANSLATION.

No. 2499. — EXCHANGE OF NOTES BETWEEN THE JAPANESE AND PERSIAN GOVERNMENTS CONSTITUTING A PROVISIONAL SETTLEMENT OF THE RELATIONS BETWEEN THE TWO COUNTRIES. TEHERAN, MARCH 30, 1929.

French official text communicated by the Permanent Delegate of Persia accredited to the League of Nations and the Director of the Imperial Japanese League of Nations' Office. The registration of this Exchanges of Notes took place October 13, 1930.

TEHERAN, *Farvardine* 10, 1308 (*March* 30, 1929).

SIR,

I have the honour to inform you that the Persian Government, animated by the sincere desire to bring to a conclusion at the earliest possible date the negotiations at present proceeding between the Governments of Persia and Japan for a treaty of friendship and for commercial, Customs, consular and establishment conventions, has instructed me to communicate to you the following provisions for the regulation of the relations between the two countries in accordance with the principles and practice of ordinary international law and on a basis of complete equality.

1. The treatment accorded to the diplomatic and consular representatives of Japan on Persian territory shall not in any case be inferior to the treatment accorded to the diplomatic and consular representatives of equivalent rank of the most favoured nation, subject to full reciprocity.

2. The Persian Government shall accord most-favoured-nation treatment in the matter of establishment to Japanese nationals in Persia, subject to full reciprocity.

3. The Persian Government shall accord to the commerce of Japan, subject to full reciprocity, treatment not less advantageous than that accorded to the commerce of any other foreign country.

The Customs duties imposed on the natural or manufactured products of Japan and the Japanese possessions on entry into Persia shall not be other or higher than those imposed on similar products of any other foreign origin.

These provisions shall come into force eight days after the date of the present Note, and unless the treaty and conventions above specified are put into force shall continue to have effect for one year, at the end of which time notification may be made of their termination at thirty day's notice ; failing which they shall remain in force, and shall not cease to have effect until after notice of thirty days has been given.

I have the honour to be, etc.

(Signed) M. A. FARZINE.

Monsieur Hioji Nihei,
Diplomatic Representative of Japan,
Teheran.

¹ Traduit par le Secrétariat de la Société des Nations, à titre d'information.

¹ Translated by the Secretariat of the League of Nations, for information.

TÉHÉRAN, le 30 mars, 4 Shôwa (1929).

MONSIEUR LE GÉRANT,

J'ai l'honneur de porter à votre connaissance que le Gouvernement du Japon, animé du désir sincère de faire aboutir dans le plus bref délai possible les négociations actuellement en cours entre les Gouvernements du Japon et de Perse en vue de la conclusion d'un traité d'amitié, ainsi que de conventions commerciale, douanière, consulaire et d'établissement, m'a chargé de vous communiquer les dispositions suivantes destinées à régler les rapports entre les deux pays conformément aux principes et à la pratique du droit commun international et sur la base d'une parfaite égalité.

1. Le traitement accordé aux représentants diplomatiques et consulaires de Perse sur le territoire du Japon et ses possessions ne sera, en aucun cas, inférieur à celui accordé aux représentants diplomatiques et consulaires du même grade de la nation la plus favorisée sous condition d'une parfaite réciprocité.

2. Le Gouvernement du Japon accordera aux ressortissants persans au Japon et dans ses possessions, en ce qui concerne l'établissement, le traitement de la nation la plus favorisée sous condition d'une parfaite réciprocité.

3. Le Gouvernement du Japon accordera au commerce de Perse, sous condition d'une parfaite réciprocité, un traitement non moins avantageux que celui accordé au commerce de tout autre pays étranger.

Les droits de douanes perçus à l'entrée au Japon et dans ses possessions, sur les produits naturels ou fabriqués de Perse, ne seront autres ou plus élevés que ceux imposés aux produits similaires de toute autre origine étrangère.

Ces dispositions entreront en vigueur huit jours après la date de la présente note et à moins de mise en vigueur, respectivement, des traités et conventions ci-dessus prévus, elles conserveront leur validité jusqu'à l'expiration d'un an à la fin duquel la notification d'y mettre fin après trente jours pourra avoir lieu; à défaut de cette notification, ces dispositions resteront en force et ne cesseront leur effet qu'après un préavis de trente jours.

Veillez agréer, Monsieur le Gérant, l'assurance de ma haute considération.

(Signé) Hioji NIHEI.

A Son Excellence
Mohamed Ali Khan Farzine,
Gérant du Ministère des Affaires étrangères,
Téhéran.

TEHERAN, *March* 30, 4 *Shôwa*, 1929.

YOUR EXCELLENCY,

I have the honour to inform you that the Japanese Government, animated by the sincere desire to bring to a conclusion at the earliest possible date the negotiations at present proceeding between the Governments of Japan and Persia for a treaty of friendship and for commercial, Customs, consular and establishment conventions, has instructed me to communicate to you the following provisions for the regulation of the relations between the two countries in accordance with the principles and practice of ordinary international law and on a basis of complete equality.

1. The treatment accorded to the diplomatic and consular representatives of Persia on Japanese territory shall not in any case be inferior to the treatment accorded to the diplomatic and consular representatives of equivalent rank of the most favoured nation, subject to full reciprocity.

2. The Japanese Government shall accord most-favoured-nation treatment in the matter of establishment to Persian nationals in Japan, subject to full reciprocity.

3. The Japanese Government shall accord to the commerce of Persia, subject to full reciprocity, treatment not less advantageous than that accorded to the commerce of any other foreign country.

The Customs duties imposed on the natural or manufactured products of Persia on entry into Japan shall not be other or higher than those imposed on similar products of any other foreign origin.

These provisions shall come into force eight days after the date of the present Note, and unless the treaty and conventions above specified are put into force, shall continue to have effect for one year, at the end of which time notification may be made of their termination at thirty days' notice; failing which they shall remain in force, and shall not cease to have effect until after notice of thirty days has been given.

I have the honour to be, etc.

(Signed) Hioji NIHEI.

His Excellency,
Mohamed Ali Khan Farzine,
Acting Minister for Foreign Affairs,
Teheran.

N° 2500.

AFGHANISTAN ET PERSE

Traité d'amitié et de sécurité avec
protocole annexe, signés le 27
novembre 1927, et échange de
notes y relatif, Kaboul, les 20 et
27 décembre 1927, et protocole
annexe, Téhéran, 15 juin 1928.

AFGHANISTAN AND PERSIA

Treaty of Friendship and Security
with annexed Protocol, signed
November 27, 1927, and Exchange
of Notes relating thereto, Kabul,
December 20 and 27, 1927, and
annexed Protocol, Teheran, June
15, 1928.

کلی و بالخصوص شرائط و ترتیب ایجاد و تکمیل وسائل ارتباطیه بین مملکتین را اعم از اتصال راه های مملکتین و ایجاد و اتصال یست زمینی و هوایی و خطوط تلگرافی با سیم و بی سیم و شرائط دادن ترانزیت آزاد و استفاده تجارت در سرتاسر خاک یکدیگر و دادن مزایا و تسهیلات گمرکی و امثال آن را تحت مطالعه دقیق قرار دهند تا پس از تصویب بسوق عمل گذارده شود .

ماده ۳

اتباع طرفین متعاهدین در خاک یکدیگر در مسائل عمومی مورد معامله ملت کاملة الوداد خواهند بود . در قرارداد های تجارتي و گمرکی و اقامت که باید در اسرع اوقات بین طرفین منعقد شود طرفین متعاهدین نسبت بهمديگر معامله را که غیر مساعد تر از معامله هر يك از آنها با هر دولت ثالثي نباشد خواهند نمود .

ماده ۴

مدت اعتبار این پروتکل که پس از رسیدن بتصویت و صحه مقامات صلاحیت دار مملکتین دارای اعتبار خواهد بود تا آخر مدت اعتبار عهد نامه ودادیه و تأمینیه منعقد در تاریخ ششم آذر ماه ۱۳۰۶ خواهد بود .

اختیار داران طرفین این پروتکل را که مکمل عهد نامه ودادیه و تأمینیه ششم آذر ماه

۱۳۰۶ میباشد در دو نسخه اصلی فارسی امضا نموده

طهران بتاريخ ۲۵ خرداد ۱۳۰۷ مطابق ۱۵ ژوئن ۱۹۲۸

غلام صدیق وکیل امور خارجه

پاک روان

محل مهر غلام صدیق

محل مهر پاک روان

و اعلیحضرت پادشاه افغانستان :

دالبقدر جلالتهاب سردار اعلی غلام صدیق خان کفیل وزارت امور خارجه
و اختیار داران مزبور پس از ارائه اختیار نامه های خود که دارای شرایط و اعتبار
لازمه بود در مواد ذیل موافقت حاصل کردند :

ماده ۱

در صورتیکه یکی از مملکتین ایران و افغانستان مورد عملیات خصمانه یک یا چند دولت
تاک بشود متعاهد دیگر مکلف است که تمام کوشش خود را بعمل آورد که وضعیت مذکوره
را اصلاح نماید .

اگر با وجود تمام مساعی مبذوله معدالتک وقوع جنگ حتمی و ناگزیر شود متعاهدین
تقبل میکنند که وضعیت را بدقت و با روح یگانگی و محبت و خیرخواهی تحت مطالعه درآورند
تا اینکه راه حلی که موافق منافع عالی آنها و متناسب با وضعیت باشد پیدا نمایند .

ماده ۲

دولتین متعاهدین قبول میکنند که جهت ترقی و تعالی مملکتین و ملتین هرگونه وسائل
و وسائطی را که برای طرف دیگر نافهم و مورد احتیاج بوده و در مملکت طرف مقابل
موجود باشد اعم از وسائل مادی و متخصصین فنی و غیره به اختیار طرف مقابل واگذار
و طرف مقابل را بان معاونت نماید - ترتیب واگذاری و معاونت مذکور را بر طبق
مقاولات مخصوص معین خواهند کرد - همچنین طرفین متعاهدین معظمین توافق نظر
حاصل نمودند که با همدیگر تشریک مساعی اقتصادی بنمایند و قبول نمودند که در اسرع
اوقات متخصصین فنی طرفین مجتمعاً شرایط و وسائل تشریک مساعی اقتصادی مزبور را بطور

پروتکل منضمه به عهد نامه ودادیه
و تأمینیه ششم آذر ماه ۱۳۰۶
بین مملکتین ایران و افغانستان

Texte officiel persan communiqué par le délégué permanent de la Perse auprès de la Société des Nations. L'enregistrement de ce protocole¹ a eu lieu le 25 février 1931.

Persian official text communicated by the Permanent Delegate of Persia accredited to the League of Nations. The registration of this Protocol¹ took place February 25, 1931.

نظر بوجود بودن روابط مادی و معنوی و رشته‌های الفت و برادری بین مملکتین ایران و افغانستان که خوشبختانه بوسیله عهد نامه ودادیه اول سرطان ۱۳۰۰ و عهد نامه ودادیه و تأمینیه ششم آذر ماه ۱۳۰۶ مقرر و تکمیل شده است و برای تشدید و تنمیم روابط مزبوره اعلیحضرت شاهنشاه ایران و اعلیحضرت پادشاه افغانستان انعقاد پرتکل حاضر را در تکمیل عهدنامه‌های مذکوره لازم شمرده و برای امضاء آن اختیار داران خود را بترتیب ذیل معین نمودند:

اعلیحضرت شاهنشاه ایران :

جناب میرزا فتح‌الله خان پاک روان کفیل وزارت امور خارجه

¹ L'échange des ratifications a eu lieu à Kaboul, le 7 janvier 1931.

¹ The exchange of ratifications took place at Kabul, January 7, 1931.

جواب مراسله ضمیمه
عهد نامه و دادیه و تامينيه
ايران و افغانستان

وزارت خارجه

مورخه ۶ جدی ۱۳۰۶

مدیریت ممالک اسلامی

نمبر ۲۶۹۱

آقای وزیر مختار

مراسله نمبر ۸۴۷ مورخه ۲۹ آذر جلالتیاب در موضوع عقد فرار داد و دادیه و تامينيه بين دولتین افغانستان و ایران دائر بر اینکه دولت علیه ایران مواد فرار داد مذکور را منافی با تعهداتیکه در مقابل جامعه ملل دارد نمیداند و اصل دست مودت گردید استحضار حاصل شد

وکیل وزارت خارجه

محمدولی

ع ج آقای سید مهدبخان فرخ وزیر مختار دولت علیه ایران .

مراسله ضمیمه عهد نامه و دادیه و تأمینیه ایران و افغانستان

بتاریخ ۲۹ آذر ماه ۱۳۰۶

نمره ۸۴۷

آقای کفیل وزارت خارجه

نظر بقصد قرارداد و دادیه و تأمینیه بین دولتین ایران و افغانستان افتخار دارم باطلاع جناب مستطاب اجل عالی برسانم که چون دولت شاهنشاهی ایران همواره اهتمام دارد که تعهدات خود را انجام دهد و تعهدات عهدنامه مذکور را با تمهیداتی که در مقابل جامعه ملل دارد منافی نمیشمارد علیهذا دولت شاهنشاهی ایران بدولت علیه افغانستان اعلام میدارد که تعهداتی را که از عضویت خود در جامعه ملل دارد بنوبه خود محترم و مجری خواهد داشت .

موقع را برای تجدید احترامات فائمه مغنم میشمارم .
مهدی فرخ

فصل نهم

قرار داد حاضر در دو نسخه اصلی بزبان فارسی نوشته شده و نسخ صحه شده در کابل مبادله خواهد شد .

برای تصدیق مراتب مذکوره در این قرار داد اخبار داران طرفین آن را در دو نسخه امضا و مهر نمودند

بتاریخ ششم آذر ماه یکهزار و سیصد و شش مطابق ششم قوس یکهزار و سیصد و شش شمسی هجری ۱۳۰۶

وزیر مختار و ایلچی مخصوص اعلیحضرت شاهنشاه ایران وکیل وزیر خارجه
مهدی فرخ غلام صدیق

پروتکل ضمیمه

نظر بفصل ششم قرارداد ودادیه و تأمینیه منعقدہ مابین دولتین ایران و افغانستان طرفین متعاهدین برای طرز ارجاع بحکمت این طور موافقت نمودند که در صورت ظهور اختلاف مابین طرفین متعاهدین هر گاه از اجرای ساسی حل قضیه نشود هر یک از طرفین یکی از رجال مهم مملکت خود را بطور تفویض انتخاب مینمایند در صورت عدم موافقت رای مابین آنها دو حکم مزبور متفقاً یکی از رجال مهم مملکت بیطرف ثالثی را انتخاب خواهند نمود و رأی آن حکم ثالث در باب مابه الاختلاف قطعی الاجری خواهد بود .

بتاریخ ششم آذر ماه یکهزار و سیصد و شش مطابق ششم قوس یکهزار و سیصد و شش شمسی هجری ۱۳۰۶

وزیر مختار و ایلچی مخصوص اعلیحضرت شاهنشاه ایران وکیل وزیر خارجه
مهدی فرخ غلام صدیق

قرار دادهای تجارتی و اقامت و قنسولی و پستی و تلگرافی و اعاده مجرمین را مبنی بر اصول تساوی طرفین منعقد نمایند .

فصل ششم

طرفین متعاهدین توافق نمودند که برای تصفیه و تسویه اختلافاتیکه ممکن است فیما بین بروز کند و بطریق عادی دیپلماتیک حل نشود بطریق مخصوصی که در پروتکل ضمیمه توضیح شده است حل خواهند نمود

فصل هفتم

محتاج توضیح نیست که در خارج از حدود تقابلیکه طرفین متعاهدین نسبت به همدیگر دارند هر یک از طرفین در روابط بین المللی خود آزادی مطلق خواهند داشت

فصل هشتم

قرار داد حاضر برای مدت شش سال منعقد شده و پس از رسیدن بتصویب و صحه مقامات مقننه ملکتن دارای اعتبار خواهد بود .

هرگاه یکی از طرفین متعاهدین تا ششماه بانقضای مدت اعتبار این قرار داد مانده میل خود را در باب خاتمه دادن بان اعلام ننماید قرار داد بخودی خود برای مدت یکساله تجدید شده محسوب خواهد شد تا وقتیکه آفلا تا ششماه قبل از انقضای سال عدم تجدید آن در آخر آن سال از یکی از طرفین اخطار شود .

اخطار تصمیم بخاتمه دادن بقرارداد حاضر پس از انقضای شش سال اول در موقعیکه کتر از شش ماه بانقضای مدت آن مانده باشد مؤثر نخواهد بود .

فصل سوم

هر يك از طرفين متعاهدین تقبل میکند که در هیچنوع عملیات خصمانه که از طرف يك یا چند دولت ثالث برضد طرف متعاهد وقوع یابد و همچنین در اتحادها و ائتلافهای سیاسی و نظامی که برخلاف استقلال و یا مصونیت و یا اقتدارات متعاهد دیگر و یا موجب ضرر سیاسی و یا نظامی او باشد نه رسماً و نه عملاً شرکت ننماید و همچنین طرفین متعاهدین از مشارکت در محاصره و یا بایکوت اقتصادی که برضد یکی از متعاهدین بعمل آمده باشد خود ذاری خواهند نمود .

فصل چهارم

در صورتی که يك یا چند دولت ثالث در موقع جنگ با یکی از متعاهدین بی طرفی متعاهد دیگر را نقض کرده و از خاک آن مملکت قشون و اسلحه و مهمات جنگی عبور دهد و یا بخواهد تفرات و آذوقه و چهارپایان و کلیه هر چیزی که برای جنگ لازم باشد از آن مملکت تهیه نماید و یا قشون خود را که عقب نشینی مینماید از انجا عبور دهد و یا سکه مملکت بی طرف را برای مقاصد نظامی خود تشویق و وادار بقیام بکند و یا در خاک مملکت بی طرف استکشافات نظامی بعمل آورد متعاهد بی طرف ملزم است که با قوای مسلح خود از عملیات مزبور جلوگیری کرده و بی طرفی خود را حفظ نماید .

فصل پنجم

طرفین متعاهدین موافقت مینمایند که اختیار داران خود را در ظرف مدتی که بیش از نه ماه پس از مبادله نسخ صحه شده این قرار داد نباشد در طهران مجتمع کرده و

روابط صمیمی خودها را متین‌تر و امین‌تر نمایند برای استحصالی این مطلب انعقاد یک عهدنامه ودادیه و تأمینیه را لازم شمرده

از طرف دولت شاهنشاهی ایران

جناب میرزا سید مهدیخان فرخ

وزیر مختار و ایلچی مخصوص اعلیحضرت شاهنشاهی ایران

و از طرف دولت شاهی افغانستان

عالم‌قدر جلال‌تباب سردار اعلی غلام صدیق خان

کفیل وزارت خارجه

وکلای مختار معین شدند و کلای مختار مشارالیهما پس از ارائه اعتبارنامه های خودشان که آن را موافق باصول جاریه یافتند بمقتد فصول آتی موافقت کردند .

فصل اول

اساس روابط ایران و افغانستان عهدنامه مورخ اول سرطان ۱۲۰۰ است که تمام مواد و مقررات آن دارای اعتبار میباشد .

فصل دوم

هر يك از طرفین متعاهدین تقبل میکند که از حمله و تجاوزات بطرف مقابل و یا وارد کردن قوای مسلحه خود بجاك طرف مقابل خودداری بکنند .
در صورتیکه یکی از متعاهدین مورد حمله يك یا چند دولت ثالث بشود طرف متعاهد دیگر تقبل میکند که بیطرفی را در تمام مدت جنگ محفوظ بدارد و ضمناً طرفی که مورد حمله واقع شده است از طرف خود برفرض موجود بودن هر نوع منافع سیاسی و سوق الجیشی و تاکتیکی نباید این بی طرفی را نقض کند .

N° 2500.

TEXTE PERSAN. — PERSIAN TEXT.

عهد نامه و دادیه و تأمینیه

بین

ایران و افغانستان

Texte officiel persan communiqué par le délégué permanent de la Perse auprès de la Société des Nations. L'enregistrement de ce traité¹ a eu lieu le 16 octobre 1930.

Persian official text communicated by the Permanent Delegate of Persia accredited to the League of Nations. The registration of this Treaty¹ took place October 16, 1930.

بسم الله الرحمن الرحيم

دولتین علیتین ایران و افغانستان نظر بمناسبات¹ و ارتباطات مادی و معنوی و نظر بوضعیت جغرافی و نیز از یگانگی دینی و حسی و دیگر احتیاجات و ظائفی را که عصر حاضر برای ملتین روز بروز ایجاد و ایجاد مینماید در زیر نظر ملاحظه آورده خواستند باعتبار جازم رشته دوستی و برادری موجوده را که در پیشان ثابت و پایدار است روشن تر و

¹ L'échange des ratifications a eu lieu à Kaboul, le 14 septembre 1928.

¹ The exchange of ratifications took place at Kabul, September 14, 1928.

¹ TRADUCTION. — TRANSLATION.

N^o 2500. — TRAITÉ D'AMITIÉ ET DE SÉCURITÉ ENTRE LA PERSE ET L'AFGHANISTAN. SIGNÉ LE 27 NOVEMBRE 1927.

LES GOUVERNEMENTS DE PERSE et D'AFGHANISTAN, vu leurs liens et leurs relations matérielles et morales ainsi que leur situation géographique, rapprochés par la communauté de religion et des sentiments, ont examiné les devoirs que le siècle présent leur crée et impose jour après jour et ont voulu avec une ferme conviction rendre plus évidents les liens d'amitié et de fraternité existants entre eux, assurer et consolider encore davantage leurs relations cordiales. A cet effet, les deux Parties ont jugé nécessaire de conclure un traité d'amitié et de sécurité. Ont été désignés comme plénipotentiaires :

DE LA PART DU GOUVERNEMENT IMPÉRIAL DE PERSE :

Son Excellence Mirza Seyed MEHDI KHAN FARROKH, ministre plénipotentiaire et envoyé extraordinaire de SA MAJESTÉ LE CHAHINCHAH DE PERSE ; et

DE LA PART DU GOUVERNEMENT ROYAL D'AFGHANISTAN :

Son Excellence SARDAR ALA,
Gholam SADIGH Khan, gérant du Ministère des Affaires étrangères ;

Lesquels, après s'être communiqué leurs pleins pouvoirs, trouvés en bonne et due forme, ont convenu des dispositions suivantes :

Article premier.

Le traité du 1^{er} Saratan 1300, qui reste valable dans toutes ses clauses et dispositions constitue la base des relations perso-afghanes.

Article 2.

Chacune des deux Parties contractantes s'engage à s'abstenir de toute attaque et agression contre l'autre Partie ainsi que de faire entrer ses forces armées sur le territoire de l'autre.

Dans le cas où l'une des deux Parties contractantes serait l'objet d'une agression de la part d'une ou de plusieurs tierces Puissances, l'autre Partie s'engage à garder la neutralité pendant toute la durée des hostilités. La Partie objet de l'agression ne devra pas de son côté violer cette neutralité nonobstant tous intérêts politique, stratégique et tactique.

Article 3.

Chacune des deux Parties contractantes s'engage à ne pas participer aux actes d'hostilité, de quelque nature qu'ils soient, dirigés contre l'autre Partie par une ou plusieurs tierces Puissances et à

¹ Traduction du Gouvernement persan.

¹ Translation of the Persian Government.

¹ TRANSLATION. — TRADUCTION.

No. 2500. — TREATY OF FRIENDSHIP AND SECURITY BETWEEN PERSIA AND AFGHANISTAN. SIGNED NOVEMBER 27, 1927.

THE GOVERNMENTS OF PERSIA and AFGHANISTAN, having regard to the moral and material ties and relations between them, and the unity of religion and of sentiments by which they are linked, have considered the obligations which the present time imposes upon them from day to day, and with firm conviction have desired to render more evident the ties of friendship and fraternity by which they are united, and to assure and consolidate still further their cordial relations with one another. To which end the two Parties have thought fit to conclude a treaty of friendship and security. The following Plenipotentiaries have been appointed :

BY THE IMPERIAL PERSIAN GOVERNMENT :

His Excellency Mirza Seyed MEHDI KHAN FARROKH, Minister Plenipotentiary and Envoy Extraordinary of His Majesty the Shah-in-Shah of Persia, and

BY THE ROYAL AFGHAN GOVERNMENT :

His Excellency Sardar Ala GHOLAM SADIGH Khan, Acting Head of the Ministry of Foreign Affairs,

Who, having communicated their full powers found in good and due form, have agreed as follows :

Article 1.

The Treaty of Saratan 1, 1300, all the clauses and provisions of which remain in force, shall be the basis of relations between Persia and Afghanistan.

Article 2.

Each of the two Contracting Parties undertakes to refrain from any attack or aggression against the other Party and from encroachment by armed force upon the other's territories.

In the event of one of the two Contracting Parties being the object of aggression on the part of one or more third Powers, the other Party undertakes to observe neutrality throughout the duration of hostilities. The Party which is the object of aggression shall not for his part violate such neutrality, whatever the political, strategic or tactical interests involved.

Article 3.

Each of the two Contracting Parties undertakes not to participate in hostile action of any kind directed against the other Party by one or more third Powers, or to take part in name or in

¹ Traduit par le Secrétariat de la Société des Nations, à titre d'information.

¹ Translated by the Secretariat of the League of Nations, for information.

ne prendre part, ni officiellement ni effectivement, aux alliances et aux ententes politiques et militaires dirigées contre l'indépendance, la sécurité ou l'autorité de l'autre Partie contractante ou impliquant pour elle des désavantages politique et militaire. De même chacune des deux Parties s'abstiendra de participer au blocus ou au boycottage économiques dirigés contre l'autre Partie.

Article 4.

Au cas où une ou plusieurs tierces Puissances, se trouvant en état de guerre avec l'une des deux Parties contractantes violerait la neutralité de l'autre, et ferait passer par son territoire des troupes, des armes ou du matériel de guerre, ou voudrait se procurer sur ce territoire des recrues, des denrées des bêtes de somme et en général, tout ce qui est nécessaire pour la guerre, ou ferait traverser par ce territoire son armée en retraite, ou encouragerait et pousserait au soulèvement, pour des fins militaires, la population de la Partie neutre, on procéderait à des investigations militaires dans la partie neutre, la Partie neutre est tenue d'empêcher lesdites opérations au moyen de ses forces armées et de sauvegarder sa neutralité.

Article 5.

Les deux Parties contractantes sont d'accord de convoquer à Téhéran, dans un délai de neuf mois à partir de l'échange des instruments de ratifications, leurs plénipotentiaires et de conclure sur la base de l'égalité des conventions commerciales, d'établissement, consulaire, postale, télégraphique et la convention d'extradition.

Article 6.

Les deux Parties contractantes sont d'accord de résoudre par la procédure indiquée dans le protocole ci-annexé les différends qui pourraient surgir entre elles et qui n'auraient pas été résolus par la voie diplomatique ordinaire.

Article 7.

Il demeure entendu qu'en dehors des engagements que les deux Parties contractantes ont contractés l'une à l'égard de l'autre, chacune d'elles a liberté complète dans ses relations internationales.

Article 8.

Le présent traité est conclu pour une durée de six ans et sera valable après ratification par les organes législatifs des deux pays.

Au cas où l'une des deux Parties contractantes n'aurait pas annoncé son désir d'y mettre fin six mois avant son expiration, le présent traité se renouvellera pour des périodes d'un an, jusqu'à ce que l'une des deux Parties fasse connaître, au moins six mois avant la fin de l'année, son intention de ne pas le renouveler, l'année terminée.

Après l'expiration des six premières années un préavis de dénonciation, formulé moins de six mois avant le terme du traité, sera sans effet.

Article 9.

Le présent traité est rédigé en double original en persan et les instruments de ratification seront échangés à Caboul.

fact in political or military alliances or understandings directed against the independence, security or authority of the other Contracting Party or involving political or military disadvantage to the latter. Similarly, each of the two Parties shall refrain from taking part in blockades or economic boycotts directed against the other Party.

Article 4.

In the event of one or more third Powers at war with one of the two Contracting Parties violating the neutrality of the other Party, or causing troops, arms or war material to pass through the latter's territory, or seeking to procure recruits, supplies, beasts of burden or necessaries of war in general on such territory, or causing their armies in retreat to pass through such territory, or for their own military purposes encouraging or inciting the population of the neutral Party to rebel, the neutral Party shall be under obligation to prevent such operations by armed force and to safeguard his neutrality.

Article 5.

The two Contracting Parties agree that within nine months from the exchange of ratifications their plenipotentiaries shall meet at Teheran for the purpose of concluding on a basis of equal treatment commercial, establishment, consular, postal, telegraphic and extradition agreements.

Article 6.

The two Contracting Parties agree to settle by the means laid down in the Protocol annexed hereto such differences as may arise between them and as it may not have been possible to settle through the ordinary diplomatic channels.

Article 7.

It is understood that, apart from the obligations which the two Contracting Parties have assumed towards one another, each retains complete freedom of action in his international relations.

Article 8.

The present treaty is concluded for a period of six years, and shall come into force after ratification by the legislative bodies of the two countries.

In the event of one of the two Contracting Parties not having announced his intention six months before the expiry of the treaty to terminate it, it shall be renewed for periods of one year, until such time as one of the two Parties announces, not less than six months before the close of the year, his intention not to renew it at the close of the year.

After the expiry of the first six years, notice of denunciation given less than six months before the term of the treaty shall be of no effect.

Article 9.

The present treaty is drawn up in duplicate Persian texts, and the instruments of ratification shall be exchanged at Kabul.

En foi de quoi les plénipotentiaires des deux Parties ont signé le présent traité et y ont apposé leur sceau.

Le 6 Azar 1306-6 Ghovs 1306 (27 novembre 1927).

(Signé) Mehdi FARROKH,
*Ministre plénipotentiaire et envoyé extraordinaire
de S. M. le Chahinchah de Perse.*

(Signé) Gh. SADIGH,
Gérant des Affaires étrangères.

PROTOCOLE ANNEXE

Vu l'article 6 du traité d'amitié et de sécurité conclu entre les Etats de Perse et d'Afghanistan, les deux Parties contractantes, en ce qui concerne les modalités de la procédure arbitraire, sont tombés d'accord sur ce qui suit. Au cas où surgiraient entre elles des différends qui ne seraient pas résolus par la voie diplomatique, chacune des deux Parties mandatera un de ses hommes d'Etat. S'ils ne pouvaient réaliser l'accord entre eux, les deux arbitres s'entendront pour désigner un homme d'Etat d'une Puissance neutre et l'opinion de ce tiers arbitre sur la question qui a fait l'objet du différend décidera définitivement.

Le 6 Azar 1306-6 Ghovs 1306 (27 novembre 1927).

(Signé) Mehdi FARROKH,
*Ministre plénipotentiaire et Envoyé extraordinaire
de S. M. le Chahinchah de Perse.*

(Signé) Gh. SADIGH,
Gérant des Affaires étrangères.

N° 847.

Le 29 Azarmah 1306 (20 décembre 1927).

NOTES ANNEXES AU TRAITÉ D'AMITIÉ ET DE SÉCURITÉ CONCLU ENTRE LA PERSE ET L'AFGHANISTAN.

MONSIEUR LE GÉRANT DU MINISTÈRE DES AFFAIRES ÉTRANGÈRES,

Vu la conclusion du traité d'amitié et de sécurité entre la Perse et l'Afghanistan, j'ai l'honneur de porter à la connaissance de Votre Excellence ce qui suit :

Le Gouvernement impérial de Perse étant soucieux de remplir ses obligations et considérant que les obligations découlant pour lui dudit traité ne sont pas en contradiction avec celles qu'il a envers la Société des Nations, fait connaître au Gouvernement d'Afghanistan qu'il respectera de même ses obligations en tant que membre de la Société des Nations.

Veillez agréer, etc.

(Signé) Mehdi FARROKH.

In faith whereof the Plenipotentiaries of the two Parties have signed the present treaty and have thereto affixed their seals.

Azar 6, 1306 = Ghovs 6, 1306 (November 27, 1927).

(Signed) Mehdi FARROKH,
*Minister Plenipotentiary and Envoy Extraordinary
of His Majesty the Shah-in-Shah of Persia.*

(Signed) Gh. SADIGH,
Acting Head of Ministry of Foreign Affairs.

ANNEXED PROTOCOL.

In virtue of Article 6 of the Treaty of Friendship and Security concluded between Persia and Afghanistan, the two Contracting Parties have agreed in regard to the forms of arbitration procedure as follows. In the event of disputes arising between them which are not settled through diplomatic channels, each of the two Parties shall appoint a statesman of his country. If these two arbitrators are unable to agree between themselves, they shall jointly appoint a statesman of a neutral Power, and the decision of this third arbitrator on the subject of the dispute shall be final.

Azar 6, 1306 = Ghovs 6, 1306 (November 27, 1927).

(Signed) Mehdi FARROKH,
*Minister Plenipotentiary and Envoy Extraordinary
of His Majesty the Shah-in-Shah of Persia.*

(Signed) Gh. SADIGH,
Acting Head of the Ministry of Foreign Affairs.

No. 847.

AZARMAH 29, 1306 (December 20, 1927).

NOTES ANNEXED TO THE TREATY OF FRIENDSHIP AND SECURITY BETWEEN PERSIA AND AFGHANISTAN.

TO THE ACTING HEAD OF THE MINISTRY OF FOREIGN AFFAIRS.

With regard to the conclusion of the Treaty of Friendship and Security between Persia and Afghanistan, I have the honour to bring the following to Your Excellency's notice :

The Imperial Persian Government, being desirous of fulfilling its obligations and considering that the obligations devolving upon it in virtue of the said treaty are not inconsistent with its obligations towards the League of Nations, hereby informs the Afghan Government that it will likewise respect its obligations as a member of the League of Nations.

I have, etc.,

(Signed) Mehdi FARROKH.

N° 2691.

Le 6 Djady 1306 (27 décembre 1927).

MONSIEUR LE MINISTRE,

J'ai l'honneur d'accuser à Votre Excellence réception de votre lettre N° 847 du 29 Azar, dont j'ai pris connaissance, relative à la conclusion du traité d'amitié et de sécurité entre les Etats d'Afghanistan et de Perse et par laquelle vous m'aviez fait connaître que le Gouvernement persan ne considère pas les clauses dudit traité comme en contradiction avec les obligations qu'il a envers la Société des Nations.

Le Gérant du Ministère des Affaires étrangères :

(Signé) Mohammed VALI.

Son Excellence

Seyed Mehdi Khan Farrokh,
Ministre plénipotentiaire de Perse.

PROTOCOLE ANNEXE

AU TRAITÉ D'AMITIÉ ET DE SÉCURITÉ DU 6 AZAR 1306, ENTRE LA PERSE ET L'AFGHANISTAN.
SIGNÉ A TÉHÉRAN, LE 15 JUIN 1928.

SA MAJESTÉ IMPÉRIALE LE CHAH DE PERSE et SA MAJESTÉ LE ROI D'AFGHANISTAN, considérant que les liens matériels et moraux et les relations d'amitié et de fraternité ont heureusement été établis entre la Perse et l'Afghanistan par le Traité d'amitié du 1^{er} Saratan 1300 et confirmés par le traité d'amitié et de sécurité du 6 Azar 1306, et désireux de resserrer et de renforcer lesdits liens, ont décidé d'établir, pour compléter lesdits traités, le présent protocole et ont désigné à cet effet pour leurs plénipotentiaires :

SA MAJESTÉ IMPÉRIALE LE CHAH DE PERSE :

Son Excellence Fatoullah Khan PAKREVAN, gérant du Ministère des Affaires étrangères ;

SA MAJESTÉ LE ROI D'AFGHANISTAN :

Son Excellence Sardar Aala GHOLAM-SADIGH Khan, gérant du Ministère des Affaires étrangères ;

Lesquels, après s'être communiqué leurs pleins pouvoirs, trouvés en bonne et due forme, sont convenus des dispositions suivantes :

Article premier.

Au cas où l'un des deux pays serait l'objet d'actes d'hostilité de la part d'une ou plusieurs tierces Puissances, l'autre Partie contractante est tenue de mettre en action tous les moyens se trouvant à sa disposition pour obtenir un règlement satisfaisant de la situation.

Si, malgré tous les efforts ainsi déployés, la guerre devenait imminente et inévitable, les deux Parties contractantes s'engagent à procéder, dans un esprit de cordialité et de bon vouloir réciproques, à un examen attentif de la situation, en vue de trouver une solution appropriée aux circonstances et conforme à leurs intérêts supérieurs.

No. 2691.

Djady 6, 1306 (December 27, 1927).

YOUR EXCELLENCY,

I have the honour to acknowledge receipt of your letter No. 847 of Azar 29, the contents of which I note, relating to the conclusion of the Treaty of Friendship and Security between Afghanistan and Persia, and informing me that the Persian Government does not regard the provisions of the said treaty as being inconsistent with its obligations towards the League of Nations.

(Signed) Mohammed VALI,

Acting Head of the Ministry of Foreign Affairs.

To His Excellency
Seyed Mehdi Khan Farrokh,
Minister Plenipotentiary of Persia.

PROTOCOL ANNEXED

TO THE TREATY OF FRIENDSHIP AND SECURITY OF AZAR 6, 1306, BETWEEN PERSIA
AND AFGHANISTAN. SIGNED AT TEHERAN, JUNE 15, 1928.

HIS IMPERIAL MAJESTY THE SHAH OF PERSIA and HIS MAJESTY THE KING OF AFGHANISTAN, having regard to the moral and material ties and the relations of friendship and fraternity happily established between Persia and Afghanistan by the Treaty of Friendship of Saratan 1, 1300, and confirmed by the Treaty of Friendship and Security of Azar 6, 1306, and being desirous of consolidating and strengthening those ties, have decided to supplement the said Treaties by the present Protocol, and have for that purpose appointed as their Plenipotentiaries :

HIS IMPERIAL MAJESTY THE SHAH OF PERSIA :

His Excellency Fatoullah KHAN PAKREVAN, Acting Head of the Ministry of Foreign Affairs ;

HIS MAJESTY THE KING OF AFGHANISTAN :

His Excellency Sardar Aala GHOLAM-SADIGH Khan, Acting Head of the Ministry of Foreign Affairs ;

Who, having communicated their full powers, found in good and due form, have agreed on the following provisions :

Article I.

In the event of either of the two countries being the object of hostile action on the part of one or more third Powers, the other Contracting Party shall employ all the means at his disposal for the purpose of obtaining a satisfactory settlement of the situation.

If, in spite of all the efforts thus exerted, war becomes imminent and inevitable, the two Contracting Parties undertake to examine the situation carefully in a spirit of cordiality and reciprocal goodwill with a view to finding a solution appropriate to the circumstances and in conformity with their higher interests.

Article 2.

Chacune des deux Parties contractantes convient de concourir au progrès et au relèvement des deux pays et des deux nations en mettant à la disposition de l'autre partie tous les moyens existant dans son propre pays et susceptibles de lui être utiles et nécessaires, tels que ressources matérielles, experts techniques, etc. Les deux Parties fixeront par des conventions spéciales les modalités de cette assistance.

Les deux Hautes Parties contractantes conviennent également de collaborer dans le domaine économique. Elles consentent à ce que les experts techniques des deux Parties procèdent, d'un commun accord, dans le plus bref délai possible, à l'examen minutieux des conditions et des moyens de cette collaboration économique en général, et plus particulièrement, des conditions et des modalités de la création et du perfectionnement des moyens de communication entre les deux pays, à savoir : extension et raccordement des réseaux routiers des deux pays, établissement de relations postales terrestres et aériennes, de lignes télégraphiques avec ou sans fil, ainsi que des conditions de l'octroi réciproque du libre transit et de la liberté d'exercer le commerce sur toute l'étendue de leur territoire respectif, des facilités et avantages douaniers et autres. Les dispositions ainsi arrêtées seront mises en vigueur après ratification.

Article 3.

Les ressortissants des deux Parties contractantes jouiront, en règle générale, sur leurs territoires respectifs, du traitement de la nation la plus favorisée.

Le traitement que les deux Parties contractantes se réserveront réciproquement par les conventions commerciale, douanière et d'établissement que les deux Parties auront à conclure dans le plus bref délai possible, ne sera pas inférieur au traitement accordé par chacune d'elles à une tierce Puissance quelconque.

Article 4.

Le présent protocole entrera en vigueur après ratification par les autorités compétentes des deux pays et restera en vigueur jusqu'à l'expiration du traité d'amitié et de sécurité conclu en date du 6 Azar 1306.

Les plénipotentiaires des deux Parties ont signé le présent Protocole, qui complète le traité d'amitié et de sécurité du 6 Azar 1306, en double original, en persan.

TÉHÉRAN, le 25 *Khordad* 1307 (15 juin 1928.)

(Signé) PAKREVAN.

(Signé) GHOLAM SADIGH,
Gérant des Affaires étrangères.

Article 2.

Each of the two Contracting Parties undertakes to contribute to the progress and improvement of both countries and both nations by placing at the disposal of the other Party all the means existing in his own country which may be useful or necessary to that Party, such as material resources, technical experts, etc. The manner in which such assistance shall be given shall be determined in special Conventions between the two Parties.

The two High Contracting Parties also undertake to co-operate in the economic sphere. They agree that the technical experts of both Parties shall, as soon as possible and by common agreement proceed to a careful examination of conditions and means for effecting such economic co-operation in general and more particularly conditions and methods for establishing and improving means of communication between the two countries, namely, the extension and linking up of the road systems of the two countries, and the establishment of postal connections by land and air and of telegraphic and wireless communication, and conditions under which the Parties shall reciprocally grant free transit and liberty to trade throughout their respective territories, and Customs and other facilities and advantages. The provisions thus decided upon shall be put into force after ratification.

Article 3.

The nationals of either Contracting Party shall, as a general rule, enjoy most-favoured-nation treatment in their respective territories.

The treatment which the two Contracting Parties shall reciprocally grant each other in the commercial, Customs and establishment treaties to be concluded as soon as possible between the two Parties shall not be inferior to the treatment accorded by each Party to any third Power.

Article 4.

The present Protocol shall enter into force after ratification by the competent authorities of the two countries and shall remain in force until the expiration of the Treaty of Friendship and security concluded on Azar 6, 1306.

The Plenipotentiaries of the two Parties have signed the present Protocol which supplements the Treaty of Friendship and Security of Azar 6, 1306, in duplicate in Persian.

TEHERAN, *Khordad* 25, 1307 (*June* 15, 1928).

(Signed) PAKREVAN.

(Signed) GHOLAM SADIGH.
Acting Head of the Ministry of Foreign Affairs.

ANNEXE XXVII.



ANNEX XXVII.



ANNEXE XXVII

PRÉSENTATIONS A L'ENREGISTREMENT, ADHÉSIONS, SIGNATURES, RATIFICATIONS POSTÉRIEUREMENT DÉPOSÉES, ETC.

N^o 11. — ARRANGEMENT¹ INTERNATIONAL EN VUE D'ASSURER UNE PROTECTION EFFICACE CONTRE LE TRAFIC CRIMINEL CONNU SOUS LE NOM DE « TRAITE DES BLANCHES ». SIGNÉ A PARIS, LE 18 MARS 1904.

ADHÉSIONS

CHINE 6 novembre 1925.
ESTONIE 15 avril 1930.
JAPON 20 octobre 1925.
YOUgosLAVIE 12 avril 1929.

(En vertu de l'article 8 de la Convention du 4 mai 1910).

Communiquées par le ministre des Affaires étrangères de la République française, le 27 mars 1931.

N^o 15. — CONVENTION² DE BERNE REVISÉE (9 SEPTEMBRE 1886) POUR LA PROTECTION DES ŒUVRES LITTÉRAIRES ET ARTISTIQUES. SIGNÉE A BERLIN, LE 13 NOVEMBRE 1908.

ADHÉSIONS

SIAM, effective à partir du 17 juillet 1931.

Communiquée par le Conseil fédéral suisse le 24 juillet 1931.

¹ Vol. I, page 83 ; vol. III, page 254 ; et vol. XI, page 354, de ce recueil.

² Vol. I, page 217 ; vol. III, page 259 ; vol. XI, page 358 ; vol. XXIV, page 138 ; vol. XLV, page 95 ; vol. LIX, page 342 ; vol. LXIII, page 375 ; vol. LXIX, page 64 ; vol. LXXXVIII, page 434 ; vol. LXXXIII, page 372 ; et vol. C, page 150, de ce recueil.

ANNEX XXVII.

PRESENTATIONS FOR REGISTRATION, ACCESSIONS, SIGNATURES, RATIFICATIONS SUBSEQUENTLY DEPOSITED, ETC.

No. 11. — INTERNATIONAL AGREEMENT¹ FOR THE SUPPRESSION OF THE "WHITE SLAVE TRAFFIC". SIGNED AT PARIS, MARCH 18, 1904.

ACCESSIONS.

CHINA November 6, 1925.
ESTONIA April 15, 1930.
JAPAN October 20, 1925.
YUGOSLAVIA, April 12, 1929.

(In virtue of Article 8 of the Convention of May 4, 1910).

Communicated by the Minister for Foreign Affairs of the French Republic, March 27, 1931.

No. 15. — INTERNATIONAL CONVENTION² RELATIVE TO THE PROTECTION OF LITERARY AND ARTISTIC WORKS REVISING THAT SIGNED AT BERNE, SEPTEMBER 9, 1886. SIGNED AT BERLIN, NOVEMBER 13, 1908.

ACCESSIONS.

SIAM, effective as from July 17, 1931.

Communicated by the Swiss Federal Council, July 24, 1931.

¹ Vol. I, page 83 ; Vol. III, page 254 ; and Vol. XI, page 355, of this Series.

² Vol. I, page 217 ; Vol. III, page 259 ; Vol. XI, page 359 ; Vol. XXIV, page 139 ; Vol. XLV, page 95 ; Vol. LIX, page 342 ; Vol. LXIII, page 375 ; Vol. LXIX, page 64 ; Vol. LXXXVIII, page 434 ; Vol. LXXXIII, page 372 ; and Vol. C, page 150, of this Series.

¹ TRANSLATION. — TRADUCTION.

BERNE, le 17 juillet 1931.

BERNE, July 17, 1931.

MONSIEUR LE MINISTRE,

MONSIEUR LE MINISTRE,

Nous avons l'honneur de porter à la connaissance de Votre Excellence que, par note du 17 juin dernier, le Ministère des Affaires étrangères à Bangkok nous a fait part de l'accession du Royaume de Siam à la Convention de Berne révisée pour la protection des œuvres littéraires et artistiques, du 13 novembre 1908, et au Protocole du 20 mars 1914, additionnel à cette convention. Cette accession a lieu conformément à l'article 25 de la Convention et sous les réserves suivantes :

We have the honour to inform Your Excellency that, in a note dated June 17, 1931, the Minister for Foreign Affairs at Bangkok informed us of the accession of the Kingdom of Siam to the revised Berne Convention of November 13, 1908, relative to the protection of literary and artistic works, and to the Additional Protocol of March 20, 1914, to that Convention. This accession is in accordance with Article 25 of the Convention, and is subject to the following reservations :

1^o En ce qui concerne la protection des œuvres des arts appliqués à l'industrie, le Gouvernement du Siam substitue à l'alinéa 4 de l'article 2 de la Convention de 1908 l'article 4 de la Convention de 1886, qui ne comprend pas parmi les œuvres littéraires et artistiques les œuvres des arts appliqués.

(1) As regards the protection of works of art applied to industrial purposes, the Siamese Government substitutes for paragraph 4 of Article 2 of the 1908 Convention Article 4 of the 1886 Convention, which does not include works of applied art amongst literary and artistic works.

2^o En ce qui concerne l'accomplissement des conditions et formalités prescrites par la loi du pays d'origine de l'œuvre, le Gouvernement du Siam déclare substituer à l'article 4, alinéa 2, de la Convention de 1908, l'article 2, alinéa 2, de la Convention signée à Berne, le 9 septembre 1886.

(2) As regards the accomplishment of the conditions and formalities prescribed by the law of the country of origin of the work, the Siamese Government declares that it substitutes for Article 4, paragraph 2, of the 1908 Convention Article 2, paragraph 2, of the Convention signed at Berne on September 9, 1886.

3^o En ce qui concerne le droit exclusif des auteurs de faire ou d'autoriser la traduction de leurs œuvres, le Gouvernement du Siam déclare substituer à l'article 8 de la Convention de 1908, l'article 5 de la Convention signée à Berne, le 9 septembre 1886, dans la version de l'article premier, chiffre III, de l'Acte additionnel de Paris, du 4 mai 1896.

(3) As regards the exclusive right of authors to make or authorise a translation of their works, the Siamese Government declares that it substitutes for Article 8 of the 1908 Convention Article 5 of the Convention signed at Berne on September 9, 1886, as modified in Article 1, Section III, of the Additional Act signed at Paris on May 4, 1896.

4^o En ce qui concerne la reproduction des articles de journaux et de revues, le Gouvernement du Siam déclare substituer à l'article 9 de la Convention de 1908, l'article 7 de la Convention signée à Berne, le 9 septembre 1886, dans la version de l'article premier, chiffre IV, de l'Acte additionnel de Paris, du 4 mai 1896.

(4) As regards the reproduction of newspaper and review articles, the Siamese Government declares that it substitutes for Article 9 of the 1908 Convention Article 7 of the Convention signed at Berne on September 9, 1886, as modified in Article 1, Section IV, of the Additional Act signed at Paris on May 4, 1896.

¹ Traduit par le Secrétariat de la Société des Nations, à titre d'information.

¹ Translated by the Secretariat of the League of Nations, for information.

5° En ce qui concerne la représentation publique des œuvres dramatiques et dramatico-musicales et l'exécution publique des œuvres musicales, le Gouvernement du Siam déclare substituer à l'article 11 de la Convention de 1908 l'article 9 de la Convention signée à Berne, le 9 septembre 1886, et le chiffre 2 du Protocole de clôture de même date, de cette dernière Convention.

6° En ce qui concerne l'application de la Convention de 1908 aux œuvres qui, au moment de son entrée en vigueur, n'étaient pas encore tombées dans le domaine public de leur pays d'origine, le Gouvernement du Siam déclare substituer à l'article 18 de ladite Convention de 1908, l'article 14 de la Convention signée à Berne, le 9 septembre 1886, et le numéro 4 du Protocole de clôture, de même date, de cette dernière Convention, dans la version de l'article 2, chiffre II, de l'Acte additionnel de Paris, du 4 mai 1896.

Pour sa contribution aux dépenses du Bureau de l'Union internationale (article 23 de la Convention de 1908) le Royaume du Siam désire être rangé dans la sixième classe.

L'adhésion dont il s'agit prend effet à dater de la présente notification, soit à partir du 17 juillet 1931.

En vous priant de vouloir bien prendre acte de ce qui précède, nous vous présentons, Monsieur le Ministre, l'assurance de notre haute considération.

Au nom du Conseil fédéral suisse :

Pour le Président de la Confédération :
SCHULTHESS.

Le Chancelier de la Confédération :
KÆSLIN.

A Son Excellence
Monsieur le Ministre
des Affaires étrangères.

ADHÉSIONS (suite)

LIECHTENSTEIN, effective à partir du 30 juillet 1931.

*Communiquée par le Conseil fédéral suisse,
le 3 août 1931.*

(5) As regards the public representation of dramatic and dramatico-musical works and the public performance of musical works, the Siamese Government declares that it substitutes for Article 11 of the 1908 Convention Article 9 of the Convention signed at Berne on September 9, 1886, and Section 2 of the Final Protocol of the same date to the last-named Convention

(6) As regards the application of the 1908 Convention to works which at the moment of its coming into force had not yet fallen into the public domain in the country of origin, the Siamese Government declares that it substitutes for Article 18 of the said 1908 Convention Article 14 of the Convention signed at Berne on September 9, 1886, and Section 4 of the Final Protocol of the same date to the last-named Convention, as modified in Article 2, Section II, of the Additional Act signed at Paris on May 4, 1896.

As regards its contribution to the expenses of the Office of the International Union (Article 23 of the 1908 Convention), the Kingdom of Siam desires to be placed in the 6th class.

This accession takes effect as from the date of the present notification, that is to say, as from July 17, 1931.

We would ask you to be good enough to take note of the foregoing.

We have the honour to be, etc.

On behalf of the Swiss Federal Council :

SCHULTHESS,
For the President of the Confederation.

KÆSLIN,
Chancellor of the Confederation.

To
His Excellency
The Minister for Foreign Affairs.

ACCESSIONS. (continued)

LIECHTENSTEIN, effective as from July 30, 1931.

*Communicated by the Swiss Federal Council
August 3, 1931.*

N^o 16. — PROTOCOLE¹ ADDITIONNEL A LA CONVENTION INTERNATIONALE POUR LA PROTECTION DES ŒUVRES LITTÉRAIRES ET ARTISTIQUES, EN DATE DU 13 NOVEMBRE 1908. SIGNÉ A BERNE, LE 20 MARS 1914.

No. 16. — ADDITIONAL PROTOCOL¹ TO THE INTERNATIONAL COPYRIGHT CONVENTION OF NOVEMBER 13, 1908. SIGNED AT BERNE, MARCH 20, 1914.

ADHÉSION

SIAM, effective à partir du 17 juillet 1931.

*Communiquée par le Conseil fédéral suisse,
le 24 juillet 1931.*

(Voir convention précédente.)

ACCESSION.

SIAM, effective as from July 17, 1931.

*Communicated by the Swiss Federal Council,
July 24, 1931.*

(See preceding Convention.)

N^o 153. — CONVENTION² ENTRE LA POLOGNE ET LA VILLE LIBRE DE DANTZIG. SIGNÉE A PARIS, LE 9 NOVEMBRE 1920.

No. 153. — CONVENTION² BETWEEN POLAND AND THE FREE CITY OF DANZIG. SIGNED AT PARIS, NOVEMBER 9, 1920.

LETTRE DU DÉLÉGUÉ PERMANENT DE LA POLOGNE AUPRÈS DE LA SOCIÉTÉ DES NATIONS RELATIVE A CERTAINES CORRECTIONS A INSÉRER DANS LE TEXTE DE LA CONVENTION CI-DESSUS.

LETTER FROM THE PERMANENT DELEGATE OF THE POLISH REPUBLIC ACCREDITED TO THE LEAGUE OF NATIONS RELATING TO CERTAIN MODIFICATIONS TO BE INSERTED IN THE TEXT OF THE ABOVE CONVENTION.

Communiquée au Secrétariat, le 18 mai 1931.

Communicated to the Secretariat, May 18, 1931.

¹ Vol. I, page 243 ; vol. III, page 259 ; vol. XI, page 358 ; vol. XXIV, page 138 ; vol. XLV, page 95 ; vol. LIX, page 342 ; vol. LXIII, page 375 ; vol. LXIX, page 69 ; vol. LXXXIII, page 372 ; vol. XCVI, page 180 ; et vol. C, page 153, de ce recueil.

² Vol. VI, page 189, de ce recueil.

¹ Vol. I, page 243 ; Vol. III, page 259 ; Vol. XI, page 359 ; Vol. XXIV, page 139 ; Vol. XLV, page 95 ; Vol. LIX, page 342 ; Vol. LXIII, page 375 ; Vol. LXIX, page 69 ; Vol. LXXXIII, page 372 ; Vol. XCVI, page 180 ; and Vol. C, page 153, of this Series.

² Vol. VI, page 189, of this Series.

¹ TRADUCTION. — TRANSLATION.

DÉLÉGATION POLONAISE
AUPRÈS DE LA
SOCIÉTÉ DES NATIONS.
No. 1577/31.

POLISH DELEGATION
ACCREDITED TO
THE LEAGUE OF NATIONS.
No. 1577/31

GENÈVE, le 16 mai 1931.

GENEVA, May 16th, 1931.

MONSIEUR LE SECRÉTAIRE GÉNÉRAL,

SIR,

D'ordre de mon gouvernement, j'ai l'honneur de vous prier de bien vouloir faire apporter les corrections suivantes dans le texte français et anglais de la Convention entre la Pologne et la Ville libre de Dantzig, signée à Paris, le 9 novembre 1920 et enregistrée au Secrétariat général de la Société des Nations sous le No. 153 le 25 septembre 1921 :

Acting on instructions received from my Government, I have the honour to request you to be so good as to make the following corrections in the French and English texts of the Treaty between Poland and the Free City of Danzig signed at Paris on November 9, 1920, and registered with the Secretariat of the League of Nations under No. 153 on September 25, 1921 :

1^o Article 35 : au lieu de : «..... de la Pologne ou de la Ville libre de Dantzig..... » dans le texte français, «..... Poland or of the Free City of Danzig » dans le texte anglais, il faut lire : «..... de l'une ou de l'autre des Hautes Parties contractantes » dans le texte français, et «..... either of the High Contracting Parties... » dans le texte anglais.

(1) In Article 35, instead of “ ... de la Pologne ou de la Ville libre de Dantzig... ” in the French text, “ ... Poland or of the Free City of Danzig... ” in the English text, read : “.... de l'une ou de l'autre des Hautes Parties Contractantes ” in the French text and “ either of the High Contracting Parties.... ” in the English text.

2^o Clause finale : au lieu de : «..... la Pologne et la Ville libre de Dantzig » dans le texte français, «..... Poland and the Free City of Danzig » dans le texte anglais ; il faut lire : «..... chacune des Hautes Parties Contractantes », et «..... each of the High Contracting Parties ».

(2) Last clause : instead of “ la Pologne et la Ville libre de Dantzig ” in the French text, “.... Poland and the Free City of Danzig ” in the English text, read “... chacune des Hautes Parties Contractantes ” and “.... each of the High Contracting Parties ”.

Veuillez agréer, Monsieur le Secrétaire général, les assurances de ma très haute considération.

I have the honour to be,

Le Délégué à la Société des Nations :

(Signé) F. SOKAL,
Ministre plénipotentiaire.

(Signed) F. SOKAL,
Minister Plenipotentiary,
Delegate to the League of Nations.

Monsieur le Secrétaire général
de la Société des Nations,
Genève.

The Secretary-General of the
League of Nations,
Geneva.

¹ Traduit par le Secrétariat de la Société des Nations, à titre d'information.

¹ Translated by the Secretariat of the League of Nations, for information.

N^o 170. — PROTOCOLE¹ DE SIGNATURE CONCERNANT LE STATUT DE LA COUR PERMANENTE DE JUSTICE INTERNATIONALE VISÉ PAR L'ARTICLE 14 DU PACTE DE LA SOCIÉTÉ DES NATIONS: GENÈVE, LE 16 DÉCEMBRE 1920.

No. 170. — PROTOCOL¹ OF SIGNATURE RELATING TO THE STATUTE OF THE PERMANENT COURT OF INTERNATIONAL JUSTICE PROVIDED FOR BY ARTICLE 14 OF THE COVENANT OF THE LEAGUE OF NATIONS. GENEVA, DECEMBER 16, 1920.

RATIFICATION

PERSE 25 avril 1931.

DISPOSITION FACULTATIVE :

RATIFICATIONS

FRANCE 25 avril 1931.
ROUMANIE 9 juin 1931.

RATIFICATION.

PERSIA April 25, 1931.

OPTIONAL CAUSE :

RATIFICATIONS.

FRANCE April 25, 1931.
ROUMANIA June 9, 1931.

N^o 222. — CONVENTION INTERNATIONALE² DE L'OPIUM. SIGNÉE A LA HAYE, LE 23 JANVIER 1912.

No. 222. — INTERNATIONAL OPIUM CONVENTION². SIGNED AT THE HAGUE, JANUARY 23, 1912.

Les signatures ci-après du protocole relatif à la mise en vigueur de la convention ont été communiquées au Secrétariat de la Société des Nations par le ministre des Pays-Bas à Berne.

The following signatures of the Protocol respecting the putting into force of the Convention were communicated to the Secretariat of the League of Nations by the Netherlands Minister at Berne.

¹ Vol. VI, page 379 ; vol. XI, page 404 ; vol. XV, page 304 ; vol. XXIV, page 152 ; vol. XXVII, page 416 ; vol. XXXIX, page 165 ; vol. XLV, page 96 ; vol. L, page 159 ; vol. LIV, page 387 ; vol. LXIX, page 70 ; vol. LXXII, page 452 ; vol. LXXXVIII, page 435 ; vol. LXXXVIII, page 272 ; vol. XCII, page 362 ; vol. XCVI, page 180 ; vol. C, page 153 ; et vol. CIV, pages 492-495, de ce recueil.

² Vol. VIII, pages 187, 236 et suivantes ; vol. XI, page 414 ; vol. XV, page 310 ; vol. XIX, page 282 ; vol. XXIV, page 162 ; vol. XXXI, page 244 ; vol. XXXV, page 298 ; vol. XXXIX, page 167 ; vol. LIX, page 346 ; et vol. CIV, page 495, de ce recueil.

¹ Vol. VI, page 379 ; Vol. XI, page 405 ; Vol. XV, page 305 ; Vol. XXIV, page 153 ; Vol. XXVII, page 417 ; Vol. XXXIX, page 165 ; Vol. XLV, page 96 ; Vol. L, page 159 ; Vol. LIV, page 387 ; Vol. LXIX, page 70 ; Vol. LXXII, page 452 ; Vol. LXXXVIII, page 435 ; Vol. LXXXVIII, page 272 ; Vol. XCII, page 362 ; Vol. XCVI, page 180 ; Vol. C, page 153 ; and Vol. CIV, pages 492-495, of this Series.

² Vol. VIII, pages 187, 236 and following ; Vol. XI, page 415 ; Vol. XV, page 311 ; Vol. XIX, page 283 ; Vol. XXIV, page 163 ; Vol. XXXI, page 245 ; Vol. XXXV, page 299 ; Vol. XXXIX, page 167 ; Vol. LIX, page 346 ; and Vol. CIV, page 495, of this Series.

Etats	Signatures de la Convention	Signatures du Protocole des Puissances non représentées à la Conférence de l'opium	Ratification de la Convention	Signatures du Protocole relatif à la mise en vigueur de la Convention (Dates de l'entrée en vigueur)
Ville Libre de Dantzig (Par l'intermédiaire de la Pologne)	—	—	—	5 mars 1931
République Dominicaine	—	—	—	14 avril 1931
Salvador	—	—	—	29 mai 1931

States	Signatures of the Convention	Signatures of the Protocol of the Powers not represented at the Conference	Ratification of the Convention	Signatures of the Protocol respecting the putting into force of the Convention (dates of entry into force)
Free City of Danzig . . . (Through the intermediary of Poland).	—	—	—	March 5, 1931
Dominican Republic . . .	—	—	—	April 14, 1931
Salvador . . .	—	—	—	May 29, 1931

N^o 269. — CONVENTION¹ INTERNATIONALE POUR LA RÉPRESSION DE LA TRAITE DES FEMMES ET DES ENFANTS. SIGNÉE A GENÈVE, LE 30 SEPTEMBRE 1921.

No. 269. — INTERNATIONAL CONVENTION¹ FOR THE SUPPRESSION OF THE TRAFFIC IN WOMEN AND CHILDREN. SIGNED AT GENEVA, SEPTEMBER 30, 1921.

RATIFICATION

Ratification de l'adhésion du DANEMARK... 23 avril 1931.

« Procédant au dépôt de l'instrument de ratification par Sa Majesté le Roi de Danemark et d'Islande sur la Convention internationale pour la suppression de la traite des femmes et des enfants, signée à Genève, le 30 septembre 1921, à laquelle le Danemark a adhéré par une déclaration en date du 12 mars 1923, j'ai l'honneur, d'ordre de mon gouvernement, de déclarer :

1^o Que la ratification de mon gouvernement est subordonnée à la réserve que la convention susmentionnée ne prendra

RATIFICATION.

Ratification of the accession by DENMARK ... April 23, 1931.

“ Upon depositing the instrument of ratification by His Majesty the King of Denmark and Iceland of the International Convention for the suppression of the traffic in women and children, signed at Geneva, September 30, 1921, to which Denmark acceded by a Declaration dated March 12, 1923, I have the honour, by order of my Government, to state :

(1) That my Government's ratification is subject to the reservation that this Convention will take effect in respect of

¹ Vol. IX, page 415 ; Vol. XV, page 310 ; vol. XIX, page 282 ; vol. XXIV, page 162 ; vol. XXVII, page 418 ; vol. XXXV, page 300 ; vol. XXXIX, page 167 ; vol. XLV, page 99 ; vol. L, page 160 ; vol. LIV, page 388 ; vol. LXIII, page 378 ; vol. LXXXIII, page 373 ; vol. XCII, page 367 ; et vol. C, page 156, de ce recueil.

¹ Vol. IX, page 415 ; Vol. XV, page 311 ; Vol. XIX, page 283 ; Vol. XXIV, page 163 ; Vol. XXVII, page 419 ; Vol. XXXV, page 301 ; Vol. XXXIX, page 167 ; Vol. XLV, page 99 ; Vol. L, page 160 ; Vol. LIV, page 388 ; Vol. LXIII, page 378 ; Vol. LXXXIII, page 373 ; Vol. XCII, page 367 ; and Vol. C, page 156, of this Series.

effet, en ce qui concerne le Danemark, qu'à l'entrée en vigueur du Code pénal danois du 15 avril 1930 ;

2° Que la ratification de mon gouvernement n'engage pas le Groenland, la convention, vu les circonstances spéciales, n'ayant pas d'importance pour cette possession.

J'ai l'honneur d'ajouter que, selon une loi spéciale en date du 15 avril 1930, le Code pénal en question doit être mis en vigueur par un arrêté du ministre de la Justice le 1^{er} janvier 1933 au plus tard. »

ADHÉSIONS

COLONIE ET PROTECTORAT DE LA GAMBIE	} 10 avril 1931.	
PROTECTORAT DE L'UGANDA		
TERRITOIRE DE TANGANYIKA		
MONACO		
	18 juillet 1931.	

Denmark only upon the coming into force of the Danish Penal Code of April 15, 1930.

(2) That my Government's ratification does not include Greenland, the Convention, in view of the special circumstances, being of no interest for that possession.

I have the honour to add that, under a special law dated April 15, 1930, the Penal Code in question is to be brought into force by an Ordinance of the Minister of Justice not later than January 1st, 1933. "

ACCESSIONS.

COLONY AND PROTECTORATE OF THE GAMBIA	} April 10, 1931.	
PROTECTORATE OF UGANDA		
TERRITORY OF TANGANYIKA		
MONACO		
	July 18, 1931.	

N^o 518. — ÉCHANGE DE NOTES¹ ENTRE LES GOUVERNEMENTS DANOIS ET LITHUANIEN COMPORTANT UN ARRANGEMENT PROVISOIRE RELATIF AU COMMERCE ET A LA NAVIGATION ENTRE LEURS DEUX PAYS. COPENHAGUE, KAUNAS (KOVNO), LE 18 JUILLET 1923.

ABROGÉ A PARTIR DU 3 AVRIL 1931, PAR SUITE DE L'ENTRÉE EN VIGUEUR DU TRAITÉ DE COMMERCE ET DE NAVIGATION DU 21 JUIN 1930.

Communiqué par le délégué permanent du Danemark auprès de la Société des Nations, le 27 mars 1931.

No. 518. — EXCHANGE OF NOTES¹ BETWEEN THE DANISH AND LITHUANIAN GOVERNMENTS CONSTITUTING A PROVISIONAL ARRANGEMENT WITH REGARD TO COMMERCE AND NAVIGATION BETWEEN THEIR TWO COUNTRIES. COPENHAGEN, KAUNAS (KOVNO), JULY 18, 1923.

ABROGATED AS FROM APRIL 3, 1931, FOLLOWING THE ENTRY INTO FORCE OF THE TREATY OF COMMERCE AND NAVIGATION OF JUNE 21, 1930.

Communicated by the Permanent Delegate of Denmark accredited to the League of Nations, March 27, 1931.

¹ Vol. XX, page 197, de ce recueil.

¹ Vol. XX, page 197, of this Series.

N^o 587. — ÉCHANGE DE NOTES¹ ENTRE LES GOUVERNEMENTS LITHUANIEN ET SUÉDOIS, COMPORTANT UN ARRANGEMENT PROVISOIRE RELATIF AU COMMERCE ET A LA NAVIGATION ENTRE LES DEUX PAYS. KAUNAS (KOVNO), LE 17 FÉVRIER 1924.

N^o 587. — EXCHANGE OF NOTES¹ BETWEEN THE LITHUANIAN AND SWEDISH GOVERNMENTS, CONSTITUTING A PROVISIONAL AGREEMENT RELATING TO COMMERCE AND NAVIGATION BETWEEN THE TWO COUNTRIES. KAUNAS (KOVNO), FEBRUARY 17, 1924.

ECHANGE DE NOTES RELATIF A L'APPLICATION RÉCIPROQUE AUX VOYAGEURS, DE COMMERCE DES DISPOSITIONS DE L'ARRANGEMENT CITEDessus, RELATIVES AU TRAITEMENT DE LA NATION LA PLUS FAVORISÉE EN CE QUI CONCERNE LES IMPOTS ET TOUTS LES AUTRES DROITS, DE QUELQUE NATURE QU'ILS SOIENT. RIGA, LE 8 AVRIL 1931, ET KAUNAS, LE 13 AVRIL 1931.

EXCHANGE OF NOTES REGARDING THE RECIPROCAL APPLICATION TO COMMERCIAL TRAVELLERS OF THE PROVISIONS OF THE ABOVE ARRANGEMENT RELATING TO MOST-FAVOURIED-NATION TREATMENT, AS REGARDS TAXES AND OTHER DUES OF ANY KIND WHATSOEVER. RIGA, APRIL 8, 1931, AND KAUNAS, APRIL 13, 1931.

Communiqué par le ministre des Affaires étrangères de Suède, le 25 avril 1931.

Communicated by the Swedish Minister for Foreign Affairs, April 25, 1931.

² TRADUCTIONS. — TRANSLATIONS.

I.

LÉGATION DE SUÈDE.

D. Nr. 2/1931.

KAUNAS p. t. RIGA, le 8 avril 1931.

MONSIEUR LE MINISTRE,

Dans une note circulaire du Ministère des Finances lithuanien en date du 22 octobre 1929, concernant l'impôt sur les voyageurs de commerce sont énumérés les pays dont les citoyens ou maisons commerciales jouissent du traitement favorable indiqué sous le chiffre B dans ladite note. Parmi ces pays ne se trouve pas la Suède.

Or, vu les dispositions de l'arrangement commercial entre la Suède et la Lithuanie, en date du 17 février 1924, les voyageurs de commerce lithuaniens jouissent en Suède des mêmes avantages en ce qui concerne les impôts et tous les autres droits, de quelque nature qu'ils soient, que les ressortissants du pays le plus favorisé.

¹ Vol. XXIII, page 153, de ce recueil.

² Traduit par le Secrétariat de la Société des Nations, à titre d'information.

I.

SWEDISH LEGATION.

D. Nr. 2/1931.

KAUNAS, via RIGA, April 8, 1931.

YOUR EXCELLENCY,

In a circular note of the Lithuanian Ministry of Finance dated October 22nd, 1929, with regard to the tax on commercial travellers, a list is given of the countries whose citizens or commercial firms enjoy the favourable treatment set forth under B in the said note. Sweden is not among those countries.

Under the Commercial Agreement between Sweden and Lithuania dated February 17th, 1924, Lithuanian commercial travellers enjoy in Sweden the same advantages in respect of taxation and all other duties of whatsoever nature as nationals of the most-favoured country.

¹ Vol. XXIII, page 153, of this Series.

² Translated by the Secretariat of the League of Nations, for information.

Conformément aux instructions reçues de mon gouvernement, j'ai l'honneur, en me référant aux dispositions dudit arrangement commercial entre la Suède et la Lithuanie, de prier Votre Excellence de bien vouloir faire les démarches nécessaires afin que les voyageurs de commerce suédois jouissent en Lithuanie du même traitement de la nation la plus favorisée en ce qui concerne les impôts et tous les autres droits.

Vous voudrez bien trouver jointe à la présente une liste des autorités compétentes suédoises chargées de délivrer les cartes de légitimation pour les voyageurs de commerce.

Veillez agréer, Monsieur le Ministre, les assurances de ma très haute considération.

(Signé) P. DE REUTERSWÄRD.

Son Excellence
Monsieur Zaunius,
Ministre des Affaires étrangères
de la République de Lithuanie,
etc., etc., etc.

Certifiée pour copie conforme :

Stockholm,
au Ministère royal des Affaires étrangères
le 23 avril 1931.

Le Chef des Archives p. i.,
C^{te} Lewenhaupt.

II.

UZIENIU
REIKALU MINISTERIJA.
MINISTÈRE
DES AFFAIRES ÉTRANGÈRES
DE LITHUANIE.
7006.

KAUNAS, le 13 avril 1931.

MONSIEUR LE MINISTRE,

J'ai l'honneur d'accuser réception à Votre Excellence de sa lettre en date du 8 avril courant D. Nr. 2. 1931, faisant savoir à Son Excellence Monsieur le Ministre des Affaires

Acting on instructions received from my Government, I have the honour, in view of the provisions of the said Commercial Agreement between Sweden and Lithuania, to request Your Excellency to be so good as to take the necessary steps to ensure that Swedish commercial travellers shall enjoy the same most-favoured-nation treatment in Lithuania so far as taxation and all other duties are concerned.

I attach a list of the competent Swedish authorities responsible for issuing identity cards for commercial travellers.

I have the honour, etc.

(Signed) P. DE REUTERSWÄRD.

His Excellency
Monsieur Zaunius,
Lithuanian Minister for Foreign Affairs,
etc., etc., etc.

II.

LITHUANIAN MINISTRY
OF
FOREIGN AFFAIRS.
7006.

KAUNAS, April 13, 1931.

MONSIEUR LE MINISTRE,

I have the honour to acknowledge receipt of Your Excellency's letter dated April 8th, 1931, D. Nr. 2. 1931, informing His Excellency the Minister for Foreign Affairs that " under the

étrangères que « vu les dispositions de l'arrangement commercial entre la Suède et la Roumanie, en date du 17 février 1924, les voyageurs de commerce lithuaniens jouissent en Suède des mêmes avantages, en ce qui concerne les impôts et tous les autres droits de quelque nature qu'ils soient, que les ressortissants du pays le plus favorisé ».

En remerciant Votre Excellence de cette communication ainsi que de la liste des autorités compétentes suédoises chargées de délivrer les cartes de légitimation pour les voyageurs de commerce, qui y était jointe, j'ai l'honneur de l'informer, d'ordre de mon Ministre, que vu les dispositions de l'arrangement commercial entre la Lithuanie et la Suède, en date du 17 février 1924, les voyageurs de commerce suédois jouiront, sur le territoire lithuanien, d'un traitement aussi favorable que celui qui est accordé aux voyageurs de commerce de la nation la plus favorisée, en ce qui concerne les impôts et tous les autres droits de quelque nature qu'ils soient.

Veillez agréer, je vous prie, Monsieur le Ministre, les assurances de ma très haute considération.

(Signé) K. GINEITIS.
Directeur
du Département économique.

Son Excellence
 Monsieur P. de Reuterswärd,
 Envoyé extraordinaire
 et Ministre plénipotentiaire de Suède,
 en Lithuanie.

Certifiée pour copie conforme :
 Stockholm,
 au Ministère royal des Affaires étrangères,
 le 23 avril 1931.

Le Chef des Archives p. i.
 C^{te} Lewenhaupt.

Commercial Agreement between Sweden and Lithuania dated February 17th, 1924, Lithuanian commercial travellers enjoy in Sweden the same advantages in respect of taxation and all other duties whatsoever as nationals of the most favoured country”.

In thanking Your Excellency for this communication and for the list of the competent Swedish authorities responsible for issuing identity cards for commercial travellers attached thereto, I have the honour to inform you, acting on instructions received from my Minister, that in view of the provisions of the Commercial Agreement between Sweden and Lithuania dated February 17th, 1924, Swedish commercial travellers will enjoy in Lithuanian territory a treatment as favourable as that granted to commercial travellers of the most favoured nation so far as concerns taxation and all other duties whatsoever.

I have the honour, etc.

(Signed) K. GINEITIS.
Director
of the Commercial Department.

His Excellency
 Monsieur P. de Reuterswärd,
 Envoy Extraordinary
 and Minister Plenipotentiary
 of Sweden in Lithuania.

N^o 597. — CONVENTION ¹ ENTRE LA BELGIQUE ET LE ROYAUME-UNI AU SUJET DES ACTES DE PROCÉDURE EN MATIÈRES CIVILE ET COMMERCIALE. SIGNÉE A LONDRES, LE 21 JUIN 1922.

N^o 597. — CONVENTION ¹ BETWEEN BELGIUM AND THE UNITED KINGDOM RESPECTING LEGAL PROCEEDINGS IN CIVIL AND COMMERCIAL MATTERS. SIGNED AT LONDON, JUNE 21, 1922.

ECHANGE DE NOTES RELATIF A L'ADHÉSION DE SARAWAK A LA CONVENTION CI-DESSUS, EFFECTIVE A PARTIR DU 19 JUIN 1931. BRUXELLES, LES 19 ET 29 MAI 1931.

EXCHANGE OF NOTES REGARDING THE EXTENSION TO SARAWAK OF THE PROVISIONS OF THE ABOVE-MENTIONED CONVENTION, EFFECTIVE AS FROM JUNE 19, 1931. BRUSSELS, MAY 19, AND 29, 1931.

Communiqué par le Secrétaire d'Etat aux Affaires étrangères de Sa Majesté en Grande-Bretagne le 3 juillet 1931.

Communicated by His Majesty's Secretary of State for Foreign Affairs in Great Britain, July 3, 1931.

² TRADUCTIONS. — TRANSLATIONS.

I.

BRITISH EMBASSY.

N^o 158.
(198/10/31.)

BRUSSELS, 19th May, 1931.

MONSIEUR LE MINISTRE,

On instructions from His Majesty's Principal Secretary of State for Foreign Affairs, I have the honour, in accordance with article 14 (b) of the Civil Procedure Convention signed at London on June 21st, 1922, hereby to notify to Your Excellency the extension of that Convention to Sarawak, and to state that the authority in Sarawak to whom judicial and extra-judicial acts and "*Commissions Rogatoires*" should be transmitted is the Legal Adviser at Kuching, and that communications and translations should be made in the English language.

2. In accordance with Article 14 (b) of the Convention, I have the honour to state that the extension now notified should come into force one month from the date of this note, that is to say, on the 19th proximo.

¹ Vol. XXIV, page 91 ; vol. XXXI, page 254 ; vol. XXXV, page 306 ; vol. XXXIX, page 175 ; vol. XLV, page 112 ; vol. LXXVIII, page 456 ; vol. LXXXIII, page 387 ; et vol. CIV, page 497, de ce recueil.

² Traduit par le Secrétariat de la Société des Nations, à titre d'information.

I.

AMBASSADE BRITANNIQUE.

N^o 158.
(198/10/31.)

BRUXELLES, 19 mai 1931.

MONSIEUR LE MINISTRE,

J'ai l'honneur, d'ordre du Secrétaire d'Etat principal de Sa Majesté aux Affaires étrangères, de notifier par la présente à Votre Excellence, en conformité avec l'article 14 b) de la Convention sur la procédure en matière civile, signée à Londres le 21 juin 1922, l'extension de ladite convention à Sarawak et de vous informer que l'autorité à Sarawak à laquelle doivent être adressés les actes judiciaires et extrajudiciaires et les commissions rogatoires est le Legal Adviser à Kuching, les communications et traductions devant être faites en langue anglaise.

2^o Conformément avec l'article 14 b) de la Convention, j'ai l'honneur de vous informer que l'extension ainsi notifiée entrera en vigueur dans un mois à partir de la date de la présente note, c'est-à-dire le 19 prochain.

¹ Vol. XXIV, page 91 ; Vol. XXXI, page 255 ; Vol. XXXV, page 307 ; Vol. XXXIX, page 175 ; Vol. XLV, page 112 ; Vol. LXXVIII, page 456 ; Vol. LXXXIII, page 387 ; and Vol. CIV, page 497, of this Series.

² Translated by the Secretariat of the League of Nations, for information.

3. In requesting that Your Excellency will be so good as to acknowledge the receipt of this communication, I avail myself of this opportunity, Monsieur le Ministre, to renew to Your Excellency the assurance of my highest consideration.

(Signed) GRANVILLE.

His Excellency,
Monsieur Paul Hymans,
Minister for Foreign Affairs.

Certified true copy :
British Embassy, Brussels.
June 1st, 1931.
(Signed) Granville.

II.

MINISTÈRE
DES AFFAIRES ÉTRANGÈRES.
DIRECTION GÉNÉRALE C.
No. C3 — 31029 D/17.

BRUXELLES, le 29 mai 1931.

MONSIEUR L'AMBASSADEUR,

Comme suite à l'office que Votre Excellence a bien voulu m'adresser sous la date du 19 mai courant, et le N° 158 (198/10/31), j'ai l'honneur de lui faire connaître que le Gouvernement du Roi marque son accord sur la décision du Gouvernement britannique d'étendre au territoire de Sarawak, à partir du 19 juin prochain, l'application de la Convention anglo-belge du 21 juin 1922, concernant la transmission de actes judiciaires et extrajudiciaires et l'établissement des preuves.

La transmission des exploits et des commissions rogatoires au Legal Adviser à Kuching sera assurée par M. le Consul de Belgique à Singapore.

Je saisis cette occasion, Monsieur l'Ambassadeur, de renouveler à Votre Excellence l'assurance de ma très haute considération.

(Signed) HYMANS.

Son Excellence
le Très Honorable Comte Granville,
Ambassadeur de Sa Majesté britannique,
Bruxelles.

Certified true copy :
British Embassy, Brussels.
June 1st, 1931.
(Signed) Granville.

3° Je prie Votre Excellence de bien vouloir accuser réception de la présente communication. Veuillez, etc.

(Signé) GRANVILLE.

Son Excellence
Monsieur Paul Hymans,
Ministre des Affaires étrangères.

II.

MINISTRY
OF FOREIGN AFFAIRS.
DEPARTMENT C.
No. C3-31029 D/17.

BRUSSELS, May 29th, 1931.

YOUR EXCELLENCY,

With reference to your communication No. 158 (198/10/31), of May 19, 1931, I have the honour to inform you that His Majesty's Government desires to express its agreement to the British Government's decision to extend the Anglo-Belgian Convention of June 21, 1922, concerning the transmission of judicial and extra-judicial acts and the taking of evidence, to the Territory of Sarawak, as from June 19, 1931.

These acts and the *commissions rogatoires* will be transmitted to the Legal Adviser at Kuching by the Belgian Consul at Singapore.

I have the honour to be, etc.

(Signed) HYMANS.

To His Excellency
Right Honourable Earl Granville,
His Britannic Majesty's Ambassador
at Brussels.

N^o 623. — CONVENTION¹ COMPLÉMENTAIRE ENTRE L'ESTONIE ET LA LETTONIE RELATIVE AUX QUESTIONS DE FRONTIÈRE. SIGNÉE A TALLINN, LE 1^{er} NOVEMBRE 1923.

No. 623. — SUPPLEMENTARY CONVENTION¹ BETWEEN ESTONIA AND LATVIA ON FRONTIER QUESTIONS. SIGNED AT TALLINN, NOVEMBER 1, 1923.

PROTOCOLE² CONCERNANT LA PROLONGATION DU DÉLAI DE LIQUIDATION DES BIENS IMMEUBLES PARTAGÉS PAR LA LIGNE FRONTIÈRE. SIGNÉ A RIGA, LE 4 MAI 1931.

PROTOCOL² CONCERNING THE PROLONGATION OF THE PERIOD ALLOWED FOR THE LIQUIDATION OF IMMOVABLE PROPERTY DIVIDED BY THE FRONTIER LINE. SIGNED AT RIGA, MAY 4, 1931.

Communiqué par le ministre des Affaires étrangères d'Estonie, le 3 août 1931.

Communicated by the Estonian Minister for Foreign Affairs, August 3, 1931.

³ TRADUCTION. — TRANSLATION.

PROTOCOLE

LE GOUVERNEMENT DE LA RÉPUBLIQUE D'ESTONIE, représenté par

Son Excellence M. Jaan TÕNISSON, ministre des Affaires étrangères ; et

LE GOUVERNEMENT DE LA RÉPUBLIQUE DE LETTONIE, représenté par

Son Excellence M. Karlis ULMANIS, président du Conseil, ministre des Affaires étrangères,

sont convenus de ce qui suit :

Prenant en considération que le terme de la liquidation des biens immeubles partagés par la ligne frontière, prévu par l'article 6 de la Convention complémentaire du 1^{er} novembre 1923 entre l'Estonie et la Lettonie, relative aux questions de frontière, est expiré, en vertu du Protocole en date du 27 mars 1930, le 1^{er} avril 1931 ;

Que tous les propriétaires des biens immeubles partagés par la frontière n'ont pas réussi à effectuer la liquidation prévue par l'article 6 susnommé,

PROTOCOL.

THE GOVERNMENT OF THE REPUBLIC OF ESTONIA, represented by

His Excellency M. Jaan TÕNISSON, Minister for Foreign Affairs ; and

THE GOVERNMENT OF THE REPUBLIC OF LATVIA, represented by

His Excellency M. Karlis ULMANIS, Prime Minister, Minister for Foreign Affairs,

have agreed as follows :

Whereas the period fixed in Article 6 of the Supplementary Convention on frontier questions of November 1st, 1923, between Estonia and Latvia, for the liquidation of immovable property intersected by the frontier line, expired on April 1, 1931, in virtue of the Protocol dated March 27, 1930 ;

And whereas all the proprietors of immovable property intersected by the frontier have not succeeded in effecting the liquidation referred to in the above-mentioned Article 6,

¹ Vol. XXV, page 345 ; et vol. C, page 209, de ce recueil.

² L'échange des ratifications a eu lieu à Tallinn, le 23 juillet 1931.

³ Traduit par le Secrétariat de la Société des Nations, à titre d'information.

¹ Vol. XXV, page 345 ; and Vol. C, page 209, of this Series.

² The exchange of ratifications took place at Tallinn, July 23, 1931.

³ Translated by the Secretariat of the League of Nations, for information.

Le terme de la liquidation des biens immeubles partagés par la frontière est prolongé jusqu'au 1^{er} octobre 1931.

En même temps sont prolongés respectivement les délais des privilèges pour les biens partagés par la frontière, prévus par l'article 16 de la Convention entre l'Estonie et la Lettonie du 19 octobre 1920 au sujet du tracé sur le terrain de la frontière entre les deux Etats, des droits des citoyens de la zone limitrophe et sur la situation des propriétés immobilières partagées par la ligne frontière.

Le présent protocole sera ratifié et les ratifications seront échangées à Tallinn.

Ce protocole entrera en vigueur le jour de l'échange des ratifications et l'effet en expirera le 1^{er} octobre 1931.

Fait en double expédition à Riga, le 4 mai 1931.

J. TÖNISSON.
K. ULMANIS.

The period for the liquidation of immovable property intersected by the frontier is extended to October 1, 1931.

At the same time, the periods allowed for the exercise of the privileges in respect of property intersected by the frontier provided for in Article 16 of the Convention of October 19, 1920, between Estonia and Latvia regarding the delimitation on the spot of the frontier between the two States, and also regarding the rights of the citizens in the frontier zone and the status of immovable property intersected by the frontier line, are respectively extended.

The present Protocol shall be ratified, and the ratifications shall be exchanged at Tallinn.

This Protocol shall enter into force on the date of the exchange of ratifications, and shall cease to have effect on October 1, 1931.

Done in duplicate at Riga, on May 4, 1931.

J. TÖNISSON.
K. ULMANIS.

N^o 678. — PROTOCOLE¹ RELATIF AUX CLAUSES D'ARBITRAGE. SIGNÉ A GENÈVE, LE 24 SEPTEMBRE 1923.

RATIFICATION

Pologne 26 juin 1931.

No. 678. — PROTOCOL¹ ON ARBITRATION CLAUSES. SIGNED AT GENEVA, SEPTEMBER 24, 1923.

RATIFICATION.

POLAND June 26, 1931

¹ Vol. XXVII, page 157 ; vol. XXXI, page 260 ; vol. XXXV, page 314 ; vol. XXXIX, page 190 ; vol. XLV, page 116 ; vol. L, page 161 ; vol. LIX, page 355 ; vol. LXIX, page 79 ; vol. LXXII, page 452 ; vol. LXXXIII, page 393 ; vol. LXXXVIII, page 312 ; vol. XCVI, page 190 ; vol. C, page 211 ; et vol. CIV, page 499, de ce recueil.

¹ Vol. XXVII, page 157 ; Vol. XXXI, page 261 ; Vol. XXXV, page 315 ; Vol. XXXIX, page 190 ; Vol. XLV, page 116 ; Vol. L, page 161 ; Vol. LIX, page 355 ; Vol. LXIX, page 79 ; Vol. LXXII, page 452 ; Vol. LXXXIII, page 393 ; Vol. LXXXVIII, page 312 ; Vol. XCVI, page 190 ; Vol. C, page 211 ; and Vol. CIV, page 499, of this Series.

N^o 790. — ÉCHANGE DE NOTES¹ ENTRE LES GOUVERNEMENTS ALLEMAND ET DANOIS COMPORTANT UN ARRANGEMENT RELATIF A LA CIRCULATION DE VÉHICULES AUTOMOBILES. COPENHAGUE, LE 29 NOVEMBRE 1924.

N^o 790. — EXCHANGE OF NOTES¹ BETWEEN THE GERMAN AND DANISH GOVERNMENTS, CONSTITUTING AN ARRANGEMENT WITH REGARD TO THE CIRCULATION OF MOTOR VEHICLES. COPENHAGEN, NOVEMBER 29, 1924.

ECHANGE DE NOTES ABROGEANT CET ARRANGEMENT. COPENHAGUE, LES 29 JANVIER ET 9 MARS 1931.

EXCHANGE OF NOTES ABROGATING THIS ARRANGEMENT. COPENHAGEN, JANUARY 29 AND MARCH 9, 1931.

Communiqué par le délégué permanent du Danemark auprès de la Société des Nations et le Consul général d'Allemagne à Genève, le 20 mars 1931.

Communicated by the Danish Delegate accredited to the League of Nations, and the German Consul-General at Geneva, March 20, 1931.

² TRADUCTION. — TRANSLATION.

I.

COPENHAGUE, le 29 janvier 1931.

MONSIEUR LE MINISTRE,

Me référant à la note verbale de la Légation d'Allemagne n^o 319/VI, en date du 17 décembre dernier, j'ai l'honneur de vous faire savoir que le Gouvernement danois est d'accord avec le Gouvernement allemand pour estimer que les dispositions prévues à l'article 10 de la Convention internationale relative à la circulation des automobiles, signée le 24 avril 1926, rendront superflues — à partir de la date où ladite convention sera entrée en vigueur au Danemark comme en Allemagne — les dispositions contenues dans l'Arrangement dano-allemand conclu par échange de notes en date du 29 novembre 1924 et concernant l'échange réciproque d'informations au cas où des ressortissants d'un des deux Etats se rendraient coupables de contraventions aux règles en vigueur dans l'autre pays pour la circulation sur les voies publiques, etc.

La Convention internationale relative à la circulation des automobiles, qui est entrée en vigueur en Allemagne le 13 décembre dernier, prendra effet au Danemark le 12 février prochain. Je me permets donc de vous proposer que la présente note et la réponse du Gouvernement allemand soient considérées comme un

¹ Vol. XXXI, page 131 ; et vol. XXXIX, page 208, de ce recueil.

² Traduit par le Secrétariat de la Société des Nations, à titre d'information.

I.

COPENHAGEN, January 29, 1931.

SIR,

With reference to the German Legation's verbal note No. 319/VI, dated December 17 last, I have the honour to inform you that the Danish Government agrees with the German Government that as from the date on which the International Road Traffic Convention, signed on April 24, 1926, comes into force in Denmark and Germany, the provisions of Article 10 of that Convention will render superfluous the provisions contained in the Dano-German Agreement concluded by exchange of notes dated November 29, 1924, and concerning reciprocal exchange of information in cases in which nationals of one of the two States have infringed the regulations in force in the other country in respect of traffic on public highways, etc.

The International Road Traffic Convention, which came into force in Germany on December 13 last, will take effect in Denmark on February 12 next. I have the honour therefore to propose to you that the present note and the German Government's reply should be regarded as an Agreement involving the abrogation of the

¹ Vol. XXXI, page 131, and Vol. XXXIX, page 208, of this Series.

² Translated by the Secretariat of the League of Nations, for information.

accord entraînant, à partir de la dernière des dates susmentionnées, l'abrogation de l'Arrangement dano-allemand du 29 novembre 1924.

Veillez agréer, Monsieur le Ministre, l'assurance de ma haute considération.

(Signé) P. MUNCH.

Monsieur le baron von Richthofen,
Ministre d'Allemagne.

Pour copie conforme :
E. Reventlow,
Secrétaire général
du Ministère des Affaires étrangères.

Dano-German Agreement of November 29, 1924, as from the latter of the two above-mentioned dates.

(Signed) P. MUNCH.

Baron von Richthofen,
German Minister.

II.

TEXTE ALLEMAND. — GERMAN TEXT.

DEUTSCHE GESANDTSCHAFT.
KOPENHAGEN.
Nr. 43. VI. 31.

KOPENHAGEN, *den 9 März 1931.*

HERR MINISTER !

Namens der Deutschen Regierung beehre ich mich auf das Schreiben vom 29. Januar d. J. zu erwidern, dass sie der darin ausgedrückten Auffassung zustimmt, wonach das deutsch-dänische Abkommen über die Gewährung von Amtshilfe bei Zuwiderhandlungen gegen Bestimmungen über den Verkehr mit Kraftfahrzeugen vom 29. November 1924 durch Artikel 10 des Internationalen Abkommens über Kraftfahrzeugverkehr vom 24. April 1926 mit dem 12. Februar 1931 gegenstandslos geworden ist.

Genehmigen sie, Herr Minister, die Versicherung meiner ausgezeichneten Hochachtung.

(gez.) Freiherr VON RICHTHOFEN.

Seiner Exzellenz
dem Königlichen Minister des Aeussern
Herrn Dr. phil. P. Munch.

Pour copie conforme :
E. Reventlow,
Secrétaire général
du Ministère des Affaires étrangères.

¹ TRADUCTION.

LÉGATION D'ALLEMAGNE.
COPENHAGUE.
43. VI. 31.

COPENHAGUE, *le 9 mars 1931.*

MONSIEUR LE MINISTRE,

En réponse à votre lettre du 29 janvier 1931, j'ai l'honneur de vous faire savoir, au nom du

¹ Traduit par le Secrétariat de la Société des Nations, à titre d'information.

¹ TRANSLATION.

GERMAN LEGATION.
COPENHAGEN.
No. 43.VI.31.

COPENHAGEN, *March 9, 1931.*

SIR,

In reply to your letter of January 29th, 1931, I have the honour to inform you on behalf of

¹ Translated by the Secretariat of the League of Nations, for information.

Gouvernement allemand, que ce dernier partage l'avis exprimé dans cette lettre et selon lequel l'article 10 de la Convention internationale relative à la circulation des automobiles, signée le 24 avril 1926, a rendu superflu, à dater du 12 février 1931, l'Arrangement germano-danois du 29 novembre 1924, concernant l'échange réciproque d'informations en cas de contraventions aux dispositions sur la circulation des automobiles.

Veuillez agréer, Monsieur le Ministre, etc.

(Signé) Freiherr VON RICHTHOFEN.

Son Excellence
Monsieur le Dr P. Munch,
Ministre des Affaires étrangères,
Copenhague.

the German Government that my Government shares the view expressed in that letter to the effect that as from February 12, 1931, Article 10 of the International Road Traffic Convention signed on April 24, 1926, renders superfluous the German-Danish Agreement of November 29, 1924, concerning reciprocal exchange of information in cases of infringement of the road traffic regulations.

I have the honour, etc.,

(Signed) Freiherr VON RICHTHOFEN.

His Excellency
Dr. P. Munch,
Minister for Foreign Affairs,
Copenhagen.

N^o 800. — ÉCHANGE DE NOTES¹ ENTRE LES GOUVERNEMENTS NÉERLANDAIS ET PORTUGAIS, COMPORTANT UN ARRANGEMENT PROVISOIRE POUR LE RÉGLEMENT DES RELATIONS COMMERCIALES ENTRE LES PAYS-BAS ET LE PORTUGAL. LISBONNE, LE 27 AOUT 1924.

No. 800. — EXCHANGE OF NOTES¹ BETWEEN THE NETHERLANDS AND PORTUGUESE GOVERNMENTS ESTABLISHING A PROVISIONAL AGREEMENT FOR THE REGULATION OF COMMERCIAL RELATIONS BETWEEN THE NETHERLANDS AND PORTUGAL. LISBON, AUGUST 27, 1924.

ÉCHANGE DE NOTES RELATIF A LA PROROGATION DE L'ARRANGEMENT CI-DESSUS POUR UN AN A PARTIR DU 1^{er} SEPTEMBRE 1931. LISBONNE, LES 24 ET 30 AVRIL 1931.

EXCHANGE OF NOTES RENEWING THE ABOVE AGREEMENT FOR ONE YEAR AS FROM SEPTEMBER 1st, 1931. LISBON, APRIL 24 AND 30, 1931.

Communiqué par le ministre des Pays-Bas à Berne, le 15 juin 1931.

Communicated by the Netherlands Minister at Berne, June 15, 1931.

¹ Vol. XXXI, page 235 ; vol. XXXIX, page 211 ; vol. XLV, page 148 ; vol. LIX, page 365 ; vol. LXXVIII, page 467 ; vol. LXXXVIII, page 320 ; et vol. C, page 212, de ce recueil.

¹ Vol. XXXI, page 235 ; Vol. XXXIX, page 211 ; Vol. XLV, page 148 ; Vol. LIX, page 365 ; Vol. LXXVIII, page 467 ; Vol. LXXXVIII, page 320 ; and Vol. C, page 212, of this Series.

¹ TRADUCTION: — TRANSLATION.

I.

LÉGATION ROYALE
DES PAYS-BAS.
N^o 269.

LISBONNE, le 24 avril 1931.

MONSIEUR LE MINISTRE,

J'ai l'honneur de porter à la connaissance de Votre Excellence que le Gouvernement de la Reine approuve de proroger à partir du 1 septembre prochain, et pour la période d'un an, le *modus vivendi* commercial entre les Pays-Bas et le Portugal, signé le 27 août 1924 à Lisbonne, tel qu'il a été modifié par la note du ministre des Pays-Bas à Lisbonne du 5 août 1926, N^o 365, et par la note concordante de l'honorable prédécesseur de Votre Excellence de la même date, N^o 5126.

En vertu de la présente note et de la note concordante que Votre Excellence voudra bien me faire parvenir, le Gouvernement de la Reine considère le *modus vivendi* en question comme prorogé pour la période d'un an, à partir du 1^{er} septembre 1931 pour terminer le 31 août 1932.

Je saisis volontiers cette occasion pour vous renouveler, Monsieur le Ministre, l'assurance de ma plus haute considération.

(Signé) HUYSSSEN VAN KATTENDIJKÉ.

Son Excellence
Monsieur Fernando Augusto Branco,
Ministre des Affaires étrangères
à Lisbonne.

I.

ROYAL NETHERLANDS
LEGATION.
No. 269.

LISBON, April 24, 1931.

MONSIEUR LE MINISTRE,

I have the honour to inform Your Excellency that Her Majesty's Government agrees to extend for a period of one year from September 1 next the commercial *modus vivendi* between the Netherlands and Portugal, signed on August 27, 1924, at Lisbon, as amended by Note No. 365 dated August 5, 1926, from the Netherlands Minister at Lisbon and the corresponding Note No. 5126 of the same date from Your Excellency's honourable predecessor.

In virtue of the present Note and the corresponding Note which Your Excellency will be good enough to send me, Her Majesty's Government regards the *modus vivendi* in question as extended for a period of one year from September 1, 1931, to terminate on August 31, 1932.

I have the honour, etc.,

(Signed) HUYSSSEN VAN KATTENDIJKÉ.

His Excellency
Monsieur Fernando Augusto Branco,
Minister for Foreign Affairs,
Lisbon.

II.

TEXTE PORTUGAIS. — PORTUGUESE TEXT.

MINISTÉRIO DOS NEGÓCIOS ESTRANGEIROS.
DIRECÇÃO GERAL DOS NEGÓCIOS COMERCIAIS.
QUESTÕES ECONÓMICAS.
N^o 51/31.

SENHOR MINISTRO,

Em referencia à nota N^o 269, de 24 do corrente em que V. Exa se dignou comunicar-me que o Governo de Sua Magestade a Rainha aprova a prorrogação, a partir de 1 de Setembro proximo

LISBOA, 30 de Abril de 1931.

¹ Traduit par le Secrétariat de la Société des Nations, à titre d'information.

¹ Translated by the Secretariat of the League of Nations, for information.

e pelo prazo de um ano, do *modus vivendi* existente entre Portugal e os Países Baixos, assinado em Lisboa em 27 de Agosto de 1924, tal como foi modificado por troca de notas em 5 de Agosto de 1926, tenho a honra de informar que o Governo da Republica, pela presente nota correspondente à referida nota de V. Exa, considera prorrogado esse *modus vivendi* pelo prazo de um ano, desde 1 de Setembro de 1931 até 31 de Agosto de 1932.

Aproveito a oportunidade para reiterar a V. Exa, os protestos da minha alta consideração.

(S) Fernando Augusto BRANCO.

Senhor Ridder Huyssen van Kattendijke,
etc., etc., etc.

¹ TRADUCTION.

MINISTÈRE
DES AFFAIRES ÉTRANGÈRES.
DIRECTION GÉNÉRALE
DES AFFAIRES COMMERCIALES.
QUESTIONS ÉCONOMIQUES.
Nº 51/31.

LISBONNE, le 30 avril 1931.

MONSIEUR LE MINISTRE,

Me référant à la note N° 269, du 24 courant, par laquelle vous avez bien voulu me faire savoir que le Gouvernement de Sa Majesté la Reine approuve la prorogation, à partir du 1^{er} septembre prochain, et pour la période d'un an, du *modus vivendi* existant entre le Portugal et les Pays-Bas, signé le 27 août 1924 à Lisbonne, tel qu'il a été modifié par un échange de notes en date du 5 août 1926, j'ai l'honneur de vous informer que le Gouvernement de la République, par la présente note qui correspond à la note ci-dessus visée de Votre Excellence, considère le *modus vivendi* en question comme prorogé pour la période d'un an, à partir du 1^{er} septembre 1931 jusqu'au 31 août 1932.

Je saisis cette occasion pour vous renouveler, Monsieur le Ministre, l'assurance de ma plus haute considération.

(Signé) Fernando Augusto BRANCO.

A Monsieur le Chevalier
Huyssen van Kattendijke,
etc., etc., etc.

¹ TRANSLATION.

MINISTRY
OF FOREIGN AFFAIRS.
GENERAL DIRECTORATE
OF COMMERCIAL AFFAIRS.
ECONOMIC QUESTIONS.
No. 51/31.

LISBON, April 30, 1931.

MONSIEUR LE MINISTRE,

With reference to Note No. 269 of the 24th instant, in which Your Excellency was good enough to inform me that Her Majesty's Government has agreed to extend for a period of one year from September 1st next the existing *modus vivendi* between Portugal and the Netherlands, signed at Lisbon on August 27, 1924, as amended by exchange of notes on August 5, 1926, I have the honour to inform you, in virtue of the present Note, which corresponds to Your Excellency's Note mentioned above, that the Government of the Republic regards this *modus vivendi* as extended for a period of one year, from September 1, 1931 to August 31, 1932.

I have the honour, etc.,

(Signed) Fernando Augusto BRANCO.

Senhor Ridder Huyssen van Kattendijke,
etc., etc., etc.

¹ Traduit par le Secrétariat de la Société des Nations, à titre d'information.

¹ Translated by the Secretariat of the League of Nations, for information.

N° 954. — CONVENTION¹ COMMERCIALE ENTRE LA HONGRIE ET LA POLOGNE.
SIGNÉE A BUDAPEST, LE 26 MARS 1925.

PROTOCOLE ADDITIONNEL²

A LA CONVENTION COMMERCIALE CONCLUE ENTRE LE ROYAUME DE HONGRIE ET LA RÉPUBLIQUE
DE POLOGNE A BUDAPEST, LE 26 MARS 1925. SIGNÉ A VARSOVIE, LE 2 DÉCEMBRE 1928.

*Communiqué par le ministre résident, chef de la Délégation hongroise auprès de la Société des Nations
et le délégué de la Pologne auprès de la Société des Nations, le 10 avril 1931.*

Les plénipotentiaires des deux Parties contractantes sont convenus de modifier la Convention commerciale conclue entre le Royaume de Hongrie et la République de Pologne à Budapest, le 26 mars 1925, en ce qui suit :

I.

L'annexe A) de la Convention commerciale entre la Hongrie et la Pologne du 26 mars 1925 est remplacée par la liste suivante :

A.

Numéro du tarif douanier hongrois	Désignation des marchandises	Unité	Droits en couronnes-or
71 a)	Semences de betteraves à sucre	100 kg.	exemptes
203 a) 2.	Bois scié d'essences forestières européennes, non raboté, non bouveté, non rainé de bois feuillus	»	exemptes
286	Calciumcarbide.	»	12.—
322 h)	Paraffine	»	12.50
548	Fils de coton, écrus, simples :		
	a) Jusqu'au N° 12 angl. inclus	»	19.50
	b) Au-dessus du N° 12 jusqu'au N° 32 angl. inclus :		
	Jusqu'au N° 27 angl. inclus	»	27.—
	Au-dessus N° 27 angl.	»	31.—
	c) Au-dessus du N° 32 jusqu'au N° 50 angl. inclus	»	40.—
	d) Au-dessus du N° 50 angl.	»	54.—
549 a)	Fils de coton, écrus à deux ou plusieurs bouts, à simple torsion :		
	1° Jusqu'au N° 12 angl. inclus	»	32.—
	2° Au-dessus du N° 12 jusqu'au N° 32 inclus :		
	Jusqu'au N° 27 angl. inclus	»	46.—
	Au-dessus du N° 27 angl.	»	55.—
	3° Au-dessus du N° 32 jusqu'au N° 50 angl. inclus	»	80.—
	4° Au-dessus du N° 50 angl.	»	120.—

¹ Vol. XXXVII, page 151, de ce recueil.

² Entré en vigueur provisoirement le 10 janvier 1931.

L'échange des ratifications a eu lieu à Budapest, le 22 juillet 1931.

No. 954. — COMMERCIAL ¹ CONVENTION BETWEEN HUNGARY AND POLAND. SIGNED AT BUDAPEST, MARCH 26, 1925.

² TRADUCTION. — TRANSLATION.

ADDITIONAL PROTOCOL ³

TO THE COMMERCIAL CONVENTION CONCLUDED BETWEEN THE KINGDOM OF HUNGARY AND THE POLISH REPUBLIC AT BUDAPEST, MARCH 26, 1925. SIGNED AT WARSAW, DECEMBER 2, 1928.

Communicated by the Resident Minister, Head of the Hungarian Delegation accredited to the League of Nations and the Polish Delegate accredited to the League of Nations, April 10, 1931.

The Plenipotentiaries of the two Contracting Parties have agreed to amend as follows the Commercial Convention concluded between the Kingdom of Hungary and the Polish Republic at Budapest on March 26, 1925 :

I.

Annex A) of the Commercial Convention between Hungary and Poland of March 26, 1925, is replaced by the following list :

A.

Number in the (Hungarian Customs tariff	Description of Goods	Unit	Duty in Hungarian Gold Crowns
71 a)	Sugar beet seeds	100 kg.	Free
203 a) 2.	Sawn wood from timber grown in European forests, not planed, not grooved, not rabbetted, of deciduous trees	»	Free
286	Calcium carbide	»	12.—
322 h.)	Paraffin	»	12.50
548	Cotton threads, unbleached, single strand:		
	a) Up to No. 12 Engl. inclusive	»	19.50
	b) From No. 12 to No. 32 Engl.:		
	Up to No. 27 Engl. inclusive	»	27.—
	Above No. 27 Engl. inclusive	»	31.—
	c) From No. 32 to No. 50 Engl. inclusive	»	40.—
	d) Above No. 50 Engl.	»	54.—
549 a)	Cotton threads, unbleached, of two or more strands, single twist:		
	(1) Up to No. 12 Engl. inclusive	»	32.—
	(2) From No. 12 to No. 32 inclusive:		
	Up to No. 27 Engl. inclusive	»	46.—
	Above No. 27 Engl. inclusive	»	55.—
	(3) From No. 32 to No. 50 inclusive Engl.	»	80.—
	(4) Above No. 50 Engl.	»	120.—

¹ Vol. XXXVII, page 151, of this Series.

² Traduit par le Secrétariat de la Société des Nations, à titre d'information.

² Translated by the Secretariat of the League of Nations, for information.

³ Came into force provisionally, January 10, 1931.

The exchange of ratifications took place at Budapest, July 22, 1931.

Numéro du tarif douanier hongrois	Désignation des marchandises	Unité	Droits en couronnes-or
ex 587	Tissus de laine, non dénommés ailleurs :		
	a) Pesant plus de 700 grammes par mètre carré . . .	100 kg.	225.—
	b) Pesant 700 grammes au plus, mais plus de 450 grammes par mètre carré	»	380.—
	c) Pesant 450 grammes au plus, mais plus de 350 grammes par mètre carré	»	460.—
	d) Pesant 350 grammes au plus, mais plus de 200 grammes par mètre carré :		
	1° Ecrus :		
	Pesant 350 grammes au plus, mais plus de 300 grammes par mètre carré	»	400.—
	Pesant 300 grammes au plus, mais plus de 200 grammes par mètre carré	»	460.—
611 a)	Articles à points de maille et de tricot, en coton et en autres matières textiles végétales : tissus à points de maille et de tricot en pièce (au mètre) :		
	1° Ecrus	»	212.50
	2° Blanchis, teints, imprimés, à points de tricot ou à maille de couleur	»	255.—
727 a)	Acier pour outils :		
	1° En blocs bruts (lingots)	»	5.40
	2° En blooms ou en platines	»	7.20
	3° Laminé ou forgé	»	11.—
	4° En bandes laminées à froid	»	13.50
748	Essieux pour wagons de chemin de fer et essieux de locomotives :		
	a) Bruts ayant en diamètre 100 mm. ou plus . . .	»	16.—
	b) Travaillés ayant en diamètre :		
	1° 100 mm. ou plus	»	19.20
	2° Moins de 100 mm.	»	25.60
ex 752 b) 1.	Constructions pour ponts :		
	a) En parties d'une épaisseur de paroi de plus de 5 mm.	»	16.—
	b) En parties d'une épaisseur de paroi de 5 mm. ou moins	»	24.—
ex 753 b)	Tonneaux en tôle de fer zinguée	»	34.—
ex 947 a) 5.	Tuyaux de pipes, fume-cigares, fume-cigarettes et embouchures en ambre véritable ou combinés avec ambre véritable	»	1700.—
ex 950	Articles en ambre véritable non dénommés ailleurs . . .	»	1700.—

II.

L'alinéa 2 de l'article VI de la Convention commerciale conclue entre le Royaume de Hongrie et la République de Pologne à Budapest, le 26 mars 1925, est remplacé par la disposition suivante :

Sans préjudice des dispositions de l'article V, les produits naturels ou fabriqués originaires et en provenance du Royaume de Hongrie énumérés à la liste B) ci-dessous, bénéficieront à leur importation sur le territoire douanier polonais des droits réduits indiqués à ladite liste.

L'annexe B) de la Convention commerciale conclue entre la Hongrie et la Pologne du 26 mars 1925 est remplacée par la liste suivante :

Number in the Hungarian Customs tariff	Description of goods	Unit	Duty in Hungarian Gold Crowns
Ex. 587	Woollen fabrics, not specified elsewhere : (a) Weighing over 700 gr. to the sq. metre (b) Weighing not more than 700 gr. but not less than 450 gr. to the sq. metre (c) Weighing not more than 450 gr. but not less than 350 gr. to the sq. metre (d) Weighing not more than 350 gr. but not less than 200 gr. to the sq. metre : (i) Unbleached : Weighing not more than 350 gr but not less than 300 gr. to the sq. metre Weighing not more than 300 gr. but not less than 200 gr. to the sq. metre	100 kg. » » » » » »	225.— 380.— 460.— 400.— 460.—
611 (a)	Woven and knitted wares of cotton or other vegetable textile materials : woven and knitted stuffs in the piece (per metre) : (1) Unbleached (2) Bleached, dyed, printed, coloured-knit or net point	» »	212.50 255.—
727 (a)	Steel for tools : (1) In rough lingots (2) In billets or plates (3) Rolled or forged (4) In cold-rolled strips	» » » »	5.40 7.20 11.— 13.50
748	Axles for railway carriages and locomotives : (a) Rough, of a diameter of 100 mm. or more. (b) Wrought, of a diameter : (1) Of 100 mm. or more (2) Of less than 100 mm.	» » » »	16.— 19.20 25.60
Ex. 752 (b) 1.	Constructions for bridges : (a) In parts of a wall thickness of more than 5 mm. (b) In parts of a wall thickness of 5 mm. or less	» »	16.— 24.—
Ex. 753 (b)	Axes of sheet iron, worked	»	34.—
Ex. 947 (a) 5.	Pipe stems, cigar and cigarette holders and mouth-pieces of real amber or combined with real amber	»	1700.—
Ex. 950	Articles of real amber specified elsewhere	»	1700.—

II.

Article VI, paragraph 2, of the Commercial Convention concluded between the Kingdom of Hungary and the Polish Republic at Budapest on March 26, 1925, is replaced by the following provision :

Without prejudice to the provisions of Article V, the natural or manufactured products originating in and coming from the Kingdom of Hungary enumerated in list B) given below, shall obtain the benefit on their importation into Polish Customs territory of the reduced duties shown in the said list.

Annex B) of the Commercial Convention concluded between Hungary and Poland of March 26, 1925, is replaced by the following list :

B.

Numéro du tarif douanier polonais	Désignation des marchandises	Unité	Droits en zlotys
ex 15 3.	Paprika, mûr, séché, même moulu	100 kg.	90.—
ex 34. 4.	Salami hongrois	»	50.—
ex 37. 1.	Poissons frais, vivants ou non (frigorifiés et non vivants) :		
	<i>c)</i> Poissons vivants autres que ceux dénommés au litt.		
	<i>a)</i> dans l'eau (importés en tonneaux ou wagon-		
	bassins) poids brut	«	17.20
ex 64. 1.	Balais communs en sarrasin (cirok) :		
	<i>a)</i> A manches non peints, même trempés	»	6.50
	<i>b)</i> A manches peints ou vernis	»	13.—
ex 167. 3.	Automotrices sur rails à essence ou à moteur Diesel, même bourrées	»	45.—
173. 6. <i>b)</i>	Essieux de chariots	»	86.—
ex 210. 4.	Chapeaux de paille, fabriqués aux environs de Hajdunánás, de tresses de paille ordinaire non exotique en forme de ruban d'une largeur de plus de 8 mm., non garnis ou garnis seulement d'un ruban ou d'un cordon de paille conformément aux échantillons déposés	Par pièce	1.50

III.

Le Protocole final de la Convention commerciale entre la Hongrie et la Pologne du 26 mars 1925 est modifié comme suit :

a) Est supprimée la disposition IV en ce qui concerne l'annexe A).

b) Sont ajoutées les dispositions suivantes en ce qui concerne l'annexe B) :

Le Gouvernement polonais s'engage à porter, dans le but de les faire bénéficier à tous temps du taux le plus favorable, soit autonome, soit conventionnel (y compris le poids du récipient), sur la liste administrative spéciale dont à la Remarque de la position 32 du tarif douanier polonais, les eaux minérales hongroises naturelles suivantes : Apenta, François-Joseph, Herkules, Hunyady János, Igmándi, Loser (Palma), Mira, Rákóczi.

Le Gouvernement polonais s'engage à porter sur la liste administrative spéciale dont à la Remarque 1, à la position 112 du tarif douanier polonais, dans le but de les faire bénéficier de l'exemption, le « Distol » et les préparations hongroises suivantes, pour combattre les parasites nuisibles à la production agricole : Porzol, Higosan, Sulfarol.

Pour les chapeaux de paille en N° 210.4, comme bureaux de douane sont prévus les bureaux à Cracovie, Lwów, Przemysl, Stanislawów et quelques bureaux indiqués par le Gouvernement royal hongrois.

Fait à Varsovie en double, le 2 décembre 1928.

(Signé) Alexandre BELITSKA.

(Signé) August ZALESKI.

(Signé) NICKL.

(Signé) DOLEZAL.

PROTOCOLE DE SIGNATURE

Au moment de signer le présent Protocole additionnel, les deux Parties déclarent qu'elles sont d'accord de le soumettre à la ratification et de procéder à l'échange des documents de ratification aussitôt que faire se pourra à Budapest. Il entrera en vigueur le quinzième jour après l'échange des ratifications.

Fait à Varsovie, le 2 décembre 1928.

(Signé) Alexandre BELITSKA.

(Signé) August ZALESKI.

B.

Number in the Polish tariff	Description of Goods	Unit	Duty in Zlotis
Ex 15.3.	Paprika, ripe, dried or powdered	100 kg.	90.—
Ex. 34.4.	Hungarian salami	"	50.—
Ex 37.1.	Fish (alive or otherwise), fresh (frozen or not) :		
	(c) Live fish other than those specified in Litt. (a) in water (imported in barrels or reservoir wagons), gross	"	17.20
Ex 64.1.	Common brooms made of buck-wheat (Cirok) :		
	(a) With handles not painted or stained	"	6.50
	(b) With handles painted or varnished	"	13.—
Ex 167.3.	Petrol or Diesel engined locomotives, packed and otherwise	"	45.—
173.6.(b)	Wagon axles	"	86.—
Ex 210.4.	Straw hats manufactured in the Hajdunanas region composed of plaits of ordinary non-foreign straw woven into strips of more than 8 mm. in width, untrimmed, or trimmed only with a ribbon or straw band in accordance with the patterns given	each	1.50

III.

The Final Protocol of the Commercial Convention between Hungary and Poland of March 26, 1925, is amended as follows :

(a) Clause 4 concerning Annex A) is deleted.

(b) The following clauses are added concerning Annex B) :

The Polish Government undertakes to include in the special administrative list as mentioned in the note to Item 32 of the Polish Customs Tariff, the following Hungarian natural mineral waters : Apenta, Francis Joseph, Herkules, Hunyady János, Igmándi, Loser (Palma), Mira, Rákóczi, in order that they may at all times benefit by the most favourable rate, either autonomous or conventional (including the weight of the container).

In order that they may benefit by the exemption, the Polish Government undertakes to include in the special administrative list as mentioned in Note 1 to Item 112 of the Polish Customs Tariff " Distol " and the following Hungarian preparations used for the destruction of parasites harmful to agricultural products : Porzol, Higosan, and Sulfarol.

The following are the Customs offices authorised to clear the straw hats mentioned under Item 210.4 : Cracow, Lwów, Przemyśl, Stanisławów, and some offices designated by the Hungarian Government.

Done in duplicate at Warsaw, December 2, 1928.

(Signed) Alexandre BELITSKA.

(Signed) August ZALESKI.

(Signed) NICKL.

(Signed) DOLEZAL.

PROTOCOL OF SIGNATURE.

When signing the present Additional Protocol, the two Parties declare that they are agreed to submit it for ratification and to proceed to the exchange of the instruments of ratification as soon as possible at Budapest. It shall enter into force on the fifteenth day after the exchange of the ratifications.

Done at Warsaw, December 2, 1928.

(Signed) Alexandre BELITSKA.

(Signed) August ZALESKI.

N° 1173. — CONVENTION¹ ENTRE LE ROYAUME-UNI ET LA RÉPUBLIQUE TCHÉCOSLOVAQUE, RELATIVE AUX ACTES DE PROCÉDURE EN MATIÈRES CIVILE ET COMMERCIALE. SIGNÉE A LONDRES, LE 11 NOVEMBRE 1924.

No. 1173. — CONVENTION¹ BETWEEN THE UNITED KINGDOM AND THE CZECHOSLOVAK REPUBLIC RELATIVE TO LEGAL PROCEEDINGS IN CIVIL AND COMMERCIAL MATTERS. SIGNED AT LONDON, NOVEMBER 11, 1924.

ECHANGE DE NOTES RELATIF A L'APPLICATION A SARAWAK DE LA CONVENTION CI-DESSUS. PRAGUE, LES 26 MAI ET 1^{er} JUIN 1931.

EXCHANGE OF NOTES RELATING TO THE APPLICATION TO SARAWAK OF THE ABOVE-MENTIONED CONVENTION. PRAGUE, MAY 26 AND JUNE 1st, 1931.

Communiqué par le secrétaire d'Etat aux Affaires étrangères de Sa Majesté en Grande-Bretagne, le 13 août 1931.

Communicated by His Majesty's Secretary of State for Foreign Affairs in Great Britain, August 13, 1931.

² TRADUCTION. — TRANSLATION.

I.

I.

BRITISH LEGATION

No. 56
(114/9/31)

PRAGUE, 26th May, 1931.

LÉGATION BRITANNIQUE.

N° 56
(114/9/31.)

PRAGUE, 26 mai 1931.

MONSIEUR LE MINISTRE,

MONSIEUR LE MINISTRE,

On instructions from His Majesty's Principal Secretary of State for Foreign Affairs, I have the honour, in accordance with Article 14 (2) of the Civil Procedure Convention signed at London on November 11th, 1924, hereby to notify to Your Excellency the extension of that Convention to Sarawak, and to state that the authority in Sarawak to whom judicial and extra-judicial acts and "Commissions Rogatoires" should be transmitted is the Legal Adviser at Kuching, and that communications and translations should be made in the English language.

D'ordre du principal Secrétaire d'Etat de Sa Majesté aux Affaires étrangères, j'ai l'honneur de faire connaître à Votre Excellence, conformément à l'article 14 (2) de la convention sur la procédure civile, signée à Londres le 11 novembre 1924, que l'application de ladite convention est étendue au Sarawak. L'autorité locale à laquelle doivent être transmis les actes judiciaires et extrajudiciaires, ainsi que les commissions rogatoires, est le Conseiller juridique à Kuching, et la langue à employer pour les communications et les traductions est l'anglais.

2. In accordance with Article 14 (2) of the Convention, I have the honour to state that the extension now notified should come into force one month from the date of this note, that is to say on the 26th June, 1931.

2. Conformément à l'article 14 (2) de la convention, l'extension ainsi notifiée prendra effet un mois après la date de la présente note, c'est-à-dire le 26 juin 1931.

¹ Vol. XLVIII, page 425 ; Vol. LIX, page 386 ; vol. LXXXIII, page 408 ; et vol. CIV, page 503, de ce recueil.

² Traduit par le Secrétariat de la Société des Nations, à titre d'information.

¹ Vol. XLVIII, page 425 ; Vol. LIX, page 386 ; Vol. LXXXIII, page 408 ; and Vol. CIV, page 503, of this Series.

² Translated by the Secretariat of the League of Nations, for information.

3. In requesting that Your Excellency will be so good as to acknowledge the receipt of this communication, I avail myself of this opportunity, Monsieur le Ministre, to renew to Your Excellency the assurance of my highest consideration.

(Signed) Joseph ADDISON.

His Excellency
Dr. Eduard Beneš,
Minister for Foreign Affairs,
Prague.

Certified correct copy :

(Signed) Paul Mason,
9th June, 1931.

II.

No. 70. 218/31/II-5.

MONSIEUR LE MINISTRE,

J'ai l'honneur d'accuser à Votre Excellence réception de la lettre N° 56/114/9/31 en date du 26 mai 1931 concernant l'extension au Sarawak de la Convention entre le Royaume-Uni et la Tchécoslovaquie au sujet des actes de procédure en matières civile et commerciale, signée à Londres, le 11 novembre 1924.

Je viens de communiquer le contenu de la susdite lettre au Ministère de Justice.

Je saisis cette occasion, Monsieur le Ministre, pour renouveler à Votre Excellence les assurances de ma très haute considération.

PRAHA, le 1^{er} juin 1931.

Pour le Ministre :
(Signed) Dr WELLNER.

A Son Excellence
Monsieur Joseph Addison, C.M.G.,
Envoyé extraordinaire et
Ministre plénipotentiaire de
Sa Majesté britannique,
à Praha.

Certified correct copy :

(Signed) Paul Mason,
9th June, 1931.

3. En vous priant de bien vouloir accuser réception du contenu de la présente communication, je saisis cette occasion pour vous renouveler, Monsieur le Ministre, les assurances de ma très haute considération.

(Signed) Joseph ADDISON.

A Son Excellence
le Dr Eduard Beneš,
Ministre des Affaires étrangères,
Prague.

II.

N° 70. 218/31/II-5.

MONSIEUR LE MINISTRE,

I have the honour to acknowledge the receipt of your Excellency's note N° 56/114/9/31, of the 26th May, 1931, relating to the extension to Sarawak of the Convention between the United Kingdom and Czechoslovakia regarding legal proceedings in civil and commercial matters, signed at London on the 11 November, 1924.

I have communicated the contents of the above-mentioned note to the Ministry of Justice.

I have the honour, etc.

PRAGUE, June 1st, 1931.

For the Minister :
(Signed) Dr. WELLNER.

His Excellency
Monsieur Joseph Addison, C.M.G.,
Envoy Extraordinary and
Minister Plenipotentiary of
His Britannic Majesty,
at Prague.

N^o 1185. — CONVENTION¹ COMMERCIALE ENTRE LA POLOGNE ET LE ROYAUME DES SERBES, CROATES ET SLOVÈNES. SIGNÉE A VARSOVIE, LE 23 OCTOBRE 1922.

No. 1185. — COMMERCIAL CONVENTION¹ BETWEEN POLAND AND THE KINGDOM OF THE SERBS, CROATS AND SLOVENES. SIGNED AT WARSAW, OCTOBER 23, 1922.

² TRADUCTION. — TRANSLATION.

PROTOCOLE ADDITIONNEL³ A LA CONVENTION COMMERCIALE CONCLUE ENTRE LA POLOGNE ET LA YOUGOSLAVIE A VARSOVIE, LE 23 OCTOBRE 1922. SIGNÉ A VARSOVIE, LE 31 AOÛT 1930.

ADDITIONAL PROTOCOL³ TO THE COMMERCIAL CONVENTION BETWEEN POLAND AND YUGOSLAVIA CONCLUDED AT WARSAW, OCTOBER 23, 1922. SIGNED AT WARSAW, AUGUST 31, 1930.

Communiqué par le délégué de la Pologne auprès de la Société des Nations et par le délégué permanent du Royaume de Yougoslavie auprès de la Société des Nations, le 6 août 1931.

Communicated by the Polish Delegate accredited to the League of Nations and by the Permanent Delegate of the Kingdom of Yugoslavia accredited to the League of Nations, August 6, 1931.

Les Ministres de l'Industrie et du Commerce de deux Parties contractantes, dûment autorisés, ayant examiné les moyens propres à développer les relations économiques entre les deux pays, sont convenus des dispositions suivantes :

The Ministers of Industry and Commerce of the two Contracting Parties, being duly authorised, and having considered the appropriate means for extending economic relations between the two countries, have agreed on the following provisions :

Article premier.

Article I.

La Pologne accorde à la Yougoslavie pour toute la durée de la Convention commerciale du 23 octobre 1922 des contingents annuels pour certains articles prohibés à l'importation sur le territoire douanier polonais, à savoir :

Poland grants to Yugoslavia for the whole of the time during which the Commercial Convention of October 23, 1922, remains in force, annual quotas in respect of certain articles, the importation of which into Polish Customs territory is prohibited, namely :

Position du tarif douanier polonais	Marchandises	Contingent annuel en tonnes
pos. 3 p. 1b	Farine de froment . . .	1500
pos. 6 p. 1	Pommes fraîches . . .	1000
pos. 6 p. 2	Prunes, poires, cerises, abricots, pêches et melons	300
pos. 6 p. 6	Raisins frais	1000
pos. 7 p. 1	Pommes, poires, abricots, pêches et griottes sèches	300
pos. 7 p. 5	Pruneaux	8000
ex pos. 11 p. 1	Noix	800

Number in Polish Customs Tariff	Goods	Annual Quota in tons
3 p. 1b	Flour : wheat	1500
6 p. 1	Apples, fresh	1000
6 p. 2	Plums, pears, cherries, apricots, peaches and melons	300
6 p. 6	Grapes, fresh	1000
7 p. 1	Dried apples, pears, apricots, peaches and egrlots	300
7 p. 5	Prunes	8000
ex 11 p. 1	Nuts	800

¹ Vol. XLIX, page 265, de ce recueil.

² Traduit par le Secrétariat de la Société des Nations, à titre d'information.

³ L'échange des ratifications a eu lieu à Belgrade, le 3 juin 1931.

¹ Vol. XLIX, page 265, of this Series.

² Translated by the Secretariat of the League of Nations, for information.

³ The exchange of ratifications took place at Belgrade, June 3, 1931.

Position du tarif douanier polonais	Marchandises	Contingent annuel en tonnes
ex pos. 13 p. 2	Conserves de légumes et pâtes de poissons (anchois)	200
ex pos. 27 p. 1	Sliwowica	1200
ex pos. 27 p. 2	Maraschino	10
ex pos. 28	Vin de raisin	5000
ex pos. 37 p. 2	Conserves de poissons	500
ex pos. 203	Tapis	50

Article 2.

Dans le cas où le Gouvernement yougoslave serait amené à changer les régimes actuels de l'importation de la houille (pos. 169 p. 2 du tarif douanier yougoslave) sur son territoire douanier, il en donnera au Gouvernement polonais un préavis de six mois.

Article 3.

Sans préjudice de la clause de la nation la plus favorisée, stipulée dans la Convention, commerciale du 23 octobre 1922, les pruneaux originaires et en provenance du territoire douanier yougoslave payeront à leur importation sur le territoire douanier polonais un droit réduit, à savoir :

Position du tarif douanier polonais	Marchandises	Droit de douane par 100 kg.
Pos. 7 ex p. 5 a	Pruneaux sans emballage ou en emballage du poids de 75 kilo. ou au-dessus.	20 zl.

Article 4.

Sans préjudice de la clause de la nation la plus favorisée, stipulée dans la Convention commerciale du 23 octobre 1922, la paraffine purifiée originaire et en provenance du territoire douanier polonais payera à son importation sur le

Number in Polish Customs Tariff	Goods	Annual Quota in tons
ex 13 p. 2	Conserves of vegetables, and fish pastes (anchovy)	200
ex 27 p. 1	Sliwowica	1200
ex 27 p. 2	Maraschino	10
ex 28	Grape wine.	5000
ex 37 p. 2	Conserves of fish	500
ex 203	Carpets	50

Article 2.

Should the Yugoslav Government be led to change the existing régimes applied to the importation of pit coal (No. 169 p. 2 of the Yugoslav Customs tariff) in its Customs territory, it shall give the Polish Government six month's notice thereof.

Article 3.

Without prejudice to the most-favoured-nation clause, stipulated in the Commercial Convention of October 23, 1922, prunes originating in and coming from Yugoslav Customs territory shall, on importation into Polish Customs territory, pay a reduced duty, namely :

Number in Polish Customs Tariff	Goods	Customs duty per 100 kg.
7 ex p. 5 a	Prunes; loose or in packages weighing 75 kg. or more	20 zl.

Article 4.

Without prejudice to the most-favoured-nation clause, stipulated in the Commercial Convention of October 23, 1922, purified paraffin wax originating in and coming from Polish Customs territory shall, on importation into

territoire douanier yougoslave un droit réduit à savoir :

Position du tarif douanier yougoslave	Marchandises	Droit en dinars or par 100 kg.
Pos. 183 p. 1	Paraffine purifiée . .	15

Ce protocole sera ratifié et entrera en vigueur quinze jours après l'échange des instruments de ratification, qui aura lieu à Belgrade. Il restera en vigueur aussi longtemps que la Convention commerciale du 23 octobre 1922, dont il fera partie intégrante.

Fait à Varsovie en double exemplaire, le 31 août 1930.

(Signé) E. KWIATKOWSKI.

(Signé) Juraj DEMETROVIĆ.

Pour copie certifiée conforme :

Belgrade, le 20 juillet 1931.

D'ordre du Ministre, p. le Chef de Section.

Secrétaire :

Miloché P. Titchévotz.

Yugoslav Customs territory, pay a reduced duty, namely :

Number in Yugoslav Customs Tariff	Goods	Duty in gold dinars per 100 kg.
183 p. 1	Paraffin wax, purified.	15

This Protocol shall be ratified, and shall enter into force fifteen days after the exchange of the instruments of ratification, which shall take place at Belgrade. It shall remain in force for as long as the Commercial Convention of October 23, 1922, of which it shall form an integral part.

Done at Warsaw in duplicate, August 31, 1930.

(Signed) E. KWIATKOWSKI.

(Signed) Juraj DEMETROVIĆ.

TEXTE ALLEMAND. — GERMAN TEXT.

Nr. 1266. — HANDELSABKOMMEN¹ ZWISCHEN DEM DEUTSCHEN REICH UND DER REPUBLIK PORTUGAL. GEZEICHNET IN LISSABON, AM 20. MÄRZ 1926.

NOTENWECHSEL², BETREFFEND DIE AUSLEGUNG DES ARTIKELS 7 DES OBEN GENANNTEN ABKOMMENS. LISSABON, DEN 15. FEBRUAR 1930.

Communiqué par le consul général d'Allemagne à Genève, le 1^{er} mai 1931.

¹ Vol. LIII, page 361, de ce recueil.

² La notification, par le Gouvernement allemand, de sa ratification a été adressée au Gouvernement portugais, le 18 octobre 1930.

Entré en vigueur le 2 novembre 1930.

TEXTE PORTUGAIS. — PORTUGUESE TEXT.

Nº 1266. — ACORDO¹ COMMERCIAL ENTRE A ALEMANHA E PORTUGAL, ASSINADO EM LISBOA, EM 20 DE MARÇO DE 1926.

TROCA DE NÓTAS² RELATIVA Á INTERPRETAÇÃO DO ARTIGO 7º DO ACORDO COMERCIAL DE 20 DE MARÇO DE 1926. LISBOA, 15 DE FEVEREIRO DE 1931.

Communicated by the German Consul-General at Geneva, May 1st, 1931.

¹ Vol. LIII, page 361, of this Series.

² The notification by the German Government of its ratification was addressed to the Portuguese Government on October 18, 1930.

Came into force November 2, 1930.

DEUTSCHE GESANDTSCHAFT.

J. Nr. 336.

LISSABON, den 15. Februar 1930.

HERR MINISTER !

Ich habe die Ehre, Eurer Exzellenz mitzuteilen, dass die Deutsche und die Portugiesische Regierung, um Meinungsverschiedenheiten in der Auffassung des Artikel 7 des am 20. März 1926 zwischen dem Deutschen Reich und Portugal unterzeichneten Handelsabkommens zu vermeiden, dahin übereingekommen sind, während der Dauer dieses Abkommens den deutschen Vertragszollsatz für Ananas von 4 RM für 100 kg künftig für diese Früchte nur dann zu erheben, wenn sie frisch sind, nicht aber für geschälte oder ohne Zucker eingekochte Ananas.

Die aus vorliegender Note hervorgehende Erklärung soll gegen eine von Eurer Exzellenz unterzeichnete Note gleichen Inhalts ausgetauscht werden und als Ergänzung des Handelsabkommens vom 20. März 1926 gelten; sie soll der Gesetzgebung beider Länder gemäss ratifiziert werden und am 15. Tage nach der Mitteilung der Deutschen Regierung an die Regierung der Portugiesischen Republik über die deutscherseits erfolgte Ratifikation in Kraft treten.

Ich benutze diesen Anlass, um Ihnen, Herr Minister, die Versicherung meiner ausgezeichneten Hochachtung zu erneuern.

Albert VON BALIGAND.

An seine Exzellenz

Herrn Fernando Augusto Branco,
Minister der auswärtigen Angelegenheiten,
Lissabon.

MINISTÉRIO
DOS NEGÓCIOS ESTRANGEIROS.

DIRECÇÃO GERAL DOS
NEGÓCIOS COMERCIAIS.

1a Repartição.
Processo no. 33/30.

LISBOA, 15 de Fevereiro de 1930.

SENHOR MINISTRO,

Tenho a honra de comunicar a V. Exa, que os Governos português e alemão, a fim de evitarem divergencias na interpretação, do artigo 7 do Acôrdo Comercial de 20 de Março de 1926 firmado entre os Governos de Portugal e do Reich Alemão, acordaram em que durante a vigencia dêste acôrdo a taxa aduaneira convencional alemã de 4 RM por 100 Klg. que incide sobre os ananazes seja de futuro aplicada sómente àqueles frutos quando frescos, e não aós ananazes descascados ou conservados sem açucar.

A declaração constante da presente nóta que será trocada com outra de igual teor assinada por V. Exa. será considerada como aditamento ao Acôrdo Comercial de 20 de Março de 1926; será ratificada conforme a legislação dos dois países, e entrará em vigor 15 dias depois de ter sido notificada ao Governo da Republica Portuguesa, a ratificação por parte do Governo Alemão.

Aproveito esta oportunidade para reiterar a V. Exa. os protestos da minha alta consideração.

Fernando Augusto BRANCO.

Senhor Albert von Baligand

Enviado

Extraordinario

Ministro Plenipotenciario da Alemanha,
Lisboa.

¹ TRADUCTION.

N^o 1266. — ARRANGEMENT COMMERCIAL ENTRE LE REICH ALLEMAND ET LE PORTUGAL. SIGNÉ A LISBONNE, LE 20 MARS 1926.

ECHANGE DE NOTES RELATIF A L'INTERPRÉTATION DE L'ARTICLE 7 DE L'ARRANGEMENT CI-DESSUS. LISBONNE, LE 15 FÉVRIER 1930.

LÉGATION D'ALLEMAGNE

J. N^o 336.

LISBONNE, le 15 février 1930

MONSIEUR LE MINISTRE,.

J'ai l'honneur de porter à la connaissance de Votre Excellence que le Gouvernement allemand et le Gouvernement portugais, pour éviter tout différend au sujet de l'interprétation de l'article 7 de l'Arrangement commercial signé le 20 mars 1926 entre le Reich allemand et le Portugal, sont convenus qu'aussi longtemps que ledit arrangement restera en vigueur le droit de douane conventionnel allemand sur les ananas de 4 Rm. par 100 kilos ne s'appliquera, à l'avenir, qu'aux fruits frais, mais non aux ananas pelés ou conservés sans sucre.

La déclaration résultant de la présente note sera échangée contre une note de même teneur signée par Votre Excellence et sera considérée comme un avenant à l'Arrangement commercial du 20 mars 1926 ; elle sera ratifiée conformément à la législation des deux pays et entrera en vigueur le quinzième jour après la date à laquelle le Gouvernement allemand aura notifié au Gouvernement de la République portugaise que l'Allemagne a procédé à la ratification.

Je saisis cette occasion, etc.

(Signé) Albert VON BALIGAND.

Son Excellence

Monsieur Fernando Augusto Branco,
Ministre des Affaires étrangères,
Lisbonne.

¹ Traduit par le Secrétariat de la Société des Nations, à titre d'information.

¹ TRANSLATION.

No. 1266. — COMMERCIAL AGREEMENT BETWEEN THE GERMAN REICH AND PORTUGAL. SIGNED AT LISBON, MARCH 20, 1926.

EXCHANGE OF NOTES REGARDING THE INTERPRETATION OF ARTICLE 7 OF THE ABOVE AGREEMENT. LISBON, FEBRUARY 15, 1930.

GERMAN LEGATION.

J. No. 336.

LISBON, February 15, 1930.

YOUR EXCELLENCY,

I have the honour to inform you that the German and Portuguese Governments, in order to prevent any differences regarding the interpretation of Article 7 of the Commercial Agreement between the German Reich and Portugal, signed on March 20, 1926, are agreed that during the term of the said Agreement, the German conventional Customs duty of 4 Reichsmarks per 100 kilogrammes on pineapples shall in future only be levied on such fruit when fresh, and not on pineapples peeled or preserved without sugar.

The declaration made in the present note will be exchanged for a note to the same effect signed by Your Excellency and shall be regarded as supplementing the Commercial Agreement of March 20, 1926 ; it shall be ratified in accordance with the legislation of the two countries and come into force fifteen days after the date on which the German Government has notified the Government of the Portuguese Republic of the German ratification.

I have the honour, etc.

(Signed) Albert VON BALIGAND.

To His Excellency,

Monsieur Fernando Augusto Branco,
Minister for Foreign Affairs,
Lisbon.

¹ Translated by the Secretariat of the League of Nations, for information.

MINISTÈRE
DES AFFAIRE ÉTRANGÈRES.
DIRECTION GÉNÉRALE
DES AFFAIRES COMMERCIALES
Première Division.
N° 33/30.

LISBONNE, le 15 février 1930.

MONSIEUR LE MINISTRE,

J'ai l'honneur de porter à la connaissance de Votre Excellence que le Gouvernement portugais et le Gouvernement allemand, pour éviter tout différend au sujet de l'interprétation de l'article 7 de l'Arrangement commercial signé le 20 mars 1926 entre le Portugal et le Reich allemand, sont convenus qu'aussi longtemps que ledit arrangement restera en vigueur, le droit de douane conventionnel allemand que les ananas de 4 Rm. par 100 kilos ne s'appliquera, à l'avenir, qu'aux fruits frais, mais non aux ananas pelés ou conservés sans sucre.

La déclaration résultant de la présente note sera échangée contre une note de même teneur signée par Votre Excellence et sera considérée comme un avenant à l'Arrangement commercial du 20 mars 1926 ; elle sera ratifiée conformément à la législation des deux pays et entrera en vigueur le quinzième jour après la date à laquelle le Gouvernement allemand aura notifié au Gouvernement de la République portugaise que l'Allemagne a procédé à la ratification.

Je saisis cette occasion, etc.

(Signé) Fernando Augusto BRANCO.

A Monsieur Albert von Baligand,
Envoyé extraordinaire et Ministre
plénipotentiaire d'Allemagne,
Lisbonne.

MINISTRY
OF FOREIGN AFFAIRS
GENERAL DIRECTORATE OF
COMMERCIAL AFFAIRS.
First Division.
No. 33/30.

LISBON, February 15, 1930.

MONSIEUR LE MINISTRE,

I have the honour to inform you that the Portuguese and German Governments, in order to prevent any differences regarding the interpretation of Article 7 of the Commercial Agreement between Portugal and the German Reich, signed on March 20, 1926, are agreed that, during the term of the said Agreement, the German conventional Customs duty of 4 Reichsmarks fur 100 kilogrammes on pineapples shall in future only be levied on such fruit when fresh, and not on pineapples peeled or preserved without sugar.

The declaration made in the present note will be exchanged for a note of the same effect signed by Your Excellency and shall be regarded as supplementing the Commercial Agreement of March 20, 1926 ; it shall be ratified in accordance with the legislation of the two countries and come into force fifteen days after the date on which the German Government has notified the Government of the Portuguese Republic of the German ratification.

I have the honour, etc.

(Signed) Fernando Augusto BRANCO.

Monsieur Albert von Baligand,
Envoy Extraordinary and Minister
Plenipotentiary of Germany,
Lisbon.

N^o 1367. — CONVENTION¹ COMMERCIALE ENTRE LA RÉPUBLIQUE TCHÉCOSLOVAQUE ET LA RÉPUBLIQUE DE POLOGNE. SIGNÉE A PRAGUE, LE 23 AVRIL 1925.

No. 1367. — COMMERCIAL CONVENTION¹ BETWEEN THE REPUBLIC OF CZECHOSLOVAKIA AND THE REPUBLIC OF POLAND. SIGNED AT PRAGUE, APRIL 23, 1925.

² TRADUCTION. — TRANSLATION.

TROISIÈME PROTOCOLE ADDITIONNEL³ A LA CONVENTION COMMERCIALE ENTRE LA RÉPUBLIQUE DE POLOGNE ET LA RÉPUBLIQUE TCHÉCOSLOVAQUE DU 23 AVRIL 1925. SIGNÉ A PRAHA, LE 9 FÉVRIER 1928.

THIRD ADDITIONAL³ PROTOCOL TO THE COMMERCIAL CONVENTION OF APRIL 23, 1925, BETWEEN THE REPUBLIC OF POLAND AND THE REPUBLIC OF CZECHOSLOVAKIA. SIGNED AT PRAGUE, FEBRUARY 9, 1928.

Communiqué par le délégué de la Pologne auprès de la Société des Nations, et le délégué permanent de la République tchécoslovaque auprès de la Société des Nations, le 5 août 1931.

Communicated by the Polish Delegate accredited to the League of Nations and the Permanent Delegate of the Czechoslovak Republic accredited to the League of Nations, August 5, 1931.

Les plénipotentiaires soussignés, dûment autorisés déclarent qu'ils ont convenu, en se basant sur la disposition du Protocole final à l'article XXVIII de la Convention commerciale, du 23 avril 1925, de modifier les stipulations sous chiffre V du Protocole final au deuxième Protocole additionnel du 21 avril 1926, ayant trait à la soie artificielle, même retorse, écrue, blanche, non teinte, simple ou retorse, comme suit :

The undersigned Plenipotentiaries, being duly authorised, declare that, in accordance with the provisions contained in the Final Protocol with reference to Article XXVIII of the Commercial Convention of April 23, 1925, they have agreed to amend as follows the stipulations contained in Section V of the Final Protocol to the Second Additional Protocol of April 21, 1926, relating to artificial silk, twisted or not, natural, white, not dyed, single or twisted :

N ^o du tarif douanier tchécoslovaque	Dénomination des marchandises	Droits d'entrée Kç par 100 kg.
ex 244	Soie artificielle :	
	a) Ecrue ou blanche, non teinte :	
	1 ^o Simple	1050.—
	2 ^o Retorse	1400.—

Czecho-slovak Tariff No.	Description of goods	Import duties per 100 kg. Kç.
ex 244	Artificial silk :	
	(a) Natural or white, not dyed :	
	1. Single	1050.—
	2. Twisted	1400.—

Le présent protocole additionnel sera ratifié et les ratifications en seront échangées à Praha aussitôt que faire se pourra. Il entrera en vigueur le quinzième jour après l'échange des ratifications. Toutefois, les Parties contractantes pourront s'entendre pour sa mise en vigueur anticipée, si leurs législations respectives les y auto-

The present Additional Protocol shall be ratified, and the ratifications shall be exchanged at Prague as soon as possible. It shall come into force fifteen days after the exchange of ratifications. Nevertheless, the Contracting Parties may agree to its being put into force at an earlier date if their respective laws authorise

¹ Vol. LVIII, page 9, de ce recueil.

² Traduit par le Secrétariat de la Société des Nations, à titre d'information.

³ L'échange des ratifications a eu lieu à Praha, le 5 juin 1931.

¹ Vol. LVIII, page 9, of this Series.

² Translated by the Secretariat of the League of Nations, for information.

³ The exchange of ratifications took place at Prague, June 5, 1931.

risent. Il aura la même durée que la Convention commerciale du 23 avril 1925 dont il dépend.

Fait à Praha, en double exemplaire, le 9 février 1928.

(*Signé*) W. GRZYBOWSKI.

(*Signé*) Dr J. FRIEDMANN.

them to do so. It shall remain in force for the same period as the Commercial Convention of April 23, 1925, to which it relates.

Done at Prague, in duplicate, on February 9, 1928.

(*Signed*) W. GRZYBOWSKI.

(*Signed*) Dr. J. FRIEDMANN.

No 1379. — CONVENTION¹ SUR LE RÉGIME INTERNATIONAL DES PORTS MARITIMES ET PROTOCOLE. SIGNÉS A GENÈVE, LE 9 DÉCEMBRE 1923.

No. 1379. — CONVENTION¹ ON THE INTERNATIONAL REGIME OF MARITIME PORTS AND PROTOCOL. SIGNED AT GENEVA, DECEMBER 9, 1923.

RATIFICATION

TCHÉCOSLOVAQUIE. . . 10 juillet 1931.

RATIFICATION.

CZECHOSLOVAKIA . . . July 10, 1931.

No 1414. — CONVENTION² RELATIVE A L'ESCLAVAGE. SIGNÉE A GENÈVE, LE 25 SEPTEMBRE 1926.

No. 1414. — SLAVERY CONVENTION². SIGNED AT GENEVA, SEPTEMBER 25 1926.

RATIFICATIONS

FRANCE 28 mars 1931.
ROUMANIE 22 juin 1931.
CUBA 6 juillet 1931.

RATIFICATIONS.

FRANCE March 28, 1931.
ROUMANIA June 22, 1931.
CUBA July 6, 1931.

ADHÉSION

SYRIE ET LIBAN . . 25 juin 1931.

ACCESSION.

SYRIA AND LEBANON June 25, 1931.

¹ Vol. LVIII, page 285 ; vol. LXIX, page 102 ; Vol. LXXII, page 485 ; et vol. LXXXIII, page 416, de ce recueil.

² Vol. LX, page 253 ; vol. LXIX, page 114 ; vol. LXXII, page 485 ; vol. LXXXIII, page 416 ; vol. LXXXVIII, page 356 ; vol. XCVI, page 192 ; vol. C, page 221 ; et vol. CIV, page 511, de ce recueil.

¹ Vol. LVIII, page 285 ; Vol. LXIX, page 102 ; Vol. LXXII, page 485 ; and Vol. LXXXIII, page 416, of this Series.

² Vol. LX, page 253 ; Vol. LXIX, page 114 ; Vol. LXXII, page 485 ; Vol. LXXXIII, page 416 ; Vol. LXXXVIII, page 356 ; Vol. XCVI, page 192 ; Vol. C, page 221 ; and Vol. CIV, page 511, of this Series.

N^o 1415. — ÉCHANGE DE NOTES ¹ ENTRE LES GOUVERNEMENTS DANOIS ET NÉERLANDAIS, CONCERNANT LA COMMUNICATION RÉCIPROQUE DES SENTENCES PORTANT CONDAMNATIONS PÉNALES PRONONCÉES DANS UN DES ÉTATS CONTRACTANTS CONTRE DES RESSORTISSANTS DE L'AUTRE ÉTAT. COPENHAGUE, LE 19 FÉVRIER 1927.

No. 1415. — EXCHANGE OF NOTES ¹ BETWEEN THE DANISH AND NETHERLANDS GOVERNMENTS REGARDING THE RECIPROCAL NOTIFICATION OF PENAL SENTENCES PRONOUNCED IN ONE OF THE CONTRACTING STATES AGAINST NATIONALS OF THE OTHER STATE. COPENHAGEN, FEBRUARY 19, 1927.

ECHANGE DE NOTES COMPLÉTANT L'ARRANGEMENT CI-DESSUS. COPENHAGUE, LE 29 JANVIER 1931.

EXCHANGE OF NOTES COMPLETING THE ABOVE AGREEMENT. COPENHAGEN, JANUARY 29, 1931.

Communiqué par le délégué permanent du Danemark auprès de la Société des Nations, le 26 mai 1931.

Communicated by the Permanent Delegate of Denmark accredited to the League of Nations, May 26, 1931.

² TRADUCTIONS. — TRANSLATIONS.

I.

I.

UDENRIGSMINISTERIET.

P.J.I.J. No. 27. D. 41.

COPENHAGUE, le 29 janvier 1931.

UDENRIGSMINISTERIET.

P.J.I.J. No. 27. D. 41.

COPENHAGEN, January 29, 1931.

MONSIEUR LE MINISTRE,

MONSIEUR LE MINISTRE,

J'ai l'honneur de vous accuser réception de votre note en date d'aujourd'hui et de vous confirmer que les Gouvernements danois et néerlandais, pour compléter l'arrangement du 19 février 1927 relatif à la communication mutuelle entre le Danemark et les Pays-Bas des sentences de condamnations prononcées par la justice d'un des deux Etats contre les ressortissants de l'autre Etat, ont convenu que dorénavant les lettres d'envoi qui accompagnent les données en question seront rédigées en langue française ou qu'une traduction française y sera jointe, et qu'en outre, ces lettres d'envoi contiendront les données suivantes : nom de famille, prénom (éventuellement surnom et nom adopté), si possible noms des parents, date et lieu de naissance, état civil, profession, tribunal qui a

I have the honour to acknowledge receipt of your note of to-days' date and to confirm to you that, with a view to supplementing the agreement of February 19, 1927, relative to the reciprocal communication between Denmark and the Netherlands of sentences passed by the courts of either State on subjects of the other State, the Danish and Netherlands Governments have agreed that henceforth the covering letters with the information in question shall be written in French or that a French translation shall be attached thereto. Furthermore, such covering letters shall contain the following information : name, Christian name (nickname and alias if any), parents' names where possible, date and place of birth, civil status, profession or employment, court which

¹ Vol. LX, page 271, de ce recueil.

² Traduit par le Secrétariat de la Société des Nations, à titre d'information.

¹ Vol. LX, page 271, of this Series.

² Translated by the Secretariat of the League of Nations, for information.

prononcé la condamnation, date de la sentence, qualification du délit, mention des articles de la législation pénale et peine prononcée.

Veillez agréer, Monsieur le Ministre, l'assurance de ma haute considération.

(Signé) P. MUNCH.

A Monsieur le Chevalier W.L.F.C. de Rappard,
Ministre des Pays-Bas.

II.

LÉGATION DES PAYS-BAS.

N° 148/I 72.

COPENHAGUE, le 29 janvier 1931.

MONSIEUR LE MINISTRE,

J'ai l'honneur d'accuser réception à Votre Excellence de sa note en date d'aujourd'hui et de lui confirmer que les Gouvernements néerlandais et danois, pour compléter l'Arrangement du 19 février 1927 relatif à la communication mutuelle entre les Pays-Bas et le Danemark des sentences de condamnation prononcées par la justice d'un des deux Etats contre les ressortissants de l'autre Etat, ont convenu que dorénavant les lettres d'envoi qui accompagnent les données en question seront rédigées en langue française ou qu'une traduction française y sera jointe et qu'en outre, ces lettres d'envoi contiendront les données suivantes : nom de famille, prénom (éventuellement surnom et nom adopté), si possible nom des parents, date et lieu de naissance, état civil, profession, tribunal qui a prononcé la condamnation, date de la sentence, qualification du délit, mention des articles de la législation pénale et peine prononcée.

Veillez agréer, Monsieur le Ministre, l'assurance de ma haute considération.

(Signé) W.L.F.C. DE RAPPARD.

Son Excellence
Monsieur le Docteur P. Munch,
Ministre des Affaires étrangères,
Copenhague.

passed judgment, date of the sentence, description of the offence, reference to the articles of the penal code involved and punishment inflicted.

I have, etc.

(Signed) P. MUNCH.

To M. le Chevalier W.L.F.C. de Rappard,
Minister of the Netherlands.

II.

NETHERLANDS LEGATION.

No. 148/I 72.

COPENHAGEN, January 29, 1931.

MONSIEUR LE MINISTRE,

I have the honour to acknowledge receipt of your note of to-days date and to confirm to you that, with a view to supplement the agreement of February 19, 1927, relative to the reciprocal communication between the Netherlands and Denmark of sentences passed by the courts of either State on subjects of the other State, the Netherlands and Danish Governments have agreed that henceforth the covering letters with the information in question shall be written in French or that a French translation shall be attached thereto. Furthermore, such covering letters shall contain the following information : name, Christian name (nickname and alias if any), parents' names where possible, date and place of birth, civil status, profession or employment, court which passed judgment, date of the sentence, description of the offence, reference to the articles of the penal code involved and punishment inflicted.

I have, etc.

(Signed) W.L.F.C. DE RAPPARD.

His Excellency
Dr P. Munch,
Minister for Foreign Affairs,
Copenhagen.

N^o 1439. — ÉCHANGE DE NOTES ¹ ENTRE LES GOUVERNEMENTS DANOIS ET TURC, COMPORTANT UN ARRANGEMENT COMMERCIAL PROVISOIRE. ANGORA, LE 15 MARS 1927. PROROGÉ PAR ÉCHANGE DE NOTES DU 30 JUILLET 1929.

No. 1439. — EXCHANGE OF NOTES ¹ BETWEEN THE DANISH AND TURKISH GOVERNMENTS CONSTITUTING A PROVISIONAL COMMERCIAL AGREEMENT. ANGORA, MARCH 15, 1927. PROROGATED BY EXCHANGE OF NOTES OF JULY 30, 1929.

ABROGÉ A PARTIR DU 2 JUILLET 1931, PAR SUITE DE L'ENTRÉE EN VIGUEUR DU TRAITÉ D'ÉTABLISSEMENT, DE COMMERCE ET DE NAVIGATION DU 31 MAI 1930.

ABROGATED AS FROM JULY 2, 1931, FOLLOWING THE ENTRY INTO FORCE OF THE TREATY OF ESTABLISHMENT, COMMERCE AND NAVIGATION OF MAY 31, 1930.

Communiqué par le délégué permanent du Danemark auprès de la Société des Nations, le 2 juillet 1931.

Communicated by the Permanent Delegate of Denmark accredited to the League of Nations, July 2, 1931.

N^o 1485. — CONVENTION ² ENTRE L'UNION ÉCONOMIQUE BELGO-LUXEMBOURGEOISE ET L'ALLEMAGNE, CONCERNANT LE TRAFIC FRONTALIER. SIGNÉE A AIX-LA-CHAPELLE, LE 15 JUILLET 1926.

No. 1485. — CONVENTION ² BETWEEN GERMANY AND THE ECONOMIC UNION OF BELGIUM AND LUXEMBURG, CONCERNING FRONTIER TRAFFIC. SIGNED AT AIX-LA-CHAPELLE, JULY 15, 1926.

ÉCHANGE DE NOTES ³ RELATIF A L'INTERPRÉTATION DU PREMIER ALINÉA DE L'ARTICLE 2 DE LA CONVENTION CI-DESSUS. BRUXELLES, LE 3 NOVEMBRE 1930.

EXCHANGE OF NOTES ³ REGARDING THE INTERPRETATION OF THE FIRST PARAGRAPH OF ARTICLE 2 OF THE ABOVE CONVENTION. BRUSSELS, NOVEMBER 3, 1930.

Communiqué par le consul général d'Allemagne à Genève, le 1^{er} mai 1931.

Communicated by the German Consul-General at Geneva, May 1st, 1931.

¹ Vol. LXI, page 287 ; vol. LXIX, page 114 ; vol. LXXVIII, page 500 ; vol. LXXXIII, page 419 ; et vol. LXXXVIII, page 358, de ce recueil.

² Vol. LXIII, page 137, de ce recueil.

³ La disposition prévue par cet échange de notes est entrée en vigueur le 19 novembre 1930.

¹ Vol. LXI, page 287 ; Vol. LXIX, page 114 ; Vol. LXXVIII, page 500 ; Vol. LXXXIII, page 419 ; and Vol. LXXXVIII, page 358, of this Series.

² Vol. LXIII, page 137, of this Series.

³ The provision referred to in this Exchange of Notes entered into force November 19, 1930.

TEXTE ALLEMAND. — GERMAN TEXT.

I.

DEUTSCHE GESANDTSCHAFT BRÜSSEL.

BRÜSSEL, den 3. November 1930.

HERR MINISTER !

Im Auftrage meiner Regierung habe ich die Ehre, Euerer Exzellenz ergebens¹ zu bestätigen, dass zwischen der Deutschen Regierung einerseits und der Königlich Belgischen Regierung, die in dieser Sache zugleich im Namen der Grossherzoglich Luxemburgischen Regierung handelt, andererseits Einverständnis darüber erzielt worden ist, den Artikel 2 Abs. 1 des Abkommens zwischen Deutschland und der Belgisch-Luxemburgischen Wirtschaftsunion über den kleinen Grenzverkehr vom 15. Juli 1926 zwecks Vermeidung von Missverständnissen über die Auslegung des Begriffs « Ansässigkeit » durch einen Zusatz zu ergänzen, dessen Fassung in deutscher und französischer Sprache folgendermassen lautet :

« Die Bedingung der Ansässigkeit in einem der Zollgrenzbezirke, die im Abs. 1 dieses Artikels für die an dieser Regelung teilnehmenden Personen vorgeschrieben ist, gilt nur dann als erfüllt, wenn am Orte des Wirtschaftssitzes, der in dem einen Grenzbezirk errichtet ist, sich insbesondere die erforderlichen Einrichtungen für die praktische Bewirtschaftung der land-, forst- und fischereiwirtschaftlichen Grundstücke befinden, die in dem anderen Grenzbezirke gelegen sind. Diese Einschränkung findet auf Grundstücke, die nicht gewinnbringenden Zwecken dienen, wie Schrebergärten usw., keine Anwendung. »

Zwischen den beteiligten Regierungen besteht ferner Einverständnis darüber, dass diese Zusatzbestimmung am 19. November 1930 in Kraft treten wird.

Ich benutze auch diesen Anlass, um Sie, Herr Minister, erneut meiner ausgezeichnetsten Hochachtung zu versichern.

HORSTMANN.

Seiner Exzellenz
dem Königlich Belgischen Minister
der Auswärtigen Angelegenheiten,
Herrn Paul Hymans,
Brüssel.

¹ TRADUCTION.

¹ TRANSLATION.

LÉGATION D'ALLEMAGNE
A BRUXELLES.

GERMAN LEGATION
AT BRUSSELS.

BRUXELLES, le 3 novembre 1930.

BRUSSELS, November 3, 1930.

MONSIEUR LE MINISTRE,

YOUR EXCELLENCY,

J'ai l'honneur, d'ordre de mon gouvernement, de porter à la connaissance de Votre Excellence que le Gouvernement allemand, d'une part, et le Gouvernement du Roi des Belges, agissant en même temps au nom du Gouvernement luxembourgeois, d'autre part, désireux d'éviter des erreurs d'interprétation concernant le terme « fixées » (*Ansässigkeit*) figurant au premier alinéa

Acting on instructions received from my Government, I have the honour to inform Your Excellency that the German Government, of the one part, and the Government of the King of the Belgians, acting at the same time in the name of the Government of Luxemburg, of the other part, being desirous of preventing errors of interpretation concerning the term

¹ Traduit par le Secrétariat de la Société des Nations, à titre d'information.

¹ Translated by the Secretariat of the League of Nations, for information.

de l'article 2 de la Convention du 15 juillet 1926 entre l'Allemagne et l'Union économique belgo-luxembourgeoise, relative au trafic frontalier, sont d'accord pour compléter le premier alinéa dudit article par une disposition dont la teneur en langues française et allemande est la suivante :

La condition que le premier alinéa du présent article impose aux personnes intéressées d'être fixées dans l'un des rayons douaniers n'est considérée comme remplie que si à l'endroit du siège de l'exploitation, établi dans un rayon, existent notamment les installations nécessaires pour l'exploitation effective des terres, des bois ou des pêcheries situés dans l'autre rayon. Cette restriction n'est pas applicable aux biens ne servant pas à des buts lucratifs, tels que les jardins potagers, etc.

Les gouvernements intéressés sont également d'accord pour que la disposition ci-dessus entre en vigueur le 19 novembre 1930.

Je saisis cette occasion, Monsieur le Ministre, pour vous renouveler les assurances de ma haute considération.

HORSTMANN.

A Son Excellence
M. Paul Hymans,
Ministre des Affaires étrangères
du Royaume de Belgique,
Bruxelles.

II.

MINISTÈRE
DES AFFAIRES ÉTRANGÈRES.

Direction B.
Section A. C.

N^o 538/I—26/5322.

BRUXELLES, le 3 novembre 1930.

MONSIEUR LE MINISTRE,

J'ai l'honneur de porter à la connaissance de Votre Excellence que le Gouvernement du Roi agissant tant en son nom qu'au nom du gouver-

¹ Traduit par le Secrétariat de la Société des Nations, à titre d'information.

“ living in ” which is used in the first paragraph of Article 2 of the Convention between Germany and the Economic Union of Belgium and Luxemburg concerning frontier traffic, dated July 15, 1926, agree to supplement the first paragraph of the said Article by a clause in French and German reading as follows :

The condition laid down by the first paragraph of the present Article to the effect that the persons concerned must be living in one of the Customs zones shall only be regarded as complied with if, at the place where the headquarters of the undertaking established in one zone are situated, the necessary installations exist for the effective exploitation of the lands, woods or fisheries situated in the other zone. This restriction shall not apply to property which is not intended to yield a profit, such as kitchen gardens, etc.

The Governments concerned also agree that the clause in question shall come into force on November 19, 1930.

I am, etc.

HORSTMANN.

To His Excellency
Monsieur Paul Hymans,
Minister for Foreign Affairs
of the Kingdom of Belgium,
Brussels.

II.

MINISTRY
OF FOREIGN AFFAIRS

Directorate B.
Section A. C.

No. 538/I—26/5322.

BRUSSELS, November 3, 1930.

MONSIEUR LE MINISTRE,

I have the honour to inform Your Excellency that His Majesty's Government, acting in its own name and, in virtue of existing agreements,

¹ Translated by the Secretariat of the League of Nations, for information.

nement luxembourgeois, en vertu d'accord existants, d'une part, et le Gouvernement allemand, d'autre part, désireux d'éviter des erreurs d'interprétation concernant le terme « fixées » figurant au premier alinéa de l'article 2 de la Convention du 15 juillet 1926 entre l'Union économique belgo-luxembourgeoise et l'Allemagne, relative au trafic frontalier, sont d'accord pour compléter le premier alinéa dudit article par une disposition dont la teneur en langues françaises et allemande est la suivante :

La condition que le premier alinéa du présent article impose aux personnes intéressées d'être fixées dans l'un des rayons douaniers n'est considérée comme remplie que si à l'endroit du siège de l'exploitation, établi dans un rayon, existent notamment les installations nécessaires pour l'exploitation effective des terres, des bois ou des pêcheries, situés dans l'autre rayon. Cette restriction n'est pas applicable aux biens ne servant pas à des buts lucratifs, tels que les jardins potagers, etc.

Les Gouvernements belge et allemand sont également d'accord pour que la disposition ci-dessus entre en vigueur le 19 novembre 1930.

Je saisis cette occasion, Monsieur le Ministre pour renouveler à Votre Excellence les assurances de ma haute considération.

HYMANS.

Son Excellence
Monsieur Horstmann,
Ministre d'Allemagne,
Bruxelles.

in the name of the Government of Luxemburg, of the one part, and the German Government, of the other part, being desirous of preventing errors of interpretation concerning the term " living in " which is used in the first paragraph of Article 2 of the Convention between the Economic Union of Belgium and Luxemburg and Germany concerning frontier traffic, dated July 15, 1926, agree to supplement the first paragraph of the said Article by a clause in French and German reading as follows :

The condition laid down by the first paragraph of the present Article to the effect that the persons concerned must be living in one of the Customs zones shall only be regarded as complied with if, at the place where the headquarters of the undertaking established in one zone are situated, the necessary installations exist for the effective exploitation of the lands, woods or fisheries situated in the other zone. This restriction shall not apply to property which is not intended to yield a profit, such as kitchen gardens, etc.

The Belgian and German Governments also agree that the clause in question shall come into force on November 19, 1930.

I am, etc.,

HYMANS.

His Excellency
Monsieur Horstmann,
German Minister,
Brussels.

لتكون بدلاً من تلك المعاهدة القديمة المذكورة، ويكون البضمان المفهوم من بتسني لمملكة كندا وولاية برلينده المحررة
ان تنفصل عن المعاهدة المذكورة في أي وقت مما عتب اعلان من مندوب جلالة الملك في مسقط وكذلك من المفهوم
ان حكومة استراليا المحررة قد انفصلت عن الدخول في المعاهدة المذكورة بموجب الاعلان المعطى من قبل مندوب
جلالة الملك بمسقط في كتابه عدد ٦ مؤرخ ٣ ديسمبر سنة ١٩٢٣

تصد ببالذلك نحن نفني نحن السيد بن قيسم والحاج الزبير بن علي اعضاء مجلس الحكومة بمسقط بالنيابة
عن الشهبور بن فيصل ك، سي آي، بي، سي آي، بي، سلطان مسقط وعمان، وانا امجرتي، سي، فاؤل، سي، بي، بي،
وكل مفوض في هذا الخصوص من طرف الدولة الفخيمة البريطانية قد امضينا هذا التبرير وخرسنا واحتمناها بجواتنا.

جرى في مسقط يوم ١١ شهر فيبروري سنة ١٩٣١، الموافق ٢٢ شهر رمضان سنة ١٣٤٩

T. C. Fowle

T. C. FOWLE
Major,
Political Agent, Muscat.

No. 1512. — AGREEMENT¹ BETWEEN GREAT BRITAIN AND MASCAT RENEWING FOR A FURTHER PERIOD OF ONE YEAR, FROM FEBRUARY 11, 1927, THE TREATY OF FRIENDSHIP, COMMERCE AND NAVIGATION OF MARCH 19, 1891. SIGNED AT MASCAT, FEBRUARY 11, 1927.

N^o 1512. — ACCORD¹ ENTRE LA GRANDE-BRETAGNE ET MASCATE PROLONGEANT POUR UNE NOUVELLE PÉRIODE D'UN AN, A PARTIR DU 11 FÉVRIER 1927, LE TRAITÉ D'AMITIÉ, DE COMMERCE ET DE NAVIGATION DU 19 MARS 1891. SIGNÉ A MASCATE, LE 11 FÉVRIER 1927.

AGREEMENT RENEWING FOR A FURTHER PERIOD OF ONE YEAR, FROM FEBRUARY 11, 1931, THE ABOVE TREATY OF MARCH 19, 1891. MASCAT, FEBRUARY 11, 1931.

ACCORD PROROGEANT POUR UNE NOUVELLE PÉRIODE D'UN AN, A PARTIR DU 11 FÉVRIER 1931, LE TRAITÉ DU 19 MARS 1891 SUSMENTIONNÉ. MASCATE, LE 11 FÉVRIER 1931.

Communiqué par le secrétaire d'Etat aux Affaires étrangères de Sa Majesté en Grande-Bretagne le 13 août 1931.

Communicated by His Majesty's Secretary of State for Foreign Affairs in Great Britain, August 13, 1931.

TEXTE ARABE. — ARABIC TEXT.

لائحة

نحن المصرون اذنا انفقنا على ما يأتي: ان المعاهدة الودادية للتجارة فيما يختص باسفار السفن البحرية

الكائدين ببريطانيا الذمى ومسقط المضاة في يوم ثاني من شعبان سنة ١٣٨٠ مطابق ١٩ مارس سنة ١٩١٩ سنطول بهذا

التحرير ولو قد جرت في الماضى من المحابرات كلها او بعضها بين المرحوم سمو السيد فيصل بن تركي والدولة الفخيمة البريطانية في

امرا اعلام تجديد تلك المعاهدة فانها لا تزال معمولة عليها المدة سنة واحدة من اليوم احدى عشر فبروري سنة ١٩٣١ الموافق

٢٥ شهر رمضان سنة ١٤١٩ اذا صارت معاهدة مناسبة بانفاق سمو سلطان مسقط وعمان والدولة الفخيمة البريطانية

¹ Vol. V, page 59; vol. VIII, page 261; vol. X, page 459; vol. XVII, page 163; vol. XXV, page 387; vol. XXXV, page 233; vol. LVII, page 13; vol. LXIV, page 397; vol. LXXXIII, page 440; vol. XCVI, page 194; et vol. C, page 224, de ce recueil.

¹ Vol. V, page 59; Vol. VIII, page 261; Vol. X, page 459; Vol. XVII, page 163; Vol. XXV, page 387; Vol. XXXV, page 233; Vol. LVII, page 13; Vol. LXIV, page 397; Vol. LXXXIII, page 440; Vol. XCVI, page 194; and Vol. C, page 224, of this Series.

NOTE.

We, the undersigned, have agreed to what follows :— That the Treaty of Friendship, Commerce and Navigation between Great Britain and Maskat, signed on the eighth day of Shaban 1308-H. corresponding to the 19th March 1891, will be prolonged by this writing, notwithstanding all, or any, correspondence between His late Highness Saiyid Faisal bin Turki and the Glorious British Government in the matter of the revision of that Treaty. And it will remain in force for a period of one year from this eleventh day of February 1931, corresponding to the 22nd Ramadhan 1349-H. unless a suitable Treaty, by agreement between His Highness the Sultan of Maskat and Oman and the Glorious British Government is substituted for that ancient Treaty aforesaid. It is also understood that it shall be open to the Dominion of Canada and Irish Free State to withdraw from the aforesaid Treaty at any time on notice being given to that effect by His Majesty's Representative at Maskat.

It is also understood that the Commonwealth of Australia have withdrawn from participation in the aforesaid Treaty as per notice given by His Majesty's Representative at Maskat in his letter No. 6, dated 3rd December 1923.

In confirmation thereof, we, that is Saiyid Said bin Taimur and Haji Zuber bin Ali, members of the Council of State, Maskat, on behalf of His Highness Saiyid Sir Taimur bin Faisal, K. C. I. E., C. S. I., Sultan of Maskat and Oman, and I, Major T. C. Fowle, C. B. E., duly authorised agent for that purpose on behalf of the Glorious British Government, have signed this writing and six copies and have affixed our seals thereto.

Done at Maskat this eleventh day of February 1931, corresponding to 22nd Ramadhan 1349-H.

SAIYID Said bin Taimur.

Haji ZUBER bin Ali.

T. C. FOWLE, *Major,*
Political Agent, Mascat.

¹ TRADUCTION. — TRANSLATION.

NOTE

Nous, soussignés, avons convenu ce qui suit : le Traité d'amitié, de commerce et de navigation conclu entre la Grande-Bretagne et Mascate et signé le huitième jour du Shaban de l'année 1308 de l'Hégire, correspondant au 19 mars 1891, sera prolongé par le présent écrit, nonobstant tout ou partie de la correspondance échangée entre feu Son Altesse Saiyid Faisal bin Turki et le glorieux Gouvernement britannique, au sujet de la revision du traité. Il restera en vigueur pendant un an à partir de ce onzième jour de février 1931, correspondant au 22 Ramadhan 1349 de l'Hégire, à moins qu'un traité approprié, à la suite d'un accord entre Son Altesse le Sultan de Mascate et d'Oman et le glorieux Gouvernement britannique soit substitué au susdit ancien traité. Il est également entendu que le Dominion du Canada et l'Etat libre d'Irlande auront la faculté, en tout temps, de cesser d'être Parties audit traité, moyennant un avis donné à cet effet par le représentant de Sa Majesté à Mascate.

Il est également entendu que le Commonwealth d'Australie a cessé de participer au traité ci-dessus mentionné, selon l'avis donné par le représentant de Sa Majesté à Mascate par sa lettre N° 6 du 3 décembre 1923.

En foi de quoi, nous, Saiyid Said bin Taimur et Haji Zuber bin Ali, membres du Conseil d'Etat de Mascate, au nom de Son Altesse Saiyid Sir Taimur bin Faisal, K. C. I. E., C. S. I., Sultan de Mascate et d'Oman, et moi, Major T. C. Fowle, C. B. E., représentant dûment autorisé à cet effet par le glorieux Gouvernement britannique, avons signé le présent écrit de notre main, ainsi que six exemplaires de ce même écrit, et y avons apposé nos sceaux.

Fait à Mascate, ce onzième jour de février 1931, vingt-deuxième Ramadhan 1349 de l'Hégire.

SAIYID Said bin Taimur.

Haji ZUBER bin Ali.

Major T. C. FOWLE,
Agent politique, Mascate.

¹ Traduit par le Secrétariat de la Société des Nations, à titre d'information.

¹ Translated by the Secretariat of the League of Nations, for information.

TEXTE ALLEMAND. — GERMAN TEXT

N^o 1659. — ABKOMMEN ¹ ZWISCHEN DEM PRÄSIDENTEN DES DEUTSCHEN REICHS UND SEINER MAJESTÄT DEM KÖNIG VON GROSSBRITANNIEN, FÜR GROSSBRITANNIEN UND NORDIRLAND, ZWECKS REGELUNG DES LUFTVERKEHRS. GEZEICHNET IN BERLIN, DEN 29. JUNI 1927.

No. 1659. — AGREEMENT ¹ BETWEEN THE PRESIDENT OF THE GERMAN REICH AND HIS MAJESTY IN RESPECT OF GREAT BRITAIN AND NORTHERN IRELAND RELATING TO AIR NAVIGATION. SIGNED AT BERLIN, JUNE 29, 1927.

ABKOMMEN ² ZWISCHEN DEM DEUTSCHEN REICH UND GROSSBRITANNIEN ÜBER ÄNDERUNG DES LUFTVERKEHRSABKOMMENS VOM 29. JUNI 1927. GEZEICHNET IN BERLIN DEN 5. JULI 1930.

AGREEMENT ² BETWEEN GERMANY AND GREAT BRITAIN RELATING TO THE AMENDING OF THE AGREEMENT TO AIR NAVIGATION FROM 29 JUNE, 1927. SIGNED AT BERLIN, JULY 5, 1930.

Communiqué par le consul général d'Allemagne à Genève le 2 juillet 1931.

Communicated by the German Consul-General at Geneva, July 2, 1931.

DER DEUTSCHE REICHSPRÄSIDENT UND SEINE MAJESTÄT DER KÖNIG VON GROSSBRITANNIEN, IRLAND UND DEN BRITISCHEN ÜBERSEEISCHEN DOMINIEN, KAISER VON INDIEN, in dem Wunsche, die Bestimmungen der Artikel 2, 6 und 7 des zwischen dem Präsidenten des Deutschen Reichs und Seiner Britannischen Majestät hinsichtlich Grossbritanniens und Nordirlands abgeschlossenen, am 29. Juni 1927 in Berlin unterzeichneten Abkommens über den Luftverkehr zu ändern, haben zu diesem Zwecke zu ihren Bevollmächtigten ernannt :

THE PRESIDENT OF THE GERMAN REICH AND HIS MAJESTY THE KING OF GREAT BRITAIN, IRELAND, AND THE BRITISH DOMINIONS BEYOND THE SEAS, EMPEROR OF INDIA, being desirous of amending the provisions of Articles 2, 6 and 7 of the Agreement between the President of the German Reich and His Britannic Majesty in respect of Great Britain and Northern Ireland relating to Air Navigation, signed at Berlin on June 29th, 1927, have named as their respective Plenipotentiaries for this purpose

DER DEUTSCHE REICHSPRÄSIDENT :

Herrn Dr. Julius CURTIUS, Reichsminister des Auswärtigen,

THE PRESIDENT OF THE GERMAN REICH :

Dr. Julius CURTIUS, Minister for Foreign Affairs,

SEINE MAJESTÄT DER KÖNIG VON GROSSBRITANNIEN, IRLAND UND DEN BRITISCHEN ÜBERSEEISCHEN DOMINIEN, KAISER VON INDIEN, FÜR GROSSBRITANNIEN UND NORDIRLAND :

Seine Exzellenz den Right Honorable Sir Horace RUMBOLD, Seiner Majestät ausserordentlichen und bevollmächtigten Botschafter in Berlin,

HIS MAJESTY THE KING OF GREAT BRITAIN, IRELAND, AND THE BRITISH DOMINIONS BEYOND THE SEAS, EMPEROR OF INDIA, FOR GREAT BRITAIN AND NORTHERN IRELAND,

His Excellency the Right Honourable Sir Horace RUMBOLD, His Majesty's Ambassador-Extraordinary and Plenipotentiary at Berlin,

¹ Vol. LXXI, page 165, de ce recueil.

² L'échange des ratifications a eu lieu à Berlin, le 6 mai 1931.

¹ Vol. LXXI, page 165, of this Series.

² The exchange of ratifications took place at Berlin, May 6, 1931.

Die nach gegenseitiger Mitteilung ihrer in guter und gehöriger Form befundenen Vollmachten folgendes vereinbart haben :

Who after having communicated to each other their full powers, found in good and due form, have agreed as follows :

Artikel 1.

Article 1.

Artikel 2, Abs. 4 des Abkommens über den Luftverkehr vom 29. Juni 1927 soll durch den folgenden Absatz ersetzt werden :

Paragraph 4 of Article 2 of the Agreement relating to Air Navigation of June 29th, 1927, shall be replaced by the following paragraph :

Jeder der beiden Hohen Vertragschliessenden Teile kann den heimischen Luftfahrzeugen die gewerbsmässige Beförderung von Personen und Gütern zwischen zwei Punkten des eigenen Staatsgebiets vorbehalten. Indes können die Luftfahrzeuge des anderen Hohen Vertragschliessenden Teils von einem im Gebiet des ersteren vertragschliessenden Teils gelegenen Flughafen, zu dessen Benutzung sie berechtigt sind, nach einem anderen solchen Flughafen weiterfliegen, sei es, um ihre Ladung oder Fluggäste ganz oder zum Teil dort zu landen oder um ihre Ladung oder Fluggäste ganz oder zum Teil dort aufzunehmen ; Voraussetzung ist dabei jedoch, dass die Ladung mit durchgehenden Frachtkunden und die Fluggäste mit durchgehenden Flugscheinen für eine Beförderungstrecke versehen sind, deren Anfangs- und Endpunkt nicht beides Punkte sind, zwischen welchen die Beförderung den heimischen Luftfahrzeugen vorbehalten ist. Diese Luftfahrzeuge sollen bei einem derartigen Fluge von einem Flughafen nach einem anderen, ungeachtet dessen, dass beide Flughäfen Punkte sind, zwischen denen die Beförderung vorbehalten ist, alle Vorrechte dieses Abkommens geniessen.

Each of the High Contracting Parties may reserve to his own aircraft the commercial transport of persons or goods between any two points which are both within his own territory. Nevertheless, the aircraft of the other High Contracting Party may proceed from any aerodrome in the territory of the former which they are entitled to use to any other such aerodrome either for the purpose of landing the whole or part of their cargoes or passengers, or of taking on board the whole or part of their cargoes or passengers, provided that such cargoes are covered by through bills of lading, and such passengers hold through tickets, issued respectively for a journey whose starting place and destination are not both points between which transport has been duly so reserved, and such aircraft, while proceeding as aforesaid, from one aerodrome to another, shall, notwithstanding that both such aerodromes are points between which transport has been duly reserved, enjoy all the privileges of this Agreement."

Artikel 2.

Article 2.

Artikel 6, Abs. 1 des Abkommens über den Luftverkehr vom 29. Juni 1927 soll durch den folgenden Absatz ersetzt werden :

Paragraph 1 of Article 6 of the Agreement relating to Air Navigation of June 29th, 1927, shall be replaced by the following paragraph :

Die Luftfahrzeuge des einen Hohen Vertragschliessenden Teils dürfen im Gebiet des anderen Hohen Vertragschliessenden Teils nur dann mit Gerät zur drahtlosen Nachrichtenübermittlung versehen sein, wenn sie eine besondere, im Luftfahrzeug mitzuführende Erlaubnis der zuständigen

Aircraft of one of the High Contracting Parties shall carry Wireless Apparatus in the territory of the other High Contracting Party only if a Licence to instal and work such apparatus, which must be carried in the aircraft, shall have been issued by the competent Authorities of the High Contract-

Behörde des Vertragsteils, in dessen Gebiet die Luftfahrzeuge eingetragen sind, zum Einbau und Betriebe dieses Gerätes erhalten haben. Die Benutzung solchen Gerätes muss denjenigen Bestimmungen entsprechen, die von den zuständigen Behörden des Landes, in dessen Luftraum das Luftfahrzeug fliegt, hierüber erlassen sind.

Artikel 3.

Artikel 7 des Abkommens über den Luftverkehr vom 29. Juni 1927 soll durch folgenden Absatz ersetzt werden :

Die Luftfahrzeuge, ihre Besatzung und die Fluggäste dürfen Waffen, Schiessbedarf, giftige Gase, Sprengstoffe, Brieftauben und Lichtbildgerät nur mit Erlaubnis der zuständigen Behörden desjenigen Staates mit sich führen, in dessen Luftgebiet sich das Luftfahrzeug befindet. Die Ausdrücke Waffen, Schiessbedarf, Sprengstoffe umfassen nicht Signalgerät und Leuchtmunition, die als Zubehör im Luftfahrzeug mitgeführt werden.

Artikel 4.

Dieses Abkommen soll ratifiziert werden ; die Ratifikationsurkunden sollen baldmöglichst in Berlin ausgetauscht werden. Dieses Abkommen tritt mit dem Tage des Austausches der Ratifikationsurkunden in Kraft, und es sollen danach die hierin enthaltenen Änderungen so angesehen werden, als ob sie in dem Abkommen vom 29. Juni 1927 enthalten sind und integrierende Bestandteile davon bilden.

Zu Urkund dessen haben die Bevollmächtigten dieses Abkommen unterzeichnet und mit ihren Siegeln versehen.

Ausgefertigt in Berlin in doppelter Urschrift in deutscher und englischer Sprache, die beide in gleicher Weise massgebend sind, am 5. Juli 1930.

(*Siegel*) CURTIUS.

ing Party in whose territory the aircraft is registered. The use of such apparatus shall be in accordance with the regulations on the subject issued by the competent authorities of the territory within whose air space the aircraft is navigating.

Article 3.

Article 7 of the Agreement relating to Air Navigation of June 29th, 1927, shall be replaced by the following paragraph :

No arms, ammunition, poison gas, explosives, carrier pigeons, or cameras, shall be carried by any aircraft or by its crew or passengers, except by permission of the competent authorities of the territory within whose air space the aircraft is navigating. The terms arms, ammunition, explosives, shall not be regarded as including apparatus and pyrotechnics carried for signalling or navigating as part of the equipment of the aircraft.

Article 4.

The present Agreement shall be ratified and the instruments of ratification shall be exchanged at Berlin as soon as possible. This Agreement shall come into force on the day on which the instruments of ratification are exchanged and thereafter the amendments herein provided for shall be deemed to be incorporated in and to form integral parts of the Agreement of June 29th, 1927.

In faith whereof the respective Plenipotentiaries have signed the present Agreement and have affixed thereto their seals.

Done at Berlin in duplicate in the German and English languages, which are equally authentic, the 5th day of July 1930.

(*Seal*) HORACE RUMBOLD.

¹ TRADUCTION. — TRANSLATION.

N^o 1659. — ACCORD ENTRE LE PRÉSIDENT DU REICH ALLEMAND ET SA MAJESTÉ BRITANNIQUE POUR LA GRANDE-BRETAGNE ET L'IRLANDE DU NORD, CONCERNANT LA NAVIGATION AÉRIENNE. SIGNÉ A BERLIN, LE 29 JUIN 1927.

ACCORD ENTRE L'ALLEMAGNE ET LA GRANDE-BRETAGNE MODIFIANT L'ACCORD DU 29 JUIN 1927, CONCERNANT LA NAVIGATION AÉRIENNE. SIGNÉ A BERLIN, LE 5 JUILLET 1930.

LE PRÉSIDENT DU REICH ALLEMAND et SA MAJESTÉ LE ROI DE GRANDE-BRETAGNE, D'IRLANDE ET DES TERRITOIRES BRITANNIQUES AU DELA DES MERS, EMPEREUR DES INDES, désireux de modifier les dispositions des articles 2, 6 et 7 de l'Accord conclu entre le résident du Reich allemand et Sa Majesté britannique pour la Grande-Bretagne et l'Irlande du Nord, au sujet de la navigation aérienne, et signé à Berlin le 29 juin 1927, ont désigné à cet effet pour leurs plénipotentiaires :

LE PRÉSIDENT DU REICH ALLEMAND :

Le Docteur Julius CURTIUS, ministre des Affaires étrangères ;

SA MAJESTÉ LE ROI DE GRANDE-BRETAGNE, D'IRLANDE ET DES TERRITOIRES BRITANNIQUES AU DELA DES MERS, EMPEREUR DES INDES, POUR LA GRANDE-BRETAGNE ET L'IRLANDE DU NORD :

Son Excellence le Très Honorable Sir Horace RUMBOLD, ambassadeur extraordinaire et plénipotentiaire de Sa Majesté à Berlin ;

Lesquels, après s'être communiqué leurs pleins pouvoirs trouvés en bonne et due forme, sont convenus des dispositions suivantes :

Article premier.

L'alinée 4 de l'article 2 de l'Accord du 29 juin 1927 concernant la navigation aérienne est remplacé par l'alinéa suivant :

Chacune des Hautes Parties contractantes pourra réserver à ses propres aéronefs les transports commerciaux de personnes ou de marchandises entre deux points quelconque de son propre territoire. Toutefois, les aéronefs de l'autre Etat contractants pourront se rendre d'un aérodrome situé sur le territoire du premier Etat contractant et dont ils ont la disposition à un autre de ces aérodromes, afin de débarquer ou d'embarquer, en totalité ou en partie, leurs cargaisons ou leurs passagers, à condition que lesdites cargaisons soient accompagnées de titres de transport direct et que lesdits passagers soient porteurs de

¹ Traduit par le Secrétariat de la Société des Nations, à titre d'information.

² Translated by the Secretariat, of the League of Nations, for information.

billets directs, délivrés respectivement pour un parcours dont les points de départ et d'arrivée ne sont pas tous deux des points entre lesquels les transports sont réservés aux aéronefs nationaux. Les aéronefs en question se rendant, ainsi qu'il a été prévu ci-dessus, d'un aéroport à un autre, jouiront de tous les privilèges prévus au présent accord, encore que lesdits aéroports soient des points entre lesquels les transports sont dûment réservés.

Article 2.

L'alinéa premier de l'article 6 de l'Accord du 29 juin 1927 concernant la navigation aérienne est remplacé par l'alinéa suivant :

Les aéronefs de l'une des Hautes Parties contractantes ne pourront être porteurs d'appareils de radiocommunication sur le territoire de l'autre Partie contractante à moins qu'une autorisation spéciale d'installer et d'utiliser les appareils de télégraphie sans fil, qui devra accompagner l'aéronef, n'ait été délivrée par l'autorité compétente de l'Etat contractant sur le territoire duquel l'aéronef est immatriculé. Ces appareils seront utilisés conformément aux prescriptions édictées en la matière par les autorités compétentes du pays que survole l'aéronef.

Article 3.

L'article 7 de l'Accord du 29 juin 1927 concernant la navigation aérienne est remplacé par l'alinéa suivant :

Les aéronefs, leurs équipages ou leurs passagers ne pourront transporter des armes, des munitions, des gaz toxiques, des explosifs, des pigeons voyageurs ou des appareils photographiques qu'avec l'autorisation des autorités compétentes du pays survolé par l'aéronef. Ne sont pas considérés comme armes, munitions et explosifs les appareils et les pièces pyrotechniques servant à la signalisation ou à la navigation et faisant partie de l'équipement de l'aéronef.

Article 4.

Le présent accord sera ratifié et les instruments de ratification seront échangés à Berlin aussitôt que possible. Le présent accord entrera en vigueur le jour de l'échange des instruments de ratification et, à partir de cette date, les amendements qui y sont prévus seront considérés comme faisant partie intégrante de l'Accord du 29 juin 1927.

En foi de quoi les plénipotentiaires ont signé le présent accord et y ont apposé leurs sceaux.

Fait à Berlin en double exemplaire, en langue allemande et en langue anglaise, les deux textes faisant également foi, le 5 juillet 1930.

(Sceau) Horace RUMBOLD.

(Sceau) CURTIUS.

N^o 1743. — CONVENTION¹ D'UNION DE PARIS DU 20 MARS 1883, POUR LA PROTECTION DE LA PROPRIÉTÉ INDUSTRIELLE REVISÉE A BRUXELLES, LE 14 DÉCEMBRE 1900, A WASHINGTON LE 2 JUIN 1911, ET A LA HAYE, LE 6 NOVEMBRE 1925.

Cette convention a été transmise au Secrétariat par le « Department of State » du Gouvernement des Etats-Unis d'Amérique le 28 mai 1931.

ADHÉSION

NOUVELLE-ZÉLANDE ET SAMOA OCCIDENTAL, effective à partir du 29 juillet 1931.

Communiquée par le Conseil fédéral suisse, le 2 juillet 1931.

BERNE, le 29 juin 1931.

MONSIEUR LE MINISTRE,

Nous avons l'honneur de porter à la connaissance de Votre Excellence que, par note du 10 de ce mois, la Légation de Grande-Bretagne à Berne a notifié au Conseil fédéral suisse l'adhésion du Gouvernement de Sa Majesté britannique dans le Dominion de la Nouvelle-Zélande à la Convention d'Union, du 20 mars 1883, révisée à La Haye le 6 novembre 1925, pour la protection de la propriété industrielle, en application de l'article 16 de cet accord.

La Légation a notifié également, en exécution de l'article 16 *bis* de la convention, l'accession à cet acte international du Samoa Occidental, placé sous le mandat dudit Dominion.

La Légation ajoutait que le Gouvernement de Sa Majesté britannique en Nouvelle-Zélande désire que ce Dominion soit rangé dans la quatrième des classes prévues à l'article 13 de la Convention, pour sa contribution aux dépenses du Bureau international.

¹ Vol. LXXIV, page 289 ; vol. LXXXIII, page 464 ; vol. LXXXVIII, page 366 ; vol. XCII, page 403 ; vol. C, page 246 ; et vol. CIV, page 512, de ce recueil.

² Traduit par le Secrétariat de la Société des Nations, à titre d'information.

No. 1743. — UNION CONVENTION¹ OF PARIS, MARCH 20, 1883, FOR THE PROTECTION OF INDUSTRIAL PROPERTY, REVISED AT BRUSSELS, DECEMBER 14, 1900, AT WASHINGTON, JUNE 2, 1911, AND AT THE HAGUE, NOVEMBER 6, 1925.

This Convention was transmitted to the Secretariat by the Department of State of the Government of the United States of America, May 28, 1931.

ACCESSION.

NEW ZEALAND AND WESTERN SAMOA, effective as from July 29, 1931.

Communicated by the Swiss Federal Council, July 2, 1931.

² TRADUCTION. — TRANSLATION.

BERNE, June 29, 1931.

MONSIEUR LE MINISTRE,

We have the honour to inform Your Excellency that, in a note dated June 10, 1931, the British Legation at Berne notified the Swiss Federal Council of the accession of His Britannic Majesty's Government in the Dominion of New Zealand to the Union Convention of March 20, 1883, for the protection of industrial property, as revised at the Hague on November 6, 1925, in accordance with Article 16 of that agreement.

The Legation also gave notice, in accordance with Article 16 bis of the Convention, of the accession to that international Act of Western Samoa, placed under the mandate of the above-mentioned Dominion.

The Legation added that His Britannic Majesty's Government in New Zealand desires that, with regard to its contribution to the expenses of the International Bureau, that Dominion should be placed in the 4th of the classes mentioned in Article 13 of the Convention.

¹ Vol. LXXIV, page 289 ; Vol. LXXXIII, page 464 ; Vol. LXXXVIII, page 366 ; Vol. XCII, page 403 ; Vol. C, page 246 ; et Vol. CIV, page 512, of this Series.

² Translated by the Secretariat of the League of Nations, for information.

Conformément à l'article 16 précité, ces adhésions produiront leurs effets un mois après l'envoi de la présente notification, soit à partir du 29 juillet 1931.

Il convient de relever que la note britannique implique l'entrée de la Nouvelle-Zélande dans l'Union comme pays contractant ; en effet, ce Dominion, qui avait été admis dans l'Union en qualité de colonie britannique, le 7 septembre 1891, était lié jusqu'ici par le texte de la Convention révisée à Washington le 2 juin 1911. La déclaration de la Légation comporte, d'autre part, l'entrée du Samoa Occidental dans l'Union à titre de territoire placé sous le mandat de la Nouvelle-Zélande.

En vous priant de vouloir bien prendre acte de ce qui précède, nous vous présentons, Monsieur le Ministre, l'assurance de notre haute considération.

Au nom du Conseil fédéral suisse :

Le Vice-président :

MOTTA.

Le Vice-chancelier :

LEIMGRÜBER.

A Son Excellence
Monsieur le Ministre
des Affaires étrangères.

In accordance with the above-mentioned Article 16, these accessions will take effect one month after the despatch of the present notification, that is to say, as from July 29, 1931.

It should be remarked that the British note implies the entry of New Zealand into the Union as a Contracting Country. That Dominion was admitted into the Union as a British colony on September 7, 1891, and was hitherto bound by the text of the Convention as revised at Washington on June 2, 1911. The Legation's declaration further implies the entry of Western Samoa into the Union as a territory placed under the mandate of New Zealand.

We would ask you to be good enough to take note of the foregoing, and we have the honour to be, etc.

On behalf of the Swiss Federal Council :

MOTTA,

Vice-President.

LEIMGRÜBER,

Vice-Chancellor.

To His Excellency
The Minister for Foreign Affairs.

N^o 1744. — ARRANGEMENT¹ DE MADRID
DÜ 14 AVRIL 1891, CONCERNANT LA
RÉPRESSION DES FAUSSES INDICA-
TIONS DE PROVENANCE SUR LES
MARCHANDISES. RÉVISÉ A WASHING-
TON, LE 2 JUIN 1911, ET A LA HAYE,
LE 6 NOVEMBRE 1925.

No. 1744. — AGREEMENT¹ OF MADRID
OF APRIL 14, 1891, FOR THE PREVEN-
TION OF FALSE INDICATIONS OF
ORIGIN ON GOODS. REVISED AT WASH-
INGTON, JUNE 2, 1911, AND AT THE
HAGUE, NOVEMBER 6, 1925.

ADHÉSION

PORTUGAL (effective à partir du 13 mai 1931.)

*Communiquée par le Conseil fédéral suisse, le
15 avril 1931.*

ACCESSION.

PORTUGAL (effective as from May 13, 1931).

*Communicated by the Swiss Federal Council,
April 15, 1931.*

¹ Vol. LXXIV, page 319 ; vol. LXXXVIII, page 367 ; vol. XCII, page 403 ; vol. C, page 247 ; et vol. CIV, page 513, de ce recueil.

¹ Vol. LXXIV, page 319 ; Vol. LXXXVIII, page 367 ; Vol. XCII, page 403 ; Vol. C, page 247 ; and Vol. CIV, page 513, of this Series.

N° 1745. — ARRANGEMENT¹ DE MADRID DU 14 AVRIL 1891, CONCERNANT L'ENREGISTREMENT INTERNATIONAL DES MARQUES DE FABRIQUE OU DE COMMERCE. REVISÉ A BRUXELLES, LE 14 DÉCEMBRE 1900, A WASHINGTON, LE 2 JUIN 1911, ET A LA HAYE, LE 6 NOVEMBRE 1925.

ADHÉSION

PORTUGAL (effective à partir du 13 mai 1931.)

Communiquée par le Conseil fédéral suisse, le 15 avril 1931.

DÉNONCIATION

DÉNONCIATION PAR CUBA, effective à partir du 22 avril 1932.

Communiquée par le Conseil fédéral suisse, le 18 mai 1931.

BERNE, le 8 mai 1931.

MONSIEUR LE MINISTRE,

Nous avons l'honneur de porter à la connaissance de Votre Excellence que, par note du 22 avril dernier, la Légation de Cuba à Berne a informé le Conseil fédéral de la décision de son gouvernement prise, en date du 4 mars de cette année, de dénoncer l'Arrangement de Madrid, du 14 avril 1891, concernant l'enregistrement international des marques de fabrique ou de commerce, révisé à Bruxelles, le 14 décembre 1900, et à Washington, le 2 juin 1911.

La Légation de Cuba ajoute que son gouvernement continuera à accorder protection à toutes les marques protégées à Cuba, aux termes de l'arrangement précité, et à celles qui seront admises ultérieurement, jusqu'à la date à laquelle cesseront totalement les effets de celui-ci pour Cuba, soit à l'expiration du délai de vingt ans prévu par l'article 6 de cet accord.

Conformément à l'article 17 bis, de la Convention d'Union, l'arrangement dénoncé reste encore en vigueur à Cuba jusqu'à l'expiration d'une année à partir du jour où la dénonciation en a été faite, soit jusqu'au 22 avril 1932. Dès cette date, Cuba ne fera donc plus partie que de l'Union générale constituée par la Convention de Paris révisée du 20 mars 1883 et de l'Union restreinte

¹ Vol. LXXIV, page 327 ; vol. LXXXIII, page 464 ; vol. LXXXVIII, page 367 ; vol. XCII, page 404 ; et vol. C, page 247, de ce recueil.

No. 1745. — AGREEMENT¹ CONCLUDED AT MADRID, APRIL 14, 1891, CONCERNING INTERNATIONAL REGISTRATION OF COMMERCIAL AND INDUSTRIAL TRADE MARKS. REVISED AT BRUSSELS, DECEMBER 14, 1900, AT WASHINGTON, JUNE 2, 1911, AND AT THE HAGUE, NOVEMBER 6, 1925.

ACCESSIONS.

PORTUGAL (effective as from May 13, 1931).

Communicated by the Swiss Federal Council, April 15, 1931.

DENUNCIATION.

DENUNCIATION BY CUBA, effective as from April 22, 1932.

Communicated by the Swiss Federal Council, May 18, 1931.

² TRADUCTION. — TRANSLATION.

BERNE, May 8, 1931.

SIR,

We have the honour to inform you that, in a note dated April 22 last, the Cuban Legation at Berne informed the Federal Council of its Government's decision, reached on March 4 of this year, to denounce the Madrid Agreement of April 14, 1891, concerning the international registration of commercial and industrial trade-marks, revised at Brussels, December 14, 1900, and at Washington, June 2, 1911.

The Cuban Legation adds that its Government will continue to grant protection to all marks protected in Cuba under the terms of the aforesaid Agreement, and to any which may be admitted hereafter, until the effects of the Agreement cease entirely in respect of Cuba, that is to say, until the expiry of the period of twenty years provided for in Article 6 of the Agreement.

In conformity with Article 17 (a) of the Union Convention, the Agreement now denounced will remain in force in Cuba until one year from the date of denunciation, that is to say, until April 22, 1932. From that date, therefore, Cuba will be a member only of the General Union constituted by the revised Paris Convention of March 20, 1883 and of the Limited Union constituted

¹ Vol. LXXIV, page 327; Vol. LXXXIII, page 464; Vol. LXXXVIII, page 367; Vol. XCII, page 404; and Vol. C, page 247, of this Series.

² Traduit par la Secrétariat de la Société des Nations, à titre d'information.

² Translated by the Secretariat of the League of Nations, for information.

formée par l'Arrangement de Madrid révisé, du 14 avril 1891, concernant la répression des fausses indications de provenance.

En vous priant de vouloir bien prendre acte de cette dénonciation, nous vous présentons, Monsieur le Ministre, l'assurance de notre haute considération.

Au nom du Conseil fédéral suisse :

Le Président de la Confédération,

HÄBERLIN.

Le Chancelier de la Confédération,

KAESLIN.

A Son Excellence

Monsieur le Ministre des Affaires étrangères.

TEXTE ALLEMAND. — GERMAN TEXT.

N° 1761. — HANDELSABKOMMEN¹ ZWISCHEN DEUTSCHLAND UND FRANKREICH.
GEZEICHNET IN PARIS, AM 17. AUGUST 1927.

Textes officiels allemand et français communiqués par le consul général d'Allemagne à Genève. L'enregistrement de cet avenant a eu lieu le 2 juillet 1931.

ZUSATZABKOMMEN² ZUM DEUTSCH-FRANZÖSISCHEN HANDELSABKOMMEN VOM 17. AUGUST 1927.
GEZEICHNET IN BERLIN AM 3. FEBRUAR 1931.

DIE DEUTSCHE und DIE FRANZÖSISCHE REGIERUNG sind übereingekommen, folgende Abänderungen des deutsch-französischen Handelsabkommens vom 17. August 1927 in der Fassung des Protokolls vom 20. Juni 1928 und des Notenwechsels vom 27. Juni 1929 zu vereinbaren :

¹ Vol. LXXVI, page 5 ; et vol. LXXXVIII, page 368, de ce recueil.

² L'échange des ratifications a eu lieu à Paris, le 21 avril 1931.
Entré en vigueur le 1^{er} mai 1931.

by the revised Madrid Agreement of April 14, 1891, concerning the prevention of false indications of origin.

We would request you to note this denunciation, and we have the honour, etc.

On behalf of the Swiss Federal Council :

HÄBERLIN

President of the Confederation.

KAESLIN,

Chancellor of the Confederation.

To His Excellency
The Minister for Foreign Affairs.

N^o 1761. — ACCORD¹ COMMERCIAL ENTRE L'ALLEMAGNE ET LA FRANCE. SIGNÉ A PARIS, LE 17 AOUT 1927.

German and French official texts communicated by the German Consul-General at Geneva. The registration of this Agreement took place July 2, 1931.

AVENANT² A L'ACCORD COMMERCIAL FRANCO-ALLEMAND DU 17 AOUT 1927. SIGNÉ A BERLIN, LE 3 FÉVRIER 1931.

LE GOUVERNEMENT FRANÇAIS et LE GOUVERNEMENT ALLEMAND sont tombés d'accord pour apporter les modifications ci-après à la Convention commerciale franco-allemande du 17 août 1927 ainsi qu'au protocole du 20 juin 1928 et à l'échange de lettres du 27 juin 1929 :

¹ Vol. LXXVI, page 5; and Vol. LXXXVIII, page 369, of this Series.

² The exchange of ratifications took place at Paris, April 21, 1931. Came into force May 1, 1931.

I. LISTEN A UND B.

Number des françösischen Zolltarifs	Bezeichnung der Ware	Erhebungs- massstab	Zollsätze Fr.
aus 38r bis B	<p>Abfälle und Fasern von künstlicher Seide oder zolltariflich gleichgestellten Stoffen (einschl. der künstlichen Wolle und der künstlichen Baumwolle) ¹ :</p> <p>Rein :</p> <p>Abfälle ² :</p> <p>1. Nichtbearbeitet 1 kg 2,20</p> <p>2. Bearbeitet, d. h. gekämmt, kardiert, geöffnet oder einfach ausgezogen, jedoch noch nicht im Zustand von Gespinsten, gleichviel ob sie in Form von Wickeln, Locken, Bändern oder Vorgespinsten vorgeführt werden, nicht gedreht ³ 1 kg 8,75</p> <p>Fasern :</p> <p>1. Nichtbearbeitet (d. h. noch nicht in dem im folgenden Absatz ausgeführten Bearbeitungszustand, in Längen von weniger als 2 m geschnitten ⁴ oder in Bündeln oder im Gewirr vorgeführt) ⁵ 1 kg 2,20</p> <p>2. Bearbeitet, d. h. gekämmt, kardiert, geöffnet oder einfach ausgezogen, jedoch noch nicht im Zustand von Gespinsten, gleichviel ob sie in Form von Wickeln, Locken, Bändern oder Vorgespinsten vorgeführt werden, nicht gedreht ³ 1 kg 8,75</p> <p>Garne aus Abfällen oder Fasern (künstliche Schappe) :</p> <p>In endlosen Fäden :</p> <p>Einfach, roh oder auch im Rohmaterial gebleicht oder gebläut mit einer Fadenlänge auf das kg :</p> <p>Bis 40 500 m 1 kg 13,—</p> <p>Von mehr als 40 500 m 1 kg 17,50</p> <p>Gezwirnt, roh oder auch im Rohmaterial gebleicht oder gebläut mit einer Fadenlänge auf das kg im einfachen Faden :</p> <p>Bis 40 500 m 1 kg 14,25</p> <p>Von mehr als 40 500 m 1 kg 19,25</p>		

¹ Die Einfuhr darf nur über gewisse Zollämter erfolgen, deren Liste durch Dekret festgesetzt werden wird. Bei diesen Ämtern sind Muster zu hinterlegen.

² Unter Abfällen versteht man Rückstände der verschiedenen Herstellungsgänge oder von späteren Bearbeitungen (Abhaspeln, Zwirnen usw.).

³ Wenn dieselben Bänder oder Vorgespinste gedreht vorgeführt werden, unterliegen sie den Zöllen für « Garne aus Abfällen oder Fasern » (künstliche Schappe).

⁴ Wenn dieselben Fasern auf 2 m und mehr geschnitten sind und in irgendeiner Form, insbesondere in Wickeln, Bändern, auf Spulen oder in Strängen vorgeführt werden, werden sie den Zöllen für künstliche Seide von mehr als 80 500 m Fadenlänge auf 1 kg unterworfen.

⁵ Die dem Zoll von 2,20 Fr. unterliegenden Fasern unterscheiden sich von den nicht bearbeiteten oder bearbeiteten Abfällen und von den bearbeiteten, Fasern dadurch, dass, wenn sie in Bündeln eingeführt werden, alle ein und dasselbe Bündel bildenden Fasern gleichmässig lang sind und dieselbe Länge wie das Bündel aufweisen; wenn sie im Gewirr eingeführt werden, wird das Gewirr von Fasern von gleichmässiger Länge gebildet.

I. LISTES A ET B.

Numéro du tarif français	Désignation des marchandises	Unités de per- ception	Droits Fr.
ex 381 bis B	<p>Déchets et fibres de soie artificielle ou de matières assimilées (y compris la laine artificielle et le coton artificiel) ¹ :</p> <p><i>Purs</i> :</p> <p>Déchets ² :</p> <p>1^o Non manufacturés le kg. 2,20</p> <p>2^o Manufacturés (c'est-à-dire peignés, cardés, effilo- lochés ou simplement étirés, mais n'ayant pas atteint l'état de filés, qu'ils soient présentés en nappes, en loquettes, en rubans ou en mèches sans torsion ³ le kg. 8,75</p> <p>Fibres :</p> <p>1^o Non-manufacturées (c'est-à-dire n'ayant pas atteint le degré de transformation défini au paragraphe suivant) sectionnées en longueurs inférieures à 2 m. ⁴ et présentées en faisceaux ou en masses ⁵ . le kg. 2,20</p> <p>2^o Manufacturées (c'est-à-dire peignées, cardées, effilo- chées ou simplement étirées, mais n'ayant pas atteint l'état de filés, qu'elles soient présentées en nappes, en loquettes, en rubans ou en mèches sans torsion) ³ le kg. 8,75</p> <p>Fils de déchets ou de fibres (schappe artificielle) :</p> <p>En fils continus :</p> <p> Simples, écrus ou bien blanchis ou azurés en bourre, mesurant au kilo :</p> <p> Jusqu'à 40.500 mètres le kg. 13,—</p> <p> Plus de 40.500 mètres le kg. 17,50</p> <p> Retors, écrus ou bien blanchis ou azurés en bourres, mesurant au kilo en fil simple :</p> <p> Jusqu'à 40.500 mètres le kg. 14,25</p> <p> Plus de 40.500 mètres le kg. 19,25</p>		

¹ L'importation ne pourra se faire que par certains bureaux de douane dont la liste sera fixée par décret. Des échantillons seront déposés dans lesdits bureaux.

² On entend par déchets les résidus des différentes opérations de fabrication ou de manipulations ultérieures (dévidage, retordage, etc.).

³ Les mêmes rubans ou mèches présentés avec torsion sont soumis aux droits des « Fils de déchets ou de fibres » (schappe artificielle).

⁴ Les mêmes fibres sectionnées à 2 m. ou plus, présentées sous une forme quelconque et notamment en nappes, rubans, bobines ou écheveaux, sont soumises aux droits de la soie artificielle mesurant plus de 80.500 mètres au kilogramme.

⁵ Les fibres assujetties au droit de 2 fr. 20 se distinguent des déchets non-manufacturés ou manufacturés et des fibres manufacturées en ceci que lorsqu'elles sont importées en faisceaux, toutes les fibres composant un même faisceau sont de longueur uniforme et égale à la longueur du faisceau ; lorsqu'elles sont importées en masse, la masse est composée de fibres de longueur uniforme.

Nummer des französischen Zolltarifs	Bezeichnung der Ware	Erhebungs- massstab	Zollsätze Fr.
	Dieselben, im Faden gebleicht oder gefärbt		Die vorstehenden Zölle je nach der Art, erhöht um 2 Fr. für 1 kg
	Die gleichen Garne wie vorstehend, in Strängen, Knäueln, auf Pappen, Spulen oder in anderen Formen von Kurzwaren und für Handarbeiten, für den Kleinverkauf zugerichtet		Die vorstehenden Zölle je nach der Art, erhöht um 5 Fr. für 1 kg
	Gemischt mit allen anderen Stoffen in irgendeinem Verhältnis		Zollbehandlung des höchstbelegten Bestandteils der Mischung.
aus 419	Wirkwaren aus Baumwolle usw. :		
	3. Strümpfe und Socken das Dutzend Paar gleichartiger Ware im Gewichte von :		
	a) Ohne Ausputz		
	Mehr als 1 kg	1 kg	20
	1 kg oder weniger	1 Dtzd. Paar	20
	b) Mit Ausputz, mit der Hand oder der Maschine gefertigt :		
	Kategorie A ¹ :		
	Mehr als 1 kg	1 kg	23,50 Fr. ²
	1 kg oder weniger	1 Dtzd. Paar	23,50 Fr. ²
	Kategorie B ¹ :		
	Mehr als 1 kg	1 kg	36 Fr.
	1 kg oder weniger	1 Dtzd. Paar	36 Fr.

¹ Als Ausputz mit der Hand oder mit der Maschine gefertigt werden angesehen :

Für die Kategorie A :

Querstreifen, Längstreifen, mit Ausnahme der in der Kategorie B vorgesehenen, Längs- und Querstreifen mit Ausnahme der in der Kategorie B vorgesehenen, drei- oder mehrfarbige Effekte, Mascheneffekte, Laufmaschen, chatrierte oder guillochierte Maschen, Variationen, hinterlegte Maschen, bedeckte Maschen usw., durch Bedrucken erzielte Verzierungen, einfach durchbrochene Zwickel und einfache Stickzwickel.

(Einfache Zwickel und einfache Stickzwickel sind solche, deren Breite an keiner Stelle mehr als 5 Maschen und am oberen Ende mehr als 12 Maschen beträgt.)

Für die Kategorie B :

Längsstreifen, die durch broschiierte Dessins oder durch Mehrfäden hergestellt sind, die diesen Ausputz bilden, gleichviel ob sie mit Querstreifen verbunden sind oder nicht, Spitzenverzierungen, Band- oder Posamentierverzierungen, durchbrochene Zwickel und Stickzwickel

Numéros du tarif français	Désignation des marchandises	Unités de per- ception	Droits Fr.
	Les mêmes blanchis en fils ou teints		Droits ci-dessus, selon l'espèce majorés de 2 fr. par kg.
	Les mêmes fils que ci-dessus en écheveaux, pelotes, cartes, bobines ou autres formes de mercerie ou pour ouvrages de dames préparés pour la vente au détail		Droits ci-dessus, selon l'espèce, majorés de 5 fr. par kg.
	Mélangés de toutes autres matières en proportion quelconque		Régime de la partie du mélange la plus imposée.
ex 419	Bonneterie de coton, etc. :		
	3 ^o Bas et chaussettes pesant par douzaine de paires d'objets uniformes :		
	a) Sans fantaisie :		
	Plus de 1 kg.	le kg.	20,—
	1 kg. ou moins	la douzaine de paires	20,—
	b) Avec fantaisie à la main ou à la mécanique :		
	Catégorie A ¹ :		
	Plus de 1 kg.	le kg.	23,50 ²
	1 kg. ou moins	la douzaine de paires	23,50 ²
	Catégorie B ¹ :		
	Plus de 1 kg.	le kg.	36,—
	1 kg. ou moins	la douzaine de paires	36,—

¹ Sont considérés comme fantaisie à la main ou à la mécanique :

Pour la Catégorie A :

Les rayures en travers, les rayures en long autres que celles prévues dans la catégorie B les rayures en long et en travers autres que celles prévues dans la catégorie B, les effets de trois ou plusieurs couleurs, les effets de mailles, mailles coulées, mailles châtrees ou guillochées, variures, côtes derby, côtes couvertes, etc., les impressions, les grisottes simples à jour et les baguettes brodées simples.

(Les grisottes simples et baguettes simples sont celles dont la largeur ne dépasse en aucun endroit 5 mailles et la tête 12 mailles.)

Pour la Catégorie B :

Les rayures en long obtenues par effet de brochage ou par l'emploi de fils supplémentaires qui constituent cette fantaisie, qu'elles soient conjuguées ou non avec des rayures en travers les ornements de dentelles, de galons ou de passementerie, les grisottes à jour et les baguettes brodées

II. LISTE E

Nummer des deutschen Zolltarifs	Bezeichnung der Ware	Zollfatz für 1 dz. R.M.
1. Die Nummer :		
30	Hopfen	rh 60
wird gestrichen.		
2. Die Nummer :		
aus 164	Graupen, Griess und Grütze aus Getreide	18,75
wird gestrichen.		
3. In der Nummer aus 165 werden die Unterabsätze 1 und 2 :		
	Aus Getreide mit Ausnahme von Hafer	18,75
	Aus Hafer	18,75
gestrichen.		
4. Es sind :		
a) In den Absätzen 3 und 4 der Nummer aus 178 und im Absatz 3 der Nummer aus 179 die Worte :		
	Begleitet von dem dritten Abschnitt der Urschrift des « acquit régional spécial » der französischen Regieverwaltung, dem sogenannten Certificat d'origine.	
jeweils zu ersetzen durch die Worte :		
	Begleitet von einem Zeugnis der französischen Regieverwaltung.	
b) In den Absätzen 2 der Nummern aus 178 und aus 179 die Worte :		
	Begleitet von einer zweiten Ausfertigung des Ursprungszeugnisses der französischen Regieverwaltung.	
jeweils zu ersetzen durch die Worte :		
	Begleitet von einem Zeugnis der französischen Regieverwaltung.	

Fortsetzung der Fussnote Seite 514.

mit Ausnahme der in der Kategorie A vorgesehenen, Stickereien, Dessins, verschiedene Aufnäharbeiten und Durchbrucharbeit.

² Übersteigt innerhalb eines Zeitraums von 12 Monaten die Einfuhr baumwollener Strümpfe und Socken mit Ausputz der Kategorie A nach der französischen Statistik der zum freien Verkehr abgefertigten Waren 400 000 Dutzend Paar, so hat die Französische Regierung das Recht, den Zollsatz von 23,50 Fr. vom ersten Tage des auf den Zeitraum von 12 Monaten folgenden Monats ab auf 25 Fr. zu erhöhen. Unterschreitet innerhalb des genannten Zeitraums von 12 Monaten die Einfuhr dieser Strümpfe und Socken eine Menge von 300 000 Dutzend Paar, so übernimmt die Französische Regierung die Verpflichtung, den Zollsatz vom ersten Tage des auf diesen Zeitraum von 12 Monaten folgenden Monats ab auf 22 Fr. herabzusetzen.

Die Laufzeit dieser 12 Monate betragenden Zeiträume beginnt mit dem 1. des Kalendermonats, der auf das Inkrafttreten der neuen Zollsätze oder auf den Ablauf des vorhergehenden Zeitraums' von 12 Monaten folgt.

Übersteigt in den ersten 6 Monaten, gerechnet vom ersten Tage, des auf das Inkrafttreten dieses Abkommens folgenden Monats, die Einfuhr der aus Deutschland stammenden Mengen baumwollener Strümpfe und Socken (Kategorie A) nach der französischen Statistik der zum freien Verkehr abgefertigten Waren 200 000 Dutzend Paar, so hat die Französische Regierung das Recht, ausnahmsweise bereits vom ersten Tage des siebenten Monats ab den Zollsatz von 23,50 Fr. auf 25 Fr. zu erhöhen.

Als Einfuhr innerhalb des Zeitraums von 12 Monaten im Sinne der vorstehenden Bestimmungen gelten die in den ersten 11 Monaten dieses Zeitraums nach der französischen Einfuhrstatistik abgefertigten Mengen zuzüglich $\frac{1}{11}$ dieser Mengen*.

Als Einfuhr innerhalb des Zeitraums von 6 Monaten im Sinne der vorstehenden Bestimmungen gelten die in den ersten 5 Monaten dieses Zeitraums nach der französischen Einfuhrstatistik abgefertigten Mengen zuzüglich $\frac{1}{5}$ dieser Mengen*.

* Diese Berechnungsweise ist angewandt worden wegen der zur Veröffentlichung der Einfuhrstatistik durch die Zollverwaltung erforderlichen Frist.

II. LISTE E.

Numéros du tarif allemand	Désignation des marchandises	Droit aux 100 kg. R.M.
1. Le numéro 30 est supprimé.	Houblon	60 poids brut
2. Le numéro ex 164 . . . est supprimé.	Grains perlés, semoules et gruaux de céréales	18,75
3. Dans les alinéas 1 et 2 du numéro ex 165, supprimer les mots :	De céréales à l'exception de l'avoine D'avoine	18,75 18,75
4. a) Dans les alinéas 3 et 4 du numéro ex 178 et dans l'alinéa 3 du numéro ex 179, les mots :	Accompagnés du troisième volet de l'original de l'acquit régional spécial de l'Administration de la Régie française du certificat d'origine.	
doivent être remplacés par les mots :	Accompagnés d'un certificat de l'Administration de la Régie française.	
b) Dans les alinéas 2 des numéros ex 178 et ex 179 les mots :	Accompagnés d'une copie du certificat d'origine délivré par l'Adminis- tration de la Régie française.	
sont à remplacer par les mots :	Accompagnés d'un certificat de l'Administration de la Régie française.	

Suite de la note page 515.

autres que celles prévues dans la Catégorie A, les broderies, les dessins, les applications diverses, les jours.

² Si, dans une période de 12 mois, l'importation des bas et chaussettes de coton avec fantaisie de la Catégorie A, telle qu'elle résultera des statistiques douanières françaises des marchandises déclarées pour la consommation, dépasse 400,000 douzaines de paires, le Gouvernement français aura le droit de porter de 23 fr. 50 à 25 fr. le droit applicable, à dater du premier jour du mois qui suivra ladite période de 12 mois. Si, pendant la même période de 12 mois, l'importation de ces bas et chaussettes est inférieure à 300.000 douzaines de paires, le Gouvernement français s'engage à abaisser le droit de 23 fr. 50 à 22 francs, à dater du premier jour du mois qui suivra ladite période de 12 mois.

La période de 12 mois ci-dessus mentionnée commencera de courir le premier du mois qui suivra la mise en vigueur des nouveaux droits ou l'expiration de la précédente période de 12 mois.

A titre exceptionnel, si pendant les 6 premiers mois à compter du premier jour du mois qui suivra la mise en vigueur de l'accord, l'importation des bas et chaussettes d'origine allemande (Catégorie A) telle qu'elle résultera des statistiques douanières françaises des marchandises déclarées pour la consommation, dépasse 200.000 douzaines de paires, le Gouvernement français aura la faculté de porter le droit de douane de 23 fr. 50 à 25 francs, à dater du premier jour du septième mois.

Le calcul des importations comprises dans la période de 12 mois ci-dessus prévue sera effectué en ajoutant, aux quantités figurant aux statistiques douanières françaises pour les 11 premiers mois, un onzième du total de ces quantités*.

Le calcul des importations comprises dans la période exceptionnelle de 6 mois ci-dessus prévue sera effectué en ajoutant aux quantités figurant aux statistiques douanières françaises pour les 5 premiers mois, un cinquième du total de ces quantités*.

* Ce mode de calcul a été prévu en raison des délais requis par l'administration des douanes pour donner connaissance des statistiques d'importation.

Nummer des deutschen Zolltarifs	Bezeichnung der Ware	Zollsatz für 1 dz. R. M.
---------------------------------------	----------------------	------------------------------------

c) Hinter den Nummern aus 178 und aus 179 ist jeweils eingefügen :

Anmerkung. — Über das Verfahren mit den Zeugnissen der französischen Regierverwaltung, insbesondere über Ausstellung und Form, werden die beiden Regierungen sich verständigen.

5. Im Absatz 2 der Nummer aus 453 sind den Worten :

| Mit 35 Fäden oder weniger |

die Worte anzufügen :

| Ausgenommen Gewebe im Gewichte von 100 g oder darüber auf 1 qm
und mit 23 Fäden oder weniger |

III. ZUSATZERKLÄRUNGEN.

1. Die Französische Regierung wird zur Abwicklung bereits laufender Verträge ein einmaliges Kontingent von 50 000 Dtzd. Paar baumwollener Strümpfe und Socken nach Inkrafttreten dieses Zusatzabkommens noch zum bisherigen Zollsatz von 20 % d. W. aus dem deutschen Zollgebiet zur Einfuhr zulassen. Die Abfertigung der in Frage kommenden Strümpfe zu dem Zollsatz von 20 % d. W. erfolgt gegen Vorlage einer besonderen Kontingentsbescheinigung. Über die Fassung und Ausstellung dieser Kontingentsbescheinigung und über diejenigen französischen Zollstellen, über die die Einfuhr dieser Strümpfe lediglich erfolgen darf, werden sich die beiderseitigen Regierungen noch verständigen. Dieses Kontingent wird bei der Berechnung der Stichzahlen gemäss der Anmerkung 2 zu Nr. 419 unter I nicht berücksichtigt.

2. Die Deutsche Regierung nimmt von der Erklärung der Französischen Regierung Kenntnis, dass sie nicht in der Lage sei, dem deutschen Wunsch entsprechend die Zuschläge für Ausputz bei kunstseidenen Strümpfen und Socken der Pos. 459P des französischen Zolltarifs auf 30 und 80 % der Grundzölle an Stelle von 40 und 100 % der Grundzölle festzusetzen. Die Deutsche Regierung behält sich aber unter grundsätzlicher Wahrung ihres Standpunktes vor, bei sich bietender Gelegenheit erneut auf die Frage zurückzukommen.

3. Die Französische Regierung verpflichtet sich, für Liköre und Trinkbranntwein mit Ursprung und Herkunft aus Deutschland, und zwar für Kirsch, Zwetschgen, Boonekamp, Steinhäger und Enzian ein Einfuhrkontingent von 500 hl jährlich einzuräumen.

Für die Verteilung des genannten Kontingents im französischen Zollgebiet ist die Regelung die gleiche wie für Liköre und Trinkbranntweine, welche aus dem diesbezüglich meistbegünstigten Lande stammen und herkommen.

Auf Antrag der Deutschen Regierung können zu den vorgenannten Branntweinsorten noch andere spezifisch deutsche Trinkbranntweine hinzugefügt werden.

4. Die Französische Regierung verpflichtet sich, bei den in Frage kommenden Verbänden Schritte zu unternehmen, um eine Erteilung des U. S. E. Prüfzeichens an deutsche elektrotechnische Erzeugnisse und die Aufhebung der Massnahmen zu erreichen, die gegen den Ankauf von ausländischen Bijouteriewaren verhängt worden sind.

5. Die beiden Regierungen verpflichten sich, innerhalb kürzester Frist die Frage der Fassung des Vordrucks zu regeln, der die französischen pharmazeutischen Spezialitäten bei der Einfuhr in das deutsche Zollgebiet begleiten muss.

Das vorliegende Zusatzabkommen unterliegt der Zustimmung der gesetzgebenden Körperschaften. Es wird ratifiziert werden und spätestens 14 Tage nach Austausch der Ratifikationsurkunden in Kraft treten.

So geschehen, in doppelter Ausfertigung in Deutsch und Französisch in Berlin am 3. Februar 1931.

CURTIUS.

P. DE MARGERIE.

Numéro du tarif allemand	Désignation des marchandises	Droits au 100 kg. R.M.
--------------------------------	------------------------------	----------------------------------

c) Après les numéros ex 178 et ex 179, intercaler :

Note. — Les deux gouvernements s'entendront sur les modalités de l'application des certificats de la Régie française, notamment en ce qui concerne leur délivrance et leur forme.

5. A l'alinéa 2 du numéro ex 453, ajouter après les mots :

| 35 fils ou moins |

les mots :

| A l'exception des tissus pesant 100 gr. ou plus par mètre carré et ayant
23 fils ou moins |

III. DÉCLARATIONS ANNEXES

1. Pour tenir compte des contrats en cours, le Gouvernement français accepte qu'un contingent unique de 50.000 douzaines de paires de bas et chaussettes de coton d'origine allemande soit admis en France au droit de 20 % *ad valorem* à partir de la mise en vigueur du présent avenant. L'admission à ce régime sera subordonnée à la production d'un certificat de contingentement. Les deux gouvernements s'entendront au sujet du libellé et de la délivrance de ce certificat ainsi qu'au sujet de la désignation des bureaux de douane par lesquels les importations devront s'effectuer. Ledit contingent n'entrera pas en ligne de compte pour le calcul des quantités visées dans la remarque 2 au numéro 419 de la Section I.

2. Le Gouvernement allemand prend acte de la déclaration du Gouvernement français, aux termes de laquelle celui-ci n'est pas en mesure de donner satisfaction à la demande du Gouvernement allemand tendant à fixer à 30 et 80 % au lieu de 40 et 100 % du droit de base, les surtaxes pour fantaisie applicables aux bas et chaussettes de soie artificielle (position 459P du tarif français). Le Gouvernement allemand se réserve, en maintenant son point de vue à ce sujet, de revenir sur cette question au moment où il le jugera opportun.

3. Le Gouvernement français s'engage à accorder pour les liqueurs et eaux-de-vie (Kirsch, Quetsche, Bonekamp, Steinhäger, Gentiane), originaires et en provenance d'Allemagne, un contingent d'importation de 500 hectolitres.

Pour la répartition dudit contingent sur le territoire douanier français, la réglementation sera identique à celle dont bénéficient les liqueurs ou eaux-de-vie originaires et en provenance du pays le plus favorisé en cette matière.

Sur la demande du Gouvernement allemand, d'autres eaux-de-vie spécifiquement allemandes pourront être ajoutées à la liste ci-dessus.

4. Le Gouvernement français s'engage à effectuer des démarches auprès des organisations syndicales intéressées en vue de l'attribution aux produits allemands de la marque de contrôle U. S. E., ainsi que de la suppression des mesures relatives à l'achat des articles de bijouterie étrangère.

5. Les deux gouvernements s'engagent à régler dans le plus bref délai possible la question de la mise au point du modèle de certificat destiné à accompagner les spécialités pharmaceutiques françaises importées sur le territoire douanier allemand.

Le présent avenant sera soumis à l'approbation parlementaire. Il sera ratifié et entrera en vigueur au plus tard quinze jours après l'échange des documents de ratification.

Fait en double exemplaire, en français et en allemand, à Berlin, le 3 février 1931.

P. DE MARGERIE.
CURTIUS.

1 TRADUCTION. — TRANSLATION.

No. 1761. — COMMERCIAL AGREEMENT BETWEEN GERMANY AND FRANCE. SIGNED AT PARIS, AUGUST 17, 1927.

SUPPLEMENTARY AGREEMENT TO THE FRANCO-GERMAN COMMERCIAL AGREEMENT OF AUGUST 17, 1927. SIGNED AT BERLIN, FEBRUARY 3, 1931.

THE FRENCH and GERMAN GOVERNMENTS have agreed to make the following modifications in the Franco-German Commercial Agreement of August 17, 1927, the Protocol of June 20, 1928, and the exchange of notes of June 27, 1929.

I. LISTS A AND B.

French Tariff Nos	Designation of Goods	Unit	Duty Fr.
ex 381 bis B	Waste and fibre of artificial silk or of assimilated materials (including artificial wool and artificial cotton) ² :		
	<i>Pure</i> :		
	Waste ³ :		
	(1) Not manufactured	kg.	2.20
	(2) Manufactured (that is to say combed, carded, ravelled or simply drawn, but not having reached the condition of yarn, whether prepared in the form of laps, rolls, ribbons or untwisted strands) ⁴	kg.	8.75
	<i>Fibres</i> :		
	(1) Unmanufactured (i. e. not having undergone the processes defined in the following paragraph), cut into lengths of less than 2 metres ⁵ and put up in bundles or in mass ⁶	kg.	2.20
	(2) Manufactured (i. e. combed, carded, ravelled or simply drawn, but not having reached the state of yarn, whether in the form of laps, rolls, ribbons, or untwisted strands) ⁴	kg.	8.75

¹ Traduit par le Secrétariat de la Société des Nations, à titre d'information.

¹ Translated by the Secretariat of the League of Nations, for information.

² Import can only take place through certain Customs offices, a list of which shall be fixed by decree. Samples shall be deposited at the said offices.

³ By "waste" is understood the residue of the various processes of manufacture or subsequent handling (winding, retwisting, etc.).

⁴ These ribbons or strands, when prepared with twisted yarn, are subject to the duties applicable to "thread from waste or fibre" (artificial schappe).

⁵ The same fibres cut into lengths of 2 metres or more produced in any form particularly in the form of laps, ribbons, bobbins or hanks, are subject to the duties applicable to artificial silk measuring more than 80,500 metres to the kilogramme.

⁶ Fibres subject to the duty of 2.20 fr. are distinguished from waste non-manufactured or manufactured, and from manufactured fibres, by the fact that when they are imported in bundles, all the fibres making up a given bundle are uniform in length, and equal to the length of the bundle; when they are imported in mass, the mass is composed of fibres uniform in length.

French Tariff Nos	Designation of Goods	Unit	Duty Fr.
ex 419	Thread from waste or fibre (artificial shappe) : In continuous threads : Plain, unbleached, bleached or blued in floss, measuring to the kg. : Up to 40,500 metres Over 40,000 metres Twisted, unbleached, bleached or blued in floss, measuring to the kg. in single thread : Up to 40,500 metres Over 40,500 metres The same bleached in thread or dyed The same threads as above in hanks, balls, cards, bobbins or other forms of mercery, or for ladies' work, put up for retail sale Mixtures of any other materials in any proportion .	kg. kg. kg. kg.	13.— 17.50 14.25 19.25 Rate as above, accord- ing to kind, increased by 2 fr. per kg. Rates as above accord- ing to kind- increased by 5 fr. per kg. Dutiable as the most high- ly taxed com- ponent.
	Hosiery of cotton, etc. : (3) Stockings and socks weighing, per dozen pairs of uniform articles : (a) Without ornamentation : Over 1 kg. 1 kg. or less (b) With hand or machine ornamentation : Category A ¹ : Over 1 kg. 1 kg. or less Category B ¹ : Over 1 kg. 1 kg. or less	kg. per doz. pairs kg. per doz pairs kg. per doz. pairs	20.— 20.— 23.50 ² 23.50 ² 36.— 36.—

¹ The following are considered hand or machine ornamentation :

Category A :

Crosswise stripes, lengthwise stripes other than those included in Category B, cross and lengthwise stripes other than as in Category B, three or more colour effects, chain stitch, double chain stitch with variations, Derby stitch, ribbed patterns, etc., printings, simple openwork, borders and simple embroidered beadings.

(Simply borders and simple embroidered beadings are considered as those not exceeding in width 5 meshes at any point nor 12 meshes at the upper end).

Category B :

Lengthwise stripes obtained by figured designs or by the use of supplementary threads which constitute that figuring, whether or not interwoven with crosswise stripes, ornaments of lace, of galloons

II. LIST E.

German Tariff Nos.	Designation of Goods	Duty per 100 kilogrammes (Reichsmarks)
1. Cancel the following :		
30	Hops	60 (gross weight)
2. Cancel the following :		
ex 164	Pearled grain, grits, groats of cereals	18.75
3. In paragraphs 1 and 2 of No. ex 165 omit the words :		
	Of cereals with the exception of oats	18.75
	Of oats	18.75
4. (a) In paragraphs 3 and 4 of No. ex 178 and in paragraph 3 of No. ex 179 substitute for the words :		
	Accompanied by the third leaf of the original of the acquit régional spécial of the French State Monopoly Administration of the certificate of origin.	
the following words :		
	Accompanied by a certificate of the French State Monopoly Administration.	
(b) In paragraphs 2 of Nos. ex 178 and ex 179 substitute for the words :		
	Accompanied by a copy of the certificate of origin issued by the French State Monopoly Administration.	
the words :		
	Accompanied by a certificate of the French State Monopoly Administration.	

Continuation of the note on page 521.

or of passementerie, openwork borders or embroidered beadings, other than those in Category A, embroidery, designs, diverse applications and insertions.

² If, over a period of 12 months, the import of cotton socks and stockings with ornamentation coming under Category A shall exceed 400,000 dozen pairs as shown in the French Customs statistics of goods declared for consumption, the French Government shall have the right to raise the rate of duty from 23.50 francs to 25 francs, as from the first day of the month following the said period of 12 months. If, over the same period of 12 months, the import of these socks and stockings is below 300,000 dozen pairs, the French Government undertakes to lower the duty from 23.50 francs to 22 francs as from the first day of the month following the said period of 12 months.

The period of 12 months mentioned above shall begin to run on the first day of the month following the coming into force of the new duties or the expiration of the preceding period of 12 months.

As an exception, if, during the first six months from the first day of the month following the coming into force of the Agreement, the import of socks and stockings of German origin (Category A) exceeds 200,000 dozen pairs according to the French Customs statistics of goods declared for consumption, the French Government shall have the right to raise the duty from 23.50 francs to 25 francs, as from the first day of the seventh month.

The import figures for the period of 12 months referred to above shall be calculated by adding to the quantities appearing in the French Customs statistics for the first 11 months, an eleventh part of the total of these quantities*.

The import figures for the exceptional period of 6 months referred to above shall be calculated by adding to the quantities appearing in the French Customs statistics for the first five months, a fifth part of the total of these quantities*.

* This method of calculation has been provided for to meet the difficulty arising from the unavoidable delay in the publication, by the Customs administration, of the import statistics.

German Tariff Nos.	Designation of Goods	Duty per 100 kilogrammes (Reichsmarks)
--------------------------	----------------------	---

(c) After Nos. ex 178 and ex 179 insert :

Note. — The two Governments shall agree on the methods of applying the certificates of the French Monopoly Administration, particularly as concerns their issue and their form.

5. In paragraph 2 of No. ex 453, after the words :

Up to thirty-five threads

Add the words :

With the exception of tissues weighing 100 grammes or over per square metre and having up to twenty-three threads.

III. ANNEXED DECLARATIONS.

1. In order to provide for current contracts, the French Government agrees that a single quota of 50,000 dozen pairs of cotton stockings and socks of German origin shall be admitted into France at the 20 % *ad valorem* rate as from the coming into force of the present Supplementary Agreement. The facilities provided for by this regulation shall be subject to the production of a quota certificate. The two Governments shall agree as to the wording and issue of this certificate, and as to the list of Customs offices through which such imports shall be made. The said quota shall not be included in calculating the quantities dealt with in Note 2 to No. 419 of Section I.

2. The German Government takes note of the declaration of the French Government to the effect that the latter is not in a position to meet the request of the German Government that surtaxes for ornamentations applied to stockings and socks of artificial silk (No. 459 P of the French tariff) should be fixed at 30 and 80 % instead of at 40 and 100 % of the basic rate. The German Government reserves the right, while maintaining its point of view on this matter, to return to this question at a convenient opportunity.

3. The French Government undertakes to grant to liqueurs and brandies originating in and coming from Germany (Kirsch, Quetsche, Bonekamp, Steinhäger, Gentiane) an import quota of 500 hectolitres.

The regulations regarding the distribution of this quota on French Customs territory shall be identical with those applicable to liqueurs or brandies originating in and coming from the nation most favoured in this respect.

At the request of the German Government, other specifically German brandies may be added to the above list.

4. The French Government undertakes to make representations to the syndical organisations concerned with a view to the admission of German products to the grading mark U. S. E., and with a view to the cancelling of regulations regarding the purchase of articles of foreign jewelry.

5. The two Governments undertake to settle as quickly as possible the question of the exact form of model certificate which shall accompany French pharmaceutical specialities imported into German Customs territory.

The present Supplementary Agreement shall be submitted for parliamentary approval. It shall be ratified and come into force at the latest fifteen days after the exchange of ratifications.

Done at Berlin in duplicate, in French and German, on February 3, 1931.

P. DE MARGERIE.
CURTIUS.

N^o 1793. — CONVENTION¹ SANITAIRE INTERNATIONALE. SIGNÉE A PARIS, LE 21 JUIN 1926.

No. 1793. — INTERNATIONAL SANITARY CONVENTION¹. SIGNED AT PARIS, JUNE 21, 1926.

RATIFICATION

DANEMARK (en ce qui concerne le Royaume proprement dit) 28 janvier 1931.

Communiquée par le délégué permanent du Danemark auprès de la Société des Nations, le 30 avril 1931.

RATIFICATION.

DENMARK (as regards the Kingdom only) January 28, 1931.

Communicated by the Permanent Delegate of Denmark accredited to the League of Nations, April 30, 1931.

N^o 1794. — ARRANGEMENT² RELATIF AUX FACILITÉS A DONNER AUX MARCHANDS DU COMMERCE POUR LE TRAITEMENT DES MALADIES VÉNÉRIENNES. SIGNÉ A BRUXELLES, LE 1^{er} DÉCEMBRE 1924.

No. 1794. — AGREEMENT² RESPECTING FACILITIES TO BE GIVEN TO MERCHANT SEAMEN FOR THE TREATMENT OF VENEREAL DISEASE. SIGNED AT BRUSSELS, DECEMBER 1, 1924.

ADHÉSIONS

AUSTRALIE 23 août 1928.
CHYPRE 17 avril 1930.
ETAT LIBRE
D'IRLANDE 18 septembre 1930.

ACCESSIONS.

AUSTRALIA August 23, 1928.
CYPRUS April 17, 1930.
IRISH FREE STATE September 18, 1930.

RATIFICATIONS

FRANCE 23 septembre 1930.
ITALIE 1^{er} septembre 1928.
SUÈDE 10 février 1931.

Communiquées par le ministre des Affaires étrangères de Belgique, le 27 mars 1931.

RATIFICATIONS.

FRANCE September 23, 1930.
ITALY September 1, 1928.
SWEDEN February 10, 1931.

Communicated by the Belgian minister for Foreign Affairs, March 27, 1931.

¹ Vol. LXXVIII, page 229 ; vol. XCII, page 409 ; et vol. CIV, page 513, de ce recueil.

² Vol. LXXVIII, page 351 ; et vol. CIV, page 513, de ce recueil.

¹ Vol. LXXVIII, page 229 ; Vol. XCII, page 409 ; and Vol. CIV, page 513, of this Series.

² Vol. LXXVIII, page 351 ; and Vol. CIV, page 513, of this Series.

No 1845. — CONVENTION¹ INTERNATIONALE DE L'OPIMUM ET PROTOCOLE, ADOPTÉS PAR LA DEUXIÈME CONFÉRENCE DE L'OPIMUM (SOCIÉTÉ DES NATIONS). SIGNÉS A GENÈVE, LE 19 FÉVRIER 1925.

No. 1845. — INTERNATIONAL OPIUM CONVENTION¹ AND PROTOCOL ADOPTED BY THE SECOND OPIUM CONFERENCE (LEAGUE OF NATIONS). SIGNED AT GENEVA, FEBRUARY 19, 1925.

ADHÉSIONS

NORVÈGE (à la Convention seulement) . . . 16 mars 1931.
 RÉPUBLIQUE ARGENTINE (*ad referendum*) (Convention et Protocole) . . . 9 juillet 1931.
 IRAQ (Convention et Protocole) 8 août 1931.

RATIFICATION

CUBA (Convention et Protocole) 6 juillet 1931.

ACCESSIONS.

NORWAY (to the Convention only) . . . March 16, 1931.
 ARGENTINE REPUBLIC (*ad referendum*) (Convention and Protocol) July 9, 1931.
 IRAQ (Convention and Protocol) August 8, 1931.

RATIFICATION.

CUBA (Convention and Protocol) July 6, 1931.

No. 2044. — CONVENTION² BETWEEN HIS BRITANNIC MAJESTY AND THE PRESIDENT OF THE GERMAN REICH REGARDING LEGAL PROCEEDINGS IN CIVIL AND COMMERCIAL MATTERS. SIGNED AT LONDON, MARCH 20, 1928.

No 2044. — CONVENTION² ENTRE SA MAJESTÉ LE ROI DE GRANDE-BRETAGNE, D'IRLANDE, etc., ET LE PRÉSIDENT DU REICH ALLEMAND CONCERNANT LES ACTES DE PROCÉDURE EN MATIÈRES CIVILE ET COMMERCIALE. SIGNÉE A LONDRES, LE 20 MARS 1928.

EXCHANGE OF NOTES RELATING TO THE APPLICATION TO MALTA OF THE ABOVE-MENTIONED CONVENTION. BERLIN, JANUARY 15 AND JUNE 9, 1931.

ECHANGE DE NOTES RELATIF A L'APPLICATION A MALTE DE LA CONVENTION CI-DESSUS. BERLIN, LES 15 JANVIER ET 9 JUIN 1931.

Communiqué par le secrétaire d'Etat aux Affaires étrangères de Sa Majesté en Grande-Bretagne, le 13 août 1931.

Communicated by His Majesty's Secretary of State for Foreign Affairs in Great Britain, August 13, 1931.

¹ Vol. LXXXI, page 317; vol. LXXXVIII, page 390; vol. XCII, page 409; vol. XCVI, page 204; vol. C, page 249; et vol. CIV, page 516, de ce recueil.

² Vol. XC, page 287; vol. XCII, page 413; vol. C, page 252; et vol. CIV, page 523, de ce recueil.

¹ Vol. LXXXI, page 317; Vol. LXXXVIII, page 390; Vol. XCII, page 409; Vol. XCVI, page 204; Vol. C, page 249; and Vol. CIV, page 516, of this Series.

² Vol. XC, page 287; Vol. XCII, page 413; Vol. C, page 252; and Vol. CIV, page 523, of this Series.

¹ TRADUCTION. — TRANSLATION.

I.

BRITISH EMBASSY.

No. 12.

BERLIN, 15th January, 1931.

YOUR EXCELLENCY,

On instructions from His Majesty's Principal Secretary of State for Foreign Affairs, I have the honour to notify to Your Excellency, in accordance with Article 17 (a) of the Anglo-German Convention regarding Legal Proceedings in Civil and Commercial Matters of March 20th, 1928, the extension of the operation of that convention to Malta. The local authority to whom judicial and extrajudicial acts and letters of request should be transmitted is the Minister of Justice at Valetta, and the language to be used in communications and translations is English.

2. In accordance with Article 17 (b) of the Convention, the extension now notified will come into force one month from the date of this note, that is to say on February 15th, next.

3. In requesting that you will be so good as to acknowledge the receipt of this communication, I avail myself of this opportunity to renew to Your Excellency the assurance of my highest consideration.

Horace RUMBOLD.

His Excellency
The Minister for Foreign Affairs,
etc., etc., etc.

I.

AMBASSADE BRITANNIQUE.

N^o 12.

BERLIN, le 15 janvier 1931.

EXCELLENCE,

D'ordre du principal secrétaire d'Etat de Sa Majesté aux Affaires étrangères, j'ai l'honneur de faire connaître à Votre Excellence, conformément à l'article 17 a) de la Convention anglo-allemande du 20 mars 1928 au sujet des actes de procédure en matière civile et commerciale, que l'application de la dite convention est étendue à Malte. L'autorité locale à laquelle doivent être transmis les actes judiciaires et extrajudiciaires, ainsi que les commissions rogatoires, est le ministre de la Justice à La Valette et la langue à employer pour les communications et les traductions est l'anglais.

2. Conformément à l'article 17 b) de la convention, l'extension dont il s'agit prendra effet un mois après la date de la présente note, c'est-à-dire le 15 février prochain.

3. En vous priant de bien vouloir accuser réception du contenu de la présente communication, je saisis cette occasion pour renouveler à Votre Excellence les assurances de ma très haute considération.

Horace RUMBOLD.

A Son Excellence
le Ministre des Affaires étrangères,
etc., etc., etc.

II.

TEXTE ALLEMAND. — GERMAN TEXT.

AUSWÄRTIGES AMT.

BERLIN, den 9. Juni 1931.

HERR BOTSCHAFTER !

Ich beehre mich, den Empfang Ihres mit Verbalnote von 22. Mai ds. J. No. 144 95/7/31 übermittelten Schreibens vom 15. Januar 1931 No. 12 95/2/31 zu bestätigen.

Die Deutsche Regierung hat davon Vermerk genommen, dass die Regierung Seiner Britanischen Majestät den Wunsch hat, die Anwendung des deutsch-britischen Abkommens über den

¹ Traduit par le Secrétariat de la Société des Nations, à titre d'information.

¹ Translated by the Secretariat of the League of Nations, for information.

Rechtsverkehr vom 20. März 1928 mit Wirkung vom 15. Februar 1931, auf Malta ausgedehnt zu sehen. Sie hat ferner davon Vermerk genommen, dass gerichtliche und aussergerichtliche Schriftstücke sowie Rechtshilfeersuchen dem « Minister of Justice » in Valetta zu übermitteln und dass die Mitteilungen und Übersetzungen in englischer Sprache abzufassen sind.

Gemäss Artikel 17 *b*) des Abkommens über den Rechtsverkehr vom 20. März 1928 sind seine Bestimmungen in Ansehung von Malta mit dem 15. Februar 1931 in Kraft getreten.

Ich benutze auch diesen Anlass, um Ihnen, Herr Botschafter, die Versicherung meiner ausgezeichnetsten Hochachtung zu erneuern.

(*Sd*) BÜLOW.

An
Seine Exzellenz
den Königlich Britischen Botschafter,
Sir Horace Rumbold.

¹ TRADUCTION.

MINISTÈRE
DES AFFAIRES ÉTRANGÈRES.

BERLIN, le 9 juin 1931.

MONSIEUR L'AMBASSADEUR,

J'ai l'honneur d'accuser réception de votre communication N° 12/95/2/31 du 15 janvier 1931, transmise par votre note verbale N° 144/95/7/31 du 22 mai écoulé.

Le Gouvernement allemand a pris acte du désir du Gouvernement de Sa Majesté de voir étendre à Malte, à partir du 15 février 1931, l'application de la Convention judiciaire germano-britannique du 20 mars 1928. Le Gouvernement allemand a également noté que les actes judiciaires et extrajudiciaires, ainsi que les commissions rogatoires devaient être adressés au ministre de la Justice à La Valette et que les communications et traductions devaient être rédigées en langue anglaise.

Conformément à l'article 17 *b*) de la Convention judiciaire du 20 mars 1928, les dispositions de ladite Convention sont entrées en vigueur, en ce qui concerne Malte, le 15 février 1931.

Je saisis cette occasion de vous renouveler, Monsieur l'Ambassadeur, les assurances de ma très haute considération.

(*Signé*) BÜLOW.

A Son Excellence
l'Ambassadeur britannique,
Sir Horace Rumbold.

¹ TRANSLATION

MINISTRY
OF FOREIGN AFFAIRS.

BERLIN, 9th June, 1931.

YOUR EXCELLENCY,

I have the honour to acknowledge the receipt of your communication No. 12/95/2/31 of the 15th January, 1931, transmitted by your Verbal Note No. 144/95/7/31 of the 22nd May last.

The German Government has taken note of the desire of His Majesty's Government that the operation of the Anglo-German Convention regarding Legal Proceedings in Civil and Commercial Matters of March 20th, 1928, should be extended to Malta as from February 15th, 1931. The German Government has also noted that judicial and extra-judicial acts and letters of request should be transmitted to the Minister of Justice at Valetta, and that communications and translations should be drafted in the English language.

In accordance with Article 17 (*b*) of the Judicial Convention of March 20th, 1928, the provisions of the said Convention entered into force, as regards Malta, on February 15, 1931.

I have the honour, etc.

(*Signed*) BÜLOW.

His Excellency
The British Ambassador
Sir Horace Rumbold.

¹ Traduit par le Secrétariat de la Société des Nations, à titre d'information.

¹ Translated by the Secretariat of the League of Nations, for information.

N^o 2096. — CONVENTION¹ POUR L'EXÉCUTION DES SENTENCES ARBITRALES ÉTRANGÈRES. SIGNÉ A GENÈVE, LE 26 SEPTEMBRE 1927.

No. 2096. — CONVENTION¹ ON THE EXECUTION OF FOREIGN ARBITRAL AWARDS. SIGNED AT GENEVA, SEPTEMBER 26, 1927.

RATIFICATIONS

FRANCE	13 mai	1931.
ROUMANIE	22 juin	1931.
SIAM	7 juillet	1931.
FINLANDE... ..	30 juillet	1931.
PAYS-BAS... ..	12 août	1931.

(pour le Royaume en Europe).

RATIFICATIONS.

FRANCE	May 13,	1931.
ROUMANIA	June 22,	1931.
SIAM	July 7,	1931.
FINLAND	July 30,	1931.
THE NETHERLANDS	August 12,	1931.

(for the Kingdom in Europe).

ADHÉSIONS

BAHAMAS	} 26 mai 1931.	
GUYANE BRITANNIQUE		
HONDURAS BRITANNIQUE		
ILES FALKLAND		
GIBRALTAR		
COTE DE L'OR :		
(a) COLONIE		
(b) ASHANTI		
(c) TERRITOIRES SEPTENTRIONAUX .		
(d) TOGO SOUS MANDAT BRITANNIQUE		
JAMAÏQUE (y compris les ILES TURQUES et CAÏQUES et les ILES CAÏMAN)		
KÉNIA		
PALESTINE (à l'exclusion de la TRANS-JORDANIE		
TERRITOIRE DE TANGANYIKA		
PROTECTORAT DE L'OUGANDA		
ILES DU VENT :		
GRENADE		
SAINTE-LUCIE		
SAINT-VINCENT		
ZANZIBAR		
ILE MAURICE	} 13 juillet 1931.	
RHODÉSIE DU NORD		

ACCESSIONS.

BAHAMAS	} 26 mai 1931.	
BRITISH GUIANA		
BRITISH HONDURAS		
FALKLAND ISLANDS		
GIBRALTAR		
GOLD COAST :		
(a) COLONY		
(b) ASHANTI		
(c) NORTHERN TERRITORIES		
(d) TIGOLAND UNDER BRITISH MANDATE		
JAMAICA (including TURKS and CAICOS ISLANDS and CAYMAN ISLANDS)		
KENYA		
PALESTINE (excluding TRANS-JORDAN)		
TANGANYIKA TERRITORY		
UGANDA PROTECTORATE		
WINDWARD ISLANDS		
GRENADA		
ST. LUCIA		
ST. VINCENT		
ZANZIBAR		
MAURITIUS... ..	} July 13, 1931.	
NORTHERN RHODESIA		

¹ Vol. XCII, page 301 ; vol. XCVI, page 205 ; vol. C, page 259 ; et vol. CIV, page 526, de ce recueil.

¹ Vol. XCII, page 301 ; Vol. XCVI, page 205 ; Vol. C, page 259 ; and Vol. CIV, page 526, of this Series.

N° 2123. — RÈGLEMENT PACIFIQUE DES DIFFÉRENDS INTERNATIONAUX. ACTE GÉNÉRAL¹. GENEVE, LE 26 SEPTEMBRE 1928.

No. 2123. — PACIFIC SETTLEMENT OF INTERNATIONAL DISPUTES. GENERAL ACT¹. GENEVA, SEPTEMBER 26, 1928.

ADHÉSIONS

FRANCE 21 mai 1931.
à l'ensemble de l'Acte.

Ladite adhésion concernant tous les différends qui s'élevaient après ladite adhésion au sujet de situations ou de faits postérieurs à elle, autres que ceux que la Cour permanente de Justice internationale reconnaîtrait comme portant sur une question que le droit international laisse à la compétence exclusive de l'Etat ; étant entendu que, par application de l'article 39 dudit acte, les différends que les parties ou l'une d'entre elles auraient déférés au Conseil de la Société des Nations ne seraient soumis aux procédures décrites par cet acte que si le Conseil n'était pas parvenu à statuer dans les conditions prévues à l'article 15, alinéa 6, du Pacte.

En outre, conformément à la résolution adoptée par l'Assemblée de la Société des Nations « pour la présentation et la recommandation de l'Acte général », l'article 28 de cet Acte est interprété par le Gouvernement français comme signifiant notamment que « le respect des droits établis par les traités ou résultant du droit des gens » est obligatoire pour les tribunaux arbitraux constitués en application du chapitre 3 dudit Acte général.

UNITED KINGDOM ... May 21, 1931.
To all the provisions of the Act.

Subject to the following conditions :

(1) That the following disputes are excluded from the procedure described in the General Act, including the procedure of conciliation :

(i) Disputes arising prior to the accession of His Majesty to the said General

¹ Vol. XCIII, page 343 ; et vol. C, page 260, de de recueil.

² Traduit par le Secrétariat de la Société des Nations, à titre d'information.

ACCESSIONS.

FRANCE May 21, 1931.
To all the provisions of the Act.

² TRADUCTION. — TRANSLATION.

“ The said accession concerning all disputes that may arise after the said accession with regard to situations or facts subsequent thereto, other than those which the Permanent Court of International Justice may recognise as bearing on a question left by international law to the exclusive competence of the State, it being understood that in application of Article 39 of the said Act the disputes which the parties or one of them may have referred to the Council of the League of Nations will not be submitted to the procedures described in this Act unless the Council has been unable to pronounce a decision under the conditions laid down in Article 15, paragraph 6, of the Covenant.

Furthermore, in accordance with the resolution adopted by the Assembly of the League of Nations “ on the submission and recommendation of the General Act ”, Article 28 of this Act is interpreted by the French Government as meaning in particular that “ respect for rights established by treaty or resulting from international law ” is obligatory upon arbitral tribunals constituted in application of Chapter 3 of the said General Act.”

ROYAUME-UNI 21 mai 1931.
à l'ensemble de l'Acte.

² TRADUCTION. — TRANSLATION.

Sous les réserves suivantes :

1° Sont exclus de la procédure décrite dans l'Acte général, y compris la procédure de conciliation :

(i) Les différends survenus avant l'accession de Sa Majesté audit Acte général

¹ Vol. XCIII, page 343 ; and Vol. C, page 260, of this Series.

² Translated by the Secretariat of the League of Nations, for information.

Act or relating to situations or facts prior to the said accession ;

(ii) Disputes in regard to which the parties to the dispute have agreed or shall agree to have recourse to some other method of peaceful settlement ;

(iii) Disputes between His Majesty's Government in the United Kingdom and the Government of any other Member of the League which is a Member of the British Commonwealth of Nations, all of which disputes shall be settled in such a manner as the parties have agreed or shall agree ;

(iv) Disputes concerning questions which by international law are solely within the domestic jurisdiction of States ; and

(v) Disputes with any Party to the General Act who is not a member of the League of Nations.

(2) That His Majesty reserves the right in relation to the disputes mentioned in Article 17 of the General Act to require that the procedure prescribed in Chapter II of the said Act shall be suspended in respect of any dispute which has been submitted to and is under consideration by the Council of the League of Nations, provided that notice to suspend is given after the dispute has been submitted to the Council and is given within ten days of the notification of the initiation of the procedure, and provided also that such suspension shall be limited to a period of twelve months or such longer period as may be agreed by the parties to the dispute or determined by a decision of all the Members of the Council other than the parties to the dispute.

(3) (i) That, in the case of a dispute, not being a dispute mentioned in Article 17 of the General Act, which is brought before the Council of the League of Nations in accordance with the provisions of the Covenant, the procedure prescribed in Chapter I of the General Act, shall not be applied, and, if already commenced, shall be suspended, unless the Council determines that the said procedure shall be adopted.

(ii) That in the case of such a dispute, the procedure described in Chapter III of the General Act shall not be applied unless the Council has failed to effect a settlement of the dispute within twelve months from the date on which it was first submitted to the Council,

ou se rapportant à des situations ou à des faits antérieurs à ladite accession ;

(ii) Les différends au sujet desquels les Parties en cause auraient convenu ou conviendraient d'avoir recours à un autre mode de règlement pacifique ;

(iii) Les différends entre le Gouvernement de Sa Majesté dans le Royaume-Uni et les gouvernements de tous autres Membres de la Société des Nations, membres du Commonwealth britannique de nations, différends qui seront réglés selon une méthode convenue entre les parties ou dont elles conviendront ;

(iv) les différends relatifs à des questions qui, d'après le droit international, relèvent exclusivement de la juridiction intérieure des Etats ;

(v) Les différends avec tout Etat Partie à l'Acte général qui n'est pas Membre de la Société des Nations.

2° En ce qui concerne les différends mentionnés à l'article 17 de l'Acte général, Sa Majesté se réserve le droit de demander que la procédure prescrite au chapitre II dudit Acte soit suspendue pour tout différend soumis au Conseil de la Société des Nations et en cours d'examen par ce dernier, à condition que la requête de suspension soit déposée après que le différend aura été soumis au Conseil et dans les dix jours qui suivront la notification du début de la procédure, et à condition également que ladite suspension soit limitée à une période de douze mois ou à une période plus longue qui pourrait être fixée soit par entente entre les Parties au différend, soit par une décision de tous les Membres du Conseil autres que les Parties au différend.

3° (i) Dans le cas d'un différend autre que ceux mentionnés à l'article 17 de l'Acte général qui est soumis au Conseil de la Société en vertu des dispositions du Pacte, la procédure prescrite au chapitre I de l'Acte général ne s'appliquera pas et, si cette procédure est déjà ouverte, elle sera suspendue, à moins que le Conseil ne décide que ladite procédure sera adoptée.

(ii) Dans le cas d'un différend de ce genre, la procédure prévue au chapitre III de l'Acte général ne s'appliquera pas à moins que le Conseil n'ait pas réussi à régler le différend dans un délai de douze mois à partir de la date à laquelle le différend lui aura été soumis pour la

or, in a case where the procedure prescribed in Chapter I has been adopted without producing an agreement between the parties, within six months from the termination of the work of the Conciliation Commission. The Council may extend either of the above periods by a decision of all its Members other than the parties to the dispute.

COMMONWEALTH OF
AUSTRALIA MAY 21, 1931.
To all the provisions of the Act.

Subject to the following conditions :

(1) That the following disputes are excluded from the procedure described in the General Act, including the procedure of conciliation :

(i) Disputes arising prior to the accession of His Majesty to the said General Act or relating to situations or facts prior to the said accession ;

(ii) Disputes in regard to which the parties to the dispute have agreed or shall agree to have recourse to some other method of peaceful settlement ;

(iii) Disputes between His Majesty's Government in the Commonwealth of Australia and the Government of any other Member of the League which is a Member of the British Commonwealth of Nations, all of which disputes shall be settled in such manner as the parties have agreed or shall agree ;

(iv) Disputes concerning questions which by international law are solely within the domestic jurisdiction of States ; and

(v) Disputes with any Party to the General Act who is not a Member of the League of Nations.

(2) That His Majesty reserves the right, in relation to the disputes mentioned in Article 17 of the General Act, to require that the procedure described in Chapter II of the said Act shall be suspended in respect of any dispute which has been submitted to, and is under consideration by, the Council of the League of Nations, provided that notice to suspend is given after the dispute has been submitted to the Council

première fois, ou, si la procédure prévue au chapitre I a été adoptée sans aboutir à un accord entre les Parties, dans un délai de six mois à compter du jour où la Commission de conciliation aura terminé ses travaux. Le Conseil pourra prolonger l'un ou l'autre de ces deux délais par une décision de tous ses Membres autres que les Parties au différend.

COMMONWEALTH
D'AUSTRALIE 21 mai 1931.
à l'ensemble de l'Acte.

¹ TRADUCTION. — TRANSLATION.

Sous les réserves suivantes :

¹⁰ Sont exclus de la procédure décrite dans l'Acte général, y compris la procédure de conciliation :

(i) Les différends survenus avant l'adhésion pour le Canada audit Acte général ou se rapportant à des situations ou à des faits antérieurs à ladite adhésion ;

(ii) Les différends au sujet desquels les Parties en cause auraient convenu ou conviendraient d'avoir recours à un autre mode de règlement pacifique ;

(iii) Les différends entre le Gouvernement de Sa Majesté dans le Commonwealth d'Australie et les Gouvernements de tous autres Membres de la Société des Nations, membres du Commonwealth britannique de Nations, différends qui seront réglés selon une méthode convenue entre les Parties ou dont elles conviendront ;

(iv) Les différends relatifs à des questions qui, d'après le droit international, relèvent exclusivement de la juridiction intérieure des Etats ;

(v) Les différends avec tout Etat Partie à l'Acte général qui n'est pas Membre de la Société des Nations.

²⁰ En ce qui concerne les différends mentionnés à l'article 17 de l'Acte général, Sa Majesté se réserve le droit de demander que la procédure prescrite au chapitre II dudit Acte soit suspendue pour tout différend soumis au Conseil de la Société des Nations et en cours d'examen par ce dernier, à condition que la requête de suspension soit déposée après que le différend aura été soumis au Conseil et dans les dix jours qui

¹ Traduit par le Secrétariat de la Société des Nations, à titre d'information.

¹ Translated by the Secretariat of the League of Nations, for information.

and is given within ten days of the notification of the initiation of the procedure, and provided also that such suspension shall be limited to a period of twelve months or such longer period as may be agreed by the parties to the dispute, or determined by a decision of all the Members of the Council other than the parties to the dispute.

(3) (i) That, in the case of a dispute, not being a dispute mentioned in Article 17 of the General Act, which is brought before the Council of the League of Nations in accordance with the provisions of the Covenant, the procedure described in Chapter I of the General Act shall not be applied, and, if already commenced, shall be suspended, unless the Council determines that the said procedure shall be adopted.

(ii) That in the case of such a dispute the procedure described in Chapter III of the General Act shall not be applied unless the Council has failed to effect a settlement of the dispute within twelve months from the date, on which it was first submitted to the Council, or, in a case where the procedure prescribed in Chapter I has been adopted without producing an agreement between the parties, within six months from the termination of the work of the Conciliation Commission. The Council may extend either of the above periods by a decision of all its Members other than the parties to the dispute.

NEW ZEALAND May 21, 1931.
To all the provisions of the Act.

Subject to the following conditions :

(1) That the following disputes are excluded from the procedure described in the General Act, including the procedure of conciliation :

(i) Disputes arising prior to the accession of His Majesty to the said General Act or relating to situations or facts prior to the said accession ;

(ii) Disputes in regard to which the parties to the dispute have agreed or shall agree to have recourse to some other method of peaceful settlement ;

suiront la notification du début de la procédure, et à condition également que ladite suspension soit limitée à une période de douze mois ou à une période plus longue qui pourrait être fixée soit par entente entre les Parties au différend, soit par une décision de tous les Membres du Conseil autres que les Parties au différend.

3° (i) Dans le cas d'un différend autre que ceux mentionnés dans l'article 17 de l'Acte général qui est soumis au Conseil de la Société en vertu des dispositions du Pacte, la procédure prescrite au chapitre premier de l'Acte général ne s'appliquera pas et, si cette procédure est déjà ouverte, elle sera suspendue, à moins que le Conseil ne décide que ladite procédure sera adoptée.

(ii) Dans le cas d'un différend de ce genre, la procédure prévue au chapitre III de l'Acte général ne s'appliquera pas à moins que le Conseil n'ait pas réussi à régler le différend dans un délai de douze mois à partir de la date à laquelle le différend lui aura été soumis pour la première fois ou, si la procédure prévue au chapitre premier a été adoptée sans aboutir à un accord entre les Parties, dans un délai de six mois à compter du jour où la Commission de conciliation aura terminé ces travaux. Le Conseil pourra prolonger l'un ou l'autre de ces deux délais par une décision de tous ses Membres autres que les Parties au différend.

NOUVELLE-ZÉLANDE ... 21 mai 1931.
à l'ensemble de l'Acte.

¹ TRADUCTION. — TRANSLATION.

Sous les réserves suivantes :

1° Sont exclus de la procédure décrite dans l'Acte général, y compris la procédure de conciliation :

(i) Les différends survenus avant l'adhésion de Sa Majesté audit Acte général ou se rapportant à des situations ou à des faits antérieurs à ladite adhésion ;

(ii) Les différends au sujet desquels les Parties en cause auraient convenu ou conviendraient d'avoir recours à un autre mode de règlement pacifique ;

¹ Traduit par le Secrétariat de la Société des Nations, à titre d'information.

¹ Translated by the Secretariat of the League of Nations, for information.

(iii) Disputes between His Majesty's Government in New Zealand and the Government of any other Member of the League which is a Member of the British Commonwealth of Nations, all of which disputes shall be settled in such manner as the parties have agreed or shall agree ;

(iv) Disputes concerning questions which by international law are solely within the domestic jurisdiction of States ; and

(v) Disputes with any Party to the General Act who is not a Member of the League of Nations.

(2) That His Majesty reserves the right, in relation to the disputes mentioned in Article 17 of the General Act, to require that the procedure described in Chapter II of the said Act shall be suspended in respect of any dispute which has been submitted to, and is under consideration by, the Council of the League of Nations provided that notice to suspend is given after the dispute has been submitted to the Council and is given within ten days of the notification of the initiation of the procedure, and provided also that such suspension shall be limited to a period of twelve months or such longer period as may be agreed by the parties to the dispute, or determined by a decision of all the Members of the Council other than the parties to the dispute.

(3) (i) That, in the case of a dispute, not being a dispute mentioned in Article 17 of the General Act, which is brought before the Council of the League of Nations in accordance with the provisions of the Covenant, the procedure described in Chapter I of the General Act shall not be applied, and, if already commenced, shall be suspended, unless the Council determines that the said procedure shall be adopted.

(ii) That in the case of such a dispute the procedure described in Chapter III of the General Act shall not be applied unless the Council has failed to effect a settlement of the dispute within twelve months from the date on which it was first submitted to the Council, or, in a case where the procedure prescribed in Chapter I has been adopted without producing an agreement between the parties, within six months from the termination of the work of the Conciliation Commission. The Council may extend either of the above periods by a decision

(iii) Les différends entre le Gouvernement de Sa Majesté en Nouvelle-Zélande et les Gouvernements de tous autres Membres de la Société des Nations, membres du Commonwealth britannique des nations, différends qui seront réglés selon une méthode convenue entre les Parties ou dont elles conviendront ;

(iv) Les différends relatifs à des questions qui, d'après le droit international, relèvent exclusivement de la juridiction intérieure des Etats ;

(v) Les différends avec tout Etat Partie à l'Acte général qui n'est pas Membre de la Société des Nations.

2° En ce qui concerne les différends mentionnés à l'article 17 de l'Acte général, Sa Majesté se réserve le droit de demander que la procédure prescrite au chapitre II dudit Acte soit suspendue pour tout différend soumis au Conseil de la Société des Nations et en cours d'examen par ce dernier, à condition que la requête de suspension soit déposée après que le différend aura été soumis au Conseil et dans les dix jours qui suivront la notification du début de la procédure, et à condition également que ladite suspension soit limitée à une période de douze mois ou à une période plus longue qui pourrait être fixée soit par entente entre les Parties au différend, soit par une décision de tous les Membres du Conseil autres que les Parties au différend.

3° (i) Dans le cas d'un différend autre que ceux mentionnés dans l'article 17 de l'Acte général qui est soumis au Conseil de la Société en vertu des dispositions du Pacte, la procédure prescrite au chapitre premier de l'Acte général ne s'appliquera pas et, si cette procédure est déjà ouverte, elle sera suspendue, à moins que le Conseil ne décide que ladite procédure sera adoptée.

(ii) Dans le cas d'un différend de ce genre, la procédure prévue au chapitre III de l'Acte général ne s'appliquera pas, à moins que le Conseil n'ait pas réussi à régler le différend dans un délai de douze mois à partir de la date à laquelle le différend lui aura été soumis pour la première fois ou, si la procédure prévue au chapitre premier a été adoptée sans aboutir à un accord entre les Parties, dans un délai de six mois à compter du jour où la Commission de conciliation aura terminé ses travaux. Le Conseil pourra prolonger l'un ou l'autre de ces

of all its Members other than the parties to the dispute.

INDIA May 21, 1931.
To all the provisions of the Act.

Subject to the following conditions :

(1) That the following disputes are excluded from the procedure described in the General Act, including the procedure of conciliation:

(i) Disputes arising prior to the accession of His Majesty to the said General Act or relating to situations or facts prior to the said accession ;

(ii) Disputes in regard to which the parties to the dispute have agreed or shall agree to have recourse to some other method of peaceful settlement ;

(iii) Disputes between the Government of India and the Government of any other Member of the League which is a member of the British Commonwealth of Nations, all of which disputes shall be settled in such manner as the parties have agreed or shall agree ;

(iv) Disputes concerning questions which by international law are solely within the domestic jurisdiction of States ; and

(v) Disputes with any Party to the General Act who is not a Member of the League of Nations.

(2) That His Majesty reserves the right in relation to the disputes mentioned in Article 17 of the General Act to require that the procedure described in Chapter II of the said Act shall be suspended in respect of any dispute which has been submitted to and is under consideration by the Council of the League of Nations, provided that notice to suspend is given after the dispute has been submitted to the Council and is given within ten days of the notification of the initiation of the procedure, and provided also that such suspension shall be limited to a period of twelve months or such longer period as may be agreed by the parties to the dispute or determined by a decision of all the members of the Council other than the parties to the dispute.

¹ Traduit par le Secrétariat de la Société des Nations, à titre d'information.

deux délais par une décision de tous ses Membres autres que les Parties au différend.

INDE 21 mai 1931.
à l'ensemble de l'Acte.

¹ TRADUCTION. — TRANSLATION.

Sous les réserves suivantes :

1° Sont exclus de la procédure décrite dans l'Acte général, y compris la procédure de conciliation :

(i) Les différends survenus avant l'adhésion de Sa Majesté audit Acte général ou se rapportant à des situations ou à des faits antérieurs à ladite adhésion ;

(ii) Les différends au sujet desquels les Parties en cause auraient convenu ou conviendraient d'avoir recours à un autre mode de règlement pacifique ;

(iii) Les différends entre le Gouvernement de l'Inde et les Gouvernements de tous autres Membres de la Société des Nations, membres du Commonwealth britannique de nations, différends qui seront réglés selon une méthode convenue entre les Parties ou dont elles conviendront ;

(iv) Les différends relatifs à des questions qui, d'après le droit international, relèvent exclusivement de la juridiction intérieure des Etats ;

(v) Les différends avec tout Etat Partie à l'Acte général qui n'est pas Membre de la Société des Nations.

2° En ce qui concerne les différends mentionnés à l'article 17 de l'Acte général, Sa Majesté se réserve le droit de demander que la procédure prescrite au chapitre II dudit Acte soit suspendue pour tout différend soumis au Conseil de la Société des Nations et en cours d'examen par ce dernier, à condition que la requête de suspension soit déposée après que le différend aura été soumis au Conseil et dans les dix jours qui suivront la notification du début de la procédure, et à condition également que ladite suspension soit limitée à une période de douze mois ou à une période plus longue qui pourrait être fixée soit par entente entre les Parties au différend, soit par une décision de tous les Membres du Conseil autres que les Parties au différend.

¹ Translated by the Secretariat of the League of Nations, for information.

(3) (i) That, in the case of a dispute, not being a dispute mentioned in Article 17 of the General Act, which is brought before the Council of the League of Nations in accordance with the provisions of the Covenant, the procedure described in Chapter I of the General Act shall not be applied, and, if already commenced, shall be suspended, unless the Council determines that the said procedure shall be adopted.

(ii) That in the case of such a dispute the procedure described in Chapter III of the General Act shall not be applied unless the Council has failed to effect a settlement of the dispute within twelve months from the date on which it was first submitted to the Council, or in a case where the procedure prescribed in Chapter I has been adopted without producing an agreement between the parties, within six months from the termination of the work of the Conciliation Commission. The Council may extend either of the above periods by a decision of all its members other than the parties to the dispute.

CANADA July 1st, 1931.
to all the provisions of the Act.

Subject to the following conditions :

(1) That the following disputes are excluded from the procedure described in the General Act, including the procedure of conciliation :

(i) Disputes arising prior to the accession in respect of Canada to the said General Act, or relating to situations or facts prior to the said accession ;

(ii) Disputes in regard to which the Parties to the dispute have agreed or shall agree to have recourse to some other method of peaceful settlement ;

(iii) Disputes between His Majesty's Government in Canada and the Government of any other Member of the League which is a Member of the British Commonwealth of Nations, all of which disputes shall be settled in such a manner as the Parties have agreed or shall agree ;

3° (i) Dans le cas d'un différend autre que ceux mentionnés dans l'article 17 de l'Acte général qui est soumis au Conseil de la Société en vertu des dispositions du Pacte, la procédure prescrite au chapitre premier de l'Acte général ne s'appliquera pas et, si cette procédure est déjà ouverte, elle sera suspendue, à moins que le Conseil ne décide que ladite procédure sera adoptée.

(ii) Dans le cas d'un différend de ce genre, la procédure prévue au chapitre III de l'Acte général ne s'appliquera pas à moins que le Conseil n'ait pas réussi à régler le différend dans un délai de douze mois à partir de la date à laquelle le différend lui aura été soumis pour la première fois ou, si la procédure prévue au chapitre premier a été adoptée sans aboutir à un accord entre les Parties, dans un délai de six mois à compter du jour où la Commission de conciliation aura terminé ses travaux. Le Conseil pourra prolonger l'un ou l'autre de ces deux délais par une décision de tous ses Membres autres que les Parties au différend.

CANADA 1^{er} juillet 1931.
à l'ensemble de l'Acte.

¹ TRADUCTION. — TRANSLATION.

Sous les réserves suivantes :

1° Sont exclus de la procédure décrite dans l'Acte général, y compris la procédure de conciliation :

(i) Les différends survenus avant l'adhésion pour le Canada audit Acte général ou se rapportant à des situations ou à des faits antérieurs à ladite adhésion ;

(ii) Les différends au sujet desquels les Parties en cause auraient convenu ou conviendraient d'avoir recours à un autre mode de règlement pacifique ;

(iii) Les différends entre le Gouvernement de Sa Majesté au Canada et les Gouvernements de tous autres Membres de la Société des Nations, membres du Commonwealth britannique de nations, différends qui seront réglés selon une méthode convenue entre les Parties ou dont elles conviendront ;

¹ Traduit par le Secrétariat de la Société des Nations, à titre d'information.

¹ Translated by the Secretariat of the League of Nations, for information.

(iv) Disputes concerning questions which by international law are solely within the domestic jurisdiction of States ; and

(v) Disputes with any Party to the General Act who is not a Member of the League of Nations.

(2) That His Majesty in respect of Canada reserves the right in relation to the disputes mentioned in Article 17 of the General Act to require that the procedure prescribed in Chapter II of the said Act shall be suspended in respect of any dispute which has been submitted to and is under consideration by the Council of the League of Nations, provided that notice to suspend is given after the dispute has been submitted to the Council and is given within ten days of the notification of the initiation of the procedure, and provided also that such suspension shall be limited to a period of twelve months or such longer period as may be agreed by the Parties to the dispute or determined by a decision of all the Members of the Council other than the Parties to the dispute.

(3) (i) That, in the case of a dispute, not being a dispute mentioned in Article 17 of the General Act, which is brought before the Council of the League of Nations in accordance with the provisions of the Covenant, the procedure prescribed in Chapter I of the General Act, shall not be applied, and, if already commenced, shall be suspended, unless the Council determines that the said procedure shall be adopted.

(ii) That in the case of such a dispute, the procedure described in Chapter III of the General Act shall not be applied unless the Council has failed to effect a settlement of the dispute within twelve months from the date on which it was first submitted to the Council, or, in a case where the procedure prescribed in Chapter I has been adopted without producing an agreement between the Parties, within six months from the termination of the work of the Conciliation Commission. The Council may extend either of the above periods by a decision of all its Members other than the Parties to the dispute.

(iv) Les différends relatifs à des questions qui, d'après le droit international, relèvent exclusivement de la juridiction intérieure des Etats ;

(v) Les différends avec tout Etat Partie à l'Acte général qui n'est pas Membre de la Société des Nations.

2^o En ce qui concerne les différends mentionnés à l'article 17 de l'Acte général, Sa Majesté pour le Canada se réserve le droit de demander que la procédure prescrite au chapitre II dudit acte soit suspendue pour tout différend soumis au Conseil de la Société des Nations et en cours d'examen par ce dernier, à condition que la requête de suspension soit déposée après que le différend aura été soumis au Conseil et dans les dix jours qui suivront la notification du début de la procédure, et à condition également que ladite suspension soit limitée à une période de douze mois ou à une période plus longue qui pourrait être fixée soit par entente entre les Parties au différend, soit par une décision de tous les Membres du Conseil autres que les Parties au différend.

3^o (i) Dans le cas d'un différend autre que ceux mentionnés dans l'article 17 de l'Acte général qui est soumis au Conseil de la Société en vertu des dispositions du Pacte, la procédure prescrite au chapitre premier de l'Acte général ne s'appliquera pas et, si cette procédure est déjà ouverte, elle sera suspendue, à moins que le Conseil ne décide que ladite procédure sera adoptée.

(ii) Dans le cas d'un différend de ce genre, la procédure prévue au chapitre III de l'Acte général ne s'appliquera pas à moins que le Conseil n'ait pas réussi à régler le différend dans un délai de douze mois à partir de la date à laquelle le différend lui aura été soumis pour la première fois ou, si la procédure prévue au chapitre premier a été adoptée sans aboutir à un accord entre les Parties, dans un délai de six mois à compter du jour où la Commission de conciliation aura terminé ces travaux. Le Conseil pourra prolonger l'un ou l'autre de ces deux délais par une décision de tous ses Membres autres que les Parties au différend.

N^o 2138. — PROTOCOLE¹ CONCERNANT LA PROHIBITION D'EMPLOI A LA GUERRE DE GAZ ASPHYXIANTS, TOXIQUES OU SIMILAIRES ET DE MOYENS BACTÉRIOLOGIQUES. SIGNÉ A GENÈVE, LE 17 JUIN 1925.

No. 2138. — PROTOCOL¹ FOR THE PROHIBITION OF THE USE IN WAR OF ASPHYXIATING, POISONOUS OR OTHER GASES, AND OF BACTERIOLOGICAL METHODS OF WARFARE. SIGNED AT GENEVA, JUNE 17, 1925.

RATIFICATIONS

GRÈCE 30 mai 1931.
 LETTONIE 3 juin 1931.
 SIAM 6 juin 1931.

RATIFICATIONS.

GREECE May 30, 1931.
 LATVIA June 3, 1931.
 SIAM June 6, 1931.

N^o 2184. — ARRANGEMENT² INTERNATIONAL RELATIF A L'EXPORTATION DES PEaux, ET PROTOCOLE. SIGNÉS A GENÈVE, LE 11 JUILLET 1928.

No. 2184. — INTERNATIONAL AGREEMENT² RELATING TO THE EXPORTATION OF HIDES AND SKINS, AND PROTOCOL. SIGNED AT GENEVA, JULY 11, 1928.

RATIFICATION

POLOGNE 8 août 1931.

RATIFICATION.

POLAND August 8, 1931

N^o 2185. — ARRANGEMENT³ INTERNATIONAL RELATIF A L'EXPORTATION DES OS, ET PROTOCOLE. SIGNÉS A GENÈVE, LE 11 JUILLET 1928.

No. 2185. — INTERNATIONAL AGREEMENT³ RELATING TO THE EXPORTATION OF BONES, AND PROTOCOL. SIGNED AT GENEVA, JULY 11, 1928.

RATIFICATION

POLOGNE... .. 8 août 1931.

RATIFICATION.

POLAND August 8, 1931.

¹ Vol. XCIV, page 65 ; vol. C, page 262 ; et vol. CIV, page 528, de ce recueil.

² Vol. XCV, page 357 ; et vol. C, page 264, de ce recueil.

³ Vol. XCV, page 373 ; et vol. C, page 264, de ce recueil.

¹ Vol. XCIV, page 65 ; Vol. C, page 262 ; and Vol. CIV, page 528, of this Series.

² Vol. XCV, page 357 ; and Vol. C, page 264 of this Series.

³ Vol. XCV, page 373 ; and Vol. C, page 264 ; of this Series.

N° 2238. — CONVENTION¹ INTERNATIONALE POUR L'ABOLITION DES PROHIBITIONS ET RESTRICTIONS A L'IMPORTATION ET A L'EXPORTATION, ET PROTOCOLE. SIGNÉS A GENÈVE, LE 8 NOVEMBRE 1927, ET ACCORD COMPLÉMENTAIRE A CETTE CONVENTION ET PROTOCOLE, SIGNÉS A GENÈVE, LE 11 JUILLET 1928.

SITUATION DU PORTUGAL.

Le Portugal se considère comme délié, le 30 juin 1931, aux termes de l'article 6 du Protocole de Paris du 20 décembre 1929, des obligations contractées par la ratification de la Convention internationale pour l'abolition des prohibitions et restrictions à l'importation et à l'exportation du 8 novembre 1927, du Protocole de la même date et de l'Accord complémentaire à cette convention du 11 juillet 1928, avec protocole.

Communiqué par le ministre de Portugal à Berne, le 29 juin 1931.

N° 2243. — ARRANGEMENT³ DANS LE BUT DE REVISER L'ARRANGEMENT POUR L'UNIFICATION DE LA FORMULE DES MÉDICAMENTS HÉROÏQUES. SIGNÉ A BRUXELLES, LE 20 AOÛT 1929.

ADHÉSIONS

HONGRIE... .. 4 octobre 1930.

Le Gouvernement hongrois déclare se réserver le droit d'apporter aux dispositions de l'Arran-

¹ Vol. XCVII, page 391 ; et vol. C, page 264, de ce recueil.

² Traduit par le Secrétariat de la Société des Nations, à titre d'information.

³ Vol. XCVIII, page 125, de ce recueil.

No. 2238. — INTERNATIONAL CONVENTION¹ FOR THE ABOLITION OF IMPORT AND EXPORT PROHIBITIONS AND RESTRICTIONS, AND PROTOCOL, SIGNED AT GENEVA, NOVEMBER 8, 1927, AND SUPPLEMENTARY AGREEMENT TO THAT CONVENTION, AND PROTOCOL, SIGNED AT GENEVA, JULY 11, 1928.

POSITION OF PORTUGAL.

² TRADUCTION. — TRANSLATION.

Portugal considers itself as relieved on June 30, 1931, in accordance with the terms of Article 6 of the Protocol of Paris dated December 20, 1929, of the obligations accepted by it in consequence of the ratification of the International Convention for the Abolition of Import and Export Prohibitions and Restrictions of November 8, 1927, of the Protocol of the same date, and of the Supplementary Agreement to that Convention of July 11, 1928, and Protocol relating thereto.

Communicated by the Portuguese Minister at Berne, June 29, 1931.

No. 2243. — AGREEMENT³ REVISING THE AGREEMENT RESPECTING THE UNIFICATION OF PHARMACOPŒIAL FORMULAS FOR POTENT DRUGS. SIGNED AT BRUSSELS, AUGUST 20, 1929.

ACCESSIONS.

HUNGARY October 4, 1930.

² TRADUCTION. — TRANSLATION.

The Hungarian Government reserves the right to make any alterations of detail in the provi-

¹ Vol. XCVII, page 391 ; and Vol. C, page 264, of this Series.

² Translated by the Secretariat of the League of Nations, for information.

³ Vol. XCVIII, page 125, of this Series.

gement les modifications de détail que le progrès des sciences médicale et pharmaceutique pourrait de temps à autre rendre nécessaire.

ISLANDE 10 décembre 1930.

Le Gouvernement islandais se réserve le droit d'apporter aux dispositions du présent arrangement les modifications de détail que le progrès des sciences médicale et pharmaceutique pourrait de temps à autre rendre nécessaires.

Des Conventions internationales sur la nomenclature botanique ayant été adoptées au Congrès botanique de Vienne 1905 (Règles internationales pour la nomenclature botanique, principalement des plantes vasculaires) et de Bruxelles 1910 (Actes du III^e Congrès International de Botanique, Bruxelles, 1910, Vol. I) et ces Conventions n'étant pas tout à fait conformes avec la nomenclature de l'Index de Kew, le Gouvernement islandais ne peut accepter l'adoption de l'Index de Kew pour la nomenclature botanique de la pharmacopée.

Le Gouvernement islandais se réserve le droit d'employer les termes usuels pharmaceutiques, bien qu'ils puissent prêter à confusion avec les dénominations employées en Islande ou ailleurs pour des produits destinés à l'alimentation.

Communiqué par le ministre des Affaires étrangères de Belgique, le 28 mars 1931.

sions of the present Agreement which progress in medical and chemical science may from time to time render necessary.

ICELAND December 10, 1930.

¹ TRADUCTION. — TRANSLATION.

The Government of Iceland reserves the right to make any alterations of detail in the provisions of the present Agreement which progress in medical and chemical science may from time to time render necessary.

International Conventions on botanical nomenclature having been adopted by the Botanical Congress of Vienna in 1905 (International Rules governing botanical nomenclature and in particular that of vasculares) and that of Brussels in 1910 (Acts of the Third International Botanical Congress, Brussels, 1910, Vol. I), and these Conventions not exactly corresponding with the nomenclature of the Kew Index, the Government of Iceland is unable to agree to the adoption of the Kew Index for the botanical nomenclature of the pharmacopœia.

The Government of Iceland reserves the right to employ the customary pharmaceutical terms, even in cases where they may lead to confusion with the names used in Iceland or elsewhere for foodstuffs.

Communicated by the Belgian Minister for Foreign Affairs, March 28, 1931.

N^o 2323. — CONVENTION ¹ ENTRE LE ROYAUME DE BULGARIE ET LE ROYAUME DE YOUGOSLAVIE CONCERNANT LA LIQUIDATION DES PROPRIÉTÉS TRAVERSÉES PAR LA FRONTIÈRE. SIGNÉE A SOFIA, LE 14 FÉVRIER 1930.

Communiquée par le chargé d'Affaires de Bulgarie à Berne, le 8 avril 1931.

No. 2323. — CONVENTION ² BETWEEN THE KINGDOM OF BULGARIA AND THE KINGDOM OF YUGOSLAVIA REGARDING THE LIQUIDATION OF ESTATES CUT BY THE FRONTIER LINE. SIGNED AT SOFIA, FEBRUARY 14, 1930.

Communicated by the Bulgarian Chargé d'Affaires at Berne, April 8, 1931.

¹ Traduit par le Secrétariat de la Société des Nations, à titre d'information.

² Vol. CI, page 135, de ce recueil.

¹ Translated by the Secretariat of the League of Nations, for information.

² Vol. CI, page 135, of this Series.

N^o 2337. — CONVENTION¹ ENTRE SA MAJESTÉ BRITANNIQUE ET SA MAJESTÉ LE ROI D'ESPAGNE RELATIVE AUX ACTES DE PROCÉDURE EN MATIÈRES CIVILE ET COMMERCIALE. SIGNÉE A LONDRES, LE 27 JUIN 1929.

No. 2337. — CONVENTION¹ BETWEEN HIS BRITANNIC MAJESTY AND HIS MAJESTY THE KING OF SPAIN REGARDING LEGAL PROCEEDINGS IN CIVIL AND COMMERCIAL MATTERS. SIGNED AT LONDON, JUNE 27, 1929.

ECHANGE DE NOTES RELATIF A L'APPLICATION A L'ECOSSE ET A L'IRLANDE DU NORD DE LA CONVENTION CI-DESSUS. MADRID, LES 14 ET 28 NOVEMBRE 1930, ET 13 ET 20 JANVIER 1931.

EXCHANGE OF NOTES RELATING TO THE APPLICATION TO SCOTLAND AND NORTHERN IRELAND OF THE ABOVE CONVENTION. MADRID, NOVEMBER 14 AND 28, 1930, AND JANUARY 13 AND 20, 1931.

Communiqué par le secrétaire d'Etat aux Affaires étrangères de Sa Majesté en Grande-Bretagne, le 23 mars 1931.

Communicated by His Majesty's Secretary of State for Foreign Affairs in Great Britain, March 23, 1931.

I.

I.

² TRADUCTION. — TRANSLATION.

BRITISH EMBASSY.

AMBASSADE BRITANNIQUE.

No. 256.
(75/13/30).

N^o 256.
(75/13/30).

MADRID, *November 14th*, 1930.

MADRID, *le 14 novembre* 1930.

YOUR EXCELLENCY,

MONSIEUR LE MINISTRE,

In accordance with instructions from His Majesty's Principal Secretary of State for Foreign Affairs, I have the honour to notify Your Excellency of the extension of the Convention relating to Legal Proceedings in Civil and Commercial Matters, which was signed at London on June 27, 1929, to Scotland in accordance with Article 16 (a) of the Convention.

Conformément aux instructions du principal secrétaire d'Etat de Sa Majesté aux Affaires étrangères, j'ai l'honneur de notifier à Votre Excellence l'extension de la Convention relative aux actes de procédure en matières civile et commerciale, signée à Londres le 27 juin 1929, à l'Ecosse, en vertu de l'article 16 (a) de ladite convention.

The authority in Scotland to whom judicial and extra-judicial acts and requests for service and for the taking of evidence are to be transmitted is the Crown Agent, Edinburgh, and the language in which communications and translations are to be made is English.

L'autorité d'Ecosse à qui doivent être transmis les actes judiciaires et extrajudiciaires, ainsi que les demandes de signification et les demandes en vue de recueillir des dépositions, est le « Crown Agent » Edimbourg. La langue à employer pour les communications et les traductions est la langue anglaise.

I have the honour to request that Your Excellency will be good enough to acknowledge in due

J'ai l'honneur de prier Votre Excellence de bien vouloir en temps opportun accuser réception

¹ Vol. CI, page 375, de ce recueil.

¹ Vol. CI, page 375, of this Series.

² Traduit par le Secrétariat de la Société des Nations, à titre d'information.

² Translated by the Secretariat of the League of Nations, for information.

course the receipt of this notification which will be regarded as taking effect on the 14th proximo.

tion de la présente notification qui sera considérée comme prenant effet le 14 du mois prochain.

I have the honour to assure Your Excellency of my highest consideration.

J'ai l'honneur, etc.

(Signed) George GRAHAME.

(Signé) George GRAHAME.

His Excellency,
The Duke of Alba, G.C.V.O.,
Minister of State.

A Son Excellence
le Duc d'Alba, G.C.V.O.,
Ministre des Affaires étrangères.

Certified true copy:

(Signed) J. H. Leche.
Secretary of Embassy.

II.

BRITISH EMBASSY.

No. 268.
(75/15/30).

MADRID, *November 28, 1930.*

YOUR EXCELLENCY,

On instructions from His Majesty's Principal Secretary of State for Foreign Affairs, I have the honour to notify to Your Excellency, in accordance with Article 16 of the Convention regarding Legal Proceedings in Civil and Commercial Matters of June 27th, 1929, the extension of the operation of that Convention to Northern Ireland. The authority in Northern Ireland to whom judicial and extra-judicial acts and letters of request should be transmitted is the Register of the Supreme Court of Judicature of Northern Ireland, and the language to be used in communications and translations is English.

2. In accordance with Article 16 (b) of the Convention the extension now notified will come into force one month from date of this note, that is to say, on the 28th December next.

II.

¹ TRADUCTION. — TRANSLATION.

AMBASSADE BRITANNIQUE.

N^o 268.
(75/15/30).

MADRID, *le 28 novembre 1930.*

MONSIEUR LE MINISTRE,

1. D'ordre du principal secrétaire d'Etat de Sa Majesté aux Affaires étrangères, j'ai l'honneur de notifier à Votre Excellence, conformément à l'article 16 de la Convention relative aux actes de procédure en matières civile et commerciale, signée à Londres, le 27 juin 1929, l'extension à l'Irlande du Nord des dispositions de ladite convention. L'autorité de l'Irlande du Nord à qui devront être adressés les actes judiciaires et extrajudiciaires, ainsi que les commissions rogatoires est le « Registrar of the Supreme Court of Judicature of Northern Ireland ». La langue à employer pour les communications et les traductions est la langue anglaise.

2. Conformément aux dispositions de l'article 16 b) de la Convention, ladite extension entrera en vigueur dans le délai d'un mois à compter de la date de la présente note, c'est-à-dire le 28 décembre prochain.

¹ Traduit par le Secrétariat de la Société des Nations, à titre d'information.

¹ Translated by the Secretariat of the League of Nations, for information.

3. In requesting that Your Excellency will be so good as to acknowledge the receipt of this communication.

I have the honour to assure Your Excellency of my highest consideration,

(Signed) Maurice PETERSON.

His Excellency
The Duke of Alba, C.C.V.O.,
Minister of State.

Certified true copy :

(Signed) J. H. Leche.
Secretary of Embassy.

3. En priant Votre Excellence de bien vouloir accuser réception de la présente communication, j'ai l'honneur, etc.

(Signé) Maurice PETERSON.

A Son Excellence
le duc d'Alba, G.C.V.O.,
Ministre des Affaires étrangères.

TEXTE ESPAGNOL. — SPANISH TEXT.

MINISTERIO DE ESTADO

Núm. 13.

EXCMO SEÑOR :

Muy Señor mio : Tengo la honra de acusar a V. E. recibo de sus atentas Notas números 256 y 268, relativas a la extensión a Escocia e Irlanda, respectivamente, de los efectos del Convenio sobre procedimiento Civil entre España y la Gran Bretaña.

Aprovecho esta ocasión para reiterar a V. E. las seguridades de mi alta consideración.

A Su Excelencia Sir George Grahame,
Embajador de Su Majestad Británica.

Certified true copy :

(Signed) J. H. Leche,
Secretary of Embassy.

III.

MADRID 13 de Enero de 1931.

P. A.

(Signed) R. SPOTTORNO.

IV.

MINISTERIO DE ESTADO.

NOTA VERBAL.

El Ministerio de Estado tiene la honra de poner en conocimiento de la Embajada de la Gran Bretaña en esta Corte, en respuesta a su Nota núm. 14 (48/2/31), de 15 del actual, que la Nota núm. 268, de 28 de noviembre último, fué interpretada en el sentido de que los efectos del Convenio relativo a la mútua asistencia en los procedimientos civiles y comerciales entre España y la Gran Bretaña, firmado en Londres el 27 de junio de 1929, se hacían extensivos, a partir del 28 de diciembre último, a Irlanda del Norte, habiéndose hecho la oportuna publicación en la *Gaceta de Madrid* del 11 del corriente mes.

MADRID 20 de enero de 1931.

A la Embajada
de la Gran Bretaña.

¹ TRADUCTIONS.

III.

MINISTÈRE
DES AFFAIRES ÉTRANGÈRES.

N^o 13.

MADRID, le 13 janvier 1931.

MONSIEUR L'AMBASSADEUR,

J'ai l'honneur d'accuser réception des notes de Votre Excellence N^{os} 256 et 268 concernant l'extension à l'Écosse et à l'Irlande respectivement des effets de la Convention de procédure civile conclue entre l'Espagne et la Grande-Bretagne.

Je saisis, etc.

P. A.
(Signé) R. SPOTTORNO.

A Son Excellence
Sir George Grahame,
Ambassadeur
de Sa Majesté britannique.

IV.

MINISTÈRE
DES AFFAIRES ÉTRANGÈRES.

NOTE VERBALE

Le Ministère des Affaires étrangères a l'honneur de porter à la connaissance de l'Ambassade de la Grande-Bretagne, à Madrid, en réponse à sa note N^o 14 (48/2/31), en date du 15 courant, que la note N^o 268 du 28 novembre dernier a été interprétée comme signifiant que les effets de la Convention relative à l'assistance mutuelle en matières de procédure civile et commerciale entre l'Espagne et la Grande-Bretagne, signée à Londres le 27 juin 1929, étaient étendus à l'Irlande du Nord à partir du 28 décembre dernier, la publication requise ayant été faite dans la *Gaceta de Madrid* du 11 courant.

MADRID, le 20 janvier 1931.

A l'Ambassade
de Grande-Bretagne.

¹ TRANSLATIONS.

III.

MINISTRY
OF FOREIGN AFFAIRS.

No. 13.

MADRID, January 13, 1931.

YOUR EXCELLENCY,

I have the honour to acknowledge receipt of Your Excellency's Notes, N^{os} 256 and 268 concerning the extension to Scotland and Ireland respectively of the Convention between Spain and Great Britain regarding civil procedure.

I have the honour, etc.

P. A.
(Signed) R. SPOTTORNO.

To His Excellency
Sir George Grahame,
Ambassador
of His Britannic Majesty.

IV.

MINISTRY
OF FOREIGN AFFAIRS.

NOTE VERBALE.

The Ministry of Foreign Affairs has the honour to inform the Embassy of Great Britain in this capital in reply to its Note No. 14 (48/2/31) of the 15th inst., that Note No. 268 of November 28 last was interpreted to mean that the operation of the Convention regarding mutual cooperation in civil and commercial matters concluded between Spain and Great Britain and signed at London on June 27, 1929, was extended as from December 28 last to Northern Ireland, the necessary publication having been made in the *Gaceta de Madrid* on the 11th of the present month.

MADRID, January 20, 1931.

To the British Embassy.

¹ Traduit par le Secretariat de la Société des Nations, à titre d'information.

¹ Translated by the Secretary of the League of Nations, for information.

ECHANGE DE NOTES RELATIF A L'APPLICATION A LA NOUVELLE-ZÉLANDE DE LA CONVENTION CI-DESSUS. MADRID, LES 4 ET 13 OCTOBRE 1930.

Communicated by His Majesty's Secretary of State for Foreign Affairs in Great Britain. March 23, 1931.

¹ TRADUCTION. — TRANSLATION.

II.

BRITISH EMBASSY.

No. 230.

MADRID, *October 4th, 1930.*

YOUR EXCELLENCY,

On instructions from His Majesty's Principal Secretary of State for Foreign Affairs, and at the instance of His Majesty's Government in New Zealand, I have the honour to notify to Your Excellency, in accordance with Article 18 of the Anglo-Spanish Convention regarding Legal Proceedings in Civil and Commercial Matters of June 27th, 1929, the accession of His Britannic Majesty to the Convention in respect of the Dominion of New Zealand. I have also the honour to state in conformity with the provisions of Article 18 that the local authority to whom judicial and extra-judicial acts and letters of request should be transmitted is the Supreme Court of New Zealand at Wellington, and that communications should be addressed to the Registrar of that Court, the language to be used in communications and translations being English.

In accordance with Article 18 of the Convention the accession now notified will come into force one month from the date of this Note, that is to say, on the 4th November next.

In requesting that Your Excellency will be so good as to acknowledge the receipt of this communication I have the honour to assure you of my highest consideration.

(Signed) George GRAHAME.

His Excellency
The Duke of Alba, G.C.V.O.,
Minister of State.

¹ Traduit par le Secrétariat de la Société des Nations, à titre d'information.

EXCHANGE OF NOTES RELATING TO THE APPLICATION TO NEW ZEALAND OF THE ABOVE CONVENTION. MADRID, OCTOBER 4 AND 13, 1930.

Communiqué par le secrétaire d'Etat aux Affaires étrangères de Sa Majesté en Grande-Bretagne, le 23 mars 1931.

I.

AMBASSADE BRITANNIQUE.

N^o 230.

MADRID, *le 4 octobre 1930.*

MONSIEUR LE MINISTRE,

D'ordre du principal secrétaire d'Etat de Sa Majesté aux Affaires étrangères et à la demande du Gouvernement de Sa Majesté en Nouvelle-Zélande, j'ai l'honneur de notifier à Votre Excellence, conformément à l'article 18 de la Convention anglo-espagnole relative aux actes de procédure en matières civile et commerciale du 27 juin 1929, l'accession de Sa Majesté britannique à ladite convention en ce qui concerne le dominion de Nouvelle-Zélande. J'ai également l'honneur de déclarer, conformément aux dispositions de l'article 18, que l'autorité locale à laquelle devront être transmis les actes judiciaires et extrajudiciaires, ainsi que les commissions rogatoires, est la « Supreme Court of New Zealand » à Wellington et que les communications devront être adressées au « Registrar » de ladite Cour, la langue employée pour les communications et les traductions devant être la langue anglaise.

Conformément à l'article 18 de la convention, ladite accession prendra effet dans le délai d'un mois à compter de la date de la présente note, c'est-à-dire le 4 novembre prochain.

En priant Votre Excellence de bien vouloir accuser réception de la présente communication, j'ai l'honneur, etc.

(Signé) George GRAHAME.

Son Excellence
le Duc d'Alba, G.C.V.O.
Ministre des Affaires étrangères.

¹ Translated by the Secretariat of the League of Nations, for information.

II.

TEXTE ESPAGNOL. — SPANISH TEXT.

MINISTERIO DE ESTADO.

MADRID, 13 de Octubre de 1930.

EXCMO. SEÑOR,

Muy Señor mio : Tengo la honra de acusar recibo a V. E. de su atenta Nota No. 230 de 4 del corriente, relativa al Convenio Hispano-Británico sobre Procedimiento en materia civil y comercial de 27 de Junio de 1929 y de poner en su conocimiento que el contenido de aquella ha sido comunicado al Señor Ministro de Gracia y Justicia a los fines procedentes.

Aprovecho esta oportunidad para reiterar a V. E. las seguridades de mi alta consideración.

(Firmado) ALBA.

A Su Excelencia el Muy Honorable Sir George Grahame,
Embajador de S. M. Británica.

¹ TRADUCTION.

MINISTÈRE
DES AFFAIRES ÉTRANGÈRES.

MADRID, le 13 octobre 1930.

MONSIEUR L'AMBASSADEUR,

J'ai l'honneur d'accuser réception de la note N^o 230 de Votre Excellence, en date du 4 courant, concernant la Convention hispano-britannique relative aux actes de procédure en matières civile et commerciale du 27 juin 1929 et de porter à la connaissance de Votre Excellence que le contenu de ladite note a été communiqué, à toutes fins utiles, à Monsieur le Ministre de la Justice.

Je saisis, etc.

(Signé) ALBA.

A Son Excellence,
l'Honorable Sir George Grahame,
Ambassadeur de Sa Majesté britannique.

¹ TRANSLATION.

MINISTRY
OF FOREIGN AFFAIRS.

MADRID, October 13, 1930.

YOUR EXCELLENCY,

I have the honour to acknowledge receipt of Your Excellency's Note No. 230 of the 4th inst. concerning the Anglo-Spanish Convention regarding Legal Proceedings in Civil and Commercial Matters, of June 27, 1929, and to inform you that the contents of your Note have been communicated to the Minister of Justice for necessary action.

I have the honour, etc.

(Signed) ALBA.

To His Excellency
The Right Hon. Sir George Grahame,
Ambassador of His Britannic Majesty.

¹ Traduit par le Secrétariat de la Société des Nations, à titre d'information.

¹ Translated by the Secretariat of the League of Nations, for information.

ECHANGE DE NOTES RELATIF A L'APPLICATION A LA JAMAÏQUE (Y COMPRIS LES ILES TURQUES ET CAÏQUES ET LES ILES CAÏMAN) DE LA CONVENTION CI-DESSUS. MADRID, LES 19 MARS ET 23 MAI 1931.

Communiqué par le Secrétaire d'Etat aux Affaires étrangères de Sa Majesté en Grande-Bretagne, le 3 juillet 1931.

I.

BRITISH EMBASSY.

No. 63.
(48/8/31.)

MADRID, *March* 19, 1931.

YOUR EXCELLENCY,

On instructions from His Majesty's Principal Secretary of State for Foreign Affairs, I have the honour hereby to notify to Your Excellency, in accordance with Article 16 (a) of the Anglo-Spanish Civil Procedure Convention of June 27th, 1929, the extension of the operation of that Convention to Jamaica and its Dependencies, viz. the Cayman Islands and the Turks and Caicos Islands. As required by Article 16 (b) of the Convention, I have the honour to state that the local authority to whom requests for service and for the taking of evidence should be transmitted is, in the case of Jamaica, the Registrar of the Supreme Court at Kingston, and in the case of the Cayman Islands and the Turks and Caicos Islands, the Judge of the Grand Court of the Cayman Islands and the Commissioner and Judge of the Turks and Caicos Islands respectively. I am to add that all communications and translations should be in the English language.

In accordance with Article 16 (b) of the Convention, the extensions now notified will come into force one month from the date

EXCHANGE OF NOTES RELATING TO THE EXTENSION TO JAMAICA (INCLUDING TURKS AND CAICOS ISLANDS AND CAYMAN ISLANDS) OF THE PROVISIONS OF THE ABOVE-MENTIONED CONVENTION. MADRID, MARCH 19, AND MAY 23, 1931.

Communicated by His Majesty's Secretary of State for Foreign Affairs in Great Britain, July 3, 1931.

I.

AMBASSADE BRITANNIQUE.

N^o 63.
(48/8/31)

MADRID, 19 *mars* 1931.

MONSIEUR LE MINISTRE,

J'ai l'honneur, d'ordre du Secrétaire d'Etat principal de Sa Majesté aux Affaires étrangères, de notifier par la présente à Votre Excellence, en conformité avec l'article 16 a) de la Convention anglo-espagnole sur la procédure en matière civile, signée le 27 juin 1929, l'extension de l'effet de cette Convention à Jamaïque et à ses dépendances, à savoir les Iles Caïman et les Iles Turques et Caïques. En exécution de l'article 16 b) de la Convention, j'ai l'honneur de vous informer que l'autorité locale à laquelle doivent être transmises les demandes en vue de la signification des actes ou de la réception de dépositions est, pour Jamaïque, le « Registrar of the Supreme Court » à Kingston, et, pour les Iles Caïman et les Iles Turques et Caïques, le « Judge of the Grand Court » des Iles Caïman et le Commissaire et Juge des Iles Turques et Caïques respectivement. Je me permets d'ajouter que toutes les communications et traductions doivent être faites en langue anglaise.

Conformément à l'article 16 b) de la Convention, les extensions ainsi notifiées entreront en vigueur dans un mois à partir de la date de

¹ Traduit par le Secrétariat de la Société des Nations, à titre d'information.

¹ Translated by the Secretariat of the League of Nations, for information.

of this note, that is to say, on the 20th proximo.

In requesting that Your Excellency will be so good as to acknowledge the receipt of this communication, I have the honour to assure you of my highest consideration.

(Signed) George GRAHAME.

His Excellency,
Conde de Romanones,
Minister of State.

Certified true copy :

(Signed) J. H. Leche,
Secretary of Embassy.

la présente note, c'est-à-dire le 20 du mois prochain.

En priant Votre Excellence de bien vouloir accuser réception de la présente communication, j'ai l'honneur, etc.

(Signé) George GRAHAME.

Son Excellence
Comte de Romanones,
Ministre des Affaires étrangères.

II.

TEXTE ESPAGNOL. — SPANISH TEXT.

MINISTERIO DE ESTADO.

IV.
Núm. 125.

EXCMO. SEÑOR,

MADRID, 23 de mayo de 1931.

Muy señor mio : Tengo la honra de poner en conocimiento de V. E. que, me he enterado a los oportunos efectos, del contenido de su nota de 19 de marzo último, en la que participa haber recibido instrucciones de su Gobierno para que sean extendidos los efectos del Convenio sobre procedimiento civil entre España y la Gran Bretaña, de acuerdo con lo establecido en el artículo 16 (a) de dicho Convenio, a Jamaica y sus dependencias y que dicha notificación empezó a surtir efectos a partir del 20 de abril último.

Aprovecho esta oportunidad para reiterar a V. E. las seguridades de mi alta consideración.

p. d.

(Firmado) F. AGRAMONTE.

Excmo. Señor el Muy Honorable
Sir George Grahame
Embajador de Su Majestad Británica.

Certified true copy :

(Signed) J. H. Leche,
Secretary of Embassy.

¹ TRADUCTION.

MINISTÈRE D'ÉTAT.

IV.

N^o 125. MADRID, le 23 mai 1931.

MONSIEUR L'AMBASSADEUR,

J'ai l'honneur d'informer Votre Excellence que j'ai pris connaissance, à toutes fins utiles, du contenu de votre note du 19 mars dernier, par laquelle vous me faites part des instructions reçues de votre gouvernement en ce qui concerne l'extension des effets de la Convention sur la procédure en matière civile entre l'Espagne et la Grande-Bretagne, conformément aux dispositions de l'article 16 a) de ladite convention, à Jamaïque et ses dépendances et que ladite notification a pris effet à partir du 20 avril dernier.

Veuillez, etc.

P. A.

(Signé) F. AGRAMONTE.

Son Excellence

Sir George Grahame,
Ambassadeur de Sa Majesté britannique.

¹ TRANSLATION.

MINISTRY OF STATE.

IV.

No. 125. MADRID, May 23, 1931.

YOUR EXCELLENCY,

I have the honour to inform you that I have duly noted the contents of your Note of March 19th last to the effect that you have received instructions from your Government for the extension of the operation of the Civil Procedure Convention between Spain and Great Britain, in accordance with Article 16 (a) of the said Convention, to Jamaica and its dependencies, and that this extension came into force on April 20th last.

I have the honour, etc.

P. A.

(Signed) F. AGRAMONTE.

His Excellency

The Right Honourable Sir George Grahame,
Ambassador of His Britannic Majesty.

No. 2340. — TEMPORARY COMMERCIAL AGREEMENT² BETWEEN HIS MAJESTY'S GOVERNMENT IN THE UNITED KINGDOM AND THE GOVERNMENT OF THE UNION OF SOVIET SOCIALIST REPUBLICS. SIGNED AT LONDON, APRIL 16, 1930.

No 2340. — ACCORD² COMMERCIAL PROVISoire ENTRE LE GOUVERNEMENT DE SA MAJESTÉ DANS LE ROYAUME-UNI ET LE GOUVERNEMENT DE L'UNION DES RÉPUBLIQUES SOVIÉTISTES SOCIALISTES. SIGNÉ A LONDRES, LE 16 AVRIL 1930.

EXCHANGE OF NOTES RELATING TO THE EXTENSION TO CERTAIN BRITISH COLONIES OF THE PROVISIONS OF THE ABOVE AGREEMENT. MOSCOW, DECEMBER 1, 1930, AND JANUARY 19, 1931.

ECHANGE DE NOTES RELATIF A L'APPLICATION A CERTAINES COLONIES BRITANNIQUES DES DISPOSITIONS DE L'ACCORD CI-DESSUS. MOSCOU, LES 1^{er} DÉCEMBRE 1930 ET 19 JANVIER 1931.

Communiqué par le secrétaire d'Etat aux Affaires étrangères de Sa Majesté en Grande-Bretagne, le 3 juillet 1931.

Communicated by His Majesty's Secretary of States for Foreign Affairs in Great Britain, July 3, 1931.

¹ Traduit par le Secrétariat de la Société des Nations, à titre d'information.

² Vol. CI, page 409, de ce recueil.

¹ Translated by the Secretariat of the League of Nations, for information.

² Vol. CI, page 409, of this Series.

¹ TRADUCTION. — TRANSLATION.

I.

BRITISH EMBASSY.

No. 218.

MOSCOW, December 1, 1930.

YOUR EXCELLENCY,

Article 5 of the Temporary Commercial Agreement of April 16, 1930, between His Majesty's Government in the United Kingdom and the Government of the Union of Soviet Socialist Republics provides for the extension of the Agreement, on condition of reciprocity, to any of His Majesty's colonies, possessions or protectorates, or to any mandated territory administered by His Majesty's Government in the United Kingdom, if a notification to that effect is given to the Government of the Union of Soviet Socialist Republics by His Majesty's Ambassador in Moscow.

In accordance with the provisions of this article, I have the honour, by direction of His Majesty's Principal Secretary of State for Foreign Affairs, to inform Your Excellency that it is the desire of His Majesty's Government in the United Kingdom that the provisions of the Temporary Commercial Agreement of April 16th, 1930, shall apply, from the date of this note, to the following colonies :

Bermuda, British Guiana, Falkland Islands, Jamaica (including Turks and Caicos Islands and Cayman Islands), Malta, Seychelles, Trinidad and Tobago, Windward Islands : Grenada, St-Lucia, St. Vincent.

I avail myself of this opportunity to renew to Your Excellency the expression of my highest consideration and esteem.

(Signed) Esmond OVEY.

His Excellency

Monsieur Maxim Litvinov,
People's Commissar for Foreign Affairs,
Moscow.

I.

AMBASSADE BRITANNIQUE.

N^o 218.

MOSCOU, 1^{er} décembre 1930.

MONSIEUR LE COMMISSAIRE DU PEUPLE,

L'article 5 de l'Accord commercial provisoire du 16 avril 1930 conclu entre le Gouvernement de Sa Majesté dans le Royaume-Uni et le Gouvernement de l'Union des Républiques soviétistes socialistes prévoit l'extension de l'accord, sous réserve de réciprocité, à toute colonie ou possession ou à tout protectorat de Sa Majesté, ainsi qu'à tout territoire mandaté administré par le Gouvernement de Sa Majesté dans le Royaume-Uni, si une notification est faite à cet effet au Gouvernement de l'Union des Républiques soviétistes socialistes par l'Ambassadeur de Sa Majesté à Moscou.

Conformément aux dispositions dudit article, j'ai l'honneur, d'ordre du secrétaire d'Etat principal de Sa Majesté aux Affaires étrangères, d'informer Votre Excellence que le Gouvernement de Sa Majesté dans le Royaume-Uni désire que les dispositions de l'Accord commercial provisoire du 16 avril 1930 s'appliquent, à partir de la date de la présente note, aux colonies ci-après :

Bermudes, Guyane britannique, Iles Falkland, Jamaïque (y compris les Iles Turques et Caïques et les Iles Caïman), Malte, Seychelles, Trinité et Tobago, Iles du Vent : Grenade, Sainte-Lucie, Saint-Vincent.

Veillez, etc.,

(Signé) Esmond OVEY.

Son Excellence

Monsieur Maxim Litvinov,
Commissaire du Peuple
aux Affaires étrangères,
Moscou.

¹ Traduit par le Secrétariat de la Société des Nations, à titre d'information.

¹ Translated by the Secretariat of the League of Nations, for information.

TEXTE RUSSE. — RUSSIAN TEXT.

II.

19 января 1931 года.

Копия.

Господин Посол,

Имею честь подтвердить получение Вашей ноты № 218 от 1-го декабря 1930 года, содержащей сообщение о желании Британского Правительства, в соответствии со статьей 5 Временного Торгового Соглашения, заключенного 16-го апреля 1930 года между Правительством Союза ССР. и Правительством Его Величества в Соединенном Королевстве, распространить действие означенного Соглашения на некоторые британские владения и колонии, а именно : Бермуда, Британская Гвиана, Фальклэндские Острова, Ямайка (включая острова Туркские, Кайманские, и Каикос), Мальта, Сейшеллы, Тринидад и Тобаго, Виндвардские острова : — Гренада, Св. Лючия, Св. Винцент.

Настоящим сообщая, что Правительство Союза ССР. со своей стороны согласно на распространение действия вышеупомянутого Соглашения на перечисленные британские владения и колонии.

Пользуюсь случаем засвидетельствовать Вам, Господин Посол, мои уверения в совершенном почтении.

(Подписано) М. Литвинов.

Сэру Эмонду Овий,
Чрезвычайному и Полномочному
Послу Великобритании,
Москва.

¹ TRADUCTION.

19 janvier 1931.

MONSIEUR L'AMBASSADEUR,

J'ai l'honneur d'accuser réception de votre note № 218 du 1^{er} décembre 1930, portant notification du désir du Gouvernement britannique, conformément à l'article 5 de l'Accord commercial provisoire conclu le 16 avril 1930 entre le Gouvernement de l'Union des Républiques soviétistes socialistes et le Gouvernement de Sa Majesté dans le Royaume-Uni, d'étendre l'effet dudit accord à certaines possessions et colonies britanniques, à savoir :

Bermudes, Guyane britannique, Iles Falkland, Jamaïque (y compris les îles Turques

¹ TRANSLATION.

January 19, 1931.

SIR,

I have the honour to acknowledge receipt of your Note No. 218 of December 1st, 1930, communicating the desire of the British Government, in accordance with Article 5 of the Temporary Commercial Agreement, concluded on April 16th, 1930 between the Government of the Union of Soviet Socialist Republics and His Majesty's Government in the United Kingdom, to extend the application of the said Agreement to certain British possessions and colonies, namely :

Bermuda, British Guiana, the Falkland Islands, Jamaica (including Turks and

¹ Traduit par le Secrétariat de la Société des Nations, à titre d'information.

¹ Translated by the Secretariat of the League of Nations, for information.

et Caïques et les îles Caïman), Malte, Seychelles, Trinité et Tobago, Îles du Vent : Grenade, Sainte-Lucie, Saint-Vincent.

Je m'empresse de vous informer par la présente que le Gouvernement de l'Union des Républiques soviétistes socialistes accepte de son côté l'extension de l'effet dudit accord aux possessions et colonies britanniques énumérées ci-dessus.

Veillez, etc.

(Signé) M. LITVINOV.

Sir Esmond Ovey,
Envoyé extraordinaire et
Ministre plénipotentiaire
de Grande-Bretagne,
Moscou.

Caicos Islands and Cayman Islands), Malta, Seychelles, Trinidad and Tobago, Windward Islands : Grenada, St. Lucia, St. Vincent.

I have the honour to state that the Government of the Union of Soviet Socialist Republics for its part agrees to extend the application of the above-mentioned Agreement to the British possessions and colonies in question.

I avail myself of this opportunity, etc.

(Signed) M. LITVINOV.

Sir Esmond Ovey,
British Ambassador,
Moscow.

N^o 2360. — CONVENTION¹ ENTRE L'AUTRICHE, L'ITALIE, LA POLOGNE, LA ROUMANIE, LE ROYAUME DES SERBES CROATES ET SLOVÈNES ET LA TCHÉCOSLOVAQUIE, CONCERNANT LE RÈGLEMENT DE DIVERSES CATÉGORIES DE PENSIONS QUI N'ONT PAS ÉTÉ RÉGLÉES PAR LA CONVENTION DE ROME EN DATE DU 6 AVRIL 1922. SIGNÉE A VIENNE, LE 30 NOVEMBRE 1923.

Communiquée par le délégué permanent du Royaume de Yougoslavie auprès de la Société des Nations, le 15 avril 1931.

No. 2360. — CONVENTION¹ BETWEEN AUSTRIA, ITALY, POLAND, ROUMANIA, THE KINGDOM OF THE SERBS, CROATS AND SLOVENES AND CZECHOSLOVAKIA, CONCERNING THE SETTLEMENT OF VARIOUS CLASSES OF PENSIONS WHICH WERE NOT REGULATED BY THE ROME CONVENTION OF APRIL 6, 1922. SIGNED AT VIENNA, NOVEMBER 30, 1923.

Communicated by the Permanent Delegate of the Kingdom of Yugoslavia accredited to the League of Nations, April 15, 1931.

N^o 2361. — CONVENTION² ENTRE L'AUTRICHE, L'ITALIE, LA ROUMANIE, LE ROYAUME DES SERBES, CROATES ET SLOVÈNES ET LA TCHÉCOSLOVAQUIE, CONCERNANT LE RÈGLEMENT DES PENSIONS PROVINCIALES, COMMUNALES ET DE DISTRICTS. SIGNÉE A VIENNE, LE 30 NOVEMBRE 1923.

Communiquée par le délégué permanent du Royaume de Yougoslavie auprès de la Société des Nations, le 15 avril 1931.

No. 2361. — CONVENTION² BETWEEN AUSTRIA, ITALY, ROUMANIA, THE KINGDOM OF THE SERBS, CROATS AND SLOVENES AND CZECHOSLOVAKIA, REGULATING PROVINCIAL, COMMUNAL AND DISTRICT PENSIONS. SIGNED AT VIENNA, NOVEMBER 30, 1923.

Communicated by the Permanent Delegate of the Kingdom of Yugoslavia accredited to the League of Nations, April 15, 1931.

¹ Vol. CII, page 153, de ce recueil.

² Vol. CII, page 183, de ce recueil.

¹ Vol. CII, page 153, of this Series.

² Vol. CII, page 183, of this Series.

N^o 2368. — CONVENTION¹ POSTALE UNIVERSELLE, AVEC PROTOCOLE FINAL, RÈGLEMENT D'EXÉCUTION ET PROTOCOLE FINAL, ET DISPOSITIONS CONCERNANT LE TRANSPORT DE LA POSTE AUX LETTRES PAR VOIE AÉRIENNE, AVEC PROTOCOLE FINAL. SIGNÉS A LONDRES, LE 28 JUIN 1929.

No. 2368. — UNIVERSAL POSTAL CONVENTION¹, WITH FINAL PROTOCOL, DETAILED REGULATIONS AND FINAL PROTOCOL, AND PROVISIONS RELATING TO THE CONVEYANCE OF LETTER POST BY AIR, WITH FINAL PROTOCOL. SIGNED AT LONDON, JUNE 28, 1929.

RATIFICATIONS

ROYAUME-UNI 3 décembre 1930.

La signature et la ratification du Royaume-Uni comprennent :

Terreneuve
Rhodésie du Sud
Bahamas
Barbade
Protectorat du Betchouanaland
Bermudes
Guyane britannique
Honduras britannique
Ceylan
Chypre
Iles Falkland et dépendances
Fidji
Cambie (Colonie et Protectorat)
Gibraltar
Côte de l'Or
a) Colonie
b) Ashanti
c) Territoires septentrionaux
d) Togo
Hong-Kong
Jamaïque
(Iles Turques et Caïques et îles Caïman)
Kenya (Colonie et Protectorat)
Iles sous le Vent :
Antigua
Dominique
Montserrat
St-Christophe et Nevis
Iles Vierges
Etats malais :
a) Etats malais fédérés :
Negri Sembilan
Pahang
Perak
Selangor

RATIFICATIONS .

UNITED KINGDOM ... December 3, 1930.

The Signature and ratification by the United Kingdom include :

Newfoundland
Southern Rhodesia
Bahamas
Barbados
Bechuanaland Protectorate
Bermuda
British Guiana
British Honduras
Ceylon
Cyprus
Falkland Islands and Dependencies
Fiji
Gambia (Colony and Protectorate)
Gibraltar
Gold Coast :
(a) Colony
(b) Ashanti
(c) Northern Territories
(d) Togoland
Hong Kong
Jamaica (including Turks, Caicos Islands and the Cayman Islands)
Kenya (Colony and Protectorate)
Leeward Islands :
Antigua
Dominica
Montserrat
St. Christopher and Nevis
Virgin Islands
Malay States :
(a) Federated Malay States :
Negri Sembilan
Pahang
Perak
Selangor

¹ Vol. CII, page 245, de ce recueil.

¹ Vol. CII, page 245, of this Series.

b) Etats malais non fédérés :		(b) Unfederated Malay States :	
Johore		Johore	
Kedah		Kedah	
Kelantan		Kelantan	
Perlis		Perlis	
Trengganu		Trengganu	
Brunei		Brunei	
Malte		Malta	
Ile Maurice		Mauritius	
Nigéria		Nigeria	
a) Colonie		(a) Colony	
b) Protectorat		(b) Protectorate	
c) Cameroun		(c) Camerouns	
Bornéo du Nord		North Borneo, State of	
Rhodésie du Nord		North Rhodesia	
Protectorat du Nyassaland		Nyasaland Protectorate	
Palestine (y compris la Transjordanie)		Palestine (including Transjordan)	
Ste-Hélène et Ascension		St. Helena and Ascension	
Sarawak		Sarawak	
Seychelles		Seychelles	
Sierra-Leone (Colonie et Protectorat)		Sierra Leone (Colony and Protectorate)	
Protectorat du Somaliland		Somaliland Protectorate	
Straits Settlements		Straits Settlements	
Swaziland		Swaziland	
Territoire de Tanganyika		Tanganyika Territory	
Trinité et Tobago		Trinidad and Tobago	
Protectorat de l'Ouganda		Uganda Protectorate	
Protectorat des Iles Salomon britanniques		Western Pacific, Islands of British Solomon Islands Protectorate	
Colonie des Iles Gilbert et Ellice		Gilbert and Ellice Islands Colony	
Iles du Vent :		Windward Islands :	
Grenade		Grenada	
Sainte-Lucie		St. Lucia	
Saint-Vincent		St. Vincent	
Protectorat de Zanzibar.		Zanzibar Protectorate.	
COLONIES ITALIENNES	10 septembre 1930.	ITALIAN COLONIES ...	September 10, 1930.
CHINE	3 octobre 1930.	CHINA	October 3, 1930.
ALLEMAGNE	21 octobre 1930.	GERMANY	October 21, 1930.
UNION SUD - AFRICAINE ET TERRITOIRE SOUS MANDAT DU SUD - OUEST		UNION OF SOUTH AFRICA AND THE MANDATED TERRITORY OF SOUTH WEST AFRICA ...	
AFRICAIN	29 octobre 1930.	WEST AFRICA ...	October 29, 1930.
YUGOSLAVIE	31 octobre 1930.	YUGOSLAVIA	October 31, 1930.
JAPON, CORÉE et AUTRES DÉPENDANCES JAPONAISES	14 novembre 1930.	JAPAN, CHOSEN AND THE OTHER JAPANESE DEPENDENCIES	November 14, 1930.
ROUMANIE	21 novembre 1930.	ROUMANIA	November 21, 1930.
IRAK	20 janvier 1931.	IRAQ	January 20, 1931.
EGYPTE	27 janvier 1931.	EGYPT	January 27, 1931.
PERSE	11 février 1931.	PERSIA	February 11, 1931.
COLOMBIE	19 mars 1931.	COLOMBIA	March 19, 1931.
COSTA-RICA	27 mars 1931.	COSTA-RICA	March 27, 1931.
ETHIOPIE	26 mai 1931.	ABYSSINIA	May 26, 1931.

N^o 2369. — ARRANGEMENT¹ CONCERNANT LES LETTRES ET LES BOITES AVEC VALEUR DÉCLARÉE, AVEC PROTOCOLE FINAL ET RÈGLEMENT D'EXÉCUTION. SIGNÉS A LONDRES, LE 28 JUIN 1929.

No. 2369. — AGREEMENT¹ CONCERNING INSURED LETTERS AND BOXES, WITH FINAL PROTOCOL AND DETAILED REGULATIONS. SIGNED AT LONDON, JUNE 28, 1929.

RATIFICATIONS :

COLOMBIE 19 mars 1931.
ETHIOPIE 26 mai 1931.

Dans la liste des territoires publiée à la page 12 du volume CIII (renvoi 1), le mot « Palestine » doit être considéré comme comprenant la Palestine et la Transjordanie.

La signature et la ratification de cet arrangement par le Gouvernement de Sa Majesté dans le Royaume-Uni doivent être considérées comme comprenant :

Le PROTECTORAT DE ZANZIBAR et les ETATS DE JOHORE, KELANTAN, TRENGGANU et BRUNÉI, à partir du 20 juillet 1931.

RATIFICATIONS.

COLOMBIA March 19, 1931.
ABYSSINIA May 26, 1931.

In the list of territories published on page 12 of Vol. CIII (Footnote 1), the word " Palestine " is to be regarded as meaning " Palestine and Transjordan ".

The signature and ratification of this Agreement by His Majesty's Government in the United Kingdom should be regarded as including :

The ZANZIBAR PROTECTORATE and the STATES OF JOHORE, KELANTAN, TRENGGANU and BRUNEI, as from July 20, 1931.

N^o 2370. — ARRANGEMENT² CONCERNANT LES COLIS POSTAUX AVEC PROTOCOLE FINAL, RÈGLEMENT D'EXÉCUTION ET DISPOSITIONS CONCERNANT LE TRANSPORT DES COLIS POSTAUX PAR VOIE AÉRIENNE. SIGNÉS A LONDRES, LE 28 JUIN 1929.

No. 2370. — PARCEL POST AGREEMENT², WITH FINAL PROTOCOL, DETAILED REGULATIONS AND PROVISIONS RELATING TO THE CONVEYANCE OF PARCEL POST BY AIR. SIGNED AT LONDON, JUNE 28, 1929.

RATIFICATIONS

COLOMBIE 19 mars 1931.
COSTA-RICA 27 mars 1931.
ETHIOPIE 26 mai 1931.

RATIFICATIONS.

COLOMBIA March 19, 1931.
COSTA-RICA March 27, 1931.
ABYSSINIA May 26, 1931.

¹ Vol. CIII, page 5, de ce recueil.

² Vol. CIII, page 73, de ce recueil.

¹ Vol. CIII, page 5, of this Series.

² Vol. CIII, page 73, of this Series.

N^o 2371. — ARRANGEMENT¹ CONCERNANT LES MANDATS DE POSTE. AVEC RÈGLEMENT D'EXÉCUTION. SIGNÉS A LONDRES, LE 28 JUIN 1929.

No. 2371. — MONEY ORDER AGREEMENT¹, WITH DETAILED REGULATIONS. SIGNED AT LONDON, JUNE 28, 1929.

RATIFICATIONS

COLOMBIE... .. 19 mars 1931.
ETHIOPIE 26 mai 1931.

RATIFICATIONS.

COLOMBIA March 19, 1931.
ABYSSINIA May 26, 1931.

N^o 2372. — ARRANGEMENT² CONCERNANT LES VIREMENTS POSTAUX, AVEC RÈGLEMENT D'EXÉCUTION. SIGNÉS A LONDRES, LE 28 JUIN 1929.

No. 2372. — AGREEMENT² CONCERNING TRANSFER TO AND FROM POSTAL CHEQUE ACCOUNTS, WITH DETAILED REGULATIONS. SIGNED AT LONDON, JUNE 28, 1929.

RATIFICATION

ETHIOPIE 26 mai 1931.

RATIFICATION.

ABYSSINIA May 26, 1931.

N^o 2373. — ARRANGEMENT³ CONCERNANT LES RECOUVREMENTS, AVEC RÈGLEMENT D'EXÉCUTION. SIGNÉS A LONDRES, LE 28 JUIN 1929.

No. 2373. — AGREEMENT³ CONCERNING THE COLLECTION OF BILLS, DRAFTS, ETC., WITH DETAILED REGULATIONS, SIGNED AT LONDON, JUNE 28, 1929.

RATIFICATION

ETHIOPIE 26 mai 1931.

RATIFICATION.

ABYSSINIA May 26, 1931.

¹ Vol. CIII, page 249, de ce recueil.

² Vol. CIII, page 321, de ce recueil.

³ Vol. CIII, page 377, de ce recueil.

¹ Vol. CIII, page 249, of this Series.

² Vol. CIII, page 321, of this Series.

³ Vol. CIII, page 377, of this Series.

N° 2374. — ARRANGEMENT¹ CONCERNANT LES ABONNEMENTS AUX JOURNAUX ET ÉCRITS PÉRIODIQUES, AVEC RÉGLEMENT D'EXÉCUTION. SIGNÉS A LONDRES, LE 28 JUIN 1929.

No. 2374. — AGREEMENT¹ CONCERNING SUBSCRIPTIONS TO NEWSPAPERS AND PERIODICALS, WITH DETAILED REGULATIONS. SIGNED AT LONDON, JUNE 28, 1929.

RATIFICATIONS

COLOMBIE 19 mars 1931.
ETHIOPIE 26 mai 1931.

RATIFICATIONS.

COLOMBIA March 19, 1931.
ABYSSINIA May 26, 1931.

N° 8 (a). — CONVENTION² RELATIVE A LA RÉPRESSION DE LA TRAITE DES BLANCHES. SIGNÉE A PARIS, LE 4 MAI 1910.

No. 8 (a). — CONVENTION² FOR THE SUPPRESSION OF THE WHITE SLAVE TRAFFIC. SIGNED AT PARIS, MAY 4, 1910.

ADHÉSIONS

CUBA 5 avril 1923.
SUISSE 30 janvier 1925.

ACCESSIONS

CUBA April 5, 1923.
SWITZERLAND January 30, 1925.

RATIFICATION

ITALIE 28 mai 1924.

RATIFICATION.

ITALY... .. May 28, 1924.

Communiquées par le ministre des Affaires étrangères de la République française, le 27 mars 1931.

Communicated by the Minister for Foreign Affairs of the French Republic, March 27, 1931.

N° 66 a). — CONVENTION³ CONCERNANT LA LIMITATION DE L'EMPLOI DE LA FORCE POUR LE RECOUVREMENT DES DETTES CONTRACTUELLES. CONCLUE A LA DEUXIÈME CONFÉRENCE DE LA PAIX, A LA HAYE, LE 18 OCTOBRE 1907.

No. 66 (a). — CONVENTION³ CONCERNING LIMITATION OF EMPLOYMENT OF FORCE FOR THE RECOVERY OF CONTRACT DEBTS. CONCLUDED AT THE SECOND PEACE CONFERENCE AT THE HAGUE, OCTOBER 18, 1907.

DENONCIATION

DÉNONCIATION PAR LE MEXIQUE, effective à partir du 21 avril 1932.

DENUNCIATION.

DENUNCIATION BY MEXICO, effective as from April 21, 1932.

Communiquée par le ministre des Pays-Bas à Berne, le 19 juin 1931.

Communicated by the Netherlands Minister at Berne, June 19, 1931.

¹ Vol. CIII, page 429, de ce recueil.

² Vol. III, page 278 ; vol. XI, page 428 ; vol. XXIV, page 206 ; et vol. XXXV, page 334, de ce recueil.

³ Vol. LIV, page 437, de ce recueil.

¹ Vol. CIII, page 429, of this Series.

² Vol. III, page 278 ; Vol. XI, page 429 ; Vol. XXIV, page 207 ; and Vol. XXXV, page 335, of this Series.

³ Vol. LIV, page 437, of this Series.

¹ TRADUCTION. — TRANSLATION.

No. 107 (a). — EXTRADITION TREATY²
BETWEEN GREAT BRITAIN AND SAL-
VADOR. SIGNED AT PARIS, JUNE 23,
1881.

N^o 107 a). — TRAITÉ² D'EXTRADITION
ENTRE LA GRANDE-BRETAGNE ET LE
SALVADOR. SIGNÉ A PARIS, LE 23
JUIN 1881.

EXCHANGE OF NOTES REGARDING THE EXTEN-
SION TO CERTAIN MANDATED TERRITORIES OF
THE ABOVE TREATY. SAN SALVADOR, JULY 17,
AUGUST 8, NOVEMBER 12 AND 19, 1930.

ECHANGE DE NOTES RELATIF A L'APPLICATION
A CERTAINS TERRITOIRES SOUS MANDAT DU
TRAITÉ CI-DESSUS. SAN SALVADOR, LES
17 JUILLET, 8 AOÛT, 12 ET 19 NOVEMBRE 1930.

*Communiqué par le secrétaire d'Etat aux
Affaires étrangères de Sa Majesté en Grande-
Bretagne, le 2 mai 1931.*

*Communicated by His Majesty's Secretary of
State for Foreign Affairs in Great Britain,
May 2nd, 1931.*

I.

I.

BRITISH LEGATION.

LÉGATION BRITANNIQUE.

SAN SALVADOR, 17th July, 1930.

SAN SALVADOR, le 17 juillet 1930.

EXCELLENCY,

MONSIEUR LE MINISTRE,

I have the honour to inform you that, in order that adequate provision may exist for the extradition of fugitive offenders from and to territories in respect of which mandates on behalf of the League of Nations have been accepted by His Britannic Majesty, His Majesty's Government in Great Britain consider it desirable that the provisions of existing extradition treaties concluded by His Majesty should be made applicable to the mandated territories of Palestine (excluding Transjordan), Cameroons (British sphere), Togoland (British sphere), and Tanganyika Territory. His Majesty's Governments in the Commonwealth of Australia, in New Zealand and in the Union of South Africa, respectively, similarly desire that the provisions of those treaties should be made applicable to the mandated territories of New Guinea, to Western Samoa, and to South-West Africa. It is also desired that the provisions of those treaties should be made applicable to Nauru.

J'ai l'honneur de vous informer que, pour permettre l'extradition des délinquants fugitifs en provenance et à destination des territoires pour lesquels des mandats au nom de la Société des Nations ont été acceptés par Sa Majesté britannique, le Gouvernement de Sa Majesté en Grande-Bretagne estime qu'il est désirable que les dispositions des traités d'extradition existants, conclus par Sa Majesté, soient rendues applicables aux territoires sous mandat de la Palestine (à l'exclusion de la Transjordanie), du Cameroun (sphère britannique), du Togo (sphère britannique) et du territoire du Tanganyika. Pareillement, les Gouvernements de Sa Majesté dans le Commonwealth d'Australie, en Nouvelle-Zélande et dans l'Union Sud-Africaine, respectivement, désirent que les dispositions de ces traités soient rendues applicables aux territoires sous mandat de la Nouvelle-Guinée, au Samoa Occidental et au Sud-Ouest Africain. Il est également désiré que les dispositions de ces traités soient rendues applicables à Nauru.

¹ Traduit par le Secrétariat de la Société des Nations, à titre d'information.

¹ Translated by the Secretariat of the League of Nations, for information.

² DE MARTENS, *Nouveau Recueil général de Traités*, deuxième série, tome VIII, page 731.

² *British and Foreign State Papers*, Vol. 72, page 13.

2. I have accordingly the honour to enquire whether the Government of the Republic of Salvador agree that the provisions of the existing Extradition Treaty signed at Paris on the 23rd June, 1881, shall be deemed to apply to those territories. In this event the present note and Your Excellency's reply to that effect would be regarded as placing upon formal record the understanding arrived at between the respective governments that the provisions of that Treaty shall henceforth apply to Palestine (excluding Transjordan), Cameroons (British sphere), Togoland (British sphere), Tanganyika Territory, New Guinea, Nauru, Western Samoa, and South-West Africa, the requisitions for extradition from and to those territories being made in accordance therewith, in like manner as if those territories were possessions of His Britannic Majesty, and as if nationals or natives of those territories were British subjects.

3. I have the honour to add that for the purposes of this agreement the following would be regarded as the "governor or chief authority" referred to in Article XVII of the said Treaty :

Palestine : the High Commissioner, or the officers for the time being administering the government.

Cameroons : (British sphere) : the Governor of Nigeria or the officers for the time being administering the government.

Togoland (British sphere) : the Governor of the Gold Coast or the officers for the time being administering the government.

Tanganyika Territory : the Governor or the officers for the time being administering the government.

New Guinea : the Administrator, Rabaul, New Guinea.

Western Samoa : the Administrator of Western Samoa.

South West Africa : the Administrator of South-West Africa.

Nauru : the Administrator, Nauru.

4. If the Salvadorean Government agree to this proposal I should be glad to be informed of the designations of the consular officers of Salvador, who, for the purpose of Article XVII

2. En conséquence, j'ai l'honneur de vous demander de bien vouloir me faire savoir si le Gouvernement de la République du Salvador est disposé à considérer comme s'appliquant à ces territoires les dispositions du Traité d'extradition en vigueur, signé à Paris le 23 juin 1881. Dans l'affirmative, la présente note et la réponse de Votre Excellence à cette note seraient considérées comme consacrant de façon formelle l'entente intervenue entre les Gouvernements respectifs et aux termes de laquelle les dispositions dudit traité seront désormais applicables à la Palestine (à l'exclusion de la Transjordanie), au Cameroun (sphère britannique), au Togo (sphère britannique), au Territoire du Tanganyika, à la Nouvelle-Guinée, à Nauru, au Samoa Occidental et au Sud-Ouest Africain, les demandes d'extradition en provenance et à destination de ces territoires devant être faites conformément aux dites dispositions, comme si ces territoires étaient des possessions de Sa Majesté britannique et comme si les ressortissants ou les indigènes de ces territoires étaient des sujets britanniques.

3. J'ai l'honneur d'ajouter qu'aux fins du présent accord, devraient être considérés comme « le gouverneur ou l'autorité principale » visés à l'article XVII dudit traité :

Palestine : le Haut Commissaire ou les fonctionnaires qui, au moment de la demande, exercent le gouvernement ;

Cameroun (sphère britannique) : le Gouverneur de la Nigéria ou les fonctionnaires qui, au moment de la demande, exercent le gouvernement ;

Togo (sphère britannique) : le Gouverneur de la Côte de l'Or ou les fonctionnaires qui, au moment de la demande, exercent le gouvernement ;

Territoire du Tanganyika : le Gouverneur ou les fonctionnaires qui, au moment de la demande, exercent le gouvernement ;

Nouvelle-Guinée : l'Administrateur, à Rabaul, Nouvelle-Guinée ;

Samoa Occidental : l'Administrateur du Samoa Occidental ;

Sud-Ouest Africain : l'Administrateur du Sud-Ouest Africain ;

Nauru : l'Administrateur, Nauru.

4. Si le Gouvernement du Salvador donne son adhésion à la présente proposition, je serais heureux de savoir quels seraient les agents consulaires du Salvador qui, en exécution de l'ar-

of the said Treaty would in each case be regarded as the "chief consular officer" by whom requisition shall be made from the respective mandated territories.

I avail myself of this opportunity to renew to Your Excellency the assurances of my highest esteem and consideration.

(Signed) A. MURRAY SIMPSON.

ticle XVII dudit traité, devraient être considérés comme étant le « principal agent consulaire » chargé d'adresser les demandes d'extradition dans chacun des territoires sous mandat.

Je saisis, etc.

(Signé) A. MURRAY SIMPSON.

His Excellency
Señor Doctor
don Francisco Martinez Suarez,
Minister for Foreign Affairs,
San Salvador.

A Son Excellence
Monsieur le Docteur
Francisco Martinez Suarez,
Ministre des Affaires étrangères,
San Salvador.

II.

TEXTE ESPAGNOL. — SPANISH TEXT.

SAN SALVADOR, 8 de agosto de 1930.

SEÑOR ENCARGADO DE NEGOCIOS :

Tengo a la vista las notas que esa Legación ha dirigido a esta Secretaría, de fechas 19 de diciembre de 1927, 26 de febrero y 29 de agosto de 1929, 29 de abril, 2 y 17 de julio del año en curso, todas relativas a la gestión ante este Gobierno para que el Tratado de Extradición firmado en París el 23 de junio de 1881 por el Salvador y la Gran Bretaña, se haga extensivo a los territorios bajo mandato de la Sociedad de las Naciones : Palestina, excepto la Transjordania ; los Camerones (jurisdicción británica) ; Togolandia (jurisdicción británica) ; y el territorio de Tanganyika ; lo mismo que a los de Nueva Guinea, Nauru, Samoa Occidental y Sudoeste de Africa.

Manifiesta Vuestra Señoría, que en caso de conformidad de este Gobierno, la última nota de fecha 17 del que corre, y la de contestación de esta Secretaría, se considerarán como formal declaración del convenio ajustado entre los respectivos Gobiernos sobre que las disposiciones mencionadas y que las peticiones de extradición de y para dichos territorios se harán conforme el convenio, como si ellos fueran posesiones británicas y como si sus nacionales o nativos fueran súbditos británicos. Y agrega, que para los propósitos del convenio, se considerarán como « gobernador o autoridad principal » que indica el Art. XVII del mismo Tratado, los siguientes :

- En Palestina, el Alto Comisario o los funcionarios que ejerzan el gobierno ;
- En los Camerones, el Gobernador de Nigricia, o los funcionarios que ejerzan el gobierno ;
- En Togolandia, el Gobernador de la Costa de Oro, o los funcionarios que ejerzan el gobierno ;
- En Nueva Guinea, el Administrador, Rabaul, Nueva Guinea ;
- En Samoa Occidental, el Administrador del mismo territorio ;
- En Sudoeste de Africa, el Administrador del mismo, y
- En Naurú, el Administrador, Naurú.

Aunque, como he dicho al principio, he tenido a la vista las varias notas de esa Legación sobre el asunto, estando, como en efecto está este resumido en la última, y no encontrando, por otra parte,

ningún inconveniente en acceder a ajustar el convenio de referencia, pues son justas las razones consignadas en las expresadas notas, me es grato hacerlo así presente a Vuestra Señoría, y por lo tanto, dicho convenio debe tenerse en vigor desde esta fecha.

Solamente me queda por exponer, que como El Salvador no tiene en los Territorios expresados ningún funcionario consular o diplomático, en cada caso que ocurra tendrá que disponer lo conveniente, pudiendo valerse de autoridad o funcionario de otra nación amiga.

Renuevo a Vuestra Señoría las seguridades de mi más alta consideración.

F. MARTINEZ SUAREZ.

Honorable Señor Don Alexander Murray Simpson,
Encargado de Negocios ad-interim, de la
Gran Bretaña.

¹ TRADUCTION.

SAN SALVADOR, le 8 août 1930.

MONSIEUR LE CHARGÉ D'AFFAIRES,

J'ai l'honneur d'accuser réception des notes que la Légation britannique a adressées au Secrétariat des Affaires étrangères les 19 décembre 1927, 26 février et 29 août 1929, 29 avril, 2 et 17 juillet de l'année en cours, au sujet des démarches faites auprès de mon Gouvernement pour que les dispositions du Traité d'extradition signé à Paris le 23 juin 1881 par le Salvador et la Grande-Bretagne soient étendues aux territoires suivants placés sous mandat de la Société des Nations : Palestine (à l'exception de la Transjordanie) ; Cameroun (sphère britannique) ; Togo (sphère britannique) ; territoire du Tanganyika ; Nouvelle-Guinée, Nauru, Samoa Occidental et Sud-Ouest Africain.

Vous m'informez qu'en cas d'adhésion de mon gouvernement, votre dernière note en date du 17 juillet et la réponse du Secrétariat des Affaires étrangères du Salvador seront considérées comme consacrant de façon formelle l'accord intervenu entre les gouvernements respectifs au sujet des dispositions susmentionnées, les demandes d'extradition en provenance et à destination desdits territoires devant être établies conformément à cette entente, comme si ces territoires étaient des possessions britanniques et comme si leurs ressortissants ou leurs indigènes étaient des sujets britanniques. Vous ajoutez qu'aux fins

¹ TRANSLATION.

SAN SALVADOR, August 8, 1930.

SIR,

I have before me the notes that your Legation has forwarded to the Ministry of Foreign Affairs dated December 19th, 1927, February 26th and August 29th, 1929, and April 29, July 2nd and July 17th of the present year, all of which refer to negotiations with this Government with a view to the Extension of the Extradition Treaty signed in Paris on June 23rd, 1881, by Salvador and Great Britain to the following territories under mandate of the League of Nations : Palestine (excluding Transjordan), Cameroons (British sphere), Togoland (British sphere) and Tanganyika Territory, and to the mandated territories of New Guinea, Nauru, Western Samoa and South-West Africa.

You state that should my Government agree, your last note of the 17th instant and the reply from this Ministry would be regarded as placing upon formal record the understanding arrived at between the respective Governments with regard to the provisions of that Treaty and that requisitions for extradition from and to those territories should be made in accordance with the agreement, in like manner as if those territories were British possessions and as if nationals or natives of those territories were British subjects. You add that for the purposes of this agreement the following would be regarded

¹ Traduit par le Secrétariat de la Société des Nations, à titre d'information.

¹ Translated by the Secretariat of the League of Nations, for information.

dudit accord, seront considérés comme étant « le gouverneur ou l'autorité principale » visée à l'article XVII du traité en question :

En Palestine, le Haut-Commissaire ou les fonctionnaires exerçant le gouvernement ;

Au Cameroun, le Gouverneur de la Nigéria ou les fonctionnaires exerçant le gouvernement ;

Au Togo, le Gouverneur de la Côte de l'Or ou les fonctionnaires exerçant le gouvernement ;

Dans la Nouvelle-Guinée, l'Administrateur, à Rabaul, Nouvelle-Guinée ;

Dans le Samoa Occidental, l'Administrateur dudit territoire ;

Dans le Sud-Ouest Africain, l'Administrateur dudit territoire ;

A Nauru, l'Administrateur, Nauru.

Ayant eu en mains, ainsi que je l'ai dit au début de la présente lettre, les diverses notes de votre Légation, sur cette question, lesquelles se trouvent en fait résumées dans la dernière, et comme d'autre part je ne vois aucun inconvénient à adhérer à l'accord en question, en raison du bien-fondé des motifs contenus dans les notes susdites, je suis heureux de pouvoir porter à votre connaissance que ledit accord devra être considéré comme entrant en vigueur à compter de ce jour.

Il me reste seulement à vous informer que, le Salvador n'ayant dans les territoires ci-dessus énumérés aucun agent consulaire ou diplomatique, mon Gouvernement devra dans chaque cas prendre les mesures requises en ayant recours, le cas échéant, aux bons offices d'une autorité ou d'un fonctionnaire d'une autre nation amie.

Je renouvelle, etc.

F. MARTINEZ SUAREZ.

Monsieur Alexander Murray Simpson,
Chargé d'Affaires par intérim
de la Grande-Bretagne.

as the "governor or chief authority" referred to in Article XVII of the said Treaty :

Palestine : the High Commissioner, or the officers for the time being administering the government.

Cameroons : the Governor of Nigeria or the officers for the time being administering the government.

Togoland : the Governor of the Gold Coast or the officers for the time being administering the government.

New Guinea : the Administrator, Rabaul, New Guinea.

Western Samoa : the Administrator of Western Samoa.

South-West Africa : the Administrator of South-West Africa.

Nauru : the Administrator, Nauru.

Having received, as I stated at the beginning of this letter, the various notes from your Legation with regard to this matter, which notes are in fact summarised in your last communication, and as, moreover, I see no objection to acceding to the agreement in question, since the reasons set forth in the above-mentioned notes are valid, I have great pleasure in informing you that the said agreement should be deemed to be in force as from to-day's date.

It only remains for me to point out that as Salvador has no consular or diplomatic representation in the said territories, my Government would have in every case in which it might be necessary to take action to avail itself of the good offices of an authority or official of another friendly nation.

I have the honour, etc.

F. MARTINEZ SUAREZ.

The Hon. Alexander Murray Simpson,
British Chargé d'Affaires,
ad interim.

III.

BRITISH LEGATION.

No. 56.

SAN SALVADOR, 12th November, 1930.

EXCELLENCY,

I have the honour to refer to Your Excellency's Note addressed to Mr. A. Murray Simpson under date of 8th August, 1930, No. A. 200, L. D. No. 118, in relation to the extension of existing Extradition Treaty to the Mandated Territories of Palestine, Camerouns, Togoland, Tanganyika Territory, New Guinea, Western Samoa, South-West Africa and Nauru.

2. The last paragraph of Your Excellency's Note raised the question of the absence of Consular and Diplomatic Representation of El Salvador and in reply I have the honour to inform Your Excellency that His Majesty's Government instruct me to state that, it is usual, in cases where a foreign Government applies for the extradition of a person who has taken refuge in a British Colony or Mandated Territory where there is no Consular Representative of that foreign Government, for the requisition to be made through the Diplomatic channel. It is therefore respectfully suggested that with a view of averting any possible technical irregularity, applications for extradition from any of the British Mandated Territories where there is no Salvadorean Consular Officer should preferably be made through the Diplomatic channel.

I avail myself of this opportunity to renew to Your Excellency the assurances of my highest esteem and consideration.

(Signed) S. M. STADLER.

His Excellency

Señor Doctor don Francisco Martinez Suarez,
Minister for Foreign Affairs,
San Salvador.

III.

¹ TRADUCTION. — TRANSLATION.

LÉGATION BRITANNIQUE.

N° 56.

SAN SALVADOR, le 12 novembre 1930.

MONSIEUR LE MINISTRE,

1. J'ai l'honneur de me référer à la note de Votre Excellence N° A. 200, L. D. N° 118, adressée à M. A. Murray Simpson le 8 août 1930, au sujet de l'extension du traité d'extradition existant, aux territoires sous mandat de la Palestine, du Cameroun, du Togo, du territoire de Tanganyika, de la Nouvelle-Guinée, du Samoa Occidental, du Sud-Ouest Africain et de Nauru.

2. Le dernier paragraphe de la note de Votre Excellence soulevait la question de l'absence de toute représentation consulaire et diplomatique du Salvador. En réponse, j'ai l'honneur d'informer Votre Excellence que le Gouvernement de Sa Majesté me charge de déclarer qu'il est d'usage, lorsqu'un gouvernement étranger demande l'extradition d'une personne qui s'est réfugiée dans une colonie britannique ou dans un territoire sous mandat britannique où il n'existe pas de représentant consulaire du gouvernement étranger en question, que la demande d'extradition soit faite par la voie diplomatique. Je me permets donc de vous suggérer respectueusement qu'en vue d'éviter toute irrégularité possible de procédure, les demandes d'extradition adressées aux territoires sous mandat britannique où il n'existe pas d'agent consulaire du Salvador, soient faites de préférence par la voie diplomatique.

Je saisis, etc.

(Signé) S. M. STADLER.

Son Excellence

Monsieur le Dr Francisco Martinez Suarez,
Ministre des Affaires étrangères,
San Salvador.

¹ Traduit par le Secrétariat de la Société des Nations, à titre d'information.

¹ Translated by the Secretariat of the League of Nations, for information.

IV.

TEXTE ESPAGNOL. — SPANISH TEXT.

PALACIO NACIONAL.
SECCION DIPLOMATICA.Archivo 200.
L. D. 1766.

SAN SALVADOR, 19 de noviembre de 1930.

SEÑOR ENCARGADO DE NEGOCIOS :

He tenido la honra de recibir la atenta comunicación No. 56, de fecha 12 del actual, en la que Vuestra Señoría se refiere a la nota No. 1118 que este Despacho dirigió a esa Legación el 8 de agosto del corriente año, por medio de la cual quedó aceptado el asunto relativo a la extensión del vigente Tratado de Extradición entre El Salvador y la Gran Bretaña, a los Territorios bajo Mandato de Palestina, Los Camerones, Togolandia, Territorio de Tanganika, Nueva Guinea, Samoa Occidental, Sur Africa Occidental y Naurú.

En relación con el último párrafo de la citada nota No. 1118, en la que esta Cancillería manifestó: que como El Salvador no tiene en los Territorios expresados ningún funcionario consular o diplomático, en cada caso que ocurra tendrá que disponer lo conveniente, pudiendo valerse de autoridad o funcionario de otra nación amiga, Vuestra Señoría me dice que tiene instrucciones del ilustrado Gobierno de Su Majestad para hacer saber al de esta República que, en caso de que un Gobierno extranjero pida la extradición de un individuo refugiado en una Colonia Británica o Territorio bajo Mandato donde no haya Representante Consular de dicho país, se le dé curso por la vía diplomática, y agrega : que para evitar alguna irregularidad técnica posible, las peticiones de extradición referentes a Territorios Británicos bajo Mandato donde no hay representación consular salvadoreña, se hagan por la mencionada vía diplomática.

Este Gobierno está en un todo de acuerdo con el arreglo de referencia y al comunicario así a Vuestra Señoría, me etc.

F. MARTINEZ SUAREZ.

¹ TRADUCTION.SECTION DIPLOMATIQUE.
ARCHIVES.200.
L. D. 1766.PALAIS NATIONAL
SAN SALVADOR, le 19 novembre 1930.

MONSIEUR LE CHARGÉ D'AFFAIRES,

J'ai l'honneur d'accuser réception de la communication N^o 56 en date du 12 courant, par laquelle vous vous référez à la note N^o 1118 adressée le 8 août de l'année en cours par nos services à votre légation et par laquelle nous donnions notre adhésion à l'extension du traité d'extradition en vigueur entre le Salvador et la Grande-Bretagne aux territoires sous mandat

¹ TRANSLATION.

DIPLOMATIC SECTION.

Archives 200.
L.D. 1766.PALACIO NACIONAL.
SAN SALVADOR, November 19, 1930.

SIR,

I have the honour to acknowledge receipt of your communication No. 56 of the 12th instant in which you refer to Note No. 1118 which this office dispatched to your Legation on August 8th of this year, and in which we accepted the extension of the Extradition Treaty in force between Salvador and Great Britain to the mandated territories of Palestine, the Camerons

¹ Traduit par le Secrétariat de la Société des Nations, à titre d'information.

¹ Translated by the Secretariat of the League of Nations, for information.

de la Palestine, du Cameroun, du Togo, du territoire de Tanganyika, de la Nouvelle-Guinée, du Samoa Occidental, du Sud-Ouest Africain et de Nauru.

En ce qui concerne le dernier paragraphe de ladite note N° 1118 où il est dit que le Salvador, n'ayant dans les territoires ci-dessus énumérés aucun agent consulaire ou diplomatique, devra, dans chaque cas, prendre les mesures requises en ayant recours, le cas échéant, aux bons offices d'une autorité ou d'un fonctionnaire d'une autre nation amie, vous m'informez que vous avez été chargé par le Gouvernement britannique de faire savoir au Gouvernement de la République du Salvador qu'il est d'usage, lorsqu'un gouvernement étranger demande l'extradition d'une personne qui s'est réfugiée dans une colonie britannique ou dans un territoire sous mandat britannique où il n'existe pas de représentant consulaire du gouvernement étranger en question, que la demande d'extradition soit transmise par la voie diplomatique. Vous ajoutez qu'en vue d'éviter toute irrégularité possible de procédure les demandes d'extradition adressées aux territoires sous mandat britannique où il n'existe pas d'agent consulaire du Salvador devraient être faites par la voie diplomatique.

Mon gouvernement déclare se rallier entièrement à cette suggestion, et je saisis l'occasion, etc.

F. MARTINEZ SUAREZ.

Togoland, Tanganyika Territory, New Guinea, Western Samoa, South-West Africa and Nauru.

In connection with the last paragraph of the said Note No. 1118, in which it is stated that as Salvador has no consular or diplomatic representation in the said territories, my Government would have in every case in which it might be necessary to take action to avail itself of the good offices of an authority or officials of another friendly nation, you inform me that you have been instructed by His Majesty's Government to acquaint the Government of this Republic that it is usual in cases where a foreign Government applies for the extradition of a person who has taken refuge in a British colony or mandated territory where there is no consular representative of that country, for the requisition to be made through the diplomatic channel. You add that in order to avert any possible technical irregularity, applications for extradition from any of the British mandated territories where there is no Salvadorean consular officer should be made through the diplomatic channel.

My Government is in full agreement with this suggestion. I have the honour, etc.

F. MARTINEZ SUAREZ.

N° 108 (a). — CONVENTION¹ PORTANT LA CRÉATION D'UNE UNION INTERNATIONALE POUR LA PUBLICATION DES TARIFS DOUANIERS. SIGNÉE A BRUXELLES, LE 5 JUILLET 1890.

NOTE DU MINISTRE DE LITHUANIE EN BELGIQUE AU MINISTRE DES AFFAIRES ÉTRANGÈRES DE BELGIQUE, RELATIVE A L'ADHÉSION DE LA LITHUANIE A LA CONVENTION CI-DESSUS. PARIS, LE 13^e MAI 1931.

Communiquée par le ministre des Affaires étrangères de Belgique, le 15 juin 1931.

¹ DE MARTENS, *Nouveau Recueil général de Traités*, deuxième série, tome XVI, page 532, et tome XVIII, page 558.

N° 108 a). — CONVENTION¹ FOR THE CREATION OF AN INTERNATIONAL UNION FOR THE PUBLICATION OF CUSTOMS TARIFFS. SIGNED AT BRUSSELS, JULY 5, 1890.

NOTE FROM THE LITHUANIAN MINISTER IN BELGIUM TO THE MINISTER FOR FOREIGN AFFAIRS OF BELGIUM, RELATING TO THE ACCESSION OF LITHUANIA TO THE ABOVE-MENTIONED CONVENTION. PARIS, MAY 13, 1931.

Communicated by the Belgian Minister for Foreign Affairs, June 15, 1931.

¹ *British and Foreign State Papers*, Vol. 82, page 340.

¹ TRADUCTION. — TRANSLATION.

LÉGATION DE LITHUANIE
EN BELGIQUE.

LITHUANIAN LEGATION.
IN BELGIUM.

PARIS, le 13 mai 1931.

PARIS, May 13, 1931.

MONSIEUR LE MINISTRE,

YOUR EXCELLENCY,

J'ai l'honneur de porter à la connaissance de Votre Excellence que le Gouvernement de la République de Lithuanie, conformément à l'article 14, accède à la Convention portant la création d'une Union internationale pour la publication des tarifs douaniers, signée à Bruxelles, le 5 juillet 1890.

I have the honour to inform you that the Government of the Lithuanian Republic hereby accedes, in conformity with Article 14, to the Convention for the establishment of an International Union for the Publication of Customs Tariffs, signed at Brussels on July 5, 1890.

Je serais très reconnaissant à Votre Excellence de vouloir bien notifier cette adhésion aux autres gouvernements contractants.

I should be most grateful if Your Excellency would notify this accession to the other Contracting Governments.

Veillez agréer, je vous prie, Monsieur le Ministre, les assurances de ma haute considération.

I have the honour, etc.,

(Signé) P. KLIMAS.
*Envoyé extraordinaire
et Ministre plénipotentiaire
de Lithuanie.*

(Signed) P. KLIMAS.
*Envoy Extraordinary
and Minister Plenipotentiary
of Lithuania.*

Son Excellence
Monsieur Hymans,
Ministre des Affaires étrangères,
Bruxelles.

His Excellency
Monsieur Hymans,
Minister for Foreign Affairs,
Brussels.

¹ Traduit par le Secrétariat de la Société des Nations, à titre d'information.

¹ Translated by the Secretariat of the League of Nations, for information.

ERRATA

VOLUME CV.

N^o 2415. Page 232, texte français, date de signature :

au lieu de : « Accra, le 31 janvier 1930 »,
lire : « Accra, le 9 mai 1930 ».

N^o 2427. Page 348, texte français, 5^{me} ligne :
au lieu de : « et du pays spécifié dans son permis »,

lire : « et du type spécifié dans leur permis ».

Page 349, texte français, article premier, 8^{me} ligne :

au lieu de : « et du type spécifié dans son permis »,

lire : « et du type spécifié dans leur permis ».

VOLUME CV.

No. 2415. Page 232, French text, date of signature :

instead of « Accra, le 31 janvier 1930 »,
read : « Accra, le 9 mai 1930 ».

No. 2427. Page 348, French text, 5th line :
instead of : « et du pays spécifié dans son permis »,

read : « et du type spécifié dans leur permis ».

Page 349, French text, Article 1, 8th line :

instead of : « et du type spécifié dans son permis »,

read : « et du type spécifié dans leur permis ».

Imprimé
pour la SOCIÉTÉ DES NATIONS
par les
IMPRIMERIES RÉUNIES S. A.
Lausanne (Suisse)

Printed for the
LEAGUE OF NATIONS
by
IMPRIMERIES RÉUNIES S. A.
Lausanne (Switzerland)